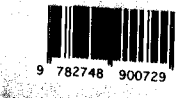
Les médias constituent un système qui sert à communiquer des messages et des symboles à la population. Ils ont vocation à distraire, amuser, informer, et à inculquer aux individus les croyances et codes comportementaux qui les intégreront aux structures sociales au sens large. Dans un monde où les richesses sont fortement concentrées et où les intérêts de classe entrent en conflit, accomplir cette intégration nécessite une propagande systématique.

Une modélisation de la propagande se focalise sur la prodigieuse inégalité dans la capacité de contrôle des moyens de production ; et ce qu'elle implique tant du point de vue de l'accès à un système de médias privés que de leurs choix et fonctionnements. Le modèle permet de reconstituer par quels processus le pouvoir et l'argent sélectionnent les informations.

Économiste, Edward S. Herman est professeur émérite à la Wharton School of Business (Pennsylvanie). Co-fondateur de Znet, réseau américain d'informations alternatif, il s'intéresse notamment à la domination industrielle et aux réglementations financières relevant des conflits d'intérêts.

Linguiste, Noam Chomsky est professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology (MIT, Boston). Parallèlement à sa prestigieuse carrière universitaire, il est mondialement connu pour son engagement politique et sa critique de la politique étrangère des États-Unis.

Nouvelle édition revue & actualisée
Texte intégral traduit de l'anglais
Édition préparée par Benoît Eugène & Frédéric Cotton



28 €

ISBN 978-2-7466-0072-9

NOAM CHOMSKY

EDWARD HERMAN

La Fabrication du consentement

Noam CHOMSKY Edward HERMAN

LA FABRICATION DU CONSENTEMENT

De la propagande médiatique en démocratie

Il n'aura échappé à personne que le postulat démocratique affirme que les médias sont indépendants, déterminés à découvrir la vérité et à la faire connaître ; et non qu'ils passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions, qu'ils sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit de voir, d'entendre ou de penser, et de « gérer » l'opinion à coups de campagnes de propagande

Contre-Feux Agone

LA FABRICATION DU CONSENTEMENT

Collection dirigée par Thierry Discepolo

Noam Chomsky, *Responsabilités des intellectuels*

De l'espoir en l'avenir. Propos sur l'anarchisme & le socialisme

John Stauber & Sheldon Rampton, *L'Industrie du mensonge. Lobbying, communication, publicité & médias*

Jean-Pierre Berlan, *La Guerre au vivant. OGM & mystifications scientifiques*

Ibrahim Warde, *Propagande impériale & guerre financière contre le terrorisme*

Thomas Frank, *Le Marché de droit divin. Capitalisme sauvage & populisme de marché*

Pourquoi les pauvres votent à droite. Comment les conservateurs ont gagné le cœur des États-Unis (et celui des autres pays riches)

Howard Zinn, *« Nous, le Peuple des États-Unis… » Essais sur la liberté d'expression & l'anticommunisme, le gouvernement représentatif & la justice économique, les guerres justes, la violence & la nature humaine*

Dominique Vidal, *Le Mal-Être juif. Entre repli, assimilation & manipulations*

Dominique Vidal & Karim Bourtel, *Le Mal-Être arabe. Enfants de la colonisation*

© Edward S. Herman & Noam Chomsky, 1988, 2002
Manufacturing Consent
The Political Economy of the Mass Media

© Agone, 2008 pour la présente édition
(publié en accord avec Random House)

BP 70072, F-13192 Marseille cedex 20
www.agone.org
ISBN : 978-2-7489-0072-9

Noam Chomsky & Edward S. Herman

La fabrication du consentement

De la propagande médiatique en démocratie

Nouvelle édition revue & actualisée
Texte intégral traduit de l'anglais

Édition préparée par Benoît Eugène & Frédéric Cotton

AGONE

Les mêmes qui leur ont ôté les yeux reprochent au peuple d'être aveugle.

JOHN MILTON

Au sujet du scandale de l'Irangate, on blâma le président pour sa désinvolture. Mais le peuple avait pourtant eu tout loisir de constater que telle était sa manière ordinaire de faire, ou de ne rien faire, avant de le porter à la Maison-Blanche, pas une fois mais bien deux.

JAMES RESTON

À la mémoire d'Alex Carey et de Herbert I. Schiller

Pour ce que nous en connaissons, la petite histoire de l'édition de ce livre en français commence en 2001, quand nous avons tenté, en vain, de l'inscrire dans notre programme de traductions. (Passons pudiquement sur certains us et coutumes du monde des agents littéraires.) Ce livre parut pour la première fois en 2003, sous le titre *La Fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains*, aux éditions du Serpent à plumes. Nous n'avons pas été les seuls à regretter la traduction largement caviardée – que soit d'ailleurs ici remercié Louis-Jo pour tous les vigilants lecteurs anonymes. Enfin, c'est en passionné d'une œuvre dont il découvrait l'importance politique que Dominique Arias nous a proposé, voilà quatre ans déjà, son projet de traduction intégrale.

On trouvera les références des livres et articles cités dans les notes numérotées en chiffres arabes reportées, par chapitre, pages 605-645.

Préface

CET OUVRAGE est construit autour de ce que nous appelons un « modèle de propagande », une construction analytique dont l'objet est de tenter de rendre compte du fonctionnement des médias américains à partir des structures institutionnelles de base et du système de relations dans lesquels ils opèrent. Notre point de vue est que les médias, entre autres fonctions, jouent le rôle de serviteurs et de propagandistes des puissants groupes qui les contrôlent et les financent. Les porteurs de ces intérêts ont des objectifs précis et des principes à faire valoir, ils sont aussi en position d'infléchir et d'encadrer l'orientation des médias. Cela ne s'opère généralement pas au moyen d'interventions directes et grossières mais plutôt grâce à la sélection d'un personnel politiquement aux normes et l'intériorisation par les rédacteurs et les journalistes des priorités et des critères définissant ce qu'est une information valable en conformité avec les politiques de l'establishment.

Les facteurs structurant le système sont la *propriété* et le *contrôle directs* des médias, mais aussi les autres sources de *dépendance financière* – et particulièrement les *annonceurs* –, ainsi que les *intérêts et liens croisés* des médias avec ceux qui font (et ont les moyens de définir) l'information et son sens. Le modèle de propagande intègre aussi d'autres formes de pouvoir, comme la capacité d'organiser des *campagnes de protestation* contre le traitement d'une information par les médias (dans le jargon : « *flak* » – du nom d'un canon de DCA allemand) et de fournir des « experts » confirmant la version officielle d'un événement donné. Enfin s'ajoute la capacité à faire régner l'idéologie et les

principes élémentaires que les élites et le personnel médiatique tiennent pour acquis alors même qu'une bonne part de la population les récusent [I]. Dans un tel contexte, les pouvoirs qui possèdent les médias, les financent par le biais de la publicité, définissent l'information *a priori* puis produisent tant les contre-feux que les experts sur mesure nous semblent être au cœur de la production de l'idéologie dominante et des catégories d'entendement.

Pour nous, ce que font les journalistes, ce qu'ils considèrent comme de l'information digne d'intérêt et les présupposés sur lesquels se fonde leur travail s'expliquent généralement très bien par le seul jeu des incitations, pressions et autres contraintes que prend en compte une telle analyse structurelle.

Bien que prépondérants dans le fonctionnement des médias, ces facteurs structurels ne contrôlent pas tout, et les effets qu'ils produisent sont loin d'être constants, simples et homogènes. Il est de notoriété publique, et doit être intégré à part entière dans une critique institutionnelle telle que celle que nous présentons ici, que les divers composantes des médias jouissent d'une relative autonomie, que certaines valeurs individuelles ou professionnelles ne sont pas sans influence, que l'on prend soin d'éviter d'imposer une ligne éditoriale stricte et que le système s'accommode parfaitement d'un certain degré de dissidence mettant en cause les versions des faits les plus consensuelles. Ce sont ces particularités qui assurent une certaine dose de dissidence et la couverture, comme dans certains reportages, de faits embarrassants [II].

Toute la beauté du système réside cependant dans le fait que ces points de vue dissidents et ces informations dérangeantes restent encadrés et tenus à la marge, de sorte que,

I. Sur nombre de sujets tels que les accords commerciaux, la sécurité sociale ou la hauteur souhaitable des budgets militaires, l'antagonisme est total entre d'un côté les élites et les milieux journalistiques, et de l'autre l'ensemble de la population – lire « annexe I », *infra*, p. 97.

II. C'était aussi vrai en Union soviétique où, suite à la publication dans les médias de révélations embarrassantes au sujet de la guerre en Afghanistan, le ministre soviétique de la Défense accusa la presse de manquer de patriotisme [1].

s'ils permettent d'affirmer que le système n'est pas monolithique, ils restent en proportion suffisante pour ne pas compromettre la domination de la ligne officielle.

Il est important de souligner que c'est bien de la structure de l'appareil médiatique et de son fonctionnement qu'il s'agit ici de traiter, non de son influence sur le public. Sans doute l'adhésion des médias, avec un minimum de dissidence, à un ordre du jour officiel a-t-elle généralement pour effet de pousser le public dans la direction voulue, mais tout est question de degré. Lorsque les intérêts du public divergent drastiquement de ceux des élites et lorsque celui-ci dispose de ses propres sources d'information indépendantes, la ligne officielle peut être fortement ébranlée. Ce que nous soulignons est que le modèle de propagande décrit des forces qui surdéterminent la forme de ce que font les médias. Ce qui n'implique aucunement que toute propagande médiatique soit nécessairement efficace.

On trouvera en fin de chapitres une réactualisation du modèle de propagande et des études de cas présentés dans la première édition en 1988, qui demeurent tous parfaitement opérationnels [2].

Noam Chomsky & Edward Herman, 2002 [1]

I. Si nous assumons seuls la responsabilité du présent ouvrage, nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes suivantes pour leur collaboration dans la préparation de ce livre : James Aronson, Philip Beryman, Larry Birns, Frank Brodhead, Holly Burkhalter, Donna Copper, Carol Fouke, Eva Gold, Carol Gosland, Roy Head, Mary Herman, Rob Kirsch, Robert Krinsky, Alfred McClung Lee, Kent McDougall, Nejat Ozyegin, Nancy Peters, Ellen Ray, William Schaap, Karin Wilkins, Warren Witte et Jamie Young.

Introduction

DES ANNÉES DE RECHERCHES consacrées aux médias nous ont convaincus que les médias sont utilisés pour mobiliser un vaste soutien aux intérêts particuliers qui dominent les sphères de l'État et le secteur privé [1]. Leurs choix de mettre en avant un sujet ou d'en occulter d'autres s'expliquent souvent beaucoup mieux dans un tel cadre d'analyse, et dans certains cas avec la force de l'évidence.

Il n'aura échappé à personne que le postulat démocratique affirme que les médias sont indépendants, déterminés à découvrir la vérité et à la faire connaître ; et non qu'ils passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions. Ceux qui dirigent les médias crient haut et fort que leurs choix éditoriaux sont fondés sur des critères impartiaux, professionnels et objectifs – ce que cautionnent les intellectuels. Mais s'il s'avère effectivement que les puissants sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit de voir d'entendre ou de penser, et de « gérer » l'opinion à coups de campagnes de propagande, l'idée communément acceptée du fonctionnement du système n'a alors plus grand-chose à voir avec la réalité.

1. « Intérêts particuliers » est utilisé ici dans son sens le plus commun, non au sens orwellien qui lui fut attribué, au cours de la période Reagan, pour désigner les ouvriers, agriculteurs, femmes, jeunes, Noirs, personnes âgées, infirmes, chômeurs, etc. – bref, la majeure partie de la population. Seule une catégorie se trouvait exclue de cette appellation : les industriels, propriétaires et managers. Eux ne représentent pas des « intérêts particuliers », ils représentent « l'intérêt national ». Une telle acception est significative de la réalité de la domination et de l'utilisation politique de la notion « d'intérêt général » par les deux principaux partis politiques [1].

Pour Herbert Gans, « les convictions qui fondent le traitement de l'information sont des valeurs professionnelles qui sont caractéristiques du journalisme national et sont acquises par la pratique. [...] En matière d'info, il est de règle d'ignorer les implications de ce dont on parle... » Dans son ouvrage *Deciding What's News*, Gans soutient que les reporters sont dans leur grande majorité « objectifs », mais le sont dans un environnement où prédomine la croyance en un système de « valeurs profondément ancrées », incluant notamment l'« ethnocentrisme » et l'idée d'un « capitalisme responsable. » Si on suit cette logique et qu'il apparaissait que les reporters de la *Pravda* opèrent dans un environnement où prédominent les contraintes de la croyance en la justice immanente d'un « communisme responsable », il n'y aurait plus lieu de mettre en cause leur « objectivité ». En outre, ainsi que nous le montrerons plus loin, Gans minimise très largement à quel point le cadre de présupposés auxquels doivent se cantonner les journalistes est limitatif [2].

Quant aux néoconservateurs, ils dépeignent fréquemment les médias comme autant de bastions de la gauche menant une croisade contre le système. Ils occultent ainsi le fait que les médias, industrie à part entière, sont de grosses entreprises ayant à leur tête de riches entrepreneurs ou des multinationales, dont les participants de ce que les néoconservateurs appellent la « culture libérale » des médias sont les employés. Ils occultent aussi le fait que ces derniers acceptent très largement l'idéologie de base du système et, en fait, ne diffèrent des autres membres de l'establishment que dans les tactiques mises en œuvre pour atteindre des buts identiques. Mais les néoconservateurs sont généralement peu disposés à laisser qui que ce soit s'éloigner trop de leurs positions ; et notre analyse montre que leur rôle est précisément de recourir à l'intimidation pour s'assurer que finisse par être exclue des médias jusqu'à l'infime part de dissidence aujourd'hui tolérable [3] [lire *infra*, chap. I].

Depuis bien longtemps, les auteurs ayant travaillé sur l'opinion publique, la propagande et les nécessités politiques

de l'ordre social ont souligné le rôle crucial de la propagande pour ce que Walter Lippmann appelait la « fabrication du consentement » [4]. Il affirmait dès le début des années 1920, que la propagande était d'ores et déjà devenue un « outil ordinaire pour gouverner les hommes », dont l'importance et le niveau de sophistication ne cessaient de croître [1]. Il ne s'agit pas ici de prétendre que les médias ne servent à rien d'autre, mais que cette fonction de propagande est une caractéristique centrale. Le modèle de propagande que nous décrivons en détail dans le premier chapitre permet d'éclairer les forces qui induisent les médias à jouer leur rôle d'organes de propagande, les processus de sélection biaisés de l'information, et les choix éditoriaux qui en découlent. Dans les chapitres suivants, nous nous efforçons de démontrer que l'on peut appliquer ce modèle à la production médiatique telle qu'elle se présente à nous.

Les critiques systémiques des médias, telles que celles que nous développons dans cet ouvrage, sont généralement stigmatisées par les commentateurs autorisés comme « théorie du complot », une échappatoire commode. Nous n'aurons ici recours à aucune hypothèse « conspiratoire » pour expliquer le mode de fonctionnement des médias. En fait, notre approche se présente davantage comme une analyse des règles du « marché » et de ce qu'elles produisent. Les partis pris les plus flagrants dans le traitement de l'information sont la conséquence de la sélection d'un personnel qui pense ce qu'il faut penser, ayant intériorisé un sens commun de la profession et s'étant adapté aux contraintes des propriétaires,

1. Lippmann estime qu'on ne peut faire à cela aucune objection, car « dans une large mesure les intérêts communs éludent entièrement l'opinion publique et ne peuvent être gérés que par une classe spécialisée dont l'intérêt personnel se situe bien au-delà du plan local ». Lippmann s'inquiétait cependant que l'incorrigible parti pris des médias ne finisse par induire en erreur ladite « classe spécialisée », aussi bien que le public. Le problème étant dès lors de trouver le moyen de pourvoir les élites décisionnelles en information adéquate. Un objectif qui selon lui pouvait être atteint par la mise en place d'un corps d'experts indépendants capables de conseiller objectivement les élites. Lippmann ne soulève aucune question quant à l'éventualité d'intérêts personnels (ou de classe) concernant ladite « classe spécialisée » ou les « experts » qu'elle choisirait pour référence, ni sur leur capacité ou leur droit à déterminer ce qui relève de « l'intérêt commun ».

organisationnelles, du marché, et du pouvoir politique. La censure relève ici principalement de l'autocensure des présentateurs et journalistes soumis à leurs sources et aux contraintes organisationnelles des médias, et aussi de leurs collègues plus élevés dans la hiérarchie, sélectionnés pour imposer les contraintes.

Des acteurs importants contribuent directement à définir et mettre en forme l'information, veillant au respect de la ligne. Le système que nous décrivons est un « système de marché encadré », dont l'orientation est fournie, le gouvernement, les barons de l'industrie, les grands propriétaires et directeurs de médias et l'ensemble des différents groupes ou individus disposant de responsabilités effectives. Claire Sterling par exemple [1], et les experts du Georgetown Center for Strategic and International Studies – Walter Laqueur, Michael Ledeen et Robert Kupperman –, ont été installés par les médias comme experts du terrorisme. Nous examinerons dans le chapitre IV le rôle de Claire Sterling et de Paul Henze dans la mise en place du rouleau compresseur médiatique de « la filière bulgare » [lire *infra*, chap. IV].

Dans le cas de l'Amérique latine, les médias ont été incités à se passer des spécialistes universitaires, car la plus grande partie de la profession rejetait largement le cadre de la propagande d'État. Il s'avéra donc nécessaire de créer de toutes pièces un nouveau corps d'« experts » (Robert Leiken, Ronald Radosh, Mark Falcoff, Susan Kaufman Purcel, etc.) vers lesquels se tourner pour les besoins de la doctrine [5]. Nous étudions dans le premier chapitre la création d'experts pour répondre aux besoins du système.

Les acteurs décisifs se trouvent en nombre suffisamment restreint pour pouvoir éventuellement agir de façon concertée, comme des vendeurs en situation oligopolistique. Cependant, dans la plupart des cas, si les dirigeants des médias font des choix identiques, c'est simplement parce qu'ils ont la même vision du monde, partagent les mêmes

1. Sur Claire Sterling – qui défendit une « thèse » sur le réseau de criminalité transnationale avec pour bénéficiaire et protecteur occulte l'Union soviétique –, lire *infra*, chap. IV. [nde]

motivations, sont soumis aux mêmes contraintes et de fait présentent ou occultent les faits de la même manière, à l'unisson dans une logique suiviste.

Pour autant, les médias ne réagissent pas sur tous les sujets comme un bloc monolithique. Quand les puissants sont en désaccord, des dissensions tactiques apparaissent sur la meilleure façon d'atteindre des objectifs qui restent généralement communs, lesquelles dissensions trouvent alors un écho dans le débat médiatique. En revanche, tout point de vue mettant en cause les présupposés fondamentaux ou suggérant que les modes d'exercice du pouvoir d'État observés découlent de facteurs systémiques sera méthodiquement exclu des médias, y compris quand la polémique sur les options tactiques fait rage entre les élites.

> Nous aurons plus loin l'occasion d'étudier un certain nombre de cas de même nature, mais quel que soit le sujet, le schéma demeure en fait sensiblement le même. Exemple type, la description du Nicaragua agressé militairement par les États-Unis : l'opinion de l'élite était à ce point divisée sur la question qu'il devint possible de se demander si le choix de sponsoriser une armée terroriste était réellement le meilleur moyen de rendre le Nicaragua « plus démocratique » ou « moins menaçant pour son entourage ». Les médias s'abstinrent cependant d'informer l'opinion ou de laisser paraître dans leurs colonnes toute matière pouvant laisser entrevoir que le Nicaragua était en réalité bien plus démocratique, dans le sens non orwellien du terme, que le Salvador ou le Guatemala [1] ; que son gouvernement n'exterminait pas ses concitoyens de façon routinière, comme le faisaient

1. Comme bien d'autres termes du discours politique, le mot « démocratie » est utilisé au sens orwellien quand il décrit, dans des envolées rhétoriques et journaux d'information, les efforts des États-Unis pour établir la « démocratie ». Il désigne alors un système dans lequel le contrôle des ressources et le recours à la violence permettent à des éléments au service des intérêts américains de rester au pouvoir. De sorte que les États terroristes tels que le Salvador et le Guatemala sont « démocratiques ». Il en va de même du Honduras sous la férule de l'oligarchie militaire et de la clique de banquiers et autres riches hommes d'affaires mise au pouvoir par les États-Unis. Ainsi l'armée mercenaire pro-somoziste créée par les États-Unis fut-elle qualifiée de « résistance démocratique » – lire *infra*, chap. III.

ceux du Salvador et du Guatemala ; qu'il avait su mettre en place bon nombre de réformes socio-économiques vitales pour la majorité de sa population, réformes que les deux autres gouvernements pouvaient difficilement envisager ; que le Nicaragua n'était en rien une menace pour ses voisins mais se trouvait au contraire être l'objet d'attaques permanentes des États-Unis, de leurs clients et autres supplétifs ; et que ces mêmes États-Unis redoutaient bien plus le Nicaragua pour ses qualités que ses prétendus défauts [lire *infra* chap. III, V, VII] [6].

Des quatre-vingt-cinq tribunes libres concernant le Nicaragua parues dans le *Washington Post* et le *New York Times* en 1986, soit durant les trois mois que dura le « débat national » qui précéda le vote du Congrès pour le renouvellement de l'aide aux contras, pas une seule ne faisait état du fait pourtant élémentaire que le Nicaragua n'assassinait pas sa population ; et deux phrases seulement précisaient que le gouvernement nicaraguayen avait inauguré des réformes. Sur une question aussi importante, aucune ne mettait en parallèle le Nicaragua avec le Salvador et le Guatemala [7]. De même les médias se gardaient-ils de laisser quiconque évoquer publiquement les résultats obtenus par des méthodes similaires pour apporter la « démocratie » au Guatemala depuis 1954, c'est-à-dire en favorisant le financement par la CIA d'une invasion armée qui avait bel et bien enterré la démocratie guatémaltèque. On savait par exemple qu'au Guatemala les États-Unis avaient eux-mêmes, depuis des décennies, installé et soutenu l'actuel gouvernement, et supervisé l'instauration du terrorisme d'État (comme dans bien d'autres pays) ; qu'ils avaient en outre subverti ou avalisé la subversion de la démocratie au Brésil, au Chili, aux Philippines (là encore, parmi bien d'autres) ; qu'ils se trouvaient alors « constructivement engagés » auprès de nombreux régimes terroristes un peu partout dans le monde, et qu'ils s'étaient souciés comme d'une guigne de la démocratie au Nicaragua, aussi longtemps que le régime hyper-répressif de Somoza était accroché au pouvoir. En dépit de tout cela, les médias ne semblaient nullement douter que le gouvernement américain trouvait

réellement préoccupante la situation de la « démocratie » au Nicaragua. En 1987, dans un article très critique au sujet du « plan de paix » de Reagan pour le Nicaragua, Tom Wicker écrivait : « Quelle que puisse être leur doctrine, les États-Unis n'ont aucun droit, historique ou divin, d'imposer la démocratie aux autres nations, objectif qui ne justifie en rien qu'ils renversent les gouvernements qui leur déplaisent. » Wicker ne remettait nullement en cause l'idée que Reagan cherchait à imposer la démocratie au Nicaragua, il critiquait seulement les moyens mis en œuvre, qui lui semblaient douteux, et le plan lui-même, qui semblait voué à l'échec. Précisons que Wicker représente la limite extrême de ce qui peut être exprimé en matière d'opinion dissidente dans les médias américains [lire *infra*, chap. III] [8].

Le désaccord au sein des élites quant au moyen le plus approprié de gérer la situation au Nicaragua transparaissait, certes, dans le débat public, mais les médias, à l'unisson et conformément aux priorités des élites, faisaient en sorte qu'on ne puisse situer l'intervention américaine dans son contexte réel, supprimant systématiquement tout ce qui rendait compte de l'extrême violence et de l'agression américaine et donnant des sandinistes la plus mauvaise image possible [9]. Par exemple, en réponse aux accords de paix d'août 1987, les États-Unis renforcèrent immédiatement, jusqu'au niveau phénoménal de deux à trois vols par jours, le pont aérien avec le Nicaragua, qui permettait d'acheminer hommes et matériel sur le terrain. Le but était de miner les accords en intensifiant les combats et d'empêcher le Nicaragua de relâcher sa garde afin de pouvoir l'accuser de ne pas respecter les accords. Ces initiatives constituaient, et de loin, les plus graves violations desdits accords, mais elles n'apparaissaient à peu près nulle part dans les médias. Inversement, le Salvador et le Guatemala, où la situation était nettement pire, étaient dépeints en lutte pour la démocratie, derrière des dirigeants « modérés » méritant de fait un soutien compréhensif.

De telles pratiques ne se bornent pas à distordre l'idée que le public peut se faire de la situation réelle en Amérique

centrale, elles donnent aussi une idée complètement fausse des véritables objectifs de la politique américaine dans la région.

Jacques Ellul souligne une caractéristique essentielle de la propagande : « Le propagandiste ne peut révéler les intentions réelles de l'autorité pour laquelle il agit. [...] Cela reviendrait à livrer ses projets au débat public, aux aléas de l'opinion publique, et leur ôterait de fait toute chance de succès. [...] La propagande doit au contraire couvrir ces projets comme un voile, masquant l'intention véritable. [10] »

Le pouvoir qu'a le gouvernement de fixer cadres d'interprétation et ordres du jour et de soustraire tout fait gênant aux interrogations de l'opinion publique apparaît lui aussi de manière flagrante dans la couverture des campagnes électorales d'Amérique centrale – analysées au chapitre III et, pour certains cas spécifiques, tout au long des chapitres suivants.

Lorsqu'une politique gouvernementale n'essuie que peu ou pas d'opposition au sein de l'élite elle peut néanmoins se trouver remise en cause à la marge dans les médias ; et des faits qui, pour peu qu'on en saisisse réellement la portée, suffisent à réfuter la ligne du gouvernement, pourront même être mis à jour, généralement dans la presse écrite et en dernière page. C'est là l'un des points forts de notre système : des faits des plus embarrassants peuvent s'y voir donner une importance considérable – comme ce fut le cas durant la guerre du Vietnam, pour faire écho au désaveu croissant de l'électorat (auquel se rallia même une partie de l'élite à partir de 1968). Et cependant, comme nous pourrons le voir au chapitre V, même dans des circonstances aussi exceptionnelles, il demeure presque impossible à certaines informations ou commentaires de paraître dans les médias s'ils ne sont pas strictement compatibles avec le dogme du moment (celui de la bienveillance désintéressée de l'engagement américain, répondant à l'agression et à la terreur.) Pendant et après la guerre du Vietnam, les apologistes de la politique américaine ont monté en épingle ces informations dérangeantes, le « pessimisme » récurrent des

ténors de l'info ou les débats portant sur des questions tactiques, mais dans le but de dénoncer l'attitude « frondeuse » des médias, accusés à ce titre d'avoir « perdu » la guerre. Pour ridicules qu'elles fussent [lire *infra*, chap. V et annexe IV], ces accusations n'en avaient pas moins le double avantage de travestir le rôle réel des médias et dans le même temps d'amener ces derniers à coller toujours plus aux thèmes de la propagande d'État.

Nous avons toujours défendu l'idée que le fonctionnement « naturel » de tels mécanismes, laissant sporadiquement apparaître des faits dérangeants dans les strictes limites de présupposés intangibles, tout en excluant les points de vue plus fondamentalement dissidents (qui peuvent s'exprimer dans la presse alternative), sont à la base d'un système de propagande infiniment plus crédible et efficace qu'un système de censure officielle au service d'un ordre du jour patriotique.

Notre critique des biais et des priorités sélectives des médias s'appuie, pour un certain nombre de faits précis, sur des informations publiées dans les médias eux-mêmes. Cela a ouvert la porte à une accusation récurrente de sophisme. Le fait qu'un critique des médias s'appuie sur les médias eux-mêmes étant avancé comme la « preuve » par excellence que la critique se contredit elle-même et que la couverture des faits donnée pour discutable est en réalité parfaitement honnête. En réalité, le fait que les médias publient des faits sur un sujet ne prouve en rien que la couverture soit adéquate ou juste. Comme nous pourrons le voir dans les chapitres suivants, les médias occultent une part considérable de ce qui permet de comprendre un événement. Mais plus cruciale encore est la place accordée à tel ou tel fait : le moment, la mise en page, le ton, la répétition, les éléments de contextualisation, les faits et les analyses qui lui donnent sens (ou l'en privent). Qu'un lecteur attentif cherchant un fait précis puisse parfois le trouver, avec un regard critique et en y mettant le temps, ne dit nullement s'il a été donné à ce fait précis le contexte et l'attention qu'il mérite, si un lecteur moyen avait la moindre chance de le comprendre ou s'il était rendu totalement

marginal. Certes, on peut discuter du degré d'attention qu'il mérite, mais prétendre que, dès lors qu'un chercheur assidu et critique peut trouver certains faits, on peut *de facto* tenir pour démontré que la couverture des événements par les médias est nécessairement impartiale, et que, par voie de conséquence, il ne saurait y avoir d'omissions est parfaitement ridicule. Un lecteur attentif de la presse soviétique pouvait certes apprendre des faits qui allaient à l'encontre de la ligne gouvernementale, mais personne n'en déduisit jamais en Occident que cela témoignait de l'objectivité de la presse soviétique ou de la droiture de sa couverture de l'événement.

L'un des points-clés de cet ouvrage est que les campagnes indignées de la presse – avec ses silences, ses révélations et ses occultations, sa contextualisation sélective, ses présupposés et son ordre du jour – sont extrêmement utiles pour le pouvoir en place et répondent parfaitement aux besoins du gouvernement et des principaux groupes d'intérêts. Se focaliser sur les victimes du communisme permet de persuader l'opinion de l'ignominie de l'ennemi et justifie par avance toute intervention armée, subversion, soutien à des gouvernements terroristes, course sans fin aux armements – et le tout pour une noble cause. Dans le même temps, la dévotion de nos dirigeants et de nos médias pour ces victimes spécifiques renforce l'orgueil national et le patriotisme en offrant la démonstration de la nature profondément humaniste des nations occidentales.

Le public ne perçoit pas les silences qui entourent les victimes de nos propres États clients, silence non moins indispensable au soutien des politiques que la focalisation constante sur les victimes de l'ennemi. Il eût été très difficile au gouvernement guatémaltèque d'exterminer des dizaines de milliers de personnes si les médias américains y avaient consacré le même type de couverture qu'au harcèlement d'Andreï Sakharov ou au meurtre du père Popieluszko en Pologne. Il eût été impossible de broyer dans une guerre épouvantable le Sud-Vietnam et l'Indochine tout entière, abandonnées ensuite à leur sort dans un tel état de dévastation qu'ils avaient peu de chances de jamais s'en relever, si

les médias n'avaient rallié la cause, faisant d'une agression criminelle un combat pour la liberté et n'acceptant pour critique que des pinaillages tactiques lorsque les intérêts qu'ils représentaient jugèrent le coût de l'agression excessif.

Et il en va de même de bien d'autres cas étudiés plus loin, et de beaucoup trop d'autres qui ne le seront pas.

I. Un modèle de propagande

Les médias constituent un système qui sert à communiquer des messages et des symboles à la population. Ils ont vocation à distraire, amuser, informer, et à inculquer aux individus les valeurs, croyances et codes comportementaux qui les intégreront aux structures sociales au sens large. Dans un monde où les richesses sont fortement concentrées et où les intérêts de classe entrent en conflit, accomplir cette intégration nécessite une propagande systématique.

Dans les pays où les leviers du pouvoir sont entre les mains d'une bureaucratie d'État, le monopole des médias vient généralement renforcer une censure tout à fait officielle : ces derniers servent les fins d'une élite dominante sans qu'il soit besoin d'épiloguer.

Il est beaucoup plus difficile d'observer le fonctionnement d'un système de propagande quand les médias sont des entreprises privées et la censure officielle quasi inexistante. *A fortiori* lorsque ces médias se font activement concurrence, attaquent et dénoncent périodiquement les méfaits des grandes entreprises et du gouvernement et se posent en farouches défenseurs de la liberté d'expression et de l'intérêt général. Ce qui passe inaperçu (et qui ne fait l'objet d'aucune critique dans les médias), c'est la nature extrêmement limitée de telles critiques, la prodigieuse inégalité dans la capacité de contrôle des moyens de production et ce qu'elle implique tant du point de vue de l'accès à un système de médias privés que leurs choix et fonctionnements.

Une modélisation de la propagande se focalise sur ces questions. Le modèle permet de reconstituer par quels processus le pouvoir et l'argent sélectionnent les informations

retenues pour la publication, marginalisent la dissidence et permettent aux messages du gouvernement et des intérêts privés dominants de toucher le public. Les éléments essentiels de notre modèle de propagande, les déterminants qui « filtrent » l'information, sont classés comme suit : (1) taille, actionnariat, fortune du propriétaire et orientation lucrative ; (2) poids de la publicité ; (3) poids des sources gouvernementales ou économiques et des « experts » financés et adoubés par ces sources primaires et agents des pouvoirs ; (4) moyens de contre-feux permettant de discipliner les médias ; (5) l'« anticommunisme » comme religion nationale et mécanisme de contrôle [1].

Tous ces déterminants interagissent et se renforcent mutuellement. La matière première de l'information passant successivement par ces différents filtres se réduit au final à un résidu aseptisé prêt à être publié. Ils déterminent l'axiomatique et l'interprétation de l'information après avoir défini ce qui constitue une information valable et rendent compte des fondements des processus produisant l'équivalent de campagnes de propagande.

L'emprise des élites sur les médias et la marginalisation des dissidents découlent si naturellement du fonctionnement même de ces filtres que les gens de médias, qui travaillent bien souvent avec intégrité et bonne foi, peuvent se convaincre qu'ils choisissent et interprètent « objectivement » les informations sur la base de valeurs strictement professionnelles. Ils sont effectivement souvent objectifs, mais dans les limites que leur impose le fonctionnement de ces filtres. Les contraintes sont si fortes, et sont si profondément inscrites dans le système, que des choix éditoriaux qui s'établiraient autrement sont difficilement imaginables. Ainsi le processus aboutissant à retenir l'information poussée par le gouvernement américain sur la livraison d'une cargaison de Mig au Nicaragua le 5 novembre 1984 ne laissait-il place à aucune interrogation

1. Il est difficile de ne pas avoir remarqué que ce dernier filtre a évolué avec son temps : la lutte contre l'« Islam » et la « guerre au terrorisme » ayant remplacé le communisme comme « religion nationale et mécanisme de contrôle ». [nde]

sur le biais inhérent à la priorité dont jouit *de facto* la communication gouvernementale, pas plus que n'était considérée l'éventualité que le gouvernement puisse manipuler l'information, imposer son ordre du jour et détourner ainsi l'attention d'autres informations [1].

Pour mettre en évidence le cadre général de la manipulation et les biais systématiques qui en résultent, une analyse tant micro (au cas par cas) que macro sera requise.

> Les représentants des médias affirment que, par nature, les déclarations du gouvernement « sont à publier ».
>
> Début octobre 1986, des notes internes filtrèrent dans la presse, indiquant que l'administration Reagan avait délibérément mené une campagne de désinformation pour peser sur les événements de Libye. Les médias, qui avaient contribué à cette campagne de désinformation sans trop se poser de questions, clamèrent leur indignation d'avoir été manipulés. Pour apprécier tout le sel de ces protestations, il faut savoir que, cinq ans plus tôt, la presse avait rendu public un « programme de désinformation [dirigé par la CIA] destiné à mettre Kadhafi et son gouvernement dans l'embarras », conjointement à des opérations terroristes, sur le terrain, visant à le renverser, voire à l'assassiner [1]. On n'en avait cependant tiré aucune leçon.
>
> En réalité, les médias se laissent duper en permanence. Ils sont assez rarement exposés au ridicule de la mise au jour de *documents* gouvernementaux prouvant leur manipulation permanente. S'agissant de la Libye, les médias ont marché dans chacune des combines du gouvernement : depuis les « brigades d'intervention » de 1980, jusqu'à l'attentat de la discothèque berlinoise ; avalant les couleuvres les plus délirantes, refusant de reconnaître leurs torts rétrospectivement, et n'en tirant aucune conséquence – ce qui ressemble à un aveuglement volontaire [2].

1. Pour une description détaillée de la stratégie du gouvernement visant à détourner l'attention des élections nicaraguayennes en inventant de toutes pièces l'affaire des Mig – et de la complicité des médias dans ce programme gouvernemental –, lire *infra* § III.8.

Nous examinons maintenant en profondeur les principaux constituants de notre modèle de propagande avant de le faire fonctionner et le tester dans les chapitres suivants [1].

* *
*

I-1. Premier filtre
Taille, actionnariat, orientation lucrative

Dans leur analyse de l'évolution des médias en Grande-Bretagne, James Curran et Jean Seaton décrivent l'émergence, dans la première moitié du XIXe siècle, d'une presse radicale, qui s'adressait directement au prolétariat national. Cette presse alternative était propre à renforcer la conscience de classe. Elle fédérait les travailleurs parce qu'elle proposait un autre système de valeurs et une autre façon de voir le monde : elle « facilitait une plus grande confiance collective en insistant constamment sur la capacité potentielle des travailleurs à opérer un changement social grâce à la force de "l'unité" et de l'organisation [3] ». Les élites au pouvoir y voyaient une menace de premier ordre. Un parlementaire déclara même que la presse ouvrière « enflamme » les passions des mouvements ouvriers ; qu'elle « affaiblit leur égoïsme, opposant à leur condition actuelle ce qu'ils prétendent devoir être leur condition future – une condition incompatible avec la nature humaine et les lois immuables qu'a établies la Providence pour la régulation des sociétés humaines [4] ». On s'efforça en conséquence de briser les médias ouvriers sous une avalanche de lois et de procès, en conditionnant toute publication au versement d'une caution exorbitante,

1. Les principales données du modèle qui suivent ont été collectées jusqu'aux années 1980 ; on en trouve une réactualisation dans le complément que les auteurs ont rédigé, au début des années 2000, *infra*, p. 86. [nde]

en imposant diverses taxes qui n'avaient d'autre objet que d'étrangler financièrement la presse radicale. Ces efforts furent vains. Au milieu du siècle, ils furent abandonnés au profit de l'idée libérale que les lois du marché rendraient bientôt les gens plus responsables. Curran et Seaton ont montré comment les marchés réussirent *effectivement* là où l'État avait échoué. Suite à l'abrogation des taxes punitives sur la presse, entre 1853 et 1869, on vit apparaître de nouveaux quotidiens locaux, mais aucun quotidien prolétaire ne fut plus créé jusqu'à la fin du XIXe siècle. Curran et Seaton observent que « l'éclipse de la presse radicale nationale était véritablement si totale que, lorsque le parti travailliste fit son apparition, dans la suite des mouvements ouvriers de la première décennie du XXe siècle, pas un seul quotidien ou hebdomadaire national n'en était le porte-parole [5] ».

L'une des causes principales était le changement d'échelle des entreprises de presse et l'augmentation des coûts d'investissements qui en découlèrent à partir du milieu du XIXe siècle, avec l'évolution des technologies et l'obsession croissante pour étendre le lectorat. L'extension du libre marché s'accompagnait d'une « industrialisation de la presse ». En 1837, le coût moyen nécessaire à la fondation d'un hebdomadaire national rentable restait inférieur à un millier de livres, avec un seuil de rentabilité d'environ 6 200 exemplaires. En 1867, le coût de lancement d'un nouveau quotidien à Londres était estimé aux alentours de 50 000 livres. Le *Sunday Express*, fondé en 1918, dut dépenser, malgré un tirage de plus de 250 000 exemplaires, plus de deux millions de livres avant de pouvoir percer [6].

Les mêmes mécanismes étaient à l'œuvre aux États-Unis, où le coût de lancement d'un nouveau journal à New York était d'environ 69 000 dollars en 1851. En 1872, le *St. Louis Democrat* fut acquis aux enchères pour 460 000 dollars, tandis que les journaux new-yorkais se cédaient entre six et dix-huit millions de dollars dans les années 1920 [7]. Très vite, même pour des journaux à faible tirage, le coût des machines se chiffra à des centaines de milliers de dollars, si bien qu'en 1945 on pouvait dire : « Même la publication de petits journaux relève du "Big Business" [... et] n'est plus

un domaine où l'on se lance à la légère, quelle que soit sa fortune, à défaut de laquelle il est inutile d'y penser. [8] »

Le premier filtre – la limitation de l'accès à la propriété d'un média avec une certaine diffusion si l'on ne dispose pas de moyens considérables, du fait de coûts rédhibitoires – jouait déjà à plein il y a plus d'un siècle, et son poids depuis lors n'a cessé d'augmenter.

Nous parlons évidemment ici de médias de grande diffusion – dits médias de masse. Il a toujours été possible de lancer des journaux à faible tirage, ou de diffuser des informations ronéotypées ou photocopiées visant un public restreint. Mais même les plus petits journaux ne survivent aux États-Unis que grâce aux contributions de riches mécènes. En 1968, on comptait 1 500 quotidiens, 11 000 magazines, 9 000 stations de radio, 1 500 chaînes de télévision, 2 400 maisons d'édition et sept studios de cinéma – soit plus de 25 000 médias au total. Mais un bon pourcentage de ceux qui diffusaient de l'information étaient de petite taille, locaux et dépendaient entièrement des grands médias nationaux et des agences de presse pour tout ce qui sortait de leur circonscription. Un très grand nombre étaient dans les mains des mêmes propriétaires, dont certains possédaient toute la gamme des médias.

Ben Bagdikian souligne le fait qu'en 1988, si nombreux que soient les supports médiatiques, les vingt-neuf plus grands groupes contrôlaient à eux seuls plus de la moitié de la presse écrite et la quasi-totalité des radios, chaînes, magazines, éditions et productions cinématographiques. Il explique qu'une telle situation constitue *de facto* « un ministère privé de l'information et de la culture » capable d'imposer son ordre du jour à l'échelle nationale [9].

On sait depuis longtemps que les médias sont stratifiés : la strate supérieure – en termes de prestige, de moyens et d'audience – se résumait entre quinze et vingt-quatre groupes à la fin des années 1980 [10]. C'est précisément cette strate supérieure qui, avec le gouvernement et les agences de presse, détermine l'ordre du jour en matière d'information et produit la majeure partie des informations en direction des strates inférieures et du public.

> En 1988, les quatre principales agences de presse occidentales – Associated Press (AP), United Press International (UP), Reuters et l'Agence France Presse (AFP) – représentaient environ 80 % des informations internationales diffusées aujourd'hui dans le monde. AP appartient aux journaux qui en sont membres ; UP est détenue par un groupe privé ; Reuters était principalement détenue par les médias britanniques avant d'être privatisée, en 1984, mais ils parvinrent à conserver un certain contrôle en limitant le droit de vote des actionnaires ; l'AFP est très largement financée par le gouvernement français. Ainsi que le souligne Jonathan Fenby, les agences de presse « existent pour être au service des marchés » ; de fait, elles s'intéressent principalement « aux juteux marchés des médias des États-Unis, d'Europe de l'Ouest et du Japon, et de plus en plus au monde des affaires ». La compétition entre elles est féroce, mais AP et UP « sont réellement des entreprises américaines opérant à un niveau international. [...] Sans leur base nationale, AP et UP ne pourraient pas fonctionner comme des agences internationales. Cette base implique cependant qu'elles doivent se comporter comme des organisations américaines, répondant aux pressions et aux impératifs américains » [11].

Le degré de concentration au niveau de cette strate supérieure n'a fait qu'augmenter depuis la Seconde Guerre mondiale, à la suite de l'avènement de la télévision et son développement en réseaux nationaux. Avant cette transformation, le marché de l'information était fondamentalement local, bien qu'extrêmement dépendant des strates supérieures et d'un choix très restreint de sources en matière d'informations nationales et internationales. Les chaînes locales diffusent désormais des informations nationales et internationales émanant des trois réseaux principaux, la télévision étant devenue la première source d'information du public [1]. L'apparition du câble a néan-

1. En 1984, 64 % de l'échantillon des études Roper donnait la télévision comme principale source d'information sur ce qui se passe aujourd'hui dans le monde [12].

moins entraîné une segmentation du public télévisuel, ainsi qu'une lente érosion des parts de marché et de la puissance des chaînes historiques.

Tableau I-1

Données financières concernant vingt-quatre des principales grandes firmes médiatiques ou leurs filiales (décembre 1986) [13]

ENTREPRISE	CAPITALISATION En millions de $	BÉNÉFICES BRUTS En millions de $	BÉNÉFICES NETS En millions de $	CHIFFRE D'AFFAIRES En millions de $
Advance Publications (Newhouse) [a]	2 500	ND	ND	2 200
Capital Cities / ABC	5 191	668	448	4 124
CBS	3 370	470	370	4 754
Cox Communications [b]	1 111	170	87	743
Dow Jones & Co.	1 236	331	183	1 135
Gannett	3 365	540	276	2 801
General Electric (NBC)	34 591	3 689	2 492	36 725
Hearst [c]	4 040	ND	215 (1983)	2 100 (1983)
Knight-Ridder	1 947	267	140	1 911
McGraw-Hill	1 463	296	154	1 577
News Corporation (Murdoch) [d]	5753	256	115,6	2599
New York Times	1 405	256	132	1 565
Reader's Digest [e]	ND	75-110 (1985)	ND	1 400 (1985)
Scripps-Howard [f]	ND	ND	ND	1 062
Storer [g]	1 242	68	(- 17)	537
Taft	1 257	(- 11)	(- 53)	500
Time Inc.	4 230	626	376	3 762
Times-Mirror	2 929	680	408	2 948
Triangle [h]	ND	ND	ND	730
Tribune Co.	2 589	523	293	2 030
Turner Broadcasting	1 904	(-185)	(-187)	570
U.S. News & World Report	200+	ND	ND	140

« ND » pour « Non disponible »

a. La capitalisation est tirée de la publication par magazine *Forbes* de patrimoine du groupe *Newhouse* pour l'année 1985 ; le CA n'incluant que les ventes médias – source : *Advertizing Age*, 29 juin 1987.

b. Cox Communications était une entreprise publique jusqu'à 1985, date à laquelle elle fusionna avec Cox Enterprise, filiale du groupe Cox. Les données présentées ici datent de fin 1984, à la veille de sa privatisation et moment où des informations financières furent rendues publiques.

c. Source : William Barret, « Citizens Rich », *Forbes*, 14 décembre 1987.

d. Au 30 juin 1986.

e. Année 1985 – source : *New York Times*, 9 février 1986.

f. CA des ventes médias – source : *Advertizing Age*, 29 juin 1987.

g. Storer fut racheté par la firme Wall Street Kohlberg Kravis Roberts & co. en 1985. Ces chiffres datent de décembre 1985. Au-delà de cette période, Storer perd son autonomie et les informations cessent d'être accessibles.

h. Ventes médias exclusivement – source : *Advertizing Age*, 29 juin 1987.

Le tableau I-1 réunit des données financières de base concernant les vingt-quatre géants médiatiques (ou les groupes multimédias qui les contrôlent) qui constituent la strate supérieure des médias américains. Les critères qui déterminent l'appartenance à la catégorie supérieure sont : le niveau d'audience, la capacité à imposer de nouveaux standards et la somme des bénéfices courants et à terme. Le dernier quart de notre échantillon de vingt-quatre groupes a été sélectionné plus ou moins arbitrairement, quoique le niveau d'audience ait constamment prévalu comme principal critère de référence. McGraw-Hill en fait partie du fait de son poids dans l'édition de livres et de revues politiques. À l'époque de la rédaction de ce livre, le sort de Storer n'était pas tranché, ce qui explique sa présence dans le tableau malgré la vente de ses chaînes peu de temps après.

Cet ensemble inclut : 1. les trois principaux réseaux de télévision : ABC (à travers Capital Cities), CBS et NBC (à travers General Electric, GE) ; 2. les principaux géants de la presse écrite : *New York Times*, *Washington Post*, *Los*

Angeles Times (Times-Mirror), *Wall Street Journal* (Dow Jones), Knight-Ridder, Gannett, Hearst, Scripps-Howard, New House (Advance Publication) et la Tribune Company ; 3. les principaux magazines d'information grand public : *Time*, *Newsweek* (intégré au *Washington Post*), *Reader's Digest*, *TV Guide* (Triangle) et *U.S. News & World Report* ; 4. un géant du livre (McGraw-Hill) ; 5. quelques réseaux câblés qui étaient déjà d'une importance considérable et croissante : Murdoch, Turner, Cox, General Corp., Taft, Storer et Group W (Westinghouse).

La plupart de ces entreprises ont des activités dans différents secteurs des médias et n'ont été placées qu'arbitrairement dans l'une ou l'autre catégorie du tableau : Time Inc. est aussi solidement implanté comme agence de presse que dans la publication de magazines ; McGraw-Hill est l'un des plus gros éditeurs de magazines ; Tribune Company est prépondérant dans le domaine de la télévision comme de la presse écrite ; Hearst est aussi important dans les journaux que dans les magazines ; et Murdoch était aussi fortement implanté dans la publication de journaux ou la télévision que dans l'industrie du cinéma.

Ces vingt-quatre sociétés sont d'énormes firmes à but purement lucratif, détenues et contrôlées par de très grosses fortunes. Ce tableau montre qu'à une exception près toutes les entreprises dominantes du secteur dont les données sont accessibles affichent plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires, contre environ 2,6 millions de dollars pour les entreprises de taille moyenne. On peut aussi noter que près des trois quarts de ces firmes géantes dégageaient des bénéfices nets supérieurs à 100 millions de dollars, la médiane se situant autour de 183 millions de dollars.

La plupart de ces firmes géantes sont complètement intégrées au marché financier, les autres n'étant pas pour autant hors de pouvoir de leurs actionnaires, directeurs et banquiers – pour s'en tenir au haut du panier. Ces pressions se sont intensifiées à mesure que les actions du secteur devenaient les favorites du marché ; et les propriétaires de journaux ou de chaînes de télévision sont parvenus à jouer sur une audience et des revenus publicitaires accrus pour multiplier

la valeur de leurs sous-marques – et accumuler des fortunes. Tout cela a attiré les spéculateurs, augmentant la pression du marché et la tendance à se focaliser de façon plus intensive sur la rentabilité. Les entreprises familiales se sont trouvées de plus en plus divisées entre ceux qui entendaient tirer parti des nouvelles opportunités et ceux qui préféraient garder le contrôle familial, ces divergences ayant fréquemment précipité des crises débouchant sur la vente des entreprises.

Du capital familial à la financiarisation, des médias au piège du marché

Valorisation du capital familial

Après l'acquisition au forceps de Metromedia pour 1,1 milliard de dollars, en 1984, John Kuge revendit par secteurs, entre 1984 et 1986, pour un montant total de 5,4 milliards de dollars, dégageant une plus-value de quelque 3 milliards [14]. La chaîne KDLA-TV de Los Angeles – qui avait été rachetée grâce à des pressions par un autre groupe en 1983 pour 245 millions de dollars – fut vendue à la Tribune Company pour 510 millions deux ans plus tard [15].

Le partage entre les héritiers de James E. Scripps se solda par la vente du *Detroit Evening News*. Un article nous informe que « Daniel Marentette, un membre de la famille Scripps qui se tient lui-même pour un "actionnaire agressif", déclarait que les membres de la famille espèrent une valorisation plus importante. "On obtient un meilleur rendement en misant sur un cabinet d'experts à New York", selon M. Marentette – qui vend des chevaux de course [16] ». Dans la famille Bingham, semblables querelles d'héritage aboutirent à la vente du *Louisville Courrier-Journal* ; les journaux de New Haven de la famille Jackson furent vendus après des années de procédures – et « le prix de vente, 185 millions de dollars, ne servit qu'à promouvoir la valeur potentielle des avoirs de la famille dans d'autres journaux [17] ».

Déréglementation

La tendance à l'intégration croissante des médias dans l'économie de marché s'est accentuée grâce au relâchement

des règles limitant la concentration des médias, les participations croisées et leur prise de contrôle par des entreprises extérieures au secteur. Ainsi, sous Reagan, le gouvernement a renforcé les détenteurs de licences télévisuelles en faisant passer leur renouvellement de trois à cinq ans. Ce renouvellement a été plus ou moins rendu automatique par l'autorité de régulation, la Federal Communications Commission (FCC). La spéculation et la concentration furent renforcées par l'autorisation de revendre ses participations dans un délai ramené de trois à un an.

De même, la FCC et le département de la Justice n'appliquèrent pas les lois antitrusts, autorisant des fusions-acquisitions et amenant plus de concentration industrielle (achat de RCA par General Electric) et médiatique (Capital Cities-ABC). À partir de 1985, les propriétaires de médias furent autorisés à détenir jusqu'à douze chaînes de télévision, avec un plafond d'audience nationale de 25 %. De même pour les radios [18].

L'entrée en scènes des OPA

En 1985, les dettes de CBS augmentèrent de près d'un milliard de dollars du fait du rachat par l'entreprise de ses propres actions, afin de se mettre à l'abri d'une OPA de Ted Turner. Le *Wall Street Journal* notait que, « avec des dettes atteignant désormais près de 60 % de son capital, CBS doit conserver ses revenus publicitaires pour couvrir le montant de ses emprunts et de leurs intérêts [19] ». Les revenus publicitaires ayant en fait cessé de croître, CBS dut se résoudre à des réductions de personnel allant jusqu'à la suppression de 600 postes de techniciens et animateurs, la plus importante compression de personnel depuis la perte du marché publicitaire de la cigarette en 1971 [20]. En juin 1986, Time Inc. se lança à son tour et pour la même raison dans le rachat portant sur un total de dix millions de ses propres titres, soit 16 % de son actif, pour un montant estimé à quelque 900 millions de dollars [21]. En réponse aux menaces de Jesse Helms et Turner contre CBS, Laurence Tish, de la Loews Corporation, fut amené à accroître le montant de ses participations dans le capital de CBS, qui atteignaient déjà 11,7 %. En août 1986, sa participation atteignit 24,9 %, CBS passant de fait sous son contrôle. Faisant alliance avec William Paley, qui détenait 8,1 % des parts, Tish congédia le PDG de CBS et prit lui-même provisoirement sa place [22].

Cette situation s'est accompagnée d'un abandon progressif des réglementations – déjà minimes au départ – encadrant la publicité et la violence, ce qui a ouvert la porte à l'invasion commerciale ; ainsi qu'au recul de la « *fairness doctrine* » – la règle de l'équilibre des points de vue sur les sujets d'intérêt public. Président de la FCC sous Reagan, Mark Fowler justifia cette dernière mesure par l'ouverture que permettait le marché, assurant ainsi une liberté de choix du public [23]. Entre autres problèmes, Fowler ne tenait aucun compte du fait qu'une véritable liberté de choix implique notamment la possibilité de choisir parmi des options qui ne soient pas exclusivement proposées par une oligarchie dont l'objectif premier est de vendre des téléspectateurs à des publicitaires.

La rentabilité accrue des médias dans un environnement dérégulé entraîna en outre un accroissement des fusions-acquisitions et des OPA. Même des CBS et des Time Inc. n'étaient plus à l'abri d'un rachat du jour au lendemain. Les géants des médias furent ainsi poussés à emprunter massivement et à se focaliser plus agressivement et plus radicalement que jamais sur la seule rentabilité afin de rassurer les investisseurs et de réduire le risque d'OPA. Ils y perdirent le peu d'autonomie dont ils disposaient auprès des banques, des institutions financières ou de leurs plus gros actionnaires qu'ils avaient dû solliciter comme « chevaliers blancs [1] ».

Bien que les titres de la majorité des grandes entreprises fussent cotés, près des deux tiers de celles-ci restaient soit détenues soit étroitement contrôlées par des membres des familles d'origine, toujours propriétaires de l'essentiel des actions. Cette situation évolua progressivement, les titres se trouvant tour à tour répartis entre un nombre croissant d'héritiers et les opportunités de vente offertes sur le marché se multipliant. Mais en 1986 la persistance du contrôle de ces

1. Un « chevalier blanc » est un investisseur sollicité pour contrer une OPA par une offre concurrente. [nde]

familles demeurait une donnée de base, ce qui apparaît clairement dans le tableau 1-2. Ce dernier montre aussi la fortune considérable des quelques familles dominant les plus grands médias. Pour sept des vingt-quatre plus gros groupes multimédias, la valeur des actions qu'elles détenaient dépassait le milliard de dollars dans les années 1980, la moyenne se situant autour du demi-milliard [1]. Ces actionnaires de référence ont à l'évidence intérêt au *statu quo* en raison de leur fortune et de leur position stratégique dans des institutions-clés de la société ; une position qu'ils utilisent, fixant les objectifs et nommant les directions des entreprises.

Tableau 1-2

Fortune des actionnaires de référence des vingt-quatre plus grands groupes de médias ou de leurs maisons mères (février 1986)

ENTREPRISE	GROUPE OU FAMILLE DIRIGEANTE	POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES PAR LE GROUPE DE CONTRÔLE	VALEUR DU NOYAU DUR D'ACTIONS En millions de $
Advance Publications	Famille Newhouse	Pourcentage considérable	2 200 **
Capital Cities	PDG et direction nommés	20,7 % (Warren Buffet, 17, 8 %)	771 *
CBS	PDG et direction nommés	20,6 % [a]	551 *
Cox Communications	Famille Cox	36 %	1 900 **
Dow Jones & Co.	Familles Bancroft et Cox	54 %	1 500 *
Gannett	PDG et direction nommés	1,9 %	95 *
General Electric	PDG et direction nommés	moins de 1 %	171 *
Hearst	Famille Hearst	33 %	1 500 **

1. Ce nombre passerait à huit si l'on y incluait les possessions de Lila Wallace, décédée en 1984, qui laissa la gestion du plus important portefeuille d'actions Reader's Digest à ses administrateurs.

ENTREPRISE	GROUPE OU FAMILLE DIRIGEANTE	POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES PAR LE GROUPE DE CONTRÔLE	VALEUR DU NOYAU DUR D'ACTIONS
Knight-Ridder	Familles Knight et Ridder	18 %	447 *
McGraw-Hill	Famille McGraw	c. 20 %	450 **
News Corporation	Famille Murdoch	49 %	300 **
New York Times	Famille Sulzberger	80 %	450 **
Reader's Digest	Propriété de la Famille Wallace, gérée par des administrateurs de biens	ND	ND
Scripps-Howard	Héritiers Scripps	ND	1 400 **
Storer	PDG et direction nommés	8,4 %	143 *
Taft	PDG et direction nommés	4,8 %	37 *
Time Inc.	PDG et direction nommés	10,7 % (Luce 4, 6 %, Temple 3,2 %)	406 *
Times-Mirror	Chandlers	35 %	1 200 *
Triangle	Annenbergs	Pourcentage considérable	1 600 *
Tribune Co.	Héritiers McCromick	16,6 %	273 *
Turner Broadcasting	Turner	80 %	222 *
U.S. News & World Report	Zuckerman	Pourcentage considérable	176 [b]
Washington Post	Famille Graham	Plus de 50 %	350 **
Westinghouse	PDG et direction nommés	Moins de 1 %	42 *

« ND » pour « Non disponible »

* indique que le chiffre provient des données officielles, calculé à partir des côtes du marché en février 1986 ; ** du palmarès annuel des fortunes établi par *Forbes*

a. Ce portefeuille compte notamment les 8,1 % de William Paley et les 12,2 % de Laurence Tisch, détenus au travers d'un investissement de Loews. Un peu plus tard dans la même année, Loews augmentait son investissement à hauteur de 24,9 %, suite à quoi Laurence Tisch fut promu PDG de l'entreprise.

b. Tel fut le prix payé par Zuckerman, lorsqu'il racheta US News en 1984 (Gwen Kinkead, « Mort Zuckerman… », *op. cit.*).

Les néoconservateurs qui dénoncent régulièrement une « domination libérale » des médias affirment qu'ils sont sous influence… mais curieusement pas sous celle de leurs propriétaires ! On comprend parfaitement pourquoi ils ne manifestent guère d'enthousiasme pour les chiffres mettant en évidence la fortune de ces derniers. Ce qui ne les empêche pas de se montrer « populistes » en prétendant parler – bien que financés par Mobil Oil Corporation ou Richard Mellon Scaife –, au nom des « masses », contre une élite fortunée qui domine les médias [24].

Les noyaux durs de l'actionnariat de ces empires médiatiques sont également très étroitement liés au reste du monde des affaires à travers les relations sociales et les conseils d'administration. Dans le cas des réseaux de télévision et du câble NBC et Group W, leurs maisons mères respectives, General Electric et Westinghouse, sont des géants de l'industrie dont les conseils d'administrations sont dominés par des dirigeants des banques et des affaires. Nombre d'autres grands groupes médiatiques étaient encore pilotés par des administrateurs maison, ce qui est caractéristique d'entreprises de taille relativement modeste, et contrôlées par des propriétaires à l'ancienne. Plus une firme est importante et plus elle a d'actionnaires, plus la direction aura tendance à ne pas être issue de l'entreprise. La population des administrateurs externes des entreprises de médias est généralement similaire à ce qu'elle est dans des multinationales d'autres secteurs. Le tableau 1-3 montre que, pour dix empires médiatiques, un peu plus de la moitié des administrateurs externes sont des cadres de grandes entreprises et des banquiers en activité ; proportion que les banquiers et avocats d'affaires à la retraite (neuf cadres sur treize sous la mention « retraités ») portent à près des deux tiers du total. Ces quatre-vingt-quinze administrateurs externes occupent dans le même temps des sièges dans trente-six banques et deux cent cinquante-cinq autres entreprises supplémentaires [25].

Tableau 1-3 [26]

Affiliation des administrateurs externes de dix des principaux médias ou de leurs maisons mères en 1986

SECTEUR OU FORMATION D'ORIGINE	NOMBRE	POURCENTAGE
Cadres supérieurs	39	41,1 %
Avocats d'affaires	8	8,4 %
Retraités (anciens cadres supérieurs ou banquiers)	13 (9)	13,7 % (9,5 %)
Banquiers	8	8,4%
Consultants	4	4,2 %
Organisation à but non lucratif	15	15,8 %
Autres	8	8,4 %
Total	95	100 %
AUTRES APPARTENANCES		
Autres postes d'administration (secteur bancaire)	225 (36)	
Anciens hauts fonctionnaires	15	
Membres du Council on Foreign Relations [a]	20	

a. Ce « Conseil des affaires étrangères » est un think tank composé d'environ 4 000 membres qui conseille le gouvernement américain sur la politique étrangères et publie la revue *Foreign Affairs*. [nde]

Outre ces recoupements des conseils d'administration, les groupes multimédias sont tous en affaires avec des banques commerciales et d'investissement dont ils obtiennent prêts et lignes de crédits et dont ils attendent conseils et services pour gérer leurs émissions d'actions et d'obligations comme les opportunités d'acquisition ou les menaces d'OPA. Banques et autres investisseurs institutionnels sont aussi des actionnaires importants des médias. Au début des années 1980, ce type d'institutions détenait 44 % des parts des journaux cotés en bourse et 35 % pour les radios et télévisions [27]. On y trouve souvent les plus gros actionnaires d'une entreprise donnée. Ainsi, en 1980-1981,

le fonds de placement The Capital Group détenait 7,1 % des parts d'ABC, 6,6 % de Knight-Ridder, 6 % de Time Inc. et 2,8 % de Westinghouse [28]. Si ces participations ne leur donnent pas de contrôle direct, elles offrent cependant à ces fonds les moyens de peser sur les décisions et leurs politiques exercent un effet sur la stabilité des entreprises et de leurs dirigeants [29]. Si la gestion de ces derniers n'assure pas des rentes suffisantes, les investisseurs institutionnels seront tentés de vendre (provoquant une chute du cours des actions) ou d'accueillir d'éventuelles OPA d'un bon œil. Ils constituent une force qui tend à obliger les entreprises de médias à se concentrer exclusivement sur des objectifs de rentabilité.

La diversification et l'expansion de la zone de diffusion des entreprises agit dans le même sens. Nombre d'entre elles se sont diversifiées dans d'autres branches de médias dont le potentiel de croissance était prometteur. Redoutant la montée en puissance de la télévision et son impact sur les revenus de la publicité, d'anciennes entreprises de presse écrite ont investi à marche forcée dans la télévision hertzienne et le câble. C'est le cas de Time Inc., qui tirait en 1988 la moitié de ses bénéfices du câble. Seule une petite minorité des vingt-quatre géants se cantonnent à un seul type de médias [30].

Ces géants ont aussi diversifié leurs activités dans d'autres secteurs industriels tandis qu'on assistait à l'arrivée de nouveaux venus dans les médias. Parmi les cas les plus connus, General Electric (GE) contrôle tout le réseau NBC et Westinghouse détient les plus grandes stations de télévision, un réseau de chaînes câblées et un réseau de radios. GE et Westinghouse sont deux multinationales colossales, très diversifiées et notamment fortement implantées dans les domaines très sensibles du nucléaire et de l'armement.

Rappelons au passage que, de 1965 à 1967, une OPA d'International Telephone and Telegraph (ITT) sur ABC souleva un tel tollé de protestations contre le danger de laisser une multinationale de l'industrie largement ouverte aux investissements étrangers prendre le contrôle d'un

aussi important groupe médiatique, que l'opération échoua [1]. On protesta que le contrôle par ITT risquait « de compromettre l'indépendance de la couverture médiatique d'événements politiques dans des pays où ITT aurait des intérêts [32] ». L'interdiction de la fusion semble d'autant plus justifiée *a posteriori* par des affaires de corruption et des tentatives de renversement du gouvernement chilien.

GE et Westinghouse furent néanmoins autorisées à prendre le contrôle d'entreprises de médias bien avant l'affaire ITT, alors que les mêmes objections s'appliquaient à leur cas. GE est une entreprise bien plus puissante qu'ITT, implantée dans de très nombreux pays, très impliquée dans le nucléaire et dont l'activité dans le domaine des armes est bien plus importante que celle d'ITT. C'est une organisation très centralisée, attachée au secret et qui pèse lourdement sur les décisions « politiques » [33]. GE a largement contribué au financement de l'American Entreprise Institute, un *think tank* très à droite qui soutient les intellectuels relayant les messages des intérêts économiques. En prenant le contrôle de ABC, GE se dotait d'un moyen redoutable de faire valoir ses vues. Comme le disait son PDG, « si vous n'aimez pas ce que dit votre journal, vous êtes parfaitement libre d'en créer ou d'en acheter un autre ». Dans un climat aussi favorable au laissez-faire que celui qu'offrait l'administration Reagan, une multinationale géante mécontente des performances des médias *pouvait effectivement* s'acheter les siens – comme le fit GE.

Les intérêts extra-médiatiques des groupes multimédias demeurent néanmoins secondaires dans nos données. Hormis pour GE et Westinghouse, ils ne représentent généralement qu'une proportion relativement minime de leurs revenus. Leur influence internationale est par contre très importante. Les chaînes de télévision, réseaux et autres groupements de chaînes de télévision, les vendeurs de programmes, les principaux magazines d'information et les studios de cinéma font des affaires dans le monde entier

1. La fusion avait été condamnée par le FCC mais ne fut finalement bloquée que sur intervention du ministère de la Justice [31].

et tirent un pourcentage important de leur chiffre d'affaires des ventes à l'étranger et des opérations de leurs filiales. Le *Reader's Digest* est imprimé dans dix sept langues différentes et distribué dans plus de cent soixante pays. Originairement basé en Australie, l'empire Murdoch s'est étendu aux États-Unis grâce aux profits de ses filiales britanniques et australiennes [34].

Une autre relation structurelle importante est la dépendance ou les liens qu'entretiennent les entreprises de médias avec le gouvernement. Les radios et les télévisions sont toutes soumises à l'autorisation et à l'attribution des fréquences par l'administration, elles ont donc potentiellement à redouter son contrôle et ses pressions. Ces instruments légaux sont utilisés comme un bâton pour discipliner les médias et les politiques éditoriales qui s'écartent un peu trop des orientations de l'establishment [I]. Les médias s'en préservent par le lobbying et autres dépenses politiques, en entretenant des liens privilégiés avec le monde politique et en restant prudents dans leurs orientations. La proximité de ces liens est impressionnante. Comme le montre le tableau 1-3, cinquante des quatre-vingt-quinze administrateurs externes de dix géants des médias ont déjà exercé une fonction au sein d'un gouvernement. Dans son étude des plus grands titres de la presse écrite, Peter Dreier donne une proportion similaire [II]. À la télévision, le passage de fonctions dans les instances de contrôle à des postes dans les firmes contrôlées et réciproquement atteignit des sommets à l'époque où la structure oligopolistique des médias et des chaînes fut mise en place. Ainsi, une étude montre que, sur soixante-cinq membres qui quittèrent la Federal Communications Commission entre 1945 et 1970, douze avaient eu

I. À propos de la campagne Nixon-Agnew de pression sur les médias incluant des attaques publiques et des menaces, Marilyn Lashner conclut que les efforts de Nixon et de la Maison-Blanche pour réduire les médias au silence avaient été « couronnés de succès, au moins pour ce qui concerne la télévision [35] ».

II. Dans son échantillon de grands titres de la presse écrite, sur deux cent quatre-vingt-dix directeurs, trente-six avaient – ou avaient eu – de hautes fonctions dans le gouvernement fédéral [36].

des responsabilités dans le secteur des communications privées avant d'être intégrés à la FCC, et trente-deux furent embauchés dans ce même secteur sitôt après avoir quitté la commission [37].

Mais les grands médias dépendent aussi du gouvernement pour des questions politiques plus générales. Toute entreprise suit de près les questions de taxes, de taux d'intérêt, de politique du travail et d'application ou non des lois antitrust. GE et Westinghouse dépendent des financements du gouvernement pour leur recherche-développement dans les domaines de l'énergie nucléaire et du militaire, et pour l'établissement d'un contexte favorable aux affaires à l'étranger [I]. Le *Reader's Digest*, *Time*, *Newsweek* ou les vendeurs d'heures de programmes télé et de films ont aussi besoin de soutien diplomatique pour obtenir le droit de pénétrer les cultures des pays étrangers au moyen de messages commerciaux et de programmes colportant des valeurs et présentant le point de vue américains sur l'actualité. Ainsi empires médiatiques, agences publicitaires et transnationales ont-ils des intérêts communs convergents dans la création d'un climat favorable à l'investissement dans le tiers-monde ; et dans ces politiques leurs relations et interconnexions avec le gouvernement sont symbiotiques [II].

Pour résumer, les groupes multimédias dominants sont donc de très grosses entreprises, contrôlées par des gens très riches ou des administrateurs sous étroite surveillance de propriétaires et autres forces orientées vers le profit. Ils sont en outre très interdépendants et ont des intérêts communs

I. Signalons qu'en France les groupes de presse et de vente d'armes Matra-Hachette et Dassault se trouvent dans la même situation par rapport à l'État. [ndt]

II. Selon Erik Barnouw, « la croissance symbiotique de la télévision américaine et de l'entreprise globale a généré un tel degré d'interpénétration qu'il est désormais impossible de les considérer séparément. Elles ne sont véritablement plus qu'un seul et même phénomène. Précédée largement en amont par un bataillon d'éclaireurs comportant des conseillers militaires, des lobbyistes, des équipementiers, des vendeurs de téléfilms, des publicitaires et autres experts du merchandising, l'entreprise globale pénètre la quasi-totalité du monde non socialiste. La télévision n'en est que la partie la plus visible [38] ».

importants avec d'autres multinationales, des banques et le gouvernement. C'est le premier puissant filtre qui oriente les choix dans le domaine de l'information.

Est-il totalement absurde de penser que, s'il existait une « demande » des téléspectateurs pour le type de programmes que les propriétaires de médias détestent le plus, la compétition et la recherche de profits amèneraient ces derniers à les proposer malgré tout ? Ce n'est pas tout à fait exclu, et une telle logique, ainsi que l'autonomie limitée des professionnels des médias, peut contribuer à expliquer les « surprises » qui, sporadiquement, apparaissent dans les médias. La demande du public est cependant d'autant plus inopérante que les millions de consommateurs n'ont absolument aucun moyen de faire valoir leur désir pour des produits qui ne leur sont jamais proposés. En outre, les intérêts des propriétaires se trouvent puissamment renforcés par toute une gamme d'autres filtres que nous continuons à passer en revue.

* *
*

I-2. Second filtre
La régulation par la publicité

Commentant au milieu du XIXe siècle les avantages du libre-échange comme mode de contrôle des opinions dissidentes, le très libéral ministre des Finances britannique sir George Lewis faisait valoir que le marché privilégierait naturellement les journaux « jouissant de la faveur du public de la publicité [39] ». La publicité allait en effet devenir un puissant mécanisme de sape de la presse de la classe ouvrière. Curran et Seaton donnent le même statut à sa croissance qu'à celle des coûts de production parmi les facteurs expliquant que le marché ait réussi là où les taxes et le harcèlement avaient échoué : « Les publicitaires acquirent *de facto* un droit de veto sur les journaux, dès lors que, sans leur appui, ceux-ci cessaient d'être économiquement viables. [40] »

Avant que la publicité ne prenne la place prépondérante qu'on lui connaît, les coûts de production devaient être couverts par le prix de vente. La publicité prenant de l'importance, les journaux qui l'attiraient furent rapidement à même de proposer des tarifs de vente bien inférieurs aux coûts réels. Les titres n'ayant pas la faveur des publicitaires s'en trouvèrent fortement désavantagés : ils comptaient parmi les plus chers, leurs ventes s'effondraient, leur trésorerie les empêchant de faire face aux investissements qui auraient permis de soutenir les ventes – présentation, format attractif, distribution, etc. Un système médiatique dominé par la publicité tend naturellement à l'élimination ou à la marginalisation des organes financés par leurs seules ventes. De par ce fonctionnement, le libre-échange offre tout sauf un système neutre dans lequel la sélection repose sur la demande finale. Ce sont les préférences des *publicitaires* qui déterminent la prospérité, voire la survie même d'un média : « Les producteurs offrant à leurs sponsors [les publicitaires] des perspectives de juteux profits grâce à leur audience auront droit à leur soutien, tandis que ceux qui ne sont pas suffisamment compétitifs dans ce domaine ne survivront pas. [41] »

Les médias dépendants de la publicité sont en fait subventionnés par elle, ce qui leur permet d'atteindre un rapport qualité-prix grâce auquel ils distancent et affaiblissent leurs concurrents qui en sont dépourvus (ou sont négligés par les annonceurs). Même si les médias vivant de la publicité ciblent une clientèle « haut de gamme », ils captent facilement l'audience « bas de gamme », leurs rivaux perdant leurs parts de marché et disparaissant ou étant marginalisés.

Pour la même raison, une télévision non commerciale sera, elle aussi, fortement désavantagée et ne pourra espérer être compétitive sans un financement public. Les chaînes publiques n'étant pas sujettes aux contraintes internes liées aux intérêts de propriétaires fortunés tout en étant moins exposées aux humeurs des publicitaires, elles constituent une menace potentielle pour le contrôle scrupuleux des

élites sur les moyens de communication de masse. Pour cette raison, les conservateurs s'efforcent de toujours garder fermement la bride sur les chaînes publiques, avec des financements relativement bas et révisés chaque année [42]. Au cours des années Carter-Reagan, on opta aussi pour une autre solution, qui était d'imposer aux chaînes publiques le mode de fonctionnement des chaînes privées par le biais de coupes budgétaires drastiques.

En fait, la publicité a joué un rôle crucial dans l'augmentation de la concentration – y compris entre des rivaux également avides de revenus publicitaires. Une bonne part de marché et des revenus publicitaires importants permettront à un journal ou une télévision d'être plus compétitif – promotion plus agressive, achat de programmes et de vedettes plus rentables ; et les rivaux moins avantagés devront investir au-delà de leurs moyens pour tenter de freiner la spirale de la perte de parts de marché et de revenus. Celle-ci est généralement fatale, ce qui constitue un élément d'explication de la disparition de nombre d'hebdomadaires et magazines à grand tirage et la diminution du nombre de quotidiens [43].

Dès l'apparition de la publicité dans la presse, les journaux radicaux et ouvriers se retrouvèrent dans une position particulièrement critique. Leur lectorat était généralement de revenus modestes, facteur aggravant aux yeux des publicitaires. En 1856, un cadre de la publicité estimait que certains journaux étaient de mauvais supports : « Leurs lecteurs n'achètent rien, et toute somme qui leur est consacrée est autant d'argent jeté par la fenêtre. [44] »

Les journaux sociaux-démocrates anglais payèrent aussi un lourd tribut après la Seconde Guerre mondiale. Malgré leurs 9,3 millions de lecteurs quotidiens, des titres comme *Daily Herald*, la *News Chronicle* ou le *Sunday Citizen* firent faillite ou furent absorbés par la presse de l'establishment entre 1960 et 1967. Comme l'explique James Curran, avec 4,7 millions de lecteurs dans sa dernière année d'existence, « le *Daily Herald* avait un lectorat près de deux fois supérieur à celui du *Times*, du *Financial Times* et du *Guardian* réunis ». Ses recherches montrent qu'en outre ses lecteurs

« étaient plus attachés à leur journal que ceux d'aucun autre journal populaire » et que, « bien qu'ouvriers pour la plupart, ils le lisaient de façon beaucoup plus approfondie que les lecteurs des autres journaux populaires » [45]. La mort du *Herald* comme celles de la *News Chronicle* et du *Sunday Citizen* s'expliquent en grande partie par un étranglement dû au manque de revenus publicitaires : avec 8,1 % du tirage quotidien en circulation, le *Herald* ne captait que 3,5 % du budget publicitaire net par millier d'exemplaires vendus, le *Sunday Citizen* seulement un dixième du *Sunday Times* et un septième de l'*Observer*. Curran démontre clairement que la disparition de ces trois journaux d'importance contribua considérablement à la perte de puissance du parti travailliste, notamment le *Herald*, une institution à très grand tirage qui offrait « un angle différent d'analyse et d'éclairage, aux antipodes des systèmes de représentation dominants qui prévalaient, tant sur les ondes que dans la presse classique [46] ». Un mouvement de masse dépourvu de tout soutien médiatique et devant lutter contre une presse résolument hostile est pour le moins handicapé…

De nos jours, les médias qui ont le plus de succès sont bien conscients de l'importance cruciale de la « qualité » de leur public. CBS annonce fièrement à ses actionnaires que, pour « maximiser la vente de son audience », la firme a développé un nouvel « outil de vente » pour traiter avec les publicitaires : « Le profil des publics cibles permettra aux annonceurs d'optimiser l'efficacité des spots en stratifiant l'audience par rapport à son utilisation des produits et services des annonceurs. [47] » C'était là le comble du raffinement dans les calculs « d'efficacité » permettant de « vendre une audience ». Dans le secteur du magazine, la mesure de référence utilisée par les annonceurs pour atteindre les consommateurs au moyen d'une publicité noir et blanc pleine page était alors le « CPM », soit le « coût par millier [d'exemplaires] ». Dans son argumentaire à l'attention des annonceurs, *Soap Opera Digest* déclarait : « Vous voulez sans doute savoir quelle est notre première réussite : aujourd'hui, *Soap Opera Digest* vous livre plus de femmes de la catégorie 18-49 – et à un CPM inférieur – que n'importe quel autre magazine. [48] »

Autrement dit, l'objectif des médias est d'attirer le public non pour lui-même mais en fonction de son pouvoir d'achat. Tout comme au XIXe siècle, c'est un public aisé qui intéresse aujourd'hui les annonceurs. Dire que les médias sont d'autant plus démocratiques qu'ils s'adressent à un public très large est à peu près aussi vrai que prétendre égalitariste le suffrage censitaire !

L'emprise des publicitaires sur la programmation télévisuelle tient fondamentalement au fait que ce sont eux qui achètent et financent les programmes – ce sont les « patrons » qui subventionnent les médias. Les médias sont donc en compétition pour leur patronage – avec des services spécialement chargés de les démarcher – et doivent pouvoir mettre en avant en quoi leurs programmes peuvent les servir. Les choix de ces patrons pèsent si lourd sur la vie d'un média qu'ils en deviennent ce que William Evan appelle des « organisations de référence normative [49] » – aux impératifs et exigences desquels les médias doivent s'accommoder pour réussir ; ou encore, selon Turow, « l'interaction continuelle entre les producteurs et les principaux sponsors joue un rôle déterminant dans la mise en place des limites qui encadrent la production quotidienne [50] ».

Pour le budget d'une télévision, le gain ou la perte d'un seul point d'audience se traduit par une variation de 80 à 100 millions de dollars de recettes annuelles, avec des variations selon la « qualité » du public cible. La taille et la « qualité » de l'audience est donc un enjeu crucial. Et dans un système de marché, ce type de considération aura fortement tendance à peser sur l'orientation générale d'un média. Il s'agit, pour une part, de pressions des firmes concernant le respect d'une ligne stricte ; d'autre part du résultat de l'interaction permanente entre l'entreprise de médias et les patrons qui tiennent les cordons de la bourse. Comme le faisait remarquer Grant Tinker, à la tête de NBC-TV à l'époque, la télévision « est un médium soutenu par la publicité et, tant qu'elle ne risque pas de nuire à ce soutien, la programmation peut varier [51] ».

Les médias radicaux et ceux de la classe ouvrière font l'objet d'une discrimination politique de la part des publicitaires.

Au fondement de cette discrimination, il y a l'allocation de publicité conditionnée au ciblage du public solvable. Mais bien des entreprises refusent en outre de subventionner des ennemis idéologiques ou ceux qu'ils perçoivent comme nuisant à leurs intérêts, et des cas de discrimination ouverte viennent s'ajouter à l'élection censitaire. En 1985, les studios TV WNET perdirent leurs crédits de Gulf + Western suite à la diffusion du documentaire *Hungry for Profit*, qui critiquait les activités des multinationales dans le tiers-monde. Avant même la diffusion du programme, anticipant la réaction des industriels, les responsables de la chaîne affirmaient avoir « fait le maximum pour aseptiser le documentaire [52] ». La direction de Gulf + Western se plaignit néanmoins auprès de la chaîne de ce que le programme étaient « violemment antibusiness, voire anti-américain », et que la programmation d'un tel documentaire n'était pas le genre d'attitude que la firme attendait de ses « amis ». Le *London Economist* conclut laconiquement : « Il semble clair désormais que WNET ne fera pas la même erreur une deuxième fois. [53] »

En plus de la discrimination infligée aux médias qui leur déplaisent, les publicitaires font leur choix parmi les programmes selon leurs propres principes. À de rares exceptions près, ils sont culturellement et politiquement conservateurs. Selon les instructions de Procter & Gamble à leur agence de publicité, « il ne pourra se trouver dans aucun de vos programmes quoi que ce soit qui, de quelque manière, donne une image des affaires comme froide, impitoyable et dépourvue de tout sentiment ou motivation spirituelle ». Chez General Electric, le directeur de la communication d'entreprise déclarait : « Nous entendons privilégier une programmation dont l'esprit vienne renforcer nos messages d'entreprise. [54] » Les grands annonceurs soutiendront rarement des programmes mettant en cause les pratiques de l'industrie, comme les problèmes de dégradation de l'environnement, les activités du complexe militaro-industriel ou le soutien aux pires dictatures du tiers-monde et les substantiels bénéfices qui en sont tirés par le monde des affaires. Erik Barnouw relate l'histoire d'une série documentaire de

NBC résolument environnementaliste, à une période où la question générait une grande demande du public. Il observe que, bien que beaucoup de grandes entreprises dépensaient beaucoup d'argent en publicités et autre propagande concernant l'environnement, la série passa à la trappe par la volonté des sponsors. Celle-ci péchait en effet par excès d'objectivité, suggérant notamment que les problèmes environnementaux étaient structurellement liés à l'industrie alors que le message de cette dernière était de « rassurer » [55].

À la longue, les télévisions finissent par comprendre que ce genre de programmes ne peut être vendu aux annonceurs, qu'il représente donc un sacrifice financier et qu'en outre certains clients peuvent les prendre très mal. Ne parlons pas des attaques contre les produits mêmes des annonceurs, les chaînes se gardant bien d'aller sur ce terrain, même en cas d'informations majeures concernant la santé publique [56]. Les tarifs des spots publicitaires ne cessant de grimper, les revenus qui en découlent font de même. Or, compte tenu de la pression croissante des marchés en faveur des performances financières et d'une diminution des contraintes légales, un système médiatique reposant sur la publicité aura tendance à augmenter régulièrement son temps d'antenne et à marginaliser voire à éliminer carrément les programmes qui traitent de façon significative des affaires publiques.

> Difficile à prouver statistiquement compte tenu de l'insuffisance chronique des données rendues disponibles par la FCC, l'érosion constante du temps de programmation face à la publicité est rendue évidente si l'on se souvient de l'adoption en 1929 par la National Association of Broadcasting d'une règle interdisant toute publicité radiophonique entre 19 et 23 heures. En 1930, William Paley attestait devant la commission du commerce du Sénat que 22 % seulement du temps d'antenne de CBS serait consacré à des programmes sponsorisés commercialement, les 78 % restant étant épargnés. Il soulignait notamment que la publicité proprement dite ne représentait que « sept dixièmes de 1 % de notre durée totale d'émission ». Au sujet des programmes concernant les affaires publiques, Frank Wolf précise que « c'est probablement du fait même des réglementations de la FCC que de tels programmes ont pu ne fut-ce qu'être montrés sur les chaînes commerciales ». [57]

Les annonceurs seront plus généralement portés à éviter les programmes trop compliqués ou touchant à des controverses dérangeantes, susceptibles de réduire le « temps de cerveau disponible » du public. Ils cherchent des divertissements légers, qui correspondent à la fonction première des programmes : celle de diffuser le message des vendeurs. Il est donc parfaitement naturel que, dans un marché orienté par la quête des sponsors, des programmes tels que « La vente du Pentagone » soient supplantés par des émissions comme « l'Écosse vue par un oiseau », « L'Arizona de Barry Goldwater », « Réflexion sur l'hôtellerie » ou « M. Rooney sort dîner » – programme de CBS traitant de « ce que les Américains mangent lors qu'ils dînent dehors, où ils vont et pourquoi [58] ».

Il y a des exceptions : certaines firmes désirant sponsoriser des programmes sérieux, parfois en raison d'ennuis récents qui imposent de renforcer les relations publiques. Mais même en pareil cas les sponsors éviteront généralement de financer des analyses de fond sur des sujets trop chauds ou réellement polémiques ; ils opteront plutôt pour des documentaires sur l'Antiquité grecque, le ballet, ou pour des sujets ayant trait à l'histoire et la culture nationales et empreints de nostalgie. Barnouw souligne un contraste intéressant : sur les chaînes commerciales, « leurs budgets provenant de la pub, [les fictions] se concentrent presque systématiquement sur ici et maintenant » ; à l'inverse, sur les chaînes publiques, *la* culture « a fini par devenir "les autres cultures". [...] La civilisation américaine ici et maintenant est hors champ [59] ».

Enfin, les stations et les réseaux de télévision se doivent de maintenir leurs niveaux d'audience, c'est-à-dire d'empêcher les téléspectateurs de zapper entre deux programmes – afin de soutenir les prix et les revenus publicitaires.

Insérer dans la programmation des documentaires culturels qui font changer de chaîne peut coûter très cher. Dans un système médiatique « libre » (c'est-à-dire dépendant entièrement de la publicité), la logique commerciale tendra à éviter ce type de programmes. Mais toute émission critique, culturelle ou documentaire finira aussi, à terme, par être évacuée des médias secondaires qui luttent pour attirer les publicitaires. Même s'il y existera toujours une programmation politique ou culturelle tentant de naître ou de survivre en marge des plus grands médias.

* *
*

I-3. Troisième filtre Les sources d'information

Les médias sont en symbiose avec de puissantes sources d'information pour des raisons économiques et du fait d'intérêts partagés. Ils ont impérativement besoin d'un flux continu et stable d'information brute. Ils sont confrontés à une demande d'information quotidienne et à une grille horaire qu'ils doivent remplir. Pour autant, ils ne peuvent se payer le luxe de maintenir en permanence reporters et caméras partout où un événement important peut se produire. Les limites de leurs budgets leur imposent donc de concentrer leurs moyens là où les événements significatifs sont les plus fréquents, où abondent fuites et rumeurs, et où se tiennent régulièrement des conférences de presse.

La Maison-Blanche, le Pentagone, et le département d'État à Washington sont des épicentres de ce type d'activités. Au niveau local, la mairie et le siège de la police jouent le même rôle. Les grandes entreprises et sociétés commerciales sont également des producteurs réguliers et crédibles d'informations jugées dignes d'être publiées. Ces bureaucraties produisent en masse un matériel idéal pour alimenter la

demande d'un flux régulier et planifié d'information, qui est celle des salles de rédaction : selon ce « principe d'affinité bureaucratique, seules d'autres bureaucraties peuvent satisfaire aux besoins d'une bureaucratie de l'information [60] ».

Les sources proches du gouvernement ou des milieux d'affaires ont aussi le grand avantage d'être reconnues et crédibles sur la seule base de leurs statut et prestige – ce qui est très important pour les médias. Mark Fishman observe que « les travailleurs de l'info sont prédisposés à prendre les déclarations des bureaucrates pour argent comptant car ils participent au renforcement d'un ordre normatif accréditant les experts officiels de la société. Les journalistes se comportent comme si les personnes autorisées savaient ce qu'il est de leur responsabilité professionnelle de savoir. [...] En particulier, un journaliste tiendra les allégations d'un responsable, non pour de simples allégations, mais pour des faits crédibles et établis. Cela revient à une division morale du travail : les responsables connaissent et communiquent les faits, les journalistes les relaient pour l'essentiel [61] ».

Autre raison du poids considérable accordé aux sources officielles : les médias prétendent dispenser « objectivement » l'information. Afin de préserver cette image d'objectivité, mais surtout pour se mettre à l'abri de toute accusation de partialité et d'éventuelles poursuites pour diffamation, ils ont besoin de sources qui puissent être données comme *a priori* au-dessus de tout soupçon [62]. C'est aussi une question de coût : tirer des informations de sources tenues pour crédibles réduit d'autant les frais d'enquêtes ; tandis que les autres informations impliquent de minutieux recoupements et des recherches coûteuses.

La taille des services de communication des bureaucraties gouvernementales comme privées qui sont les sources primaires d'information est immense ; et elle assure un accès privilégié aux médias. Le service de presse du Pentagone, par exemple, emploie plusieurs dizaines de milliers de personnes et dépense annuellement des centaines de millions de dollars. En comparaison, les groupes ou individus dissidents sont des nains – pris individuellement mais également si on additionne les capacités de communication de toutes

les organisations de ce type. Pour 1979-1980, au cours d'une très éphémère période d'ouverture (bien révolue), l'US Air Force (USAF) détailla l'ensemble de sa communication, soit :

— 140 journaux, tirant à 690 000 exemplaires par semaine ;
— *Airman Magazine*, mensuel tirant à 125 000 exemplaires ;
— 34 radios et 17 chaînes de télévision émettant principalement à l'étranger ;
— 45 000 communiqués de QG et d'unités ;
— 615 000 communiqués concernant des personnels [1] ;
— 6 600 interviews avec des médias d'information ;
— 3 200 conférences de presse ;
— 500 vols de repérage pour des journalistes ;
— 50 rencontres avec des rédactions ;
— 11 000 discours [63].

Mais cela exclut encore de vastes domaines où s'exercent aussi les efforts d'information du public de l'USAF. En 1970, le sénateur J. W. Fulbright écrivait qu'en 1968 les services d'information de l'USAF employaient à plein temps 1 305 personnes, auxquels s'ajoutaient plusieurs milliers d'autres ayant « des fonctions de représentation parallèlement à d'autres responsabilités [64] ». À l'époque, l'USAF proposait aux télévisions une séquence filmée par semaine et enregistrait un programme destiné à être diffusé trois fois par semaine par 1 139 stations de radio. Elle produisit en outre cent quarante-huit films de cinéma, dont vingt-quatre furent distribués pour le grand public [65]. Selon des données plus récentes, l'USAF publiait deux cent soixante-dix-sept journaux en 1987 contre cent quarante en 1979 [66].

Encore ne s'agit-il là que de l'armée de l'air. Les trois autres armes sont dotées de moyens tout aussi énormes, auxquels s'ajoute un programme global d'information tous publics sous la responsabilité d'un secrétaire-adjoint à la Défense pour les relations publiques au Pentagone. En 1971,

1. Il s'agit de communiqués destinés à la presse locale concernant l'activité de personnels originaires de la région. [nde]

une enquête de l'*Armed Forces Journal* révéla que le Pentagone éditait au total trois cent soixante et onze magazines, dont le coût de publication se chiffrait à quelque cinquante-sept millions de dollars, soit un budget représentant seize fois celui du plus grand éditeur américain. Lors d'une remise à jour, en 1982, le même journal des forces armées indiquait que le Pentagone publiait 1 203 périodiques [67].

Pour donner une meilleure idée, comparons avec les moyens de l'American Friends Service Committee (AFSC) et du National Council of the Churches of Christ (NCC), soit deux des plus grandes ONG qui font entendre un point de vue défiant celui du Pentagone. Le secrétariat central des services d'information de l'AFSC disposait pour l'année 1984-1985 d'un budget inférieur à cinq cent mille dollars, pour une équipe de onze personnes. Annuellement, il publiait environ deux cents communiqués de presse, organisait environ trente conférences de presse et produisait un film et deux ou trois montages audiovisuels. Il ne proposait aucune séquence filmée ni programme radio préenregistrés aux médias. Le bureau d'information du NCC dispose, lui, d'un budget de quelque trois cent cinquante mille dollars, produit une centaine de communiqués et quatre conférences de presse par an [1]. Le ratio des communiqués de presse pour les deux ONG par rapport à l'USAF est de un pour cinquante (ou, si l'on compte aussi les communiqués sur les personnels de l'USAF, de un pour deux mille deux cents) ; celui des conférences de presse est de un pour quatre-vingt-quatorze – mais si on pouvait tenir compte de l'ensemble des services de communication du Pentagone, le différentiel se creuserait encore considérablement.

En matière de relations publiques et de propagande, seul le monde des affaires dispose des moyens de rivaliser avec le Pentagone et les autres services gouvernementaux. Ainsi,

1. Les neuf bureaux régionaux de l'USAF mènent aussi quelques opérations de communication ; mais à ce niveau, les moyens sont très inférieurs à ceux du secrétariat central. Il en est de même pour les niveaux locaux des ONG, comme ceux du NCC, qui produisent aussi quelques articles, des magazines, des documentaires vidéo ou cinématographiques.

à la différence de l'AFSC et du NCC, Mobil Oil peut-il se permettre de dépenser des dizaines de millions de dollars pour acheter de l'espace dans différents médias et imposer ses vues [68].

> En 1980, le budget relations publiques de Mobil Oil s'élevait à vingt et un millions de dollars et employait soixante-treize personnes. Entre 1973 et 1981, ce service produisit plus d'une douzaine de documentaires télévisés sur des sujets comme les fluctuations du prix de l'essence, allant jusqu'à payer des journalistes vedettes de la télévision pour interviewer les responsables de Mobil entre autres experts. Fréquemment diffusés à la télévision, ces documentaires l'étaient généralement sans aucune mention de leur financement par Mobil.

Le nombre d'entreprises qui disposent de budgets de communication et de lobbying excédant ceux de l'AFSC et du NCC se chiffre en centaines voire en milliers. Un regroupement d'entreprises comme la Chambre de commerce des États-Unis se prévalait d'un budget de recherche, communication et activités politiques d'environ soixante-cinq millions de dollars [69]. À partir de 1980, la Chambre publia le *Nation's Business*, tirant à 1,3 million d'exemplaires, et un hebdomadaire comptant 740 000 abonnés. Elle produisait en outre une émission hebdomadaire dont quatre cents stations de radio assuraient la diffusion et sa propre émission de débats télévisés, retransmise par cent vingt-huit chaînes commerciales [70].

Mis à part ce célèbre organisme, des milliers d'autres chambres de commerce, régionales ou fédérales, et d'associations commerciales se sont engagées dans des activités de promotion et de lobbying. Le réseau qu'elles ont tissé avec les industriels « compte bien plus de 150 000 professionnels [71] » et les moyens qu'il réunit sont proportionnels aux revenus et bénéfices de l'industrie et au retour sur investissement des campagnes promotionnelles et du lobbying. Les profits avant impôt de l'industrie pour 1985 étaient d'environ 295,5 milliards de dollars. Lorsque la situation politique inquiète les milieux d'affaires, comme ce fut le cas dans les

années 1970, ils ne manquent assurément pas de moyens de faire face. Les seuls fonds consacrés à la promotion de l'industrie et de ses objectifs sont passés de 305 millions de dollars en 1975 à 650 millions en 1980 [72]. Les campagnes directes par courriers, sous forme de concours et autres prospectus, la distribution de films éducatifs, de brochures, de pamphlets, les dépenses dans le cadre d'initiatives populaires et de référendums et les investissements dans les sondages, le lobbying politique et les *think tanks* ont suivi la même progression. Additionnés, les investissements promotionnels des entreprises et de leurs associations commerciales dans la publicité politique et visant les citoyens de base étaient déjà estimés à un milliard de dollars par an en 1978, et avaient passé le cap des 1,6 milliard de dollars en 1984 [73].

Afin de renforcer leur prédominance comme sources d'information, les fabricants gouvernementaux et commerciaux d'information se donnent beaucoup de peine pour faciliter la vie des médias. Ils mettent à leur disposition des locaux, font parvenir à l'avance aux journalistes les textes des discours et des rapports, ajustent les horaires des conférences de presse en fonction des délais de bouclage [1]; rédigent leurs communiqués dans un langage qui peut être facilement repris; veillent à la mise en scène de leurs conférences de presse et de leurs séances photo [74]. C'est le travail des chargés de communication que de « répondre aux besoins et à la temporalité journalistique en leur livrant un matériel préparé clés en main par leurs services [75] ».

Dans les faits, les grandes bureaucraties des puissants *subventionnent* les médias et s'y assurent un accès privilégié en réduisant les coûts des nouvelles brutes et de production de l'information. Elles deviennent ainsi des sources d'information « de routine » et ont libre accès aux médias tandis que les autres sources doivent se battre pour obtenir un accès et peuvent être ignorées pour cause d'arbitraire des *gate-keepers* [portiers de l'information].

1. Ainsi le bombardement de la Libye par l'aviation américaine le 14 avril 1986 fut-il la première intervention militaire américaine spécialement programmée pour pouvoir être retransmise en direct au journal du soir.

S'agissant des largesses du Pentagone et du bureau de relations publique du département d'État, ces subventions aux médias sortent de la poche du contribuable de telle sorte qu'en fin de compte ce dernier paye pour être endoctriné dans l'intérêt de puissants groupes d'intérêts comme ceux qui bénéficient de contrats d'armement et autres sponsors du terrorisme d'État.

Du fait des services qu'ils rendent, de contacts quotidiens et de leur dépendance réciproque, les puissants peuvent compter sur des relations personnelles, recourir à la carotte et au bâton pour influencer et contrôler un peu plus les médias. Ceux-ci se sentiront obligés de colporter les nouvelles les plus douteuses et de taire les critiques pour ne pas froisser leurs sources ou ternir des relations aussi privilégiées.

> Le 16 janvier 1986, l'American Friends Service Committee publia une dépêche indiquant qu'on avait dénombré, entre 1965 et 1977, trois cent quatre-vingt-un accidents graves et « incidents » liés aux manipulations et fonctionnement d'armes nucléaires, un chiffre nettement supérieur à celui officiellement avancé jusque-là. Ces informations avaient été obtenues grâce à une requête s'appuyant sur le Freedom of Information Act. Les médias couvrirent ce sujet brûlant uniquement à travers la réponse des porte-parole de la marine américaine, qui firent de leur mieux pour minorer la portée significative de cette découverte et occulter ou noyer dans des généralités la majorité des faits mis à jour. Ainsi ce titre – particulièrement significatif – d'un article, « La Marine dresse la liste des dysfonctionnements nucléaires : selon ses services, aucun des six cent trente incidents ne mettait la population en danger » (*Washington Post*, 16.01.86).

Il est assez difficile, même lorsqu'elles soutiennent des énormités, de contredire les autorités dont on tire les mensonges quotidiens qui alimentent le journal du soir. Et les sources critiques peuvent être écartées non seulement parce qu'elles sont moins accessibles et plus difficilement vérifiables mais aussi parce qu'on pourrait froisser les sources primaires – qui pourraient même se faire menaçantes.

Ces sources puissantes peuvent aussi utiliser leur prestige et leur importance comme un levier pour interdire aux critiques l'accès aux médias. Le département de la Défense, par exemple, refusait de prendre part à des débats radiophoniques à propos de questions militaires si des experts du Center for Defense Information comptaient parmi les invités [I]. Elliott Abrams [II] refusait d'apparaître au programme d'une série de conférences sur les droits humains en Amérique centrale – à la Kennedy School of Government de l'université de Harvard – si l'ancien ambassadeur Robert White n'était pas exclu de la liste des intervenants. Enseignant à Harvard et superviseur de l'émission, Harvey Mansfield déclara que, de toute façon, inviter Robert White avait été une erreur car « c'était un représentant de la gauche ultra » tandis que le forum avait pour objet de lancer un débat « entre libéraux et conservateurs » [76]. La journaliste Claire Sterling refusait de participer à des débats télévisés au sujet de la « filière bulgare » où ses critiques auraient eu un droit de parole [77]. Dans ces deux derniers cas, les autorités et experts officiels parvinrent à monopoliser l'accès à l'espace public par la menace.

Plus essentiellement, ces sources puissantes tirent avantage des routines médiatiques (l'accoutumance et la dépendance à leur égard) pour pousser les médias à suivre un agenda et un angle prédéfini [78] – ainsi que nous pourrons le voir en détail dans les chapitres suivants. Ce mode de management consiste à inonder les médias de nouvelles qui peuvent servir à imposer une ligne particulière ou un angle spécifique (le Nicaragua supposé livrer illégalement des

I. Fondé en 1972, le Centre pour l'information sur la défense (division du World Security Institute), est une organisation à but non lucratif composé d'universitaires et d'officiers supérieurs retraités qui produisent des analyses critiques sur les politiques de sécurité et de défense des États-Unis.

II. Secrétaire aux affaires inter-américaines sous Ronald Reagan, Elliott Abrams était un farouche ennemi de tout plan de paix en Amérique centrale. Convaincu en 1991 d'avoir dissimulé des informations au Congrès dans le cadre de l'Irangate, il occupera toutefois, dans le premier gouvernement de George W. Bush (fils), le poste d'assistant spécial du Président et directeur senior du conseil national de sécurité au Proche Orient et en Afrique du Nord ; sous la seconde présidence, il fut nommé conseiller pour la sécurité nationale sur les stratégies de démocratie globale. [nde]

armes aux rebelles salvadoriens) ; ou, dans d'autres cas, pour concurrencer les nouvelles indésirables, voire les occulter purement et simplement (comme la prétendue livraison de Mig au Nicaragua la semaine des élections nicaraguayennes de 1984). On trouve trace de ce type de techniques au moins à partir du Committee on Public Information, chargé de coordonner la propagande durant la Première Guerre mondiale : celui-ci « découvrit, en 1917-1918, que l'un des meilleurs moyens de contrôler l'information était de saturer les canaux de "faits" ou de tout ce qui pouvait ressembler à des informations officielles [79] ».

La relation entre pouvoir et sources d'information dépasse le simple approvisionnement en nouvelles quotidiennes par les autorités et les entreprises incluant la livraison d'« experts ». La prédominance des sources officielles demeure vulnérable face à l'existence de sources non-officielles extrêmement respectables qui délivrent les points de vue dissidents avec une grande autorité. Le problème est contrôlé grâce à « la cooptation des experts [80] » – c'est-à-dire en les rémunérant comme consultants, en finançant leurs recherches, en organisant des *think tanks* qui les emploieront directement et aideront à diffuser leur message. De la sorte, on peut créer des biais structurels en orientant la mise à disposition d'experts dans la direction souhaitée par les autorités et « le marché » [81]. Comme le soulignait Henry Kissinger, dans cet « âge des experts » la « communauté » des experts est constituée par « ceux qui ont un intérêt particulier dans les opinions communément admises, élaborant et définissant ces consensus à un haut niveau ; c'est ce qui en fait, en dernière analyse, des experts » [82]. Une telle évolution est tout à fait logique pour permettre aux opinions les plus communément admises (à savoir celles qui servent au mieux les intérêts des élites) de continuer à prévaloir.

Cette technique de création d'une communauté d'experts a été mise en œuvre en toute connaissance de cause et à grande échelle. En 1972, le juge Lewis Powell (qui devait plus tard être nommé à la Cour suprême) écrivit un mémo à l'attention de la Chambre de commerce américaine, pressant

les milieux d'affaires « d'acheter les universitaires les plus réputés du pays afin de crédibiliser les recherches des entreprises et de leur donner davantage de poids sur les campus universitaires [83] ». On les achète et on s'assure que – selon les propres termes d'Edwin Feulner, de la Heritage Foundation – le domaine des politiques publiques soit « inondé de solides études scientifiques » aux conclusions adéquates. Dressant le parallèle avec Procter & Gamble vendant du dentifrice, Feulner expliquait qu'on peut « le vendre et le revendre jour après jour, en gardant simplement le produit toujours présent à l'esprit du consommateur ». Par un effort commercial, notamment en disséminant les idées appropriées dans « des milliers de journaux différents », on peut limiter le débat « à des limites convenables » [84].

Conformément à cette formule, tout au long des années 1970 et au début des années 1980, on mit en place une série d'institutions, en réactivant de plus anciennes au passage, à seule fin d'imposer la propagande des industriels. Des milliers d'intellectuels furent attachés à ces institutions, qui financèrent leurs recherches et assurèrent la diffusion de leurs analyses dans les médias au travers d'un système de propagande très élaboré. Leur financement par les industriels et l'orientation clairement idéologique de la démarche d'ensemble ne nuisaient pas le moins du monde à la crédibilité de tels « experts » : bien au contraire, leurs soutiens financiers et la mise en exergue de leurs idées les catapultèrent dans les médias [85].

Afin d'illustrer la manière dont les experts à gages accaparent l'espace médiatique, le tableau 1-4 situe les « experts » en matière de terrorisme et de questions de défense qui sont intervenus dans l'émission « McNeil-Leher News Hour » vers le milieu des années 1980. Ce tableau fait apparaître que, en dehors des journalistes, une majorité d'intervenants (54 %) étaient des membres ou d'ex-membres de cabinets ministériels et que la majorité des autres (15,7 %) appartenaient à des *think tanks* conservateurs. Dans cette dernière catégorie, une majorité appartenaient au Centre d'études stratégiques et internationales de Georgestown (CICS), un organisme financé par des fondations et des entreprises

conservatrices dont les experts passent alternativement de la CIA et du département d'État à cette succursale officieuse [86]. Sur des sujets comme le terrorisme et la « filière bulgare », le CICS a occupé dans les médias une place qui aurait pu l'être par des points de vue indépendants. Sur les questions de terrorisme, l'expert Robert Kupperman fut probablement l'intervenant le plus fréquemment invité dans les débats radiophoniques et télévisés dans les années dont nous traitons.

Tableau I-4

Experts du terrorisme et des question de défense invités à l'émission « McNeil-Leher News Hour » du 14 janvier 1985 au 27 janvier 1986

CATÉGORIE D'EXPERTS	NOMBRE	POURCENTAGE	NOMBRE JOURNALISTES EXCLUS	POURCENTAGE JOURNALISTES EXCLUS
Membres du gouvernement	24	20 %	24	27 %
Ex-membres du gouvernement	24	20 %	24	27 %
Think tanks conservateurs	14	11 %	14	15,7 %
Universitaires	12	10 %	12	13,5 %
Journalistes	31	25,8 %	–	–
Consultants	3	2,5 %	3	3,4 %
Représentants de gouvernements étrangers	5	4,2 %	5	5,6 %
Autres	7	5,8 %	7	7,8 %
Total [a]	120	100 %	89	100 %

a. Total sur un an de l'ensemble des apparitions dans l'émission au sujet de la « filière bulgare » (3), de la destruction du vol de la Korean Airlines KAL 007 (5), du terrorisme, de la défense et de la prolifération de l'armement (33).

Enfin, les médias produisent aussi leurs propres « experts », lesquels ne font en général que reprendre à leur compte la version officielle. John Barron [I] et Claire Sterling devinrent des références maison faisant autorité en matière de KGB et de terrorisme dès que le *Reader's Digest* eut financé, publié et vendu leurs ouvrages à grand renfort de publicité. De même le transfuge soviétique Arkady Shevchenko fut-il décrété expert en armement et services secrets soviétiques aussitôt que *Time*, ABC-TV et le *New York Times* eurent décidé de le tenir pour tel (en dépit d'une crédibilité sévèrement ternie) [87]. En mettant massivement en avant ces prosélytes de la version officielle, les médias consacrent leur statut et les qualifient indiscutablement pour donner leur opinion et leurs analyses [II].

Autre catégorie d'experts dont l'omniprésence tient en grande part à leur servilité au pouvoir : les anciens radicaux pour qui, un beau jour, « tout est devenu clair »... Les raisons qui les ont fait basculer d'une divinité à l'autre, de Staline ou Mao à Reagan et à la « libre entreprise » sont diverses. Mais aux yeux de l'industrie de l'information, la raison de ce changement tient seulement à ce qu'ils ont finalement eu la révélation de leurs erreurs. Dans un pays où les citoyens accordent de la valeur aux notions de révélation

I. Fondamentalement anticommuniste, journaliste au *Reader's Digest*, John Barron fut notamment l'auteur du succès de librairie *KGB : The Secret Work of Soviet Secret Agents*, Reader's Digest Press, 1974.

II. Au début de 2002 était lancé un « Programme des analystes militaires du Pentagone ». L'idée était de recruter des personnes-clés susceptibles d'influencer l'opinion en prévision d'une invasion de l'Irak. Huit mille pages de documents relatifs à ce programme ont été rendus publics à la suite d'une requête d'accès à l'information en mai 2008. Ces documents attestent que les analystes militaires recrutés pour la circonstance étaient considérés comme de potentiels « multiplicateurs » pour diffuser « les thèmes et messages » de l'administration à des millions d'Américains « en les faisant passer pour leur propre opinion ». Plus de soixante-quinze officiers à la retraite furent ainsi embauchés pour délivrer ces messages sur les plateaux de radio et de télévision, ainsi que sous forme de tribunes dans les journaux. Le succès du programme a conduit d'autres branches de l'administration à recourir au programme, notamment pour légitimer les écoutes téléphoniques illégales dans le cadre de la « lutte antiterroriste » ou donner une image positive de Guantanamo. Nombre de ces « experts » étaient aussi consultants pour des firmes sous contrat avec le Pentagone. Source : <http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Pentagon_military_analyst_program>. [nde]

et de repentance, ceux qui retournent leur veste y gagnent une auréole de pécheurs pénitents. Il est intéressant d'observer comment ces repentis, dont les engagements antérieurs étaient sans intérêt (sinon l'objet de railleries dans les médias) se trouvent subitement promus au titre d'authentiques experts. On pourra rappeler comment, à l'époque du maccarthysme, transfuges et ex-communistes rivalisaient, entre autres affabulations effrayantes, d'absurdités au sujet de l'imminence d'une invasion soviétique [I]. Ils trouvaient dans les médias un job sur mesure, brodant à la demande sur les mythes du moment. Le flux ininterrompu d'ex-radicaux propulsés de la marginalité aux feux de la rampe médiatique montre que nous sommes témoins d'une méthode durable de production d'experts, prêts à dire tout ce que l'establishment souhaitera.

> Les nouveaux dissidents sont présentés comme des experts particulièrement précieux pour la touche d'apparente authenticité qu'ils peuvent apporter aux erreurs de leurs anciens affiliés. Que leurs allégations soient souvent fausses n'a aucune conséquence dès lors que les médias refusent unanimement de le signaler. Ainsi Jean Lacouture s'efforça-t-il de crédibiliser ses critiques à l'encontre des Khmers rouges [II] en prétendant avoir été jadis de leurs sympathisants : non seulement un mensonge (il était pro-Sihanouk) mais une absurdité, car à l'époque on n'avait encore jamais entendu parler des Khmers rouges.
>
> David Horowitz ajouta à sa notoriété de « *born again patriot* » en prétendant que, de même que bon nombre d'opposants à la guerre du Vietnam, il avait acquis « une idée plus précise de tyrans étrangers tels que le Nord-Coréen Kim Il Sung [89] ».

I. Certains analystes ont mit l'accent sur le rôle crucial de l'« informateur *menteur* » ; d'autres sur cette pathologie maccarthyste de l'« hégémonisme soviétique » – leitmotiv maoïste – qui faisait apparaître *ex nihilo* la stratégie soviétique de conquête du bloc de l'Ouest par l'entremise de Cuba, des sandinistes et de divers mouvements de guérilla en divers endroits du globe [88].

II. Sur le chiffre erroné de deux millions de victimes de la répression khmer rouge, avancé en 1977 dans la *New York Review of Books* et resté depuis, malgré les rétractations officielles de l'intéressé, « la » référence indiscutable, *lire infra*, VI.2.6. [ndt]

> Comme critique des sandinistes, Robert Leiken gagna un poids considérable à se prétendre ancien militant du mouvement pacifiste et ancien partisan des sandinistes. Prenant Leiken à défaut sur le premier point, Massing corrobore cependant l'idée qu'il « était actif dans le mouvement anti-guerre », ce qui induit complètement en erreur [90]. En réalité, les activistes de la région de Boston dont il prétend avoir organisé le mouvement anti-guerre n'ont pas le moindre souvenir d'une participation de Leiken avant le début des années 1970 : à partir de cette époque on peut aussi bien faire passer pour un leader pacifiste McGeorge Bundy – ce conseiller de Lyndon Johnson à la Sécurité nationale finit par plaider en faveur du désengagement militaire au Vietnam.

* *
*

I-4. Quatrième filtre
Contre-feux et autres moyens de pression

Les méthodes de contre-feux peuvent prendre la forme de lettres, de télégrammes, de coups de téléphone, de pétitions, de poursuites judiciaires, de déclarations, de pétitions au Congrès et autres protestations, menaces et représailles. Elles peuvent être organisées nationalement et localement ou être totalement le fait de l'action d'individus indépendants.

Si la campagne est produite à grande échelle par de grands groupes, voire des personnes disposant de moyens substantiels, elle peut mettre le média récalcitrant sur la sellette et lui coûter beaucoup d'argent. Il doit défendre ses positions, en interne et en externe, devant le corps législatif et parfois même les tribunaux. Les annonceurs risquent de lui retirer leur patronage. À la télévision, la publicité concerne essentiellement les biens de consommation, potentiellement exposés au boycott. Pendant le maccarthysme, nombre d'annonceurs, de radios et de télévisions durent faire patte

de velours et mettre des employés au placard sous la menace de « chasseurs de rouges » déterminés à boycotter leurs produits. Aujourd'hui les annonceurs doivent toujours prendre garde à ne pas s'attirer les foudres des groupements qui ont les moyens de déclencher de telles campagnes, et leurs pressions sur la programmation est permanente. Si un certain type de faits, de prises de position ou de programmes risque de déclencher des campagnes, cette seule perspective peut être suffisamment dissuasive.

La capacité d'organiser de telles campagnes, particulièrement lorsqu'elles sont coûteuses et réellement menaçantes, suppose de disposer d'un certain pouvoir. L'augmentation de leur nombre a suivi parallèlement la montée du ressentiment des milieux d'affaires face aux critiques des médias et à une plus grande agressivité commerciale dans les années 1970-1980.

Le harcèlement par les puissants peut être direct ou indirect. Le premier cas peut prendre la forme de courriers ou coups de fil de la Maison-Blanche à des présentateurs comme Dan Rather ou William Paley ; ou de la Federal Communications Commission à la direction de la chaîne, exigeant par exemple la remise de documents ayant servi dans un programme ; ou encore des responsables d'agences de publicité ou des sponsors exigeant, furieux, un droit de réponse ou menaçant la chaîne d'annulation de contrats [91]. Mais les puissants peuvent aussi faire indirectement pression en se plaignant du média auprès des actionnaires ou des employés à travers des campagnes de publicité politique qui produisent le même effet ; ou en finançant des observatoires ou des *think tanks* de droite pour attaquer le média. Ils peuvent aussi financer les campagnes électorales de conservateurs et contribuer à porter au pouvoir des politiciens qui serviront plus directement leurs intérêts en luttant contre le déviationnisme des médias.

Entre autres investissements politiques dans les années 1970 et 1980, les milieux industriels financèrent l'essor d'institutions telles que l'American Legal Foundation, la Capital Legal Foundation, le Media Institute, le Center for Media and Public Affairs, et l'Accuracy in Media. Ces institutions

peuvent être considérées comme spécifiquement conçues pour produire des campagnes de protestation. La Freedom House en est aussi un gros producteur, quoique plus ancienne et aux objectifs plus larges.

Fondée en 1980, l'American Legal Foundation s'était spécialisée, afin de venir en aide aux « victimes des médias », dans les plaintes fondées sur la règle d'équilibre des points de vue sur les sujets d'intérêt public et les procès en diffamation.

La Capital Legal Foundation, dont les statuts furent déposés en 1977, fut l'instrument du milliardaire conservateur Richard Scaife dans le procès en diffamation du général Westmoreland contre CBS [I].

Fondé en 1972 et financé par de riches industriels, le Media Institute sponsorise des projets de recherche, des conférences et publie des analyses de la sphère médiatique. Peu disert sur les errements des médias en matière de politique étrangère, cet institut se concentre davantage, même s'il couvre de nombreux sujets, sur la manière dont l'économie et le monde des affaires sont représentés. Le thème majeur des études et conférences qu'il a financées demeure l'incapacité des médias à décrire objectivement les milieux d'affaires et à accorder à leurs points de vue l'importance qu'ils méritent [II] ; mais le Media Institute a aussi cosigné des documents comme l'exposé de John Corry sur le prétendu parti pris gauchiste des médias [93]. En 1985, le président du conseil d'administration de cet institut était Steven V. Seekins, le responsable des relations publiques de l'American Medical Association ; le président de son conseil d'orientation était Herbert Schmertz, de la Mobil Oil Corporation.

I. Le milliardaire conservateur Richard Scaife contrôle plusieurs fondations connues pour leurs campagnes anti-Démocrates [92]. Le documentaire de CBS insinuait que le général avait trompé le Président et l'état-major sur les capacités des forces vietcong afin de favoriser la poursuite de la guerre. [nde]

II. Sous le titre « Escrocs et clowns à la télé », une publicité largement diffusée par United Technologies Corporation était basée sur une étude du Media Institute portant le même titre et prétendant démontrer que les divertissements télévisés donnent une image très négative des hommes d'affaires.

Le Center for Media and Public Affairs, dirigé par Linda et Robert Lichter, fut créé, vers le milieu des années 1980, comme un institut de recherche « à but non lucratif et non partisan », avec force accolades enthousiastes de Patrick Buchanan, Faith Whittlesey et Ronald Reagan lui-même, qui souligna le caractère indispensable d'une presse objective et équitable. Dans le droit fil de leurs précédents travaux, leurs programmes de recherche et leur publication, le *Media Monitor*, ont persévéré à dénoncer le parti pris libéral et les tendances antibusiness des médias [94].

Accuracy in Media (AIM) fut crée en 1969 et connut une croissance spectaculaire au cours des années 1970. Ses bénéfices annuels passèrent de cinq mille dollars en 1971 à 1,5 million au début des années 1980, le financement provenant principalement de grandes entreprises, des riches héritiers et des fondations de l'industrie. La diversité des sponsors est impressionnante, et huit compagnies pétrolières au moins contribuèrent à financer AIM dès le début des années 1980 [95]. AIM a pour principale fonction de harceler les médias et de les forcer à soutenir les priorités des milieux industriels et la ligne dure de la droite en matière de politique étrangère. Cette fondation a incité les médias à rallier le train de la peur du « Rouge », dénonçant de prétendus dysfonctionnements dès qu'ils s'écartent de la bonne ligne en politique étrangère. Elle a discipliné les médias à craindre des ennuis (et des coûts supplémentaires) en cas d'écart par rapport aux partis pris de droite habituels [I].

I. Sur ce point précis, l'impact d'AIM est difficile à évaluer. Pour autant, force est de constater qu'il n'était qu'un élément d'une vaste campagne agressive de la part des milieux d'affaires les plus à droite. Ses sources de financements sont généralement les mêmes que celles d'autres composants du labyrinthe conservateur, tels AEI, Hoover, l'Institute for Contemporary Studies, etc. [96] Mais AIM joue aussi individuellement son propre rôle. Son dirigeant, John Irvine, est fréquemment l'invité d'émissions de télé et ses lettres aux éditeurs et autres commentaires sont souvent publiés dans les médias de masse. À ses attaques détaillées contre leurs documentaires et reportages, les médias se sentent tenus de répondre très prudemment. La Corporation for Public Broadcasting contribua même au financement de la réponse de son groupe à la série de PBS sur le Vietnam. Sa capacité à imposer aux éditeurs du *New York Times* de le rencontrer personnellement une fois par an (objectif prioritaire de tout lobbyiste) est un impressionnant témoignage de son influence – y compris par sa contribution au départ d'un rédacteur comme Raymond Bonner [97].

La Freedom House, dont la création remonte au début des années 1940, est liée à l'AIM, à la Ligue anticommuniste mondiale, au mouvement Resistance International, ainsi qu'à des organisations gouvernementales telles que Radio Free Europe ou la CIA. Elle servit longtemps de véritable organe de propagande au service du gouvernement et de la droite internationale. Elle délégua par exemple des observateurs pour surveiller les élections organisées par le Premier ministre Ian Smith en Rhodésie en 1979, qu'elle jugea « impartiales » ; tandis que celles qu'y remporta Mugabe, supervisées par les Britanniques en 1980, étaient décrétées douteuses. Ses observateurs jugèrent aussi les élections salvadoriennes de 1982 admirables [98]. Elle a dépensé des sommes considérables dans la critique du manque de soutien des médias à l'égard des opérations aventureuses de la politique étrangère américaine et de leur critique excessivement sévère de ses États clients. Sa production le plus remarquable fut *Big Story* de Peter Braestrup, qui prétendait démontrer que la couverture négative de l'offensive du Têt avait contribué à la défaite américaine au Vietnam [I]. Il s'agit d'une étude pseudo universitaire mais dont l'axiomatique n'est pas dépourvue d'intérêt : les médias devraient non seulement apporter leur soutien à toute expédition américaine à l'étranger, mais en outre avec enthousiasme, de telles entreprises étant nobles par définition [II]. En 1982, lorsque l'administration Reagan eut quelque difficulté à empêcher les médias de couvrir les massacres systématiques de civils par l'armée salvadorienne, la Freedom House brilla par sa dénonciation de la « partialité » des reportages en provenance du Salvador [100].

Bien que les médias se trouvent constamment sous le feu de ces « machines à contre-feu », celles-ci sont néanmoins chouchoutées. Elles jouissent de l'empressement attentionné des médias et leur rôle d'organes de propagande liés

I. La Freedom House a également joué un rôle important dans le basculement électoral de plusieurs républiques ex-soviétiques qui, après une décennie d'allégeance aux États-Unis, semblaient sur le point de rejoindre la sphère d'influence russe [99]. [ndt]
II. De larges extraits de cette étude son cités *infra*, chap. V et annexe IV.

à une stratégie industrielle globale est rarement évoqué ou analysé. On publie fréquemment les diatribes de Reed Irvine (directeur de l'AIM) ; et des réseaux de la droite qui tirent à boulets rouges sur les « médias libéraux » se voient offrir des tribunes libres et des recensions favorables, tandis que leurs « experts » font régulièrement partie du casting des talk-shows [101]. Tout cela permet de mesurer le pouvoir des sponsors et le profond enracinement de la droite dans les médias eux-mêmes [1].

Cette production de contre-feux est cumulative et renforce d'autant la capacité de contrôle de l'information par les autorités politiques. Le gouvernement est lui-même un grand producteur de contre-feux, accablant les médias d'attaques, de menaces et de « rectificatifs » dans le but de les garder dans la ligne. La gestion de l'information est elle-même conçue sur ce modèle. Dans les années Reagan, l'intéressé était mis à l'antenne pour tenir sous son charme des millions de spectateurs, dont une large proportion vilipendait les médias dès qu'ils avaient l'outrecuidance de critiquer le « Grand Communicateur. » Correspondant à la Maison-Blanche pour le *Los Angeles Times*, George Skelton rapportait, au sujet des mensonges de Reagan : « On en parle une fois, deux fois, et on reçoit une tonne de courrier qui dit : "C'est du harcèlement ! Vous aussi, dans la presse, ça vous arrive de vous tromper." Et les éditeurs doivent répondre à tout ça. Alors, au bout d'un moment, c'est mort, on n'en parle plus. On ne prend plus le risque. [102] »

* *
*

1. Parmi les contributeurs de l'AIM, on compte la Reader's Digest Association et le DeWitt Wallace Fund, Walter Annenberg, sir James Goldsmith (alors propriétaire du magazine français *L'Express*) et E. W. Scripps II, directeur exécutif d'un groupe multimédia.

I-5. Cinquième filtre L'anticommunisme

Le dernier filtre est l'idéologie anticommuniste. Perçu comme le mal absolu, le communisme a toujours été le spectre qui hante les propriétaires, menaçant dans ses fondements leur position de classe et leur supériorité établie. Les révolutions soviétique, chinoise et cubaine furent de véritables traumatismes pour les élites occidentales. Aussi les conflits et les exactions largement rendues publiques des pays communistes ont-ils contribué à élever l'opposition au communisme au premier rang des principes de l'idéologie et des politiques occidentales.

Cette idéologie aide à mobiliser le peuple contre un ennemi. Mais comme le concept est flou, on peut l'utiliser contre tout individu défendant des positions constituant une menace pour les intérêts des possédants ; ou qui cherche un terrain d'entente avec les pays communistes et les radicaux. Permettant de diviser la gauche et les mouvements de travailleurs, cet outil sert de mécanisme de contrôle politique. Si le communisme est la plus épouvantable des perspectives, le soutien aux pires formes de fascisme à l'étranger se justifie alors comme un moindre mal. La même argumentation justifie l'opposition aux sociaux-démocrates qui font preuve de faiblesse face aux communistes et « sont un jouet entre leurs mains ».

Les Démocrates, fréquemment accusés d'être insuffisamment anticommunistes (voire pro-communistes), sont constamment tenus sur la défensive dans un environnement culturel où l'anticommunisme est la religion dominante. S'ils laissent le « communisme » (ou quoi que ce soit qui puisse être estampillé de la sorte) triompher dans les lointaines provinces de l'empire américain, le prix à payer est extrêmement élevé. Si la plupart d'entre eux ont de toute façon complètement intériorisé cette religion, tous subissent une énorme pression pour faire la preuve de leur anticommunisme, ce qui les conduit généralement à se

comporter en purs réactionnaires. Et leur soutien occasionnel aux sociaux-démocrates s'effondre souvent sitôt que ces derniers semblent manquer de poigne à l'encontre de leurs radicaux ou tout groupement populaire organisé à un échelle généralement marginale.

Au cours de son bref mandat à la tête de la République dominicaine, Juan Bosch entreprit de combattre la corruption au sein des forces armées et de l'administration, entama un programme de réformes agraires, jeta les bases d'un programme d'éducation populaire de masse et maintint un gouvernement remarquablement ouvert et des libertés civiles effectives. De telles politiques menaçaient au plan intérieur de puissants intérêts acquis. Et les États-Unis avaient du mal à digérer cette indépendance comme l'extension des libertés aux communistes ainsi qu'aux radicaux. C'était mener le pluralisme et la démocratie beaucoup trop loin. Kennedy était « extrêmement déçu » de la façon dont Bosch entendait gouverner. Le département d'État « prit rapidement en grippe le premier président dominicain démocratiquement élu depuis plus de trente ans ». Le renversement de Bosch par les militaires dans les neuf mois qui suivirent son investiture bénéficia au moins du soutien tacite des États-Unis [103]. Ce qui est sûr, c'est que, deux ans plus tard, l'administration Johnson envahit la République dominicaine afin d'éviter le retour de Bosch au pouvoir.

Ce coup d'État et le renversement d'un gouvernement populiste au Brésil en 1964 enthousiasmèrent les libéraux de l'ère Kennedy [104]. Une éclosion majeure d'États néofascistes s'ensuivit pendant la période Kennedy-Johnson. Qu'il s'agisse de l'ingérence au Guatemala entre 1947 et 1954 ou de l'agression armée contre le Nicaragua de 1981 à 1987, les allégations de liens avec les communistes et d'une menace communiste conduisirent nombre de libéraux à soutenir l'intervention contre-révolutionnaire tandis que d'autres se bornaient à garder le silence, tétanisés par la hantise de se voir accusés d'infidélité à la religion nationale.

Il faut noter qu'en période de ferveur anticommuniste l'exigence de preuves sérieuses étayant les accusations d'exactions « communistes » est suspendue : les pires charlatans

peuvent alors prospérer comme sources crédibles. Transfuges, informateurs et autres opportunistes du même type occupent alors le devant de la scène en qualité « d'experts » et restent inamovibles même après avoir été confondus voire pris en flagrant délit de mensonge [lire *supra*, § I.3 & *infra*, § IV.5].

> Il est établi qu'en France aussi les idéologues anticommunistes « peuvent faire et dire ce que bon leur semble [105] ». En 1949, Pierre Daix décrivait les camps de concentration de Staline comme « l'une des plus glorieuses réussites de l'Union soviétique », représentant « la totale suppression de l'exploitation de l'Homme par l'Homme » [106]. Ancienne permanente de l'aile dure du parti communiste, Annie Kriegel écrivit en 1982 *Israël est-il coupable ?*, dans lequel elle expliquait que les massacres de Sabra et Chatila avaient été organisés par le KGB, lequel avait fait appel à d'anciens nazis et à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), avec la coopération tacite de la CIA, afin de discréditer Israël en l'accusant de prendre part au programme soviétique de terrorisme [107].
>
> Se penchant sur le nouveau statut d'Annie Kriegel et Pierre Daix, deux ex-staliniens passionnés ayant acquis une audience vaste et inconditionnelle en France, Pascal Delwit et Jean Michel Dewaele notent : « Lorsqu'on étudie leurs écrits, on trouve toutes les réactions classiques de gens victimes de déception amoureuse. Il ne vient pour autant à l'idée de personne de leur reprocher leur passé, en seraient-ils marqués à jamais. Ils peuvent bien s'être convertis, ils n'ont pas changé pour autant. [...] Personne ne remarque les constantes, bien qu'elles soient on ne peut plus flagrantes. Leurs "best-sellers" prouvent bien combien, grâce aux plus indulgentes et paresseuses critiques dont on puisse rêver, le public peut être trompé. Personne ne dénonce ni même ne remarque l'arrogance de leurs éloges d'hier et de leurs diatribes d'aujourd'hui ; nul ne se soucie que rien n'y soit étayé de preuves, ni que l'invective y tienne lieu d'analyse. Leur hyper-stalinisme inversé – sous la forme habituelle d'un manichéisme absolu – s'en trouve blanchi pour la seule raison qu'il s'en prennent au communisme. L'hystérie est toujours la même, mais trouve un meilleur accueil sous sa nouvelle forme. [108] »

S'étendant à l'ensemble du système, le mécanisme de contrôle anticommuniste exerce une profonde influence sur les médias. En temps normal comme en période de peur du « Rouge », tous les sujets tendent à être présentés à travers une vision manichéenne du monde, pouvoirs communistes d'un côté, anticommunistes de l'autre, passant par profits et pertes la contestation de part et d'autre, la défense de « notre camp » étant une pratique informative devenue totalement légitime. Ce sont les médias qui repèrent, créent et placent sous les feux de la rampe les Joe McCarthy, Arkady Shevchenko, Claire Sterling, Robert Leiken et autres Annie Kriegel ou Pierre Daix. L'idéologie et la religion de l'anticommunisme constituent ainsi un filtre puissant.

* *
*

I-6. Asymétrie et campagnes de propagande

Ces cinq filtres sélectionnent sans pitié les informations susceptibles de parution et plus encore de faire la une et de bénéficier d'un suivi régulier. Par définition, toute information émanant d'une source primaire située dans l'establishment satisfait aux exigences d'un des filtres les plus importants et sera immédiatement traitée par les médias. Celles émanant ou concernant des dissidents, des individus ou des groupes faibles ou inorganisés, étrangers ou non, ont un handicap de départ en matière de crédibilité et de coût de vérification. De plus, elles sont souvent non conformes à l'idéologie et aux intérêts des *gate-keepers* et autres puissants tiers influençant le processus de sélection – sauf évidemment dans le cas de dissidents prêts à dénoncer les ennemis officiels.

Ainsi, par exemple, la torture de prisonniers politiques et les raids antisyndicaux en Turquie sont-ils des sujets qui n'étaient poussés dans les médias que par des militants et

des groupes de défense des droits humains disposant de peu de leviers politiques. L'administration américaine a soutenu le gouvernement turc ayant instauré la loi martiale à son arrivée au pouvoir en 1980 ; et les milieux d'affaires ont chaleureusement accueilli tous les régimes professant un anticommunisme fervent et favorables à l'investissement, à la répression des syndicalistes, et soutiens loyaux de la politique étrangère des États-Unis (louables dispositions qui vont fréquemment de pair). Des médias qui auraient fait le choix de dénoncer les exactions des Turcs à l'encontre de leur propre population auraient dû engager des frais de recoupement de l'information, s'exposant en outre à un contre-feu de la part du gouvernement, des entreprises et des *think tanks* de droite. Ils auraient aussi pris le risque d'être mal vus par les milieux d'affaire (et notamment les annonceurs) pour leur indulgence en faveur de croisades aussi fantaisistes [I]. Ils auraient également eu tendance à être bien seuls à défendre des victimes qui, du point de vue d'intérêts américains dominants, sont *dépourvues d'intérêt* [II].

À l'inverse, protester contre la détention de prisonniers politiques et la violation des droits des syndicats en Pologne en 1981 était, aux yeux de l'administration Reagan et du monde des affaires, la plus noble des causes et, ce qui n'est pas une coïncidence, l'occasion de marquer des points politiquement. Nombre de lecteurs et de chroniqueurs à gages avaient le même sentiment. Des points de vue radicaux sur la question des violations des droits humains en Pologne étaient mis à disposition par des sources officielles à Washington, et le recours à des dissidents polonais n'exposait à aucun contre-feu. Ces victimes étaient généralement considérées comme *dignes d'intérêt* par les gardiens

I. Dans le cas de la Turquie, il faut noter l'occultation totale, à l'Ouest, des attaques du gouvernement turc contre la presse, y compris contre les journalistes américains en poste en Turquie. Reporter pour United Press (UP) qui fut tabassé par la police turque et jeté en prison sur de fausses accusations, Ismet Imset se vit fermement conseiller par ses employeurs de ne pas ébruiter ce qui lui était arrivé. Au bout du compte, il fut viré pour avoir critiqué les compromissions qui avaient déterminé la gestion déplorable de cette affaire par UP [109].

II. Lire *infra*, chap. II, « Victimes dignes ou indignes d'intérêt », p. 111.

de l'orthodoxie assurée par les filtres. Les médias n'expliquaient jamais *pourquoi* un Andreï Sakharov était digne d'intérêt tandis que l'uruguayen José Luis Massera ne l'était pas [1].

L'intérêt sélectif et la vision systématiquement binaire est le résultat « naturel » du passage par les filtres. Mais l'effet est le même que si un commissaire avait donné pour consigne aux médias de « focaliser sur les victimes de nos adversaires et laisser tomber celles de nos alliés ».

> On peut constater pareil type d'asymétrie en politique intérieure. Les analystes ont observé la même focalisation indignée des médias sur les « profiteurs du système de protection sociale » et, en parallèle, l'absence de focalisation et l'inconsistance des critiques portant sur les cas de fraudes, d'évasion fiscale massive et d'abus de biens publics infiniment plus graves dans l'industrie et les milieux d'affaires.
>
> On note aussi une profonde répugnance de la part des médias à se pencher sur les causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité. Après avoir longuement passé en revue les différents aspects d'une « criminalisation de la pauvreté » (qui ne date pas d'hier) et les attaques incessantes contre les « profiteurs » du chômage en Angleterre, Peter Golding et Sue Middleton soulignent qu'à l'inverse, dans les médias, l'évasion fiscale semble tout à fait acceptable, voire louable, « celui qui la pratique faisant figure non seulement de victime mais même de héros ». Ils notent aussi que le capitalisme de l'État providence a invisibilisé les causes et conditions réelles de la pauvreté [110].

1. Physicien nucléaire russe, Andreï Sakharov (1921-1989) dénonce la répression des dissidents soviétiques et crée un Comité pour la défense des droits de l'homme et la défense des victimes politiques : prix Nobel de la paix en 1975, il sera assigné à résidence. En 1988, le Parlement européen lance le « prix Sakharov pour la liberté de pensée », remis chaque année en décembre, en commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations unies.

Mathématicien et ingénieur, militant du parti communiste d'Uruguay – dont il devient membre dirigeant clandestin avec l'établissement de la dictature en 1973 –, José Luis Massera (1915-2002) sera arrêté et torturé en 1975 puis passera près de dix ans en prison.

> Dans un chapitre intitulé « Les riches méritants », Liebling montre combien, aux États-Unis « la croisade contre les plus démunis est la croisade favorite des éditeurs de la presse écrite », et qu'il « n'est aucun concept qu'ils prisent davantage que celui de mauvais pauvre ». Avec un luxe de détails remarquable, Liebling montre les efforts des médias pour tirer vers le bas impôts et dépenses sociales « en affirmant [que les pauvres] ont des économies cachées ou mauvais caractère, ou les deux [111] ».
>
> Ces stratégies ne font pas seulement diversion, elles désolidarisent les travailleurs des chômeurs et des marginaux et culpabilisent ces derniers de prendre part à un système dégénéré de rapine [112]. Les fausses anecdotes inventées par Reagan au sujet des profiteurs du chômage, et son silence total sur le pillage à grande échelle du bien public par ses propres sponsors du monde de l'industrie et des affaires, participent d'une longue tradition d'impitoyable avidité cynique.

Les informations sur les exactions commises contre les victimes dignes d'intérêt passent non seulement les filtres sans encombre mais peuvent, de surcroît, servir de base à des campagnes de propagande intenses. Si le gouvernement ou les milieux industriels et les médias trouvent dans quelque histoire un potentiel à la fois utile et dramatique, ils ne manqueront pas de l'utiliser comme point focal pour « éclairer » le public. Tel fut le cas, par exemple en septembre 1983, lorsque l'armée de l'air soviétique abattit le vol 007 de la Korean Airlines, ce qui déclencha une vaste campagne de dénigrement d'un ennemi officiel et fut l'occasion de faire considérablement avancer les projets de réarmement de l'administration Reagan. Ainsi que le faisait complaisamment remarquer Bernard Gwertzman, dans le *New York Times* du 31 août 1984, les représentants des États-Unis « affirment que les critiques du monde entier à l'égard de la manière dont l'URSS a géré la crise ont renforcé la position des États-Unis dans leurs relations avec Moscou ». À l'opposé, la destruction en vol d'un appareil de ligne libyen par l'aviation israélienne en 1973 n'avait suscité en Occident

ni indignation particulière, ni boycott, ni dénonciation d'un « assassinat de sang-froid » [113]. Dans son éditorial du 1er mars 1973, le *New York Times* expliqua cette différence de traitement précisément par l'utilitarisme : « Une virulente polémique sur la nécessité de condamner ou non le fait qu'un avion de ligne libyen avait été abattu au-dessus de la péninsule du Sinaï la semaine dernière ne servirait aucun but utile. » Focaliser sur une exaction soviétique servait en revanche un « but utile » de premier ordre : il s'ensuivit donc une campagne massive de propagande [1]. Le fait que les Russes étaient manifestement convaincus qu'il ne s'agissait pas d'un vol civil fut un aspect totalement occulté par les responsables américains : de sorte que la prétendue destruction délibérée d'un avion civil en vol put servir de base à une campagne de dénonciation extrêmement dure de la barbarie soviétique. Les Israéliens, eux, savaient pertinemment qu'il s'agissait d'un vol civil, et l'admirent ouvertement ; mais dans ce cas précis, à l'Ouest, cela n'avait plus grande importance.

En général, les campagnes de propagande sont ajustées aux intérêts des élites. La peur du « Rouge » en 1919-1920 fut des plus utiles pour contrer les syndicats dans les aciéries et différentes industries après la Grande Guerre. Cette même peur répandue par le maccarthysme facilita le déclenchement de la guerre froide et une économie de guerre permanente, mais il permit aussi d'affaiblir la coalition progressiste de la période du New Deal. La focalisation chronique sur le sort tragique des dissidents soviétiques, sur les exactions de l'ennemi au Cambodge et sur la filière bulgare a permis d'atténuer le syndrome du Vietnam, de justifier une course aux armements effrénée ainsi qu'une politique étrangère plus agressive, tout en détournant l'attention d'un mouvement de redistribution des richesses vers le haut, qui était le cœur même du programme économique de Reagan. (Dans le même temps, on peut attribuer une fonction consensuelle identique aux orgies

1. Ainsi par exemple le *New York Times* compte-t-il sept pages pleines de références à l'incident du vol KAL 007 pour le seul mois de septembre 1983.

patriotiques comme les jeux Olympiques de Los Angeles en 1984, aux « Liberty Weekends [1] » et aux vols spatiaux. [114])

De même, les campagnes de désinformation au sujet du Nicaragua permirent-elles de détourner les regards de l'impitoyable répression menée au Salvador et de justifier l'engagement croissant des États-Unis dans la contre-révolution en Amérique centrale.

Inversement, *aucune* campagne de propagande ne sera lancée là où la victimisation – si massives, continues et épouvantables que puissent être les exactions perpétrées – ne sert pas l'intérêt des élites. Ainsi, tandis que la focalisation sur les exactions commises au Cambodge sous Pol Pot (au moment où elles avaient lieu et par la suite) s'avérait excessivement utile – le Cambodge étant tombé aux mains des communistes, il devenait facile de donner des leçons en exhibant leurs victimes –, les innombrables victimes des bombardements américains *qui avaient précédé* la prise de pouvoir des communistes furent ostensiblement passées sous silence par la presse des élites américaines. Après le renversement de Pol Pot par les Vietnamiens, les États-Unis changèrent leur fusil d'épaule pour apporter leur soutien à ce dictateur « pire que Hitler » – qui la veille avait tenu le rôle du méchant. Et la presse se montra subitement plus discrète, s'ajustant une fois de plus aux impératifs politiques nationaux [lire *infra*, chap. VI].

De toute évidence, se préoccuper des victimes des massacres indonésiens de 1965-1966 ou de l'invasion indonésienne du Timor-Oriental à partir de 1975 ne permettait d'escompter aucun profit justifiant le lancement d'une campagne médiatique parce que l'Indonésie, alliée et cliente des États-Unis, devait rester ouverte aux investissements occidentaux et parce que, s'agissant du Timor-Oriental, les États-Unis portaient directement la responsabilité des tueries. Il en allait de même des victimes du terrorisme d'État au Chili et au Guatemala, tous deux clients des États-Unis et dont les structures institutionnelles de base, y compris le

1. Célébration d'inauguration de la restauration de la statue de la Liberté, qui eut lieu du 3 au 6 juillet 1986 et dont ABC acheta les droits de retransmission pour 10 millions de dollars (source Wikipedia). [nde]

système de terrorisme d'État, avaient été mises en place et perduraient grâce à leur soutien déterminant. Des campagnes de propagande prenant la défense de ce genre de victimes seraient entrées directement en conflit avec les intérêts du gouvernement et des milieux d'affaires et, selon notre modèle, n'auraient eu aucune chance de passer au travers des filtres. (Même si, comme nous le verrons, s'agissant de sujets sur lesquels les élites sont réellement divisées, certaines voix dissidentes peuvent se faire entendre dans les médias ; alors l'inflation d'allégations et la mise entre parenthèses de l'esprit critique seront moins à l'ordre du jour.)

Les campagnes de propagande peuvent être lancées soit par le gouvernement lui-même, soit par un ou plusieurs médias dominants. Celles visant à discréditer le gouvernement du Nicaragua, à présenter les élections salvadoriennes comme légitimant la démocratie en place, ou à tirer parti de la destruction du vol KAL 007 pour s'assurer un soutien unanime de la population afin de poursuivre la course aux armements furent conçues et lancées par le gouvernement lui-même. Celles dénonçant les crimes de Pol Pot ou le prétendu complot du KGB pour assassiner le pape furent initiées par le *Reader's Digest* puis instantanément reprises et amplifiées par NBC-TV, le *New York Times*, et autres [I]. Certaines campagnes de propagande sont lancées conjointement par le gouvernement et par les médias, mais toutes nécessitent impérativement la collaboration de ces derniers. L'explication de l'orientation univoque des campagnes de propagande médiatiques s'explique par les filtres : les médias laisseront toujours s'éteindre un sujet heurtant de grands intérêts, à supposer qu'il ait seulement réussi à émerger [II].

I. Dans ce cas, le *Reader's Digest* était notoirement lié à la CIA, et Paul Henze, l'une des principales sources et l'un des plus ardents promoteurs de la campagne sur la filière bulgare, avait été des années durant responsable de la CIA, notamment en Turquie – lire *infra*, § IV.5. Sur la très forte probabilité que le best-seller du *Reader's Digest* sur le Cambodge ait participé de l'effort de désinformation de la CIA sur la question, lire *infra* § VI.2.8 [115].

II. Nous en offrons de nombreux exemples dans les chapitres suivants ; le Watergate et l'Irangate, généralement avancés comme contre-exemples, sont étudiés *infra*, chap. VII.

Quant aux sujets *instrumentalisables*, le processus peut être lancé grâce à une série d'indiscrétions gouvernementales, de conférences de presse, notes non signées, etc. ; ou bien par les médias avec la publication, par exemple, d'articles de Barron et Paul, « L'assassinat d'un charmant pays » (Cambodge), ou de Claire Sterling, « Le complot pour tuer le pape » – tous deux parus dans le *Reader's Digest*. Si les autres médias dominants trouvent l'histoire à leur goût, ils s'empresseront d'en donner leur propre version et le sujet sera bientôt assez omniprésent pour faire l'info. Si les articles sont rédigés sur un ton assuré et convainquant, s'ils ne sont pas critiqués ou exposés à des interprétations alternatives dans les médias et s'ils peuvent s'appuyer sur des experts, les thèmes de propagande deviennent rapidement la vérité – même sans véritable preuve. (Une situation qui tend à écarter les points de vue dissidents de façon encore plus significative, désormais confrontés à des croyances de sens commun solidement établies.) Ce qui ouvre à son tour une opportunité pour de nouvelles surenchères, car elles peuvent être proférées sans crainte d'être sérieusement mises en doute. Ce genre d'informations sauvages susciterait de virulents contre-feux si elles venaient contredire quelque position officielle. Si bien qu'un tel emballement serait contrôlé par le gouvernement et le marché. Mais une telle mécanique de protection n'existe pas quand il s'agit d'allégations qui vont dans le sens du système. Dans ce cas, les campagnes de protestation pousseront au contraire les médias à développer plus d'hystérie à la face de l'ennemi et du Mal. Loin de se limiter à suspendre l'esprit critique et le zèle investigatif, les médias rivalisent de moyens pour aller encore plus dans le sens de la vérité nouvellement établie. Le passé, le contexte, les faits – même les analyses les plus complètes et les plus soigneusement documentées – se verront dédaignés ou écartés s'ils viennent contredire les thèses désormais officielles. Et si la thèse elle-même vient à s'effondrer sous son propre poids d'impostures, les médias plieront discrètement bagage et passeront tout simplement à autre chose [I].

I. Ce qui fut très précisément le cas s'agissant de la supposée « filière bulgare » – lire *infra*, chap. IV.

Le modèle de propagande ne nous permet pas seulement de prévoir ce qui aura ou non de la valeur en fonction de son utilité et ce qui retiendra ou non l'intérêt, mais aussi la variation *qualitative* du traitement de l'information relative aux victimes dignes ou non d'intérêt (ou d'États clients ou ennemis). Autrement dit, le modèle prévoit que les sources officielles des États-Unis et de leurs clients seront massivement sollicitées – de façon non critique – lorsqu'il s'agira de nos propres exactions et de celles de nos alliés, tandis que, dans le cas de nos ennemis, on aura plus facilement recours aux réfugiés et autres sources dissidentes [I].

De même, on peut anticiper une morale particulière lorsqu'il s'agit de nous et de nos amis – comme l'idée que nos pays et leurs leaders n'ont d'autre ambition que d'imposer la paix et la démocratie, de combattre le terrorisme et ne disent que la vérité –, qui ne s'appliquera pas quand il s'agit de nos ennemis. On s'attendra à deux poids, deux mesures : ce qui sera constitutif du Mal chez les États ennemis se réduisant à un point de détail quand il s'agira de nous ou de nos alliés [II]. Le point de focalisation différera d'un cas dans l'autre. On s'attendra à un déploiement de zèle quand il s'agira d'enquêter sur les crimes de l'ennemi et de traquer les coupables jusqu'au sommet dans les États qu'ils dirigent ; mais beaucoup moins quand il s'agira de nos crimes ou de ceux de nos affidés.

I. Dans sa « présentation des faits » concernant le Timor-Oriental envahi par l'Indonésie, le *New York Times* tenait généralement ses informations de représentants du gouvernement indonésien, ou de l'armée, mais dédaignait ostensiblement le témoignage des réfugiés, des organisations religieuses, etc. Inversement, c'étaient les réfugiés, non les représentants des autorités, qui étaient les sources privilégiées du *Times* dans ses reportages sur les événements d'après guerre au Vietnam ou au Cambodge [116].

II. Ainsi, lorsqu'au Nicaragua la CIA supervise les attaques des contras sur des cibles civiles (comme des coopératives agricoles) avec l'approbation explicite du département d'État, les commentateurs dans les médias, y compris chez les « colombes » [c'est-à-dire les modérés, opposés aux « faucons »], applaudissent avec ferveur ou se perdent en ratiocinations philosophiques pour savoir si de telles cibles sont légitimes ou non, partant par exemple du principe qu'elles sont parfois défendues par des milices équipées d'un armement léger. Toutefois, les attaques terroristes contre les kibboutzim, eux aussi défendus par des hommes armés, sont présentées d'une manière radicalement différente [117]. La variation de l'angle et des buts recherchés apparaît clairement dans le traitement des élections dans le tiers-monde selon qu'il s'agit d'États clients ou ennemis – ce que nous analysons *infra* chap. III.

La qualité de la couverture médiatique apparaîtra encore mieux et de façon plus crue à travers la mise en page, le titre ou les termes utilisés, entre autres moyens de susciter la curiosité et l'indignation. Dans les rubriques « Points de vue », on pourra s'attendre à un éventail d'opinions très limité. Notre hypothèse est que les victimes dignes d'intérêt seront fortement mises en avant avec des accents dramatiques, avec forces détails humains, et que leur victimisation s'appuiera sur une mise en récit riche en détails et en éléments de contexte propre à susciter l'intérêt et la compassion du lecteur. À l'inverse, fréquemment déshumanisées, les victimes indignes d'intérêt n'auront droit qu'à peu de détails, et à un vague contexte peu propre à susciter l'indignation ou les protestations.

Parallèlement, du fait de l'hégémonie des sources émanant de l'establishment, de la puissance des groupes de pression et de l'idéologie anticommuniste, on s'attendra à enregistrer des cris d'orfraie estimant que le sort des victimes dignes d'intérêt est cruellement négligé ; et qu'au contraire celles qui ne le sont pas bénéficient d'une générosité excessive et acritique, tandis que l'hostilité libérale et l'esprit contestataire (voire subversif) des médias à l'égard du gouvernement expliquent nos difficultés à mobiliser le soutien indispensable à la énième de nos interventions contre-révolutionnaires [I].

En somme, la théorie de la propagande appliquée à la couverture médiatique suggère une importante et systématique asymétrie au service de puissants intérêts domestiques. Cela doit pouvoir se vérifier en étudiant cette asymétrie à travers les choix, le volume et la qualité de l'information. Dans les chapitres qui suivent, nous allons effectivement

I. Aussi étonnantes soient-elles, les allégations d'un Michael Ledeen n'en sont pas moins classiques : on accorderait davantage de crédit dans les médias aux déclarations de Kadhafi qu'à celles du gouvernement américain ; et « des violations mineures des droits humains dans un pays allié (spécialement sous l'autorité d'un gouvernement autoritaire de droite) attirent immédiatement bien plus d'attention et de critique que des exactions infiniment plus graves dans des pays qui nous sont hostiles » [118]. (La « grande crédibilité » accordée à Kadhafi est discutée *infra*, chap. III, et le traitement médiatique accordé aux victimes de nos alliées *infra*, chap. II.)

constater à quel point cette asymétrie est massive et systématique. Non seulement le choix de couvrir ou d'occulter tel ou tel événement est corrélé avec l'utilité qu'en tire le système, mais les différences formelles dans le traitement des faits (mise en page, ton, contextualisation, exhaustivité du traitement) servent des objectifs politiques.

* *
*

Complément 2002
Remise à jour du modèle de propagande

Le modèle de propagande explique à grands traits le comportement et la production des médias par leur nature industrielle et leur appartenance à l'économie politique du système dominant. Dans cette logique, nous nous étions concentrés fortement sur l'accroissement de la taille des entreprises, la concentration et la centralisation progressive des médias, l'apparition de grands groupes contrôlant différents types de médias (studios de cinéma, réseaux de chaînes de télévision, chaînes câblées, magazines et maisons d'édition), ainsi que la diffusion croissante de ces médias, hors de leurs frontières d'origine, dans un processus de globalisation. Nous observions aussi le glissement progressif du contrôle familial vers des managers professionnels servant un plus large éventail de propriétaires et plus étroitement soumis à la discipline du marché.

Toutes ces tendances, de même qu'une concurrence accrue entre différents types de médias pour la publicité, n'ont cessé de s'amplifier et de se renforcer au cours des quinze années suivantes, accentuant l'orientation vers le profit. La concentration des médias aux mains d'un nombre de plus en plus réduit de très grandes firmes s'est accélérée sans rencontrer pratiquement d'opposition de la part de l'autorité de régulation, la Federal Communications Commission

(créée en 1934) ni des administrations successives, tant républicaines que démocrates. Ben Bagdikian note que, lors de la première publication de son ouvrage *Media Monopoly*, en 1983, une cinquantaine de firmes géantes dominaient la quasi-totalité des médias. En 1990, à peine sept ans plus tard, ce nombre était réduit à vingt-trois [119].

Une vague de fusions-acquisitions massives ainsi qu'une globalisation rapide ont par la suite laissé le monde des médias plus concentré que jamais, aux mains de neuf groupes en 2002 : Disney, AOL Time Warner, Viacom (alors propriétaire de CBS), News Corporation, Bertelsmann, General Electric (détenteur de NBC), Sony, AT&T-Liberty Media, et Vivendi Universal [1]. Ces empires médiatiques possédaient la totalité des plus grands studios de cinéma, des principaux réseaux de télévision, des maisons de disques, ainsi qu'une part appréciable des chaînes câblées, les réseaux de câbles eux-mêmes, magazines, stations de télévision commerciale et maisons d'édition. La plus importante, AOL Time Warner, a la première intégré le principal serveur Internet à un système de médias traditionnel. Une quinzaine d'autres firmes bouclaient alors le système, ce qui signifiait qu'à peine deux douzaines de firmes contrôlaient la quasi-totalité des médias qui touchent la majorité des citoyens américains. Bagdikian concluait que « c'est la domination écrasante du pouvoir collectif de ces firmes, corporativement liées et partageant les mêmes valeurs culturelles et politiques, qui amène à soulever de troublantes questions sur la place de l'individu dans la démocratie américaine [121] ».

1. Après cette brève participation dans la « cour de grands », sous la direction de Jean-Marie Messier, la vertigineuse déconfiture de Vivendi Universal déboucha notamment sur le renforcement du leader inconstesté des groupes médiatiques (et militaro-industriels) français, Matra-Hachette-Lagardère ; le reste du pôle éditorial de Vivendi, propriété depuis 2008 de la multinationale espagnole Planeto, ayant essentiellement servi entre-temps à faire fructifier les capitaux du groupe Wendel, propriété de l'ancien « patron des patrons » français, devenu leader du patronat européen à Bruxelles, Ernest-Antoine Seillière. Au niveau mondial, en 2008, 90 % des médias sont possédés par sept groupes : Disney, Viacom, Time Warner, News Corp, Bertelsmann AG, CBS Corporation et General Electric. Il faut désormais, pour dresser le panorama complet des groupes médiatiques dominants, ajouter l'Internet, dont les leaders sont Microsoft, Google et Yahoo [120]. [nde]

À l'exception de General Electric, ces neuf firmes géantes ont pris naissance et se sont développées dans le seul univers des médias et dominent à la fois la création de contenus et leur distribution. Quatre d'entre elles, Disney, AOL, Viacom et News Corporation, produisent à la fois films, livres, magazines, journaux, programmes TV, musique, vidéos, jouets, parcs à thèmes, etc. Elles disposent en outre d'un large réseau de distribution du fait de leur mainmise sur les ondes et le câble et la possession de commerces et de salles de cinéma. Elles produisent aussi de l'information et occasionnellement des reportages et documentaires touchant à des sujets politiques ; même si ces léviathans de la culture populaire sont davantage portés sur le divertissement, qui génère une très large audience, avec des programmes comme « Qui veut gagner des millions ? » (ABC TV) et « Survivor » (CBS-TV), ou des films comme *Le Roi lion* de Disney, permettant les « *cross selling synergies* [1] », qui focalisent au premier rang leur attention et leurs ressources.

Depuis de nombreuses années, d'importants secteurs de l'industrie des médias, tels le cinéma et le livre, bénéficient de marchés mondiaux, mais l'émergence d'un véritable système médiatique globalisé, avec d'énormes conséquences pour les secteurs nationaux des médias, de la culture et de la politique n'a pas plus de vingt-cinq ans [122]. Cette évolution a été alimentée par la mondialisation du commerce et, plus spécifiquement, la croissance de la publicité à l'échelle planétaire qui y est associée, ainsi que les avancées des technologies de communication qui ont favorisé les opérations transfrontalières et leur contrôle. Elle a aussi bénéficié de l'aide des politiques gouvernementales et de la consolidation de l'idéologie néolibérale. Les gouvernements occidentaux, et celui des États-Unis en particulier, ont fait primer les intérêts de leurs propres industries nationales (impatientes d'accéder à un marché mondial), avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, efforts couronnés par l'ouverture du

1. Stratégies commerciales visant à pousser le consommateur vers de nouveaux achats à partir de ses achats passés (comme dans le cas de produits dérivés d'un film). [nde]

marché international des médias aux firmes transnationales. L'idéologie libérale a fourni la justification intellectuelle de ces politiques, qui ont permis à des investisseurs privés transnationaux d'acquérir des stations et des systèmes de câble et de satellite.

La culture et l'idéologie que nourrit ce processus de globalisation reposent largement sur le style de vie branché et l'accès aux biens de consommation qui le caractérise – une situation tendant à saper le sentiment d'appartenance à une communauté civique. Robert McChesney observe que « la marque de fabrique du système médiatique global est son mercantilisme impitoyable et omniprésent [123] ». Chaînes de télé-achat, « info-pub » et placements de produits sont en plein boum dans le système médiatique global. « On ne s'étonnera donc pas qu'à la fin des années 1990 les enquêtes successives montrent la fascination, voire l'obsession des jeunes des classes moyennes pour les marques et les produits de consommation. [124] » L'« information » qui retenait alors l'attention des médias globaux – outre les élections nationales ou des croisades comme l'« opération Forces alliées », la guerre des Nations unies contre la Yougoslavie – était de façon habituelle axée sur le sensationnel, comme la focalisation obsessionnelle sur le procès d'O. J. Simpson, l'affaire Lewinsky ou la disparition de deux super-célébrités occidentales, la princesse Diana et John F. Kennedy Junior.

Les effets simultanés de la globalisation, de la déréglementation et des pressions budgétaires ont aussi contribué, pays après pays, à réduire l'importance des médias non commerciaux. Ce phénomène fut particulièrement flagrant en Europe et en Asie, où les médias publics étaient autrefois prédominants (à l'inverse des États-Unis et de l'Amérique du Sud.) Les pressions financières exercées sur ces chaînes publiques les ont contraintes à une cure d'amaigrissement ou à entrer en concurrence avec les chaînes commerciales pour attirer des fonds : en matière de programmation, certaines sont devenues purement commerciales, par privatisation ou changement de politique d'antenne. Le rapport de forces a résolument penché en faveur des chaînes

commerciales. James Ledbetter souligne que, du fait d'une constante pression politique de la droite dure et des restrictions budgétaires, « les États-Unis ont vu un raz-de-marée commercial prendre le contrôle des chaînes publiques », celles-ci « se [ruant] littéralement pour aligner leurs services sur les réseaux commerciaux ». Dans cette course à la transformation de l'audiovisuel public en « supermarché », selon les mots de Ledbetter, les différences déjà bien minces avec les réseaux commerciaux ont presque totalement disparu. Et le plus important est que, dans leur programmation, « ils partagent la même attitude, soit d'évitement, soit d'aseptisation des controverses politiques contemporaines, du genre de celles qui créent des ennuis avec des patrons puissants [125] ».

D'aucuns soutiennent qu'Internet et les nouvelles technologies de communication sonnent le glas de la mainmise des industriels sur le journalisme et introduisent une ère sans précédent de médias interactifs et démocratiques.

Il est exact et important de souligner qu'Internet a augmenté l'efficacité et la portée des réseaux d'individus ou associatifs. Il a permis à certains, dans des cas bien différents, d'échapper au formatage des médias dominants. Au Japon, les femmes ont pu découvrir de nouveaux sites spécifiquement consacrés à leurs problèmes, où il leur était possible de s'exprimer, de partager avec leurs semblables expériences et informations, et d'obtenir l'avis d'experts sur leurs problèmes professionnels, financiers ou personnels [126]. Les résistants du Chiapas qui ont affronté les exactions de l'armée et du gouvernement mexicains ont pu mobiliser un soutien international en 1995 afin de faire connaître leurs revendications et de faire pression sur le gouvernement pour l'amener à revoir sa politique dans la région [127]. La possibilité de communiquer par Internet – pour les paysans boliviens protestant contre les programmes de privatisation de l'eau de la Banque mondiale ou pour les étudiants indonésiens descendus dans la rue en 1998 pour mettre un terme à la dictature de Suharto – a engendré un niveau de mobilisation et un impact mondial aux conséquences considérables : la transnationale Bechtel, nouveau

propriétaire du réseau de distribution d'eau bolivien tout juste privatisé et qui s'était empressée de doubler le montant des factures, dut faire marche arrière, et le contrat de vente fut annulé ; en Indonésie, les manifestations et leur retentissement, s'ajoutant à la crise financière de 1998, aidèrent à démettre Suharto [128].

Des mouvements de protestation plus larges ont aussi bénéficié des communications basées sur Internet. Lorsque les pays leaders de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tentèrent de faire passer secrètement l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), qui protégeait un peu plus les droits des investisseurs internationaux au détriment des structures démocratiques nationales, Internet constitua un outil très important pour alerter les forces d'opposition de cette menace et mobiliser des forces qui firent capoter cet accord [129]. De même, lors des mouvements de protestation contre les sommets de l'OMC à Seattle en novembre 1999 ou contre ceux du FMI et de la Banque mondiale à Washington en avril 2000, Internet joua un rôle majeur, tant dans l'organisation des manifestations que la diffusion des informations sur les événements eux-mêmes, prenant le contre-pied de l'image qu'en donnaient des médias unanimement hostiles à ces mouvements de protestation [lire *infra*, « Quelques applications du modèle de propagande »] [130].

Pour autant, bien qu'Internet se soit ajouté à l'arsenal de moyens de communication dont disposent dissidents et protestataires, il n'en a pas moins ses limites comme outil de critique. Fondamentalement, ceux dont les besoins d'information sont les plus critiques ne trouvent pas de solution dans Internet : nombre d'entre eux n'y ont pas accès, les banques de données ne sont pas conçues pour répondre à leurs besoins ; et leur utilisation (comme d'une manière générale toute utilisation effective d'Internet) présuppose un minimum d'organisation et de connaissances. Internet n'est pas un outil de communication de masse pour ceux qui n'ont pas d'étiquette connue, ne disposent pas déjà d'une large audience et de ressources importantes. Seules les organisations commerciales d'une taille significative ont pu faire connaître leur offre sur Internet auprès d'un grand

public. La privatisation de l'infrastructure d'Internet, la commercialisation et la rapide concentration des portails et des serveurs, puis leur intégration dans des conglomérats opérant dans d'autres secteurs – la fusion AOL-Time Warner fut un pas de géant dans cette direction –, de même que le contrôle privé et concentré de la nouvelle technologie à haut débit, voilà qui menace de limiter toute perspective future de voir Internet s'affirmer comme un support de médias démocratiques.

On a pu assister ces dernières années à la rapide pénétration d'Internet par l'industrie de la presse et les conglomérats médiatiques, redoutant tous de se laisser distancer par de petits pionniers amateurs de nouvelles technologies et prêts pour cela à accepter des pertes considérables plusieurs années de suite (ce dont ils ont les moyens), le temps de tester ce nouvel environnement. Soucieux de réduire ces pertes et confrontés aux réticences des annonceurs hésitant à investir dans un média réputé trop largement contrôlé par ses utilisateurs et caractérisé par un surf trop rapide, les grands médias fraîchement initiés à Internet sont rapidement revenus sur terre en procédant aux ajustements habituels – plus d'attention accordée à la vente de biens de consommation, coupes franches dans l'information, offre de contenus immédiatement adaptés au public cible et aux annonceurs. Le *Boston Globe* (une filiale du *New York Times*) proposa si rapidement sur le Net des offres de produits et de services qu'« il est troublant qu'aucun des portails de ces journaux ne donne la sensation que le journalisme de qualité se trouve au centre de sa stratégie... C'est que le journalisme ne sert à rien en matière de ventes [131] ». Ancien rédacteur en chef du *New York Times*, Max Frankel explique que plus les journaux cibleront les internautes, « plus il y aura de sexe, de sport, de violence et de comédies à leur menu, négligeant ou passant purement et simplement à la trappe les informations concernant les guerres ou les réformes du système de protection sociale [132] ».

L'introduction des nouvelles technologies a pour principal objectif de répondre aux besoins de l'industrie, et les dernières nouveautés ont permis aux médias des réductions

de personnel même quand ils dégageaient des bénéfices croissants. Elles ont aussi permis l'émergence de systèmes de diffusion globalisés qui ont réduit le nombre d'entités médiatiques. La capacité « d'interaction » du public, que facilite l'évolution des techniques, l'aide surtout à faire des achats, mais elle permet aussi aux industriels des médias de collecter des informations détaillées sur l'audience et d'affiner ainsi constamment le ciblage de leurs programmes et de leurs publicités sur la base de caractéristiques individuelles. Ce qui va limiter la vie privée et intensifier la marchandisation.

En un mot, les changements survenus en politique et dans le domaine de la communication au cours des dernières années n'ont fait que renforcer l'applicabilité du modèle de propagande. Le pouvoir accru des industriels et le marché mondial s'ouvrant à eux, les fusions et la centralisation accrue puis le déclin des chaînes publiques ont donné plus de poids que jamais aux objectifs lucratifs, aux États-Unis comme partout dans le monde. La concurrence pour attirer la publicité s'est intensifiée et la frontière entre la publicité et l'éditorial s'est réduite d'autant. Les rédactions se sont trouvées plus complètement intégrées à des empires industriels transnationaux, avec des budgets d'investigation en diminution et de moins en moins d'enthousiasme des cadres dirigeants pour un journalisme défiant les structures du pouvoir.

Au cours de ces dernières années, le contrôle des sources et les contre-feux se sont aussi renforcés comme mécanismes d'influence des élites. La diminution des budgets alloués au journalisme et la concentration des médias ont rendu ces derniers plus dépendants que jamais de ceux qui donnent le la, produisent l'information et subventionnent la presse du même coup en l'alimentant en copie bon marché.

Leur pouvoir sur les médias a augmenté et les firmes de relations publiques qui ont tel et tel puissant client jouent un rôle de plus en plus grand comme sources pour les médias. Alex Carey, Stuart Ewen, John Stauber et Sheldon Rampton nous ont permis de comprendre un peu mieux à quel point l'industrie des relations publiques est capable

de tirer parti des conformismes journalistiques pour parvenir à ses fins et à celles de ses clients [133]. Des études portant sur les sources de l'information montrent qu'une proportion significative des nouvelles émane des communiqués de presse des firmes de relations publiques. On estime que le nombre d'employés des relations publiques qui dorlotent ainsi l'information excède de vingt mille celui des journalistes qui la rédigent [134].

La force de l'idéologie anticommuniste s'est sans doute atténuée depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la quasi-disparition des mouvements socialistes dans le monde. Mais le phénomène a été largement contrebalancé par le renforcement de la croyance dans « le miracle du marché », selon la formule de Ronald Reagan. Le triomphe du capitalisme et le pouvoir croissant de ceux qui ont intérêt aux privatisations et à la loi du marché a grandement renforcé l'emprise de l'idéologie de marché, au moins parmi les élites, au point que, contre toute évidence, les marchés sont supposés bienveillants et même démocratiques (ce que Thomas Frank appelle le « populisme de marché » [135]), tandis que tout autre mécanisme est tenu pour suspect – à une exception près : quand les entreprises privées ont besoin de subventions, d'être sauvées de la faillite ou de l'appui du gouvernement pour conquérir les marchés étrangers. Lorsque l'économie soviétique connut une période de stagnation dans les années 1980, on l'attribua à l'absence des marchés. Lorsque la Russie capitaliste se désintégra dans les années 1990, on n'en rejeta pas la faute sur les marchés qui y régnaient désormais mais sur les dirigeants et les « travailleurs » qui avaient échoué à laisser la magie des marchés jouer à plein [136]. Le journalisme a intériorisé cette idéologie. Si on ajoute l'anticommunisme résiduel, dans un monde où le pouvoir global des institutions du marché fait passer toute alternative pour utopique, on obtient un cocktail idéologique très puissant.

Ces évolutions, qui ont renforcé la pertinence du modèle de propagande, ont considérablement affaibli la « sphère publique », qui recouvre les espaces et les forums où les sujets importants pour une communauté démocratique

sont débattus, et où une information nécessaire à la participation intelligente des citoyens est accessible. Le développement soutenu et l'influence culturelle du marketing a entraîné « le remplacement d'une sphère publique foncièrement politique par une culture de consommation dépolitisée [137] ». Il a eu pour conséquence l'émergence d'un monde de communautés virtuelles créées par des publicitaires, structurées selon les tranches d'âge et les différences de goût des consommateurs. Cette segmentation basée sur la consommation et le mode de vie s'oppose aux communautés physiques, qui partagent une vie sociale et des préoccupations communes et participent à un ordre démocratique [138]. De telles communautés virtuelles sont organisées pour acheter et vendre des biens, non pour créer ou servir une quelconque sphère publique.

Les annonceurs n'apprécient guère la sphère publique où l'audience est relativement réduite, où naissent d'ennuyeuses polémiques et dont le cadre est peu propice à la vente. Leur prédilection pour le divertissement sous-tend une érosion graduelle de celle-ci sous la pression des médias commerciaux, largement illustrée par l'histoire de la radiodiffusion aux États-Unis au cours des quatre-vingts dernières années [139]. Mais le divertissement n'a pas seulement le mérite de constituer un meilleur cadre pour vendre des biens, c'est aussi un vecteur remarquablement efficace de messages idéologiques camouflés [140]. En outre, dans un système caractérisé par de profondes inégalités qui vont s'aggravant, le divertissement est l'équivalent contemporain des « jeux du cirque » à Rome : il tient le public à l'écart de la politique et génère dans ce domaine une apathie des plus utiles à la préservation du *statu quo*.

On aurait cependant tort de conclure que, si le public achète les produits et regarde les programmes offerts par des médias de plus en plus marchandisés, l'érosion progressive de la sphère publique reflète les préférences et le libre choix du public, comme citoyen ou consommateur. Le citoyen n'a jamais eu l'opportunité de se prononcer sur la vente massive (à partir de 1934) de droits de diffusion à des intérêts commerciaux [141]. L'engagement solennel pris

auprès de la commission fédérale des communications (FCC) elle-même – que les offres de service public ne seraient jamais enterrées par le divertissement privilégié par les annonceurs – ne fut jamais tenu [1].

Le public n'est pas souverain dans le domaine des médias [143]. Propriétaires et gestionnaires en quête de publicité décident de l'offre sur laquelle le choix du public devra se porter. Les gens ne lisent et ne regardent généralement que ce qui est directement accessible et bénéficie d'une promotion intensive. Les sondages indiquent régulièrement que le public – bien qu'il écoute et regarde ce qui lui est proposé – souhaiterait davantage de nouvelles, de documentaires et une information différente, moins de sexe et de violence et un autre genre de divertissements. Il semble peu probable qu'il serait réellement indifférent aux citoyens de savoir pourquoi leurs revenus stagnent, voire déclinent, alors qu'ils travaillent de plus en plus dur ; pourquoi les soins médicaux auxquels ils ont accès sont aussi coûteux que médiocres ; ou encore négligent ce qui peut être perpétré en leur nom un peu partout dans le monde. S'ils sont si peu au courant de tels sujets, le modèle de propagande explique pourquoi : ceux qui exercent leur souveraineté sur les médias ont décidé de ne pas aborder ce type de questions.

* *
*

1. La même chose s'est produite en France lors de la privatisation de TF1, qui n'a jamais respecté ses engagements dans le domaine du « mieux-disant » culturel [142]. [nde].

ANNEXE I

Quelques applications du modèle de propagande à des sujets qui ne font jamais débat

Les budgets de la Défense

Dans son ouvrage *Règle d'or*, le politologue Thomas Ferguson avance l'argument que les points sur lesquels ceux qui financent les partis politiques et les élections sont d'accord seront exclus du débat politique, si forte que puisse être la demande du public en faveur d'un changement. Selon lui, pour que les électeurs ordinaires puissent influencer les choix électoraux, il leur faudrait disposer de « puissants canaux rendant possible de manière directe l'expression et les délibérations de masse » [144]. Au nombre de ceux-ci, des syndicats et d'autres organes intermédiaires, lesquels pourraient, du fait de leur pouvoir collectif, obtenir que les intérêts des électeurs de base aient davantage de poids dans le système politique.

Le modèle de propagande, et les arrangements institutionnels qu'il reflète, suggère que ces mêmes forces, qui placent hors du champ du débat politique les sujets sur lesquels leurs intérêts convergent, seront aussi celles qui déterminent les orientations des médias, évacuant de fait toute « expression et délibération de masse » sur ces questions. Par exemple, les sondages montrent régulièrement que, à l'exception des périodes de conflits et d'intense propagande de guerre, le public réclame généralement une réduction des budgets militaires, penchant pour un rééquilibrage des budgets de la Défense vers l'Éducation et d'autres fonctions civiles [145]. Néanmoins, parce qu'il est de l'intérêt des investisseurs qui pèsent le plus dans le jeu des partis politiques que le budget de la Défense reste important, le débat politique sur ce thème se bornera à déterminer si l'un ou l'autre des deux partis dominants mégote sur les crédits affectés aux dépenses militaires, les deux promettant de les augmenter (comme l'ont fait George W. Bush et Al Gore lors

de la campagne présidentielle de 2000), les plus grands médias emboîtant le pas, limitant le débat aux termes définis par les deux partis dominants et s'assurant que ne puisse être ni débattue ni seulement évoquée la revendication d'un rééquilibrage de ces budgets. Le candidat alternatif Ralph Nader demandait effectivement de telles coupes budgétaires, mais les médias ne lui ont jamais laissé aucune opportunité de s'exprimer sur ce sujet, certains d'entre eux plaidant explicitement pour son exclusion de tout débat présidentiel, arguant que les positions des deux partis dominants se suffisaient à elles-mêmes [I].

Si les industriels américains pesaient ainsi en faveur d'un budget de défense colossal – plus de cinq fois supérieur à celui de la défaillante Russie, le second plus important au monde –, c'est seulement que les bénéfices qu'ils savaient pouvoir attendre d'importantes dépenses militaires étaient considérables. Cela incluait aussi bien les contrats d'armement et autres fournitures que l'allocation directe ou indirecte de crédits de recherche [II] ; ou le soutien apporté par les militaires proches du pouvoir à une expansion économique globale à laquelle les firmes transnationales américaines participent activement, en étant les premières bénéficiaires. Le monde des affaires bénéficie aussi des accords commerciaux menant à l'ouverture des marchés, et du soutien des activités de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international. Mais ces accords commerciaux et les activités des institutions financières internationales ont généré des controverses et une forte opposition politique, car, tandis qu'elles bénéficiaient exclusivement au monde des affaires, les coûts en étaient

I. Parlant de la « croisade malavisée de M. Nader », les éditorialistes du *New York Times* affirmaient que les deux principaux partis offraient aux électeurs « un choix bien défini », de sorte qu'il n'y avait « cette année aucune ligne alternative défendable pour un troisième parti » (10.06.00).

II. Le budget de la Défense (donc le contribuable) – particulièrement après la Seconde Guerre mondiale – a très largement contribué au financement de la recherche fondamentale qui a permis des avancées notables en matière d'aviation, d'informatique, d'industries électroniques, le développement d'Internet, des biotechnologies, de l'industrie nucléaire et de bien d'autres domaines.

entièrement assumés par les travailleurs, mis en compétition forcée sur un marché de l'emploi globalisé. En outre, globalisation et accords commerciaux renforcent à la fois le pouvoir politique et le pouvoir économique des milieux industriels, principalement en ce qu'ils déplacent l'autorité décisionnelle des structures démocratiques de l'État vers les banques et les technocrates, plus aptes à servir l'intérêt collectif des transnationales [146]. Ici encore, de même que pour la question de l'orientation civile ou militaire des budgets, les sondages font ressortir un profond antagonisme entre les préférences des milieux industriels et celles du public, généralement hostile aux accords et arrangements institutionnels préconisés par les premiers [I].

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)

Le modèle de propagande correspond bien au traitement médiatique de ce type de sujets. Observons, par exemple, la manière dont furent couverts la signature de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA-NAFTA) et la crise financière puis le crash de 1994-1995 qui s'ensuivirent au Mexique.

Les sondages qui précédèrent la signature de l'ALENA montraient très clairement que la grande majorité du public y était opposée – de même que, par la suite, au renflouement des entreprises ayant investi dans la dette mexicaine. Les élites, elles, y étaient tout à fait favorables. Les éditoriaux, les dépêches, les articles, les tribunes d'experts penchaient très fortement en faveur de ces dernières préférences ; la tonalité générale était que les avantages de l'ALENA étaient évidents, que toutes les autorités qualifiées l'assuraient, et que seuls les démagogues et les « intérêts particuliers » s'y trouvaient opposés [148]. Les « intérêts particuliers » qui pourraient bien être les « perdants » étaient en l'occurrence les femmes, les minorités, et la majorité de la

I. Début 2000, un sondage Harris paru dans *Business Week* révélait qu'à peine 10 % des sondés se disaient « défenseurs du libre-échange », tandis que 51 % étaient « partisans du commerce équitable » et que 37 % se considéraient comme « protectionnistes » [147].

force de travail [149]. Les médias prirent le parti de gérer la réalité insistante, de sondage en sondage, selon laquelle une majorité était opposée à l'ALENA en l'ignorant, suggérant simplement de temps à autres que le public était mal informé et peinait à comprendre où se trouvaient ses véritables intérêts [150]. Les velléités d'intervention du mouvement ouvrier pour peser dans le débat autour des accords furent sévèrement attaquées dans le *New York Times* et le *Washington Post*, sans que les positions, le lobbying ou la propagande du gouvernement et des milieux d'affaires fassent jamais l'objet de pareilles critiques. Et tandis que le mouvement ouvrier était attaqué sur les positions qu'on lui prêtait sur la question, la presse refusait que ses véritables positions puissent s'exprimer [151].

En décembre 1994, à peine onze mois après l'entrée en vigueur de l'ALENA, le Mexique fut frappé d'une terrible crise financière qui provoqua une fuite massive des capitaux, un effondrement de sa monnaie conduisant au refinancement par le FMI avec pour condition une série de coupes douloureuses dans les dépenses publiques. Bien que cette crise ait éclaté l'année même de l'entrée en vigueur de l'ALENA, les médias, qui avaient toujours décrit cet accord comme ouvrant sur un nouvel âge d'or économique, furent unanimes : cela n'avait rien à voir avec cette crise. Ils firent littéralement bloc pour soutenir le plan de sauvetage mexicain (des investisseurs), en dépit de la nette opposition de l'opinion publique exprimée dans les sondages. Experts, bonzes des médias et éditorialistes expliquèrent inlassablement que l'un des grands avantages de l'ALENA était qu'il avait enchaîné le Mexique de telle sorte qu'il lui était désormais impossible d'infléchir l'orientation générale de sa politique ou de disposer d'aucun recours pour se mettre à l'abri d'une sévère déflation et d'une flambée du chômage. Il ne leur passa pas par l'esprit combien ces chaînes était profondément antidémocratiques et d'autant plus contestables que les accords avaient été négociés par un gouvernement au pouvoir suite à une fraude électorale [152].

La couverture des manifestations contestataires

Lorsque l'opposition globale aux politiques de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, qui n'avait fait que croître, déboucha sur les manifestations de masse de Seattle, en novembre et décembre 1999, puis lors de la conférence annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington en avril 2000, la couverture de ces événements fut hostile aux manifestants, le plus souvent tournés en dérision. Les médias ne surent à peu près généralement pas rendre compte des questions importantes soulevées par les protestataires. Les médias firent des manifestants de Seattle des « agitateurs professionnels » (*US News & World Report*), « irrémédiablement aigris » (*Philadelphia Inquirer*), juste « opposés au commerce international » (ABC-News), faisant « beaucoup de bruit pour rien » (CNN). Et les revendications des manifestants n'étaient pratiquement pas rapportées [153]. De même s'agissant des manifestations de Washington, les médias épiloguèrent interminablement sur les vêtements des manifestants, leur look, leurs odeurs corporelles, leur régime alimentaire et dénoncèrent une absence de « tout ce qui pourrait de près ou de loin s'apparenter à une cause » (Michael Kelly, *Washington Post*). Mais ils refusèrent obstinément d'aborder leurs revendications [154].

Nombre de manifestants très bien informés avaient d'excellentes raisons de se trouver à Seattle. Il y avait parmi eux des économistes renommés, des experts en sciences sociales, des gens particulièrement engagés venus des quatre coins du monde [155] – mais les médias ne perdirent pas de temps à les rencontrer, préférant promouvoir le stéréotype du militant altermondialiste comme ignorant et fauteur de trouble. Le ton des tribunes libres si déséquilibrées était hostile aux manifestants. Le discours télévisuel était au moins aussi biaisé, avec un éclairage très sélectif sur les faits. Dans son émission du 29 novembre 1999 sur l'OMC, Dan Rather expliqua que cette organisation avait maintes fois pris de nombreuses mesures sur l'environnement, laissant entendre qu'elles étaient en faveur de l'environnement, alors qu'en réalité elles donnaient en général la priorité à la liberté du commerce sur les impératifs environnementaux.

Autre caractéristique du traitement médiatique des événements de Seattle comme de Washington – rappelant la désinformation du temps de la guerre du Vietnam [156] –, la presse exagéra la violence des manifestants, sous-estima celle des forces de l'ordre et les provocations policières et fit preuve de complaisance à l'égard des pratiques illégales employées pour limiter toute action de protestation, pacifique ou non [157]. Bien que la police de Seattle ait recouru à la force et à des agents chimiques contre nombre de manifestants non violents bien avant qu'une poignée d'individus ne commence à briser des vitrines, tant dans le feu de l'action que par la suite, les médias inversèrent cette chronologie, prétextant que les violences policières répondaient à celles des manifestants. En fait, les casseurs ne furent guère inquiétés, à la différence des manifestants pacifiques ciblés par les charges, matraqués, gazés aux lacrymogènes, avec des bombes au poivre et appréhendés [158]. Un article du *New York Times* alla jusqu'à prétendre que les manifestants avaient jeté des excréments, des pierres et des cocktails Molotov sur des délégués et des officiers de police – le journal publia plus tard un démenti [159]. Dan Rather, qui avait prétendu que les manifestants avaient « provoqué la répression » à Seattle, suggéra par la suite que ceux de Washington étaient probablement venus « dans l'espoir de rejouer les scènes de violence de l'année dernière à Seattle », cherchant l'accrochage avec « ceux qui, chargés du maintien de l'ordre, voyaient les choses autrement » [160].

Dans son rapport de quatre-vingt-sept pages, « Hors de contrôle : réponse inappropriée à Seattle aux manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce », l'American Civil Liberties Unions (ACLU) écrivit : « Les manifestants étaient dans leur très grande majorité pacifiques. Ce n'était pas le cas de la police. » La réponse de la police de Seattle aux manifestations fut caractérisée par des violations « draconiennes » des libertés civiles, avec notamment un usage généralisé des « armes chimiques, des balles en caoutchouc et des matraques, tant contre des manifestants pacifiques que contre les passants ». Mais ni NBC, ni ABC, ni CBS, ni le *New York Times*, ni le *Washington Post* ne daignèrent tenir compte du rapport de l'ACLU, dont les observations contredisaient complètement l'homogénéité de leurs positions pro-police et anti-manifestants.

L'inversion chronologique et l'exagération de la menace d'une violence possible des militants comme le traitement édulcoré des nombreuses actions illégales de la police visaient à instiller la peur chez ceux qui désiraient seulement manifester pacifiquement [I]. Ces distorsions pavèrent la voie tant aux violences policières qu'à de sérieuses restrictions à la liberté d'expression. Leur systématicité et leur sophistication augmenta entre Seattle et Washington. Et elles furent ensuite utilisées pour réprimer les manifestations lors des conventions républicaine et démocrate de Philadelphie et Los Angeles en juillet et août 2000 [162]. L'hostilité des médias officiels aux buts mêmes des manifestations, impeccablement alignée sur celle du reste du monde des affaires, fit douter de leur amour pour le 1er Amendement – ce à quoi ils ne nous avaient pas accoutumés quand leurs propres droits et privilèges étaient en jeu.

La visibilité médiatique des travailleurs

Comme le suggère la couverture médiatique de l'ALENA et du droit du mouvement ouvrier à participer à son élaboration, au même titre que celle du Watergate, de l'affaire COINTELPRO [II] et d'autres événements majeurs de l'histoire de la gestion des conflits du travail – l'affaire des marchés du foin, les grèves paysannes, la « peur du Rouge » dans l'entre-deux-guerres [164] –, le modèle de

I. Observateur et coordinateur juridique de la National Lawyers Guild, Zacharie Wolfe concluait : « La police s'efforce de créer une atmosphère de terreur palpable », et quiconque tenterait simplement d'écouter le point de vue des dissidents s'exposerait aux violences policières « du seul fait de se trouver à l'endroit où de tels points de vue sont exprimés » [161].

II. Sur le scandale du Watergate, lire *infra*, « Conclusions », p. 584.
Programme d'exception du FBI (1956-1971), le Counter Intelligence Program avait été autorisé par son directeur Edgar Hoover. Il visait les groupements d'opposition (parti communiste, militants noirs, mouvements des droits civiques et contre la guerre au Vietnam) dans le but de perturber leur fonctionnement, de les « discréditer » et de les « neutraliser ». Les méthodes employées, totalement illégales, reposaient notamment sur l'infiltration et la provocation [163]. [nde]

propagande s'applique aussi bien aux affaires intérieures qu'à la politique étrangère.

Aux États-Unis, le mouvement ouvrier a été en constant état de siège au cours des dernières décennies, fortement mis à mal par la politique du dollar fort du début des années 1980, le dégraissage des effectifs, la globalisation, la violente campagne des milieux d'affaires pour abattre les syndicats, et par le soutien du gouvernement – ou au moins son indifférence – aux coups qui leur furent portés ainsi qu'aux travailleurs. Une vague de désyndicalisation commença au début de l'ère Reagan, le taux de syndicalisation passant de 25 % en 1980 à 14,5 % en 1996 – et à peine 10,2 %, dans le privé. Cela impliquait une perte du pouvoir de négociation des travailleurs à l'origine de concessions importantes en matière de salaires et d'allocations, d'une augmentation de la pénibilité des conditions et de la précarité du travail.

Le licenciement par le président Reagan en 1981 de onze mille contrôleurs aériens en grève « donna la caution du gouvernement aux briseurs de grève et marqua l'ouverture d'une ère nouvelle dans l'histoire des relations sociales [165] ». Mais à lire ou écouter les médias, on pouvait difficilement s'en rendre compte.

En 1994, un article fit exception dans *Business Week*, observant que, « au cours de la dernière décennie, [...] l'industrie américaine mena contre les syndicats l'une des guerres les plus victorieuses qui ait jamais été, [...] licenciant illégalement des milliers de travailleurs pour avoir seulement usé de leur droit à s'organiser », ces licenciements illégaux se répétant à l'occasion du « tiers des élections professionnelles à la fin des années 1980 » [166]. Mais cette guerre victorieuse fut menée en douceur, grâce à la collaboration des médias. Retrait de la reconnaissance de syndicats, recours à des ouvriers intérimaires et grèves débilitantes de longue durée (comme à Caterpillar) furent traités en tous petits caractères. Remarquable illustration de la pertinence du modèle de propagande, la grève de neuf mois des mineurs de Pittston, qui commença en avril 1989, reçut une couverture infiniment moindre et bienveillante que celle des mineurs soviétiques l'été de la même année [167].

De 1977 à 1999, tandis que le revenu des 1 % des ménages les plus favorisés augmentait de 84,8 % et celui des 10 % de 44,6 %, le pouvoir d'achat des 60 % les moins aisés diminuait considérablement, et les revenus des 20 % les plus défavorisés chutaient de 12,5 % [168]. Hors fonctions d'encadrement, la rémunération horaire réelle des travailleurs dans la production (soit 80 % de la force de travail employée dans des fonctions ouvrières) chuta de 4,8 % entre 1973 et 1999 [169]. Si on ajoute la dégradation des indicateurs sociaux au cours de la même période [1], cela suggère que le bien-être de la majorité déclina en cette période de plein emploi, de « nouvelle économie » et d'explosion des valeurs boursières.

Dans la phase la plus euphorique, qui se conclut brutalement par le crash des valeurs Internet en 1999 et 2000, les grands médias remarquèrent à peine que seule une minorité engrangeait des bénéfices [171]. Ils ne découvrirent brièvement le sujet que sous l'impulsion de Pat Buchanan, un populiste de droite, lors de la campagne présidentielle de 1996. Au cours de la campagne électorale de 2000, les candidats des deux partis dominants passèrent une fois de plus sous silence l'incapacité de la majorité à profiter de la « marée montante » supposée profiter à tous. Seul Ralph Nader et d'autres candidats marginalisés le firent. Et comme nous l'avons vu, les médias estimèrent qu'on ne pouvait pas demander plus que le programme des deux principaux partis.

L'industrie pharmaceutique et la sécurité sociale

Un autre exemple d'application convaincante du modèle de propagande est celui de l'industrie chimique et de sa réglementation. Étant donné le pouvoir considérable de cette industrie et la réceptivité des médias aux besoins des milieux d'affaires, les premiers ont légitimé un système qui consiste, comme l'écrit Rachel Carson dans *Printemps silencieux*, à

1. Cette étude montre que l'ensemble des indicateurs de santé se déplace en fonction du PIB jusqu'à la moitié des années 1970, après quoi il continue de monter mais entraînant cette fois une « régression sociale », avec une brève interruption seulement, vers le début des années 1990 [170].

« nous empoisonner délibérément, puis à faire évaluer les conséquences » [172]. Les industriels se voient ainsi autorisés à produire et à vendre des produits chimiques (et, depuis les années 1990, des aliments biologiquement modifiés) sans expérimentation préalable et indépendante de leur toxicité. Tandis que l'« évaluation » sous la responsabilité de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) est gravement contrariée, du fait tant d'un sous-financement que des entraves politiques, ce qui limite les expérimentations requises et le contrôle du respect des réglementations [173].

En 1984, une importante étude du Conseil national de la recherche démontrait que, pour 78 % des produits chimiques commercialisés, aucune évaluation des risques pour la santé n'avait été produite. Une dizaine d'années plus tard, une réévaluation du Fonds de défense environnementale ne put constater aucun changement significatif. Alors que cinq cents à mille nouvelles substances sont mises chaque année sur le marché, le Programme national de toxicologie du gouvernement fédéral teste dix à vingt produits par an pour leurs effets cancérogènes (laissant de côté une infinité d'autres effets toxiques des produits chimiques) – de sorte que nos connaissances dans ce domaine ne cessent de décliner [174].

Le système fonctionne au mieux pour les industriels, puisque leur intérêt est de pouvoir faire leurs affaires sans ingérence et de garder la mainmise tant sur la recherche que sur les tests d'innocuité. L'arrangement qui leur permet de décider quels résultats valent la peine être transmis à l'EPA est du type « renard libre dans le poulailler libre ». L'intérêt public est loin d'y trouver son compte et son inadéquation a été renforcée par la capacité de l'industrie à influencer, voire contrôler l'EPA [175]. Les industriels n'en soutiennent pas moins que l'innocuité de leurs produits est garantie par l'EPA ou la Federal Drug Administration [1]. Mais ils s'efforcent au mieux d'affaiblir ces administrations qui, comme

1. Directeur de la publicité chez Monsanto, Phil Angell déclarait au sujet des OGM : « Notre intérêt est d'en vendre le plus possible. En garantir l'innocuité, c'est le boulot de la FDA. [176] »

nous venons de le voir, se sont avérées impuissantes à contrôler la grande majorité des produits mis sur le marché.

Avec l'aide des médias, les industriels du secteur ont aussi fait accepter le point de vue que les produits chimiques devaient être évalués un par un, sur la base d'une analyse des effets observés sur les individus et de tolérances individuelles. Mais il est très difficile de mesurer de tels risques et tolérances chez l'humain : les expériences contrôlées sont impossibles, les effets peuvent n'apparaître qu'après des années, leur forme est difficile à prévoir, les produits chimiques peuvent interagir dans l'environnement ; enfin, certains toxiques peuvent s'accumuler dans l'organisme et les produits de leur décomposition avoir leurs propres effets. De plus, si des milliers de substances chimiques sont répandues dans l'environnement, nombre d'entre elles pouvant s'accumuler dans l'organisme et interagir, une politique publique qui n'en tient pas compte est profondément inconséquente et irresponsable.

Radicalement rejetée par l'industrie chimique, une politique fondée sur le « principe de précaution » – qui serait soutenue par le gouvernement [1] – ne laisserait libérer aucun produit chimique dans l'environnement sans l'avoir dûment testé ; interdirait les produits chimiques pouvant s'accumuler dans les tissus humains et dont la dégradation génère des effets dangereux ou mal connus ; dans le cas de produits non testés ou reconnus potentiellement dangereux pour la santé, elle rendrait obligatoire le recours à des alternatives non toxiques, dès lors que celles-ci existent et peuvent être produites à un coût raisonnable [178].

En s'opposant avec succès au principe de précaution, les chargés de communication de l'industrie ont défendu l'idée que le système actuel se fonde sur les « sciences dures ». Mais la science ne dit nulle part que les industriels sont en droit de libérer dans l'environnement un produit dès lors qu'il

1. À la Conférence internationale du protocole sur la biosécurité de janvier 2000, le gouvernement américain insista sur la « bonne science » de l'OMC, tandis que l'Union européenne, qui demandait instamment l'application du principe de précaution, faillit quitter la séance [177].

comporte le moindre risque et être les seuls à décider pour nous quels risques sont acceptables : ce sont des décisions politiques. De plus, si les produits n'ont pas été testés selon chaque variable impliquant un choix de société – tels leurs effets à long terme sur le système immunitaire, ou le système reproducteur, les risques de cancer ou les effets de leur dégradation sur l'environnement (et c'est bien évidemment le cas) –, le fondement politique et non scientifique de cette « science dure » devient évident.

On ne compte plus les polluants que les grands groupes chimiques et pharmaceutiques ont produits des années durant en niant la main sur le cœur qu'ils étaient toxiques – du tétraéthyl de plomb dans l'essence au PCB dans les batteries en passant par le DDT, l'amiante et l'agent orange et qu'ils se sont contentés, une fois leur dangerosité formellement établie, de retirer du marché – le plus souvent seulement pour l'usage domestique. Les industriels ont toujours trouvé des scientifiques complaisants pour certifier leur innocuité – ou expliquer que leur toxicité n'était pas scientifiquement démontrée. Il y a toujours eu une différence considérable entre les résultats produits par l'industrie elle-même et les travaux de chercheurs travaillant dans le même domaine. De nombreux trucages de tests effectués par les industriels, des recours à des laboratoires accommodant les données pour rendre les résultats acceptables et assurer aux produits leur certification sont connus, sans parler du lobbying politique permettant de vider la réglementation de sa substance [179].

Malgré cette manipulation de la science, les médias adhèrent largement à la thèse des industriels selon laquelle ils s'appuieraient sur la « science dure » à la différence des « sciences bidon » qui seraient l'apanage de leurs critiques. De 1996 à septembre 1998, sur deux cent cinquante-huit articles utilisant l'expression « sciences bidon », seulement vingt et une occurrences, soit 8 %, concernaient des cas de détournement de caution savante par l'industrie ; cent soixante, soit 62 %, des travaux d'environnementalistes, des critiques venant d'autres secteurs industriels, ou des tribunaux dans le cadre de procès intentés à l'industrie chimique ;

et soixante-dix-sept, soit 30 %, ne rentraient dans aucune de ces catégories [180]. Pour le dire vite, les médias ont intériorisé le mode d'autolégitimation de l'industrie, tout comme ils font primer l'idée de responsabilité individuelle du consommateur sur le principe de précaution.

Les médias ont en outre fréquemment participé au discrédit des craintes concernant les risques chimiques en tant que « peurs » irrationnelles ; on se souvient des risques « supposés » de la dioxine et de l'Alar sur les pommes – qui se révélèrent des risques réels pour la santé. Malgré cela, les médias se dispensent généralement de s'appesantir sur l'insuffisance de la réglementation et des tests ou sur le coût réel de la dispersion de produits chimiques dans l'environnement. La Commission paritaire internationale (IJC), un partenariat américano-canadien remontant à 1978, s'est vu confier la tâche herculéenne de tenter de mettre un terme au déversement de produits chimiques dans les Grands Lacs. Chaque année, la commission rend compte de son manque de résultats et, depuis 1992, elle a vainement demandé la fermeture des usines de chlore, condition *sine qua non* de la réalisation de ses objectifs. Les médias nationaux, eux, sont toujours restés sourds à ses appels. Gordon Durnil, co-président de la commission, déclarait même : « La question des moyens de régler le problème est un choix de société, mais 90 % de la population n'est même pas au courant qu'il y a réellement de quoi s'inquiéter. » [181]

Nous sommes persuadés que le modèle de propagande permet de mieux comprendre une telle ignorance.

De même, dans la polémique sur les assurances de santé de 1992-1993, le refus des médias d'aborder sérieusement l'option d'une sécurité sociale unique, malgré le soutien général qu'elle semblait recevoir du public et les résultats probants de sa mise en place au Canada, allait complètement dans le sens des intérêts des compagnies d'assurances et des cliniques privées [182]. Reportages et commentaires totalement dénués de sens critique sur la prétendue urgence d'une maîtrise de la fiscalité et d'un rééquilibrage budgétaire entre 1992 et 1996 rejoignaient parfaitement la volonté du monde des affaires de réduire les budgets sociaux et de

déréguler le secteur [183]. La naïveté feinte dont firent preuve les médias face à la prétendue « crise » du système de sécurité sociale – qui exigeait, à défaut d'ajustements faciles à réaliser, que l'on agisse trente-sept ans en amont au cas où les estimations des experts conservateurs se révéleraient exactes – faisait merveilleusement le jeu des idéologues conservateurs impatients de mettre en pièces un programme gouvernemental parfaitement fonctionnel ; et elle servait l'empressement des compagnies d'assurances à tirer les dividendes d'une privatisation partielle ou totale de la sécurité sociale [41].

L'applicabilité du modèle de propagande dans ce type de cas, comme dans bien d'autres va de soi [42].

II. Victimes dignes ou indignes d'intérêt

UN SYSTÈME DE PROPAGANDE tendra invariablement à présenter les victimes d'exactions dans des pays ennemis comme *dignes d'intérêt*, tandis que celles auxquelles son propre gouvernement ou celui d'un État client inflige un sort identique, voire pire, seront jugés *indignes d'intérêt*. Cette différence qualitative se mesure à travers le degré d'attention ou d'indignation.

Au cours de ce chapitre, nous verrons que les définitions pratiquement mises en œuvre pour déterminer la valeur des victimes par les médias américains sont fondamentalement politiques et correspondent tout à fait à ce qu'un modèle de propagande permet d'anticiper. Pourtant, bien que ce traitement différencié se produise à grande échelle, cela échappe complètement aux médias, aux intellectuels et au public. Et le ton général reste marqué de rigueur morale et de bonne conscience. Ce qui est la preuve d'un système d'endoctrinement remarquablement efficace.

* *
*

II-1. Jerzy Popieluszko contre une centaine de religieux en Amérique du Sud

Une comparaison révélatrice est celle de la couverture médiatique du cas de Jerzy Popieluszko (prêtre polonais

assassiné par la police de son pays en octobre 1984) avec celle, vers la même période, de l'assassinat de religieux dans la sphère d'influence des États-Unis. Dans notre modèle, le meurtre du père Popieluszko ayant été perpétré en pays ennemi, la victime apparaîtra digne d'intérêt, tandis que les religieux assassinés dans des États clients d'Amérique du Sud ne le seront pas. On peut s'attendre à ce que le premier cas fasse l'objet d'une éruption de propagande médiatique, les autres n'ayant pas droit à une couverture suivie.

*

II-1-1. Aspects quantitatifs de la couverture médiatique

La première ligne du tableau 2-1 synthétise la couverture qu'offrirent respectivement le *New York Times*, *Time*, *Newsweek* et CBS News du meurtre de Popieluszko et du procès de ses assassins. Les lignes deux à cinq résument celle qui fut accordée dans les mêmes médias à plusieurs religieux et religieuses assassinés en Amérique latine par des agents d'États clients des États-Unis [1]. La deuxième ligne concerne la couverture accordée à soixante-douze religieux Sud-Américains « martyrisés » dont les noms figurent dans l'ouvrage de Penny Lernoux *Les Larmes du peuple* [2]. La troisième ligne concerne la couverture médiatique accordée à vingt-trois prêtres, missionnaires et autres auxiliaires religieux exécutés au Guatemala entre janvier 1980 et février 1985. La quatrième ligne, celle accordée au meurtre de l'archevêque du Salvador, Oscar Romero, abattu par un tueur à gage en mars 1980. La cinquième ligne se réfère au meurtre de quatre auxiliaires religieuses, assassinées au Salvador en décembre 1980.

1. Dans un discours du 19 juillet 1986, le président du Nicaragua, Daniel Ortega, répondit aux accusations de persécution religieuse en affirmant que, des 138 religieux assassinés et 278 disparus ou kidnappés en Amérique centrale depuis 1979, au nombre desquels des émissaires laïques d'institutions religieuses, aucun n'avait été victime du gouvernement nicaraguayen. Beaucoup avaient cependant été tués par les contras dans le droit fil de la sanglante tradition somoziste. La grande majorité d'entre eux avait été victime des forces de sécurité des États voisins, clients des États-Unis, ou des escadrons de la mort qui leur étaient affiliés [1].

Non seulement la couverture accordée à l'assassinat du père Popieluszko éclipse totalement celle des victimes non dignes d'intérêt, mais elle constitue en outre une étape majeure en matière de traitement de l'information et de propagande. On ne trouve d'équivalent pour aucune victime dans le monde libre [1]. L'affaire Popieluszko fit dix fois la une du *New York Times*, et l'intensité de la couverture fut telle qu'aucun lecteur ne pouvait ignorer qui il était, qu'il avait été assassiné, et que c'était dans un pays communiste qu'on avait perpétré ce crime sordide. Inversement, le public ne vit jamais paraître les noms du père supérieur des Franciscains du Guatemala, Augusto Ramirez Monasterio, assassiné en novembre 1983, ni du père Miguel Angel Montufar, prêtre guatémaltèque qui disparut le mois même où fut assassiné Popieluszko, ni ceux de dizaines d'ecclésiastiques qui furent tués ces années-là dans différentes régions d'Amérique latine et qui bénéficièrent pour certains d'une couverture médiatique conséquente dans les pays mêmes où on les avait tués.

En fait, *aucune* des victimes de meurtre les plus importantes d'Amérique latine, y compris l'archevêque Romero et les quatre religieuses américaines, n'eut droit à quoi que ce soit de tant soit peu comparable à l'attention portée à Popieluszko. Nous verrons plus loin que la *qualité* du traitement médiatique des victimes dignes ou non d'intérêt diffère aussi radicalement. Alors que la couverture du sort de la victime digne d'intérêt était riche en détails macabres et citations de personnalités exprimant leur indignation ou réclamant justice, celle des autres victimes était tournée de façon à ne provoquer aucune émotion, elle se bornait à des généralités philosophiques sur l'omniprésence de la violence et la tragédie inhérente à l'existence. Cette différence qualitative est déjà observable dans l'espace attribué dans

1. Edward Herman montre que, de 1976 à 1981, les seules victimes de répression politique à l'étranger dont le sort se soit vu gratifié d'une couverture médiatique massive dans le *New York Times* étaient des dissidents soviétiques, notamment Sharansky et Sakharov, bien qu'il se soit trouvé à la même époque une quantité de cas similaires, voire bien pires, dans la sphère d'influence des États-Unis [3].

Tableau 2-1

Couverture des victimes dignes ou non d'intérêt dans les médias américains
Comparaison entre le meurtre d'un prêtre polonais et ceux d'une centaine de religieux en Amérique latine

VICTIMES	*NEW YORK TIMES*				*TIME* ET *NEWSWEEK*		CBS NEWS	
	Aricles [a]	Longueur des colonnes	Premières pages	Éditoriaux	Articles	Taille des colonnes	Nombre de citations au total	Nombre de citations au journal de début de soirée
	nb. (%)	cm. (%)	nb. (%)	nb. (%)	nb. (%)	cm. (%)	nb. (%)	nb. (%)
1) **Jerzy Popieluszko** assassiné le 19 octobre 1984	78 (100)	2 957 (100)	10 (100)	3 (100)	16 (100)	782 (100)	46 (100)	23 (100)
2) **72 religieux** assassinés en Amérique du Sud entre 1964 et 1978 [b]	8 (10,3)	294 (6,8)	1 (10,0)	– –	– –	40 (5,1)	– [d] –	– –
3) **23 religieux** assassinés au Guatemala entre janvier 1980 et février 1985 [c]	7 (9,0)	116 (5,6)	– –	– –	2 (12,5)	85 (10,9)	2 (4,3)	2 (8,7)
4) **Mgr Oscar Romero** assassiné le 18 mars 1980	16 (20,5)	547 (18,5)	4 (40,0)	– –	3 (18,8)	216 (27,6)	13 (28,3)	4 (17,4)
5) **4 religieuses** américaines assassinées au Salvador le 2 décembre 1980	26 (33,3)	504 (17,0)	3 (30,0)	– –	5 (31,2)	277 (35,5)	22 (47,8)	10 (43,5)
6) **Total** des lignes 2 à 5	57 (73,1)	1 511 (51,1)	8 (80,0)	– –	10 (62,5)	619 (79,1)	37 (80,4)	16 (69,6)

[ndt : Les % correspondent au rapport avec les chiffres de la première ligne, qui sert de référence. Ex : 4) Mgr Romero, 16 articles, soit 20,5 % du nombre d'articles consacrés à Popieluszko. La longueur des colonnes est en centimètres]

a. La couverture médiatique couvre une période de 18 mois à compter de la première mention faite de la disparition ou du meurtre.

b. Liste tirée des *Larmes du peuple* de Penny Lernoux (New York, Doubleday, 1980, p. 464-65). Nous avons retiré les noms de sept martyrs qui avaient rejoint la guérilla. Lernoux souligne que, loin d'être complète, sa liste ne comporte que les victimes les plus connues.

c. Liste non exhaustive extraite des tableaux de « Religieux tués ou "disparus" au Guatemala » périodiquement publiés par CONFREGUA (Conferencia de Religiosos de Guatemala).

d. L'index de CBS News commence en 1975

le traitement en une et les éditoriaux : dix articles en première page sur Popieluszko est franchement peu commun ; de même que trois éditoriaux dénonçant les Polonais. Aucun éditorial ne dénonça l'exécution des victimes dépourvues d'intérêt.

Si l'on compare les lignes 1 et 6 du tableau 2-1, on observe que, dans chaque catégorie, la couverture de la mort de Popieluszko est quantitativement supérieure à celle des cent victimes dépourvues d'intérêt agglomérées. Il nous semble d'ailleurs probable que la couverture dont fut gratifié Popieluszko aux États-Unis dépasse celle de la totalité des centaines de religieux assassinés en Amérique latine depuis la seconde Guerre Mondiale, la centaine dont il est question ici comportant les plus connus. Ce tableau nous permet aussi d'évaluer *l'intérêt relatif* des victimes à l'aune de l'importance que leur attribuent les médias occidentaux. L'importance d'une victime comme Popieluszko valant entre 137 et 179 fois celle d'une victime d'un État client [I]. Inversement, on peut estimer qu'un prêtre assassiné en Amérique du Sud a cent fois moins de valeur qu'un prêtre assassiné en Pologne.

On prétend parfois que les victimes dépourvues d'intérêt sont ainsi traitées par les médias parce qu'elles sont assassinées loin de chez nous et qu'elles sont si différentes de nous qu'on tend naturellement à les négliger d'une façon ou d'une autre [II]. Néanmoins, la Pologne est plus éloignée des États-Unis que l'Amérique du Sud, et les liens commerciaux et culturels sans comparaison. En outre, trois des vingt-trois ecclésiastiques assassinés au Guatemala étaient des citoyens

I. Pourcentage calculé en divisant le nombre d'articles de journaux (ou la longueur totale des colonnes) et de bulletins d'informations télévisés CBS traitant de l'affaire Popieluszko par le nombre de ceux traitant des cent victimes religieuses d'Amérique latine.

II. Pour Anthony Lewis, les dissidents soviétiques sont « suffisamment comme nous, de sorte que nous pouvons nous identifier à eux » [4]. C'est partiellement exact, dans la mesure où la grande majorité des victimes de la politique étrangère américaine sont surtout des paysans du tiers-monde. Pour autant, l'argument ne tient pas, dès lors que, dans les pays clients, les victimes de la répression pas moins « comme nous » que les dissidents soviétiques ne reçoivent pas du tout la même attention.

américains ce qui n'incita pas pour autant les médias à s'enflammer. Même les quatre religieuses américaines violées puis assassinées par des membres de la garde nationale salvadorienne furent loin d'émouvoir autant que le Polonais Popieluszko. Selon l'espace éditorial que leur consacra le *New York Times*, elles ne valaient guère que 10 % de ce dernier, et nous montrerons plus loin que le sort de ces victimes américaines suscita infiniment moins d'indignation et de passion que celui du prêtre polonais [I].

La couverture médiatique de Popieluszko fut en partie influencée par le fait que ses bourreaux furent rapidement jugés, au cours d'un procès que les journalistes américains purent couvrir librement. La quasi-totalité des victimes d'Amérique du Sud dont il est question ici furent exécutées par des militaires ou paramilitaires qui ne firent jamais l'objet d'enquête ni de procès d'aucune sorte. Certaines de ces affaires furent même activement étouffées par les plus hautes instances, comme nous le verrons au sujet de Mgr Romero et des quatre Américaines. Dans ce dernier cas, la réaction fut suffisamment forte, au Salvador, pour imposer un minimum d'investigations et un semblant de procès légal. Nous verrons aussi que ce procès fut à peine évoqué dans les médias. Ceux-ci ne firent aucun commentaire ni ne s'interrogèrent sur le fait étrange qu'un procès relativement sérieux put se tenir dans la Pologne « totalitaire », alors même que des assassinats commandités par l'État pouvaient être perpétrés quasi quotidiennement, sans qu'aucune enquête ou poursuite n'en vienne inquiéter les auteurs, dans nombre de pays situés dans la sphère d'influence des États-Unis, et qu'on appelait alors les « démocraties balbutiantes ».

*

I. Le secrétaire d'État Alexander Haig et l'ambassadrice Jeane Kirkpatrick ont d'ailleurs *justifié* l'assassinat des religieuses américaines [lire *infra*].

II-1-2. Couverture de l'affaire Popieluszko

Jerzy Popieluszko était un prêtre militant fortement engagé aux côtés du mouvement polonais Solidarnosc. Dans l'intention de l'éliminer ou de l'intimider, des membres de la police secrète polonaise l'enlevèrent le 19 octobre 1984. Il fut battu, ligoté, bâillonné et, pour finir, jeté dans un réservoir où son cadavre fut découvert quelques jours plus tard. L'affaire fit scandale et les policiers responsables, rapidement identifiés, furent jugés et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement. Ainsi que nous avons pu le voir, cette affaire prit aux États-Unis des proportions considérables. Le type de couverture dont elle fut l'objet fut savamment conçue pour marquer des points politiques, aux antipodes de ce qui se passa pour les victimes non dignes d'intérêt.

II-1-2 (a) Abondance et ressassement des détails du meurtre et des violences infligées à la victime

La couverture du meurtre de Popieluszko fut remarquable par l'abondance des détails concernant tant le traitement qui lui avait été infligé par la police que l'état du cadavre lorsqu'il fut découvert. En outre, à chaque occasion, on ressassait tous ces détails. Ainsi, l'état du cadavre fut-il successivement décrit, au moment de sa découverte, lors du compte rendu d'autopsie aux assises, puis lors de la comparution des prévenus.

> Outre les détails énumérés par le *New York Times*, reportés dans le tableau 2-2 [*infra*, p. 123], au moins quatre autres articles du *NYT* reprenaient les mêmes informations, des détails similaires étant aussi parus dans *Time*, dans *Newsweek* et dans CBS News. Un exemple parmi tant d'autres, dans un article de *Time* intitulé « Récit macabre : détails de la mort d'un martyr », on pouvait lire : « Les responsables de l'Église qui purent voir le corps martyrisé du prêtre déclarèrent qu'il avait été sauvagement battu. Une corde avait été attachée autour de son cou, de ses poignets et de ses chevilles, de sorte qu'il s'étranglait lui-même s'il tentait de se débattre pour se libérer. Trois doigts de la main gauche de Popieluszko avaient été entaillés jusqu'à l'os et ses bras étaient percés d'entailles profondes. Il restait assez d'eau dans ses poumons pour attester que, même inconscient, il respirait encore lorsqu'il avait été jeté, pieds et poings liés, dans le réservoir. » À chaque occasion, *Time* réitérait ces détails, parmi d'autres, avec une complaisance manifeste. Nous pourrons constater plus loin que *Time* se montre nettement plus avare en la matière dès qu'il s'agit de « victimes dépourvues d'intérêt ».

Au cours du procès, on revint inlassablement sur le poids de l'émotion et de la culpabilité pesant sur les policiers, sur la manière dont Popieluszko avait prié qu'on lui laisse la vie sauve, et sur les preuves de la brutalité du traitement qu'il avait subi. Nombre de photos peu flatteuses des policiers au banc des accusés furent publiées, venant ainsi renforcer de manière spectaculaire l'image de cruauté de la police polonaise. Devant la cour, l'un des deux policiers, assis, fut pris d'« un tic nerveux et incontrôlable au côté droit du visage, qui faisait trembler sa moustache noire » et « son témoignage, les larmes aux yeux, offrit au procès un de ses instants les plus dramatique » (*Time*, 18.02.85). Les policiers pleuraient devant tout le monde ou baissaient la tête devant l'effroyable évidence. Popieluszko apparaissait dans toute son humanité. On évoquait sa personnalité, ses caractéristiques physiques, toutes choses qui faisaient de lui davantage qu'une victime parmi d'autres [5].

La présentation de cet acte barbare et de ses conséquences sur Popieluszko visait à provoquer un impact émotionnel maximal chez les lecteurs. L'acte lui-même était abject et méritait effectivement une telle présentation. Les sévices qui furent infligés aux victimes non dignes d'intérêt n'étaient cependant en rien moins abjects, mais ils furent traités d'une manière radicalement différente.

II-1-2 (b) Indignation, scandale et exigence de justice

La grande majorité des articles traitant de l'affaire Popieluszko recèlent des citations ou des déclarations outrées d'indignation et de choc profond, exprimant un chagrin

immense et exigeant que justice soit faite. On accorda une compassion soutenue aux cortèges funèbres, foules en deuil, ouailles et proches en pleurs, débrayages massifs et autres messes en l'honneur de la victime, et toute la place à l'expression d'indignation émanant principalement de sources non officielles. La population « ne quitte pas le deuil », « l'indignation publique ne cesse de croître », le pape est profondément ému, et même le chef de la junte Jaruzelski condamne cet acte. L'effet de ce ressassement quotidien de sentiments d'indignation et de colère finit par cristalliser dans le public un profond sentiment d'injustice, par mettre le gouvernement polonais sur la défensive, contribuant sans doute à ce que réparation soit apportée.

II-1-2 (c) La traque des responsables au sommet

À longueur d'articles, les médias soulevaient la question : jusqu'à quel niveau hiérarchique avait-on su et approuvé ?

Selon notre décompte, dix-huit articles du *New York Times* insistent sur cette question, fréquemment accompagnés de titres-chocs [6]. Nombre d'articles laissaient en outre entrevoir des implications soviétiques : « Apparemment [*sic*], [l'avocat] suspecte une implication soviétique dans l'assassinat du prêtre » (31.01.85) ; et Michael Kaufman, du *NYT*, de s'ingénier à deux reprises à ressusciter le complot pour tuer le pape que les médias américains, sous la houlette de son journal, avaient tenté de lier aux Soviétiques et aux Bulgares [lire *infra*, chap. IV]. Pour établir un lien avec l'Union soviétique ou la « filière bulgare », il suffisait de trouver quelqu'un pour dire ce que le reporter et son journal voulaient publier – dans aucun des deux cas il n'y eut jamais le moindre indice allant en ce sens.

Time, *Newsweek* et CBS News emboîtèrent néanmoins le pas, soulevant avec acharnement la question des « Indices d'un contrat au sommet » (*Time*), souhaitant « Tout savoir sur le meurtre » (*Newsweek*).

II-1-2 (d) Conclusions et suites

Le *New York Times* publia trois éditoriaux sur l'affaire Popieluszko. Les trois tournaient autour de la responsabilité

des autorités hiérarchiques et du fait qu'« un État policier est directement responsable des agissements de sa police [7] ». Sans complexes, il qualifiait l'État polonais de « brutal », « sans scrupules » ou « barbare », attribuant le fait que des officiers de police y aient pu être si rapidement incarcérés, jugés et condamnés à l'agitation qui, dans le pays comme à l'étranger, avait su imposer une limite à l'infamie. Ce dernier point est intéressant et nous y revenons d'ailleurs tout au long de cet ouvrage : un intense battage médiatique peut véritablement mettre un frein à l'infamie. Aussi soulignons-nous en parallèle l'importance non moins cruciale du *refus* de médiatiser, et la totale liberté d'action que laisse ce refus à des États clients criminels, agissant sous la protection des États-Unis et de leurs médias où, précisément, l'impact d'une telle publicité serait d'autant plus efficace. Le *NYT* manque aussi une bonne occasion de souligner le contraste entre la Pologne meurtrière et le Salvador meurtrier – où l'assassinat de Salvadoriens par les forces de sécurité et les escadrons de la mort qui leur étaient alors étroitement liés ne donna jamais suite à aucun procès. L'absence d'une telle comparaison, comme l'incapacité du *NYT* à publier un éditorial intitulé « Salvador meurtrier », illustre assez clairement combien le terrorisme utile bénéficie de la protection de notre propagande [8].

> Le 6 mai 1986, Laura Pinto, membre de l'organisation salvadorienne des « Mères de disparus » fut enlevée par trois hommes armés, tabassée et violée, puis abandonnée dans une rue. Le 29 mai, elle fut à nouveau enlevée et torturée ; peu de temps après, douze membres de son groupe étaient arrêtées et détenues par la police. En Angleterre, le *New Statesman* exprima son étonnement que de tels actes de terreur aient pu prendre pour cible une personne qui, peu avant, avait voyagé en Europe et s'était faite connaître du monde occidental [9]. Du reste, les Européens de l'Ouest protestèrent effectivement contre de telles exactions. Ce qui néanmoins rendait ce type de terreur possible était le fait que les médias de la puissance occidentale la plus directement impliquée, les États-Unis

en l'occurrence, étaient étroitement assujettis aux politiques gouvernementales. Les deux agressions dont Laura Pinto avait été victime et la mise en détention de douze membres des Mères de disparus furent en effet aussi méthodiquement occultés dans le *NYT* que dans les autres médias américains. De même, pas un mot ne filtra dans nos journaux de référence lorsqu'en mars 1987 l'une des membres des Mères de disparus qui avait elle-même été persécutée par les forces de sécurité de Duarte, se vit interdire l'entrée aux États-Unis où elle avait été invitée par plusieurs municipalités pour s'y exprimer publiquement à l'occasion de la Journée internationale des femmes [10]. Cette attention soutenue, dont se prévalait le *NYT* comme d'une pression exercée sur la police polonaise [afin d'en limiter les exactions], cessait d'être une ressource quand il s'agissait de protéger une victime dépourvue d'intérêt.

* *
*

II-2. Rutilio Grande et les soixante-douze morts sans intérêt

Comme le montre le tableau 2-1 [*supra*, p. 114], les soixante-douze morts sans intérêt de la liste de martyrs dressée par Penny Lernoux eurent droit en tout et pour tout à huit articles dans le *New York Times*, un seul dans *Newsweek* et aucun dans *Time*. Ils ne furent pas évoqués une seule fois sur CBS News au cours de nos années de référence (1975-1978). Dans les huit articles du *Times*, seuls sept des noms de la liste de Lernoux apparaissent et deux autres sont évoqués dans celui de *Newsweek*, ce qui signifie que soixante-trois de ces assassinats furent totalement occultés par ces importants organes d'information. Aucun des huit articles du *NYT* ne proposait de détails ni n'était rédigé de manière à provoquer émotion ou indignation. Les meurtres y étaient décrits comme des

événements s'étant déroulés dans un lointain pays [voir tableau 2-2]. Mais il s'agissait clairement d'une question de choix éditorial. Le drame était là, disponible à l'analyse – seul l'intérêt des médias fit défaut [1].

Tableau 2-2

Sévices infligés aux victimes dignes ou indignes d'intérêt, tels que décrits dans le *New York Times*

VICTIME DIGNE D'INTÉRÊT

Jerzy Popieluszko, prêtre polonais assassiné le 19 octobre 1984

(1) Récit de la découverte du corps : « Les témoins qui ont vu le corps du prêtre mardi ont dit qu'il était couvert d'ecchymoses, ce qui indique qu'il avait été battu, après avoir été enlevé sur une autoroute à proximité de la ville de Torun. L'autopsie a aussi révélé que le père Popieluszko avait été bâillonné et apparemment attaché de la tête aux pieds au moyen d'une corde, de sorte que s'il avait tenté de se débattre, fut-il expliqué, il se serait étranglé lui-même. Les sources ont dit qu'elles ne pouvaient confirmer les dires de membres de la famille du prêtre martyr selon lesquels il avait été blessé à la mâchoire et au crâne. » (29 décembre 1984)

(2) Récit du procès des meurtriers : « Les photos montraient clairement que les jambes du prêtre étaient pliées et attachées à un nœud coulant passé autour de son cou, de sorte que s'il les détendait il se serait étranglé. La corde qui liait ses mains s'était manifestement détendue sous l'effet de l'eau. D'autres liens qui s'étaient défaits venaient couvrir son col et le haut de sa soutane. À ses jambes pendait un sac de pierres qui, selon un témoignage antérieur, avait voyagé à travers toute la Pologne durant la semaine où les trois policiers avaient poursuivi le prêtre. Lorsque les appareils photo se tournèrent vers le visage du prêtre, un officier de police polonais présent près du réservoir dit que "l'on y voyait clairement les traces d'un passage à tabac". Cela fut confirmé par le rapport d'autopsie présenté mardi par le Dr Maria Byrdy, pathologiste, qui déclara que le père Popieluszko avait été frappé plus d'une douzaine de fois à coups de matraque. » (26 janvier 1985)

1. L'investigation pourrait aussi avoir été limitée par le fait que les journalistes qui, par excès de zèle, tendent à mettre au jour des éléments défavorables aux régimes militaires sud-américains peuvent se voir interdits d'entrée dans les pays concernés, voire réduits au silence. Il est extrêmement rare que des journalistes occidentaux soient menacés physiquement – sans parler d'être tués – en Pologne, en Union soviétique, à Cuba ou au Nicaragua. Inversement, au Salvador, au Guatemala ou dans différents États clients des États-Unis en Amérique latine, ils sont fréquemment menacés, et parfois assassinés. Notre presse libre exclut tout commentaire sur l'ironie de ce déséquilibre, de même que sur les effets de cette violence potentielle ou réelle à l'encontre des journalistes dissidents et sur l'impartialité de la couverture médiatique – sur ce point lire *infra*, chap. III.

VICTIMES NON DIGNES D'INTÉRÊT

Michael Jérôme Cypher, prêtre américain assassiné au Honduras

« Les corps ont été découverts dans le puits dynamité d'une propriété, à l'est du Honduras… » (19 juillet 1975)
[Ni arrestation ni procès.]

Jaime Alcina, prêtre espagnol membre du mouvement des Travailleurs de l'action catholique, suite à son arrestation au Chili

« Quelques jours plus tard, un corps portant dix impacts de balles dans le dos était découvert dans le fleuve Mapocho. Le consul d'Espagne identifia le cadavre comme étant celui du père Alcina. » (1er octobre 1973)
[Ni arrestation ni procès.]

Monseigneur Oscar Arnolfo Romero, archevêque assassiné au Salvador le 24 mars 1980

« L'archevêque Romero a été abattu par un tueur qui, sorti d'une voiture rouge, semble s'être posté dans la chapelle de l'hôpital de la Divine-Providence, près de la porte, et avoir abattu le prélat d'une seule balle avant de prendre la fuite. Selon un médecin de l'hôpital où le prélat fut hospitalisé, la balle avait frappé l'archevêque en plein cœur. » (25 mars 1980)
[Ni arrestation ni procès.]

Maria Rosario Godoy de Cuevas, secrétaire du Groupe d'assistance mutuelle, assassinée au Guatemala le 4 avril 1985

« Selon un porte-parole du groupe, le corps de la secrétaire du Groupe d'assistance pour les familles des détenus et disparus du Guatemala a été retrouvé mardi dans un ravin à une quinzaine de kilomètres au sud de Ciudad Guatemala. Les corps de son frère et de son jeune fils se trouvaient aussi dans la voiture. » (7 avril 1985)
[Ni arrestation ni procès.]

Jean Donovan, Ita Ford, Dorothy Kazel et Maura Clarke, quatre Américaines assassinées au Salvador le 4 décembre 1980

(1) Récit au moment de la découverte des cadavres : « Les témoins ayant découvert la fosse ont déclaré qu'elle était profonde de cinq pieds. L'une des femmes avait reçu une balle au visage, une autre dans la poitrine. Deux des femmes ont été retrouvées leurs sous-vêtements tachés de sang autour des chevilles. » (5 décembre 1980)

(2) Récit du procès des meurtriers : aucune description ne fut donnée, bien que le rapport d'autopsie ait été présenté lors du procès.

Le meurtre de l'un des soixante-douze ecclésiastiques, le père Rutilio Grande, a marqué un tournant important dans l'escalade de la violence au Salvador, et l'évolution de

l'archevêque conservateur nouvellement nommé au Salvador, Mgr Oscar Romero. Rutilio Grande était un jésuite, curé d'Aguilares, et un progressiste, qui aidait les paysans à s'organiser en groupes d'entraide. Ses démarches suscitaient une forte opposition parmi les grands propriétaires terriens locaux, la police et les dignitaires de l'armée, mais c'était un éminent représentant national de l'Église salvadorienne et un ami de l'archevêque. Rutilio Grande fut tué par balles le 12 mars 1977, en compagnie d'un adolescent et d'un paysan de soixante-douze ans, en se rendant à la messe. D'après le rapport de l'autopsie effectuée à la demande de l'Église, les balles dont les corps étaient criblés étaient du même calibre que les armes automatiques Mauzer de la police. « Pure "coïncidence", toutes les lignes téléphoniques de la région furent coupées pendant une heure au moment du triple assassinat. Les patrouilles de police, normalement actives dans la région avaient mystérieusement disparu. [11] » Mgr Romero écrivit au président du Salvador, Arturo Armando Molina, le priant instamment d'ordonner une enquête complète et détaillée, ce qui lui fut promis. Une semaine plus tard, l'Église ayant établi que les balles qui avaient abattu les trois victimes étaient probablement des balles de la police, Romero écrivit à Molina une lettre beaucoup plus dure, insistant sur l'absence du rapport d'investigation officiel promis et lui signalant que les commentaires allaient bon train, dont « nombre d'entre eux défavorables à votre gouvernement » soulignait-il. Devant la persistance de cette inaction, Romero menaça de refuser la participation de l'Église à tout événement officiel du gouvernement tant qu'aucune enquête n'aurait élucidé ces meurtres et que les responsables n'auraient pas été traduits en justice. Le biographe de Mgr Romero écrit : « Six semaines plus tard, l'avocat choisi par Romero pour suivre le dossier évoquait "une embarrassante et évidente indifférence vis-à-vis de l'enquête de la part des services de l'État". Un suspect dont un juge avait ordonné l'arrestation vivait toujours en toute impunité à El Paisnal et nul n'avait ordonné l'exhumation et l'examen des corps. Les balles sont toujours dans les tombes. [12] »

L'assassinat de Rutilio Grande faisait suite à l'expulsion musclée de religieux étrangers par le gouvernement Molina et à l'assassinat de plusieurs membres du clergé. Mgr Romero et le clergé local délibérèrent longuement sur l'attitude à adopter face à une telle escalade de la violence à leur encontre. Ils tentèrent d'alerter l'opinion publique sur cette situation, mais en vain, du fait du niveau de censure de la presse. Ils prirent finalement la décision de durcir leurs positions : des écoles furent fermées jusqu'à nouvel ordre et la menace de suspendre toute manifestation de soutien au gouvernement et représentants du pouvoir évoquée plus haut fut mise à exécution.

Cette avalanche de meurtres et la manière dont y répondait l'Église ne manquait ni de tragique ni d'intérêt, loin s'en faut. Et cependant le meurtre, la confrontation entre un État répressif et un clergé aux abois, comme les appels désespérés de ce dernier pour obtenir un minimum de soutien pour sa propre défense ne débouchèrent que sur une occultation quasi totale dans les médias américains. L'assassinat de Rutilio Grande fut évoqué dans *Newsweek* (« Prêtres en péril », 01.08.77), mais ni les lecteurs du *NYT*, de *Time* et les auditeurs de CBS News n'en furent informés. Un facteur important pour que la terreur puisse se poursuivre impunément. Pour paraphraser l'éditorial du *NYT* au sujet de la « Pologne meurtrière » : sans publicité ou agitation, pas de frein à la terreur.

* *
*

II-3. Oscar Romero, archevêque du Salvador

Le meurtre de l'archevêque Oscar Romero, le plus haut dignitaire de l'Église catholique au Salvador, était le « scoop » par excellence, et ses implications politiques étaient énormes. Au moment des faits, Romero était devenu le critique le plus en vue et le moins nuancé de la

politique répressive meurtrière mise en œuvre par le gouvernement militaire que soutenaient les États-Unis. Dans son dernier sermon, il avait appelé les éléments de l'armée et des forces de sécurité à refuser de tuer leurs frères salvadoriens, un appel qui provoqua l'ire des autorités militaires qui, à l'époque, s'efforçaient de lever dans les milieux les plus défavorisés une armée propre à massacrer sans états d'âme. Mgr Romero figurait sur la liste noire de la droite dure, depuis toujours intimement liée à l'armée et aux services secrets, dont il recevait régulièrement des menaces de mort. Quelques semaines à peine avant le meurtre, il avait adressé au président Jimmy Carter une lettre dans laquelle il s'opposait fermement à l'imminente attribution à la junte militaire d'une aide américaine qu'il dénonçait comme destructrice des intérêts salvadoriens.

L'opposition de l'archevêque à ses objectifs embarrassa profondément l'administration Carter, au point qu'elle demanda secrètement au pape de ramener l'archevêque à davantage de soumission. Carter dépêcha au Vatican l'ancien maire de New York, Robert Wagner, afin de persuader le pape de tenir Romero plus fermement en bride, ce que Jean-Paul II ne manqua pas de s'efforcer de faire [13]. Peu après, le provincial des Jésuites d'Amérique du Sud, le père César Jerez, fut rappelé à Rome afin d'y donner des explications sur cette lettre de Romero. Le père Jerez, qui avait fui le Guatemala où les militaires l'avaient menacé de mort, était alors très proche de Romero. Il fut bientôt contraint de fuir aussi le Salvador et se réfugia au Nicaragua, où il fut nommé recteur de l'Universidad Centroamericana. Il lui fut alors quasiment impossible de se rendre dans les « démocraties balbutiantes », sinon pour de brèves et périlleuses visites.

Bref, Romero était bien plus qu'une simple victime non digne d'intérêt, c'était un militant de premier plan de l'opposition ouverte à l'alliance locale de l'armée et de l'oligarchie, et à la politique des États-Unis au Salvador. La couverture médiatique de l'assassinat du prélat et des suites de l'affaire fut donc à la mesure de la menace qu'il représentait, atteignant de nouveaux sommets de désinformation et de propagande tant dans la version des faits que le contexte.

*

II-3-1. Détails du meurtre, réaction de l'opinion publique

Les détails du meurtre de Mgr Romero présentés par les médias furent pour le moins concis [voir *supra*, tableau 2-2]. Certes, choc et consternation y étaient de mise, mais l'indignation des partisans de Romero y brillait par sa discrétion. On n'y trouvait ni citations ni déclarations suggérant qu'un tel assassinat était intolérable et que les responsables devaient être identifiés et traînés en justice. Aucun éditorial du *NYT* ne condamna ni même n'évoqua le meurtre. Il fut rapidement noyé dans le contexte plus large des prétendus assassinats commis aussi bien par la gauche que par la droite, que les autorités salvadoriennes comme américaines jugeaient profondément regrettables.

*

II-3-2. La ligne de la propagande : une junte réformiste s'efforçant de contenir la violence de la droite et de la gauche

À l'époque où Mgr Romero fut abattu, les gouvernements salvadorien et américain soutenaient que ces assassinats étaient le fait d'extrémistes, tant de droite que de gauche, plutôt que des forces armées salvadoriennes et de leurs agents ; et que le gouvernement faisait de son mieux pour contenir ces violences et mener à bien une série de réformes. Selon John Bushnell, du département d'État, s'exprimant devant la Chambre des représentants, « il y a cette idée fausse chez les gens qui se fient à la presse, que le gouvernement salvadorien est en lui-même répressif », alors qu'en réalité la violence vient « de l'extrême droite et de l'extrême gauche », et seule « la plus infime partie » des crimes est imputable à l'armée et aux forces de sécurité [14]. Bushnell mentait en parfaite connaissance de cause [I]. Cette

I. Le 27 septembre 1981, Alan Riding écrivait dans le *NYT* que, « sous l'administration Carter [prix Nobel de la Paix 2001], les responsables américains estimèrent que 90 % des violences étaient le fait des forces de sécurités » et non de « groupuscules incontrôlables d'extrême droite ». De fait, non seulement Bushnell mentait mais les médias le savaient pertinemment et laissaient faire. Le 23 mars 1980, Riding avait même publié un article intitulé « La junte salvadorienne incapable de mettre fin aux massacres » [15].

déclaration se trouvait contredite par toutes les sources non gouvernementales en provenance du Salvador, et réfutée quasi quotidiennement par Mgr Romero [I]. Dans la lettre qu'il adressa à Carter, le 17 février 1980, l'archevêque soulignait que le soutien américain à la junte s'était traduit par un accroissement de la violence répressive du gouvernement, « s'élevant à un total de morts et de blessés qui dépassait largement ceux qu'on [pouvaient] imputer aux précédents régimes militaires ». Romero expliquait à Carter que l'idée que la junte était réformiste relevait du mythe, que « le pays n'était gouverné ni par la junte ni par les chrétiens-démocrates », et que le pouvoir se trouvait bel et bien entre les mains de l'armée, laquelle ne servait que ses propres intérêts et ceux de l'oligarchie [II].

Ce qui offrait aux déclarations de Bushnell un semblant de crédibilité, c'est qu'il y avait effectivement eu un « coup d'État réformiste » en octobre 1979, mené par de jeunes officiers, à la suite duquel des progressistes et des libéraux avaient été intégrés à la junte préexistante. Il n'en demeure pas moins, comme le souligne Raymond Bonner, que « les jeunes officiers progressistes qui avaient soigneusement organisé le coup d'État en avaient aussi vite perdu le contrôle. Leurs idéaux et objectifs se trouvèrent aussitôt subvertis par des officiers plus âgés, plus conservateurs, qui avaient le soutien de Devine [l'ambassadeur américain], de l'ambassade des États-Unis au Salvador et de hauts responsables de l'administration Carter à Washington [17] ».

I. Selon les estimations de l'Église, au cours des seuls trois premiers mois de 1980, près de neuf cents personnes avaient déjà été tuées par les forces gouvernementales, ce qui dépassait le total de l'année précédente. On trouve dans un rapport d'Amnesty International daté du 21 mars 1980 un inventaire de cinq pages d'incidents au cours desquels les forces de sécurité, des unités de l'armée ou des groupes paramilitaires commandités ou contrôlés par l'armée tuèrent des civils sans armes, généralement des paysans [16].

II. Duarte le reconnut lui-même en admettant, au cours d'une interview avec Raymond Bonner, que c'était l'armée qui dirigeait le Salvador, mais qu'il espérait pouvoir diriger « à l'avenir » (*NYT*, 01.03.82) – lire *infra*, chap. III.

Ayant perdu tout pouvoir, les éléments progressistes de la junte furent un à un révoqués ou contraints de démissionner, de même qu'un bon nombre de membres du cabinet et de l'administration. José Napoleon Duarte rejoignit la junte en mars, en guise de cache-sexe, chargé des relations publiques de l'armée, mais tous ceux auxquels ce rôle ne convenait pas durent partir.

Lorsque les militaires de la vieille garde eurent repris aux officiers progressistes le contrôle de l'appareil, en octobre 1979, ils se lancèrent dans une guerre générale d'extermination visant tout individu ou organisation progressiste au Salvador. À la fin du mois de mai 1980, des sources ecclésiastiques dénombraient déjà 1 844 civils tués, un chiffre qui allait atteindre les 10 000 avant la fin de l'année, imputables dans leur quasi-totalité au seul gouvernement. Le centre et la gauche furent *contraints* à une guerre de guérilla par la politique de violence aveugle du gouvernement que soutenait Carter. Ce gouvernement n'était ni centriste ni réformiste : c'était un gouvernement militaire de droite, étroitement lié à l'organisation terroriste ORDEN [1] et aux escadrons de la mort, et qui avait fréquemment recours à leurs services. Les groupes paramilitaires n'étaient nullement incontrôlables, ils faisaient ce que l'armée leur demandait de faire.

Au Salvador, paramilitaires et escadrons de la mort étaient très étroitement liés à l'armée régulière, aux forces de sécurité et à leurs homologues américains. Il y avait entre eux une constante rotation de personnel et une étroite collaboration dans le partage d'informations, les groupes paramilitaires étaient financés par les unités régulières et les tâches étaient simplement réparties entre ces différents corps. Les paramilitaires exécutaient celles dont les unités régulières n'entendaient pas assumer la responsabilité. Ce

1. Organizacion Democratica Nationalista : formé en 1963 avec l'aide de membres des Forces spéciales américaines, ce programme d'enrôlement forcé des villageois dans les brigades de surveillance anticommunistes, chargées de quadriller la population et d'informer de toute velléité de déviance les unités chargées de la répression, disposait d'un vaste réseau d'information permettant la traque et l'élimination des suspects jusque dans les pays voisins – lire *infra*, chap. III. [ndt]

qui prouve que les paramilitaires assassinaient avec l'aval et la protection des autorités, c'est que les auteurs des exactions agissaient dans la plus totale impunité [18]. De même des troupes régulières : pour toute l'année 1986, « on n'eut connaissance d'aucun procès de soldats ou d'officiers poursuivis pour violation des droits humains à l'encontre de civils salvadoriens [19] ».

Bien que le groupe paramilitaire ORDEN eût été formellement dissous au moment du coup d'État d'octobre 1979, il avait été maintenu dans l'ombre et demeurait étroitement lié aux plus hautes instances de l'armée. Selon un récit détaillé, « les réformistes avaient officiellement dissous l'ORDEN, le vieux réseau de renseignement. Cependant, [...] des officiers de l'armée, se défiant des jeunes réformistes, réactivèrent en les démultipliant la majeure partie des anciens services secrets, créant ainsi un vaste réseau de renseignements qui alimentait l'armée et les escadrons de la mort paramilitaires en noms de suspects subversifs. D'Aubuisson déclara dans une interview, que des responsables du haut commandement l'avaient personnellement chargé, quatre jours après le coup d'État, de prendre part à la réorganisation de l'ANSESAL [Réseau intergouvernemental sud-américain d'échanges de renseignements], dans un camp militaire, sous l'autorité du secrétariat général salvadorien – hors de portée des civils de la nouvelle junte [20] ».

Cette tâche secrètement confiée à D'Aubuisson fut confirmée par le colonel Jaime Abdul Gutierrez, lui-même membre de la junte, puis par le secrétaire du ministère de la Défense, le colonel Nicholas Carranza [21]. Les médias américains n'en acceptèrent pas moins unanimement la version de Bushnell : il s'agissait d'une « guerre civile opposant l'extrême droite et les gauchistes » (*NYT*, 25.02.80). La junte, « apparemment bien intentionnée mais faible », avait engagé des réformes mais demeurait incapable d'enrayer la terreur (*Time*, 07.04.80). Insistant lourdement sur le caractère réformiste de la junte révolutionnaire, les médias occultèrent toute preuve de l'impuissance, des frustrations et de la rapide démission des réformistes, de même que de leur

remplacement par des civils plus disposés à servir de « façade » au terrorisme d'État. Roman Mayorga, ingénieur et professeur d'université, élu à l'unanimité par les planificateurs du coup d'État, présenta sa démission le 3 janvier 1980, de même que Guillermo Manuel Ungo « et au moins trente-sept hauts responsables du gouvernement, au nombre desquels tous les responsables de cabinets ministériels [22] ». Pour les médias, ces événements n'avaient jamais eu lieu : plutôt qu'un gouvernement exterminateur de droite, la junte demeura « un gouvernement centriste faible, [...] complètement dépassé par d'implacables extrêmes » (éditorial du *NYT*, 28.04.80). Robin Andersen souligne qu'« aucun grand média ne rapporta [...] la démission des membres de la junte. Même CBS, qui avait amplement couvert la nomination de Roman Mayorga, passa sous silence sa démission, comme celle de tous les autres. Pour les téléspectateurs de cette série d'événements politiques n'eut jamais lieu. Les informations télévisées passèrent à la trappe toute référence à cette lutte politique capitale pour le pouvoir, fournissant un éclairage sur la poursuite des exactions. [...] L'absence de contrôle par des civils, et même leur démission, ne changeait rien à la manière dont les journaux télévisés décrivaient la junte ; on la tenait toujours pour modérée [23] ».

Andersen offre un grand nombre d'illustrations de la manière dont les médias continuèrent à tenir la junte pour « modérée », tout au long de 1980, lors même que le niveau d'exactions ne cessait de s'élever, culminant vers octobre 1980 dans ce que le successeur de Mgr Romero, l'archevêque Rivera y Damas, décrivit comme « une guerre d'extermination et un génocide mené [par les forces armées du pays] contre des populations civiles sans défense » [24]. Et au moment de la parution de ce livre, le gouvernement salvadorien était toujours présenté comme « modéré » et « centriste ».

D'autres occultations médiatiques contribuèrent à renforcer le mythe d'une junte neutre s'interposant entre l'extrême droite et l'extrême gauche. Le 29 mars 1980, le *NYT* publia une dépêche Reuters faisant état de la démission de trois hauts responsables salvadoriens. D'après l'article, ces

derniers avaient « démissionné la nuit précédente pour protester contre l'incapacité de la junte à mettre un terme aux violences des forces de gauche et d'extrême droite [25] ». La veille, une dépêche de l'Associated Press annonçait ces mêmes démissions, mais sans en expliquer les raisons. L'un des responsables démissionnaires, le sous-secrétaire d'État à l'Agriculture, Jorge Alberto Villacorta, déclara publiquement : « J'ai donné ma démission car il me semblait inutile de demeurer dans un gouvernement non seulement incapable de mettre un terme à la violence, mais qui provoque lui-même cette violence politique à travers la répression. [...] Récemment, dans l'un des plus grands domaines soumis à l'application de la réforme agraire, des membres des forces de sécurité en uniforme, en compagnie d'une personne masquée, ont désigné les responsables des groupes d'autogestion, lesquels ont été abattus par balles sous les yeux de leurs collaborateurs. [26] »

Cette déclaration montre clairement combien l'affirmation de la dépêche de Reuters, selon laquelle il s'agissait d'un signe de protestation « contre l'incapacité de la junte à mettre un terme aux violences des forces de gauche et d'extrême droite », falsifiait grossièrement la réalité, et il est tout aussi évident qu'une retransmission honnête de la déclaration de Villacorta eut diamétralement contredit la ligne de la propagande.

Aux funérailles de l'archevêque Romero, le 30 mars 1980, où des milliers de personnes s'étaient réunies pour lui rendre un dernier hommage, l'explosion d'une bombe et des tirs d'armes automatiques tuèrent une quarantaine de personnes et firent des centaines de blessés. La version que l'ambassadeur Robert White et le gouvernement salvadorien donnèrent de l'événement était que « des terroristes armés d'extrême gauche [avaient] semé la panique parmi la foule et fait leur possible pour engager les forces de sécurité dans une fusillade. Mais la discipline des forces armées avait tenu bon [27] ».

Le récit que Joseph Treaster fait de l'événement dans le *NYT* cite Duarte soutenant que les violences venaient des gauchistes. Il cite aussi une déclaration de la junte selon

laquelle l'armée avait reçu l'ordre formel de ne pas quitter ses casernements, et qu'on n'avait pas vu, selon Treaster, « le moindre uniforme sur la place, ni avant ni pendant les tirs ». Aucune autre version des faits ne fut évoquée. Pourtant, un texte ronéotypé daté du 30 mars, signée par vingt-deux hauts représentants du clergé présents aux funérailles, affirmait que la panique avait été déclenchée par l'explosion d'une bombe jetée du palais présidentiel, suivie de tirs de mitrailleuse et d'armes automatiques provenant du second étage [28]. Treaster occulta complètement ce récit, qui ne fut même jamais évoqué dans le *NYT*[1].

Dans un article du 7 avril 1980 sur les suites de l'affaire, Treaster réaffirme que, le 30 mars, la junte avait ordonné à toutes les forces armées de rester dans leurs casernes, ordre auquel les militaires avaient obéi, « alors qu'ils savaient que des gauchistes armés convergeaient vers la Plaza Central ». En donnant pour un fait avéré cette affirmation du gouvernement, Treaster continuait d'occulter tout témoignage ou preuve susceptible de la contredire. Il se gardait bien aussi d'expliquer pourquoi les gauchistes auraient ouvert le feu sur leurs propres partisans venus rendre un dernier hommage à l'archevêque. (Dans ses télégrammes au département d'État, White estimait que les gauchistes avaient délibérément provoqué les forces de sécurité, une tactique suicidaire que ne vient corroborer aucun autre témoignage.)

Le 7 avril 1980, l'article de Treaster titrait « Les tueries du Salvador se retournent contre les rebelles » et continuait ainsi : « Selon nombre de diplomates, hommes d'affaires et responsables du gouvernement, le meurtre de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero, il y a deux semaines, et la mort de trente personnes au cours de ses funérailles, semblent avoir plus profité que nui à la junte militaire au pouvoir. On dénonce l'extrême droite pour le meurtre du

1. D'autres déclarations font état de troupes présentes sur les lieux du massacre, contredisant les affirmations de Duarte, de la junte et de Treaster. Philip Berryman (qui se trouvait à l'enterrement) nous a déclaré qu'il avait clairement vu dans les parages deux camions remplis de soldats. Treaster reste en fait évasif et parle seulement de l'absence de soldats sur la place elle-même, non dans les parages, dans le palais présidentiel ou les bâtiments voisins.

prélat et l'extrême gauche pour les tirs et bombes qui semèrent le chaos sur la Plaza Central lors du panégyrique de l'archevêque Romero. "Ce n'est pas tant que la junte y gagne, déclarait Robert E. White, ambassadeur des États-Unis au Salvador, mais que les opposants de l'extrême droite et de l'extrême gauche y ont perdu de leur prestige. Le résultat net, c'est que le prestige de la junte fait un bond en avant." »

On observe ici comment le titre même de l'article fait basculer le meurtre du leader des forces dissidentes (puis celui de ses partisans présents à l'enterrement), d'une question morale méritant l'indignation, vers une simple question d'intérêts politiques, pour le retourner finalement contre les rebelles. Difficile, cependant, d'imaginer le *NYT* laissant paraître un article sur Popieluszko titré « Les violences en Pologne se retournent contre Solidarnosc » et reprenant par exemple les salades de la presse officielle locale sur l'agressivité ou la violence des manifestants. On notera aussi que la nécessité de démasquer les coupables du meurtre de Romero et l'obligation où se trouvait le gouvernement de faire justice sont repoussées à l'arrière plan.

Enfin, il y a cette affirmation que « l'on dénonce [...] l'extrême gauche » pour les morts de la Plaza Central. La forme passive utilisée par Treaster le dispense bien sûr de préciser qui, exactement, accuse l'extrême gauche. Comme seule source de son article, il donne en vrac « de nombreux diplomates, hommes d'affaires et représentants du gouvernement » – il ne va même pas jusqu'à prétendre avoir interrogé des Salvadoriens ordinaires ou des représentants de l'Église –, mais la seule citation approchant de l'idée que l'on dénonce l'extrême gauche est celle de Robert White. En s'en tenant exclusivement à des communiqués gouvernementaux et en dédaignant les preuves patentes les plus accessibles ou les opinions divergentes, le *NYT* trouvait moyen de nous servir une fois de plus le cliché classique d'une droite et d'une gauche sanguinaires qui se vaudraient, la junte choyée par le gouvernement américain s'imposant une fois de plus, à mi-chemin – avec un prestige rehaussé !

*

II-3-3. Déformation des opinions de Romero

Ainsi que nous avons pu le voir, Romero tenait sans la moindre équivoque l'armée et les forces de sécurité pour responsables des exactions commises au Salvador, la gauche et les organisations populaires étant à ses yeux des victimes acculées à se défendre contre la violence et l'injustice. Les organisations populaires, expliquait-il à Carter, « combattent pour défendre leurs droits humains les plus fondamentaux » contre un appareil militaire qui « ne sait que réprimer le peuple et défendre les intérêts de l'oligarchie salvadorienne ». Dans son journal personnel, Romero réfutait totalement l'idée que l'armée ne faisait que réagir à la violence des autres – les forces de sécurité y sont dénoncées comme l'instrument « d'un programme général d'annihilation de gens qui, à gauche, ne commettraient pas eux-mêmes de violences ou n'y répondraient, n'était l'injustice sociale dont ils veulent la disparition [29] ». De fait, lorsque Treaster affirme à la une du *NYT* que Romero « avait critiqué tant l'extrême droite que l'extrême gauche pour la généralisation du meurtre et de la torture au Salvador » (31.03.80), il ment purement et simplement : Romero n'a jamais accusé la gauche de recourir à la torture ou au meurtre généralisé, il n'a jamais renvoyé la droite et la gauche dos à dos, et il était on ne peut plus clair sur le fait que le gouvernement (comme agent de la droite) était le premier responsable des massacres. Ce qui signifie que les positions de Romero, à peu près les mêmes que celles confiées *en privé* à la presse par le gouvernement américain, furent rendues publiques de manière grossièrement falsifiées par la presse et par le gouvernement [1].

Il est intéressant d'observer qu'un an plus tard, dans un article paru pour l'anniversaire de l'assassinat de Romero,

1. Le magazine *Time* se livra aux mêmes distorsions des faits que Treaster, mais un peu moins grossièrement : « Du haut de sa chaire, il avait régulièrement condamné la tyrannie et le terrorisme qui ont déchiré et appauvri le Salvador, et l'ont conduit au bord de la guerre civile. » (07.04.80)

Edward Schumacher, du *NYT*, note qu'avec son successeur, Mgr Rivera y Damas, « l'Église s'est rangée à des positions plus centristes vis-à-vis de la guerre civile entre le gouvernement et les guérillas [30] ». Il est bien évident que, si l'on estime que l'Église a pu se ranger à des positions plus centristes que celles qui avaient été les siennes sous Romero, on admet par voie de conséquence que les affirmations de Treaster et du *NYT* de l'année précédente, qui donnaient Romero pour neutre, n'étaient que pur mensonge – ce qu'elles étaient en effet. Serait-il possible que le *NYT* donne systématiquement l'Église pour neutre et qu'il continue à mentir un an plus tard ? La question reste à éclaircir, le successeur de Romero s'étant montré en la matière infiniment plus circonspect que son prédécesseur. Il n'est pas impossible que la détermination de la droite et de l'armée à assassiner les gens comme Romero ait pu altérer l'aptitude de l'archevêque Rivera y Damas à parler sans détours et rendu ses ouailles plus réservées. Mais pour ce qui est du *NYT* et de Schumacher, ce genre de subtilités ne leur viendrait pas à l'esprit [31].

*

II-3-4. Les responsabilités au sommet devenues subitement secondaires

Dans le cas de Popieluszko, les médias s'évertuèrent à établir que certains membres du gouvernement polonais avaient eu connaissance et étaient responsables du crime. Un intérêt soviétique voire une possible implication directe furent aussi régulièrement évoqués. Inversement, dans le cas de Mgr Romero, de telles questions ne furent ni soulevées ni publiées.

Les médias notèrent que Romero était opposé au soutien à la junte salvadorienne (soutien que Carter lui accorda néanmoins), mais dédaignèrent de rappeler son degré d'hostilité à la politique américaine et la vigueur de ses positions dans ce domaine (bien qu'il représentât une menace infiniment plus préoccupante pour les États-Unis que

Popieluszko pour l'Union soviétique). Jamais la presse ne fit mention de l'émissaire spécial envoyé par Carter auprès du pape afin que Romero soit rappelé à l'ordre, ni du fait que le supérieur des jésuites en Amérique centrale avait été rappelé à Rome, victime lui aussi sans doute de cette pression des États-Unis [1]. Les médias passèrent aussi sous silence l'appel de Romero aux militaires leur demandant de refuser de tuer leurs compatriotes, qui montrait pourtant clairement à quel point il était opposé aux politiques en vigueur et combien son élimination devenait avantageuse pour les dirigeants salvadoriens.

Bien que Mgr Romero ait été, et de loin, le plus important membre de l'establishment à s'être rangé aux côtés des mouvements populaires, les médias, dans un premier temps, prétendirent que l'appartenance politique de ses assassins demeurait tout à fait mystérieuse. Selon le *Washington Post*, il pouvait s'agir aussi bien d'un membre de l'extrême droite que de l'extrême gauche, et le *Miami Herald* notait le 27 mars que « les deux pouvaient espérer tirer avantage du chaos que risquait d'entraîner sa mort ». (Mais aucun journal américain ne suggéra jamais que Popieluszko pouvait avoir été assassiné par des sympathisants de Solidarnosc afin de discréditer le gouvernement polonais.) Pareils délires demeuraient néanmoins minoritaires : pour le gros de la presse, le tueur était probablement de droite, mais de quelque obscure obédience. Duarte, que l'on pouvait croire sur parole en l'occurrence, suggéra que le meurtre était bien trop professionnel pour avoir été commis par un Salvadorien – il ne pouvait qu'avoir été commandité de l'extérieur. Cette opinion se trouva scrupuleusement reprise dans le *NYT*, *Time*, *Newsweek* et CBS News (ce qui n'était pas forcément totalement faux, l'assassin pouvait effectivement être un tueur des contras commandité par les forces de sécurité salvadoriennes).

1. Il est possible que ce type d'occultation ait pu découler d'une sincère méconnaissance des faits. Mais, dans ce cas, cela témoigne d'un manque d'intérêt pour leur matérialité et d'une mise en perspective déformante, occultant les points-clés pour en détourner l'analyse.

Si le tueur, comme cela semblait fort probable, était issu de la droite salvadorienne ou commandité par celle-ci, quels pouvaient être ses rapports, s'il en avait, avec l'armée et les forces de sécurité ? Nous avons vu plus haut que les liens entre l'armée et les escadrons de la mort étaient des plus étroits ; il y avait, au moins, un certain degré de commandement, d'opérations et de protection communs. Le tueur pouvait-il être membre des forces armées ? Étant donné les liens qui unissaient l'armée aux paramilitaires, n'était-il pas probable que d'aucuns parmi eux aient pu savoir qui avait tué Mgr Romero ? Les médias américains n'ont jamais daigné soulever, et encore moins publier, ce genre de questions. Enfin, lorsque le lien entre le commandant D'Aubuisson et le meurtre fut avéré, les médias négligèrent d'en faire un scoop, et ses étroites relations avec les forces armées officielles ne furent ni examinées ni discutées. Belle démonstration d'un système de propagande à l'œuvre !

Tout lien éventuel entre les États-Unis et le crime était évidemment parfaitement infondé et ne pouvait en aucun cas être évoqué dans les médias. L'un des fondements de la presse patriotique est que, quoi que puissent nous apprendre les faits ou l'histoire récente, comme les tentatives d'assassinat *officiellement reconnues* de Fidel Castro ou celle réussie de Patrice Lumumba par la CIA, nous ne faisons pas ce genre de choses [32].

On aurait pu néanmoins se demander si l'environnement que les États-Unis contribuaient à créer au Salvador, en entraînant et en soutenant une armée criminelle dont la violence avait amené Romero à une opposition farouche, ne rendait pas les États-Unis indirectement responsables du meurtre. Ce point non plus ne fut jamais discuté dans la presse. Citant le secrétaire d'État Cyrus Vance au sujet de l'assassinat, le *NYT* déclare : « Il y a tout juste deux semaines, j'écrivais à l'archevêque en lui disant : "Nous partageons la même répugnance pour la violence que provoquent les deux extrêmes et qui coûte la vie à bien des innocents. Nous aussi, nous déplorons les exactions de ceux qui s'efforcent de réduire au silence les voix de la raison et

de la modération en recourant aux explosifs, à l'intimidation et au meurtre." [33] » Le journal précisait que la lettre de Vance était une réponse aux appels de Romero pour que cessent les livraisons d'armes. L'article négligeait cependant d'évoquer l'essentiel des arguments de Romero, et oubliait de citer le passage de la lettre où Vance rejetait l'appel de l'archevêque. De même, il ne relevait pas l'interprétation parfaitement erronée que Vance donnait des positions de Romero quand il disait : « Nous *partageons* la même répugnance pour la violence que provoquent les deux extrêmes. » Romero tenait la droite et l'armée pour responsables des crimes, non « les deux extrêmes. » On notera aussi que, tandis que l'archevêque se savait déjà dans la ligne de mire de ceux-là mêmes que soutenait Vance – et son assassinat démontre que ses pires craintes n'étaient pas infondées – il n'y a pas une once de critique ou de perplexité à l'encontre de Vance et de ses associés dans cet article. Ici, la presse ne saurait plaider l'ignorance. Ainsi qu'ils le reconnurent plus tard, les médias savaient pertinemment que les forces de sécurité étaient bel et bien à l'origine des violences.

*

II-3-5. Meurtre impuni – ou triomphant

Les assassins de Mgr Romero ne furent jamais ni « officiellement » découverts ni poursuivis, et l'archevêque rejoignit les rangs des dizaines de milliers d'autres Salvadoriens assassinés sans que justice ne leur soit jamais rendue. Mais contrairement au cas de Popieluszko, les médias semblaient fort peu se préoccuper de savoir qui avait commis le crime et encore moins d'exiger son inculpation.

Quelque temps plus tard, tout un faisceau de preuves indiquait que Roberto D'Aubuisson était au centre d'une conspiration visant à assassiner Mgr Romero. Se fondant sur un grand nombre d'interviews de militants du parti Arena et de responsables américains, ainsi que sur l'étude de télégrammes du département d'État, les journalistes

d'investigation Craig Pyes et Laurie Becklund affirmèrent, dès 1983, que D'Aubuisson avait planifié le meurtre avec un groupe d'officiers d'active qui tirèrent même au sort à qui reviendrait l'honneur d'être chargé de l'exécution [34]. L'ex-ambassadeur Robert White qui, lors qu'il était en poste au Salvador, avait accès aux télégrammes du département d'État, entre autres informations internes, déclara lui aussi devant une commission du Congrès, en février 1984, qu'il ne faisait « pas l'ombre d'un doute » que D'Aubuisson avait lui-même « planifié et ordonné l'assassinat » de Mgr Romero. White donna même des détails sur les réunions de préparation et l'exécution du tueur pour le réduire au silence [35].

On eut une preuve supplémentaire de l'implication de D'Aubuisson lors des aveux de Roberto Santivanez, ancien haut responsable des services de renseignements salvadoriens. D'après Santivanez, l'assassinat de Romero avait été planifié et exécuté par D'Aubuisson avec l'aide des anciens de la garde nationale de Somoza, mais « sous la protection du général Garcia et du colonel Carranza [36] ». Les informateurs de Pyes et Becklund indiquèrent aussi que D'Aubuisson était le subordonné et l'allié politique de Carranza, resté numéro deux de l'armée salvadorienne jusqu'à son éviction sous la pression des États-Unis, en décembre 1980. Carranza avait ensuite été nommé à la tête de la police financière. D'Aubuisson travaillait aussi avec le bureau central des renseignements G2 de la garde nationale quand celle-ci se trouvait sous le commandement du général Eugenio Vides Casanova. Pyes et Becklund écrivent que, « à l'époque où Vides avait le commandement de la garde, les officiers de carrière travaillant avec le G2 étaient évoqués, dans les télégrammes du département d'État, pour leur lien avec l'assassinat de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero au mois de mars 1980. [37] »

On retiendra que Vides Casanova devint par la suite ministre de la Défense, poste qu'il conserva dans le gouvernement Duarte. Ce dernier annonça de nouvelles – et bien faibles – preuves de l'implication de D'Aubuisson,

mais aucune indiquant une possible implication dans le meurtre des forces de sécurité au pouvoir. Cette annonce de Duarte n'était à l'évidence, qu'une tentative de redorer son image de « modéré » en équilibre entre les extrémistes de droite et les extrémistes de gauche. Elle était d'ailleurs soigneusement programmée pour coïncider avec la courageuse visite au Salvador de deux authentiques modérés, les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR), Ruben Zamora et Guillermo Ungo, qui vivaient en exil, étant menacés de mort dans cet État terroriste.

Bref, les preuves ne manquaient pas concernant l'identité des meurtriers de Mgr Romero et les liens permettant de remonter de ceux-ci jusqu'au sommet de la hiérarchie militaire salvadorienne étaient sans équivoque. En fait, une enquête judiciaire conduite au Salvador par le juge Atilio Ramirez avait rapidement désigné D'Aubuisson et le général Medrano, un *protégé* des États-Unis au Salvador. Mais après quelques menaces et une tentative d'assassinat, Ramirez quitta subitement le pays et les poursuites judiciaires actives cessèrent. En exil, le juge Ramirez expliqua que l'équipe d'enquêteurs de la police criminelle ne s'était présentée sur les lieux du crime que quatre jours après qu'il eut été commis et que ni la police ni le représentant du ministère de la Justice ne présentèrent au procès aucune pièce à conviction. Sa conclusion était qu'il existait « indubitablement », depuis le début, une « sorte de conspiration pour couvrir le meurtre » [38].

Inutile de dire que le témoignage du juge Ramirez ne fut jamais mentionné dans les médias américains, non plus que la montagne de preuves de l'implication de D'Aubuisson et du rôle central qu'il avait joué. C'était tout au plus une nouvelle de dernière page, présentée très prosaïquement comme telle, et l'on s'assura que jamais un ton dramatique ou le témoignage de proches de Romero invités à commenter l'affaire ne viendraient soulever la colère et l'indignation générales, ni ne pousseraient les foules à réclamer justice. On ne trouvait, à la rédaction de ce livre, aucune mention du fait que les dirigeants réels de cette « balbutiante démocratie » étaient des officiers de carrière qui travaillaient main dans

la main avec D'Aubuisson et son groupe, et dont certains pourraient bien être impliqués dans ce meurtre.

Quand D'Aubuisson fut pris au cours d'un raid, le 8 mai 1980, en possession de documents indiquant qu'il préparait un coup d'État et de preuves de son implication dans le meurtre de Romero, il fut arrêté et se trouva menacé d'être jugé et jeté en prison. L'intégralité du corps des officiers de l'armée salvadorienne – sept cents gradés – fit instantanément bloc pour exiger sa libération. Il fut presque immédiatement relâché, sur intervention du ministère de la Défense [39]. Les documents trouvés en sa possession disparurent. Les forces de sécurité firent, en outre, une descente au bureau d'assistance juridique de l'archevêché où ils se saisirent de tous les dossiers portant sur l'assassinat. Lors de cette réunion du corps des officiers salvadoriens, le colonel Adolfo Majano, le dernier réformateur de la junte « réformiste » de 1979, fut dénoncé et rapidement évincé, et il fut remplacé par un énième tenant de la ligne dure. L'armée venait de témoigner sa solidarité avec la droite type « aile dure et escadrons de la mort » et la junte s'arrangea pour que rien ne vienne flétrir son image réformiste. Duarte devint président et servit d'homme de paille au plus grand profit du Congrès et des médias, garantissant que le flot d'armes continuerait d'être livré aux tueurs.

Les médias américains firent peu de cas de cette importante démonstration et du renforcement de l'extrême droite non plus que du dédouanement quasi officiel des assassins de l'archevêque Romero. Cela indiquait pourtant clairement la nature du pouvoir en place au Salvador et le caractère fictif des prétentions centristes ou réformistes prêtées au gouvernement. Des médias réellement objectifs auraient montré et commenté ce qu'impliquaient de tels événements. Mais cela aurait contredit la mythologie élaborée par Carter et Reagan, de sorte que les médias gardèrent un silence prévisible, perpétuant ainsi le mythe. Le 29 novembre 1980, à la suite du massacre des leaders de l'opposition à San Salvador, le *Times* estimait que « la crédibilité » du gouvernement se trouvait « sévèrement mise à l'épreuve », mais on ne lisait rien qui puisse laisser supposer que la révolte de mai 1980

ait fait voir en la junte autre chose qu'un « gouvernement centriste faible ».

De même les médias accueillirent-ils sans broncher la réhabilitation du probable responsable du meurtre de Mgr Romero et sa réintégration au sein de la structure officielle du pouvoir. Quand D'Aubuisson réclama quelque haute fonction – il fut finalement nommé président du Parlement salvadorien –, les médias s'abstinrent de rappeler qu'il était probablement l'organisateur du meurtre du prélat et qu'il était connu pour avoir dirigé les escadrons de la mort ainsi que certaines opérations d'extermination. Même le fait qu'il fut un fasciste notoire et ouvertement antisémite était mis en sourdine [1]. Si un tueur professionnel antisémite, suspecté d'avoir assassiné Popieluszko en Pologne, avait été nommé à la tête du Parlement polonais après avoir exigé qu'on le nomme à une haute fonction, il semble assez probable que plus d'un sourcil se serait froncé dans nos médias.

Tout au long de cette période, la couverture médiatique gravita autour d'un mythe central fabriqué de toutes pièces par le gouvernement, et les médias inscrivirent strictement leurs reportages et leurs analyses dans les limites de ce mythe : le « gouvernement modéré » que nous soutenons est aux prises avec l'extrémisme de droite et de gauche et demeure incapable de reprendre le contrôle de la situation. Le gouvernement et les médias savaient parfaitement que la violence était presque intégralement imputable aux forces de sécurité que soutenaient les États-Unis – elles constituaient le seul véritable pouvoir dans le pays – et aux réseaux paramilitaires qu'elles avaient mis en place pour terroriser la population. Mais cette vérité-là était impossible à dire. Aujourd'hui encore, même après avoir reconnu

1. Le 11 février 1982, dans un article concernant le Salvador, le journal mexicain *El Dia* citait une réponse de D'Aubuisson à deux reporters européens, dont un Allemand : « Vous, les Allemands, vous êtes très intelligents, vous avez compris que les Juifs étaient responsables de la diffusion du communisme, et vous avez commencé à les tuer. » Lors même que la presse américaine restait focalisée sur de pseudo-déclarations antisémites des sandinistes, cette approbation sans détours de l'Holocauste ne trouva d'écho dans aucun des médias de l'élite.

discrètement que c'était une pure mystification, les médias entretiennent le mythe originel. Enquêtant sur les perspectives de paix au Salvador, Lindsey Gruson déclarait : « Aujourd'hui, les escadrons de la mort de droite comme de gauche ont cessé de réduire les populations au silence et à la soumission par la terreur » grâce au succès du président Duarte et au soutien sans faille des États-Unis dans leur combat commun pour promouvoir la démocratie – exactement comme on pouvait s'y attendre sur la base d'un modèle de propagande [40].

* *
*

II-4. Assassinat de quatre missionnaires américaines par la garde nationale salvadorienne : couverture et suivi de l'affaire

Le 2 décembre 1980, quatre missionnaires américaines travaillant au Salvador – Maura Clarke, Jean Donovan, Ita Ford et Dorothy Kazel – furent arrêtées, violées et assassinées par des membres de la garde nationale salvadorienne. Ce crime était extrêmement embarrassant pour l'administration Carter qui soutenait le gouvernement prétendument réformiste du Salvador et s'efforçait de convaincre l'opinion et le Congrès de la nécessité de ce soutien. Tout en suspendant provisoirement son assistance militaire au Salvador, le gouvernement Carter chercha à trouver une solution aussi discrète que possible à cette affaire. L'aide reprit à l'annonce d'une imminente offensive rebelle et, contrairement à ce qui avait été promis, avant même que les autorités salvadoriennes n'aient lancé une enquête. Une commission d'enquête dirigée par William P. Rogers fut promptement dépêchée au Salvador pour enquêter sur les faits et offrir l'assistance américaine aux enquêteurs. Selon cette commission,

« nul élément ne suggère que les plus hautes autorités salvadoriennes soient impliquée dans les meurtres eux-mêmes ». Mais rien ne suggère non plus que ladite commission soit parvenue à cette conclusion en faisant autre chose que demander directement aux autorités si elles se trouvaient impliquées. La commission – reconnaissant que la justice n'était guère vaillante au Salvador [I] – ne préconisa pas d'enquête indépendante et se contenta d'insister pour que la junte s'empresse de faire le nécessaire. Elle prit note que la junte s'était engagée à traquer la vérité « où qu'elle se cache, à travers tout le pays et à tous les niveaux [41] ». Rogers admit plus tard s'être sans doute montré un peu trop optimiste en espérant que la junte salvadorienne mènerait sérieusement son enquête [42].

Avec l'élection de Reagan, l'ardeur déjà bien entamée à mettre la main sur les coupables retomba nettement, et le souci de préserver le régime client du Salvador apparut plus déterminant que jamais. Il devint rapidement très clair qu'on pouvait désormais oublier toute l'affaire – de même que les milliers de Salvadoriens exterminés – sauf impératif d'image publique. La volonté de favoriser tout moyen d'étouffer l'affaire fut tout aussi manifeste. Ainsi le secrétaire d'État Alexandre Haig déclara-t-il devant la commission parlementaire des Affaires étrangères que tout « portait à croire » que les quatre femmes avaient été tuées tandis qu'elles tentaient d'organiser un barrage routier – mensonge éhonté que le département d'État ne tarda pas à admettre comme tel [II]. L'ambassadrice de Reagan auprès des Nations unies, Jeane Kirkpatrick, n'hésita cependant pas à en remettre une couche, suggérant que les quatre femmes étaient des activistes politiques du Front Farabundo Marti – mensonge non moins odieux que celui de Haig –,

I. Cette déclaration fut retirée de la version du rapport rendue publique.

II. À l'époque où Haig fit cette déclaration, preuve avait été faite que les religieuses avaient été violées puis abattues à bout portant dans le dos ou la nuque. Haig lui-même ne s'excusa jamais d'un mensonge aussi insultant, lequel ne lui fut d'ailleurs jamais véritablement reproché dans les médias ; à l'exception d'une attaque d'Anthony Lewis – toute à l'honneur de ce dernier. Pour autant, cet épisode ne semble guère avoir entaché la réputation de Haig. [43]

insinuant tout bonnement qu'elles étaient des cibles légitimes : « En réalité, déclara-t-elle, nous devrions nous montrer un peu plus clairs à ce sujet que nous ne le sommes [*sic*]. Ces femmes étaient des activistes politiques, favorables au Front [Farabundo Marti], et quelqu'un qui a recours à la violence pour s'opposer au Front les a tuées. [44] » Dans le contexte du Salvador, l'ancien ambassadeur Robert White soulignait que de telles remarques de la part de Kirkpatrick étaient véritablement « une incitation au meurtre [45] » [I].

Bien que Kirkpatrick ait en outre affirmé que le gouvernement, « sans la moindre équivoque », n'était « nullement responsable » des meurtres, il fut bientôt prouvé que les quatre femmes avaient été tuées par des membres de la garde nationale. L'administration jugea dès lors que les gardes en question avaient « agi de leur propre initiative ». Ce qui fut affirmé, rabâché, en dépit de l'absence du moindre élément d'enquête à l'appui de cette thèse, et moyennant le passage à la trappe d'un grand nombre d'indices suggérant précisément le contraire. Un modèle de propagande prévoirait que cette version préférée par le gouvernement se verra naturellement accorder les honneurs de la presse, et qu'au contraire du cas Popieluszko, où l'on pouvait espérer marquer des points en traquant l'infamie au sommet, les médias préféreraient ici se montrer infiniment moins empressés de découvrir ce que leur gouvernement tremblait précisément de voir paraître.

La différence entre le meurtre de ces quatre femmes et celui de milliers d'autres victimes sur lesquelles il n'y eut jamais la moindre enquête au Salvador, c'est que leurs familles étaient américaines et purent maintenir la pression jusqu'à pousser le Congrès à considérer ces crimes spécifiques comme des cas emblématiques et politiquement symboliques, ce qui les inscrivait nécessairement dans

I. Jean Donovan avait demandé à l'ambassadeur White : « Qu'est ce que vous faites lorsque le simple fait d'aider les pauvres et de prendre soin des orphelins est considéré par le gouvernement comme un acte de subversion ? [46] » En l'occurrence, venir en aide aux orphelins dans la campagne salvadorienne n'était pas moins considéré comme un acte de subversion par les responsables de l'administration Reagan eux-mêmes.

l'ordre du jour politique. On finit par exiger un procès et des condamnations comme condition *sine qua non* de la validation et du déblocage de l'aide au régime militaire salvadorien. L'administration Reagan et le gouvernement salvadorien se retrouvaient dès lors devant l'obligation de « voir justice rendue » – dans ce cas au moins. Et pour ce seul cas il fallut trois ans et demi pour que la justice triomphe, sans pour autant lever le voile sur les implications au sommet. C'était un véritable défi pour les médias que de commenter ces meurtres, avec les lenteurs et les carences patentes du procès, tout en veillant bien à ce que les esprits ne s'échauffent pas et de façon à minimiser la nature du système qui avait fait éliminer ces quatre Américaines et n'acceptait que *contraint et forcé* de livrer comme coupables une poignée de subalternes (ce qui prit des années.). Ce défi, les médias le relevèrent, non sans brio.

*

II-4-1. Détail des exactions

La découverte du corps de Popieluszko fut annoncée en première page du *New York Times* – en fait, l'*échec* des recherches du corps avait déjà fait la une – et, dans toute la production journalistique analysée ici, la description de la découverte du corps, de sa position, des différentes blessures était rapportée avec une précision à laquelle ne manquait quasiment aucun détail connu [voir *supra*, tableau 2-2, p. 123]. Inversement, la découverte des corps des quatre Américaines n'eut droit qu'à la dernière page du *NYT*; et, dans les quatre médias de notre échantillon, la description des violences qu'elles avaient subies resta des plus succinctes. Nombre de détails manquaient et ne furent repris dans aucune édition ultérieure. On ne tenta pas non plus de reconstituer la scène dans toute son horreur et sa brutalité, de sorte que l'effet dramatique produit par les articles sur le meurtre de Popieluszko se trouvait ici totalement évacué. L'assassinat de quatre femmes missionnaires semblait lointain, impersonnel.

Le récit de *Time* par exemple, après avoir donné les noms des victimes, précisait que « deux des femmes avaient été violées avant d'être abattues d'une balle dans la nuque ». Celui du *New York Times*, présenté dans le tableau 2-2, n'était pas moins succinct. Le rapport de la commission Rogers indiquait que l'une des victimes avait eu la tête fracassée par une balle « qui en ressortant lui avait emporté le visage. » Ce même rapport indiquait aussi que les personnes présentes à l'exhumation des corps constatèrent des plaies « considérables » et que « les corps étaient aussi couverts d'ecchymoses ». Le récit de Raymond Bonner dans *Weakness and Deceit* notait que, « dans la fosse rudimentaire, empilés l'un sur l'autre, gisaient les corps de quatre femmes. La première à être hissée hors du trou fut Jean Donovan, vingt-sept ans, missionnaire laïque de Cleveland. Son visage avait été emporté par une balle de gros calibre tirée dans la nuque. Ses pantalons étaient défaits ; ses sous-vêtements entortillés autour de ses chevilles. Lorsque les paysans du voisinage l'ont trouvée, elle était nue de la taille aux chevilles. Ils se sont efforcés de lui remettre ses vêtements avant de la mettre en terre. Vint ensuite Dorothy Kazel, ursuline de quarante ans, elle aussi de Cleveland. Au fond de la fosse gisaient les sœurs de Maryknoll, Ita Ford, quarante ans, et Maura Clarke, quarante-neuf ans, toutes deux de New York. Les quatre femmes avaient été exécutées à bout portant. Les paysans qui ont découvert les corps déclarèrent qu'une d'elles avait sa culotte enfoncée dans la bouche, et l'autre les yeux bandés. Toutes avaient été violées ».

On constate que *Time* et le *NYT* ne mentionnèrent ni les ecchymoses (ce qu'ils avaient fait à plusieurs reprises au sujet de Popieluszko), ni la blessure à la tête de Jean Donovan, ni l'usage dégradant qui avait été fait des sous-vêtements des missionnaires [1], ni le témoignage des paysans qui avaient découvert les corps. Ces détails, et bien d'autres, donnés par Bonner et sciemment occultés par *Time* et le *NYT* (mais

1. Concernant l'usage fait des sous-vêtements des victimes, la version du *NYT* mentionnée sur le tableau 2-2 était non seulement incomplète mais inexacte.

aussi par *Newsweek* et CBS News), ajoutaient un caractère poignant et une charge émotionnelle à la scène. On les donne pour Popieluszko, mais pas pour nos concitoyennes assassinées par un État client des États-Unis. Le rapport Rogers indiquait aussi que les médecins légistes dépêchés sur les lieux du crime par la junte, sur ordre de l'ambassadeur Robert White, refusèrent de pratiquer l'autopsie, au prétexte qu'il n'y avait pas sur place de masques chirurgicaux. Ce point, susceptible de donner de la junte et de ses agents une image particulièrement odieuse, disparut lui aussi du récit médiatique.

Dans le cas de Popieluszko, la découverte du corps *puis le procès* furent autant d'occasions de mettre en scène de façon choc tous les détails des différentes phases du meurtre et de l'état du cadavre. La réticence des médias sur ces mêmes détails au moment de la découverte des corps des quatre Américaines fut néanmoins largement dépassée par leur retenue plus grande encore au moment du procès. Si Lydia Chavez, du *NYT*, qui y assista, note qu'il y eut huit heures de témoignages et sept heures d'argumentaire portant principalement sur le travail de ces religieuses au Salvador, « et sur les détails de leur enlèvement et de leur mort », son article, lui, ne donne pas même de détails sur le constat médico-légal.

*

II-4-2. Absence d'indignation et d'exigences de justice

S'agissant de l'affaire Popieluszko, la presse donnait le sentiment d'un scandale intolérable qui demandait d'immédiates réparations. Dans le cas des quatre Américaines, les médias déclarèrent effectivement qu'il s'agissait d'un acte brutal et terrible, citant même des membres du gouvernement, mais l'acte ne fut pas présenté comme intolérable et ils n'insistèrent pas pour réclamer justice, s'abstenant de citer qui que ce soit en ce sens. Les médias tenaient la plupart de leurs informations de membres haut placés des gouvernements américain et salvadorien, dont le point de

vue semblait très résigné sur la question, et qui ne voyaient aucun inconvénient à laisser l'appareil judiciaire salvadorien régler seul la question. De ce fait, les médias privilégiaient une certaine veine philosophique – pour *Time*, les quatre Américaines avaient été « victimes de la violence aveugle et croissante » du Salvador (15.12.80). Pour Popieluszko, en 1984, ce seraient des membres du gouvernement en place qui portaient la responsabilité du crime, non des forces aveugles (auxquelles on peut difficilement demander de rendre des comptes).

Même les enterrements des quatre femmes et les services funèbres aux États-Unis ne purent être l'occasion de manifester son indignation et de demander justice. Ils furent presque intégralement dédaignés ou passés sous silence. Le 8 décembre 1981, le *NYT* publiait une petite brève, en dernière page, sur les funérailles de sœur Dorothy Kazel, citant la très apolitique réflexion de l'évêque Anthony M. Pilla : « La vie de missionnaire n'a jamais été ni facile ni prestigieuse. »

Au fond, comme l'indiquait l'ambassadrice Kirkpatrick, sans doute les victimes l'avaient-elles bien cherché. Le 15 décembre 1980, *Newsweek* observait assez justement : « La violence au Salvador risque fort de se concentrer avec une férocité accrue sur l'Église catholique romaine. Nombre de religieux et de religieuses réclament des réformes et certains d'entre eux sont des militants gauchistes. De telles positions sont synonymes de gros ennuis, même pour les membres du clergé les plus modérés. » Observons qu'ici encore la « violence » reste impersonnelle – à aucun moment l'article ne suggère que la junte soutenue par les États-Unis puisse être à l'origine de la grande majorité de ces meurtres. À l'inverse, dans le cas de Popieluszko, à aucun moment les médias ne suggérèrent que le prêtre était la regrettable victime de l'aggravation du conflit entre l'État et les forces rebelles (ou entre l'Est et l'Ouest). La situation était ici beaucoup plus simple qu'au Salvador : Popieluszko avait été assassiné par des représentants du gouvernement, et c'était absolument intolérable. La complexité et le recours à des inanités philosophiques concernant une violence

« sans responsable » sont le triste apanage de ceux qu'on assassine dans les provinces de l'Empire.

*

II-4-3. L'absence de zèle, au sommet de la hiérarchie, dans la recherche des coupables

Dans l'affaire Popieluszko, nous avons vu avec quel acharnement, jour après jour, les médias s'étaient empressés de rechercher et de dénoncer l'implication des plus hautes autorités polonaises dans le meurtre. S'agissant de l'assassinat des quatre Américaines, on observe que l'approche fut radicalement différente. Les médias éprouvèrent ici les plus grandes difficultés à évaluer le degré d'implication du gouvernement salvadorien, même devant les preuves les plus irréfutables. Leur zèle investigateur évanoui, ils furent trop heureux de pouvoir s'en tenir au « croyez-moi » de Duarte et des responsables américains durant tout le déroulement de l'affaire. Ils jouaient les idiots. Pendant des mois, l'armée et les forces de sécurité salvadoriennes avaient massacré *des Salvadoriens* comme elles avaient tué les quatre missionnaires américaines. Les paroisses avec lesquelles travaillaient les quatre religieuses avaient en outre récemment reçu des menaces de l'armée. Preuve plus flagrante encore, ce sont des militaires de la région qui forcèrent les paysans du voisinage à enterrer les corps. Pourtant, les médias n'utilisèrent aucune de ces informations pour chercher à identifier les coupables.

Au départ, les gouvernements américain et salvadorien avaient choisi de prétendre qu'il n'y avait pas la moindre preuve d'une implication militaire, même si la façon dont les militaires avaient tenté de faire disparaître les corps pouvait sembler en soi discutable. Point de vue réaffirmé par Duarte devant la presse (qui se chargea de le relayer), la junte affirmait, le 8 décembre, que les meurtriers étaient « des terroristes d'extrême droite » – soutenant notamment que « le gouvernement révolutionnaire rejette et condamne la violence et les crimes irrationnels qu'elle génère » [47]. Suivant toujours la ligne gouvernementale, vingt jours après

le début de l'affaire, et alors même que de nombreuses pistes convergeaient déjà vers la garde nationale, le *NYT* continuait de parler « d'agresseurs non identifiés » ; et de citer, le 24 décembre, le rapport Rogers selon lequel les forces de sécurité pouvaient avoir cherché à « dissimuler les décès » après la découverte des corps, sans même se poser la question de savoir pourquoi les forces de sécurité auraient cherché à faire disparaître les corps si elles n'étaient pas impliquées dans le meurtre.

La quantité de preuves graduellement mises au jour confirmant que les religieuses avaient bel et bien été assassinées par la garde nationale était telle qu'il devint bientôt impossible d'occulter plus longtemps l'implication des forces de sécurité. Un double processus de « limitation des dégâts » fut alors mis en avant par les responsables américains et salvadoriens, pieusement repris et diffusé par les médias. Dans un premier temps, il s'agissait de dissocier gouvernement et garde nationale. Dans l'affaire Popieluszko, le lecteur n'avait pas le droit d'oublier que la police meurtrière faisait partie intégrante du gouvernement polonais. S'agissant des quatre Américaines, on pouvait difficilement établir, en ne s'en tenant qu'à la presse, le moindre lien entre les meurtriers et le gouvernement salvadorien. Tout cela restait parfaitement conforme au mythe fondamental, lui aussi unanimement relayé par les médias, selon lequel le gouvernement salvadorien était un gouvernement réformiste et centriste, qui s'efforçait de contenir la violence des extrémistes de droite et de gauche. Cet endoctrinement permettait, d'une part, d'occulter une répression massive menée conjointement par l'armée et par ses séides, d'autre part et simultanément, de permettre aux réformateurs incapables de contrôler les extrémistes d'exprimer leurs regrets. C'était un peu un remake de l'âge d'or des massacres en Argentine, lorsque le *NYT* dépeignait régulièrement les membres de la junte ou le général Videla comme des modérés « incapables de contrôler les extrémistes de droite » qui, eux, n'hésitaient pas à recourir au meurtre [48].

L'objectif premier de ce processus de limitation des dégâts immédiats était d'étouffer toute investigation sérieuse sur

la responsabilité des représentants du gouvernement salvadorien. La stratégie salvadorienne fut de traîner les pieds du début à la fin car l'idée de poursuivre des soldats pour avoir assassiné quelqu'un était on ne peut plus contraire aux usages de la junte. En outre, il ne faisait aucun doute que les ordres étaient venus de très haut. La stratégie américaine officielle, dès qu'il fut admis que les meurtres avaient été commis par la garde nationale, fut de faire juger et condamner au plus vite quelques subalternes, seul moyen de sauver l'image du système judiciaire salvadorien, afin de légitimer au moins le flux de dollars en provenance du Congrès – et de protéger les « réformateurs » de la junte. Le 30 septembre 1981, l'ambassadeur Dean Hinton affirmait avec aplomb que les gardes nationaux de cette région « agissaient de leur propre initiative », bien qu'à cette période les documents internes du département d'État reconnussent que l'enquête salvadorienne n'était qu'une plaisanterie et que certains éléments suggéraient l'implication d'officiers supérieurs. La ligne officielle n'en était pas moins claire et, pour la suivre, les médias devaient cesser toute recherche de responsables au sommet, et occulter même tout témoignage émanant d'autres sources. Et c'est très précisément ce qu'ils firent.

Après deux mois d'enquête, le reporter John Dinges fit passer un sujet sur Pacific News Service, attestant que les meurtres avaient été planifiés dans les moindres détails [49]. Il y avait d'abord des communications radio interceptées qui indiquaient des conversations entre militaires au sujet de l'arrivée des missionnaires à l'aéroport, entre autres témoignages d'une surveillance rapprochée de leurs déplacements, laissant entrevoir une opération militaire d'envergure et coordonnée. Un ancien chef de cabinet du ministère du Plan avait en outre rapporté à Dinges une allocution d'une demi-heure du ministre de la Défense Guillermo Garcia, au palais présidentiel, dénonçant les religieux et religieuses de la région même ou se déroulèrent les meurtres, deux semaines à peine avant qu'ils ne fussent commis.

Pour la plupart des médias, ce fut une remarquable prouesse d'autocensure que d'occulter intégralement les

découvertes de Dinges. Son rapport fut cité dans le *Washington Post*, dans le *Los Angeles Times* et dans une quinzaine d'autres journaux, mais pas un mot n'en filtra dans le *NYT*, dans *Time*, *Newsweek* ou CBS News, et *les pistes qu'il soulevait* ne furent de toute façon relevées par aucun média. Ils se bornèrent à rabâcher l'engagement de Duarte et des officiels américains que les crimes n'impliquaient que les gardes nationaux incriminés, et que l'enquête suivrait promptement son cours par les voies légales adéquates.

En mars 1984, le colonel Ribero Santivanez, un haut responsable des services secrets salvadoriens, accepta de « s'exprimer » sur les réseaux des escadrons de la mort au Salvador, et ses déclarations furent répercutées sur CBS News et à la une du *NYT*. Santivanez livrait des détails parfaitement crédibles au sujet de l'assassinat des quatre Américaines, déclarant que l'acte avait été commis sur ordre spécifique du colonel Oscar Edgardo Casanova, alors responsable de la zone ou les meurtres avaient été commis. Casanova avait été muté deux semaines après le meurtre, les autorités préférant enterrer l'affaire. Eugenio Vides Casanova, son cousin, qui deviendrait le ministre de la Défense de Duarte et qui, en décembre 1980, dirigeait la garde nationale fut, comme Duarte, informé du meurtre ordonné par son cousin. Bien qu'il y eut là une preuve patente de l'implication d'un officier supérieur dans le meurtre et de la volonté du futur ministre de la Défense comme de Duarte d'étouffer l'affaire, la publication de ces révélations ne donna lieu à aucune suite, personne ne fit le lien avec l'enquête de Dinges qui faisait état de discussions à un haut niveau sur la nécessité de faire quelque chose concernant les organisations religieuses – pas d'éditoriaux, pas de bouffées d'indignation, pas de pression pour que des mesures soient prises.

Comment affaiblir ou non un témoignage

Le titre de l'article de Stephen Kinzer sur les révélations de Santivanez, « Un ex-colonel salvadorien accuse ses collègues dans l'affaire des escadrons de la mort » (03.03.84) mérite d'être signalé par son euphémisme. Dans la même

veine, le *NYT* titre un autre article : « Duarte et son ministre de la Défense Casanova accusés de chercher à enterrer l'affaire du meurtre de quatre Américaines ». Santivanez reçut 50 000 dollars pour livrer ses preuves, une somme qu'il avait réclamée en raison du risque qu'il prenait et de la probabilité d'une suspension de sa solde du fait de ses aveux. Il fut donné à cet achat de preuves une publicité inhabituelle, suggérant qu'elle compromettait la crédibilité du témoignage. S'appuyant sur cette idée, le *NYT* étouffa même un autre élément venant corroborer ces preuves. Tel ne fut jamais le cas s'agissant des transfuges soviétiques, bien moins en mal de protections. De même, lorsqu'il fut démontré que les « Démocrates les plus en vue » avaient reçu de la CIA 80 000 dollars nets d'impôts plusieurs années de suite pour avoir constitué, sous l'égide de la CIA, un front civil pour les contras, leur crédibilité comme sources d'information n'en fut jamais tenue pour compromise. Le transfuge nicaraguayen Miranda reçut, lui, quelque 800 000 dollars pour ses services, sans en être discrédité.

Les pistes qu'offraient Dinges et le témoignage de Santivanez indiquaient très clairement que la décision avait été prise au sommet. Il sautait aux yeux que l'ordre avait été donné par des membres du gouvernement à des subalternes, dont les supérieurs hiérarchiques s'étaient, du début à la fin, systématiquement efforcés d'étouffer l'affaire. Dans l'affaire polonaise, aucun indice d'une telle implication ne fut jamais découvert, mais les médias y revinrent inlassablement. Dans celle des quatre religieuses où il y avait profusion de preuves d'implications au sommet, les médias occultèrent tout ce qui pouvait être publié en ce sens et négligèrent même les pistes d'investigation les plus évidentes.

On ne peut décrire ici dans le détail le verrouillage total de l'appareil judiciaire salvadorien, qui ne bougeait que sous les pressions et les menaces américaines [1]. Il n'y eut qu'un

1. Un excellent compte rendu en fut offert par Michael Posner et le Comité des juristes pour l'internationalisation des droits humains, dans une série de rapports d'enquêtes datés de septembre 1981, du 20 juillet 1982 et du 1er février 1983, énonçant en détails des preuves écrasantes d'une procédure judiciaire intégralement sabotée et montrant comment les autorités avaient étouffé l'affaire. Comme cela avait été le cas avec le rapport Dinges, ces documents furent immédiatement passés à la trappe par les médias et il ne fut fait mention ni des faits qu'ils mettaient au jour ni de ce qu'ils impliquaient. Les rapports du comité furent à peine évoqués dans les médias. Michael Posner et Scott Greathead parvinrent tout au plus à placer une tribune libre dans le *NYT* du 6 décembre 1983, sous le titre « 3 Years After Killing, No Justice In Salvador ».

moment où les médias vinrent reprocher au gouvernement salvadorien de « bétonner » l'enquête [1], mais les médias occultèrent totalement l'ampleur et la portée de ce bétonnage et ce qu'il impliquait au sujet de cette « démocratie balbutiante ». Sans ironie ni indignation d'aucune sorte, ils publièrent toutes les déclarations des gouvernements américain et salvadorien. S'ils avaient rendu compte dans le détail de cette affaire, le gouvernement salvadorien en eût été totalement discrédité. De fait, les preuves les plus patentes du refus des autorités salvadoriennes d'intervenir ou d'interroger les témoins les plus importants, ou les menaces et pressions exercées sur les témoins, sur les avocats, sur les juges – toutes choses qu'on se serait fait un plaisir de publier s'il s'était agi de l'enquête polonaise – furent systématiquement occultées.

Un aperçu des pratiques salvadoriennes devrait suffire ici. Par exemple, deux ans après le crime, « les avocats de la partie civile déclarèrent ignorer l'existence [dans le dossier] du témoignage d'un ex-membre de la garde, César Valle Espinoza, daté du 9 août 1982 et citant le sergent en second Colindres Aleman, qui déclarait, le 2 décembre 1980, que des "ordres venus d'en haut" avaient réclamé l'arrestation des Américaines. Ils ignoraient aussi la déclaration de l'ex-sergent de la garde nationale Dagoberto Martinez, enregistrée par le FBI à Los Angeles, attestant que dès le mois de décembre 1980 on avait voulu enterrer l'affaire [50] ».

Autre exemple de ce procédé : deux des trois juges assignés à ce dossier abandonnèrent l'affaire de peur d'y passer. Nous avons déjà vu que le juge Ramirez, qui enquêtait sur

1. En février 1981, *Time* et *Newsweek* publièrent chacun des articles sur la question. L'un des articles de *Time* était d'ailleurs intitulé « Bétonnage » (23.02). Pour autant, bien que ledit bétonnage se poursuivît des années durant, les magazines d'information, eux, en restèrent là.

l'assassinat de Mgr Romero, avait dû fuir le pays pour les mêmes raisons. L'accumulation de ce type de preuves est assez significatif, mais le sujet ne fut jamais abordé par les médias. Tout au plus y fit-on vaguement allusion, isolément et en dernière page.

Troisième exemple : selon l'ancien ambassadeur Robert White, deux membres de la garde nationale qui auraient pu permettre d'établir le lien entre l'assassinat des Américaines et de hauts gradés salvadoriens furent eux-mêmes assassinés par des escadrons de la mort, puis déclarés « portés disparus en opération » [51].

Enfin, dernier exemple : lorsque les auteurs du meurtre se virent enfin assigner trois avocats, l'un d'entre eux, Salvador Antonio Ibarra, semblait prêt à prendre sérieusement la défense des accusés. Ses collègues le pressèrent de s'en tenir à l'idée que « l'éventualité d'une volonté d'enterrer l'affaire avait été étudiée en détail au cours de l'enquête » et finalement rejetée. Pour avoir refusé de suivre ce conseil, il fut arrêté le 30 octobre 1983 par la garde nationale et torturé au quartier général de celle-ci [52]. Relâché sous la pression des Américains, Ibarra quitta lui aussi le pays laissant le champ libre aux juges qui entérinèrent l'idée que l'enquête avait fait le tour de la question de l'éventuelle implication d'officiers supérieurs. Cet incident fut le seul à filtrer dans les médias, survolé de façon isolée. Les autres n'eurent droit de cité ni isolément ni globalement dans la presse libre.

De son côté, le gouvernement américain s'efforça systématiquement de dissimuler aussi bien certains éléments de l'enquête elle-même que l'obstination de la junte à enterrer l'affaire. Les médias se plaignirent brièvement du bétonnage salvadorien, mais se gardèrent bien d'attirer l'attention sur la proportion équivalente de purs mensonges et de dissimulations de leur propre gouvernement. Nous avons pu constater que les gouvernements Carter et Reagan avaient toutes deux placé la protection de leur État client au-dessus de la nécessité de rendre justice aux quatre ressortissantes américaines assassinées par les agents de ce gouvernement. Le bétonnage du gouvernement américain pour protéger son client prit toutes sortes de formes. À commencer par

une active collaboration avec les autorités salvadoriennes pour enterrer l'affaire. En décembre 1980, l'ancien sergent de la garde nationale Dagoberto Martinez fut autorisé à émigrer aux États-Unis. Mais bien qu'il eût reconnu ultérieurement, après avoir été interrogé par le FBI, connaître l'identité des auteurs du crime et n'avoir pas communiqué l'information aux autorités – en violation de la loi salvadorienne –, aucune action ne fut intentée contre lui. Parfaitement au courant du refus d'enquêter de la part des autorités salvadoriennes et de leurs efforts pour enterrer l'affaire, les dirigeants américains n'en continuèrent pas moins à déclarer qu'il n'y avait aucune raison de penser que de hauts gradés de la hiérarchie salvadorienne aient pu avoir connaissance du crime ou y prendre part [1]. Le département d'État mentit lui aussi régulièrement au sujet de la minutie de l'enquête. Ainsi Hinton déclara-t-il publiquement que le garde national Perez Nieto « avait été sérieusement interrogé et avait nié à plusieurs reprise qu'aucun de ses supérieurs lui eût jamais donné l'ordre de surveiller les quatre missionnaires américaines ». Un télégramme du département d'État qualifie pourtant le témoignage de Nieto d'« incomplet, évasif et non coopératif [54] ».

Une autre forme de participation des autorités américaines à la dissimulation des faits fut leur refus de rendre publiques les informations qu'elles détenaient au sujet de l'enquête salvadorienne et les éléments que leurs propres services avaient mis au jour. Le rapport Rogers ne fut divulgué que fort tardivement, et dans une version expurgée de tout ce qui y dénonçait l'état déplorable de l'appareil judiciaire salvadorien. En réponse aux critiques de plus en plus vives concernant la lenteur de l'affaire, le juge Harold R. Tyler fut chargé des compléments d'enquête par le gouvernement américain. Son rapport fut très longtemps gardé secret, de

1. Le mois même où Hinton soutenait avec aplomb que les subalternes avaient agi sans ordres, on pouvait lire, dans des notes internes du département d'État : « La lecture des documents souleva quelques questions qui, nous semble-t-il, auraient dû traverser l'esprit d'un enquêteur dont le but réel eut été de trouver le coupable du crime. [53] »

toute évidence parce qu'une fois de plus il mettait sérieusement en cause les procédures judiciaires salvadoriennes d'une manière qui eut fait obstacle à l'objectif de l'administration Reagan de se féliciter de nouvelles avancées aussi souvent que nécessaire [55]. Plus d'une fois, les familles des victimes et leurs avocats se heurtèrent au refus des autorités américaines de communiquer des informations concernant l'affaire. L'argument avancé étant alors qu'il s'agissait d'informations sensibles et que les rendre publiques pouvait interférer avec la procédure légale en cours au Salvador. Le procès salvadorien n'étant qu'une sinistre plaisanterie, qui n'avançait que sous les menaces américaines, cette dérobade officielle était manifestement fallacieuse. En outre, Duarte déclarait régulièrement que les garde nationaux mis en examen étaient indubitablement les vrais coupables et qu'aucun de leurs supérieurs n'était impliqué, ce qui influençait le jugement de manière patente. La seule explication plausible du zèle américain à enterrer l'affaire est que l'administration tenait à minorer toute mise en cause publique des pratiques criminelles de son client meurtrier. Les informations concernant ce qui se passait réellement au Salvador, ses propres rapports internes sur la question ou évaluations de la teneur des procédures légales salvadoriennes auraient donné une très mauvaise image du client en question. Le gouvernement espérait bien que l'affaire serait rondement « expédiée », mais en attendant, pas question de lâcher le contrôle de ce qu'on pouvait en dire.

L'une des raisons de cette obstination était la possibilité de faire valoir des avancées considérables à chaque fois que le régime militaire avait besoin d'un soutien financier supplémentaire. De même que pour nombre d'autres satellites américains de droite, le constat de nouveaux « progrès » fut toujours le prélude au déblocage des fonds. Dans son rapport de certification de juillet 1982, le département d'État observait que l'affaire avait connu des « progrès substantiels », annonçant le jugement pour l'automne 1982. Début 1983, le rapport de certification notait des « avancées significatives » dans l'affaire. Cette manipulation de pièces à conviction dans le but de préserver le flux de capitaux et

d'armement vers ce régime aurait difficilement pu avoir lieu si toute la clarté avait été faite sur l'affaire, ou si la presse avait été critique et honnête.

Bien qu'elle concernât l'assassinat de quatre ressortissantes américaines, la dissimulation de la réalité des procédures judiciaires salvadoriennes ne souleva dans les médias ni indignation générale ni critique. Elle ne les incita même pas à prodiguer davantage qu'une couverture minimale de l'enquête.

*

II-4-4. Le procès : cinq gardes nationaux pour 19,4 millions de dollars

Le procès des cinq auteurs effectifs de l'assassinat des quatre américaines aurait dû être présenté sur un mode kafkaïen, mais les médias le firent avec le plus grand sérieux. Ce procès eut lieu trois ans et demi après les faits, bien que les auteurs du meurtre aient été immédiatement identifiés, et malgré l'énorme pression des États-Unis. Deux des trois juges qui s'étaient vu confier la charge du dossier durent démissionner, craignant pour leur vie, et le seul avocat de la défense indépendant dut fuir le pays après avoir été torturé au quartier général de la garde nationale, laquelle était directement mise en cause. Au cours du procès, la défense ne fit aucun effort pour évoquer des « ordres venus d'en haut », bien que ce soit le mode de défense le plus classique dans ce genre d'affaire, et qu'en l'occurrence les preuves abondassent en ce sens. Les médias occultèrent totalement cet aspect du procès, bien qu'il fût synonyme de chantage, de corruption, voire des deux, et en dépit de la vigilance extrême dont font habituellement preuve les médias en la matière – comme on put le constater dans l'affaire Popieluszko. En mars 1984, l'ancien officier des renseignements Santivanez déclara que les gardes nationaux savaient que, « s'ils ne nommaient pas Casanova, ils seraient sortis de prison aussitôt que possible [56] ». Ce témoignage ne fut jamais évoqué dans le cadre du procès et les médias firent les idiots.

À l'instar des élections salvadoriennes de 1982 et 1984, le procès fut américain de A à Z, dans les méthodes ainsi que dans les enjeux, comme en témoigne la description d'Anne Carrigan : « La sécurité de la salle d'audience était aux mains d'une unité spéciale de protection judiciaire, formée et entraînée à Glencoe dans l'Alabama ; les jurés furent conduits à la salle d'audience le matin et ramenés chez eux après le verdict dans des véhicules blindés de l'ambassade américaine ; repas et lits de camp étaient fournis par l'ambassade, de sorte que, si nécessaire, les jurés et les membres de la cour pouvaient passer la nuit dans le périmètre protégé de la salle d'audience sécurisée. Et lorsque l'électricité fut coupée, dès le début de l'audience, la lumière fut rétablie grâce aux lampes tempête fournies par le personnel de l'ambassade. [57] »

L'enjeu était calculé en dollars américain Le Congrès avait gelé 19,4 millions de dollars, dont le déblocage dépendait de l'issue du procès. Dans les vingt-quatre heures qui suivirent le verdict, le département d'État, annonçant que justice avait été rendue, débloqua l'argent. Celui-ci fut remis au ministre de la Défense, Vides Casanova, celui-là même qui dirigeait la garde nationale à la date du 4 décembre 1980, quand les meurtres furent commis. Il avait assuré une impunité totale à son cousin qui, selon le témoignage du colonel Santivanez, en avait personnellement ordonné l'exécution, faisant traîner pendant trois ans et demi le procès de cinq subalternes.

Comme le modèle de propagande pouvait le laisser prévoir, les médias ne donnèrent aucun élément qui aurait permis de comprendre les enjeux réels du procès – l'omniprésence des Américains, la sécurisation de la salle d'audience, le refus de la défense de faire remonter la responsabilité vers les supérieurs hiérarchiques, le rôle de Vides Casanova, la transaction avérée argent contre procès pour ce cas unique, lequel traîna pendant trois ans et demi. Le 4 juin 1984, dans un article intitulé « Une défaite pour un escadron de la mort » – bien que le crime ait été commis par la garde nationale –, *Newsweek* identifia dans ce dénouement un « succès remarquable ». L'article insistait

sur les difficultés qui ralentirent le procès, et sur l'éventuelle volonté de certains membres de la hiérarchie d'enterrer l'affaire, mais sans tirer parti de cette information pour dénoncer la nature du système soutenu par les États-Unis. Enfin il clôt le débat en évoquant le rapport Tyler mais sans tenir aucun compte de l'implication de supérieurs hiérarchiques et sans même citer la reconnaissance par ce rapport de « preuves confirmant l'implication de hauts responsables », et des limites de ses informations. Bien sûr, aucune référence n'était faite à Santivanez ou au rapport Dinges : *Newsweek* s'en tint exclusivement à une source officielle, mais lue en diagonale.

* *
*

II-5. Vingt-trois religieux assassinés au Guatemala (1980-1985)

L'invasion planifiée par les États-Unis – qui allait se conclure en juin 1954 par le renversement du régime démocratiquement élu de Jacobo Arbenz – fut le tournant décisif dont toute l'histoire ultérieure du Guatemala ne fut que la conséquence. Après cette période, tandis que le Guatemala restait fermement ancré dans la sphère d'influence des États-Unis, les réformes économiques et sociales les plus urgentes furent exclues de l'ordre du jour ; enfin, la démocratie politique fut systématiquement réprimée et le terrorisme d'État institutionnalisé atteignit des sommets dramatiques entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. Le Guatemala ayant le statut d'État client, et la contre-révolution antidémocratique y servant les intérêts substantiels des élites, le modèle de propagande nous incite à supposer que les victimes de cet État seront jugées « non dignes d'intérêt », ce qui devrait se traduire quantitativement et qualitativement dans l'attention que leur porteront les médias. En outre,

tandis que les exactions commises dans les pays clients de l'Union soviétique, comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, sont systématiquement imputables à l'occupation soviétique, nous déduirons du modèle de propagande que les médias occidentaux ne verront évidemment jamais dans le terrorisme d'État au Guatemala la conséquence naturelle de l'intervention américaine de 1954 (et de ses suites). Nous pouvons imaginer, en revanche, que les États-Unis y seront présentés comme des spectateurs bienveillants et compatissants faisant tout leur possible pour contrer les violences des factions de droite et de gauche.

Quoi qu'il en soit, avant de nous pencher sur la couverture médiatique des événements du Guatemala, un bref retour sur la période cruciale de 1945-1954 et ses conséquences s'impose, afin de poser le cadre d'une étude détaillée de la contribution des médias occidentaux aux événements des années 1980. Arbenz et son prédécesseur, Juan Arévalo, instaurèrent le premier régime démocratique de l'histoire du Guatemala. Durant la décennie où ils exercèrent le pouvoir, journaux, groupements sociaux, syndicats, paysans et partis politiques pouvaient s'exprimer sans craindre meurtres ou répression [58]. Mais cette démocratie fragile n'en reposait pas moins sur une forte concentration de la propriété foncière et sur le contrôle des terres et des ressources et infrastructures stratégiques par des intérêts étrangers, ce qui constituait une menace permanente pour son indépendance et sa liberté politique ainsi qu'une véritable catastrophe humaine. Durant cette décennie démocratique, la lutte en faveur de la syndicalisation et de la réforme agraire fut notamment motivée par le désir de voir se former un électorat élargi pouvant fournir un socle à la démocratie [1]. Chaque avancée progressiste d'Arévalo ou d'Arbenz fut reçue avec une virulente hostilité par l'oligarchie locale, les milieux industriels internationaux et le gouvernement américain [60]. Il fut bientôt décrété que le

1. À peu près tous les observateurs indépendants étaient d'avis qu'une réforme agraire était plus que souhaitable, tant du point de vue de la rentabilité que de celui de l'équité [59].

« communisme » s'était emparé du régime ou menaçait de le faire depuis que la formation de syndicats avait été autorisée en 1947 et la réforme agraire, modeste certes mais réelle, initiée par Arbenz fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase [61]. Grâce à l'organisation, au financement et aux opérations directes de terreur et de guerre psychologique des États-Unis, une minuscule armée de mercenaires renversa bientôt le régime d'Arbenz et instaura à sa place un régime « anticommuniste ».

Après 1954, ni réformes ni démocratie, sans parler de changements radicaux, ne furent possibles au Guatemala. La principale raison en était que les forces aux mains desquelles les États-Unis avaient livré le pays en 1954 étaient « fermement opposées à tout changement susceptible de porter tant soit peu atteinte à leurs privilèges bien établis [62] » et avaient appris de l'expérience de 1945-1954 que, dans un système d'extrême inégalité, la démocratie menait inexorablement à des réformes et à une remise en cause des privilèges acquis. Les très brefs interludes d'ouverture de l'après-1945 furent marqués par la rapide émergence de mouvements en défense des droits des ouvriers et paysans, des grèves, et la formation de partis et de groupes radicaux. Comme l'écrivit Pedro Gleijeses, « dans les derniers mois de la période Arana, [1970-1974], la répression avait acquis un caractère plus sélectif et, à de nombreuses occasions, Laugerud [le successeur d'Arana, 1974-1978] avait dû se retenir de "régler" la question des grèves par la force ». Néanmoins, la modestie des réformes ainsi que les espoirs et les pressions qu'elles avaient éveillés imposaient de ne pas en rester là. Or, « étant donné la nature du régime », la vague de terreur qui suivit « demeurait l'unique option logique » pour la classe dirigeante guatémaltèque [63].

Une autre raison de l'échec des réformes et de celui de la démocratie fut l'influence permanente exercée par les États-Unis. Les milieux dirigeants américains avaient en effet jugé le pluralisme et la démocratie de 1945-1954 absolument intolérables, et avaient décidé d'y faire mettre un terme.

Réformes de façade

Les responsables américains firent assez souvent pression en faveur de réformes démocratiques purement formelles et d'une diminution du taux d'assassinats politiques. Ils n'en aidaient et soutenaient pas moins fermement un climat général précisément propre à saper les réformes démocratiques et à *faire augmenter* le nombre de meurtres. Au Guatemala (notamment), les causes du soutien inconditionnel aux institutions les plus antidémocratiques étaient principalement la peur de la gauche et l'hostilité chronique des responsables américains et des milieux d'affaires envers les organisations populaires (syndicats, organisations paysannes, partis politiques de masse), pour des raisons tant économiques que politiques. De sorte que le soutien occasionnel à *une image* plus libérale n'était d'aucun poids face au renforcement systématique d'institutions qui vidaient de sa substance toute velléité d'ouverture. Comme l'expliquait Lars Schoultz, la fonction de l'« autoritarisme militaire » – qui commença avec le coup d'État brésilien de 1964 pour se généraliser à toute l'Amérique latine et à bien d'autres régions de la sphère d'influence américaine – fut « d'anéantir définitivement la menace qui semblait peser sur la structure existante de privilèges socio-économiques, en éliminant la participation de la majorité en nombre [64] ». On pouvait toujours leur accorder de « participer », lors d'élections tenues après de longues périodes de pacification militaire et de démantèlement méthodique des organisations populaires [lire *infra*, chap. III].

Au cours des trente-deux années de tutelle américaine qui suivirent, non seulement le Guatemala devint progressivement un État terroriste presque sans égal dans le domaine de l'assassinat systématique de civils mais, en outre, sa propension au terrorisme augmentait de façon drastique à chaque période d'accroissement stratégique de l'intervention américaine. La première de ces périodes fut celle de l'invasion et de la contre-révolution qui mirent fin à la décennie de démocratie, réintroduisant au Guatemala l'assassinat politique et les répressions de grande envergure.

La seconde fit suite à l'émergence d'un petit mouvement de guérilla au début des années 1960, lorsque les États-Unis prirent véritablement en charge la formation contre-insurrectionnelle de l'armée guatémaltèque. En 1966, un autre petit mouvement de guérilla poussa les bérets verts américains à se lancer dans une vaste campagne contre-insurrectionnelle au cours de laquelle dix mille personnes furent tuées dans le cadre de la traque de quelque trois ou quatre cents guérilleros. C'est à cette période que les escadrons de la mort et les « disparitions » firent leur apparition au Guatemala. Dans les années 1970, la reprise en main de l'entraînement de la police par les États-Unis mena à une véritable institutionnalisation de la violence. Dans le droit fil de l'intervention de 1954 et des différentes formes qu'avait pris le soutien américain depuis cette période, le « règlement » des problèmes sociaux se borna finalement, au Guatemala, à l'instauration d'un terrorisme d'État permanent. Dans ce pays, les États-Unis venaient d'inventer « l'État contre-insurrectionnel ».

Le rôle particulier de l'armée dans le cadre d'un État contre-insurrectionnel eut pour conséquence un accroissement progressif de son statut et de son pouvoir, ce qui lui donna bientôt la capacité institutionnelle de diriger effectivement le pays. Comme dans de nombreux États clients des États-Unis, les militaires usèrent du pouvoir qui leur était ainsi conféré pour profiter des opportunités économiques, et s'approprier directement ou non tout ce qu'ils désiraient [65]. Terrorisme, pillage et autonomie des militaires guatémaltèques atteignirent un premier sommet – dépassé plus tard sous Rios Montt – sous la législature de Lucas Garcia (1978-1982.) Cette période coïncide avec le bref interlude de la politique de Carter favorable aux droits humains, au cours de laquelle on assista à une critique ouverte du gouvernement guatémaltèque et à une suspension partielle, sous la pression du Congrès, des fournitures d'armes en provenance des États-Unis [1]. Pour autant, même sous Carter, les

1. Pour davantage de soutien, le Guatemala se tourna dès 1977 vers Israël, qui n'a jamais refusé aux États-Unis ce type de services [66].

relations avec le Guatemala ne furent jamais hostiles – c'était juste comme si un enfant de la famille s'était conduit en garnement et avait été envoyé au coin un moment. L'une des raisons pour lesquelles le gouvernement Carter avait décidé de ne plus livrer d'armes était que le garnement en question ne courait alors aucun danger. Inversement, au Salvador, où l'administration Carter avait craint une victoire de la gauche dans les mêmes années 1980, le soutien au régime terroriste d'extrême droite afflua sans délai.

Durant la période Reagan, le nombre de civils assassinés au Guatemala s'éleva à plusieurs dizaines de milliers et chaque jour charriait son lot de disparitions et de corps mutilés [1]. Les études d'Amnesty International (AI), d'Americas Watch (AW) et autres observatoires des droits humains rapportèrent les sinistres effets d'une machine militaire devenue folle : massacres indiscriminés de paysans (dont un grand nombre de femmes et d'enfants), déportation de centaines de milliers de fermiers et de villageois vers de véritables camps de concentration, et enrôlement de force de centaines de milliers d'autres dans les milices civiles obligatoires [68]. Visitant le Guatemala en 1982, Reagan n'en déclara pas moins que le chef du gouvernement, Rios Montt, était « totalement dévoué à la démocratie » et victime d'un « coup monté » concernant de prétendus abus en matière de droits humains. Deux mois auparavant, AI avait publié un rapport décrivant une soixantaine de villages indiens où s'étaient déroulés des massacres de civils qui avaient fait, en trois mois, plus de deux mille cinq cents morts [69].

La politique de Reagan à l'égard du Guatemala, tout comme à l'égard de l'Afrique du Sud, était qualifiée « d'engagement constructif » [70]. Depuis le début, l'administration avait fait tout son possible pour réunir et expédier l'armement nécessaire afin de soutenir les gouvernements militaires. Les massacres en cours n'étaient que des points de détail. L'un des moyens par lesquels l'administration Reagan s'efforça de réhabiliter nos relations avec les différents

1. Le nombre de Guatémaltèques tués par l'armée du Guatemala entre 1979 et 1986 fut estimé à près de 100 000 [67].

régimes guatémaltèques fut de mentir constamment au sujet de leur profond respect des droits humains (Reagan ayant sa propre définition de ces derniers.) En juillet 1980, Stephen Bosworth, du département d'État, assura devant une commission parlementaire que le gouvernement de Lucas Garcia avait victorieusement attaqué les guérillas « tout en prenant soin de protéger les civils innocents [71] ». En 1981, le Rapport national du département d'État sur la situation des droits humains jugea tout bonnement impossible de déterminer qui était responsable des massacres au Guatemala et attribuait, en outre, les disparitions à la « droite » et à la « gauche », mais non au gouvernement. À l'inverse, en février 1981, AI donnait des preuves détaillées que les milliers de meurtres recensés étaient tous imputables au gouvernement, y compris ceux des escadrons de la mort, dont les victimes étaient désignées dans un bâtiment annexe du palais national, sous supervision directe du président Lucas Garcia [72].

Lorsque Lucas Garcia fut soudainement renversé la ligne de l'administration Reagan s'inversa, comme par enchantement, et Stephen Bosworth ne pouvait dès lors « trop insister sur le contraste favorable entre la situation actuelle des droits humains au Guatemala et la situation de décembre dernier ». Secrétaire adjoint aux droits humains, Melvin Levitsky déclara devant une autre commission du Congrès que « les États-Unis pouvaient difficilement rester en contact avec un gouvernement se laissant aller à perpétrer des violences à l'encontre de son propre peuple », comme cela avait été le cas avec le régime de Lucas Garcia [73].

Pourtant, quand Lucas Garcia était au pouvoir, Bosworth considérait que son régime était bienveillant, soucieux de protéger les innocents, et le département d'État était incapable d'assurer que le gouvernement avait la moindre responsabilité dans les massacres. Après la destitution de Lucas Garcia, le département d'État découvrit, avec la plus profonde indignation, qu'il massacrait aveuglément sa population. Ce faisant, il reconnaissait implicitement avoir précédemment menti et comptait bien sur la presse pour n'en rien dire. Les raisons de cette volte-face étaient

évidemment de présenter sous le meilleur jour possible le successeur de Lucas Garcia, à savoir Rios Montt. Sous la législature de ce dernier, on applaudit le « déclin spectaculaire » des violations des droits humains, selon les propres termes du porte-parole du département d'État, John Hugues, en janvier 1983. Pour Reagan, Rios Montt était victime d'un coup monté. Cependant, comme nous l'avons vu, AI constatait que Rios Montt était lui aussi un criminel de premier ordre. Il n'allait d'ailleurs pas tarder à dépasser son prédécesseur en matière de massacres de civils.

Lorsque Rios Montt fut à son tour renversé, la ligne du département d'État changea une fois de plus. On admit que les choses avaient été terribles sous Rios Montt, en 1982, mais *à présent*, on observait une amélioration remarquable, et le gouvernement faisait preuve d'une « sensibilité accrue à la question des droits humains [74] ».

De toute évidence, nous avons affaire là à un schéma classique, qui est presque une règle du genre : dans le cas d'un État terroriste avec lequel l'administration vise des « arrangements constructifs », tout va toujours très bien et même progresse ; mais dès lors que ce régime est renversé, sa cote s'effondre après coup et il apparaît soudain nettement pire que le régime désormais au pouvoir ! Ce schéma pour le moins spécieux où une même apologie vient couronner un régime terroriste après l'autre en s'accompagnant du dénigrement de celui qui vient d'être renversé est un mécanisme orwellien que les médias occidentaux associent généralement aux régimes totalitaires ennemis. Mais dans ce cas, c'est chez nous que cela se passe. Et cela ne peut fonctionner que si les médias sont prêts à jouer le jeu. Ils doivent se montrer, dès le départ, prêts à minimiser ou à occulter les formidables massacres qui ont lieu dans des pays comme le Guatemala. Dans un tel contexte, il serait bien sûr surprenant que les apologies en cascades, les mensonges défendant les criminels successifs et l'hypocrisie la plus ahurissante se voient consacrer une seule ligne.

Étant donné le rôle des États-Unis dans la mise en place et le maintien au pouvoir du régime contre-insurrectionnel guatémaltèque, la volonté marquée de ce régime de briser

l'essor des organisations populaires (c'est-à-dire, dans la rhétorique orwellienne, les « communistes ») et les intérêts industriels américains en jeu, le modèle de propagande laisse présager la plus totale indifférence des médias pour les victimes du conflit, « dépourvues d'intérêt » ainsi qu'une totale occultation du rôle des États-Unis dans l'évolution de ce conflit et des pratiques qui le caractérisent. Il laisse aussi penser que les rapports sur le Guatemala produits par Amnesty International ou d'autres associations de défense des droits humains seront systématiquement minorés ou passés sous silence, quelle qu'en soit la teneur, et aussi épouvantables que puissent être les exactions dénoncées. Le nombre de civils tués au Guatemala entre 1978 et 1985 tourne, en l'occurrence, autour de cent mille et les méthodes d'assassinat rappellent fortement celles de Pol Pot. Voilà qui met fort justement notre modèle à l'épreuve. En 1981, AI indiquait que « les corps des victimes ont été retrouvés amoncelés pêle-mêle dans des ravins, jetés au bord des routes ou entassés dans des fosses communes. Des milliers d'entre elles portaient des marques de tortures et, dans la plupart des cas, elles avaient été garrottées, étouffées dans des cagoules en caoutchouc ou abattues d'une balle dans la tête [75] ».

Les prévisions du modèle de propagande se trouvent ici magistralement vérifiés. Si l'on se réfère au tableau 2-1 [*supra*, p. 114], qui met en parallèle le traitement médiatique accordé à vingt-trois victimes ecclésiastiques au Guatemala et celui accordé à Popieluszko, seules quatre victimes sur les vingt-trois furent mentionnés dans notre échantillon, et ces vingt-trois victimes ensemble se sont vu accorder dans le *NYT* un vingtième de l'espace accordé à Popieluszko dans ce même journal. S'agissant du meurtre du révérend père Stanley Rother, ressortissant américain, le *NYT* du 5 août 1981 expliqua dans un entrefilet publié en dernière page que trois hommes avaient été arrêtés et devaient être interrogés. Quelles furent les suites de ces interrogatoires ? Les suspects furent-ils jugés ? Les lecteurs du *NYT* n'en surent jamais rien. Quant au gouvernement guatémaltèque, il ne fut jamais traqué, embarrassé ni mis en cause par l'insistance

des journalistes sur ce meurtre en particulier, ni sur aucun des vingt-deux autres, du reste.

Parallèlement à l'infime attention dont furent gratifiés les prêtres guatémaltèques assassinés, les détails des meurtres eux-mêmes restaient des plus succincts, ne suggérant ni outrage ni opiniâtreté. Même les articles un peu plus importants se gardaient bien d'évoquer le rôle du coup d'État de 1954, ou les livraisons d'armement et l'entraînement dont les États-Unis avaient longtemps fait bénéficier l'armée et la police guatémaltèques [1]. Ils avaient, au contraire, systématiquement tendance à situer ces crimes dans un contexte de guerre civile où des factions de droite et de gauche se livraient à des exactions arbitraires. Une dépêche d'American Press parue dans le *NYT* du 16 mai 1981 était titrée « Quatre Guatémaltèques tombés au champ d'honneur dans la confrontation droite-gauche ». L'article, qui porte sur le meurtre de l'un des vingt-trois prêtres, le révérend Carlos Galvez Galindo, commentait : « Il apparaît que les attaques s'inscrivent dans la longue lutte pour le pouvoir entre droite et gauche. » Une dépêche d'United Press parue dans le *NYT* du 29 juillet 1981 au sujet du meurtre du révérend Stanley Rother met elle en cause une attaque « d'extrémistes de droite » et non le gouvernement du Guatemala.

Time montre Rother et les Guatémaltèques de son village « pris au milieu d'une guerre civile non déclarée [76] ». Bien sûr, *Time* ne s'étendit jamais sur les origines de cette guerre civile, ni sur le rôle crucial du refus des États-Unis d'autoriser le moindre changement social pacifique, ou sur leur contribution à l'institutionnalisation de structures contre-insurrectionnelles permanentes. Certes, de manière très inhabituelle, *Time* soulignait ici la responsabilité du gouvernement dans « la grande majorité des crimes » et, plus exceptionnel encore, il citait un rapport d'AI prouvant que

1. Tandis qu'on n'observe à peu près aucune exception s'agissant des articles eux-mêmes, une bonne dizaine de tribunes libres et plusieurs courriers des lecteurs parus dans le *NYT* et le *Washington Post* entre 1980 et 1986 dénonçaient vivement le terrorisme d'État guatémaltèque, certains mettant vertement en cause la politique latino-américaine des États-Unis, décrivant de façon très précise la nature des activités américaines.

les escadrons de la mort paramilitaires étaient les séides du gouvernement. Mais l'article ne donnait aucune idée de l'ampleur et du type des exactions commises, s'en tenant, comme on l'a vu, à la thèse d'une guerre civile. Plus compromettante encore était sa représentation du débat politique américain. Selon *Time*, « le Guatemala pose même à la politique extérieure de l'administration Reagan un défi des plus redoutables : d'un côté, le pays semble victime d'une insurrection soutenue par Cuba et nécessitant le soutien des États-Unis, d'un autre côté le gouvernement viole manifestement les droits humains ». La dichotomie que propose *Time* est pour le moins bancale : le soutien cubain n'est qu'un vieil artifice de la guerre froide que rien de tangible n'est jamais venu étayer mais qui offre un cadre propagandiste commode et fréquemment mis en avant par le département d'État pour détourner l'attention de l'opinion publique de son soutien aux dictatures les plus sanguinaires. *Time* ne le posait pas moins comme équivalent d'un ensemble d'exactions bien réelles en revanche et particulièrement graves – sans même avoir à avancer l'ombre d'une source sérieuse. Ici, l'expression « d'un autre côté », malgré le « manifestement » qui suit, est plus une énormité qu'un euphémisme. L'administration Reagan avait bel et bien fait le choix de soutenir et d'excuser régulièrement un gouvernement génocidaire recourant aux massacres pour anéantir une révolte purement indigène. Le véritable défi pour l'administration Reagan – quoi qu'en dise *Time* – était de trouver le moyen de *vendre* cette politique de massacres. *Time* aidait de son mieux, en évoquant sans fondement ni réserve aucune son histoire d'insurrection soutenue par Cuba qui aurait posé un grave dilemme de politique extérieure.

Au cours des années d'holocauste (1978-1985), les organisations humanitaires publièrent un flot continu de documents offrant les preuves évidentes d'un terrorisme d'État atteignant des proportions génocidaires. La plupart de ces documents étaient de nature à édifier et soulever l'opinion contre ce qui était en train de se produire, mais les médias dont nous parlons les traitèrent de façon à en diminuer considérablement la valeur informative et la capacité à

soulever l'indignation du public, comme pouvait nous le faire anticiper notre modèle de propagande. Sur une base de dix rapports substantiels d'AI et d'Americas Watch sur le Guatemala, publiés entre 1981 et 1987, quatre seulement ont été *mentionnés*, dans notre échantillon de médias [77]. Aucun ne fut évoqué en première page ni ne fournit matière à un éditorial et moins encore à l'élaboration d'une campagne de dénonciation. En 1981, le remarquable rapport d'AI « "Disparitions" : un manuel », qui décrivait l'effrayant développement d'un terrorisme d'État peu ou prou calqué sur celui des nazis, fut totalement occulté dans les médias de notre échantillon. Il en alla de même pour celui de mars 1985 sur les « disparitions » qui, s'il avait été connu du public, aurait pu ruiner l'image que les médias donnaient des élections de 1984-1985 au Guatemala afin de légitimer le pouvoir en place. Daté de 1985, le rapport d'AW sur le groupe d'entraide fut lui aussi passé à la trappe, ainsi qu'une étude de 1987 sur la situation des droits humains au Guatemala au cours de la première année du gouvernement Cerezo. Nous y reviendrons un peu plus loin. Dans le prochain chapitre, nous verrons aussi comment les médias parlèrent au sujet de l'élection de Cerezo de liesse et d'optimisme, en dépit des précédents électoraux et des doutes exprimés par Cerezo lui-même sur sa propre capacité à exercer réellement le pouvoir. L'absence de toute rétrospective décrivant les véritables résultats de la présidence de Cerezo est caractéristique du refus général des médias de commenter les conséquences des élections dans un État client [lire *infra*, chap. III].

Nous évoquions plus haut l'importante étude d'AW, « Comment l'administration Reagan observe "une amélioration" en matière de droits humains au Guatemala », dont le thème central – et le plus frappant – était la reconnaissance rétrospective, par le département d'État, que son apologie du précédent général était erronée. Ce document particulièrement éclairant fut tout bonnement passé à la trappe par notre échantillon de médias, à l'exception du *NYT*, qui daigna lui accorder un minuscule article en page 7, sous le titre anodin suivant : « Les humanitaires

prennent les États-Unis à défaut sur la situation au Guatemala » (24.09.85). Le rapport y est décrit comme reprochant à l'administration d'avoir refusé de reconnaître de graves violations des droits humains au Guatemala, mais l'article occulte totalement l'accent qui y est mis sur la reconnaissance, après coup, d'impostures officielles. Ce type de précision eut d'ailleurs clairement révélé l'absence totale de crédibilité de la principale source d'information du *NYT*. Le dernier paragraphe de l'article – un bon quart de sa longueur totale – fait valoir la réponse du département d'État, lequel déclare qu'« Americas Watch est moins une organisation humanitaire qu'une organisation politique ». L'hypocrisie éhontée d'une telle réponse eut été aussi choquante que flagrante si l'article avait évoqué l'essentiel de ce qui, dans le rapport AW, prouvait que l'administration faisait non seulement l'apologie du terrorisme d'État, mais était prise ici, en outre, en flagrant délit de désinformation.

Dans sa volonté de couvrir les généraux guatémaltèques et l'agression terroriste qu'ils menaient contre leur propre population, l'administration Reagan prit ombrage d'organisations telles qu'AI ou AW. Ainsi lança-t-elle, en 1981-1982, une campagne de discrédit systématique contre ces organisations, dénoncées comme gauchistes et politiquement orientées. Le 15 septembre 1982, dans une lettre adressée à AI et au département d'Amérique du Sud à Washington, le sous-secrétaire d'État Thomas Enders traitait les rapports de ces organisations de partiaux et d'apologies des guérillas, décrites comme des « attaques terroristes » et « brutales ». Il écrivait notamment : « Nul ne cherche à nier la possibilité [*sic*] que certaines unités de l'armée, contrevenant à la politique d'État, aient pu prendre part à des violations des droits humains. Ce qui importe, c'est que, depuis le 23 mars, le gouvernement du Guatemala se soit engagé à changer d'attitude et ait fait en ce sens des progrès significatifs. [78] »

Cette absolution ahurissante d'une armée alors en plein massacre de milliers de civils fut diffusée au Guatemala même comme un document américain officiel et intégralement publiée dans la presse guatémaltèque. AW déclara à ce propos : « Nous estimons indéfendable l'usage qui a

été fait de cette lettre, au vu des risques encourus par les enquêteurs dans un environnement politique tel que celui du Guatemala. Il nous apparaît donc comme une preuve supplémentaire que le département d'État et le gouvernement guatémaltèque reconnaissent ne pas être neutres dans ce conflit. Quiconque rend compte de mauvaises nouvelles devient ainsi un ennemi qu'il faut autant que possible discréditer. »

AW indiquait en outre que les virulentes critiques portées contre elle et AI par le département d'État étaient non seulement dépourvues de fondement, mais surtout prenaient pour acquis que l'honnêteté des déclarations de l'armée guatémaltèque ne pouvait être mise en doute (sorte de candeur dont Enders fait clairement étalage dans sa lettre).

Comme nous l'avons vu au chapitre I, le gouvernement est à la fois la première source d'information et la première des « machines à protester ». L'épisode du Guatemala illustre clairement la propension du gouvernement à museler toute source d'information susceptible de le contredire. Ici, le fait que le *NYT* n'ait jamais dénoncé ni même mentionné cette sinistre campagne, bien qu'elle ait été menée dans le cadre d'une politique de défense de crimes contre l'humanité, est particulièrement révélateur. Nous verrons au chapitre suivant que le magazine *Time* contribua lui aussi à cette campagne contre AI, certes une seule fois au sujet du Guatemala mais en soulignant de manière édifiante qu'il s'agissait d'une « organisation controversée, bien souvent accusée de se montrer excessivement compréhensive à l'égard de la gauche ». Le département d'État, dont *Time* dépend entièrement pour son information, n'est jamais soupçonné de la moindre partialité. Enfin, le *Washington Post* du 4 décembre 1982 publia en dernière page un article de Terri Shaw au sujet de la lettre d'Enders reprenant les accusations du département d'État sous le titre « L'ambassade dénonce la "désinformation" au sujet du Guatemala : un rapport officiel américain affirme que les organisations humanitaires sont manipulées ». L'auteur y fait écho aux allégations de l'ambassade selon lesquelles « ce rapport n'eut jamais vocation à être rendu public », le

mettant ainsi à l'abri de toute critique ; et il occulte totalement la menace que la publication de ces accusations émanant du département d'État font encourir sur le terrain aux enquêteurs des organisations humanitaires. Certes, on n'interdit pas auxdits humanitaires de laisser entendre que le département d'État s'efforce de les discréditer, mais le terme « désinformation » n'est jamais appliqué aux déclarations du département d'État, et l'on n'examine jamais sérieusement les accusations dont il est l'objet. Voilà qui, sans rentrer dans les détails, en dit assez long sur la couverture de cette campagne de dénigrement. Pour finir, le rapport d'AW « Droits humains au Guatemala : neutres s'abstenir », qui traite spécifiquement de cette campagne et de la lettre d'Enders, ne fut, bien sûr, jamais mentionné.

* *
*

II-6. L'élimination du Groupe d'appui mutuel au Guatemala

Il était en réalité très difficile à des organisations de surveillance et de défense des droits humains de s'organiser et de se maintenir dans des « démocraties type escadrons de la mort » comme le Salvador ou le Guatemala. Entre octobre 1980 et mars 1983, pas moins de cinq responsables de la Commission des droits humains du Salvador furent arrêtés et assassinés par les forces de sécurité. Si nous nous fions au modèle de propagande, on peut supposer que les médias firent alors peu de cas de ces meurtres [79]. Et ce fut précisément le cas. À titre de comparaison, le *NYT* publia en tout et pour tout quatre articles de dernière page au sujet de ces cinq meurtres tandis qu'il en publiait, à la même période, trente-cinq sur le défenseur des droits humains soviétique Anatoly Sharansky, et pas nécessairement en

dernière page [1]. Cette disproportion de traitement recoupe assez justement les traits dominants de notre modèle de propagande pour ce qui est des victimes dignes ou indignes d'intérêt.

Pour les défenseurs des droits humains, le Guatemala était encore plus inhospitalier que le Salvador. L'archevêque de Ciudad Guatemala, Mgr Prospero Penados del Barrio, déclara en 1984 : « À l'heure actuelle, il est impossible pour une organisation humanitaire d'avoir son siège au Guatemala. [80] »

La pratique institutionnalisée des « disparitions » commença au Guatemala vers le milieu des années 1960 et prit finalement des proportions inégalées dans l'hémisphère occidental, jusqu'à atteindre quelque quarante mille victimes au total [81]. Les mouvements de protestation qui s'étaient organisés pour rechercher des informations et obtenir des recours légaux furent rapidement réduits au silence par la pratique systématique des assassinats politiques. Profitant d'une brève accalmie en 1966, l'Association des étudiants universitaires (AEU) se tourna vers les tribunaux pour obtenir des informations sur les disparus. Mais à la suite des révélations fracassantes sur l'assassinat de vingt-huit militants de gauche par les forces de police, cette voie se referma. Selon Michael McClintock, « au cours des quelques années qui suivirent, nombre de leaders de l'AEU et d'étudiants en droit qui y étaient affiliés furent traqués et abattus [82] ». Dans les années 1970, l'AEU mit sur pied un Comité des familles de disparus, qui siégeait à l'université nationale de San Carlos. Comme l'indique AW, ce comité fut « dissous après que des hommes en uniforme eurent fait irruption dans le centre d'assistance juridique de l'université et en eurent abattu le directeur, le juriste Edmundo Guerra Theilheimer, principal organisateur du mouvement [83] ». La Commission nationale pour les droits humains, autre organisation humanitaire, fut fondée vers la fin des années 1970 par la psychologue et journaliste Irma Flaquer. Son fils fut assassiné avant qu'elle-même ne « disparaisse », le 16 octobre 1980.

1. Encore Anatoly Sharansky n'avait-il pas été assassiné… [ndt]

Selon le Groupe parlementaire britannique sur les droits humains, il y eut, pour la seule année 1984, une centaine d'assassinats politiques en moyenne et plus d'une quarantaine de disparitions par mois au Guatemala [84]. Ces chiffres ne sont très probablement qu'une sous-estimation dans la mesure où on ne parla essentiellement que des disparitions survenues à Ciudad Guatemala et dans les environs. Or la majeure partie des meurtres et des disparitions frappèrent le monde rural et les communautés indiennes qui ne disposaient pour leur part d'aucun moyen de protester et se trouvaient d'autant plus exposées aux représailles.

C'est dans ce contexte de meurtres, de terreur, et des échecs antérieurs de mouvements de défense des droits humains que fut formé, en juin 1984, le Groupe d'appui mutuel (GAM). À l'origine de ce groupe on trouve le désespoir de ceux qui tenaient absolument à savoir où on avaient emmené les disparus et qui étaient prêts à tout risquer pour les retrouver. Nombre d'entre eux avaient déjà enduré toutes sortes d'épreuves et de frustrations au cours d'enquêtes et de recherches obstinées qui n'aboutissaient jamais. Il n'y a pas de voie légale pour obtenir réparation au Guatemala et il est illusoire de s'en remettre à la police ou aux tribunaux en la matière. À la recherche de sa fille disparue, M. Hicho se vit présenter plus d'une centaine de cadavres au cours des mois qu'il passa à la morgue et « 70 à 75 % d'entre elles avaient été torturées [85] ». Certains suivirent, dans leur quête, d'autres chemins non moins pénibles. Début 1985, une femme s'entendit répondre par un officier de l'armée que son mari était toujours en vie et qu'il pourrait s'arranger pour le lui ramener si elle couchait avec lui. Elle s'exécuta et son mari lui fut effectivement ramené peu après – mort [86].

L'objectif des militants du GAM était de se montrer plus efficaces par le biais de l'action collective et d'en tirer parti pour réunir des informations et obtenir réparation au moyen de pétitions et de manifestations publiques. Leur espoir de survie et de réussite reposait sur le fait que le chef de l'État, Mejia Victores, était alors présenté par l'administration Reagan comme un énième « réformateur », et le

tandem Reagan-Mejia Victores s'efforçait de donner de ce dernier une « image » susceptible de convaincre le Congrès de desserrer un peu les cordons de la bourse. Au Guatemala même, le GAM avait aussi le soutien de l'archevêque Penados del Barrio, ainsi que de groupes religieux et laïques, même si peu d'entre eux étaient en mesure de se faire entendre dans un cet environnement dominé par le terrorisme d'État. Sur le plan international, le GAM reçut le soutien politique significatif de partis progressistes et pro-humanitaires, ainsi que de nombreuses organisations de défense des droits humains.

En juin 1984, trente membres du tout nouveau GAM tinrent une conférence de presse à Ciudad Guatemala, dénonçant les « disparitions » et appelant le gouvernement à intervenir immédiatement « afin que nous retrouvions ceux que nous aimons ». Vers la fin juin, puis à nouveau début août, des réunions eurent lieu dans la cathédrale métropolitaine, en souvenir des disparus, la messe étant célébrée pour l'occasion par Mgr Penados, assisté du recteur de l'université, Meyer Maldonado. Un millier de personnes assistèrent à la messe du mois d'août. Le 1er de ce même mois, le groupe rencontra une première fois le général Mejia Victores qui leur promit d'enquêter sur les disparitions. Les 8 et 9 août, le GAM rendit ces promesses publiques, au moyen d'encarts publiés dans les principaux journaux. Par la suite, le groupe se mit à attirer l'attention de l'opinion sur l'incapacité du gouvernement à tenir ses promesses et évolua progressivement vers de nouveaux modes d'action. En octobre 1984, ils organisèrent une marche suivie d'une messe à la mémoire des disparus, en la cathédrale – la première grande manifestation au Guatemala depuis le 1er mai 1980, quand des manifestants avaient été arrêtés dans les rues, dont une centaine furent assassinés ou portés disparus).

L'organisation continua de croître. D'une poignée de personnes au départ (elle regroupait deux cent vingt-cinq familles en novembre 1984) à mille trois cents familles au printemps 1986. La plupart des membres du groupe étaient des femmes et dans leur grande majorité des paysannes

venues de la campagne. Elles étaient obstinées. Après les pétitions, les requêtes, les rassemblements et les marches de protestation, elles commencèrent à accuser publiquement et sans équivoque « les éléments des forces nationales de sécurité d'être directement responsables de la capture et de la disparition de membres de [leurs] familles [87] ». Elles exigeaient qu'une enquête soit ouverte avec le plus grand sérieux et que justice soit faite. Elles en appelèrent à l'assemblée constituante et commencèrent à manifester régulièrement en plein centre de Ciudad Guatemala, frappant sur des poêles et des casseroles et occupant même parfois pacifiquement des bâtiments officiels.

Évidemment, rien ne fut fait pour satisfaire aux demandes du GAM. L'assemblée n'avait de toute façon aucun pouvoir et était bien trop craintive pour voter ne fût-ce qu'une résolution de soutien. Les militaires au pouvoir se jouaient ouvertement du GAM. En public, devant une presse soumise, Mejia Victores déclarait : « Je n'entends pas fuir mes responsabilités et il faut faire quelque chose. » Mais en l'absence de la presse, il disait à ces femmes : « On dirait que vous êtes en train de m'accuser… Nous ne les avons pas [les disparus]. — Vous les avez ! insistaient-elles. — Nous ne les avons pas ! » répondait Mejia [88]. Les militaires finirent néanmoins par se lasser. Menaces téléphoniques, lettres d'avertissement et surveillance rapprochée firent leur apparition. Deux jours après l'entrevue avec Mejia, on retrouva les corps torturés de deux collaborateurs du GAM qui avaient disparu. L'un avait été jeté devant chez lui, les yeux arrachés et le visage à peine reconnaissable.

Lors d'une interview télévisée, le 14 mars 1985, Mejia Victores déclara : le GAM est « manipulé par des éléments subversifs, car s'ils ont des problèmes nous sommes en train d'y remédier, et nous leur avons offert tous les moyens possibles de [les résoudre] [1] ». Aussitôt après, la presse locale

1. Évidemment, tout cela avait été inventé de toutes pièces. Ce à quoi Mejia Victores fait allusion, en fait de commission d'enquête établie par lui, était un groupe exclusivement constitué de membres du gouvernement, au nombre desquels le ministre adjoint de la Défense, et dont les conclusions – aussi surprenant que cela puisse paraître – blanchissaient le gouvernement de tout soupçon [89].

croula sous une avalanche de gros titres insistant sur les avertissements du gouvernement et reprenant le thème de la manipulation du GAM par des éléments subversifs. Mimars, à la télévision, on demanda au général Mejia Victores quelles dispositions entendait prendre le gouvernement à l'encontre du GAM. Il répondit laconiquement : « Vous le saurez lorsque vous le verrez. [90] »

Le 30 mars 1985 (un mois après le procès Popieluszko), le principal dirigeant du GAM, Hector Gomez Calito, était arrêté, torturé et assassiné – les six policiers chargés de son arrestation furent eux-mêmes éliminés peu après sa mort [91]. Il avait été brûlé au chalumeau au ventre et en différents endroits et également frappé au visage avec une telle violence qu'il avait les lèvres tuméfiées et les dents cassées. On lui avait aussi tranché la langue. Le 4 avril, une autre responsable du GAM, Maria Rosario Godoy de Cuevas, son jeune frère de vingt et un ans et son fils de deux ans furent eux aussi arrêtés, torturés et assassinés. Quand on retrouva son cadavre, elle portait des marques de morsure à la poitrine et ses sous-vêtements étaient ensanglantés. Son fils de deux ans avait eu les ongles arrachés.

Du simple point de vue de l'intérêt de l'information, les meurtres de deux dirigeants du GAM ainsi que ceux de l'enfant et du jeune frère de l'une des victimes aurait dû se voir consacrer une attention toute particulière. Leur courage était exceptionnel ; l'infamie qu'ils combattaient était extraordinaire ; la cause qu'ils défendaient était on ne peut plus juste ; les exactions dont ils venaient d'être victimes dépassaient largement en horreur celles qui avaient été infligées à Popieluszko. Plus important encore, nous, les Américains, portions une grande part de responsabilité puisque ces meurtres avaient été perpétrés par un État client, totalement dépendant de notre aide, de sorte que toute dénonciation ou pression de notre part ne pouvait qu'être suivie d'effets significatifs dans le domaine des droits humains. D'un autre côté, l'administration Reagan œuvrait alors activement à forger des liens plus cordiaux et plus aidants avec le régime militaire guatémaltèque. Ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, s'efforçait-on de

présenter ce régime sous un jour favorable. Dans un tel contexte, le modèle de propagande nous permet d'anticiper que, aussi dramatiques et épouvantables qu'aient pu être ces meurtres, les médias américains ne les évoqueraient que superficiellement et aussi brièvement que possible – et que contrairement à l'affaire Popieluszko on n'observerait ici ni intérêt soutenu ni bouffée d'indignation susceptible de soulever un mouvement de protestation (ou de perturber les projets de l'administration). Nous verrons à quel point les faits sont venus corroborer ces prévisions.

Le tableau 2-3 compare la couverture médiatique de l'affaire Popieluszko avec celle de l'assassinat des leaders du GAM. La différence de traitement frappe au premier coup d'œil. Dans *Time*, *Newsweek* ou CBS News, l'affaire du GAM fut systématiquement traitée en brèves. Pas une fois le *NYT* ne la jugea assez significative pour lui consacrer sa une ou un éditorial, et l'on peut voir combien sa couverture de l'affaire resta superficielle. Ce quadruple meurtre fut évoqué pour la première fois le 7 avril 1985, dans un entrefilet en page 5 du journal où l'on peut lire que Maria Rosario Godoy de Cuevas avait été retrouvée morte dans sa voiture, au fond d'un ravin, en compagnie de son frère et de son jeune fils (laissant supposer qu'il pouvait s'agir d'un simple accident de voiture, thèse mise en avant plus tard par les autorités). Ni dans cet article ni dans aucun autre le *NYT* ne donne de détails sur l'état des corps, pas plus qu'il ne mentionne que l'enfant de deux ans avait eu les ongles arrachés [1].

Sous bien d'autres rapports, les articles du *NYT*, tous signés Stephen Kinzer, présentent une approche qui tend à minorer les crimes. En effet, ils ne se concentrent jamais sur les meurtres eux-mêmes : qui étaient les victimes ? qu'est ce qu'on leur avait fait ? qui l'avait fait ? pourquoi ? de quel contexte et de quelles structures institutionnelles

1. On note deux furtives exceptions : le 13 avril, un article concernant cette affaire précise que Gomez Calito avait été torturé. Le 19 avril, le second article précise qu'on lui avait tranché la langue. Aucun détail d'aucune sorte ne fut publié concernant le meurtre de Godoy de Cuevas, son jeune frère et son enfant.

Tableau 2-3

Couverture médiatique des victimes dignes ou non d'intérêt dans les principaux médias américains (2) : comparaison entre l'assassinat d'un prêtre polonais d'une part et celui de deux représentants officiels du Groupement d'appui mutuel

VICTIMES	*NEW YORK TIMES*				*TIME* ET *NEWSWEEK*		CBS NEWS	
	Articles [a]	Longueur des colonnes	Premières pages	Éditoriaux	Articles	Taille des colonnes	Nombre de citations au total	Nombre de citations au journal de début de soirée
	nb. (%)	cm. (%)	nb. (%)	nb. (%)	nb. (%)	cm. (%)	nb. (%)	nb. (%)
1) **Jerzy Popieluszko** assassiné le 19 octobre 1984	78 (100)	2 957 (100)	10 (100)	3 (100)	16 (100)	782 (100)	46 (100)	23 (100)
2) **Hector Orlando Gomez** et **Maria Rosario Godoy de Cuevas**, assassinés entre le 30 mars et le 6 avril 1985 (de même qu'un enfant qui fut torturé)	5 (6,4)	200 (6,8)	–	–	–	–	–	–

a. La couverture médiatique ici prise en compte porte sur une période de six mois à compter de la première mention faite de l'événement dans le même média.

de criminalité organisée participaient manifestement ces exactions ? etc. Dans le cas de Popieluszko, ces questions étaient précisément *au cœur* de la problématique. Kinzer ne donne à peu près aucun détail sur les circonstances des meurtres de membres du GAM et ne dit quasiment rien sur les victimes elles-mêmes et sur les raisons qui les avaient poussées à rejoindre le GAM. Quant aux auteurs des meurtres et aux efforts (ou non) pour les traduire en justice, c'est à l'évidence le cadet de ses soucis. Kinzer tient, certes, pour acquis que les meurtriers étaient commandités par des agents du gouvernement, mais à aucun moment il ne le dit clairement. Jamais il ne contextualise les faits ni n'offre le moindre cadre de référence permettant de les analyser. Il rend « objectivement » compte de l'événement, citant quelques déclarations laconiques et purement rhétoriques de survivants du GAM, contrebalancées par des déclarations de généraux guatémaltèques : ils approuvaient la formation du GAM (une demi-vérité des plus ambiguës) ; ils avaient constitué une commission d'enquête qui n'avait « découvert aucune preuve de l'existence de centres de détention secrets au Guatemala » – pas un mot de la composition de ladite commission, rien qui remette en cause ses conclusions, pas une ligne sur les faits sur lesquels elle aurait eu à se pencher (notamment sur les personnes disparues ou arrêtées dont on retrouve bien plus tard les cadavres mutilés). Enfin, les généraux cités nient toute implication dans les meurtres de Godoy, de son frère et de son enfant, qui, selon eux, ont simplement péri dans un accident de voiture. Si Kinzer avait décrit l'état des victimes, ce mensonge aurait éclaté au grand jour et soulevé naturellement quelques questions supplémentaires.

Article après article, Kinzer répète inlassablement que le gouvernement Mejia Victores a prêté serment de rétablir rapidement l'ordre civil, ce qui permet de minorer aussi bien les assassinats politiques quotidiens et leur origine que le meurtre des membres du GAM dont il est précisément question. Il n'explique jamais ce que peut bien vouloir signifier « l'ordre civil » dans un État terroriste dont – comme Kinzer le sait pertinemment – les véritables dirigeants n'en

resteront pas moins les mêmes forces armées [1]. Dans l'affaire Popieluszko, sitôt qu'il fut établi que le meurtre avait été commis par les forces de police, les médias se répandirent en commentaires sur l'appareil policier polonais et ses méthodes, se vouant sans réserves à la traque de responsables au sommet de la hiérarchie militaire. Au sujet du GAM, Kinzer écartait en bloc ce genre de questions. La structure de la machine à exterminer guatémaltèque et son fonctionnement offraient pourtant matière à d'excellents articles et les détails sur ses opérations ne manquaient pas à l'époque. Mais tout cela n'entrait pas dans l'ordre du jour gouvernemental ni dans la ligne du *NYT*. De la même façon, le rôle de Mejia Victores dans le meurtre des responsables du GAM – au regard de ses propres avertissements proférés la veille des meurtres, et sachant l'étendue quasi illimitée de son pouvoir discrétionnaire quant à la protection ou l'extermination de ses concitoyens – demeurait totalement occulté. Une fois de plus, l'implication de hauts responsables, s'agissant de victimes sans intérêt, ne peut cadrer avec la ligne de notre propagande. Consciencieusement, Kinzer présentait l'assassinat des membres du GAM comme de simples détails du contexte ambiant – regrettables certes, mais inévitables et participant de l'héritage complexe d'un pays agité, toutes choses qui, espère-t-on, s'arrangeront sans doute dès que le nouveau gouvernement civil aura pris ses fonctions.

S'efforçant d'alerter l'opinion internationale, deux des responsables encore en vie du GAM, Nineth de Garcia et Herlindo Hideo de Aquino, se rendirent en Europe entre mars et avril 1986, peu après l'investiture du président civil élu, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo. L'argument central de leurs interventions était que les meurtres et les disparitions n'avaient nullement diminué au cours des premiers mois de la présidence de Cerezo. Les escadrons de la mort avaient en réalité refait surface et étaient particulièrement

1. Comme nous le verrons au chapitre suivant, le nouveau gouvernement civil ne chercha aucunement à mettre un terme aux exactions de l'armée contre la population civile. On ne sera hélas pas surpris non plus que l'optimisme de la presse concernant la nouvelle administration civile ne fit nullement place à des reportages révélant ce qui se passait en réalité au Guatemala.

actifs à Ciudad Guatemala. Pour raisons de santé, Nineth de Garcia annula une visite à Washington et décolla directement d'Europe pour Chicago, où elle devait recevoir les clés de la ville des mains du maire, Harold Washington. Néanmoins, comme elle passait le poste de douane de Chicago, les fonctionnaires du service d'immigration lui imposèrent fouille, interrogatoire, et la harcelèrent durant deux heures, l'un des responsables des douanes la traitant de subversive et de communiste. Ils saisirent aussi les documents qu'elle transportait et menacèrent de l'expulser en dépit d'un séjour intentionnellement bref et d'un visa parfaitement en règle. La manœuvre d'intimidation ne fut cependant pas sans effet : Nineth de Garcia rentra le jour même au Guatemala. C'est un ami qui se présenta à sa place au banquet pour y recevoir en son nom les clés de la ville.

Cet incident est particulièrement révélateur. Il est peu probable que nos services de l'immigration auraient réservé ce genre d'accueil à Sharansky ou Lech Walesa, mais si d'aventure une telle chose s'était produite, l'indignation de la presse aurait été retentissante. Lorsque les sympathisants du GAM tinrent, à Chicago, une conférence de presse afin de protester contre ce scandale, les principaux médias dédaignèrent tout bonnement d'y assister et ni les dépêches d'agences de presse ni le courrier de protestation d'un groupe de représentants du Congrès, pourtant signé par le sénateur Daniel Patrick Moynihan, ne parvinrent à briser le silence. En réalité, la convergence entre la politique guatémaltèque de l'administration Reagan et les priorités des médias était totale. Selon deux des organisateurs de la conférence de presse de Chicago, un dossier de presse complet sur cet événement fut remis à Steve Greenhouse, correspondant du *NYT* à Chicago, mais jamais une ligne ne parut sur le sujet dans les colonnes du journal.

Le 17 septembre 1986, une dépêche de presse de l'armée guatémaltèque accusait le GAM de mener « une campagne de désinformation [...] injurieuse et insolente à l'encontre de l'institution militaire, qui dépasse [les limites] de la liberté et de la tolérance en matière de liberté d'expression. L'armée ne peut tolérer ni les insinuations ni l'outrecuidance des

manœuvres du GAM [...] qui s'efforcent de porter atteinte à l'image démocratique internationale du Guatemala » – dépêche qui fut présentée dans une notification « d'intervention d'urgence » de la Commission guatémaltèque des droits humains aux États-Unis, datée du 3 octobre 1986. Bien que des menaces similaires aient précédé le meurtre des deux responsables du GAM en mars et avril 1984, les médias américains ignorèrent totalement l'information – et ce malgré les efforts désespérés du GAM, de la Commission guatémaltèque des droits humains et de leurs alliés pour alerter l'opinion. Comme par le passé, le peu d'intérêt porté à ces victimes-là demeurait l'une des conditions de base du permis de tuer explicitement renouvelé aux militaires du Guatemala.

* *
*

Complément 2002

On retrouve exactement le même type d'éclairage politiquement biaisé dans l'usage médiatique du terme de « génocide », en 1990. Comme le met en évidence le tableau 2-4, « génocide » est un terme spécifique auquel ont systématiquement recours les représentants de gouvernements occidentaux lorsque des populations sont victimes d'exactions en territoire ennemi, mais rarement, sinon jamais, lorsque des exactions similaires voire bien plus graves sont commises par les États-Unis eux-mêmes ou des régimes alliés.

Tel fut notamment le cas de l'Irak de Saddam Hussein, cible américaine tout au long des années 1990, alors que, dans celui de la Turquie, allié et client des États-Unis, qui étaient son premier fournisseur d'armes alors qu'elle était engagée à cette époque dans un nettoyage ethnique à grande échelle des Kurdes, l'ex-ambassadeur américain Peter Galbraith déclarait que, « même si la Turquie réprime ses propres Kurdes, sa coopération demeure essentielle dans la mission menée par les États-Unis pour protéger les Kurdes d'Irak d'une nouvelle tentative de génocide des mains de Saddam Hussein [92] ». Le traitement infligé par la Turquie à sa propre population kurde n'était en rien moins meurtrier que le sort réservé par Saddam Hussein à leurs compatriotes d'Irak. Mais, pour Galbraith, la Turquie ne faisait que « réprimer » tandis que l'Irak perpétrait un « génocide ».

Tableau 2-4

Utilisation du terme de « génocide » dans les médias dominants à propos du Kosovo, du Timor-Oriental, de la Turquie et de l'Irak

PAYS ET DATES [a]	NOMBRE D'UTILISATION DU TERME AU SUJET DES SERBES, DES TURCS, ETC. [b]	NOMBRE D'ANALYSES ET DE TRIBUNES LIBRES FAISANT DE MÊME	ARTICLES	PREMIÈRES PAGES
1) Serbie / Kosovo 1998-1999	220	59	118	41
2) Indonésie / Timor 1990-1999	33	7	17	4
3) Turquie / Kurdes 1990-1999	14	2	8	1
4) Irak / Kurdes 1990-1999	132	51	66	24
5) Sanctions / Irak 1991-1999	18	1	10	1

a. Journaux utilisés pour l'élaboration de ce tableau, sur la base d'une recherche effectuée sur la banque de données Nexus : *Los Angeles Times, New York Times, Washington Post, Newsweek, Time.*

b. L'addition des chiffres des colonnes 2 et 3 ne correspondent pas aux totaux de la colonne 1, qui incluent aussi des courriers, des « états du monde » et des éléments de sommaire.

Ce tableau indique clairement que les cinq grands titres de la presse écrite étudiés s'alignent sur la même utilisation biaisée du terme de « génocide », y ayant fréquemment recours au sujet d'exactions commises par des États ennemis et nettement moins s'agissant d'exactions non moins graves commises par les États-Unis eux-mêmes ou leurs alliés et clients. On peut même déduire de la seule utilisation du mot quels sont les alliés des États-Unis et leurs adversaires. Ainsi en 1999, alors que les États-Unis menaient leur guerre contre la Yougoslavie avec leurs alliés de l'OTAN, prétendument pour répondre à l'agression par ce pays de sa propre communauté albanaise au Kosovo, les dénonciations officielles de celle-ci emplirent les médias, très souvent qualifiées de « génocidaires ». Même cas de figure s'agissant de la répression irakienne contre les Kurdes – après que Saddam Hussein eut cessé d'être un allié des États-Unis [I] – qui dit ennemi officiel dit dénonciations officielles, sanctions sévères, et couverture similaire par tous les médias.

À l'inverse, la Turquie et l'Indonésie sont alliés et clients de longue date des États-Unis, dont ils reçoivent une assistance économique et militaire. Par voie de conséquence, et conformément à ce que prédirait le modèle de propagande, les médias accordèrent une attention minimale aux graves exactions commises par la Turquie à l'encontre des Kurdes tout au long des années 1990 ainsi qu'à l'aide généreuse accordée par l'administration Clinton à la mise en place de ce programme de nettoyage ethnique. Et ils utilisèrent rarement le mot de « génocide » pour qualifier ces opérations.

De même, le mot fut peu appliqué aux massacres perpétrés par l'armée indonésienne au Timor-Oriental soumis à une nouvelle vague de terreur lorsque l'Indonésie s'efforça d'empêcher ou de s'assurer un résultat favorable au référendum de 1999 sur l'indépendance, organisé sous l'égide

I. Dans les années 1980, lorsque Saddam Hussein était l'allié des États-Unis et jouissait de leur plus total soutien, le fait qu'il eût recours à des armes chimiques contre les Kurdes d'Irak, qui firent de milliers de victimes en 1988, ne remettait nullement en cause l'appui que lui accordait l'administration Bush, lequel lui fut assuré jusqu'au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 30 août 1990 [93].

des Nations unies. Après avoir aidé Suharto à prendre le pouvoir en 1965 au prix d'un des pires bains de sang du XXe siècle [I], les États-Unis soutinrent sa dictature durant trente-deux années, lui accordant un appui militaire et diplomatique crucial lorsqu'il envahit et occupa le Timor-Oriental à partir de 1975 [II].

En 1999, tandis que l'Indonésie recourait à la violence pour faire échec au référendum sur l'indépendance, les États-Unis maintinrent leurs programmes d'assistance militaire et refusèrent d'intervenir pour mettre fin aux massacres, au prétexte que ce qui était en train de se passer relevait « de la responsabilité du gouvernement indonésien » et qu'ils ne voulaient en aucun cas « leur retirer cette responsabilité » – comme l'affirma le secrétaire à la Défense William Cohen, le 8 septembre 1999, lors d'une conférence de presse. Cette déclaration intervenait après que l'Indonésie avait déjà fait massacrer des milliers de personnes et détruit la majeure partie du Timor-Oriental. Peu après, confrontés à une pression internationale considérable, les États-Unis invitèrent les militaires indonésiens à quitter le pays dévasté.

Nous verrons au chapitre VI qu'en 1975 et par la suite les Timorais furent traités comme des « victimes indignes d'intérêt » par les médias américains, qui réservaient leur attention et leur indignation aux massacres perpétrés au Cambodge, sous Pol Pot, pratiquement à la même période. « Dignes d'intérêt », les victimes de Pol Pot, leader communiste, l'étaient – même si elles cessèrent de l'être lorsque, au

I. La CIA elle-même désignait le bain de sang de 1965-1966 en Indonésie comme « l'un des pires massacres de masse du XXe siècle ». Le chiffre de cinq cent mille victimes produit par le chef de la sécurité de l'État indonésien au sujet de ces massacres doit être regardé comme l'évaluation la plus basse possible [94].

II. Ancien ambassadeur américain aux Nations unies, Patrick Moynihan se targue dans son autobiographie de la manière dont il parvint, en 1975, à mettre l'Indonésie à l'abri de toute action internationale susceptible d'interférer avec son agression : « Le département d'État voulait que les Nations unies s'avèrent parfaitement incapables d'agir, quelque mesure qu'elles puissent prendre [au sujet de l'invasion du Timor-Oriental par l'Indonésie]. Je fus désigné pour cette tâche, et la menai à bien, avec un succès non négligeable. » Sans le moindre regret, il ajoute qu'en quelques semaines soixante mille personnes avaient été tuées dans cette agression, menée sous sa responsabilité [95].

renversement de ce dernier par les Vietnamiens en 1978, l'administration américaine soutint alors Pol Pot [96]. Comme le montre le tableau, les Timorais, eux, demeurèrent « indignes d'intérêt » jusqu'à la fin des années 1990.

Entraînant le petit groupe de pays favorables à un durcissement des sanctions à l'égard de l'Irak à la suite de la première guerre du Golfe de 1991, les États-Unis furent responsables de la mort de nombreux civils irakiens tout au long des années 1990. John et Karl Mueller affirment que ces « sanctions de destructions massive » firent « davantage de victimes en Irak que n'en tuèrent jamais la totalité des armes dites de destruction massives, tout au long de l'histoire » [97]. Une large proportion de ces victimes directes des sanctions, plus d'un million de morts en tout, n'étaient que des enfants. Carol Bellamy, alors directeur exécutif de l'UNICEF, soulignait que, « si la réduction substantielle de la mortalité infantile que connaissait l'Irak des années 1980 s'était poursuivie au cours des années 1990, on aurait compté au total, entre 1991 et 1998, un demi-million en moins de décès d'enfants en dessous de cinq ans dans le pays [98] ». Bien que ces décès soient directement imputables à la politique menée par les États-Unis dans la région et que la secrétaire d'État Madeleine Albright ait alors publiquement déclaré sur une chaîne nationale que ces cinq cent mille morts d'enfants « en valaient la peine [99] », on pouvait s'attendre à ce que les médias américains jugent ces victimes « indignes d'intérêt », à ce qu'elles aient droit de leur part à aussi peu d'attention que d'indignation, et à ce qu'ils ne jugent pas le terme de génocide applicable dans ce cas. Le tableau 2-4 montre en effet que c'est bien ce qui s'est passé.

Ce constat de graves distorsions dans la couverture médiatique suggéré par les occurrences de « génocide » reportées dans le tableau se trouve renforcé par le fait que, aussi grande qu'ait été l'attention indignée que portèrent les médias aux exactions commises par les Serbes à l'encontre des Albanais du Kosovo en 1998-1999, il ne fait désormais aucun doute que ces exactions étaient alors infiniment moins graves que celles dont souffraient les Kurdes en Turquie dans les années 1990, ou que celles que l'armée et

les paramilitaires indonésiens infligeaient aux Timorais en 1999. Au Kosovo, les États-Unis et d'autres sources occidentales estimaient que le nombre total de tués des deux camps n'excédait pas deux mille avant le début des bombardements de l'OTAN, et les victimes d'attaques serbes et les expulsions qui suivirent et accompagnèrent les bombardements de l'OTAN se chiffrent aussi de l'ordre de quelques milliers. En août 2000, les recherches intensives effectuées après guerre pour mettre au jour les supposés nombreux charniers n'avaient permis d'exhumer que quelque trois mille corps, qui n'étaient pas nécessairement tous des civils albanais ni des victimes des Serbes. [1]

Au cours des années 1990, dans la guerre des Turcs contre les Kurdes, on estima à plus de trente mille le nombre des victimes, principalement des civils kurdes, avec en outre deux à trois millions de réfugiés. Au Timor-Oriental, où les militaires indonésiens organisaient et collaboraient avec les paramilitaires opposés au référendum sur l'indépendance du 30 août 1999, cinq à six mille civils est-timorais furent massacrés avant même le référendum, qui rejeta la domination indonésienne, déclenchant une furieuse vague de représailles des militaires et miliciens contre les Timorais [101].

Les « deux poids, deux mesures » que reflète l'utilisation politisée du terme de « génocide » s'appliquent au traitement de l'information de façon plus large, les médias se focalisant régulièrement sur les souffrances des victimes jugées « dignes d'intérêt », minimisant et négligeant tout à la fois le sort de celles qui ne le sont pas. À titre d'exemple, on pourrait considérer le traitement médiatique contrasté des victimes du supposé massacre de quelque quarante albanais à Raçak, au Kosovo, le 15 janvier 1999, et celui d'environ deux cents Timorais à Liquica, au Timor-Oriental, le 6 avril 1999 [102].

Le premier était utile aux autorités américaines, qui tentaient alors de préparer l'opinion des pays occidentaux

1. De nombreux combattants serbes ou membres de l'Armée de libération du Kosovo furent tués au Kosovo, et bien des civils furent victimes des bombes de l'OTAN ou d'attaques dont le but n'était pas de tuer des civils [100].

à l'imminence d'une attaque des forces de l'OTAN contre la Serbie. Bien que les faits concernant les événements de Raçak [I] – survenus au cours d'un accrochage entre l'armée serbe et les rebelles indépendantistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) sur le territoire serbe – étaient et demeurent controversés, ces morts furent immédiatement dénoncées et dépeintes par les représentants des États-Unis et de l'OTAN comme un « massacre » intolérable [II]. Les grands médias américains firent de même unanimement et donnèrent à ce récit de massacre une place très importante sans aucune perspective critique [106]. Ce qui aida à donner une base morale aux bombardements de la Yougoslavie par l'OTAN, qui commencèrent le 24 mars 1999.

À Liquica, la mort des Timorais qui s'étaient réfugiés dans l'église catholique, abattus par des milices formées et encadrées par l'armée indonésienne, constituait clairement un « massacre », les victimes y furent apparemment plus nombreuses qu'à Raçak et les exactions furent commises sur un territoire illégalement occupé par une puissance étrangère, l'Indonésie. Le cas était en outre loin d'être isolé et n'eut pas lieu lors d'une bataille comme au Kosovo – c'était l'immolation délibérée de civils. Mais les responsables américains ne dénoncèrent pas ce massacre et même, en fait, le soutien actif aux militaires indonésiens se poursuivit tout au long de cette période et encore deux semaines après le scrutin, date à laquelle 85 % des habitants avaient été chassés de chez eux, et plus de six mille personnes avaient été massacrées. Les principaux médias américains suivirent la ligne officielle.

Sur une période de douze mois suivant la date de chacun des deux événements, les mentions de Raçak dans les cinq

I. Au sujet de Raçak, Madeleine Albright parla d'un « événement galvanisant » [103].

II. Les preuves apparues depuis ne faisant que renforcer les doutes concernant la version de l'OTAN et de l'UCK [104]. Plus récemment, trois experts médicolégaux finlandais membres du groupe d'experts qui eut à examiner les quarante corps découverts à Raçak ont révélé que leur équipe n'avait jamais rien trouvé qui puisse étayer les allégations de mutilations des victimes par les Serbes. En outre, les données fournies dans l'article jettent un doute supplémentaire sur l'idée que les victimes auraient toutes été exécutées [105]. Il est tout de même remarquable que l'OSCE n'ait toujours pas jugé approprié de publier le rapport d'autopsie original duquel les données ont été extraites.

titres repris dans le tableau excédaient celles de Liquica dans une proportion de 4,1 pour 1 ; et si on s'intéresse à la qualification de « massacre », la proportion est de 6,7 pour 1, et de 14 pour 1 du point de vue de la longueur des articles mesurée au nombre de mots. *Newsweek*, par exemple, qui cita neuf fois Raçak et son « massacre », omis de mentionner Liquica même une fois.

Ainsi, avec la collaboration des médias, les autorités américaines utilisèrent efficacement les tueries de Raçak afin de préparer l'opinion à la guerre, non seulement à travers une couverture intensive mais aussi parce que les médias prirent les allégations officielles de massacre pour argent comptant. Dans le même temps, la couverture du massacre incontestable de Liquica restait en dessous d'un seuil critique en volume et indignation, ce qui s'accordait parfaitement avec le choix politique américain de laisser à l'Indonésie, son alliée, le soin de gérer les événements au Timor-Oriental.

III. Légitimité électorale contre élections nulles et non avenues dans le tiers-monde Salvador - Guatemala - Nicaragua

Les élections dans le tiers-monde sont un excellent moyen de tester la fiabilité du modèle de propagande. Il y a des élections dans des pays amis, qui sont nos clients et visent à asseoir la légitimité de leurs dirigeants et de leur régime ; il y en a aussi dans des pays qui nous déplaisent, où se trouvent nos ennemis, qui visent à légitimer *leurs* systèmes politiques.

Cette dualité naturelle se trouve renforcée par le fait que les États-Unis sponsorisent généralement les élections dans les pays amis, apportant leur savoir-faire en matière d'organisation et de relations publiques. Ainsi en République dominicaine en 1966, et régulièrement depuis, les États-Unis ont-ils organisé dans leur État client ce qu'on appela des élections « démonstratives », à savoir des élections dont la fonction première est de convaincre l'opinion américaine que l'intervention militaire était désintéressée, que la population du pays envahi et occupé accueillait les occupants à bras ouverts, et qu'un choix démocratique lui était offert [1].

En 1982 et 1984, les élections au Salvador étaient d'authentiques élections démonstratives, et celles organisées au Guatemala en 1984-1985 étaient fortement soutenues par les États-Unis pour des questions d'image. À l'inverse, celles du Nicaragua en 1984 avaient pour objet de légitimer un gouvernement que l'administration Reagan s'était efforcée par tous les moyens de déstabiliser et de renverser.

Le gouvernement américain œuvra donc massivement à discréditer ces élections.

Le modèle de propagande prévoit le soutien des médias aux objectifs et à l'ordre du jour du gouvernement. Ainsi, quels que soient les faits, les « bonnes » élections donneront l'onction démocratique aux gouvernements élus tandis que les autres seront entachées d'irrégularités et présentées comme de véritables mascarades électorales ne conférant aucune légitimité. Ce qui permet de tester une nouvelle fois notre modèle de propagande, c'est que les élections au Salvador en 1982 et au Guatemala en 1984 et 1985 se déroulèrent dans un contexte de terrorisme d'État et de répressions massives des populations civiles, ce qui était loin d'être le cas au Nicaragua. Pour trouver les premières légitimes et celles du Nicaragua contestables, les médias devaient se montrer particulièrement partiaux et faire nécessairement l'impasse sur le terrorisme d'État comme élément du contexte général des élections au Guatemala et au Salvador.

Afin de mettre en évidence l'applicabilité du modèle de propagande dans ces différents cas, nous étudierons premièrement les principes de la propagande sur les élections que le gouvernement américain s'est efforcé d'imposer aux médias. Dans un second temps, nous passerons en revue le contexte général des scrutins dans chacun des trois pays avant d'examiner la manière dont les médias américains ont couvert chacune des trois élections.

* *
*

III-1. Principes de propagande électorale

Le gouvernement américain eut recours à toute une panoplie de dispositifs pour crédibiliser les élections organisées sous sa houlette. Il avait aussi établi un programme identifiable de points qu'il souhaitait voir mis en avant et d'autres qu'il voulait voir minorés ou occultés.

La manipulation de la symbolique et de l'ordre du jour est au centre de la stratégie destinée à donner une image favorable d'élections qu'on soutient. Le gouvernement qui les sponsorise tente d'associer le scrutin avec le mot sacrosaint de « démocratie » et de mettre en avant le soutien du régime militaire aux élections (et donc à la démocratie) : il souligne à quel point la tenue même d'élections est admirable dans un contexte de conflits internes et fait passer pour un triomphe moral le fait que l'armée ait finalement accepté (fut-ce à contre-cœur) de jouer le jeu des élections et de se plier au verdict des urnes.

À l'inverse, le refus de l'opposition rebelle de participer aux élections est dépeint comme un rejet de la démocratie, attestant clairement ses penchants antidémocratiques, bien que le *mode même* d'organisation des élections implique l'exclusion des urnes de tout leader rebelle [1]. Le gouvernement sponsor a ainsi à cœur de se saisir de toute consigne de boycott venant de l'opposition et de tout mot d'ordre visant à perturber le processus électoral afin de transformer les élections en un conflit dramatique opposant, d'un côté, l'armée « renaissant » à la démocratie et le peuple défendant chèrement son droit de voter pour la « paix » ; de l'autre, les opposants rebelles combattant la démocratie, la paix et le droit de vote. De sorte que l'enjeu dramatique du scrutin est la participation qui mesure la capacité des forces de la démocratie et de la paix (l'armée) à l'emporter sur les menaces que font peser les rebelles.

Pour assurer le succès des élections en termes de relations publiques, des observateurs assermentés sont déployés. Leur fonction officielle est de s'assurer que le processus électoral se déroule de façon « loyale ». Leur fonction réelle est cependant d'en donner *l'apparence* en mettant en avant ce qui est

1. Dans le cas des élections salvadoriennes de 1982 et 1984, le gouvernement avait impérativement besoin de la complicité des médias pour minimiser non seulement ce plan lui-même mais surtout le fait que les rebelles avaient été amenés à se soulever précisément parce que l'armée s'était, des années durant, opposée à toute tentative de démocratisation, et que de toute façon les rebelles n'auraient pu participer aux élections, ayant beaucoup trop de chances de se faire assassiner – en novembre 1980, les cinq leaders de l'opposition politique au Salvador furent arrêtés, à San Salvador même, puis torturés, assassinés et leurs corps mutilés.

important pour le gouvernement ; ainsi qu'en orientant la presse vers des sources fiables [I]. Longues files d'attente, mines réjouies, absence de violences en leur présence et autres déclarations enthousiastes de représentants de la puissance tutélaire et de son État client constituent le b.a.-ba de cette certification [II]. Cette superficialité n'est aucunement incompatible avec une fraude électorale accomplie au grand jour. La loyauté d'un scrutin repose fondamentalement sur une série de conditions qu'il est tout à fait impossible de contrôler lors de la rapide visite guidée des observateurs officiels. En outre, les observateurs officiels d'élections sous tutelle posent rarement les bonnes questions [III]. S'ils peuvent ainsi s'acquitter de leur fonction de relations publiques, c'est que le gouvernement choisit des observateurs qui sont des partisans de confiance de ses objectifs et met l'accent sur leur rôle, la presse leur témoignant un grand respect [IV].

Ce qui n'est pas intéressant du point de vue du gouvernement, concernant les élections qu'il sponsorise, ce sont tous les paramètres de base qui font, en amont du scrutin, que celui-ci a ou non un sens. À savoir : (1) la liberté

I. Comme nous l'avons montré au chapitre I, le gouvernement et d'autres groupes de pression accaparent l'attention des médias, non seulement en les inondant de leur propre propagande, mais en produisant d'authentiques « experts », prompts à valider cette propagande.

II. Pour une illustration idéal-typique du parti pris et du manque d'intégrité des observateurs, lire *infra*, annexe II.

III. Selon le sénateur Nancy Kassenbaum, « la mission de la délégation d'observateurs était simple : attester de l'équité, de l'honnêteté et de la probité du vote, du décompte des voix et de l'annonce du résultat final des élections salvadoriennes [2] ». Cet ordre du jour n'implique la prise en compte d'aucune des conditions de base indispensables à des élections libres – telles la liberté de parole ou l'absence de terrorisme d'État –, permettant de juger par avance de la validité des élections.

IV. En avril et mai 1979, le *New York Times* laissa même les observateurs de la très droitière Freedom House dominer sa couverture des élections organisées en Rhodésie par Ian Smith – Premier ministre et leader raciste de la minorité blanche. En dépit de l'effroyable guerre civile qui faisait rage et de l'éviction des groupes rebelles noirs – qui ne pouvaient présenter de candidat –, la Freedom House trouva les élections équitables. Tenues un an plus tard sous contrôle britannique, les mêmes élections gratifièrent le candidat noir soutenu par Ian Smith de 8 %, au lieu des 65 % que lui avaient valus des élections « loyales », tandis que les rebelles noirs précédemment exclus obtenaient une large majorité. De son côté, la Freedom House jugea les secondes élections douteuses ! [3]

d'expression et de réunion ; (2) la liberté de presse ; (3) la liberté de créer et de pérenniser des groupes intermédiaires économiques, sociaux et politiques (syndicats, organisations paysannes, clubs politiques, associations d'enseignants et d'étudiants, etc.) ; (4) la liberté de former des partis politiques, d'en organiser les membres, de présenter des candidats et de faire campagne sans risquer des violences extrêmes ; (5) l'absence de terreur d'État et aucun climat de peur dans l'opinion. On peut ajouter la gamme des moyens de coercition, qui peuvent inclure le vote obligatoire ou les menaces pesant sur les abstentionnistes, qui permettrait peut-être d'expliquer la participation par d'autres causes que la dévotion à l'armée et à ses objectifs. Entre autres points qui doivent être minorés ou occultés en fonction des standards de la propagande gouvernementale, on trouve aussi le rôle du gouvernement américain dans le financement et l'organisation des élections, la teneur de la campagne interne de propagande menée pour obtenir le vote requis, les fraudes et irrégularités, de même que les pressions et menaces exercées sur les journalistes couvrant les élections.

Un autre point de focalisation du gouvernement est le *but* des élections. Si ce but est d'influencer la population aux États-Unis, évoquer le sujet pourrait éveiller des soupçons. S'agissant des élections au Vietnam en 1967, ou de celles du Salvador de 1982 et 1984, le but visé n'était pas tant de se concilier l'opinion que de lui donner une fausse idée des objectifs réels. Dans ces deux exemples, on proclama que des élections permettraient d'avancer sur la voie d'un règlement pacifique du conflit, alors que leur objectif était de préparer le terrain à une intensification de la guerre. En 1967, aucun candidat proposant une option pacifique n'aurait pu sérieusement se présenter aux élections vietnamienne [4] ; et comme nous allons le voir, il n'y avait pas un seul candidat de la paix au Salvador, pas plus en 1982 qu'en 1984, bien que sondages et envoyés spéciaux n'aient eu de cesse de répéter que c'était là la première préoccupation de l'électorat. Ce qui souligne à la fois le caractère biaisé des élections et combien il était impératif que les intentions américaines restent secrètes.

Lorsque des élections se tiennent dans des pays ennemis ou en disgrâce, la vision du gouvernement américain s'inverse complètement. Le processus électoral n'y est plus synonyme de démocratie et les représentants de l'administration américaine cessent de trouver admirable que des élections puissent avoir lieu dans des conditions difficiles. Ils ne demandent plus à l'armée de soutenir les élections et de bien vouloir se plier au verdict des urnes. Au contraire, les leviers dont dispose le parti dominant grâce au contrôle ou au soutien de l'armée est ici dénoncé comme compromettant l'intégrité des élections. Le sabotage des élections par l'opposition cesse d'exprimer un rejet de la démocratie, et une forte participation n'est plus considérée comme le dénouement du drame de la lutte acharnée des forces de la démocratie et de la paix contre une opposition rebelle. *Cette fois*, l'accent est mis sur les intentions de ceux qui promeuvent les élections, lesquels tentent de se légitimer par cette manipulation de prétendues élections.

Qui plus est, la hiérarchie des facteurs les plus déterminants pour la validité du scrutin est complètement bouleversée. Loin de s'attarder à des broutilles – longues files d'attente, mines réjouies des votants, suspense du dépouillement en fin de journée et charisme des candidats –, toute l'attention se trouve désormais focalisée sur les paramètres de base qui, dans le cas précédent, n'étaient pas pertinents. Ainsi que le faisait remarquer le secrétaire d'État Shultz, « le plus important est que, lorsque doit se tenir une consultation électorale, les procédures soient respectées non seulement au moment du vote mais dans chacun des aspects préliminaires qui engagent la validité du scrutin » ; et Shultz de préciser, pour être bien compris, que la validité du scrutin en question tenait fondamentalement à ce que « des groupes d'opposition politiques » soient autorisés « à se former, à s'exprimer publiquement, à disposer du droit d'assemblée et à accéder aux médias » [5]. Ces remarques visaient les élections de 1984 au Nicaragua. Bien sûr, aucun membre du Congrès ou représentant de la presse ne chercha à savoir si de tels critères ne devaient pas

s'appliquer, après tout, aux élections organisées la même année au Guatemala ou au Salvador.

En fait, le gouvernement avait recours à un système presque parfait de double pensée orwellien : oublier un critère « qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore [6] ». Il s'agissait bien de cela lorsqu'un haut fonctionnaire américain expliqua – à des membres de la Latin American Studies Association (LASA) observant les élections au Nicaragua – que « les États-Unis ne sont pas tenus d'appliquer les mêmes critères de jugement à un pays dont le gouvernement leur est ouvertement hostile qu'à un pays comme le Salvador, qui ne l'est pas. Ces gens-là [les sandinistes] pourraient créer en Amérique centrale une situation constituant une réelle menace pour la sécurité des États-Unis. Cela nous autorise à changer nos standards [7] ».

Même si le gouvernement applique ouvertement la doctrine des deux poids, deux mesures, on attendrait de médias revendiquant un minimum d'objectivité, s'ils ne font pas totalement partie d'un système de propagande, qu'ils s'en tiennent à une norme fixe. Les médias américains ont-ils appliqué une norme fixe dans leur couverture des élections au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua ? ou ont-ils suivi l'agenda de leur gouvernement dans le but d'éclairer sous un jour favorable les deux premières et de dénigrer l'autre ?

* *
*

III-2. Contexte général des scrutins au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua (1982-1985)

Chacun de ces trois pays, qui connurent des élections dans la période 1982-1985, traversait alors une grave période de conflit. Au Nicaragua les contras, armés et soutenus logistiquement par les États-Unis, menaient de fréquentes

incursions dans les zones frontalières. Le Salvador se trouvait empêtré dans une guerre civile doublée d'une guerre contre-insurrectionnelle, soutenue logistiquement et financièrement de l'extérieur, par les États-Unis. Le Guatemala, comme nous l'avons déjà signalé, glissait pour sa part vers une situation de contre-insurrection avec un état d'urgence permanent, s'efforçant de contenir la majorité indienne et d'autres populations rurales. La répression violente était institutionnalisée au cœur du système politique.

Malgré le contexte commun de conflit armé, les conditions électorales étaient cependant nettement plus favorables au Nicaragua qu'au Guatemala ou au Salvador, pour plusieurs raisons. La première, cruciale, est que dans ces deux derniers cas, au cours de la période électorale, l'armée demeurait engagée dans des massacres de masse contre les populations civiles, les victimes se comptant en dizaines de milliers, assassinées en général avec un sadisme extrême. On n'observait rien de similaire au Nicaragua. Ces faits, que toute personne tant soit peu soucieuse de réalité historique ne saurait tenir pour discutables, faisaient immédiatement la différence en matière de climat électoral. Dans des pays soumis à la terreur d'une mécanique exterminatrice aveugle, soutenue ou guidée par une puissance étrangère, les conditions électorales sont fatalement compromises d'avance, ce que les médias admettraient immédiatement s'ils se penchaient sur la sphère d'influence de quelque ennemi officiel [1].

Une autre différence, qui est liée à la première, est que le gouvernement sandiniste était un gouvernement populaire, qui avait toujours lutté pour défendre l'intérêt de la majorité. Il *pouvait donc se permettre* d'autoriser une plus grande liberté d'expression et d'organisation. Sur les élections au Nicaragua, la LASA note que leur programme « inclut une redistribution de l'accès aux biens et aux services publics. L'État usera de son autorité pour garantir la satisfaction des

1. Ainsi, quoi qu'on n'y ait jamais observé de massacres tels que ceux perpétrés au Salvador ou au Guatemala en 1979-1987, les médias américains condamnèrent par avance (et assez justement) les élections de janvier 1947, tenues en Pologne sous contrôle soviétique avec des forces de sécurité omniprésentes dans tout le pays [8].

besoins de base de la population ». Cette « logique de la majorité », continue le rapport, implique aussi la participation d'un « très grand nombre de personnes dans les décisions qui affectent leurs vies » [9]. Des observateurs compétents concluaient que le gouvernement du Nicaragua poursuivait effectivement cette logique, bien que la presse libre n'en dise mot. Non sans avoir cité la Banque mondiale – selon laquelle « les gouvernements [...] montrent une grande diversité dans l'engagement de leurs responsables politiques à améliorer la condition de leurs populations et à encourager leur participation active dans les processus de développement » –, Diana Melrose, de l'organisation caritative de développement Oxfam, déclarait que, « sur la base de l'expérience acquise par Oxfam dans soixante-seize pays en voie de développement, le Nicaragua s'est montré une exception du point de vue de cet engagement du gouvernement » [1]. À l'inverse, les gouvernements du Salvador et du Guatemala avaient à leur tête des élites qui, des décennies durant, avaient désespérément lutté contre toute mesure du type de celles mises en place par les sandinistes. Au Salvador comme au Guatemala, une répression féroce avait toujours été le mode de contrôle du plus grand nombre, avec le soutien musclé et indéfectible des États-Unis. L'objectif de cette répression étant de garder la population aussi apathique que possible et d'anéantir les organisations populaires susceptibles de jeter les bases d'une véritable démocratie. Les sandinistes, eux, s'étaient attelés à mobiliser la population et à la pousser à s'investir dans la vie politique. S'ils pouvaient se permettre de le faire, c'est que leurs programmes avaient pour objectif de servir l'intérêt public.

Un troisième facteur affectait le contexte électoral : au Salvador et au Guatemala, le conflit était interne et les violences exercées à l'encontre de la majorité de la population

1. Par ailleurs, la branche américaine d'Oxfam complimente aussi le travail des sandinistes : « Des quatre pays de la région où travaille Oxfam [Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua], seul le Nicaragua s'est réellement efforcé de réduire les inégalités en matière de propriété foncière et d'accès à la santé, à l'éducation ou à des facilités agricoles pour les familles des paysans les plus pauvres. » [10]

en faisait intégralement partie. Au Nicaragua, l'agression était financée de l'extérieur et bénéficiait d'un soutien très limité au sein de la population. Si les sandinistes pouvaient faire appel à un sentiment nationaliste aisément mobilisable contre un terrorisme d'origine yankee, les gouvernements du Salvador et du Guatemala pouvaient difficilement espérer faire de même. Au Salvador, le gouvernement était en butte à une réaction nationaliste de profond rejet d'une domination étrangère évidente (et en l'occurrence américaine), qui contrôlait les affaire du pays. Cette domination atteignit les limites de l'absurde lorsque Duarte, en visite officielle à Washington, fin 1987, se couvrit de ridicule aux yeux de toute l'Amérique du Sud, en se jetant sur le drapeau américain pour l'embrasser. Dans le même temps, les sandinistes, dont l'attitude se durcissait à l'égard des partisans locaux des contras à mesure que le conflit s'intensifiait, faisaient néanmoins preuve à leur égard d'une remarquable mansuétude, en regard des normes adoptées par les États-Unis pour les États qui n'ont pas l'heur de leur plaire [*infra*, § III-2-1 & III-2-2]. Au Salvador et au Guatemala, les élites ne pouvaient nullement se permettre une telle tolérance : terreur et répression à grande échelle étaient depuis longtemps institutionnalisées.

Un quatrième facteur enfin contribuait à rendre le climat électoral plus clément au Nicaragua. C'était paradoxalement l'hostilité même des États-Unis et la formidable puissance de leur machine de propagande. Pas une arrestation, pas un harcèlement au Nicaragua qui ne fussent instantanément transformés dans la presse libre des États-Unis en une preuve supplémentaire de la sinistre politique du gouvernement sandiniste. Dans le même temps, les régimes du Guatemala et du Salvador s'y trouvaient naturellement absous de tous faits de tortures, viols, meurtres, mutilations, et autres exactions qui y étaient pratiquées aussi massivement que quotidiennement, sans susciter d'indignation, de réaction, voire d'attention tant soit peu comparable, mettant en cause la nature de ces régimes [*supra*, chap. II]. Un tel contexte imposait au gouvernement du Nicaragua de se tenir constamment sur ses gardes, tandis que les affidés officiels des États-Unis

avaient toute latitude de massacrer à volonté, sans véritable coût politique.

Voyons rapidement quels étaient les palmarès respectifs du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua dans les différents domaines constituant les garanties électorales de base, avant de nous tourner vers leur traitement médiatique.

*

III-2-2. Liberté d'expression et de réunion

Au Salvador, les droits relatifs à la liberté d'expression et de réunion avaient été légalement suspendus dans le cadre de l'état de siège par un arrêté daté du 7 mars 1980. Le décret n° 507 du 3 décembre 1980 avait porté un coup fatal à l'appareil judiciaire en autorisant les membres des forces armées à garder tout citoyen en détention sans charge ni preuve pendant cent quatre-vingts jours. Sous cette législation, dans les trente mois qui précédèrent les élections de mars 1982, et avant celles de 1984, des dizaines de milliers de civils furent arrêtés, enfermés, torturés, violés et assassinés sans aucun procès, sous l'allégation de menées et pensées « subversives ». L'état de siège ne fut levé, début 1982, que pour les six partis politiques participant aux élections, puis totalement et pour tous les Salvadoriens dix jours avant celles-ci – encore les citoyens ne furent-ils informés de ces dispositions qu'à l'issue du scrutin, une fois rétablies les conditions de l'état de siège [11].

La pratique de l'exhibition de cadavres mutilés pour l'édification des citoyens fut instituée au Salvador dès le début des années 1980. Nous avons évoqué au chapitre II les difficultés qu'avait eues le gouvernement américain à faire arrêter, juger et reconnaître coupables du meurtre de quatre citoyennes américaines une poignée de sous-fifres, en dépit de leurs pressions diplomatiques. Les populations salvadoriennes ne jouissaient pour leur part de protections d'aucune sorte contre les terroristes d'État, hormis celles que pouvaient offrir les forces de la guérilla, dans les seules régions restant sous leur contrôle. La menace de représailles d'une

extrême violence de la part du gouvernement contre tout discours dissident était on ne peut plus flagrante au Salvador en 1982 et 1984, et elle était parfaitement incompatible avec des élections libres.

De même au Guatemala, en 1984 et 1985, et depuis de nombreuses années, les actions des forces armées contre de prétendus subversifs étaient menées hors de tout cadre légal. Des milliers de personnes furent arrêtées, torturées et tuées sans mandat d'arrêt ni procès d'aucune sorte. Tout comme au Salvador, mutilations et exhibitions pour l'exemple de cadavres torturés étaient monnaie courante dès la fin des années 1970 et durant les années 1980 [12]. Les tribunaux étaient sous le contrôle des militaires, ces derniers refusant de se plier à leurs injonctions si elles leur déplaisaient et les juges n'étant pas enclins à les défier – par soumission ou par peur. Même le vicomte Colville de Culross rapporteur spécial de l'assemblée générale des Nations unies pour le Guatemala et apologue notoire du régime, après avoir souligné que plus de quatre-vingts magistrats et membres de l'appareil judiciaire avaient été assassinés au début des années 1980 et que bon nombre d'autres vivaient sous la menace, déclarait que « de tels événements laissaient des traces et ne pouvaient s'effacer du jour au lendemain [13] ». On peut rappeler ici deux exemples de cette absence d'autonomie des tribunaux. En mai 1983, Ricardo Sagastume Vidaure, alors président de la Cour suprême, fut purement et simplement limogé sur ordre militaire, pour avoir tenté de faire comparaître des personnels de l'armée devant une cour civile [14]. Le 19 juillet 1984, le colonel Djalmi Dominguez, responsable des relations publiques de l'armée, déclarait dans *La Prensa Libre* que l'armée ne tolérerait pas que ses membres puissent être appelés à comparaître devant une cour, sous quelque charge que ce soit [15].

Au début des années 1980, à la suite des massacres et destructions de villages commis entre 1980 et 1983, des myriades de paysans déplacés furent réinstallés dans des « villages modèles » et autres zones sous contrôle militaire, et plus de huit cent mille hommes furent enrôlés de force dans les

patrouilles civiles, avec des fonctions militaires, sous surveillance étroite de l'armée. Selon une délégation de parlementaires britanniques qui se rendit au Guatemala en 1984, « le système des patrouilles civiles fonctionne sur la terreur et est conçu pour semer la terreur. [...] Toute personne qui fait quelque chose sortant de l'ordinaire est immédiatement suspecte et emmenée par les patrouilles vers le *destacamiento* de l'armée. L'interrogatoire est mené par l'armée, mais l'exécution des suspects assassinés [est] bien souvent le fait des patrouilles civiles [16] ». Les évêques Taylor et O'Brien, représentant respectivement les conférences épiscopales d'Écosse et d'Angleterre-pays de Galles, rapportèrent, après leur visite au Guatemala en 1984 : « La population civile est sous contrôle quasi total d'une lourde présence policière et militaire, à travers tout le pays, pour ce que nous avons pu en observer. Il y a aussi un réseau national de patrouilles de défense civile, de commissaires et d'informateurs militaires, ainsi que des "villages modèles" servant parfois de camps d'internement pour les populations indiennes déplacées des régions en conflit. La plus grande partie du Guatemala ressemble à un pays sous occupation militaire. L'un de nos guides résumait la situation en déclarant que les militaires avaient établi un système de "contrôle structurel". [17] »

À la suite de sa visite de mai 1985, la Commission interaméricaine sur les droits humains constata elle aussi que la liberté d'expression et de réunion n'existait tout simplement pas au Guatemala : « De même le droit de réunion et la liberté d'association, tels qu'énoncés dans les articles XV et XVI de la Convention américaine sont-ils restreints et bafoués car les mesures de sécurité en place dans les pôles de développement [1] et la surveillance stricte des patrouilles de défense civile sont telles que les habitants craignent trop de prendre part à quelque assemblée ou association sociale, idéologique ou culturelle que ce soit. De telles réunions, lorsqu'elles ont lieu, sont surveillées,

1. Ces « pôles de développement » sont des unités organisationnelles établies par l'armée, théoriquement pour œuvrer au « développement » mais dont les attributions se limitent en réalité au contrôle et à la surveillance.

supervisées et contrôlées par les autorités, de sorte qu'elles ne jouissent aucunement de la liberté qu'impliquent de tels droits. [18] »

Les manifestations publiques furent autorisées au Guatemala durant les élections de 1984-1985, sous réserve d'avoir été déclarées trois jours à l'avance et reçu l'aval des autorités militaires. Encore, dans le contexte de l'époque, cette garantie même était-elle de peu de valeur. La délégation du Groupement international des juristes pour les droits humains et le Bureau des affaires latino-américaines de Washington notaient que, quelles qu'aient pu être les garanties relatives aux élections, « les patrouilles militaires, celles de défense civile ainsi que le climat de terreur permettaient difficilement aux Guatémaltèques d'organiser le moindre rassemblement. Un observateur local déclarait que trois années de terreur et d'oppression contre toute organisation locale avaient démobilisé l'intégralité des populations rurales : "Quatre membres des CUC (Comité d'unité paysanne) ont été tués ici, rien que dans ce village. À présent, il serait très difficile d'organiser quoi que ce soit comme groupe." Les patrouilles civiles, les barrages de la police et de l'armée sur les principales routes et les laissez-passer obligatoires pour les résidents des villages modèles interdisent toute liberté de mouvement. Dans les zones rurales, les patrouilles civiles décourageaient toute réunion, les gens avaient trop peur qu'on fasse un rapport sur eux [19] ».

De nombreux observateurs des élections au Guatemala insistèrent sur le fait que, bien que les enjeux majeurs pour le pays concernassent la répartition des terres et le respect des droits humains, aucun candidat n'aborda ou ne promut la réforme agraire, la réforme de l'armée ni la question des dizaines de milliers de « disparus ». Un conseiller démocrate-chrétien expliquait aux membres de l'Association des juristes que « nous, chrétiens démocrates, n'avons pas évoqué ces sujets car ce n'est vraiment pas le moment de se lancer dans une confrontation avec l'armée ou le secteur privé [20] ».

En fait, hormis « l'amélioration temporaire de la situation de la liberté d'expression » qui caractérisa la campagne électorale, le Guatemala ne réunissait aucune des conditions nécessaires à des élections libres. Les populations rurales, sous contrôle militaire, étaient traumatisées par les massacres et la disparition de toute trace de l'État de droit, et les candidats dans l'impossibilité d'évoquer ouvertement les principales questions sociales.

En 1984, au Nicaragua, les libertés d'expression et de réunion étaient restreintes sous l'effet de la pression sociale, des menaces et d'un état de siège qui prit fin environ six mois avant les élections. D'énormes différences existaient cependant. Fondamentalement, au Nicaragua, la police et l'armée ne passaient pas leur temps à traquer de supposés éléments subversifs pour les torturer et les exécuter ensuite. On n'exposait pas en public des cadavres de torturés comme mode d'éducation des masses. Ce que l'association des juristes appelait la « politique de terreur permanente et au grand jour » au Guatemala – basée sur « les massacres de villages entiers, nombreux et attestés » – et ce que l'ancien diplomate salvadorien Leonel Gomez appelait l'état de « passivité par peur » (qui prévalait au Salvador) ne pouvaient s'appliquer au Nicaragua. En 1984, les dissidents y étaient libres de s'exprimer sans redouter d'être assassinés, et la LASA pouvait témoigner que « chacun des membres de notre délégation a été approché au moins une fois par un citoyen irrité, tandis que nous marchions dans les environs de Managua et de quelques autres villes. Plusieurs de ces rencontres tournèrent à l'invective entre les individus qui nous avaient approchés et d'autres passants venus se joindre à la dispute. [...] Ces gens-là ne se sentaient pas intimidés [21] ».

La liberté de réunion était cependant limitée par des tracasseries mais, là encore, elle n'était pas rendue matériellement impossible par une terreur d'État comme c'était le cas au Salvador ou au Guatemala. La délégation de la LASA examina en détail les accusations de harcèlement portées contre les sandinistes au cours des meetings des groupes d'opposition, la plupart étaient infondées et la délégation put conclure que les partis en lice « pouvaient parfaitement réunir la grande majorité de leurs partisans sans craindre d'être dérangés par des manifestations pro-FSLN [sandinistes]... [22] »

Nous pouvons donc conclure que les conditions élémentaires indispensables à la tenue d'élections libres étaient au moins partiellement réunies au Nicaragua, mais qu'elles étaient bien loin de l'être au Salvador et au Guatemala.

*

III-2-2. Liberté de la presse

Au Salvador, les deux seuls journaux de quelque importance à s'être montrés tant soit peu critiques à l'égard du gouvernement (bien que loin d'avoir jamais pris des positions radicales), *La Cronica del Pueblo* et *El Independiente*, furent fermés respectivement en juillet 1980 et janvier 1981. Le premier parce que son rédacteur en chef et deux de ses collaborateurs avaient été assassinés et mutilés par les forces de sécurité, le second parce que l'armée en avait fait incarcérer le personnel et détruire les locaux. Le journal et la station de radio de l'Église fermaient régulièrement pour cause d'attentat à la bombe. Aucun journal ou station de radio représentant les principaux courants d'opposition n'était parvenu à poursuivre ses activités, sinon clandestinement. Plus d'une trentaine de journalistes avaient été assassinés au Salvador depuis la prise de pouvoir par la junte révolutionnaire. Une violente campagne de répression contre la presse fut lancée à la veille des élections de 1982. Le 10 mars, les « escadrons de la mort » faisaient circuler une liste sur laquelle figuraient les noms de trente-cinq journalistes à assassiner et, le 18 mars, les corps de quatre journalistes néerlandais disparus étaient retrouvés atrocement mutilés [23]. Aucun de ces meurtres ne fut jamais « élucidé » – la plupart avaient été perpétrés sous l'égide du gouvernement.

Au Guatemala, quarante-huit journalistes furent assassinés entre 1978 et 1985 [24], et de nombreux autres enlevés et menacés. Les assassinats, enlèvements et autres menaces constituaient le principal mode de contrôle des médias. De même qu'au Salvador, personne ne fut appréhendé et jugé pour aucun de ces crimes, qui doivent être regardés comme ayant été perpétrés par ou avec l'approbation de l'État. En

1988, il n'y avait toujours au Guatemala aucun journal, radio ou chaîne de télévision qui exprimât le point de vue des rebelles ou de la majorité indienne, ou des catégories défavorisées en général. « Au mieux les nuances expriment-elles les quelques variations d'une pensée strictement conservatrice. [25] » Étant donné le climat de terreur extrême et les menaces sur quiconque sortirait de la ligne, la presse conservatrice elle-même se montrait prudente et s'autocensurait en permanence. Tous les sujets cruciaux, qui devraient être débattus dans cette société terrorisée étaient soigneusement évités [26].

Encore une fois, au Nicaragua on n'avait rapporté aucun assassinat de journaliste victime de terroristes d'État, ni même le moindre cas de menaces de violences personnelles. En 1984, sur plus d'une cinquantaine de radios, la majorité étaient privées, certaines d'entre elles produisant leurs propres programmes d'informations. Quatre autres producteurs indépendants fournissaient des programmes radiophoniques d'informations sans aucune censure préalable. Les radios et télévisions étrangères relayant la publicité et la propagande américaine, via les programmes du Honduras et du Costa Rica notamment, touchaient en 1984 un nombre croissant d'auditeurs [27]. Deux des trois principaux journaux étaient privés, l'un pro-gouvernemental mais critique sur certains programmes et certaines initiatives, l'autre, *La Prensa*, ouvertement hostile. Celui-ci, qui représentait la petite minorité ultra-conservatrice et soutenait les contras et l'invasion du pays par une puissance étrangère, put paraître pendant toute la période des élections de 1984, même s'il fut censuré. Le comité de censure le laissa publier des manifestes de groupes d'opposition, ainsi qu'une lettre pastorale réfractaire au régime. Si brièvement que ce soit, on n'aurait jamais toléré l'existence de quoi que ce soit de comparable au Salvador et au Guatemala.

Il ne fait aucun doute que les médias du Nicaragua étaient encadrés par le gouvernement, qui exerçait une censure et périodiquement des mesures d'urgence portant sérieusement atteinte à la liberté de presse [28]. On doit cependant observer que le Nicaragua se trouvait alors en état

de guerre, s'efforçant de contenir une agression extérieure armée. John Nichols souligne que sous l'U.S. Espionage Act de 1917, plus d'une centaine de publications furent interdites de distribution, et que des centaines de personnes furent jetées en prison, accusées de s'être opposées à la conscription. Et de préciser : « Si l'on tient compte du fait que le système politique des États-Unis était relativement mature et stable durant la Première Guerre mondiale, et que ceux-ci ne se trouvaient pas particulièrement menacés par les combats, le niveau d'ouverture du débat public toléré au Nicaragua au cours des cinq premières années de la révolution était tout à fait remarquable. Quoique le président Reagan, l'IAPA et tant d'autres aient pu prétendre que le contrôle des médias au Nicaragua était de type totalitaire, la diversité de leurs propriétaires et de leurs opinions était pour le moins inhabituelle dans un pays du tiers-monde, particulièrement en guerre. [29] »

Force est de constater que les conditions d'une liberté de la presse, indispensables à des élections libres et indubitablement inexistantes au Salvador et au Guatemala, se trouvaient au moins partiellement réunies au Nicaragua.

*

III-2-3. Liberté d'organisation

L'événement le plus important des deux années qui précédèrent les élections de mars 1982 au Salvador fut probablement l'élimination des représentants de toutes les organisations populaires ou privées susceptibles de résister de quelque façon que ce soit à l'armée et à l'oligarchie. Ainsi que nous l'avons vu au chapitre II, ce fut l'axe principal de la politique de la junte révolutionnaire dès la fin de 1979, et des milliers de personnes furent assassinées, leurs organisations contraintes de se dissoudre ou de plonger dans la clandestinité. Le syndicat enseignant fut décimé par plusieurs centaines de meurtres, l'université occupée, mise à sac puis fermée par l'armée, les organisations étudiantes et les groupes professionnels anéantis par les meurtres et les

arrestations. Même le syndicat agricole, pourtant financé par l'AFL-CIO (qui soutenait le régime), compta près d'une centaine de ses cadres et de ses dirigeants assassinés entre octobre 1979 et les élections de mars 1982 [30].

Au Guatemala aussi, les groupements intermédiaires tels que les chambres syndicales de l'agriculture et du commerce, les organisations d'étudiants et de professeurs, les organisations professionnelles, avaient commencé dès 1954 à subir régulièrement les attaques des forces armées. Le processus de déstabilisation des organisations susceptibles de représenter une menace pour les élites dominantes atteignit son apogée vers le début des années 1980, lorsque les « associations illicites » tombèrent sous le coup de la loi sur décision gouvernementale. Tout groupe « inféodé ou subordonné à quelque système d'idéologie totalitaire que ce soit » (à l'exception, bien sûr des forces armées du Guatemala et de l'idéologie nationale-sécuritaire) fut déclaré illégal. Seules les forces armées étaient habilitées à décider de ce qui était ou non licite. Que le général Mejia Victores décrète les mères du GAM agents de subversion et elles pouvaient être abattues (*lire* supra, chap. II). Syndicats, organisations paysannes, étudiantes, professionnelles réapparurent régulièrement au Guatemala, pour être liquidées par des campagnes d'assassinats, aussitôt que leurs revendications prenaient de la vigueur. Les élections de 1984-1985 faisaient suite à la plus épouvantable période d'extermination de masse de l'histoire moderne du Guatemala – sous les régimes de Lucas Garcia, Rios Montt et Mejia Victores. En 1985 le taux de syndicalisation était plus bas qu'en 1950, et en ville de nombreuses associations avaient été décimées ou étaient inactives. Complètement démobilisée, la majorité paysanne demeurait sous contrôle et étroite surveillance de l'armée.

À nouveau, le contraste entre le Nicaragua et les deux clients des États-Unis était frappant. Sous le gouvernement sandiniste, c'était un foisonnement de syndicats et d'organisations paysannes. On poussait délibérément la population à se mobiliser, à participer à la prise de décisions au niveau local, et à interagir avec les niveaux supérieurs de

l'appareil politique. Comme nous avons pu le voir plus haut, le gouvernement du Nicaragua fut chaleureusement félicité par Oxfam pour un tel engagement.

On peut légitimement débattre des limites de l'indépendance des associations et organisations financées par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et de savoir si elles ont servi ou non de relais à la propagande et à la coercition. Oxfam America et sa consœur de Londres les trouvaient franchement constructives. Pour Luis Hector Serra, il était clair que ces associations étaient relativement autonomes, et que leurs liens étroits avec le FSLN « ne limitaient en rien leur capacité d'exprimer les préoccupations de leurs membres au niveau local [31] ». Il en concluait que les organisations populaires étaient « profondément démocratiques » dans la manière même dont elles amenaient le peuple à s'investir dans la prise de décision, et dont elles l'éveillaient aux possibilités de participation à la vie publique [32]. Quelque idée qu'on puisse se faire des organisations populaires du FSLN, le contraste est particulièrement extrême avec l'organisation des populations rurales guatémaltèques en « pôles de développement », dont le principe à peu près avoué consistait en un contrôle militaire et une *non-participation* forcée.

Nous en conclurons que, concernant la troisième condition indispensable à la tenue d'élections libres, le Salvador et le Guatemala n'y satisfaisaient pas dans les années 1984-1985, à la différence du Nicaragua, au moins à un certain degré significatif [1].

*

1. Les auteurs d'études sérieuses portant sur la démocratie américaine ont fréquemment observé que la relative faiblesse des organisations intermédiaires (syndicats, clubs politiques, médias réellement indépendants de l'industrie, etc.) handicapait considérablement la démocratie proprement dite aux États-Unis. C'est indubitablement l'une des raisons pour lesquelles le taux de participation aux élections y est si bas et le cynisme au sujet de leur portée réelle si élevé.

III-2-4. Liberté de fonder des partis politiques, de présenter des candidats et de mener campagne

Il était impossible à un parti de gauche de s'organiser ou de présenter un candidat aux élections de 1982 et 1984 au Salvador. Le Front démocratique révolutionnaire (FDR) avait été rapidement réduit à la clandestinité. Cinq de ses principaux leaders avaient été arrêtés en novembre 1980 par les paramilitaires et les forces gouvernementales, puis ils avaient été torturés, mutilés et tués. Un an avant les élections de mars 1982, l'armée publia une liste de cent trente huit « traîtres » qui incluait à peu près tous les politiciens de gauche et centre gauche. Le colonel Gutierrez, membre influent de la junte, avait fermement annoncé que, le FDR étant une « façade » pour les guérillas, il ne pouvait en aucun cas prendre part aux élections. La proposition faite au FDR et au Front Marti de libération nationale (FMLN) de déposer les armes et de participer aux élections n'était donc qu'une imposture, ce que venait confirmer la reconnaissance par l'ambassade américaine de l'impossibilité pour le FDR de prendre part en toute sécurité aux élections. L'ambassade suggérait que ces partis participent par l'intermédiaire de cassettes vidéo envoyées depuis l'étranger [33] ! Par la suite, il ne fut même pas possible à Duarte, le candidat favori des États-Unis, de mener campagne à l'extérieur de San Salvador, de peur d'y être assassiné ; et de nombreux représentants du parti chrétien-démocrate furent tués entre 1980 et 1984 [34]. À vrai dire, durant cette période non seulement les radicaux mais aussi les partis pro-américains modérément réformistes furent décimés par les assassinats politiques.

Il est en outre important de souligner le fait que ne pouvait se présenter aux élections salvadoriennes aucun parti soutenant une issue au conflit négociée avec les rebelles. Or précisément en 1982, journalistes et observateurs attestaient unanimement que ce que la population réclamait avant tout, quelle que soit l'issue des élections, était la paix. Le thème par excellence de la campagne de propagande pour amener les gens à voter en 1982, « Des bulletins ou des balles », laissait entendre que la participation au vote était

une voie possible vers une diminution de l'usage des balles. En fait aucun candidat pour la paix ne pouvait se présenter. Ne fût-ce qu'à ce titre, les élections étaient déjà truquées.

Les défenseurs de ces élections prétendirent que la différence entre les candidats était substantielle, particulièrement entre D'Aubuisson et Duarte, de sorte que le choix offert aux électeurs était réellement significatif [1]. D'Aubuisson et Duarte n'en étaient pas moins d'accord sur l'enjeu majeur pour les Salvadoriens : combattre jusqu'à la victoire ou négocier avec les rebelles. Tous deux partisans de la guerre, leurs seules divergences de vues étaient d'ordre stratégique. Quelles qu'aient pu être les prétentions démagogiques de Duarte d'engager des pourparlers avec les rebelles afin de ramener la paix, il n'annonça jamais aucun plan de paix, n'alla jamais au-delà de propositions de « dialogue » (ce qui est fort éloigné de l'idée de « négociations » qui implique l'éventualité de concessions substantielles) et resta constant dans l'idée que les rebelles devaient avant tout déposer les armes et participer à la nouvelle « démocratie » que lui-même et l'armée avaient établie.

Duarte rejoignit la junte au moment de la sévère crise de mars 1980, à la suite du départ de tous les civils progressistes après l'assassinat du ministre de la Justice, le démocrate-chrétien Mario Zamora, par les escadrons de la mort qui sévissaient depuis peu. Il était désormais très clair que l'armée et ses affidés se dirigeaient sciemment vers une politique de massacres de grande envergure. Duarte offrait le cache-sexe et l'excuse dont avaient besoin les militaires pour une seconde *matanza* – massacre consécutif au soulèvement paysan de 1932 [36]. Il semble que Duarte n'aurait jamais reçu soutien et protection des États-Unis, ni n'aurait survécu, s'il y avait eu le moindre doute sur sa soumission totale aux objectifs de l'administration américaine

1. Selon Enrique Baloyra, qui soutient qu'il y avait un choix réel, les électeurs votèrent « premièrement parce qu'ils voulaient tirer parti de cette action massive pour exiger que soit mis fin aux violences et à la guerre civile ». Pour autant, à aucun moment Baloyra ne remet en cause l'opinion de Duarte et D'Aubuisson au sujet d'une paix négociée, ce qui lui permet d'asseoir l'idée parfaitement fausse que l'un d'entre eux était partisan d'un règlement non militaire des violences et de la guerre civile [35].

et de l'armée salvadorienne. Depuis 1980, Duarte soutenait la solution militaire et le refus de tout compromis avec « les subversifs » – une expression que Duarte, à l'instar de l'armée et les escadrons de la mort, utilisait constamment. Comme le fait remarquer Raymond Bonner, « la répression atteignit une ampleur qui, bien qu'en dessous de celle de la [première] *matanza*, dépassait cependant largement tout ce qu'on aurait pu imaginer sous le général Romero. À la fin de l'année, le nombre [des victimes] atteignait au moins neuf mille morts. On découvrait chaque jour des corps mutilés dont manquaient les bras ou la tête, derrière des centres commerciaux, abandonnés dans des sacs poubelle sur des pistes en pleine campagne, jetés dans des ravins ou du haut des falaises [37] ».

Et durant toute cette période, Duarte non seulement incarnait l'image de la « réforme », mais félicitait régulièrement l'armée pour son loyal dévouement. Dans une lettre publiée le 9 novembre 1981 dans le *Miami Herald*, Duarte écrivait : « Les forces armées mènent actuellement une bataille héroïque contre un ennemi cruel et sans pitié, qui puise toute sa force dans l'agression idéologique. [...] Ceci se double d'une agression armée. Il ne s'agit que d'une proie parmi d'autres dans le plan de conquête des régions d'Amérique centrale dans lequel s'est engagé Moscou. Immédiatement après, son objectif ultime serait la nation nord-américaine... » Évidemment, les Salvadoriens ne se virent jamais offrir l'option que la presse elle-même désignait comme le vœu le plus cher de l'électorat.

Au Guatemala, tout comme au Salvador, aucun parti de gauche ne participait aux élections de 1984 à l'assemblée constituante. Pour les présidentielles de 1985, un seul parti, fortement désavantagé, tenta une brève et parfaitement vaine apparition [1]. Les principaux mouvements de la guérilla se trouvaient évidemment hors de l'orbite électorale. S'ils avaient été capturés, leurs représentants auraient été

1. En 1980, tous les chefs de file du parti social-démocrate avaient été assassinés, les rares survivants avaient fui le pays, et seule une partie d'entre eux rentra d'exil pour les élections de 1985.

immédiatement exécutés, mais ils n'auraient de toute façon pas participé sans un changement drastique du contexte social et électoral. Pour la guérilla, dès lors que l'armée avait mis en place un système de contrôle à l'échelle nationale, la domination des militaires était institutionnalisée et les élections n'avaient plus aucun sens [38]. Même un parti centriste comme la démocratie chrétienne avait subi de nombreux assassinats dans les années 1980-1983, et le futur président du Guatemala, le chrétien-démocrate Vinicio Cerezo, avait lui-même survécu à trois tentatives connues. Aucun parti réellement de gauche ne pouvait se présenter en 1984-1985, étant donné les lois sur les « associations illicites » évoquées plus haut.

La majorité rurale de la population n'était pas représentée et n'avait de porte-parole en aucun parti. La Commission guatémaltèque des droits humains, organisation qui ne pouvait agir à l'intérieur du Guatemala, indiquait que les partis politiques nationaux représentant les secteurs majoritaires de la population, tels les ouvriers ou les populations indigènes, « n'existent pas et, [...] de fait, ces secteurs se trouvent constitutionnellement exclus de l'appareil politique [39] ». Pour Americas Watch, l'une des fonctions du système des patrouilles civiles était « de permettre une surveillance et un contrôle des populations locales, afin d'empêcher la formation de quelque organisation politique indépendante que ce soit [40] ». Cette totale exclusion politique des populations rurales se reflétait de deux manières au cours des élections de 1984-1985. D'une part, lors des inscriptions sur les listes électorales, à peine 3 % de la population déclarèrent appartenir à une formation politique. D'autre part, encore plus éloquent, aucun des candidats ne proposait de réforme agraire, bien que ce fût là l'une des deux principales préoccupations au Guatemala (l'autre étant les meurtres de l'armée, également exclus du débat électoral tant il était unanimement admis que, quelle que soit l'issue du scrutin, l'armée resterait aux commandes).

Tout comme avec Duarte au pouvoir au Salvador, la candidature de Vinicio Cerezo, vainqueur des élections de 1985, pose la question de savoir, si, en dépit des pressions exercées

sur la gauche, Cerezo ne représentait pas une réelle alternative pour l'électorat. Cerezo se différenciait de ses rivaux, particulièrement vers la fin de la campagne électorale, par sa compassion pour les masses et sa détermination à engager un réel changement en matière de droits humains et concernant le niveau de pauvreté. Il lui arriva même d'évoquer le besoin de réformes structurelles – sans spécifier lesquelles – et de souligner que la première des priorités était le retour au contrôle civil. Il n'en était pas moins tout à fait clair sur le fait que, s'il venait à être élu, son pouvoir serait au départ limité, et devrait être conquis au cours de son mandat : « L'élection n'entraînera pas un transfert automatique du pouvoir réel vers le président. Il y aura prise du pouvoir *formel*. Quelles sont mes chances de consolider ce pouvoir ? Cinquante-cinquante. [41] »

Dans le courant de la campagne, Cerezo n'évoqua jamais directement les questions de réforme agraire, et les informations circulant au Guatemala laissaient entendre qu'il avait donné l'assurance aux grands propriétaires terriens qu'il n'y aurait à son programme aucune réforme agraire [42] : « Nous avions tous besoin les uns des autres à l'époque », déclara également Cerezo lors d'une rencontre privé entre les grands propriétaires fonciers d'extrême droite [43]. De même, il ne promettait pas davantage de poursuites à l'encontre des assassins de milliers de personnes qu'il n'annonçait le démantèlement de l'État contre-insurrectionnel. Il semblait même qu'un accord avait été trouvé avec les militaires les mettant à l'abri de toute poursuite pénale, et garantissant leur pouvoir et leur relative autonomie. À vrai dire, il lui eut été difficile de rester en vie en agissant autrement [1].

Dans l'année et demie qui suivit son élection, Cerezo n'esquissa aucune démarche en direction d'une quelconque réforme agraire, soutint vigoureusement l'armée contre quiconque prétendait lui demander des comptes, n'entreprit jamais le démantèlement des patrouilles civiles, des pôles

1. Cette « alliance tactique » entre Cerezo et les militaires garantissait à ces derniers qu'ils n'auraient aucun compte à rendre pour leurs exactions passées s'ils le laissaient accéder au pouvoir [44].

de développement ni d'aucun autre aspect de la terreur institutionnalisée [45]. En 1988, la situation des droits humains au Guatemala « demeur[ait] épouvantable [1] » bien qu'elle se soit améliorée – ce qui tient en partie au fait que l'augmentation du nombre de victimes n'était plus jugée rentable. Les pauvres, objet des attentions de Cerezo au cours de sa campagne électorale, n'y ont gagné qu'une baisse supplémentaire de leurs revenus, les « réformes » répondant davantage aux besoins de l'armée et de l'oligarchie. Au vu de ce qui s'est concrétisé à la suite des élections, on observe que Cerezo, entre ses engagements antérieurs et les contraintes structurelles auxquelles il était soumis, s'est montré parfaitement incapable de répondre à aucun des besoins de son électorat. Aux élections de 1984-1985, Cerezo offrait aux électeurs du Guatemala l'occasion de voter pour un homme apparemment débordant de bonne volonté et plein de bonnes intentions, mais aucunement en mesure de restaurer une démocratie à laquelle restaient opposés les *véritables* détenteurs du pouvoir.

Au Nicaragua en 1984, l'éventail des candidats était infiniment plus ouvert qu'au Salvador ou au Guatemala – voire aux États-Unis [47]. Le parti démocratique conservateur et le parti libéral indépendant lançaient de vibrants appels au respect de la propriété privée, à une réduction du contrôle gouvernemental sur l'économie, à l'élimination du contrôle notamment sur la presse et à une politique étrangère plus accommodante et moins alignée. Tous deux dénonçaient librement les sandinistes pour la guerre qu'ils menaient et en appelaient à une dépolitisation de l'armée et à l'ouverture de négociations avec les contras. Arturo Cruz, après d'interminables négociations avec les représentants du

1. Cerezo justifia son refus de poursuivre les militaires pour leurs crimes au prétexte que tout le monde voulait repartir à zéro. American Watch souligna cependant que si des crimes passés terribles étaient prescrits, cela prouvait que Cerezo n'avait en réalité aucun pouvoir de mettre un terme aux exactions de l'armée. « C'est le signe que l'état de droit n'a pas été rétabli au Guatemala, et qu'il ne peut y être établi. » L'inaction de Cerezo face à une centaine de meurtres par mois après sa prise de pouvoir – assassinats politiques directement imputables à l'armée pour une bonne part – ne tarda pas à corroborer ce point de vue [46].

gouvernement, décida de ne pas se présenter aux élections de 1984. Il s'agissait là d'un choix délibéré (quoique fortement sollicité par Washington [1]), au contraire de la gauche au Guatemala ou au Salvador, et qui ne s'expliquait ni par des menaces physiques sur sa personne ni par une quelconque limitation de son droit à s'adresser aux électeurs [49].

Le FSLN au pouvoir jouissait d'un net avantage sur les partis d'opposition, défendant le pays contre une agression étrangère et ayant amené la population à concrétiser ses propres projets de développement. Pour la LASA, l'avantage dont bénéficiait le FSLN était celui de n'importe quel gouvernement en place ; il en concluait : « Il semble clair que le FSLN a tiré un avantage considérable de sa position à la tête de l'État, et en a en partie abusé. Pour autant, un tel abus de son autorité ne semble pas avoir été systématique ; et ni la nature de tels abus ni leur fréquence n'étaient de nature à handicaper la campagne des partis d'opposition, ou à jeter fondamentalement le moindre doute sur la validité du processus électoral. [...] D'une manière générale, au cours de cette campagne, le FSLN n'a guère plus tiré parti de sa position que ne le fait généralement tout parti au pouvoir ailleurs dans le monde (y compris aux États-Unis), et considérablement *moins* que ne l'ont fait, traditionnellement, les partis au pouvoir dans d'autres pays d'Amérique latine. [50] »

Pour notre part, nous conclurons que la possibilité offerte aux candidats de se présenter et de faire campagne, autant que l'éventail des partis en lice, étaient substantiellement plus grands au Nicaragua qu'au Salvador ou au Guatemala. En outre, dès lors que toutes les organisations politiques de gauche se voyaient dans ces deux derniers cas exclues du scrutin par la menace ou par la violence, force est de constater qu'un critère fondamental de plus, indispensable à la validité du scrutin, n'y était pas rempli.

1. Nous étudions ce point plus loin. Ainsi que la probabilité que le retrait de Cruz ait en fait participé d'une simple stratégie de relations publiques. Wayne Smith explique que Cruz « regrette aujourd'hui de n'y avoir pas pris part et estime que le fait de n'avoir pas participé aux élections de 1984 fut l'une de ses plus grandes fautes de sa carrière politique [48] ».

*

III-2-5. Absence de terrorisme d'État et d'un climat de peur

Au cours des années 1980-84, les escadrons de la mort œuvraient librement au Salvador, en parfaite coordination avec l'armée et les forces de sécurité. Durant les trente mois qui précédèrent les élections de 1982, le nombre de victimes civiles s'éleva en moyenne à près de sept cents morts par mois. La plupart de ces victimes étaient violées, torturées et mutilées. Tout cela eut lieu dans la plus totale impunité, et seul le meurtre de quatre Américaines fut suivi – du fait des pressions exercées par le Congrès – d'une action en justice. Même William Doherty de l'American Institute for Free Labor Development – pourtant partisan de longue date de la politique américaine au Salvador – déclara devant une commission du Congrès qu'il n'y avait dans le pays aucun système judiciaire en état de marche, tandis que Leonel Gomez, ancien responsable du plan de réforme agraire, témoignait à son tour, peu de temps après, que la politique de terreur d'État laissait la population littéralement « tétanisée de peur » [51].

Au Guatemala aussi, la terreur endémique qu'avaient enracinée des années d'exactions militaires permanentes et sans bornes était l'élément dominant de la vie nationale. En 1985, Americas Watch écrivait : « Torture, meurtres et disparitions se poursuivent dans des proportions ahurissantes, et des millions de paysans demeurent sous le contrôle strict et inquisiteur du gouvernement, par le moyen des patrouilles civiles et des "villages modèles". Le Guatemala n'est, en fait, qu'une nation de prisonniers. [52] »

Pour le Groupe international des juristes, le Guatemala était « un pays dont la majorité de la population vit dans un état de terreur permanent [53] ».

Pour ce qui est du Nicaragua, nous ne pouvons que répéter ce qui le différenciait fondamentalement des protégés des États-Unis : en 1984, son gouvernement n'assassinait pas

les populations civiles. La seule violence que pouvaient craindre les citoyens ordinaires du Nicaragua était celle des contras et des États-Unis [1].

À l'évidence, la cinquième condition indispensable à la tenue d'élections libres se trouvait réalisée au Nicaragua, mais en aucun cas au Salvador ou au Guatemala. Ce qui nous amène à conclure que *pas une seule* des cinq conditions de base indispensables à la tenue d'élections libres n'était réunie dans aucun de ces deux pays, tandis que le Nicaragua répondait bien à certaines, moins à d'autres.

* *
*

III-3. Le dispositif coercitif au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua

Comme nous l'avons déjà souligné, s'agissant des élections sponsorisées par le gouvernement américain, un très fort taux de participation est habituellement tenu pour l'expression d'un soutien spontané du public pour les élections et pour leurs sponsors. Pour celles qui ne le sont pas (cas ici du Nicaragua), cette perspective cesse d'être pertinente et un fort taux de participation sera au mieux passé sous silence, et sinon disqualifié comme preuve de l'absence de choix ou fruit des menaces coercitives des autorités. Il est donc important d'aborder clairement la question de ce type de menaces, dans chacun des cas où elle semble avoir posé problème. Ainsi que nous venons de le montrer, les élections au Salvador furent tenues sous une loi martiale impitoyable, dans le cadre de laquelle étaient conduites des exterminations massives de « subversifs », dans un climat constant de terreur. Dans un tel contexte, si notre gouvernement

1. Ils étaient, presque quotidiennement, assassinés par des terroristes sponsorisés par les États-Unis, qui entraient au Nicaragua par le Honduras et le Costa Rica.

soutient des élections et que les autorités militaires locales intiment à la population de prendre part au vote, une proportion significative de la participation devrait être tenue pour le seul résultat de la coercition. Le modèle de propagande prévoit que les médias américains seront aveugles à ce genre d'évidence. Ce qui fut précisément le cas.

Au Salvador, en 1982 et 1984, une loi rendait le vote obligatoire. Il était stipulé qu'on ne pouvait se soustraire au vote sous peine de sanctions financières, et la loi intimait aux autorités de s'assurer que chacun avait effectivement voté. Imprimé sur la carte d'identité au moment du vote, un tampon certifiant la présence aux urnes facilitait le contrôle. Toute personne arrêtée par la police ou l'armée devait présenter sa carte d'identité, laquelle indiquait clairement si elle s'était dûment acquitté de son devoir patriotique. À la veille de l'élection de mars 1982, le ministre de la Défense, Guillermo Garcia, avertit la population de San Salvador par voie de presse, que toute abstention serait tenue pour un acte de trahison. Aux élections de 1984, « des publicités du gouvernement et de l'armée avant les élections, soulignaient l'obligation de voter plutôt que la liberté de voter [54] ». Étant donné le climat de terreur, le caractère obligatoire du vote, le marquage de la carte d'identité, les mises en garde de l'armée et la manière dont celle-ci était réputée pour le sort qu'elle réservait aux « traîtres », il est pour le moins clair que les mesures coercitives pesaient considérablement dans le caractère massif du vote. En témoignent les enquêtes menées par certains observateurs indépendants sur les raisons qui avaient amené les Salvadoriens à voter [1].

Au Guatemala, tout comme au Salvador, la loi rendait le vote obligatoire. Une amende de quinze quetzales (1,25 dollar) sanctionnait l'abstention. Là encore des publicités

1. Se fondant sur des conversations avec des électeurs, le « Groupe Long » déclara que « la plupart des gens attendaient ces longues heures durant car ils tenaient à avoir leurs papiers tamponnés et la marque d'encre à leur doigt afin d'être à l'abri des amendes pour abstention et/ou d'éventuelles représailles du gouvernement et des militaires ». Le groupe note en outre que, dans de nombreux bureaux de vote, les responsables tamponnaient les papiers de ceux qui ne pouvaient voter à cause de la cohue, afin qu'ils puissent partir [55].

sponsorisées par l'armée et diffusées dans la presse, annonçaient qu'il était séditieux de s'abstenir ou de voter blanc ou nul [1]. Le Groupe international des juristes témoigna que nombre d'électeurs craignaient de s'exposer à des représailles s'ils n'allaient pas voter et que, à la suite des menaces des militaires, à une semaine des élections, « bien des gens étaient convaincus que l'abstention serait passible de bien plus que les cinq quetzales d'amende stipulés par la loi [56] ».

Au Nicaragua, si l'inscription sur les listes électorales était obligatoire, *la loi ne rendait pas le vote obligatoire*. Les cartes électorales présentées au moment du vote étaient conservées par les assesseurs, si bien qu'elles ne pouvaient être réclamées pour vérifier que les gens avaient voté et être utilisées pour d'éventuelles représailles – cette procédure fut intégrée à la législation électorale à la demande de certains partis d'opposition [57]. Les observateurs de la LASA témoignèrent que la plupart des électeurs ne semblaient pas voter sous la menace de mesures de rétorsion : la loi ne leur imposait pas de voter ; ils y étaient instamment invités, mais sans menaces, sans que les abstentionnistes soient traités de « traîtres » ; aucun moyen ne permettait d'identifier facilement les abstentionnistes ; et le gouvernement n'assassinait pas les dissidents, à l'inverse des pratiques courantes au Salvador et au Guatemala.

En définitive, le Nicaragua n'avait mis en place aucun arsenal coercitif pour imposer aux électeurs de participer au scrutin – à la différence du Salvador et du Guatemala.

* *
*

1. Lors des élections du 1er juillet 1984 à l'assemblée Constituante, les bulletins blancs et nuls dépassèrent en nombre ceux de chacun des partis, atteignant 26 % du total des scrutins.

III-4. Le Salvador : comment les médias américains firent d'une « folle machine à tuer » la protectrice d'une démocratie naissante

Dans leur couverture des élections salvadoriennes de 1982, les médias américains se cantonnèrent strictement à l'ordre du jour gouvernemental. La personnalité des candidats, les longues files d'électeurs, les prétendues manœuvres perturbatrices des rebelles et le taux de participation furent longuement commentés [1]. Comme le soulignait Jack Spence, « tous les médias, et particulièrement les grands réseaux, contextualisaient cette élection sur fond d'attaques de la guérilla contre les bureaux de vote [58] ». Jour après jour, Warren Hoge et Richard Meislin, du *NYT*, répétèrent que les rebelles menaçaient de faire capoter les élections. Hoge affirmait même que « les élections ont pris un tour dont la portée se situe bien au-delà du simple résultat car les guérillas de gauche font tout pour les faire échouer et décourager les électeurs de se rendre aux urnes [59] ». Ce genre d'affirmation est typique de la version des événements qu'offrait la propagande gouvernementale. Pour autant, ni Hoge ni Meislin, ni personne d'autre du reste, ne citèrent jamais la moindre source rebelle appelant au boycott. Le jour même des élections, il n'y eut aucune victime, aucun bureau de vote ne fut attaqué et l'activité des rebelles fut moindre qu'à l'accoutumée. En fait, ces fausses rumeurs permettaient de donner une idée parfaitement erronée tant du déroulement des élections que de leur issue, mais dès lors qu'elles abondaient dans le sens de l'ordre du jour patriotique, elles remplaçaient les faits, régulièrement rabâchées et utilisées pour mettre en scène la lutte entre les forces du bien et celles du mal [60]. À la fermeture des

1. Les médias occultèrent généralement le fait que le nombre des isoloirs avait été considérablement réduit en 1982, prétendument pour des raisons de sécurité, ce qui ne faisait en réalité que rallonger les files d'attente.

bureaux de vote, Dan Rather s'exclama : « C'est un triomphe ! Un million de personnes se sont rendues aux urnes. » En revanche, Rather ne considéra jamais comme un triomphe le fait que sept cent mille personnes se soient rendues dans les bureaux de vote chez les sandinistes – ce qui représente un taux de participation plus important alors que le vote n'était pas obligatoire. La propagande gouvernementale conférait au taux de participation pour les élections salvadoriennes une énorme importance, mais strictement aucune à celui des élections au Nicaragua : Dan Rather suivait comme un bon toutou.

Ni Rather ni aucun autre analyste médiatique ne précisa jamais, pas plus le 30 mars qu'avant, que le vote était obligatoire au Salvador ; et il ne s'en trouva aucun non plus pour évoquer la mise en garde du ministre de la Défense, le général Guillermo Garcia, publiée dans la presse de San Salvador, qui assimilait l'abstention à une trahison [1]. Les critères de base étaient totalement exclus de l'ordre du jour médiatique. La destruction des locaux de *La Cronica* et d'*El Independiente* ainsi que le meurtre de vingt-six journalistes avant les élections ne furent jamais évoqués dans les débats portant sur leur qualité et leur importance. En outre, onze jours avant les élections, quatre journalistes néerlandais furent assassinés par les forces de sécurité salvadoriennes. Pour voir les corps, tous les journalistes étrangers se pressèrent à la morgue, où leur fut présenté le sexe arraché des victimes. Cet épisode – décrit dans le documentaire *Au nom de la démocratie* (1984) – fut complètement occulté dans les médias américains, ne provoqua ni indignation ni conclusion au sujet de la nature du gouvernement salvadorien, et semble même avoir contribué au remarquable silence des envoyés spéciaux au Salvador sur les conditions peu favorables faites aux médias (entre autres) dans cette démocratie naissante.

L'armée et ses affidés avaient massivement assassiné des civils salvadoriens pendant des mois avant et jusqu'à

1. Warren Hoge cite effectivement Garcia, mais seulement pour suggérer qu'il s'agissait d'élections libres : « En toute sincérité, on voit clairement ici ce que demande le peuple. [61] »

mars 1982. Cela n'était-il pas propre à créer un climat de terreur qui, outre l'état de siège, pouvait pour le moins perturber la liberté d'expression et de choix ? On fit rarement la plus petite allusion à ce genre de choses dans les médias américains.

Les candidats pouvaient-ils librement se présenter et faire campagne sans craindre d'être tués ? Les rebelles pouvaient-ils proposer un candidat qui les représente ? Après tout, s'il y avait une guerre civile, il semble évident que les rebelles représentaient « la principale force d'opposition ». Là encore, les médias jouaient les imbéciles. Ils soutenaient que cette exclusion était sans importance ou qu'elle était le fait d'un boycott délibéré des rebelles, plutôt que d'un refus tenant à des conditions ne permettant pas la tenue d'élections libres dont les dés étaient pipés. Ni la liste des hommes à abattre de mars 1981 ni l'intervention de Gutierrez annonçant que le FDR n'aurait pas le droit de se présenter ne furent jamais évoquées dans les médias dont nous parlons. Pas une fois ils ne laissèrent entrevoir que *l'objectif même* des élections était de mettre en place un environnement électoral hyper-répressif et complètement faussé auquel les rebelles n'avaient aucune possibilité de participer, et de dramatiser la menace qu'ils pouvaient représenter afin d'en triompher sur un score écrasant. Il ne fut jamais suggéré dans ces médias que les militaires n'avaient accepté la tenue d'élections que parce qu'ils n'avaient aucune chance de les perdre.

Dans le *NYT* (03.04.82), Warren Hoge résumait ainsi le rôle de l'armée : « Les militaires jouent-ils un rôle dans les élections ? Les membres de l'armée n'ont pas le droit de voter et les forces armées ont prêté serment de protéger les électeurs contre toute violence et de se plier au verdict des urnes. »

On notera que les massacres de civils ou la destruction et la démobilisation systématiques de toute forme d'organisation populaire au Salvador au cours des quelque trente mois qui précédèrent les élections, ce que le secrétaire d'État Shultz appelait « les aspects préliminaires qui engagent la validité du scrutin », ne font pas, pour Hoge et le *NYT*, réellement partie du rôle de l'armée. En rappelant le serment

prêté par l'armée, non seulement Hoge feint de le prendre pour argent comptant, mais il s'abstient surtout de préciser que ce serment (et les élections en elles-mêmes) n'avait aucune espèce de valeur dans un état totalitaire où la « principale opposition » était exclue du vote et où seuls les partisans de la guerre étaient habilités à présenter des candidats. Au prisme de la propagande, les forces de sécurité des États clients « protègent les élections » [1] ; seules celles d'États ennemis cherchent à empêcher les citoyens de voter librement et sans contrainte.

Comme nous l'avons vu, observateurs et journalistes au Salvador convenaient tous que le vœu le plus cher de la population était que la guerre s'arrête, et la propagande gouvernementale elle-même prétendait que le fait de voter était le meilleur moyen d'y parvenir – on priait instamment le public de remplacer « les balles par les bulletins ». Mais aucun parti pacifique ne présentait de candidats. Dès l'issue du scrutin, la guerre reprit de plus belle et les escadrons de la mort continuèrent de prospérer, ce qui vient confirmer l'hypothèse selon laquelle le véritable objectif de ces élections était en réalité de calmer l'opinion américaine afin d'obtenir son soutien au financement d'une recrudescence de la guerre et de la terreur. Cela s'accorde en revanche très mal avec l'hypothèse selon laquelle le peuple salvadorien était réellement libre de choisir. Des médias intègres auraient dénoncé le fait que ces élections n'avaient pas permis de substituer les bulletins aux balles. Les médias américains n'y firent pas la moindre allusion.

L'expérience de 1982 et ses suites ne les empêchèrent pas le moins du monde d'adhérer à nouveau en toute conscience à l'ordre du jour patriotique en 1984. Nous aurons plus loin l'occasion de revenir sur ce point, grâce à une comparaison statistique de la couverture des élections au Salvador et au Nicaragua par le *NYT*.

1. Le *NYT* consacra tout un article à la promesse du chef d'état-major salvadorien que ses troupes garantiraient aux élections du 25 mars 1984 toute la sécurité adéquate. Il citait cette réflexion de Blandon : « Je vous le garantis, les élections seront sécurisées dans tout le pays. [62] »

* *
*

III-5. « Première étape : le Guatemala choisit la modération [I] »

Le gouvernement américain était moins sérieusement investi dans les élections de 1984 et 1985 au Guatemala que dans celles du Salvador. Néanmoins, comme nous l'avons vu au chapitre II, l'administration Reagan fit de son mieux pour redonner du lustre aux régimes sanguinaires de Lucas Garcia, Rios Montt et Mejia Victores ; et tenta de les réintégrer au sein de l'alliance du monde libre [II]. Elle encouragea les élections de 1984-85 ; prodigua conseils et financements pour leur organisation, ainsi qu'une assistance en matière de relations publiques ; dépêcha des observateurs officiels afin d'aider à les présenter sous un angle favorable. Mais il n'y eut pas beaucoup d'efforts pour dissimuler que l'objectif réel de ces élections, du point de vue de l'administration Reagan comme de celui de la junte au pouvoir, était de redorer « l'image » du Guatemala sur le plan international, afin de faciliter l'afflux d'aides et de crédits divers.

Considérant que ce ravalement de façade disposait effectivement du soutien de l'administration – et malgré l'absence d'engagement et la propagande massive qui caractérisaient le Salvador et le flot continu d'informations sur les massacres perpétrés au Guatemala –, on aurait pu déduire du modèle de propagande que les médias présenteraient les

I. Titre de *Time* (16.06.84) : « modération » est le maître mot des médias lorsqu'ils couvrent des élections démonstratives. L'article du 7 mai 1984, sur Duarte et les élections de mai 1984, était intitulé « Le Salvador, un miracle de modération » [63].

II. Souvent décrit comme le parrain des escadrons de la mort d'Amérique centrale, le leader d'extrême droite guatémaltèque Mario Sandoval Alarcon assista à la première investiture de Ronald Reagan, y rencontra ses conseillers à la Défense et aux Affaires étrangères, et se vanta que des « accords verbaux » avaient été passés à cette occasion pour couper court aux accusations de violations des droits humains portées contre le Guatemala et pour la poursuite du programme d'assistance militaire [64].

élections sous un jour favorable, mais avec des réserves. La couverture médiatique fut en effet bien moindre que celle accordée aux élections salvadoriennes. Les événements étaient présentés sous un angle un peu plus équilibré mais toujours très largement apologétique.

Le fait que les médias aient admis sans réserve l'importance des élections au Guatemala – bien qu'on sache qu'il ne s'agissait que d'élections de façade (dans un contexte dictatorial et sanguinaire qui ne datait pas d'hier) et en dépit des nouvelles mesures imposées aux zones rurales : déplacements massifs de populations, relogement forcé dans les « villages modèles », patrouilles de défense civile, etc.) –, qui se trouvaient pourtant aux antipodes de toute idée d'élections libres, est assez éloquent en soit. Si un pays ennemi tenait des élections dans des conditions comparables, on n'y verrait qu'un exercice de relations publiques sans la moindre valeur. Pourtant, s'agissant du Guatemala, c'est à peine si l'on évoquait les patrouilles civiles et les massacres en cours. Les témoignages sur ces sujets se voyaient ostensiblement ignorés, et l'on prenait soin de donner aux informations un ton relativement optimiste et encourageant. On s'entendit pour trouver l'élection d'une assemblée constituante en 1984 « encourageante » puisqu'elle constituait un premier pas vers les présidentielles de 1985, qui « ont mis un terme [*sic*] à plus de trente années de régime militaire » (*Newsweek*, 17.01.86). Sur CBS, Dan Rather annonçait que Cerezo était devenu « le premier dirigeant civil après trente ans de dictature quasi ininterrompue » (09.12.85). C'est ambigu. Mais l'important est que *Newsweek* suggérait clairement que, désormais, c'était Cerezo, et non l'armée, qui *détenait* le pouvoir. Julio Mendez Montenegro, président civil de 1966 à 1970, n'avait eu aucun pouvoir réel et la vague d'exactions militaires qui avait frappé le pays durant son mandat l'avait discrédité. Étant donné cet antécédent et les réserves de Cerezo lui-même sur son pouvoir réel, en plus du fait que les généraux ne cachaient pas que le gouvernement civil était « un projet » des militaires [65], des informations tant soit peu objectives auraient dû être plus prudentes sur *la fin* de la dictature militaire.

Comme pour le Salvador, les activités criminelles des généraux guatémaltèques n'altéraient en rien leur légitimité aux yeux des médias américains et ne suggéraient en aucun cas que la cause des rebelles puisse être juste. L'insurrection de gauche représentait, selon *Time* (27.02.84), « un défi permanent pour le pouvoir en place », mais le journal ne se penchait pas sur les causes profondes de cette insurrection et n'en présentait pas les leaders comme constituant la « principale force d'opposition », dont la possibilité de se présenter aux élections aurait constitué une remarquable « mise à l'épreuve » de l'intégrité des élections (comme ce fut le cas au Nicaragua). *Time* négligeait aussi de préciser que le pouvoir en place représentait lui-même un défi permanent à la survie de la population. La nécessité jamais mise en doute de réprimer l'insurrection suffisait presque à justifier les massacres perpétrés au Guatemala. « La plupart des victimes sont liées aux victoires de Mejia sur les insurgés » lisait-on dans *Time*. L'expression « liées à » n'est qu'un euphémisme timide pour minorer le fait que lesdites « victoires » de Mejia se fondaient sur le massacre d'hommes, de femmes et d'enfants de centaines de villages détruits [1]. « Résultats mitigés » pour Mejia, dont les « progrès obtenus dans des domaines importants » contrebalançaient les exterminations, telle était l'évaluation de *Time* citant le département d'État. Le journal ajoutait : Mejia « doit son soutien électoral au fait qu'il a tenu les promesses faites avant sa prise de pouvoir ». Le journal se dispensait d'expliquer à quoi il faisait exactement référence en parlant du « soutien électoral » gagné par Mejia, ni de quel soutien il s'agissait, sinon de celui du département d'État américain. Le Guatemala jouissait-il de la liberté de la presse ou d'un système judiciaire digne de ce nom ?

Au chapitre II, nous offrions un aperçu de la démonstration d'Americas Watch montrant que l'administration Reagan avait rectifié ses éloges concernant successivement

1. Il ne fait absolument aucun doute que *Time* ne déclarerait jamais, par exemple au sujet de l'Afghanistan [occupé par l'URSS], que « la plupart des morts en sont liées aux succès du général Zakov contre les insurgés ».

chacun des généraux terroristes du Guatemala, *reconnaissant chaque fois tacitement, avec un temps de retard, avoir précédemment menti*. Ce genre de chose n'a strictement aucune espèce d'influence sur la manière dont les médias comme *Time* présentent systématiquement les déclarations du département d'État comme des vérités indiscutables – *la* référence par excellence, permettant d'évaluer toute autre déclaration. De fait, selon *Time*, « Americas Watch, une organisation controversée à laquelle on reproche fréquemment d'être trop complaisante avec la gauche, a qualifié le Guatemala de "nation de prisonniers" ». *Time* n'évalue pas l'indépendance de ses sources, le point de vue du département d'État n'est pas critiqué car, par définition, c'est la vérité patriotique et officielle. Si Americas Watch est dénigrée (et citée aussi rarement que possible, même affublée d'une étiquette dévalorisante), c'est qu'elle remet en cause la propagande officielle. La *Pravda* aurait difficilement pu se montrer aussi servile face aux impératifs d'État que *Time* dans sa couverture des élections démonstratives [66].

Pour les élections au Guatemala, les médias s'en tinrent strictement, en matière de sources, aux responsables américains, aux observateurs officiels, aux principaux candidats et aux généraux. Les porte-parole des insurgés – ce qu'on aurait appelé « la principale force d'opposition » au Nicaragua –, ceux des petits partis, organisations populaires, Églises, organisations des droits humains et autres citoyens ordinaires furent totalement ignorés par les médias. *Time*, *Newsweek* ou CBS n'interrogèrent pratiquement jamais les citoyens ordinaires ou les porte-parole des insurgés. Dans le *NYT*, sur plusieurs dizaines d'articles portant sur le Guatemala en périodes électorales, Stephen Kinzer, qui le jour même des élections de 1984 avait pourtant interrogé bon nombre de citoyens ordinaires (lesquels se montraient nettement moins optimistes que ses sources habituelles), ne publia qu'une seule citation émanant des rebelles.

L'éventail restreint de sources des médias découlait de leur propension à adopter un ordre du jour patriotique, en même temps qu'il la renforçait. L'administration américaine et les observateurs se montraient toujours optimistes et

pleins d'espoir dans leurs déclarations au sujet des élections que sponsorisait le gouvernement. Il en allait plus ou moins de même des principaux candidats dès lors qu'ils avaient une bonne chance d'y gagner au moins un pouvoir nominal. Il leur arrivait tout de même parfois d'exprimer certains doutes au sujet de la réelle volonté de l'armée d'abandonner le pouvoir. C'est ce qui donnait au scénario des élections un caractère sensiblement différent de ce qui s'était passé au Salvador où une armée démocratique « protégeait les élections » contre des rebelles antidémocrates qui refusaient de déposer les armes pour participer au scrutin. Au Guatemala, l'angle adopté était : les militaires tiendraient-ils leur promesse de ne pas quitter leurs casernes ? Le grand triomphe, c'était qu'*effectivement* ils restèrent dans leurs casernes – un président civil prenait ses fonctions et c'était désormais lui qui « dirigeait » le pays. Puis, subitement, les médias se désintéressèrent du sujet, de sorte que personne ne vérifia si les militaires avaient réellement cédé le pouvoir au dirigeant civil (de même que personne ne se soucia plus, après les élections au Salvador, de la « paix » promise au peuple.) En Pologne en janvier 1947, au Nicaragua en 1984 et dans les pays ennemis d'une manière générale, les médias se concentraient sur *la substance* du pouvoir et cherchaient à savoir jusqu'à quel point ledit pouvoir avait à l'avance programmé l'issue du scrutin en empêchant par exemple certaines forces électorales de se présenter ou de faire campagne. Ce ne fut pas le cas pour le Guatemala.

Si les médias avaient élargi le spectre de leurs sources, certains aspects cruciaux du contexte auraient acquis plus d'importance. Aux élections guatémaltèques de 1985 par exemple, de même qu'avant le 1er juillet 1984, la Conférence épiscopale du Guatemala diffusa des communiqués dénonçant sans la moindre équivoque et avec des arguments très détaillés une situation nationale parfaitement incompatible avec la tenue d'élections libres. Sa lettre pastorale du 8 juin 1984 insistait sur les patrouilles de défense civiles, qu'elle tenait pour « susceptibles de manipulations », évoquait les disparitions, la « corruption insatiable » et le fait que les structures socio-politiques du pays étaient

« incapables d'assurer le bien-être de l'ensemble de la société » [67]. Si Stephen Kinzer cita ce rapport dans un article du *NYT* du 22 juillet 1984, il prit soin de ne le faire qu'*après* les élections du 1er juillet, sans chercher à en user pour discuter les conditions électorales ou aboutir à une évaluation de la nature même des élections. Outre qu'il se contenta, pour résumer un rapport de vingt-sept pages, de dire qu'il « dénonçait torture, fraude électorale, concentration des richesses et "le massacre de familles entières" », Kinzer occulta totalement la critique spécifique des conditions dans lesquelles furent tenues les élections. *Time* passa rapidement sur cette lettre pastorale ; *Newsweek* et CBS n'y firent jamais allusion.

S'agissant des élections de 1985, les évêques mettaient très sérieusement en cause la validité d'élections tenues dans « des conditions proches de l'esclavage et du désespoir [68] ». Ils insistaient sur le fait que des élections sérieuses ne pouvaient pas être tenues dans un contexte de patrouilles de défense civile, d'« idéologie de sécurité nationale », de faim et de pauvreté : « Pour parvenir aux résultats tant attendus, non seulement la liberté devrait prévaloir au moment du vote, mais également toute une série de conditions spécifiques, sociales, politiques et économiques, qui hélas n'existent pas au Guatemala. En réalité, au Guatemala, une violence impitoyable, le plus total mépris des droits humains et la violation des lois les plus élémentaires se poursuivent. On ne saurait nier qu'aucun citoyen opprimé, terrorisé ou menacé n'est en mesure ni d'exercer pleinement son droit de vote ni d'être élu en toute conscience. »

Cette lettre ne fut mentionnée ni dans les plus grands médias ni nulle part ailleurs à notre connaissance, et cela bien que les évêques soient conservateurs, crédibles et constituent l'un des rares corps organisés au Guatemala à n'avoir pas été écrasé par la terreur d'État.

Il y avait d'autres voix dissidentes au Guatemala – représentants des partis minoritaires, syndicats, associations de défense des droits humains, juges et juristes – qui prirent à l'occasion la parole au sujet des limitations de la liberté électorale au Guatemala. Il s'y passait en outre des choses

suffisamment sérieuses pour qu'il fût nécessaire de faire toute la lumière sur la question. Tout cela était occulté dans les médias américains. Le 4 juillet 1984, par exemple, la Commission guatémaltèque des droits humains publia une déclaration à Mexico, annonçant que les élections devraient être considérées au regard de trois faits majeurs. Pour commencer, les conditions préalables nécessaires à la validité d'un scrutin, telles que spécifiées dans la déclaration des Nations unies du 14 mars, n'avaient pas été respectées ; ensuite, les partis de gauche avaient été exclus de toute participation aux élections ; pour finir, cent quinze personnes avaient été assassinées ou avaient disparu au cours du mois précédant les élections du 1er juillet [69]. Cette déclaration et les faits évoqués par la Commission furent totalement passés sous silence dans les médias américains.

D'autres faits encore méritent notre attention. Le 3 mai, le général Oscar Mejia Victores destituait Ricardo Sagastume Vidaure, alors président de la Cour suprême. Le 11 avril, cette même cour avait rendu publics des appels à comparaître au titre de l'*habeas corpus*, concernant cent cinquante-sept personnes kidnappées et Sagastume avait protesté auprès de Mejia au sujet des difficultés rencontrées pour instruire des procès sur les violences militaires. Le 4 mai, Asisco Vallardes Molina, leader du parti populiste, observait que Sagastume avait été « renvoyé comme un simple subalterne ». Le 8 mai, un communiqué de l'ordre des avocats du Guatemala déclarait que le pays était désormais un État de non-droit, comme le démontraient les constantes violations des droits humains et l'exercice incontrôlé d'un pouvoir arbitraire. Plus d'une quinzaine de membres importants de l'appareil judiciaire et de la Cour suprême avaient alors déjà démissionné de leurs fonctions en signe de protestation contre la destitution de Sagastume [70].

Jamais Stephen Kinzer ne prit la peine d'évoquer ces événements ou d'en analyser la portée dans le *NYT*, ce que ne fit du reste aucun de ses collègues des principaux médias. Cela vient confirmer notre hypothèse selon laquelle lorsque des élections sont organisées dans des États clients les

conditions électorales fondamentales, comme le maintien ou l'absence d'un État de droit, sont délibérément occultées. Il en va de même pour d'autres conditions fondamentales. De fait, si Kinzer put occasionnellement évoquer les patrouilles de défense civile, il ne prit jamais la peine d'expliquer en détail en quoi elles consistaient ni leurs opérations. Il ne fit jamais le lien entre leurs activités et les autres structures institutionnelles de contrôle, et se dispensa d'analyser de façon systématique leur lien avec la dictature militaire. Kinzer ne considéra jamais les innombrables rapports d'Amnesty International, d'Americas Watch et de la Commission parlementaire britannique pour les droits humains sur ces institutions coercitives et leur fonction terroriste comme des sources dignes d'intérêt dans le cadre des élections au Guatemala. Bien qu'en 1984 la nouvelle assemblée constituante ait rédigé une nouvelle Constitution, pas une seule fois Kinzer n'en offrit l'analyse alors qu'elle avalisait le rôle spécifique de l'armée et les limites structurelles imposées à la liberté de presse.

Kinzer rapportait des informations expressément calibrées pour satisfaire la ligne politique du *NYT* et l'ordre du jour du gouvernement américain. Le point de vue éditorial du *NYT* était que « les militaires au pouvoir depuis près de trente et un ans ont honoré leur promesse d'autoriser l'élection libre d'un président civil [1] ». Durant toute cette période, les articles de Kinzer, même s'ils semblent généralement éviter les conclusions définitives, ne sont porteurs d'aucun autre message. Le titre de l'un d'entre eux – « Après trente ans, une chance est donnée à la démocratie au Guatemala » (10.11.85) – en résume assez bien le contenu. Pourtant, ce message central était faux dès lors que les conditions fondamentales garantissant la validité d'une élection n'étaient pas respectées, que le pouvoir restait entre les mains de l'armée et que son autorité se voyait confirmée par la nouvelle

1. Le *NYT* – pas plus que Reagan et son administration – n'estima jamais que les sandinistes avaient « honoré » une quelconque promesse en 1984. En outre, l'éditorial néglige de souligner ce que pouvait signifier le fait que les généraux au pouvoir aient déclaré une amnistie – pour eux-mêmes – avant d'autoriser la mise en place d'un « projet électoral » [71].

Constitution, qui l'exemptait de toute responsabilité devant la loi, et que la « démocratie » formelle lui conférait le droit de tuer à volonté [1]. Pour faire passer un message aussi évidemment fallacieux, Kinzer devait garder le silence sur le cas de Sagastume, sur les institutions et les méthodes de l'État contre-insurrectionnel, sur les massacres en cours et sur la terreur omniprésente – c'est-à-dire sur l'inexistence de conditions indispensables à la tenue d'élections libres – et mettre surtout l'accent sur l'optimisme, le respect des procédures électorales et les promesses de l'armée – c'est-à-dire sur l'ordre du jour de la propagande gouvernementale dans le cas d'élections « démonstratives ».

Dans ce qui constitue sans doute l'un des moments les moins glorieux de sa carrière journalistique, un article du 27 décembre 1985, « Le vote du Guatemala encourage les partis politiques au Nicaragua », Kinzer laissait même entendre que les élections au Guatemala constituaient un modèle que devrait suivre le Nicaragua. Il évoquait la visite diplomatique de Cerezo dans ce pays et les encouragements qu'il y avait prodigués aux partis dissidents, leur faisant comprendre que peut-être, à force de patience, ils viendraient à bout du pouvoir sandiniste (ce qui, en d'autres termes, signifiait que Cerezo avait lui-même triomphé de l'armée dans un Guatemala où il avait désormais le pouvoir bien en mains). L'article s'achevait sur une citation de l'un des chefs de l'opposition : « Ortega est désormais le seul président d'Amérique centrale à porter un uniforme militaire, et le contraste n'en est que plus flagrant. » Nulle part dans son article, Kinzer ne rappela que les pouvoirs de l'armée ne se mesuraient pas à l'aune de la tenue vestimentaire du chef de

1. L'éditorial du *NYT* du 12 décembre 1985 rendait hommage à Cerezo pour son engagement à « condamner sans vengeance les militaires pour leur férule meurtrière ». En d'autres termes (hors de la rhétorique propagandiste), pour son incapacité à assurer un minimum de justice en réponse à des exactions épouvantables – ce qui n'est pas sans soulever de sérieux doutes quant au pouvoir réel dont il disposait. Le grand journal de référence n'hésitait pas à faire de l'impunité accordée à des criminels de masse une vertu : louable témoignage de la grande magnanimité de Cerezo ! Ce faisant, ledit journal se gardait bien de s'étendre sur ce qu'il adviendrait du président Cerezo s'il lui prenait de réclamer justice contre les militaires, ou sur la manière dont il devrait s'y prendre pour qu'elle soit rendue dans un pays encore en état de siège.

l'État, ni que la dictature militaire du Guatemala n'avait toujours pas été destituée. Il n'évoquait nulle part le fait que l'armée du Guatemala avait assassiné des dizaines de milliers de civils. Il ne semblait pas non plus reconnaître que les élections nicaraguayennes étaient infiniment plus ouvertes que celles du Guatemala. Au contraire, loin de risquer de nuire aux intérêts de l'État, le *NYT*, à l'instar de tous les autres médias, niait explicitement et systématiquement cette simple évidence.

Comme ils l'avaient fait pour le Salvador, les médias américains ne suggérèrent jamais que l'exclusion des insurgés guatémaltèques suffisait à invalider les élections. Certes, Kinzer rappela parfois très brièvement que la gauche n'était pas représentée mais il n'interrogea jamais personne sur la portée d'une telle exclusion en termes de choix politique offert aux différentes couches sociales. En tant que coauteur d'un livre important sur le sujet, Kinzer savait pourtant exactement à quoi s'en tenir à ce propos [72]. La très grande majorité des Guatémaltèques étaient extrêmement pauvres et, depuis 1954, avaient toujours été privés de toute participation ou représentation politique. L'insurrection était née de la précarité et de l'exploitation de ces populations, ainsi que de l'absence de toute possibilité d'ouverture démocratique susceptible de venir pallier tant de misère et d'injustice. L'armée au pouvoir n'autorisait les partis à se présenter aux élections et les individus à prétendre à aucune fonction publique que s'ils acceptaient, tacitement ou explicitement, d'exclure de leurs programmes toute référence aux problèmes liés à la pauvreté de la majorité de la population. On ne peut mesurer le degré d'adhésion de ces populations aux revendications des insurgés, mais si l'on tient compte du fait que les programmes qu'ils défendaient étaient clairement favorables à l'intérêt de la majorité et que leur mouvement avait pu se maintenir sans aucune aide extérieure au point que l'armée n'avait su trouver d'autre réponse que d'entrer en guerre contre la quasi-totalité de la population rurale du pays, la revendication des rebelles d'être « la principale force d'opposition » semble autrement plus crédible que celle d'Arturo Cruz et de ses associés de

la bourgeoisie nicaraguayenne. Si les rebelles – ou quelque candidat que ce soit, susceptible de séduire la majorité et constituant ainsi une menace pour l'armée et l'oligarchie au pouvoir – se voient interdire de se présenter aux élections dans leur propre pays, n'est ce pas déjà, en soi, une fraude patente ? C'est ce que dénonçaient de toutes leurs forces les évêques réunis aux deux conférences épiscopales de 1984 et 1985, mais cette source-là, si respectable qu'elle fût, fut délibérément occultée, contrairement à Arturo Cruz et Robert Leiken.

Comme pour le Salvador, la validité des élections au Guatemala ne fut évaluée ni avant ni après, au regard du respect ou non des conditions fondamentales supposées la garantir. Pour le gouvernement américain, les insurgés n'étaient pas la principale force d'opposition, la terreur institutionnalisée au Guatemala n'était un impair qu'en termes de relations publiques ; et les élections étaient équitables. Finalement, la couverture médiatique des élections guatémaltèques reflétait à la perfection l'ordre du jour propagandiste du gouvernement.

* *
*

III-6. Nicaragua : les médias au service de la délégitimation des élections

À l'opposé du Salvador et du Guatemala, l'objectif de l'administration Reagan concernant le Nicaragua était de discréditer des élections qui menaçaient de légitimer le gouvernement sandiniste et, par voie de conséquence, de délégitimer le soutien financier des États-Unis à une armée terroriste. Certes, Washington avait toujours âprement reproché au gouvernement sandiniste de ne pas avoir été démocratiquement élu, mais la tenue d'élections libres lui paraissait embarrassante. Dès le début de la campagne

électorale, l'administration américaine commença à émettre des doutes sur leur validité et, de la même manière qu'elle s'était efforcée de créer une image positive pour les deux élections tenues dans ses États clients, elle déploya des trésors d'énergie pour donner des élections nicaraguayennes la plus mauvaise image possible. Scrupuleusement, les médias emboîtèrent le pas, comme pouvait le laisser prévoir le modèle de propagande.

Les médias se gardèrent d'attirer l'attention sur le cynisme qu'il pouvait y avoir à reprocher, dans un premier temps, au gouvernement du Nicaragua de ne pas organiser d'élections, pour s'efforcer, ensuite, par tous les moyens de les repousser ou de les discréditer [1]. *Time* alla jusqu'à souligner l'absence de « délégations officielles [d'observateurs] des plus grandes démocraties occidentales » (19.11.84) – comme si cela suffisait à invalider les élections, et non à attester de la puissance des États-Unis. Près de quatre cent cinquante observateurs étrangers indépendants assistèrent aux élections nicaraguayennes, au nombre desquels plusieurs dont l'intégrité ne pouvait en aucun cas être mise en doute, travaillant bien plus librement et plus consciencieusement que les observateurs officiels américains au Salvador ou au Guatemala. *Time* et les autres médias dominants ne s'en soucièrent pas. Le *NYT* publia bien un article sur les nombreux observateurs présents au Nicaragua, mais *avant* les élections (04.11.84). Son propos suggérait que leurs observations seraient biaisées et favorables aux sandinistes, un soupçon que le *NYT* ne fit jamais porter sur les observateurs officiels américains. Par la suite, le *NYT* occulta totalement jusqu'à l'existence même des quatre cent cinquante observateurs internationaux, au nombre desquels d'imminents universitaires spécialistes de l'Amérique latine. En se fondant sur un très large échantillon pris dans les médias

1. L'hypocrisie était aggravée par l'absence d'insistance sur le fait que l'administration exigeait certes des élections libres au Nicaragua, mais surtout pas au Chili, en Indonésie, en Namibie, en Corée du Sud ou dans bien d'autres pays de sa zone d'influence ; ou encore sur la prétention du gouvernement américain à tenir les élections salvadoriennes ou guatémaltèques pour libres et démocratiques.

américains et britanniques (presse écrite, radios et TV), la remarquable étude de Lucinda Broadbent recoupe et complète nos conclusions. Elle y met clairement en évidence que l'opposition nicaraguayenne y occupe deux fois plus d'espace que le gouvernement sandiniste, « une priorité inhabituelle pour des médias habituellement si attachés aux "sources officielles" [73] ». Broadbent souligne aussi l'omniprésence du point de vue reaganien, y compris en Grande-Bretagne et dans la presse de gauche, et la distorsion massive de la réalité qui en résulte. Elle constate aussi que les médias font *systématiquement* l'impasse sur le programme des différents partis nicaraguayens, laissant les pires clichés reaganiens sur les intentions et les politiques des sandinistes à l'abri de toute remise en cause. La représentation médiatique de la réalité fut « littéralement à l'opposé de ce que les observateurs internationaux purent constater sur le terrain [74] » ; et c'est précisément, nous semble-t-il, la raison pour laquelle la présence de ces observateurs *devait* être occultée.

Il est intéressant de noter la manière dont Stephen Kinzer traita des observateurs. S'agissant du Nicaragua, il ne fit strictement aucune référence aux observateurs non officiels – dont nous venons de dire que certains étaient on ne peut plus qualifiés. Il alla même jusqu'à ignorer la délégation gouvernementale néerlandaise, pourtant issue du centre droit et qui reconnaissait piteusement les exactions commises au Salvador. Cette équipe, présente aux élections salvadoriennes et nicaraguayennes, concluait pourtant que ces dernières « avaient été plus ouvertes qu'au Salvador dans la mesure où davantage de candidats étaient en droit d'y participer, que ceux de l'opposition n'avaient pas à craindre pour leur vie » et que « la légitimité du régime s'en trouvait confirmée de fait » [75]. À l'inverse, s'agissant du Guatemala, Kinzer citait le rapport des observateurs officiels, aussi bien pour les élections de 1984 que pour celles de 1985, aussi tendancieux et superficiels qu'ils aient pu être [*infra*, annexe III]. Pour celles de 1984, il évoquait le rapport du Groupe indépendant des juristes pour les droits humains, qui affirmait que

« les procédures » du vote leur avaient semblé « correctes », mais négligeant d'en citer, ici comme ailleurs, les nombreux commentaires sur le fait que « la majeure partie de la population vivait dans une terreur permanente », de sorte que « le respect des procédures » perdait tout son sens.

Ne disposant au Nicaragua d'aucun observateur officiel désigné par le gouvernement américain, les médias s'en trouvaient plus dépendants que jamais de ses communiqués. Si l'on compare les informations émanant de ce canal de propagande qui nourrit les médias avec ce que constatèrent les délégations d'observateurs étrangers sur le terrain au Nicaragua, le résultat est particulièrement éclairant. Pour les besoins de la démonstration qui suit, nous aurons recours à deux rapports. Le premier, celui de la Délégation parlementaire irlandaise inter-partis, était intitulé « Les élections au Nicaragua, novembre 1984 ». Cette délégation était composée de quatre personnes, dont trois issus des partis de droite ou de centre droit, qui passèrent dix-sept jours au Nicaragua en pleine période électorale. Le second, que nous avons déjà évoqué, est celui de la délégation que dépêcha la LASA. Cette délégation, composée d'une quinzaine de membres dont la moitié avait déjà « une solide expérience du terrain » au Nicaragua même, y passa les huit jours précédant les élections, se déplaça dans un bus loué en déterminant librement son propre itinéraire, avec pour principe de « discuter avec qui bon nous semblait (ainsi qu'avec ceux, nombreux, qui venaient spontanément vers nous) » [76].

*

III-6-1. Dénigrement et apathie

Généralement, le magazine *Time* ne prend même pas la peine de dissimuler le fait qu'il tient ses renseignements de Washington. On y cite John Hughes, à l'époque chargé des relations publiques au département d'État américain (mais qui, jusque-là, avait été et devait redevenir par la suite éditorialiste au *Christian Science Monitor*) : « Ce n'étaient pas vraiment des élections. [...] Il s'agissait simplement de

théâtre de la part des sandinistes. [I] » *Time* enchaîne sur toute une série de propos dénigrants : « Les sandinistes ont gagné, comme on pouvait s'y attendre. [...] Les élections nicaraguayennes se sont déroulées dans l'indifférence générale. [...] On se doutait du résultat. [...] Rien de bien excitant. » (19.11.84) Dans un article antérieur (29.10.84), *Time* rabâchait déjà la même litanie négative : « Une campagne dépourvue de suspense » ; des électeurs « trop apathiques pour seulement se déplacer jusqu'aux urnes » – il ne s'agissait là que d'anticipations, bien avant les élections. Dans chacun des deux articles, on insistait aussi lourdement sur le climat de terreur latente. S'agissant des élections salvadoriennes, *Time* optait pour un ton bien différent : « Personne ne doutait qu'il fallait se saisir de l'occasion » – comprenez : que l'administration Reagan avait effectivement misé très gros sur cette opération de relations publiques ; « Par centaines de milliers, [...] bravant la menace, et parfois même les balles du front marxiste, ils rejoignaient les longues files d'attente serpentant aux portes des bureaux de vote pour les élections présidentielles les plus attendues de l'histoire du pays » (09.04.84) [II]. Il en alla de même pour le Guatemala : « Près de 1,8 million d'électeurs ont enduré files d'attente de plus de quatre heures, averses tropicales et une offre électorale pléthorique pour voter aux élections les plus libres et les moins frauduleuses du pays depuis plus d'une décennie. » (16.07.84) Lorsque *Time* commente les élections « démonstratives », il n'est jamais question d'apathie ni de peur devant les forces *gouvernementales*.

I. C'était sans doute plus ou moins exact à la période où les sandinistes s'efforçaient de renouveler leur image, mais ce ne l'était pas moins au Salvador, avec de surcroît le fait que les élections s'y tenaient dans un climat général de répression aveugle et massive. Jamais cependant *Time* ne parla de « théâtre » au sujet d'aucune des deux élections salvadoriennes.

II. Pas plus qu'en 1982 le Front Marti de libération nationale (FMLN) ne lança d'opération militaire visant le processus électoral ni de menaces à l'encontre des électeurs salvadoriens – ce dont *Time* ne tint alors strictement aucun compte. Les authentiques menaces, diffusées sur la radio des contras contre les électeurs nicaraguayens et les attaques armées contre les bureaux de vote, qui firent plusieurs morts, ne furent en revanche jamais évoquées dans *Time*.

Au *NYT*, Stephen Kinzer offrait lui aussi une vision nettement moins sympathique des élections nicaraguayennes que guatémaltèques, accordant une importance démesurée aux partis d'opposition, du type de celui du candidat proaméricain Arturo Cruz (alors que pour les élections guatémaltèques il passait littéralement sous silence les petits partis, les syndicats protestataires, les rebelles et les organisations de défense des droits humains), et trouvant davantage de gens qui votaient par peur qu'il n'en avait compté au Guatemala – tour de force au vu de la situation intérieure des deux pays [I]. Il tenait obstinément au fait que les sandinistes obligeaient les gens à voter, que les élections étaient jouées d'avance, aux prétendues violences contre les meetings politiques et aux allégations concernant les irrégularités et menaces de retrait des partis d'opposition. Pour *Time* : les électeurs restaient « philosophes » ; « l'enthousiasme pour les élections n'était pas universel » ; « on ne constatait guère d'enthousiasme ». Jamais Kinzer ne s'est risqué à comparer les procédures électorales ou la pluralité des choix, ou toute autre condition nécessaire, entre le Nicaragua et le Guatemala. Il traitait des deux élections dans le cadre convenu de la propagande [77].

Concernant l'apathie et la prétendue attitude négative de la population, la délégation irlandaise et celle de la LASA constatèrent toutes deux que le vote n'était pas obligatoire au Nicaragua et que les bulletins y étaient secrets. De fait, comme le soulignait la délégation irlandaise, le faible taux d'abstention était significatif et « invalidait les a priori selon lesquels des pans entiers de la population étaient opposés à ces élections. En outre, le pourcentage de votes blancs (7,4 %) demeurait comparable à celui de n'importe quelle élection en Europe où les populations sont plus instruites [78] ». Les observateurs notaient aussi que, « discutant avec un vieil homme qui attendait son tour pour voter dans un bureau de vote d'une région agricole, l'un des membres

I. Kinzer mentionne Cruz dans onze des quatorze articles qu'il écrivit sur le Nicaragua ; et il le cite, généralement assez longuement, dans cinq d'entre eux. Enfin, il revient sur le harcèlement et les prétendues attaques de bureaux de vote dans sept de ces articles.

de la délégation demanda : "Y a-t-il pour vous une différence entre ces élections et toutes celles pour lesquelles vous avez voté auparavant ?" Il répondit : "Tout. — C'est-à-dire ? — (Haussant simplement les épaules) Tout est différent." »

Jamais les médias américains n'étaient parvenus à trouver un interlocuteur comme ce vieil homme. La délégation irlandaise observait en outre : « Certains observateurs originaires d'autres pays ont prétendu que les électeurs n'avaient pas l'air très enthousiaste en se rendant aux urnes. Rien d'étonnant, vu que les gens formaient de longues queues, attendant patiemment de passer derrière le rideau pour remplir leur bulletin de vote. Un membre de la délégation qui eut l'opportunité d'observer les votants aux élections américaines deux jours plus tard ne les trouva guère plus enthousiastes de faire la queue. »

Il nous semble assez clair que l'enthousiasme et l'optimisme que les médias américains observent invariablement au cours des élections dans les États clients, et l'apathie ou le négativisme qu'ils constatent dans les États qui ne jouissent pas des faveurs de l'administration américaine, n'ont rien à voir avec la réalité électorale et sont plutôt à rechercher du côté d'une ligne de propagande imposée ainsi que de l'exclusion de toute opinion ou information contraire.

*

III-6-2. Nier la qualité supérieure des élections nicaraguayennes

Le modèle de propagande implique que l'on accorde une très grande importance aux spécificités techniques des élections dans les États clients, mais *pas* dans les États dont on dénigre les élections. Ce fait est avéré dans les différents cas dont il est ici question. Le 9 avril 1984, *Time* décrivait par le menu les préparatifs des élections au Salvador, les procédures « à l'épreuve des fraudes », l'usage d'urnes transparentes et l'encre indélébile utilisée pour tamponner les cartes d'identité. Pourtant, les procédures électorales informatisées restèrent incompréhensibles aux yeux d'une population dont

plus de la moitié était analphabète. À aucun moment *Time*, ou quelque autre média, ne posa la question de l'intérêt d'un progrès de l'alphabétisation comme préalable indispensable à des élections ; on ne suggéra pas non plus que lesdites urnes transparentes pouvaient compromettre le secret du vote, ni que le marquage des cartes d'identité pouvait être une mesure d'intimidation susceptible d'expliquer le raz-de-marée de la participation.

Au Nicaragua, on prit toutes les mesures pour s'assurer que les bulletins restent secrets, et que les procédures du vote soient aussi simples et intelligibles que possible. Par exemple, la campagne s'appuya sur une profusion de documentation, que l'on rendit la plus accessible possible, ce que la délégation irlandaise comme celle de la LASA tenaient pour une qualité rare dans ce domaine. Le Nicaragua s'attacha en outre à ce que les listes électorales soient le plus exhaustives possible et à ce que tous les électeurs y soient dûment inscrits. La délégation irlandaise fit observer que « les élections ayant eu lieu dans d'autres pays d'Amérique centrale, comme le Salvador et le Guatemala, n'avaient pas appliqué ce genre de mesures, de sorte que la validité de leurs registres électoraux, basés sur des recensements périmés et sur des document officiels incomplets de mouvements de populations, entre autres sources, étaient toujours sujette à polémiques [79] ». Le Nicaragua évita délibérément les urnes transparentes, le marquage des cartes d'identité et toute autre mesure pouvant permettre aux autorités de savoir qui avait voté ou non. La LASA souligne que, « de surcroît, les bulletins étaient imprimés sur papier blanc épais et opaque. Le contraste avec les élections de l'époque de Somoza [était] frappant. À l'époque, des urnes transparentes avaient été utilisées, de sorte que tout le monde pensait que le vote n'était pas secret. Il en fut de même aux élections salvadoriennes de 1984, où des bulletins en papier très fin étaient déposés dans des urnes transparentes. Les élections nicaraguayennes de 1984 se tinrent réellement à bulletin *secret* [80] ».

Au Nicaragua, le vote se fit à la proportionnelle, ce qui permit aux petits partis d'obtenir une représentation au

Parlement. Il était en outre assez facile aux différents partis politiques de participer aux élections. Au Guatemala, il fallait 4 000 signatures pour pouvoir se présenter en 1984, un nombre considérable, difficile à réunir dans une société où les assassinats politiques étaient quotidiens.

Stephen Kinzer et ses collègues ne firent jamais la moindre allusion à cette différence. D'une manière générale, on s'abstint de faire le parallèle entre les mérites considérables des élections nicaraguayennes et les procédures en usage dans les pays clients des États-Unis ; une comparaison qui aurait pu s'avérer particulièrement éclairante et porter un coup sévère aux objectifs de Reagan, auxquels les médias se soumettaient dans leur couverture des élections. Comme nous avons pu le voir, *Time* cite les procédures salvadoriennes douteuses comme exemplaires. Le *NYT* n'évoque qu'une seule fois les urnes transparentes du Salvador (Richard Meislin, 25.03.84), reprenant sans le remettre en cause l'argument officiel selon lequel les urnes transparentes étaient une mesure préventive contre les fraudes électorales. Pas un mot des autres « avantages » qu'elles avaient pu avoir. Quant à *Newsweek* et CBS News, ils ignoraient tout bonnement ces sujets.

*

III-6-3. Les perturbations sont occultées et le taux de participation n'est plus un indice du triomphe de la démocratie

La perturbation des élections par les rebelles a constitué un thème-clé de la propagande gouvernementale américaine dans le cas des élections salvadoriennes. Les rebelles étant opposés aux élections, la présence massive de la population aux urnes prouvait l'aversion dans laquelle elle les tenait et son soutien à l'armée. Le taux de participation signait le triomphe de la démocratie et la défaite des rebelles. Comme nous l'avons vu, les médias adoptèrent spontanément cet éclairage sans jamais le remettre en cause. L'angle choisi pour présenter les élections du Nicaragua était exactement

inverse – les rebelles étaient « les gentils » et les élections organisées par « les méchants » étaient condamnées d'office. L'opposition des rebelles au processus électoral – et leurs efforts pour le perturber – n'impliquaient pas ici que le fort taux de participation signifiât un rejet des rebelles et un soutien aux sandinistes.

Les médias américains se cantonnaient une fois de plus à l'ordre du jour gouvernemental, *même si cela impliquait un renversement complet des critères en usage pour les élections salvadoriennes.* Les contras et leurs supporters demandaient instamment aux électeurs de ne pas voter et s'efforçaient de perturber le processus électoral avec au moins autant de vigueur (et en faisant davantage de morts) que les rebelles salvadoriens. En outre le secret du vote était mieux garanti ; voter n'était pas obligatoire et on ne marquait pas les cartes d'identité des votants. Les sandinistes n'assassinaient pas quotidiennement les citoyens ordinaires, comme cela se pratiquait couramment dans les « démocraties des escadrons de la mort. » De fait, le taux de participation était infiniment plus significatif au Nicaragua que ceux constatés au Guatemala ou au Salvador – les électeurs étaient aussi libres de s'abstenir que de voter pour les partis d'opposition.

D'une manière générale, les médias américains gérèrent cette contradiction par un silence quasi absolu. Ils ignorèrent totalement la campagne de boycott que menaient les États-Unis et les contras, à grand renfort de menaces et d'attaques contre les bureaux de vote et les assesseurs, et ils passèrent sous silence le vote à bulletin secret et le droit de s'abstenir aussi unanimement qu'ils avaient, parallèlement, passé sous silence en 1982 et 1984 la criminalisation de l'abstention – entre autres mesures de rétorsions – et exagéré les perturbations dues aux rebelles au Salvador.

Bien que le *NYT* se soit mis en quatre pour focaliser l'attention sur le défi que représentait l'opposition rebelle et ses prétendues attaques de bureaux de vote et la portée significative que de telles exactions conférait aux élections salvadoriennes de 1982, Stephen Kinzer n'évoqua pas une seule fois les nombreuses attaques de bureaux de vote par les contras, ni leurs appels à l'abstention sur toutes les radios

du pays – faits pourtant abordés dans le rapport de la LASA. Pour Kinzer, rien de tout cela, ni même la campagne de discrédit menée par les États-Unis, ne représentait un défi susceptible de donner au taux de participation aux élections nicaraguayennes la moindre portée significative.

La délégation irlandaise souligna le fait que « les partis du Comité de la coordination démocratique [représentant les milieux d'affaires] s'opposaient à l'instauration de registres électoraux et appelaient au boycott du processus électoral ». Ce rapport indiquait que onze bureaux de vote avaient dû fermer du fait d'actes contre-révolutionnaires. « Malgré les risques possibles encourus », les électeurs votèrent en grand nombre, ce qui, aux yeux de la délégation irlandaise, « démontrait combien les élections étaient importantes pour la population » et montrait à quel point cette participation était significative [81]. La LASA dénonça les diverses méthodes utilisées par les « principales forces d'opposition » pour appeler les électeurs à s'abstenir, citant notamment les menaces émises sur les ondes depuis le Costa Rica voisin, annonçant que les votants seraient tués par les contras [82]. L'association soulignait aussi que « la participation n'en était pas moins massive », caractérisée par davantage d'enthousiasme dans les régions dont les populations vivaient de revenus modestes que dans les zones moins défavorisées [1]. Comme *Time*, la LASA observait que la participation massive demeurait en deçà des attentes des responsables du FSLN, mais, contrairement à *Time*, elle précisait que le taux de participation « soutient la comparaison avec ceux obtenus dans onze autres élections latino-américaines récentes, ainsi qu'avec celui des élections présidentielles de 1984 aux États-Unis [83] », auxquelles à peine la moitié de l'électorat américain participa – en réalité, le taux nicaraguayen fut nettement supérieur.

En bref, les deux rapports des observateurs s'étendent assez largement sur la perturbation par les rebelles du bon

1. Notons que c'est exactement l'inverse aux États-Unis, ce qui montre bien que les électeurs savent pertinemment, d'un côté comme de l'autre, qui profitera au bout du compte du processus électoral.

déroulement des élections au Nicaragua, ainsi que sur la signification et la portée du taux de participation. Les médias américains, qui avaient de nombreuses fois fait référence à ces questions à propos des élections salvadoriennes – questions qui s'ajustaient parfaitement aux objectifs de la propagande gouvernementale – les trouvaient dépourvues de pertinence s'agissant du Nicaragua.

*

III-6-4. Regain d'intérêt vis-à-vis des mesures coercitives

Comme nous l'avons décrit plus haut, s'agissant des élections salvadoriennes et guatémaltèques, l'évocation de « l'appareil coercitif » était exclue de l'ordre du jour, tant pour le gouvernement américain que pour les médias. Il en allait de même pour la terreur permanente qu'engendraient massacres, assassinats et État de non-droit en vigueur dans ces pays clients des États-Unis. Terreur et coercition firent néanmoins leur retour à propos du Nicaragua. Lors de cette réapparition, *Time* s'illustra par une malhonnêteté et une hypocrisie particulièrement ahurissantes. On n'y évoqua jamais la terreur et les pressions exercées par le gouvernement comme des facteurs susceptibles d'expliquer l'écrasante majorité obtenue lors des élections sponsorisées par les États-Unis, et ce même après le massacre de cinquante mille civils. En revanche, au Nicaragua, ces « acharnés » de sandinistes jouissaient, disait-on, d'un « impressionnant monopole de la force », et les contraindre à « desserrer leur étreinte », condition « indispensable à la libre compétition électorale », était loin d'être acquis. Correspondant de *Time* en Amérique centrale, George Russel dénicha même un « diplomate sud-américain » pour affirmer qu'« il ne peut y avoir de démocratie où il n'y a strictement aucune liberté individuelle » (08.10 et 14.05.84). Russel et *Time* n'avaient jamais trouvé le gouvernement salvadorien spécialement « acharné » ou jouissant d'un « impressionnant monopole de la force » ou exerçant une « étreinte qu'il fallait à tout prix desserrer pour permettre la tenue d'élections libres ».

On n'a jamais jugé non plus à propos, ni même pertinent, d'évoquer les libertés individuelles au sujet des élections salvadoriennes. Pour le Nicaragua, en revanche, *Time* estimait que « les pressions pour obliger les gens à voter avaient été considérables : de nombreux citoyens redoutaient de se voir privés de leurs précieuses cartes de rationnement. » On affirmait plus loin que « le gouvernement avait clairement fait savoir qu'il tiendrait toute abstention pour un comportement contre-révolutionnaire » ; et le 19 novembre 1984, citant Daniel Ortega : « Tous les vrais Nicaraguayens iront voter. Les seuls qui n'iront pas voter sont des vendus. »

Comme nous avons pu le voir plus haut, l'armée salvadorienne, comme celle du Guatemala, avait prévenu la population que, le vote étant légalement obligatoire, s'abstenir c'était trahir. Ces déclarations étaient *des avertissements sans équivoque*, tandis que celle d'Ortega était tout au plus une insulte, mais nullement une menace claire. Elle était en outre la seule déclaration du genre qui ait jamais été reportée, et l'affirmation de *Time* selon laquelle le gouvernement « avait clairement fait savoir » qu'il tiendrait toute abstention pour « un comportement contre-révolutionnaire » était doublement malhonnête – l'affirmation n'avait rien d'un avertissement et le terme « contre-révolutionnaire » était une pure invention de *Time*. La position officielle du gouvernement, *conformément à la loi*, était que les Nicaraguayens n'étaient pas tenus de voter. *Time* passait ce fait-là à la trappe. Il occultait le vote à bulletin secret et l'absence de marquage des cartes d'identité qui impliquait que, l'intention eût-elle seulement existé, il n'y aurait eu aucun moyen de rétorsion. Il occulte le fait que l'armée nicaraguayenne n'avait pas pour habitude d'assassiner les gens, pas même les « contre-révolutionnaires », alors que les armées salvadorienne et guatémaltèque assassinaient massivement des gens qui n'étaient aucunement « révolutionnaires », mais se trouvaient en quelque sorte en travers du chemin. Bref, la propagande pouvait difficilement être plus éhontée.

Le prétendu « fait », avancé par *Time*, que « de nombreux » citoyens redoutaient d'être privés de leur carte de rationnement est contesté par la LASA, qui indique dans

son rapport : « Dans nos entretiens avec les populations de nombreux quartiers de différentes villes, nous n'avons trouvé aucune preuve que les cartes de rationnement aient été confisquées ou saisies [...] sous *quelque* motif que ce soit. » La LASA signale que cinq rapports remis à la Cour suprême électorale faisaient état d'intimidations par menace de retrait de cartes de rationnement, « mais aucune de ces accusations ne fut confirmées par l'enquête qui s'ensuivit [84] ». Non seulement *Time* ne cite aucune source pour ses prétendues preuves mais il ne produit aucun exemple des supposés « nombreux » cas.

Nous avons vu plus haut que Stephen Kinzer citait davantage d'accusations de coercition pour les élections nicaraguayennes que pour celles du Guatemala, éloquent témoignage d'intégrité journalistique, compte tenu des faits indiscutables concernant la nature et l'ampleur de la répression dans les deux pays. Sa tendance à minorer systématiquement le terrorisme d'État au Guatemala en tant qu'élément majeur affectant la validité des élections à tous points de vue – possibilité de se présenter pour les candidats, liberté d'expression et liberté de la presse, existence de groupes intermédiaires, terreur généralisée et signification réelle du taux de participation – relève de la plus totale mystification. Sa couverture des élections nicaraguayennes recourait en outre très largement à la désinformation. Il n'y évoque nulle part *l'absence* de massacres ou de mesures coercitives – pas d'urnes transparentes, pas de tampons obligatoires sur la carte d'identité, pas d'obligation de voter. L'unique évocation de ce point précis (sur les quatorze articles que Kinzer a publiés sur le sujet) s'apparente à un véritable mensonge. Voici comment il cite un électeur : « J'ai toujours voté parce que c'est toujours obligatoire. [...] Bien sûr, la loi dit une chose mais, au bout d'un moment, on comprend bien que voter c'est un acte patriotique, et que le patriotisme garantit une longue vie. [85] » Cette citation implique, sans pour autant l'expliciter, que l'abstention ne tombe pas sous le coup de la loi au Nicaragua, mais ce propos peu clair – jamais Kinzer n'aura été aussi près de reconnaître l'absence de vote

obligatoire – est contrebalancé par le fait que son interlocuteur semble suggérer que le vote pourrait obéir à une quelconque menace.

La délégation irlandaise et celle de la LASA soulignaient les mesures exceptionnelles pour garantir le caractère secret du vote, lesquelles avaient été, selon les propres termes du rapport de la LASA, « soigneusement conçues pour réduire la possibilité de tout abus éventuel ». Les deux délégations insistaient en outre sur le fait qu'aucune loi ne rendait le vote obligatoire et que, contrairement aux allégations de la propagande du gouvernement américain relayées par *Time* et bien d'autres médias, les moyens de coercition mis en œuvre pour amener les électeurs à voter restaient minimes. Les exactions du gouvernement en matière de droits humains, susceptibles d'instaurer un climat de terreur, souligne la LASA, étaient « de faible ampleur [...] en comparaison d'autres pays de la région ». En fait, ce que ces deux rapports mettaient surtout en évidence, c'est que les populations du Nicaragua redoutaient infiniment plus les États-Unis et les contras, que le gouvernement de Managua [86].

*

III-6-5. La « principale force d'opposition » sur le devant de la scène

Comme nous l'avons constaté, le fait que les insurgés n'étaient pas représentés aux élections, au Salvador comme au Guatemala, n'émut pas le moins du monde les médias américains. Que Duarte ait lui-même reconnu en 1981, au moment de rejoindre la junte, que « les masses étaient avec les guérillas [87] » – ce qui faisait clairement de ces dernières la « principale force d'opposition » – ne les laissa pas moins indifférents que l'assassinat des leaders de l'opposition par l'armée tant au Salvador qu'au Guatemala. Au Salvador, l'exclusion des rebelles faisant partie des objectifs électoraux américains, on ne pouvait à aucun titre les considérer comme la « principale force d'opposition », et l'éviction voire l'élimination de leurs leaders n'entamaient en rien la

validité du processus électoral. À l'inverse, au Nicaragua, où les vues du gouvernement américain étaient bien différentes, l'exclusion des rebelles financés par les États-Unis, et de tout autre candidat, était un sujet grave qui portait sérieusement préjudice à la validité du scrutin. Les médias suivirent comme de bons petits toutous (plutôt chiens de compagnie que chiens de garde en l'occurrence).

L'axe majeur de la propagande mis en avant par les représentants de l'administration américaine pour les élections du Nicaragua était le prétendu combat mené par Arturo Cruz pour amener les sandinistes à instaurer un système ouvert au sein duquel il lui serait possible d'avoir une chance ; l'incapacité des « marxistes-léninistes » à faire les concessions appropriées ; le refus de Cruz de participer aux élections, et donc l'« exclusion » de la « principale force d'opposition » qui en découlait. Cruz, cependant, n'incarnait la « principale force d'opposition » que dans la propagande concoctée par le gouvernement et les médias américains. Expatrié de longue date (qui daigna par la suite admettre qu'il était payé par la CIA) et dépourvu de la moindre base politique au Nicaragua, Cruz eut inévitablement fait un score bien modeste dans le cadre d'élections libres [1], et il semble plus que probable qu'il n'ait d'ailleurs jamais eu la moindre intention de se présenter réellement, mais que ses sponsors et lui-même n'avaient précisément évoqué cette perspective que pour permettre d'utiliser avec efficacité le discours propagandiste [89].

Les médias se focalisèrent essentiellement sur le drame de Cruz sans jamais le mettre en doute. Cruz se voyait conférer un rôle important : continuellement évoqué comme « la principale force d'opposition » ou « le principal opposant »

1. Le *Wall Street Journal* du 23 avril 1985 révéla que Cruz recevait de l'argent de la CIA. Oliver North prit alors sur lui ce financement afin de détourner l'attention du fait que Cruz avait été payé par la CIA tout au long de la période où le gouvernement américain s'efforçait de discréditer les élections nicaraguayennes. Par la suite Cruz soutient aussi que la coordination antisandiniste, la Coordinadora, qui l'avait désigné comme chef de file, « était dominée par des gens qui n'avaient jamais réellement espéré se retrouver au pouvoir par le biais d'une campagne électorale » et « cherchaient, en se retirant, à mettre les sandinistes dans l'embarras » [88].

au parti au pouvoir (sans qu'on jugeât nécessaire d'en apporter la moindre preuve) ; et l'on n'hésitait pas à faire de sa candidature « le test des intentions démocratiques des sandinistes » (*Time*, 29.10.84). Pour le *NYT* (07.10.84), en l'absence de Cruz, les élections ne seraient qu'une « farce » et ladite « principale force d'opposition » qu'incarnait Cruz était mis au premier rang de la scène politique, place de choix d'où il lui était facile de qualifier l'ensemble de la campagne électorale de « farce » ou de mascarade [*infra*, tableaux 3-2 & 3-3]. Dans le *Washington Post* du 30 juin 1984, Robert McCartney déclarait que « les leaders de l'opposition reconnaissaient dans les interviews n'avoir jamais sérieusement prétendu se présenter aux élections du 4 novembre, mais envisageaient simplement de faire campagne pendant deux mois avant de se retirer de la course, au prétexte que les sandinistes avaient truqué les élections en leur défaveur ». Et le *New York Times* publia bien un excellent article, en dernière page, qui démontrait clairement que Cruz n'avait jamais eu la moindre intention de se présenter réellement, ou n'y aurait pas été autorisé ni par ses plus proches alliés nicaraguayens ni par l'administration américaine, et que sa fonction était, comme nous venons de le voir, de discréditer les élections en captant toute l'attention des médias sur sa seule candidature [90]. Mais cet unique article n'avait à lui seul aucune chance de contrebalancer la focalisation constante sur la prétendue exclusion de la soi-disant principale force d'opposition, campée comme l'élément central du scénario des élections nicaraguayennes.

En se focalisant sur une « force d'opposition » fictive au Nicaragua, qui allait délibérément refuser de se présenter, et en occultant dans le même temps une force d'opposition *bien réelle* au Salvador, dont l'exclusion par les armes ne devait rien au hasard, les médias adoptaient tout bonnement l'optique de la propagande gouvernementale, sans prendre une once de distance. Qu'il s'agisse de Salvadoriens ou d'observateurs étrangers, toute source susceptible d'évoquer la situation dans laquelle se trouvait la « principale force d'opposition » au Salvador et son exclusion était tout

bonnement ignorée [1]. Inversement, exactement comme le modèle de propagande pouvait nous le laisser supposer, s'agissant du Nicaragua, Cruz et les responsables américains eurent tout loisir de développer leurs thèses, lesquelles étaient quotidiennement relayées, exonérées d'office de tout commentaire questionnant leur crédibilité ou leur caractère manipulateur.

Non seulement l'administration Reagan agitait Cruz devant les médias, mais elle tenta par tous les moyens, quitte à les soudoyer, d'inciter d'autres candidats aux élections nicaraguayennes à se désister, afin que se réalise la prophétie d'une élection dénuée de toute crédibilité. De la part d'une grande puissance, une intervention aussi parfaitement dépourvue de scrupules était véritablement remarquable, mais les médias américains n'y prêtèrent pas la moindre attention. Jamais ils ne la qualifièrent d'antidémocratique, ni n'expliquèrent ce qu'elle impliquait par rapport à la campagne de Cruz (une tentative plus généralisée pour discréditer la campagne par son boycott.) Ils ne suggérèrent pas davantage que le taux de participation était d'autant plus significatif, du fait même de la campagne de discrédit que menaient les États-Unis. Le 31 octobre 1984, Stephen Kinzer notait que des diplomates américains de premier plan confirmaient l'existence de contacts réguliers avec certains partis politiques nicaraguayens. L'article de Kinzer est titré « Les partis nicaraguayens dénoncent les pressions sandinistes et américaines ». L'article lui-même, comme son titre l'indique, établissait un parallèle entre l'aide accordée par le gouvernement sandiniste aux partis politiques et les accords passés avec eux et l'intervention

1. Vétéran des observateurs britanniques qui avait suivi les élections salvadoriennes pour le Délégation parlementaire des droits humains, lord Chitnis notait que, « premièrement, ce qui du reste est crucial pour l'ensemble du processus électoral, il y avait le fait qu'aucun politicien de gauche au-delà des chrétiens-démocrates [PDC], et encore pas tous, n'était libre de se présenter aux élections. [... L'exclusion du FDR faisait de ces élections] une compétition entre les vagues promesses de deux candidats déjà en grande partie responsables de la situation dans laquelle se trouve actuellement le Salvador ». Les élections salvadoriennes de 1984, poursuivait-il, furent tenues dans « une atmosphère de terreur et de désespoir, de rumeurs macabres et de sinistre réalité ». Lord Chitnis ne fut jamais cité dans les médias américains [91].

américaine visant à pousser ces mêmes partis à boycotter les élections ! CBS, *Newsweek* et *Time* occultèrent tout bonnement la campagne de corruption que menaient les États-Unis. *Time* fit autant de bruit que possible autour du nombre des candidats et le retrait de plusieurs d'entre eux, mais sans préciser une seule fois que ces retraits étaient dus à la complicité, aux dessous-de-table et aux pressions des États-Unis. Il cita même, sans faire le moindre commentaire, un mensonge du département d'État affirmant qu'« il se gardait bien d'essayer d'influencer le résultat du scrutin » (19.11.84). Les preuves les plus flagrantes passaient systématiquement à la trappe. Dans le même article, *Time* allait jusqu'à soutenir que « les États-Unis avaient travaillé dur pour qu'à ces élections tous les partis se sentent libres de participer » – mensonge éhonté et pour le moins gonflé.

S'agissant du choix en matière d'options politiques au Nicaragua, la délégation irlandaise soulignait que « la législation garantit la participation des partis politiques quelle que soit leur idéologie ». Cet intéressant aspect se trouvait confirmé par une offre politique infiniment plus ouverte que celle qu'on pouvait trouver au Salvador et au Guatemala (ou aux États-Unis).

Selon la LASA, « au Nicaragua, aucune tendance politique ne s'est vue refuser la possibilité de prendre part au processus électoral de 1984 [92] ». On ne pouvait évidemment pas en dire autant du Salvador ou du Guatemala. Ces aspects fondamentaux de la législation et du système électoral nicaraguayens ne furent ni comparés à ceux mis en place dans les États clients des États-Unis, ni même évoqués dans les médias américains.

Concernant le fait que Cruz était présenté comme « la principale force d'opposition », la délégation irlandaise soulignait deux choses. Premièrement, « la délégation n'a découvert aucune preuve que [les trois petits partis, liés à Cruz, qui boycottèrent les élections] disposaient réellement d'un soutien électoral significatif dans le pays. Nos entretiens avec de nombreuses personnalités politiques, notamment des représentants de véritables partis d'opposition, ont clairement fait apparaître que l'intention d'Arturo Cruz de

se présenter aux élections était depuis le début fortement sujette à caution. [...] Alors que la presse internationale accordait à ces partis une couverture médiatique considérable, les membres de la délégation ont constaté que leur impact sur la population était dérisoire et que leurs programmes avaient peu de partisans ». Deuxièmement, le même rapport soulignait le fait que l'électorat était libre *de ne pas voter* ou de déposer un bulletin blanc ou nul. Or la faible proportion de ce type de votes – « en dépit de l'abstentionnisme promu par » les partis de Cruz – démontra assez clairement ce qu'il en était du soutien considérable dont ils prétendaient disposer [93].

Le rapport de la LASA aboutissait à des conclusions similaires en passant minutieusement en revue (1) « les preuves circonstancielles » indiquant clairement que Cruz n'avait manifestement aucune intention de se présenter ; (2) celles attestant qu'il n'avait aucune base électorale réelle et aurait subi une défaite cinglante.

Rétrospectivement, Kinzer daigna l'admettre, mais non sans un classique tour de passe-passe propagandiste : « L'écrasante victoire d'Ortega ne faisait aucun doute car l'opposition était divisée » – se gardant bien de préciser que, contrairement à un parti sandiniste très organisé, elle ne disposait, en outre, d'aucun soutien populaire ; et il poursuit : « Parce que les sandinistes contrôlaient la machine électorale. » Ni lui ni personne n'offrit jamais l'ombre d'une preuve que le contrôle des sandinistes sur le système électoral ait pu fausser le scrutin. Personne ne chercha à contester les conclusions de la LASA, selon lesquelles « le FSLN ne chercha guère plus à tirer avantage de sa position de parti sortant que ne le fait généralement n'importe quel parti au pouvoir partout ailleurs (y compris aux États-Unis) ». Quelques jours plus tôt, Kinzer avait cité Arturo Cruz, lequel déclarait que les sandinistes avaient le mérite d'avoir renversé Somoza et « d'avoir brisé, au Nicaragua, des barrières qui devaient être brisées, et c'est irréversible ». En effet, « les sandinistes travaillaient dans les catacombes tandis que nous autres, les partis d'opposition traditionnels, étions bien trop éloignés des attentes naissantes de la

masse ». Ce que Kinzer n'ignore pas le moins du monde, mais se gardera bien d'écrire, c'est qu'il en allait de même au moment des élections de 1984 ; et que c'est précisément la raison pour laquelle la victoire des sandinistes ne faisait aucun doute.

Sa condamnation sans scrupules des élections de 1984 n'était que l'une des innombrables contributions de Kinzer au battage médiatique qui visait à opposer les « présidents élus » des quatre « démocraties » d'Amérique centrale, au « dictateur sandiniste Ortega », qui n'avait pas été élu avec l'imprimatur des États-Unis. En l'occurrence, le contexte de cet article était une campagne médiatique de grande ampleur visant à attribuer aux sandinistes l'échec des accords de paix de Ciudad Guatemala en août 1987, conformément aux priorités de l'administration Reagan à la veille d'un vote crucial du Congrès concernant le renouvellement de l'aide accordée aux contras [94].

La LASA souligne également le fait que Cruz – représentant effectivement les contras, une fraction des milieux d'affaires locaux et les États-Unis – aurait parfaitement pu prendre part aux élections nicaraguayennes, y disposer d'un financement considérable, d'un large accès aux médias sans craindre d'être assassiné. Même sans Cruz, les contras disposaient d'une représentation électorale : « Nous ne connaissons aucun autre exemple d'élections en Amérique latine (ou ailleurs) où des formations politiques appelant au renversement par les armes du gouvernement sortant aient pu néanmoins prendre part au processus électoral, *a fortiori* lorsque ces formations sont ouvertement soutenues par une puissance étrangère. Les contras étaient pourtant officieusement représentés durant la campagne électorale de 1984. Deux des partis de la Coordinadora [la coordination d'opposition menée par Cruz], le PSD et le PLC, défendaient leur participation aux élections. Et tout en se défendant de représenter les contras, Arturo Cruz et la Coordination semblaient néanmoins promouvoir et défendre leur cause, au Nicaragua comme à l'extérieur. [95] »

La LASA évoque aussi certains détails de l'intervention des États-Unis dans le processus électoral, comme le côté

délibérément terrifiant des vols de reconnaissance et d'entraînement de chasseurs américains au-dessus du territoire durant les élections, ou les moyens mis en œuvre par les États-Unis pour inciter certains candidats à se désister. Il rendait notamment compte des déclarations de certains représentants des partis libéraux et conservateurs, affirmant que les États-Unis offraient d'importantes sommes d'argent pour inciter les candidats à se retirer des élections.

*

III-6-6. L'intérêt des médias pour la liberté de réunion et la liberté de la presse

Outre le droit de tout candidat, quel qu'il soit, à se présenter aux élections, nombre d'autres conditions élémentaires, qui n'avaient pas été soulignées à la une quand il s'agissait du Salvador et du Guatemala, devenaient absolument fondamentales aux yeux de l'administration américaine et des médias dès lors qu'il s'agissait du Nicaragua. Bien qu'aucun d'entre eux n'ait seulement évoqué le recours à la violence physique et au meurtre lors de la destruction de *La Cronica* et d'*El Independiente*, ni le nombre de journalistes assassinés lors des élections salvadoriennes, le *NYT*, *Time*, *Newsweek* et CBS News concentrèrent unanimement toute leur attention sur les procès et tribulations de *La Prensa*. Une autre fable concoctée par les médias prétend que *La Prensa* de cette époque était le journal qui avait courageusement combattu Somoza, et dont le directeur fut victime d'un tueur à la solde des États-Unis. Les médias pouvaient néanmoins difficilement ignorer que les deux journaux n'avaient en réalité en commun que le nom. Le directeur quitta en effet le journal en 1980, à la suite d'un conflit avec les propriétaires, pour créer *El Nuevo Diario*, où il fut bientôt rejoint par 80 % du personnel. De sorte que ce journal était le seul qui pouvait effectivement revendiquer la descendance directe de *La Prensa* historique [96].

Time, qui ne manquait pas de décrire les violences de la foule, prétendument organisées par le gouvernement, ou

la menace représentée par les comités de défense de quartier, n'avait pourtant jamais jugé pertinent d'évoquer l'ORDEN [1] et les escadrons de la mort pour juger de la validité des élections au Salvador ou au Guatemala. Non seulement les conditions indispensables à la tenue d'élections libres réapparaissaient subitement à l'ordre du jour des médias, mais on allait jusqu'à laisser entendre que le Nicaragua ne pouvait prétendre les réunir. Cette conviction se fondait exclusivement sur des déclarations de représentants du gouvernement américain et sur celles de Cruz ou de ses alliés au Nicaragua. À aucun moment les médias n'apportèrent la preuve de s'être eux-mêmes penchés sur la question ou d'avoir recherché de sources indépendantes allant en ce sens.

Sur CBS News (03.11.84), désignant comme d'habitude Arturo Cruz comme leader du « principal mouvement d'opposition », Richard Wagner donnait la parole à un unique citoyen nicaraguayen (indubitablement choisi au hasard !), qui déclarait : « Comment ces élections pourraient-elles être libres [*sic*] alors que nous n'avons ni liberté d'expression ni liberté de la presse ? » Et Wagner d'ajouter qu'« outre la censure » il y avait aussi la pénurie alimentaire, un système de transports en ruines, une conscription impopulaire et l'opposition de l'Église. « On comprend pourquoi on ne peut guère s'attendre à des élections libres. » Le cynisme qui consiste à ne pas même s'interroger sur les raisons de la pénurie alimentaire ou la détérioration du système de transports au Nicaragua est tout à fait stupéfiant. Mais Wagner rata une autre occasion de comparer le Nicaragua au Salvador. S'il existait dans le premier un système de « conscription impopulaire », au Salvador, où régnait la terreur, il n'y en avait pas. Au lieu de cela, on y enrôlait de force dans l'armée les jeunes des bidonvilles, des camps de réfugiés et des zones rurales, tandis que les fils de famille menaient la belle vie à San Salvador ou à Miami (et la situation est la même au Guatemala ou au Honduras.) La

1. Lire *supra*, note 1, p. 130

mauvaise foi de Wagner est à couper le souffle. Au Salvador, en 1982 et 1984, la censure (sans même parler des exécutions sommaires), la pénurie alimentaire, la ruine du système de transports, l'opposition de l'Église mais, plus important encore, l'exclusion radicale de « la principale force d'opposition » ainsi qu'un terrorisme d'État de grande ampleur étaient sans commune mesure avec la situation au Nicaragua [1]. Pourtant, CBS News ne jugeait pas que, dans de telles conditions, « on ne peut guère s'attendre à des élections libres ».

La délégation irlandaise et surtout la LASA traitèrent elles aussi ces sujets, prouvant qu'elles les avaient incontestablement examinés à fond, et aboutirent à des conclusions diamétralement opposées à celles du gouvernement et des médias américain. La LASA publia une étude très détaillée portant sur les comités de défense sandinistes et l'ampleur réelle de la violence *de masse*, et son impact sur la liberté d'assemblée. Elle concluait que le nombre total des incidents étaient « assez minime », et que les plus importants s'étaient produits avant le début de la campagne officielle. « En dépit des regrettables déclarations de Daniel Ortega au sujet de ces troubles, rien ne vient accréditer l'idée que le FSLN ait pu avoir pour stratégie de les encourager ou de les orchestrer. » S'agissant des comités de défense, le même rapport concluait qu'ils ne semblaient pas fonctionner comme un réseau d'espionnage et qu'aucun élément sérieux ne permettait de considérer qu'ils représentaient une force d'intimidation. La LASA soulignait en outre deux points que la presse libre passait allègrement sous silence. D'une part, la commission électorale « avait fait diffuser à ses frais dans la presse des publicités invitant les citoyens au plus grand respect du droit de tous les partis politiques à tenir des réunions sans être importunés ». D'autre part, les meetings de Cruz qui avaient été interrompus se tenaient

1. Le leader religieux de l'opposition salvadorienne, l'archevêque Oscar Romero, fut assassiné, et ses meurtriers ne furent jamais arrêtés. Au Nicaragua, le leader religieux de l'opposition, le cardinal Obando, vivait et s'exprimait librement, sans être inquiété. Une différence non négligeable que la presse libre se garda bien de souligner.

en violation de la loi électorale qui interdisait de telles manifestations sans autorisation et sans protection de la police. « En d'autres termes, étant donné leur décision de ne pas déclarer la tenue de leurs réunions, Cruz et ses coordinateurs menaient délibérément leur campagne hors du cadre légal de protection mis à leur disposition par la législation électorale. » La LASA comparait aussi les violences survenues lors des élections nicaraguayennes, replacées dans leur contexte, à celles observées dans les pays voisins et concluait que « par rapport aux autres nations de la région et étant donné la situation de conflit armé avec les contras, de tels abus ne se produisent qu'à une très petite échelle » [97].

Le rapport LASA se penchait aussi sur la liberté de la presse, qu'il tenait pour l'un des aspects les plus embarrassants de la campagne électorale. Il estimait que la soumission de la presse à la censure avait porté préjudice à la qualité et à la crédibilité des élections – même si l'argument des sandinistes, selon lequel un pays en guerre « ne peut autoriser un journal connu pour être l'instrument de l'ennemi à publier librement ses opinions » (Sergio Ramirez), était loin d'être infondé. Pour autant, bien que la censure ait parfois pu se montrer arbitraire et obtuse, le rapport concluait que « l'opposition a pu jouir et a joui de la possibilité effective de faire passer son message ». Au bout du compte, il s'avérait que les élections nicaraguayennes, « au regard des standards latino-américains, furent un modèle de probité et d'équité [98] ».

Il est frappant d'observer avec quel soin les médias évitèrent de faire des comparaisons ou d'entrer dans les détails. La manière dont ils dénoncèrent les restrictions en matière de liberté de la presse au Nicaragua, après les avoir complètement occultées au sujet du Salvador où elles étaient pourtant infiniment plus rigoureuses, est absolument remarquable. Ce processus est si profondément intériorisé que les journalistes peuvent avoir recours au *double standard* dans le même article, apparemment sans même avoir conscience de leur parti pris. Dans un article du *NYT* (12.03.84), intitulé « Choix clairs au Salvador, sombres machinations au Nicaragua », Hedrick Smith, tient donc

pour « clairs » les choix offerts au Salvador et estime que le problème au Nicaragua est surtout de savoir si, en décidant de la tenue d'élections, les sandinistes vont « accepter de renoncer à une part substantielle de leur pouvoir et de leur mainmise ». Au Salvador, la présence de différents partis, allant de l'extrême droite au centre droit attestait d'un choix « clair », tandis qu'au Nicaragua, la diversité de partis, allant de la droite à l'extrême gauche, ne permettait pas à Smith d'y constater un choix réel, même s'il n'expliquait pas pourquoi. Il ne semblait pas lui effleurer l'esprit que l'on puisse être curieux de savoir si les élections salvadoriennes allaient amener l'armée et les États-Unis à « renoncer à une part substantielle de leur pouvoir et de leur mainmise (ou leur détermination à vaincre par les armes) ».

Les Salvadoriens jouissaient-ils de ces libertés essentielles et de cette absence d'oppression si indispensables à la tenue d'élections réellement libres ? Hedrick Smith n'évoquait le contexte électoral *que* pour ce qui concerne le Nicaragua. Il fournissait une profusion de détails au sujet des procès intentés à *La Prensa*, de la censure de la presse, du monopole sandiniste du pouvoir et des restrictions prétendument imposées aux candidats d'opposition au Nicaragua. Cependant, pas un mot sur les escadrons de la mort ou les assassinats de civils par l'armée au Salvador, ni de la législation draconienne de l'état de siège. Combien de journalistes ont été tués au Salvador ? Combien de journaux fermés ? Combien de stations de radio dynamitées ? Combien de syndicalistes ou d'hommes politiques assassinés ? Autant de questions qui furent exclues de l'ordre du jour s'agissant d'élections mises en scène par les États-Unis et passées à la trappe par Hedrick Smith. En tant que porte-parole *de facto* de son gouvernement, le commentateur du *NYT* en assumait la double-pensée sans plus d'états d'âme que Ronald Reagan et Georges Shultz.

* *
*

III-7. Mise en évidence quantitative du biais systématique de la présentation médiatique

Afin de démontrer plus rigoureusement la partialité inhérente à la couverture médiatique d'élections ayant lieu dans le tiers-monde, les tableaux 3-1, 3-2 et 3-3 comparent les sujets mentionnés dans le *NYT* dans l'ensemble des articles faisant respectivement référence aux élections nicaraguayennes et salvadoriennes de 1984. L'organisation des tableaux reprend l'ordre du jour du gouvernement américain déjà décrit plus haut. Dans la partie supérieure on trouvera les sujets politiquement corrects – émeutes dues aux rebelles, personnalités, mécanismes électoraux, etc. –, sujets sur lesquels le gouvernement entend que soit mis l'accent lorsqu'il finance les élections. Juste en dessous, on trouvera les conditions électorales de base et autres éléments moins valorisants dont le traitement est exclu de l'ordre du jour pour les élections sponsorisées. Notre hypothèse est que, pour ce type d'élections, les médias s'écarteront le moins possible de cet ordre du jour, se concentrant essentiellement sur les personnalités politiques et autres éléments situés au-dessus de la ligne, tandis que, lors d'élections comme celles du Nicaragua, l'ordre du jour sera complètement inversé – le point de focalisation devenant dès lors les conditions électorales de base.

Le tableau 3-1 indique clairement que, dans sa couverture des élections salvadoriennes, le *NYT* traite abondamment des sujets regroupés au-dessus de la ligne, et néglige les conditions fondamentales qui garantissent par avance la validité d'un scrutin électoral. On peut observer à quel point le *NYT* occulte systématiquement les questions de liberté de la presse, de liberté de s'organiser politiquement, et celle des conditions imposées aux candidats pour avoir le droit de se présenter [99].

Le tableau 3-2 met en évidence la manière dont le *NYT* a couvert la préparation de la campagne électorale au

Tableau 3-1
Sujets traités et occultés dans la couverture du *NYT* des élections salvadoriennes du 25 mars 1984 [a]

SUJETS	NOMBRE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET	POURCENTAGE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET
Sujets compatibles avec l'ordre du jour du gouvernement américain pour les élections salvadoriennes		
1. Objectif et espérances démocratiques	6	21,4 %
2. Émeutes rebelles	15	53,6 %
3. Participation massive	7	25,0 %
4. Mécanismes électoraux	9	32,1 %
5. Personnalités et partis d'opposition	10	35,7 %
6. Point de vue des représentants du gouvernement sur les élections	10	35,7 %
7. De l'armée comme protectrice des élections	5	17,9 %
Sujets incompatibles avec l'ordre du jour du gouvernement américain pour les élections salvadoriennes		
8. Visées diplomatiques et image de marque	3	10,7 %
9. Poids des États-Unis dans les élections	2	7,1 %
10. Fraude électorale lors des élections de 1982	0	0 %
11. Liberté d'expression et d'assemblée – état de siège	1	3,6 %
12. Liberté de la presse	0	0 %
13. Liberté d'organisation politique	0	0 %
14. Conditions imposées aux candidats pour se présenter	0	0 %
15. Antécédents de terreur et de terrorisme d'État	3	10,7 %

a. Statistiques basées sur l'étude des 28 articles parus dans le *NYT* au sujet des élections salvadoriennes, entre le 1er février et le 30 mars 1984.

SUJETS	NOMBRE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET	POURCENTAGE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET
16. Pouvoir des forces armées et liens de celles-ci avec les candidats ou partis, comme facteur dépréciatif	1	3,6 %
17. Dispositions législatives rendant le vote obligatoire	4	14,3 %
18. Sanctions en cas d'abstention	2	7,1 %
19. Relevé d'empreintes des votants	1	3,6 %
20. Marquage des pièces d'identité	2	7,1 %
21. Lois et décrets permettant aux autorités de vérifier, dans un délai de dix jours, qui a voté ou non	0	0 %
22. Menaces illégales des forces de sécurité et escadrons de la mort, à l'encontre des abstentionnistes	0	0 %
23. Utilisation d'urnes transparentes	1	3,6 %
24. Présence légale de représentants des forces de sécurité et de l'armée dans les bureaux de vote	0	0 %

Tableau 3-2

Sujets traités et occultés [a] dans la couverture du *NYT* des élections nicaraguayennes prévues pour le 4 novembre 1984 [b]

SUJETS	NOMBRE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET	POURCENTAGE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET
Sujets compatibles avec l'ordre du jour du gouvernement américain pour les élections nicaraguayennes (des sept sujets traités au tableau 3-1, tous sont évacués, sauf un)		
1. Mécanismes électoraux	3	37,5 %

a. Les sujets non évoqués ont été retirés du tableau.

b. Statistiques basées sur l'étude des 8 articles parus dans le *NYT* au sujet de la campagne électorale nicaraguayenne à venir, entre le 1er février et le 30 mars 1984.

SUJETS	NOMBRE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET	POURCENTAGE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET
Sujets incompatibles avec l'ordre du jour du gouvernement américain pour les élections nicaraguayennes [c]		
2. Visées diplomatiques et image de marque	3	37,5 %
3. Liberté d'expression	2	25,0 %
4. Liberté de la presse	6	75,0 %
5. Liberté d'organisation politique	4	50,0 %
6. Conditions imposées aux candidats pour se présenter	5	62,5 %
7. Pouvoir des forces armées et liens de celles-ci avec le pouvoir, comme facteur dépréciatif	3	37,5 %

c. Nombre de sujets de cette catégorie énumérés au tableau 3-1 ne concernent pas les élections nicaraguayennes – seuls apparaissent ceux évoqués dans les articles examinés.

Tableau 3-3

Sujets traités et occultés dans la couverture du *NYT* des élections nicaraguayennes du 4 novembre 1984 [a]

SUJETS	NOMBRE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET	POURCENTAGE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET
Sujets compatibles avec l'ordre du jour du gouvernement américain pour les élections nicaraguayennes		
1. Objectif et espérances démocratiques	1	4,8 %
2. Émeutes rebelles	0	0
3. Participation massive	5	23,8 %
4. Mécanismes électoraux	0	0 %
5. Personnalités et oppositions politiques	3	14,3 %

a. Statistiques basées sur l'étude de 21 articles parus dans le *NYT* entre le 5 septembre et le 6 novembre 1984.

SUJETS	NOMBRE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET	POURCENTAGE D'ARTICLES TRAITANT DU SUJET
6. Point de vue des représentants du gouvernement sur les élections	3	14,3 %
7. De l'armée comme protectrice des élections	0	0 %
Sujets incompatibles avec l'ordre du jour du gouvernement américain pour les élections nicaraguayennes		
8. Visées diplomatiques et image de marque	7	33,3 %
9. Poids des sandinistes dans les élections	2	9,5 %
10. Fraude électorale lors des précédentes élections	NA	NA
11. Liberté d'expression et d'assemblée	8	38,1 %
12. Liberté de la presse	6	28,6 %
13. Liberté d'organisation politique	2	9,5 %
14. Conditions imposées aux candidats pour se présenter	11	52,4 %
15. Antécédents de terreur et de terrorisme d'État	3	14,3 %
16. Emprise du gouvernement sur les forces armées	3	14, 3 %
17. Dispositions législatives rendant le vote obligatoire	NA	4,8 %
18. Sanctions en cas d'abstention	NA	NA
19. Relevé d'empreintes des votants	1	NA
20. Marquage des pièces d'identité	NA	NA
21. Lois et décrets permettant aux autorités de vérifier qui a voté ou non	NA	NA
22. Menaces illégales à l'encontre des abstentionnistes	1	4,8
23. Utilisation d'urnes transparentes	NA	NA
24. Présence légalisée de représentants des forces de sécurité et de l'armée dans les bureaux de vote	NA	NA

NA = Non-applicable

Nicaragua, dans la même période de deux mois que celle couverte par le tableau 3-1. Il apparaît très clairement que le journal se focalise massivement sur les conditions indispensables à des élections libres, c'est-à-dire sur des points auxquels il n'accorde pas une ligne lorsqu'il s'agit des élections salvadoriennes.

Le tableau 3-3 fait apparaître un net silence sur les aspects couverts par le *NYT*, à peine quelques mois plus tard, lors des élections nicaraguayennes. À nouveau, bien que les différences soient moins marquées qu'entre les tableaux 3-1 et 3-2, l'attention considérable portée aux conditions fondamentales dans le cas du Nicaragua est indéniable, et reflète des choix éditoriaux dans le traitement de l'information qui découlent d'un ordre du jour patriotique. L'appareil coercitif s'étant révélé infiniment moins important et les conditions indispensables à la tenue d'élections libres nettement meilleures au Nicaragua, même si imparfaites, la focalisation exclusive sur ces dernières est une preuve supplémentaire d'une représentation systématiquement biaisée de la réalité.

* *
*

III-8. Déclenchement de la crise des Mig au cours de la semaine des élections nicaraguayennes

Comme le soulignait *Newsweek* le 19 novembre 1984, « l'histoire du cargo [faisant route sur le Nicaragua et supposé contenir des Mig] survint le soir même des résultats des élections ». Pour autant, à aucun moment *Newsweek* (pas plus que le *NYT* ou CBS News) ne suggéra qu'un tel *timing* ait pu ne pas être accidentel. Le *NYT*, dans son abondante couverture de l'affaire des Mig qui n'existaient pas, cita bien à un moment un représentant du Nicaragua qui suggérait que toute cette crise n'était qu'une affaire de

relations publiques, mais les investigations du *NYT* en la matière en restèrent là. Certes, les Mig n'étaient pas dans le cargo et le *timing* était parfait pour détourner l'attention du public d'un succès électoral que l'administration Reagan avait tout fait pour discréditer, mais les médias de l'élite ne posèrent aucune question à ce sujet, pas même rétrospectivement. L'administration affirma plus tard qu'un satellite d'observation s'était bloqué lors du chargement du cargo, de sorte que sa cargaison était demeurée inconnue. Les médias présentèrent cela comme un fait sans se donner la peine de le vérifier.

En fait, les médias prirent le parti de se focaliser exclusivement sur les déclarations de l'administration au sujet de ce qu'elle pourrait faire *si d'aventure* des Mig étaient effectivement livrés au Nicaragua. Toute la polémique pouvait alors se concentrer sur l'idée que *les Nicaraguayens* avaient *fait* quelque chose (et quelque chose d'intolérable, qu'il fallait punir).

Dans un article rétrospectif intitulé « Les Mig qui n'existaient pas », *Newsweek* annonçait la couleur dès les premières lignes : « Qu'ils se fassent ainsi livrer des chasseurs dernier cri prouve bien qu'ils visent à devenir une menace pour leurs voisins. » Le fait qu'il n'y ait finalement pas eu de cargaison de Mig, comme l'annonce le titre même de l'article – et qu'il se soit agi d'une pure invention des autorités américaines – n'entamait en rien l'accusation portée contre les Nicaraguayens, aussi infondée qu'elle puisse être. L'idée qu'ils avaient pour objectif de constituer une menace pour leurs voisins, plutôt que de se défendre contre une invasion armée financée par une puissance étrangère était, elle aussi, une posture éditoriale classiquement patriotique. Et *Newsweek* de poursuivre : « D'un côté comme de l'autre, on semblait jouer un jeu aussi maladroit que dangereux. » Il y a là une sorte d'équité qui laisse songeur. C'est un peu comme quelqu'un qui, mettons, aurait été injustement accusé de vol, se verrait reprocher de jouer un jeu dangereux avec son accusateur, bien qu'on sache celui-ci coupable de faux témoignage.

Les jeux dangereux

Dans un contexte plus général, le Nicaragua jouait un jeu dangereux en tentant de se défendre contre une agression extérieure, et en tenant tête aux exigences du parrain. L'absurdité qu'il peut y avoir à considérer que le Nicaragua aurait pu, armé de Mig, devenir une « menace » pour ses voisins, lors même que l'administration Reagan n'attendait de son côté qu'une bonne excuse pour l'attaquer, et accueillerait avec ferveur toute velléité nicaraguayenne susceptible de lui offrir le prétexte d'une intervention directe, ne semblait guère frapper les médias américains.

Quant à l'éventualité que les États-Unis aient pu chercher à limiter les importations d'armes vers le Nicaragua afin de réduire ses capacités de défense contre leur propre agression, elle ne semblait pas les effleurer davantage. On notera que, contrairement aux guérillas, les contras ne pouvaient se maintenir sans un ravitaillement aérien régulier, de l'ordre de trente à quarante parachutages par mois jusqu'à mi-1987, mais qui semblaient avoir doublé ou triplé depuis le mois d'août, c'est-à-dire depuis que les États-Unis avaient décidé de saper les accords de Ciudad Guatemala. De sorte que le Nicaragua aurait eu effectivement de bonnes raisons de se faire livrer de vieux chasseurs soviétiques des années 1950 pour mieux se défendre d'une agression américaine par mercenaires interposés.

Au beau milieu d'un article sur les élections nicaraguayennes, *Time* plaça une allégation émanant du gouvernement, selon laquelle un cargo transportant des caisses du même type que celles utilisées pour le transport des Mig-21 était attendu dans un port du Nicaragua. *Time* ne s'interrogea pas une minute sur l'éventualité d'un stratagème de la propagande gouvernementale, aussi flagrante soit-elle, et n'offrit de correctif qu'après que le gouvernement eut tacitement admis avoir sciemment divulgué de fausses informations.

À l'instar de *Newsweek* et du *NYT*, *Time* ne s'opposait nullement à ce que le gouvernement décide de l'ordre du jour en imposant sa propre propagande : *Si* les Nicaraguayens

faisaient une chose pareille, nous considérerions cela comme un défi. Nous réagirions donc de telle ou telle manière, nous aurions le choix entre telle ou telle politique, etc. Quant à savoir si toutes ces suspicions avaient le moindre fondement, ou s'il n'y avait au départ qu'une simple manipulation d'opinion visant à détourner l'attention d'un scrutin dont on se serait bien passé, tout cela restait exclu du débat ; comme, évidemment, le fait que tout cela puise participer, en réalité, d'une politique d'agression contre un adversaire de moindre envergure.

De toute la couverture médiatique de l'affaire des Mig, seul CBS News garda un minimum d'intégrité. Le 6 novembre, Dan Rather livra tel quel le « scoop » de l'administration, selon lequel des Mig semblaient sur le point d'être livrés, l'option stratégique de les détruire en route n'étant pas encore tranchée. Cependant, les 7 et 8 novembre, irrité peut-être d'avoir été « utilisé » une fois de plus, CBS News couvrit assez largement les dénégations du ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Miguel D'Escoto, lui donnant l'occasion de mettre en évidence l'absurdité de « la menace » nicaraguayenne, le lien évident entre la crise des Mig et les élections et le refus des États-Unis de considérer les propositions de paix de Contadora.

La manipulation des Mig n'en fut pas moins couronnée de succès. On avait fabriqué de toutes pièces une situation de crise, ce qui avait permis de focaliser totalement l'opinion sur les « options » contre une hypothétique « menace » sandiniste. Il n'y eut aucun débat sur les élections nicaraguayennes. Le rapport LASA souligne que « le résultat final des élections nicaraguayennes ne fut même pas rendu public dans la plupart des médias internationaux. Ils fut littéralement enterré sous une avalanche d'informations alarmistes [100] ». Le rapport concluait que, comme l'affirmait le gouvernement américain, le processus électoral nicaraguayen avait effectivement été manipulé, mais par le gouvernement américain lui-même et par le zèle qu'il avait déployé pour discréditer des élections dont il eût préféré qu'elles n'aient jamais lieu. Si les élections salvadoriennes et guatémaltèques s'avérèrent très efficaces pour légitimer

les régimes soutenus par les États-Unis, en tous cas aux yeux de l'opinion des élites américaines, les élections nicaraguayennes, infiniment plus honnêtes, n'eurent pas la moindre chance d'atteindre un tel résultat pour le régime sandiniste, grâce à l'indéfectible loyauté des médias.

* *
*

III-9. Le rôle des observateurs « officiels » dans le soutien à la ligne propagandiste

Les observateurs officiels offrent un parfait exemple de l'intérêt de recourir à des « experts » *ad hoc* et à de « pseudo-événements » pour capter l'attention du public et lui faire intérioriser la propagande. Ils ont offert les meilleures preuves possibles de leurs compétences en la matière à l'occasion des élections « démonstratives », quelque brèves qu'aient pu être leurs apparitions sur le terrain et aussi absurdes qu'aient pu être leurs commentaires [*infra*, annexe II]. Les médias tiennent généralement pour acquis que l'opinion des observateurs officiels mérite d'être rendue publique : ce sont des notables, leur sélection par le gouvernement au sein d'institutions « réputées » est un gage supplémentaire de leur crédibilité et leurs observations ont un effet certain sur l'opinion. Ce type de raisonnement revient à une prophétie auto-réalisatrice, leurs observations n'ayant en réalité d'effet que dans la mesure où les médias leur accordent une certaine attention. Dès lors que la seule crédibilité des observateurs officiels suffit à décréter que des élections sont loyales – sans qu'il paraisse nécessaire de se pencher le moins du monde sur les conditions qui prévalent à leur déroulement –, le recours systématique des médias à ce type d'observateurs pour juger de la validité des élections ne viole pas moins les règles les plus élémentaires de l'objectivité que le recours à un communiqué de presse émanant

directement du gouvernement, que ce soit dans le *NYT* ou dans la *Pravda* [101].

Un nombre étonnant d'observateurs étrangers et de délégations d'observateurs avaient fait le déplacement pour veiller sur les élections nicaraguayennes. Comme nous l'avons vu plus haut, *Time* ne dénombrait pas moins de quatre cent cinquante observateurs étrangers, mais s'abstenait scrupuleusement d'en interroger aucun (préférant évidemment s'en tenir aux communiqués du département d'État). De même, nous avons vu que le département d'État ne se gênait pas pour inviter les médias à se mettre à son diapason, quitte à les contraindre à un renversement flagrant des critères qu'ils utilisaient quelques mois plus tôt au sujet du Salvador ou du Guatemala. Il pouvait d'ailleurs tout aussi bien les amener à négliger le résultat des élections au Nicaragua en faisant diversion grâce au stratagème des Mig. En outre, les médias donnaient pour avérés des mensonges énormes, auxquels ils conféraient de ce fait un air de vérité – comme par exemple l'idée qu'il y avait davantage de contraintes et moins de pluralité dans les choix politiques offerts au Nicaragua qu'il n'y en avait eu lors des élections au Salvador ou au Guatemala, et que ces dernières constituaient, contrairement à celle du Nicaragua, une légitimation des pouvoirs en place…

Ces mensonges de type propagandiste n'auraient pas pu être proférés si on avait accordé l'importance qu'ils méritaient à des comptes rendus tels que ceux de la délégation irlandaise ou de la LASA. Cette dernière ne manqua d'ailleurs pas de contacter la rédaction des principaux médias pour leur proposer de faire un article sur son rapport. Ces démarches furent systématiquement repoussées. Ce rapport d'observation est sans doute le mieux documenté et le plus sérieux qui ait jamais été rédigé. Ses auteurs appartenaient en outre à la délégation de très loin la plus qualifiée pour produire un tel rapport, la moitié d'entre eux pouvant se prévaloir d'une solide expérience de terrain au Nicaragua, et le document lui-même constituait le rapport officiel de la principale organisation de chercheurs travaillant sur l'Amérique centrale. Plutôt libéraux dans l'ensemble, les

membres de cette délégation représentaient une grande diversité d'opinions et surent faire preuve d'un profond sens critique – et sans partialité, contrairement aux délégations d'observateurs patentés auxquelles les médias sont si attentifs. Leur rapport traitait tous les points importants et, sans rien dissimuler, pesait et mettait en parallèle toutes les informations. Quand on lit ce rapport puis ce qui a pu être écrit sur les élections nicaraguayennes dans *Time*, *Newsweek* et le *NYT*, ce n'est pas tant la différence dans les conclusions qui nous frappe que la différence dans la profondeur, l'équité et l'objectivité du traitement. La LASA rendait scrupuleusement compte du contexte et de son histoire ; décrivait minutieusement l'organisation des élections et offrait une analyse complète de chaque question importante en établissant méthodiquement une comparaison avec d'autres élections. Il nous semble que l'une des principales raisons qui a pu justifier qu'un tel document ne soit pas utilisé par les médias comme source d'information est que ce qu'il rapportait contredisait systématiquement les arguments de la propagande que les médias diffusaient alors quotidiennement sans se poser de questions. La crédibilité même de ce rapport, son objectivité et sa qualité irréprochable dérangeaient, et les institutions au service de la propagande devait donc impérativement l'ignorer.

* *
*

III-10. Conclusion

Nous venons donc de voir combien les conditions électorales au Nicaragua étaient infiniment meilleures que celles qui prévalaient au Salvador et au Guatemala, ce qui leur valut d'être présentées par les observateurs de la LASA comme « un modèle de probité et d'équité », selon les critères latino-américains traditionnels [102]. Au Guatemala et

au Salvador, *aucune* des cinq conditions préalables indispensables à la tenue d'élections libres n'était respectée. Dans ces deux pays, le terrorisme d'État allant jusqu'à l'exhibition publique des cadavres mutilés avait décimé la population civile jusqu'au jour même des élections. Dans ces deux pays, le vote était légalement obligatoire et les citoyens devaient avoir des papiers d'identité portant la preuve qu'ils avaient voté. Dans ces deux pays, la principale force d'opposition avait été exclue des élections aussi bien légalement que par de probables menaces de violences. Pourtant, s'alignant à la perfection sur la ligne de la propagande de l'État, les médias américains estimèrent que le très fort taux de participation dans ces pays constituait un triomphe des libertés démocratiques ; que le verdict des urnes légitimait le pouvoir en place, et que des « démocraties balbutiantes » venaient de voir le jour.

Dans une très large mesure, tout cela fut possible grâce au refus des médias d'examiner les conditions fondamentales nécessaires à la tenue d'élections réellement libres et leur existence dans ces États clients. C'est seulement dans le cas des élections nicaraguayennes que des questions telles que la liberté de la presse, par exemple, furent prises en considération – et encore non sans la plus flagrante mauvaise foi. En dépit de leur supériorité dans tous les domaines importants, les médias n'en tinrent pas moins les élections nicaraguayennes pour une mascarade incapable de légitimer le pouvoir en place.

Au vu de leurs antécédents en la matière, qu'il s'agisse des élections sponsorisées par les États-Unis en République dominicaine en 1966 ou de celles du Vietnam en 1967, on peut légitimement considérer que les médias américains jugeront *systématiquement* les élections sponsorisées par leur propre pays dans un pays du tiers-monde comme « un véritable pas vers la démocratie » et celles tenues dans un pays que leur gouvernement s'efforce de déstabiliser comme une farce dépourvue de toute crédibilité. C'est évidemment ce que le modèle de propagande laissait prévoir. Mais, en l'absence de toute pression directe, le degré de soumission à la raison d'État dans les cas examinés est

impressionnant. Les « filtres » s'avèrent ici capables de produire un niveau de propagande que des régimes totalitaires pourraient difficilement surpasser.

Au cours des années suivantes, leurs mensonges au service de la raison d'État s'étant vu couronnés de succès, les médias eurent à cœur de renforcer l'image totalement falsifiée de la réalité qu'ils avaient produite. Le Guatemala et le Salvador étaient de « nouvelles démocraties » avec des « présidents élus ». À l'inverse, le Nicaragua était une dictature marxiste-léniniste qui n'avait pas de « président élu » et n'autoriserait jamais la tenue d'élections libres à moins d'y être contrainte par une intervention des forces américaines. Le 1er décembre 1987, dans un éditorial suppliant l'administration de ne pas trahir les démocrates haïtiens en « se détournant d'un Haïti appauvri et anarchique, comme s'il s'agissait d'un cas désespéré », le *NYT* insistait sur le fait qu'agir de la sorte ne pourrait que « saper les protestations de Washington quant à l'urgence de la tenue d'élections libres au Nicaragua ». La démarche en elle-même est pour le moins spécieuse, et les remarques sur Haïti ignorent de manière caractéristique le soutien de Washington aux duvaliéristes, dont la victoire aux élections avait été ouvertement frauduleuse. Reste qu'il était clair que le *NYT* se rangeait à la ligne de Reagan, selon laquelle il n'y avait pas eu d'élections libres au Nicaragua en 1984 et que l'objectif des États-Unis était de faire en sorte qu'il y en ait. Cette ligne politique se fondait sur des mensonges énormes mais, jouant leur rôle dans le système propagandiste, le *NYT* et la majorité des grands médias occidentaux ont pérennisé, par tous les moyens, la version des élections en Amérique centrale présentée par « Big Brother ».

Comme nous l'avons souligné auparavant, l'adhésion des médias à la ligne de la propagande d'État est remarquablement opérationnelle. De même que le gouvernement du Guatemala pouvait faire massacrer des milliers de personnes sans craindre grand-chose (puisque les médias considéraient ces victimes-là comme « non dignes d'intérêt »), au moment de la première édition de ce livre en 1988, le soutien aux États terroristes du Salvador et du

Guatemala et le financement des attaques des contras contre des « cibles civiles » au Nicaragua dépendaient très largement de la détermination des médias à ne pas remettre en cause ce qui, une fois pour toutes, avait été jugé « digne d'intérêt » et légitime ou illégitime. Dès lors que leur gouvernement soutenait le terrorisme dans ces trois pays (ainsi qu'au Honduras), on peut considérer que les médias américains, en dépit de leurs postures antiterroristes, en sont, en réalité, de loyaux agents.

* *
*

Complément 2002

On retrouve la même partialité dans le traitement médiatique d'élections plus récentes, au Cambodge, en Yougoslavie, au Kenya, au Mexique, en Russie, en Turquie ou en Uruguay. De ces sept pays, seuls le Cambodge et la Yougoslavie se trouvaient gouvernés par un parti auquel les stratèges de la diplomatie américaine étaient fortement opposés. Dans ces deux cas précis, le *NYT* souligna de sérieux problèmes. S'agissant du Cambodge, il affirmait que « des élections truquées sont pires que pas d'élections du tout » et que « la communauté internationale devra rester sur ses gardes, par crainte que des élections truquées ne prêtent à M. Hun Sen une apparence de légitimité » [103]. Au sujet des élections yougoslaves de septembre 2000, au cours desquelles les États-Unis intervinrent ouvertement pour empêcher la réélection de Slobodan Milosevic, le *NYT* et les médias occidentaux en général mirent en garde avec insistance sur la possibilité de fraudes et d'élections truquées [104]. Dans le cas du Kenya, où la politique américaine à l'égard du pouvoir en place demeurait ambivalente, le *NYT* se montra à nouveau sceptique sur la qualité du scrutin, se contentant de noter que « la tenue d'élections ne suffit pas à garantir qu'un gouvernement sera démocratique »

et soulignant la nécessité « d'une commission électorale indépendante moins liée aux partis politiques », ainsi que « de médias indépendants, permettant à l'opposition de se faire entendre en dehors des périodes électorales » [105].

Mais s'agissant des quatre autres élections, organisées et remportées par des gouvernements qui avaient largement les faveurs du département d'État, personne ne suggéra que « des élections truquées sont pires que pas d'élections du tout » ni ne fit allusion au risque de fraude électorale. La nécessité d'une commission électorale indépendante et de médias libres ne fut jamais évoquée et les élections furent à chaque fois considérées comme représentant un pas de plus vers la démocratie, légitimant *de facto* le pouvoir en place.

Dans le cas du Mexique, longtemps soumis à l'autorité d'un parti unique, le parti révolutionnaire institutionnel (PRI), mais qui bénéficia des décennies durant du soutien inconditionnel du gouvernement américain, le *NYT* fit preuve de constance, trouvant les élections encourageantes, à la différence des précédents entachées d'irrégularités – que les éditorialistes avaient à l'époque déjà comparées favorablement à celles encore précédentes ! Il publia les déclarations pleines de bonnes intentions, escamotant au passage les carences structurelles et autres irrégularités. Ainsi, dans son premier éditorial au sujet des élections de 1988 qui portèrent Carlos Salinas de Gortari au pouvoir, le *NYT* dénonçait la corruption qui avait régné lors des précédentes élections – le PRI « se livrait au clientélisme, manipulait les médias et bourrait les urnes » – mais insistait sur le fait que Salinas, le candidat du PRI, « affirmait » que des réformes politiques étaient urgentes et appelait à « des élections sans taches » [106]. Les éditorialistes se demandaient si « son parti » saurait « tenir ses promesses », une manière comme une autre de blanchir par avance le candidat lui-même de toute responsabilité quant aux prévarications à venir. Dans les éditoriaux suivants, le *NYT* ne livra aucune information laissant supposer des fraudes électorales ou un quelconque clientélisme, ni contrôle des médias ou biais dans l'information, bien que ces élections soient demeurées célèbres pour une opportune « panne informatique » au moment

du dépouillement qui transforma Carlos Salinas, donné perdant, en vainqueur.

À peine trois ans plus tard cependant, lors des élections de 1991, la rédaction du *NYT*, qui préparait ses lecteurs à de nouvelles promesses d'élections propres, écrivait : « Aussi loin qu'on puisse remonter, les élections mexicaines se sont toujours avérées massivement frauduleuses. [107] » Mais tout au long de cette période, le *NYT* (et ses concurrents) ne s'appesantit pas sur la fraude, ni n'écrivit que ces élections étaient truquées. Dans les reportages comme dans les éditoriaux, ces élections profondément entachées d'irrégularités devenaient un pas de plus vers la démocratie et légitimaient le pouvoir en place.

Les élections turques de 1983 furent tenues sous un gouvernement militaire, doté d'une censure extrêmement sévère, avec une offre électorale limitée à trois partis « dont les dirigeants politiques avaient tous la faveur du gouvernement militaire ». « La Turquie s'avance vers la démocratie », estimait le *NYT* [108]. De même l'Uruguay, lors des élections de 1984 – organisées par un régime militaire qui venait de faire incarcérer le principal leader d'opposition et interdisait au candidat du second plus grand parti d'opposition de se présenter –, n'en disposait pas moins du soutien inconditionnel du département d'État : le *NYT* estimait une fois de plus que « l'Uruguay renoue avec sa vocation démocratique. [...] Les généraux sont touchés par la contagion du renouveau démocratique qui s'empare de la plupart de l'Amérique latine [109] ».

Les élections russes de 1996 étaient cruciales pour les États-Unis et leurs alliés, dans la mesure où Boris Eltsine, au pouvoir depuis la chute du système soviétique, et qui œuvrait aux politiques de privatisation que préconisaient les États-Unis, ainsi qu'à l'intégration de la Russie dans le système financier mondial, était sérieusement menacé d'être renversé. Le gouvernement Eltsine avait présidé à une chute de plus de 50 % de la production nationale et à un effondrement généralisé des revenus touchant 90 % de la population, tandis que le processus de privatisation, gangrené par une corruption endémique, s'avérait prodigieusement

lucratif pour une infime minorité, parmi laquelle une importante classe criminelle. Les systèmes d'aides sociales et de santé s'étaient désintégrés sous Eltsine, ce qui entraîna un accroissement vertigineux des maladies infectieuses et de la mortalité. À la veille de la campagne électorale de 1996, la cote de popularité d'Eltsine était de 8 %. Qu'il ait pu être réélu dans de telles circonstances suggère – et reflète – une élection sérieusement sous influence.

Néanmoins, le régime Eltsine étant puissamment soutenu par le gouvernement américain et ses alliés occidentaux le *NYT*, à l'instar de la grande majorité des médias américains, vit une fois de plus dans ces élections « une victoire pour la démocratie russe ». Dans ce très éminent journal, les biais électoraux furent minorés ou passés par pertes et profits, et ses éditorialistes appelèrent « un résultat remarquable » le fait qu'une élection « imparfaite » se soit tenue [110].

On put observer la même partialité lors des élections de mars 2000, remportées par Vladimir Poutine, ancien agent du KGB et dauphin adoubé d'Eltsine. La popularité de Poutine s'était construite sur la brutale campagne de contre-insurrection qu'il avait menée en Tchétchénie, et son succès électoral reposait en grande partie sur le fait que les puissantes radios et télévisions d'État firent furieusement campagne en sa faveur, dénigrant et privant d'antenne ses opposants. En septembre 2000, un compte rendu de la campagne électorale de Poutine, basé sur un travail d'investigation de six mois et paru dans le *Moscow Times*, mettait à jour des preuves irréfutables de fraude électorale, incluant bourrage et destruction d'urnes et un million trois cent mille « âmes mortes » sur les listes d'émargement [111]. De toute la période électorale, les plus grands médias américains n'avaient pourtant jamais trouvé preuve de la moindre fraude, et ils se montrèrent réticents à publier les conclusions de l'étude du *Moscow Times* [1]. Tout comme

1. De tous les médias américains, seul le *Los Angeles Times* examina ses résultats, dans l'article « Le président de la commission électorale russe rejette les allégations de fraude » (13.09.00) – un titre qui indique clairement la réaction des officiels russes mais ne dit rien des accusations elles-mêmes [112].

Eltsine, Poutine est un « réformateur » qui bénéficie du total soutien de l'Occident. Il en découle naturellement que, pour les médias occidentaux, là encore, une élection truquée – péniblement reconnue comme telle – vaut toujours mieux que pas d'élection du tout [113].

* *
*

ANNEXE II

Les observateurs officiels américains au Guatemala (1er-2 juillet 1984)

Au Guatemala, pour les élections du 1er juillet 1984, l'administration Reagan envoya une délégation d'observateurs dirigée par un membre du Congrès, le républicain Ralph Regula. La délégation comptait aussi deux autres députés, le démocrate texan Jack Hightower et le républicain de l'Oklahoma Mickey Edwards ainsi que les secrétaires d'État Jack Brier [I], du Kansas, et Ed Simcox, de l'Indiana ; le père Kenneth Baker de la *Homiletic and Pastoral Review* (New York City) et John Carbaugh du barreau de Washington ; Jesse Freidman de l'American Institute of Free Labor Development (AIFLD) et Tom Kahn de l'AFL-CIO [II] ; Max Singer de la Potomac Organisation et Howard

I. Sur l'« observateur professionnel » Brier, lire *infra*, « Du Guatemala aux Philippines… », p. 292.

II. Renommé American Center for International Labor Solidarity, l'AIFLD fut fondé en 1962. Financé par l'État et les plus grosses entreprises américaines, il contrôlait les mouvements syndicaux en Amérique latine pour l'AFL-CIO.

Analyste politique, Max Singer fut membre fondateur et dirigeant du *think thank* conservateur Hudson Institute et propriétaire de l'entreprise de consulting Potomac (Public policy consulting for business, government and non-governmental organizations).

Regroupement syndical corporatiste fondé en 1886, l'American Federation of Labor (AFL) représentait alors surtout les ouvriers qualifiés. Elle perd son indépendance dans le lobbying démocrates avant d'adopter des positions conservatrices et anti-communistes. Ayant fusionné en 1955 avec le Congress of Industrial Organizations (CIO), l'AFL reste la principale fédération syndicale des États-Unis. [nde]

Penniman [114], le spécialiste des élections à l'American Enterprise Institute [I]. Cette équipe, qui ne resta que très peu de temps au Guatemala, fut transportée à travers le pays en hélicoptère le jour des élections afin « d'observer » leur déroulement, puis elle fit une brève déclaration et tint une conférence de presse le 2 juillet. Cette déclaration et le compte rendu de la conférence de presse furent rendus publics par l'ambassade des États-Unis à Ciudad Guatemala, le 18 juillet 1984, et constituent la base des analyses présentées ci-dessous.

Bien que le Guatemala ait été dénoncé pendant des années par nombre d'organisations humanitaires à cause de ses pratiques d'assassinats politiques à très grande échelle et d'une quantité phénoménale de « disparitions », à aucun moment les mots « assassinat » ou « disparition » n'apparaissent dans les remarques des dix observateurs qui prirent la parole lors de la conférence de presse. Non plus qu'ils n'utilisèrent de termes tels que « doctrine de sécurité nationale », « loi sur les associations illicites », « terrorisme d'État », « escadrons de la mort », « massacres », « torture », « populations déportées », « patrouilles de défense civile », « liberté de la presse » ou « obligation de vote ». Aucun des observateurs ne vit la moindre raison de douter de l'authenticité des réponses « positives » de paysans guatémaltèques aux questions que leur posaient des étrangers non hispanophones, trimbalés en hélicoptère à travers un pays sous occupation militaire. Tous ces observateurs purent aisément juger du véritable sentiment des populations guatémaltèques à la seule vue des queues interminables, des mines réjouies et des quelques réponses faites à ces visiteurs sous escorte gouvernementale. Unanimement ils conclurent que l'élection était manifestement équitable, encourageante, marquée par l'enthousiasme palpable que montraient les habitants du Guatemala, heureux de pouvoir participer et exprimer leurs convictions patriotiques

I. *Think tank* conservateur fondé en 1943, l'American Enterprise Institute est devenu l'un des principaux architectes des politiques de l'administration Bush. [nde]

dans ce premier pas vers la démocratie. Aucun cliché du maquillage démocratique ne fut omis – l'histoire fut passée à la trappe, et aucun des observateurs ne prit bien évidemment la peine d'examiner une seule des conditions de base indispensables à des élections libres.

Pour n'en citer que quelques-uns, observons certains des clichés que ramena ce groupe d'observateurs américains.

—1— Des gens pleins d'espoir, un signe très encourageant. On voyait là un « démarrage dynamique, [...] un premier pas », d'après Ralph Regula, chef de la délégation. Le père Kenneth Baker parla, lui, d'une « profonde espérance en l'avenir, [...d']un optimisme unanime ». Pour Jack Brier, c'était le même « optimisme unanime en l'avenir, sans nécessaire attente de quoi que ce soit de précis que pourrait déterminer l'issue du scrutin » – subtile nuance que Brier pouvait déduire des quelques brèves réponses d'électeurs qu'on lui avait traduites. Tom Kahn déclara : « Une bonne part des électeurs auxquels nous avons parlé dans les files d'attente nous ont dit combien ils étaient pleins d'espoir, que c'était un premier pas. » Au cours de la conférence de presse, quelqu'un lui demanda si [en tant que responsable syndicaliste] il avait cherché à rencontrer un seul des employés de Coca-Cola, alors en crise. Il dut convenir que non. Ni lui ni son collègue de l'AIFLD, Jesse Freidman, n'évoquèrent l'effondrement vertigineux du nombre de travailleurs syndiqués, ni l'assassinat systématique des leaders syndicaux.

—2— De longues files d'attente, des électeurs patients. Les observateurs furent particulièrement impressionnés par « la manière dont les électeurs attendaient patiemment » de pouvoir voter (Regula). Howard Penniman releva « l'extraordinaire patience des gens qui votaient » et Ed Simcox souligna le fait que les électeurs « commencèrent à sortir et à faire la queue dès le matin de bonne heure, attendant parfois deux, trois, quatre heures même pour pouvoir voter ». Pour Hightower, membre du Congrès, « ce qui nous impressionna immédiatement, c'était ces longues files d'attente » et Tom Kahn le fut, lui, par « le calme et l'ordre que l'on pouvait observer dans les bureaux de vote ».

Les longues files d'attente et les électeurs patients n'ont en réalité rien d'incompatible avec le vote de populations terrorisées ne cherchant qu'à rester en vie. Tout au plus les observateurs officiels, qui pas une seule fois n'évoquèrent le spectaculaire niveau de terrorisme d'État qui prévalait alors au Guatemala, *supposaient-ils* que des électeurs qui attendent ainsi patiemment en longues files ont sans doute quelque raison de le faire.

—3— L'impératif patriotique. Le leitmotiv de cette délégation d'observateurs fut que les électeurs étaient impatients d'aller voter en bons patriotes, loyaux envers un gouvernement militaire terroriste que Ronald Reagan et le département d'État jugeaient parfaitement recommandable. Max Singer déclara : « Il m'apparaissait clairement que les Guatémaltèques avaient le sentiment que voter était pour eux d'une grande importance » – ce qui était d'ailleurs parfaitement exact, mais le fait que cette « importance » ait pu résider dans la terreur même et dans le désir d'échapper aux mesures de rétorsion d'une armée omniprésente ne lui traversait pas l'esprit. Pour Regula, tous ces gens attendaient patiemment « une occasion de prendre part au processus de désignation de l'assemblée constituante » et Simcox affirmait : « Ils savaient bien que c'était le geste patriotique à faire, que c'était important pour leur pays. » Tom Kahn trouva pour sa part que les gens auxquels il avait parlé dans les files d'attente « témoignaient d'un sens aigu de la fierté nationale ».

—4— Absence du moindre signe de coercition. Le père Kenneth Baker déclara : « On perçoit une atmosphère générale de non-intimidation. » Il évita d'ailleurs de s'étendre sur ce qui pouvait lui donner cette sensation ou sur ce qu'elle pouvait valoir au sujet d'un pays observé, durant une seule journée, sous escorte militaire. Il signala que les archevêques avaient instamment invité la population à voter mais s'abstint de signaler leurs nombreuses remarques suggérant qu'aucune élection digne de ce nom

ne pouvait se tenir dans un tel contexte de disparitions, de terreur et de conditions socio-économiques catastrophiques. Jack Brier n'observa pour sa part « aucune violence » et déclara : « Je n'ai rien constaté qui suggère l'implication directe de l'armée. » Pour autant, s'il est un fait qu'il s'abstient d'aborder, c'est que, lorsque la pacification est générale, il n'est plus indispensable d'afficher répression ou présence militaire pour que soient entérinées les positions de l'armée. En Union soviétique, on n'observait jamais aucune violence ni aucun signe manifeste d'implication directe de l'armée au moment des élections. Brier joue les idiots en prétendant que les scènes de violence au cours des élections sont réellement significatives. Ce faisant, il passe ostensiblement sous silence une violence attestée de longue date, laissant les populations qui la subissent terrorisées et totalement dépourvues de protections institutionnelles. Quant au membre du Congrès Mickey Edwards, il constata bien une présence militaire au Guatemala, mais qui n'était « nullement oppressive » : « Nous n'avons rien trouvé qui indique que la population de ces régions ait pu subir pressions ou intimidations d'aucune sorte » – mais sa façon de chercher, elle, demeure sujette à caution [1].

—5— ***Un taux de participation extraordinaire.*** Jack Brier parla d'un « taux de participation étonnamment élevé » et Ed Simcox vit dans les 60 à 70 % de participation et « des statistiques incroyablement positives ». Même l'ambassade des États-Unis concédait que le vote était obligatoire au Guatemala – s'efforçant néanmoins d'en dédouaner les autorités en citant quelques officiels qui assuraient que cette loi n'était que rarement appliquée. Nos observateurs officiels ne prirent cependant jamais la peine de mentionner ce petit détail administratif, non plus que le marquage obligatoire

1. Edwards se dispensa, bien sûr, d'évoquer ou de considérer les institutions en place au Guatemala – comme les patrouilles de défense civile –, ni de faire la moindre allusion, pas plus qu'aucun des autres membres de sa délégation, au programme de pacification ou aux massacres de paysans qui avaient pourtant fait l'objet d'innombrables rapports. Il nous semble que la « recherche » d'Edwards se bornait, outre le fait qu'il n'avait vu aucun paysan se faire tuer sous ses yeux, aux avis de l'ambassade américaine.

des cartes d'identité, sans parler des mises en garde de l'armée, dans un contexte dominé par la répression sanglante et les disparitions.

—6— ***Un meilleur respect des droits humains.*** Le membre du Congrès Mickey Edwards déclara : « On peut estimer, le plus objectivement du monde, que le respect des droits humains a prodigieusement progressé dans ce pays au cours des deux ou trois dernières années. » On sait le type d'estimation objective auquel il fait ici référence. Max Singer affirma lui aussi que « le respect des droits humains est bien meilleur qu'avant au Guatemala, pour autant que je sache » – notamment parce que la guérilla est en perte de vitesse et que celle-ci représentait une sérieuse menace pour les droits humains guatémaltèque. Lors de la conférence de presse, lorsqu'on lui demanda sur quoi se fondait l'idée de cette amélioration, il se contenta de répondre : « Sur ce qu'en disent les gens qui vivent dans la campagne. »

—7— ***L'explication des votes blancs et nuls.*** Lors de ces élections, près de 26 % des bulletins dépouillés étaient blancs ou nuls – un score dont aucun des partis en lice n'approchait, même de loin. Cela pouvait sembler contredire l'idée que les Guatémaltèques avaient supporté ces longues files d'attente par pur patriotisme. Howard Penniman expliqua néanmoins que la cause en était *l'illettrisme*. Il ne fut avancé aucune autre cause possible. On ne chercha pas davantage à expliquer le pourquoi d'un tel illettrisme, trente ans après que les États-Unis eurent sauvé le Guatemala pour le rendre à la liberté.

—8— ***Une bonne raison d'intervenir davantage.*** Les observateurs purent démontrer toute leur objectivité, et Kahn et Freidman, les « représentants du prolétariat », tout leur attachement aux idées de gauche en reconnaissant que cette élection n'était qu'un « premier pas », et qu'une démocratie pleinement épanouie – comme celle qui venait d'être instituée au Salvador (Regula) – était encore à venir. Certains membres de la délégation optaient spontanément pour une aide supplémentaire, Mickey Edwards insistant que l'armée

du Guatemala aurait fort à gagner à davantage « d'exposition aux valeurs américaines et à l'entraînement américain ». Sans aller jusque-là, les autres admettaient néanmoins que les élections avaient été honnêtes, que l'issue du scrutin en était légitime et qu'elles méritaient la reconnaissance et le soutien des États-Unis.

En réalité, pour caricaturale qu'elle ait pu être, cette mission d'observation fut assez représentative de ce qu'on peut attendre des « observateurs officiels » américains. Le rapport officiel de cette délégation fut cité par Stephen Kinzer dans le *NYT* et ailleurs dans la presse américaine comme une source crédible d'information sur les élections du Guatemala. Le rapport LASA sur les élections nicaraguayennes, rédigé par des spécialistes de cette région du monde, après huit jours d'enquête intensive, fut en revanche intégralement passé sous silence par Kinzer et ses chers collègues.

Du Guatemala aux Philippines, un « observateur » professionnel

Dans un courrier daté du 20 décembre 1984 à un électeur qui lui reprochait sa crédulité en tant qu'observateur, Jack Brier affirma n'être tenu à rien d'autre qu'à signaler « les fraudes électorales observées, la coercition des électeurs, et le déni de droit de vote ». Au sujet des conditions fondamentales, Brier écrivait : « Je n'ai fait, et ne ferai, aucune déclaration concernant la liberté d'expression comme préalable au vote, bien que l'élection dont je viens d'être témoin au Guatemala me porte à croire qu'elle existait, du fait même de la présence en lice de quatorze à seize partis politiques différents. Or, d'après ce que peut en dire la presse, tout nous porte à croire qu'elle n'existe pas au Nicaragua, où des élections se préparent. »

En réalité, les reportages sporadiques parus aux États-Unis au sujet de la criminalité organisée des forces gouvernementales au Guatemala auraient pu attirer l'attention de Brier sur l'éventualité de quelque restriction en matière de libertés. Apparemment, il n'avait rien lu ni interrogé personne à ce sujet. Son aisance à déduire

la liberté d'expression du seul multipartisme est un *non sequitur* – une dictature terroriste peut aisément permettre, voire favoriser, une prolifération de candidats, dans les limites d'un choix politique strictement défini.

S'il se contente des commentaires de la presse s'agissant de la liberté d'expression au Nicaragua, comme si c'était faire preuve de pertinence, Brier se dispense bien d'en faire autant au sujet du Guatemala. Très patriotiquement, il part du principe que le point de vue de la presse américaine sur les questions de liberté d'expression dans les États clients ou ennemis des États-Unis est nécessairement objectif. S'agissant d'élections sponsorisées par les États-Unis, Brier porte des œillères, qu'il s'empresse de retirer dès qu'il s'agit de juger de l'intégrité d'élections tenues dans un État ennemi. Ouvertement utilisée par le département d'État, cette dichotomisation caractérise aussi le travail de Hedrick Smith, dans les colonnes du *NYT*, et plus généralement le journal lui-même, ainsi que nous avons pu le voir.

Membre de la délégation officielle pour les élections aux Philippines en février 1986, remportées par Ferdinand Marcos, Brier s'est distingué en s'en prenant à la manière dont les médias restaient focalisés sur les seuls aspects négatifs, comme la violence, les votes achetés et les fraudes, de sorte qu'ils « passaient complètement à côté du fait que vingt millions de personnes s'étaient consciencieusement rendues aux urnes, sans intimidations, entérinant leur choix du président élu [115] ». Brier était si habitué à s'en tenir aux superficialités dans ses apologies d'élections tenues dans des États clients qu'il ne remarqua même pas que l'administration était en train de changer son fusil d'épaule : ce qui ne fut pas sans lui causer certains désagréments quelques jours plus tard, lorsque le « défenseur des libertés », Marcos, fut chassé du pays sous bonne escorte.

IV. Le complot de la filière bulgare et du KGB pour assassiner le pape Un cas exemplaire de désinformation de libre-marché

DANS LE CAS DES ÉLECTIONS au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua, le gouvernement était en première ligne pour fournir le cadre d'analyse et les faits pertinents, le rôle des médias se bornant principalement à transmettre les informations et à s'assurer qu'aucune mise en cause sérieuse ne vienne compromettre les objectifs du gouvernement. Avec la tentative d'assassinat du pape, en mai 1981, et l'éventualité d'un complot russo-bulgare, les médias furent plus directement à l'origine des accusations et, de fait, responsables du maintien de l'affaire sur le feu du début jusqu'à la fin. À la nuance près que, pour l'ensemble des médias occidentaux, les trois principales sources de référence – Claire Sterling, Paul Henze et Michael Ledeen – étaient liées de longue date au gouvernement américain. En outre, comme nous le mettons plus loin en évidence, différentes sources gouvernementales italiennes jouèrent, à l'instar de l'agence de renseignements SISMI [1], un rôle non négligeable dans la production de certains éléments du dossier comme dans la publicité qui leur fut faite.

1. Organe d'information des services secrets italiens, le SISMI (Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare) sera rebaptisée Agenzia Informazioni e Sicurezza Esterna (AISE) en 2007. [nde]

Pour autant, le mécanisme demeurait, dans une large mesure, identique : un cadre d'interprétation de l'attentat contre le pape fut créé dans un sens répondant très opportunément aux besoins du moment des élites. Il s'ensuivit immédiatement une campagne au cours de laquelle la ligne si utile de la propagande fut instillée dans l'esprit du public par le biais de la répétition. Toute autre lecture possible fut ignorée et les sources proposant une autre interprétation des faits furent exclues des médias. On sélectionna exclusivement les faits qui venaient corroborer l'interprétation dominante, les autres étant passés à la trappe même s'ils en sapaient les fondations – les rares exceptions sont signalées plus loin.

Dans le même temps, les sources dominantes – qui monopolisaient pourtant le champ médiatique – s'indignaient de ne pouvoir se faire entendre « au milieu du vacarme de la propagande soviétique ».

Lorsque les procédures intentées contre les Bulgares en Italie échouèrent après un interminable procès, les médias continuèrent à épiloguer sur la question aussi longtemps qu'il leur fut possible. Aucune rétrospective ne fut proposée au public et, sans qu'aucune contradiction n'ait été résolue, on oublia l'histoire.

Ce qui rend la filière bulgare si propre à mettre en lumière la valeur du modèle de propagande, c'est que, depuis le début, aucun élément crédible n'était jamais venu suggérer l'existence d'une quelconque filière bulgare, de sorte que, bien avant le procès de Rome, la pièce avait déjà pris un tour franchement comique. Les médias ne la jouèrent pas moins jusqu'au baisser de rideau. Si quelque chose d'analogue était survenu à Moscou, visant le bloc de l'Ouest – soit un criminel à moitié fou passant aux aveux après dix-sept mois d'incarcération dans une geôle soviétique et une série d'entrevues cordiales avec un procureur et des représentants du KGB qui mouillaient des fonctionnaires de l'ambassade des États-Unis dans une tentative de meurtre avec préméditation non sans revenir quotidiennement sur ses aveux –, on aurait lancé des tomates sans que personne ne prenne même la peine de se pencher sur ces allégations.

La filière bulgare, qui, cependant, n'était pas moins absurde, avait pour elle son utilité.

L'affaire débuta lorsque, le 13 mai 1981, sur la place Saint-Pierre-de-Rome, Mehmet Ali Agça fit feu sur le pape Jean-Paul II, le blessant grièvement. Agça était un Turc d'extrême droite, associé de longue date aux « Loups gris », l'aile dure du parti turc Action nationale. Les premières informations occidentales établissaient qu'Agça était un criminel, recherché pour s'être évadé d'une prison turque en 1979, et politiquement lié de longue date à la droite fasciste. Le motif de son geste demeurait néanmoins obscur. L'entourage d'Agça était violemment anticommuniste, de sorte que, au début, l'affaire ne laissait rien présager de bien attrayant.

Deux facteurs permirent d'accréditer la thèse d'un complot fomenté par le KGB et la prétendue filière bulgare. Le premier était qu'Agça, lors de ses visites aux réseaux clandestins des Loups gris en Europe, avait séjourné, parmi une douzaine d'autres pays, un certain temps en Bulgarie. Les réseaux de trafiquants de drogues turcs liés aux Loups gris y avaient des ramifications. On pouvait donc voir là des « liens » entre Agça et les Bulgares. Des éléments certes bien maigres, mais dont on sut tirer un excellent parti.

Le second facteur était le besoin des élites de provoquer une flambée de ferveur anticommuniste, dont les braises sont toujours soigneusement entretenues à l'Ouest. En juillet 1979, lors de la première réunion de l'Institut Jonathan à Jérusalem, devant un parterre d'hommes d'État et de journalistes occidentaux (au nombre desquels George Will, Robert Moss [1], Claire Sterling et George Bush [1]), le thème majeur abordé par le Premier ministre israélien Menahem Begin dans son allocution d'ouverture, et qui fut repris par bon nombre de participants, était l'importance et la nécessité de pousser le thème du terrorisme et de s'efforcer d'associer terrorisme et Union soviétique [2]. Claire

1. George Will fut journaliste (conservateur), notamment à *Newsweek* et au *Washington Post*. Journaliste australien, Robert Moss s'est spécialisé dans les écrits anticommunistes. [nde]

Sterling s'y employa avec ardeur dès 1981, dans son ouvrage *Les Réseaux de la terreur*, qui devint la bible de l'administration Reagan et de la droite mondiale, et qui l'éleva au rang d'expert mondial numéro un pour les médias. À partir de 1981, le terrorisme et l'empire du Mal soviétique devinrent l'axe majeur des campagnes de propagande de l'administration Reagan, dont le but affiché était de soutenir les objectifs de la course aux armements, l'installation de nouveaux missiles en Europe et la mise en place de politiques interventionnistes dans le tiers-monde. C'est dans ce contexte, où d'importants groupes d'intérêts occidentaux cherchaient un moyen de lier l'Union soviétique et le « terrorisme international », qu'intervint l'attentat d'Agça contre le pape, en mai 1981 [1].

* *
*

IV-1. La thèse Sterling-Henze-Kalb (SHK)

Bien que la réaction initiale des médias fut de chercher les origines de l'attentat dans les positions politiques et idéologiques de l'extrême droite turque, quelques journalistes de droite saisirent immédiatement l'occasion de désigner la source du complot dans le bloc soviétique. À peine six jours après les tirs de la place Saint-Pierre, le SISMI produisait un document selon lequel l'attaque avait été annoncée par un responsable soviétique au cours d'un meeting des puissances du pacte de Varsovie à Bucarest, en Roumanie ; où l'on apprenait aussi qu'Agça avait suivi un entraînement en Union soviétique. Bien qu'il fut rapidement démontré

1. Tenter de faire porter la responsabilité de la tentative d'assassinat sur l'Union soviétique – et notamment le KGB – était particulièrement utile pour discréditer les nouvelles autorités soviétiques fin 1982-début 1983 : Youri Andropov, qui venait de succéder à Brejnev, avait été un temps à la tête du KGB ; et le Bulgare Sergei Antonov fut arrêté en Italie à peine quelques semaines après l'investiture d'Andropov.

que cette « information » avait été forgée de toutes pièces par le SISMI ou l'une de ses sources, elle se répandit parmi le flot d'allégations de complot, par le biais d'un ouvrage paru en Allemagne de l'Ouest puis de multiples citations et fuites diverses [3].

Le *Reader's Digest* fut l'un des premiers médias à entrevoir l'opportunité d'une propagande juteuse. Il s'attacha alors, pour enquêter sur le sujet, les services de Paul Henze, vieux routier de la CIA spécialisé dans la propagande, et de Claire Sterling. L'article qu'elle publia en 1982 dans le *Reader's Digest*, intitulé « Un complot pour tuer le pape » fut le principal point de départ du lancement de la théorie de la filière bulgare. Ses idées et celles de Paul Henze permirent la réalisation de *L'Homme qui tira sur le pape. Étude du terrorisme*, un documentaire de NBC-TV commenté par Marvin Kalb et diffusé pour la première fois le 21 septembre 1982.

L'hypothèse Sterling-Henze-Kalb (SHK), selon laquelle Agça était un agent des Bulgares (et, indirectement, de l'Union soviétique), devint rapidement le cadre de référence pour les médias, en raison de l'audience considérable du *Reader's Digest* et grâce au documentaire de NBC-TV, qui fut rediffusé, revu et corrigé, en janvier 1983. Avec un zèle remarquable, cette hypothèse fut spontanément reprise par tous les autres grands médias [4]. Tous ceux de notre échantillon – *Newsweek*, *Time*, le *NYT*, et CBS News – acceptèrent immédiatement l'hypothèse SHK, en firent le meilleur usage et lui restèrent fidèles jusqu'à la fin du procès de Rome, en mars 1986. Ils n'en exclurent que mieux toute autre alternative et bon nombre de faits gênants. Le *Reader's Digest*, le *Wall Street Journal*, le *Christian Science Monitor* et NBC-TV adhérant eux aussi fermement à cette ligne, elle acquit rapidement une position dominante dans les médias.

Dans un souci d'équilibre et avant d'en venir au fond de notre analyse, nous allons décrire le modèle SHK, discuter ses faiblesses et ébaucher une autre explication de l'implication des Bulgares par Agça qui échappa aux médias. Nous examinerons ensuite plus attentivement la crédulité dont

les médias firent preuve en acceptant l'hypothèse SHK, et sa conformité au modèle de propagande.

L'hypothèse SHK se composait essentiellement des éléments suivants :

—1— ***Le mobile.*** Dans son article du *Reader's Digest*, le principal mobile de l'attentat avancé par Sterling était la volonté des Soviétiques d'affaiblir l'OTAN en impliquant les Turcs dans l'assassinat du pape : « Le Turc était là, à Saint-Pierre, afin de bien montrer à la chrétienté que la Turquie islamique n'était pas à sa place au sein de l'OTAN. » Ce mobile était accompagné (et bientôt supplanté) par l'idée que l'attentat visait en réalité à briser le mouvement Solidarnosc en Pologne en éliminant son principal partisan. À ce sujet, Paul Henze suggérait que l'intention du KGB pouvait bien n'avoir été que d'effleurer le pape d'une balle, à titre d'avertissement, comme dans les films de James Bond, et non de l'abattre effectivement. Évidemment, Sterling, Henze et Kalb évitèrent toujours scrupuleusement de s'étendre sur les risques ou le coût diplomatique qu'aurait représenté pour le bloc soviétique une entreprise aussi hasardeuse.

—2— ***Les preuves de l'implication des Soviétiques et des Bulgares.*** Avant les aveux de Mehmet Agça, et avant même qu'il n'eût identifié ses supposés complices bulgares en novembre 1982, l'hypothèse SHK se fondait uniquement sur le fait qu'Agça reconnaissait effectivement avoir séjourné en Bulgarie au cours de l'été 1980 et que les réseaux turcs de trafiquants de drogues liés aux Loups gris avaient des ramifications en Bulgarie. En novembre 1982, Agça désigna trois Bulgares comme étant ses complices et reconnut avoir en effet loué ses services aux Bulgares pour exécuter l'attentat. Comme il ne fournit jamais aucune preuve tangible et ne nomma jamais aucun témoin de ses transactions avec lesdits Bulgares, il n'y avait finalement, en matière de « preuve », que les déclarations produites par le dénommé Agça après dix-sept mois de détention en Italie.

—3— ***Les hypothèses idéologiques.*** L'accusation s'avérant des plus minces, en particulier avant la confession d'Agça

en 1982, on en combla les vides par des affirmations idéologiques : c'est bien le genre de choses que font les Soviétiques ; l'Union soviétique et la Bulgarie ont toujours activement travaillé à « déstabiliser » la Turquie [I]. Et s'il n'y a aucune preuve, c'est, bien entendu, que les Soviets sont passés maîtres dans l'art d'effacer leurs traces et de se ménager un « démenti plausible ». Le KGB avait donc contacté Agça en Turquie et lui avait fait endosser un passé d'activiste d'extrême droite pour couvrir ses activités d'agent du KGB. Bien que ce dernier ait voyagé dans une douzaine d'autres pays, son séjour en Bulgarie était évidemment crucial car, la Bulgarie étant un pays totalitaire, les autorités y étaient naturellement au courant de tout. De fait, elles ne pouvaient nullement ignorer qui il était et l'avaient évidemment instrumentalisé pour leurs sombres desseins [II].

* *
*

IV-2. Incohérences de la thèse SHK

À la base, la théorie Sterling-Henze-Kalb souffrait d'incohérences internes, d'une absence totale de preuves crédibles et de n'avoir pour tout fondement que des spéculations idéologiques. Sitôt que ces faiblesses devenaient flagrantes, on en déplaçait les fondements, quitte, le cas échéant, à en

I. À de nombreuses reprises, Sterling tout comme Henze défendirent cette thèse sans l'étayer d'aucune preuve et sans même tenter de démontrer en quoi une telle déstabilisation pouvait servir les intérêts soviétiques compte tenu du fait – comme les événements le démontrèrent par la suite – que toute instabilité ou désordre en Turquie ne pouvait qu'y favoriser l'accession au pouvoir d'un régime militaire, plus aligné que jamais sur les États-Unis. Sterling et Henze furent assez heureux de n'être jamais appelés à venir défendre pareilles allégations devant l'opinion publique occidentale.

II. Marvin Kalb exposa cette théorie, sans le moindre élément de preuve à l'appui, exception faite du bref séjour d'Agça en Bulgarie, arguant qu'on « peut en conclure sans la moindre hésitation qu'il était bien intégré au réseau clandestin des services secrets bulgares, et par extension à celui du KGB – sans pour autant être nécessairement au courant de ce qu'ils projetaient de lui faire faire [5] ».

retourner totalement l'argumentation (comme dans le cas de l'arme du crime raconté plus loin).

Une des failles élémentaires de cette théorie était l'objectif soviéto-bulgare. Dans cet ordre d'idée, on peut noter l'extrême absurdité de la première suggestion de Sterling selon laquelle les Soviétiques étaient allés chercher un fasciste turc pour tirer sur le pape à seule fin de discréditer la Turquie, et de desserrer ses liens avec l'OTAN. Il n'est pas raisonnable de penser que ces liens auraient eu à souffrir du fait qu'un fasciste turc eût ouvert le feu sur le pape ; pas plus qu'il ne l'est de s'imaginer que les très conservatrices autorités soviétiques ait donné leur aval à un projet aussi délirant, sans même parler de ses chances de « succès » [1]. Cette théorie supposait que, au cas où Agça serait capturé et identifié comme Turc, il s'abstiendrait de révéler que son acte avait été commandité par les Soviétiques et les Bulgares. Sterling suggéra ensuite qu'à l'origine Agça devait être lui-même abattu place Saint-Pierre afin de le réduire au silence. Mais, notoirement incompétent, le KGB avait échoué dans cette besogne élémentaire. Sterling, Henze et Kalb en vinrent tout trois à soutenir qu'Agça pouvait même n'avoir jamais su pour qui il travaillait, de manière à ne pas mettre l'Est en cause. Lorsque finalement Agça affirma avoir depuis toujours été en contact avec des Bulgares à Rome, Sterling et Henze cessèrent d'épiloguer sur la faillite du KGB à se forger un démenti plausible.

L'hypothèse SHK se raccrocha finalement à l'idée que le véritable objectif du complot soviéto-bulgare était de saper le mouvement Solidarnosc. Évidemment, si l'on tient compte du moment où eut lieu l'attentat ou d'une simple évaluation du rapport coût-bénéfice, cette théorie est tout aussi absurde que la précédente. Agça était en effet supposé avoir été recruté en Turquie bien avant l'apparition du mouvement Solidarnosc. Dans une variante de la version de Sterling sur la période de recrutement d'Agça, il aurait été

1. La SHK tient pour sûr que les responsables soviétiques sont des sauvages qui s'enferrent régulièrement dans des complots de type « Docteur No » – un point de vue qu'aucun média ne mit jamais en cause [6].

recruté par les Bulgares en juillet 1980, date antérieure aux grèves des chantiers navals de Gdansk, et donc à une période où Solidarnosc était loin de constituer une réelle menace pour les autorités soviétiques. Les risques et les conséquences d'une tentative d'assassinat auraient été énormes – et ces dernières le furent effectivement pour l'Union soviétique et la Bulgarie, unanimement accusées malgré l'absence totale de preuves crédibles.

Quant aux bénéfices supposés d'un tel acte, ils ne sont guère plus plausibles. L'assassinat du pape, tout particulièrement si l'Union soviétique se voyait accusée de l'avoir commandité, ne pouvait que scandaliser et rassembler les Polonais ainsi que radicaliser leur opposition au régime prosoviétique du pays. En outre, les conséquences à plus long terme sur les relations diplomatiques avec l'Europe de l'Ouest – de première importance pour les Soviétiques qui, en 1981, étaient en pleines négociations autour d'un projet de gazoduc alimentant l'Europe occidentale, alors même que les États-Unis installaient en Europe de l'Ouest de nouveaux missiles très préoccupants pour l'URSS – les auraient plutôt engagés à ne prendre aucun risque inconsidéré.

Une autre incohérence de l'hypothèse SHK tenait au fait qu'Agça avait déjà proféré des menaces à l'encontre du pape, au moment de son voyage en Turquie en 1979 – donc, encore une fois, bien avant l'apparition du mouvement Solidarnosc. Il semble en effet qu'Agça et l'extrême droite turque nourrissaient déjà à l'égard du pape des motifs de rancune qui leur étaient propres et que les raisons qui pouvaient les inciter à envisager de l'assassiner n'avaient rien à voir avec une quelconque influence soviétique. C'est en partie pour cette raison que l'hypothèse SHK laissa entendre que les Soviétiques avaient recruté Agça avant la visite papale en Turquie, le préparant dès cette époque à l'agression à venir. Outre qu'il s'agit là d'une pure spéculation qu'aucune preuve ne vient étayer, cela n'explique en rien pourquoi toute la presse fasciste, et pas simplement Agça, protestait contre la visite du pape en Turquie en 1979. La droite fasciste aurait-elle été tout entière au service des intérêts soviétiques ? La seule fois que la question fut soulevée

dans les médias – le 5 janvier 1983, dans l'émission « McNeil-Leher News Hour » –, Paul Henze affirma très clairement : « Il n'y avait [dans la presse] aucune opposition » à la visite du souverain pontife en 1979. Le journaliste turc Ugur Mumçu a pourtant rassemblé un large échantillon de citations extraites de la presse de droite de l'époque pour démontrer le caractère erroné des propos de Henze [7].

Troisième incohérence majeure de l'hypothèse SHK, l'engagement politique de Agça dans les mouvements d'extrême droite le rendait peu susceptible de se mettre au service de puissances communistes (bien que, dans un contexte carcéral, il ait sans doute pu se montrer tout à fait disposé à les impliquer dans la conspiration). Si l'hypothèse SHK s'efforçait avec acharnement de faire d'Agça un mercenaire sans attaches, elle parvint tout au plus à démontrer que ce dernier ne semblait avoir jamais été identifié comme membre des Loups gris ; tous ses amis, associés et autres contacts, depuis l'université jusqu'à l'attentat, en faisaient néanmoins partie ; et lors de ses nombreux voyages à travers l'Europe, jusqu'au rendez-vous fatidique du 13 mai 1981, il s'était déplacé exclusivement au sein de leurs réseaux [1].

Après son incarcération, Agça adressa une lettre à Alparslan Turkes, leader du parti Action nationaliste de Turquie, afin de lui exprimer sa loyauté et son dévouement inconditionnels – une lettre d'autant plus embarrassante pour Sterling et Henze qu'elle cadrait assez mal avec l'image d'un Agça mercenaire apolitique. Sterling l'écarta donc, sans raison aucune, comme étant « un faux grossier faisant sourire ». Le problème est que ladite lettre fut présentée par les autorités militaires turques comme pièce à conviction lors d'un procès à Ankara, ce que Sterling considère d'ordinaire comme une preuve de l'authenticité d'un document. Elle n'écrivit cependant jamais une ligne à ce sujet et n'y attacha manifestement aucune importance. Ugur Mumçu, pour sa part, ne consacra pas moins de cinq pages de son ouvrage *Le Dossier Agça* à une l'analyse minutieuse de cette lettre adressée à Turkes, décrivant le zèle dont firent preuve les autorités turques, faisant notamment appel à des spécialistes étrangers, pour en établir l'authenticité. La conclusion était unanime : elle était effectivement authentique.

1. Après qu'Agça eut décidé de « se confesser », il expliqua aux magistrats italiens qu'il n'était qu'un tueur à gages à la disposition de quiconque pouvait avoir besoin des services d'un « terroriste international ». Ce faisant, il disait exactement ce que Claire Sterling souhaitait lui entendre dire. Cette déclaration fut prise pour argent comptant par les médias occidentaux et par l'appareil judiciaire italien [8].

Quatrième défaut de l'hypothèse SHK : l'idée selon laquelle, étant donné l'efficacité de la police secrète bulgare, cette dernière ne pouvait ignorer la présence d'Agça à Sofia, ce qui suffisait à faire de lui un de leurs agents. Cette affirmation ne repose sur rien et est en parfaite contradiction avec la pratique soviétique et bulgare en ce domaine. Aucun élément ne permet d'établir que les Bulgares aient jamais identifié Agça, qui était muni d'un faux passeport. En outre, au cours du procès de Rome, le 22 septembre 1985, un témoignage vint mettre à mal le principe selon lequel la police bulgare est toujours au courant de tout. Abdullah Catli, un dirigeant des Loups gris, y affirma que la plupart des membres de son organisation préféraient transiter par la Bulgarie car il y était bien plus facile de se dissimuler au milieu du vaste flux du trafic d'immigrés turcs qui passe par ce pays.

Une cinquième incohérence de l'hypothèse SHK est le fait qu'il semble bien qu'Agça se soit procuré son arme par le biais du réseau des Loups gris et non par celui des Bulgares, qui auraient probablement pu aisément la lui glisser à Rome. Dans son article du *Reader's Digest*, Sterling faisait remonter la piste de l'arme jusqu'à Horst Grillmaier, trafiquant d'armes autrichien qui, selon elle, s'était réfugié derrière le rideau de fer après le 13 mai 1981, afin de ne pas être interrogé à l'Ouest. Il s'avéra cependant plus tard que ledit Grillmaier était un ancien nazi spécialisé dans l'approvisionnement en armes des réseaux d'extrême droite ; qu'il n'avait nullement disparu de l'autre côté du rideau de fer et que l'arme en question avait transité par un bon nombre d'intermédiaires avant d'être remise à Agça par un ami appartenant aux Loups gris. Sterling para la désintégration de la « théorie Grillmaier » par une volte-face, basculant sur une autre théorie du complot dans laquelle ces sournois de

Bulgares avaient fait en sorte qu'Agça se procure son arme par l'intermédiaire d'un fasciste notoire à seule fin de renforcer l'idée qu'Agça, militant d'extrême droite, ne pouvait entretenir aucun lien avec les puissances communistes.

Un dernier ensemble d'incohérences dans cette hypothèse tient au prodigieux degré d'incompétence et à la violation grossière du principe de la préparation d'un démenti plausible par les services secrets soviétiques et bulgares – ce qui cadrait d'autant moins avec la réputation de super-espions que leur prêtait par ailleurs cette même hypothèse. L'hypothèse SHK prétendait que Soviétiques et Bulgares étaient des professionnels suffisamment sûrs de ne pas être impliqués pour se permettre d'aller jusqu'à s'en prendre au pape. Recruter Agça, criminel recherché et déséquilibré mental de droite, n'en était que plus absurde, dès lors que sa couverture ne tiendrait pas dans le cas assez probable où il se ferait prendre. Dans le scénario initial de Sterling, le KGB *voulait* qu'il soit pris – ou que son corps, au moins, soit identifié – afin de discréditer la Turquie. Avec l'inflexion vers le mobile de l'affaiblissement de Solidarnosc, la révélation du complot soviéto-bulgare devenait un problème. D'où la nouvelle hypothèse : les Bulgares et le KGB avaient bien recruté Agça, mais sans parvenir à le tuer comme prévu. Le faire venir à Sofia pour lui expliquer ce qu'on attendait de lui devenait alors une incongruité de plus. Si l'on était allé jusqu'en Turquie pour le recruter, n'était-il pas absurde de risquer sa si précieuse couverture en le faisant venir à Sofia ? Auquel cas, son voyage à Sofia ne constitue-t-il pas en soi un argument *contre* l'implication des Bulgares et des Soviétiques ?

Lors qu'en novembre 1982 Agça confessa avoir conspiré avec la Bulgarie, ladite filière bulgare devint instantanément « vraie » pour les médias occidentaux. Elle n'en balayait pas moins l'hypothèse SHK et sa logique de « démenti plausible ». Si, comme Agça venait de le reconnaître, les Bulgares l'avaient rejoint à Rome et escorté jusqu'à la place Saint-Pierre afin de planifier l'attentat, reçu dans leurs propres appartements, et même participé à l'attentat, que devenait la théorie de la « couverture » ?

* *
*

IV-3. Une autre hypothèse possible

Il est une autre hypothèse possible pour expliquer la filière bulgare, à la lumière des questions que la presse américaine n'aurait pas manqué de poser si un scénario analogue s'était déroulé à Moscou. Imaginons qu'Agça, après avoir brièvement séjourné aux États-Unis au cours de ses tribulations, ait été incarcéré dix-sept mois dans une prison russe pour avoir tiré sur un membre de l'administration soviétique avant de dénoncer trois membres de l'ambassade américaine comme ses complices. En pareil cas, toute l'attention des médias américains se serait inévitablement focalisée sur le fait que pareils aveux servent si avantageusement les besoins de la propagande soviétique ; sur les dix-sept mois écoulés avant la dénonciation des Américains, et sur la possibilité que ces aveux aient pu être encouragés, voire imposés à Agça pour qu'il révise sa version des faits. Tout leur intérêt se serait porté sur les conditions de détention d'Agça, et l'on aurait tout de suite cherché à savoir qui lui avait rendu visite, s'il était d'une nature à chercher à « s'arranger » avec ses geôliers, et on aurait traqué dans ses déclarations ou toute autre source le moindre indice d'une confession faite sous la dictée. Que Mehmet Agça ait visité les États-Unis parmi une douzaine d'autres pays ne suffirait pas à faire de lui un agent de la CIA. La presse n'aurait pas manqué de souligner que, même si tel avait été le cas, la CIA ne se serait pas montrée assez incompétente pour faire venir expressément Agça à Washington dans le seul but de lui dicter ses instructions.

Cette autre hypothèse, tout en partant des mêmes faits que l'hypothèse SHK (le séjour d'Agça à Sofia), ne ferait que les interpréter différemment. Ce voyage infirme complètement l'hypothèse SHK car il interdit tout « démenti plausible » et devient véritablement absurde s'il s'avérait que le KGB avait déjà recruté Agça en Turquie. D'un autre

côté, il fournit néanmoins à la propagande occidentale la possibilité d'établir un lien entre l'attentat de Rome et le bloc soviétique. L'aubaine qu'a pu représenter la confession d'Agça – pour le leader socialiste Craxi, les chrétiens-démocrates, les néofascistes italiens ou pour Reagan, qui ne savait trop comment connecter « terrorisme » et Union soviétique – est également d'une clarté cristalline et aurait conduit immédiatement des médias objectifs à supposer qu'une « demande » si pressante aurait effectivement pu inciter le prisonnier Agça à prodiguer une « offre » appropriée en réponse. Le seul fait qu'Agça n'a dénoncé les Bulgares que dix-sept mois après son incarcération et sept mois après qu'il eut fini par accepter de « coopérer » avec Ilario Martella, le magistrat chargé de l'enquête, a de quoi laisser perplexe. Pourquoi a-t-il mis tant de temps à livrer les noms de ses complices ? Pour Sterling, Agça conservait l'espoir que les Bulgares viendraient l'aider à « se faire la belle » et il souhaitait leur en laisser le temps. Selon elle, sa façon de revenir sans cesse sur ses aveux pour se construire un autre mobile était autant de « signaux » adressés à ses complices. En réalité, il n'est pas nécessaire de se donner tant de mal pour rationaliser des événements qui ne cadrent pas. Il existe une explication très simple fondée sur la personnalité et les accointances d'Agça ainsi que sur les différents encouragements qu'on sait lui avoir été donnés [9]. En outre, l'explication de Sterling ne tient aucun compte du fait que, jusqu'à la fin du procès, Agça ne fut jamais en mesure de produire aucune preuve à l'appui de ses allégations, alors qu'il était clair depuis longtemps qu'aucun Bulgare n'avait jamais répondu à ses prétendus signaux.

Un autre aspect des aveux d'Agça donne à réfléchir : ils arrivent *bien après* l'invention et la diffusion massive dans les médias de l'hypothèse SHK. Au cours de l'enquête, on apprit que, durant son incarcération, Agça avait eu accès, entre autres moyens de communications personnels avec le monde extérieur, aux journaux, à la radio, à la télévision, etc. Agça avait été interrogé au sujet d'un éventuel lien avec la filière bulgare bien avant de passer aux aveux et ne pouvait

aucunement douter que ceux qui l'interrogeaient seraient enchantés de le voir enfin en reconnaître l'existence. Or, dès l'automne 1982, on lui en fournit quotidiennement le scénario par voie de presse et à la télé. Enfin, il fut établi que « la volonté d'Agça de faire parler de lui semblait insatiable. [...] À un moment donné de l'enquête italienne, il s'enferma dans un total mutisme après que sa demande de "passer aux aveux" en présence de journalistes eut été rejetée par les magistrats [10] » – la tentative d'assassinat du pape par Agça pourrait en effet n'avoir eu guère d'autre motivation qu'un profond désir de reconnaissance.

Comme nous l'avons déjà évoqué, au lendemain de l'attentat le SISMI avait effectivement fait circuler un document mensonger établissant un lien entre les Soviétiques et la tentative d'assassinat. Au moment des faits, l'agence SISMI était dirigée par le général Giuseppe Santovito, membre de la loge maçonnique P2 (Propaganda Due), organisation d'extrême droite qui, à l'époque, avait profondément infiltré diverses agences de renseignements italiens, dont le SISMI. Un scandale avait éclaté à ce sujet, qui, en août 1981, avait entraîné la démission de Giuseppe Santovito ; mais la mainmise de l'extrême droite sur les réseaux des services secrets n'en souffrit pas outre mesure.

L'une des principales caractéristiques de la scène politique italienne des « Années de plomb », de 1966 à 1981, était la protection qu'assuraient les services secrets aux réseaux terroristes d'extrême droite, dans le cadre d'un programme appelé « Stratégie de la tension » [11]. Un des objectifs de ce programme était d'organiser des actions terroristes d'extrême droite, imputées ensuite à la gauche, généralement sur la base de faux documents et de déclarations parjures d'informateurs infiltrés. Il s'agissait de discréditer la gauche italienne, de polariser la société et de jeter les bases d'un coup d'État militaire. De nombreux membres de la loge P2, au sein des forces armées et des services secrets, prirent part à la mise en place de ce programme, avec le soutien d'un bon nombre de leurs collègues. En juillet 1984, une commission parlementaire publia son rapport d'enquête sur les activités conspiratrices de la loge P2. Les comptes

rendus d'audition qui l'accompagnaient dénonçaient la dérive politique des services secrets, leur fréquent recours aux techniques de désinformation, ainsi que leur implication dans les réseaux terroristes d'extrême droite et la protection qu'ils garantissaient à ces derniers. En juillet 1985, un tribunal de Bologne rendait un verdict dans lequel le SISMI et ses dirigeants étaient nommément mis en cause dans toute une série de délits de faux et usage de faux, ainsi que pour la protection offerte aux auteurs des attentats à la bombe de Bologne en 1980 [12].

Le SISMI avait pris part à un interrogatoire d'Agça, où l'on chercha cinq heures durant à explorer ses liens avec le « terrorisme international ». Le juge Martella, chargé de l'enquête, admit dans son long rapport d'investigation avoir parlé à Agça de l'éventualité d'une commutation de peine s'il se décidait à « coopérer ». En outre, on pouvait lire dans la presse italienne des déclarations de l'avocat d'Agça, citant les termes de l'accord proposé à son client [13]. On trouvait aussi quantité d'articles, dans la presse européenne et dissidente, au sujet des pressions dont il avait été l'objet au cours de son incarcération. Une équipe du *Sunday Times* de Londres montra, en mai 1983, que les services secrets « venus rendre visite à Agça [lui avaient] clairement fait comprendre que, sitôt sa période de confinement écoulée, "les autorités ne seraient plus en mesure d'assurer sa sécurité" [14] ». Selon Orsen Oymen, expert turc de cette affaire, l'aumônier catholique de la prison où était enfermé Agça, le père Mariano Santini, se rendait fréquemment auprès de lui, et comptait parmi ceux qui le pressaient avec le plus d'insistance de coopérer avec les autorités. Un document semble confirmer ces allégations au sujet des pressions exercées par Santini : une lettre qu'Agça lui-même adressa au Saint-Siège et dans laquelle il se plaignait avec insistance de menaces de mort proférées par un émissaire du Vatican [1].

1. L'enquête italienne alors en cours est décrite par le correspondant du journal *Milliyet* en Allemagne de l'Ouest comme extrêmement orientée et prodigieusement incompétente. Les nombreux éléments très embarrassants mais non moins pertinents, qui y étaient mis au jour expliquent sans doute que cet article n'ait trouvé nulle part le moindre d'écho dans les médias occidentaux [15].

Au cours du procès de Rome, Giovanni Pandico, principal témoin au procès des parrains de la maffia de Naples et ancien associé de Rafael Cutolo, chef maffieux qui avait séjourné au pénitencier d'Ascoli Piceno où se trouvait Agça, déclara dans une interview (et plus tard devant la cour) que Cutolo, Santini et d'autres avaient exercé sur Agça toutes sortes de pressions et de menaces afin de l'amener à dénoncer les Bulgares. Pandico ajouta que Cutolo lui-même avait été menacé et contraint d'exercer des pressions sur Agça et que les anciens dirigeants du SISMI, Giuseppi Mucumeci et Francesco Pazienza, étaient les principaux instigateurs de cette affaire. L'un des personnages mis en cause par les accusations de Pandico, Francesco Pazienza, présenta pour se disculper sa propre version détaillée des faits, dénonçant ceux qui avait effectivement exercé des pressions sur Agça pour le faire parler.

Dès le début de l'enquête, de nombreux indices suggéraient qu'Agça subissait des pressions en prison. Après son long silence (demeuré inexpliqué), Agça identifia les Bulgares sur un album de photos dont on prétendit qu'il ne lui avait jamais été présenté avant le 9 novembre 1982. Cependant, au cours d'un discours devant le Parlement italien, le ministre de la Défense, Lelio Lagorio, affirma qu'Agça avait identifié les Bulgares dès septembre 1982. Personne n'expliqua jamais cette incohérence, mais le fait qu'Agça ait vu ces photos pour la première fois le 9 novembre est invraisemblable [16]. L'un des éléments-clés du témoignage d'Agça est qu'il affirmait avoir été reçu à l'appartement de Sergei Antonov, l'un des Bulgares arrêtés dans le cadre du « complot », et y avoir rencontré la femme et la fille de ce dernier. Déclaration qu'accompagnaient toutes sortes de détails très précis au sujet des loisirs d'Antonov, des caractéristiques de son appartement, etc. La défense parvint néanmoins à démontrer que la description de l'appartement qu'avait donnée Agça était fausse mais néanmoins caractéristique d'autres appartements du même immeuble, d'où l'on peut déduire qu'Agça témoignait sur la base de données qui lui avaient été transmises au sujet d'un appartement voisin, qu'on avait supposé identique.

Mais, plus important encore, la défense réussit également à établir que, à la période où Agça affirmait avoir été reçu chez Antonov et y avoir rencontré la femme de ce dernier, celle-ci ne se trouvait pas en Italie. Suite à la publication dans la presse italienne de ces contradictions mises au jour par la défense, Agça revint, le 28 juin 1983, sur sa déclaration, affirmant ne s'être jamais rendu chez Antonov et n'avoir jamais rencontré sa famille. Les détails qu'il avait donnés au sujet de celle-ci et de l'appartement devenaient dès lors inexplicables, sauf à supposer que ces informations lui avaient en fait été fournies alors qu'il se trouvait en prison. À plusieurs autres reprises, Agça donna des informations qu'on pouvait fortement suspecter de lui avoir été transmises en prison. Les journalistes du *Sunday Times* de Londres, qui purent interviewer à Sofia l'un des Bulgares mis en examen dans le cadre de l'enquête, notèrent que, « lorsqu'en Bulgarie Martella lui avait demandé s'il avait des caractéristiques physiques particulières, Vassiliev avait répondu qu'il avait un grain de beauté sur la joue gauche. Quand, par la suite, Agça témoigna à son sujet, expliquait Vassiliev, il "décrivit mon grain de beauté *dans les termes mêmes* que j'avais utilisés dans ma réponse" [1] ».

Durant toute l'instruction du procès de Rome, en 1985-1986, on ne trouva jamais aucune trace de l'argent qu'Agça prétendait avoir reçu des Bulgares ; la voiture que, selon lui, les Bulgares avaient utilisée pour l'escorter à travers Rome ne fut jamais retrouvée ; pas plus qu'aucun témoin qui aurait pu le voir au cours de l'une de ses si fréquentes entrevues avec les Bulgares. L'arme du crime lui avait été fournie par l'entremise du réseau turc des Loups gris et il y avait abondance de preuves concernant ses rencontres avec des membres de ce réseau en Europe de l'Ouest. Le document trouvé en sa possession au moment de son arrestation ne faisait mention d'aucun complice et suggérait plutôt un

1. Il fut déjà révélé durant l'enquête que l'extraordinaire connaissance que montrait Agça des numéros de téléphone de l'ambassade de Bulgarie s'était trouvée quelque peu favorisée par le fait qu'on l'avait, « par inadvertance », laissé seul en compagnie d'un annuaire téléphonique de Rome [17].

emploi du temps relativement flexible le jour de l'attentat lui-même, puis un projet de fuite en train pour Naples.

Il semble donc fort probable que les aveux d'Agça aient effectivement été négociés en prison, et qu'on lui ait clairement fait comprendre que les personnes en charge de sa sécurité attendaient de lui que son témoignage implique dans l'attentat l'Union soviétique et les Bulgares. Il connaissait l'hypothèse SHK bien avant ses aveux, lesquels devenaient *de facto* suspects. Dès lors, la possibilité d'une autre hypothèse (celle d'un faux témoignage extorqué par intimidation) s'avérait plausible, voire probable, dès sa première dénonciation des Bulgares. Du même coup, l'hypothèse SHK, qui dès le départ n'avait rien de plausible, n'en devenait que plus indéfendable.

* *
*

IV-4. Les médias s'accrochent à la filière bulgare

Bien que l'hypothèse SHK d'un Agça commandité par les Bulgares et le KGB pour attenter à la vie du pape n'ait jamais rien eu de plausible et ne se soit jamais fondée que sur des conjectures absurdes et des impostures flagrantes, elle n'en sembla pas moins toujours assez valable pour être utilisée. De sorte que dans ce cas, exactement comme le modèle de propagande permet de l'anticiper, on a pu voir les médias tenir unanimement l'hypothèse SHK pour valide, rejeter toute autre alternative, et se lancer dans une campagne de propagande classique afin de persuader l'opinion de la culpabilité soviéto-bulgare. Certains organes de presse contribuèrent à inventer l'existence d'une filière bulgare, les autres se bornant à répandre l'hypothèse SHK (occultant par là même tout autre éclairage et toute information dérangeante).

La campagne démarra avec l'article de Sterling, paru dans le *Reader's Digest* en septembre 1982, suivi de près par l'émission de NBC-TV du 21 septembre 1982. L'audience de ces deux reportages introduisant l'idée d'une filière bulgare était maximale, et ils furent très largement repris par les autres médias, qui en résumaient l'argumentaire et excluaient pratiquement tout questionnement sur leur validité. Lorsqu'en 1982 Agça finit par désigner les Bulgares, les médias se focalisèrent sur la filière bulgare, l'ensemble des commentaires se cantonnant exclusivement au cadre de l'hypothèse SHK et, jusqu'au verdict final du procès de Rome en mars 1986, la grande majorité des médias n'en transgressa jamais les limites [1].

La mise en cause des Bulgares par Agça fut l'élément-clé qui déclencha le rouleau compresseur médiatique, fournissant la base d'un matraquage fondé sur une masse de détails sur les Bulgares, de commentaires sur le mobile du crime bulgare (et soviétique) et de spéculations sur les conséquences que pourrait entraîner la confirmation de telles accusations. La principale caractéristique des reportages sur le sujet était leur prodigieuse superficialité. Les accusations sur lesquelles ils se fondaient étaient exonérées d'office de toute analyse critique, mais tout bonnement régurgitées telles quelles puis disséquées, avec leurs aberrations et leurs partis pris, sans aucun recul par rapport aux limites de la théorie SHK (ni le moindre élément qui puisse laisser supposer qu'une autre version des faits fût simplement possible). Prises pour argent comptant et présentées superficiellement, les accusations ne pouvaient que valider l'hypothèse SHK – notamment dès lors que les médias s'abstenaient d'évoquer certaines complicités politiques, les conditions d'incarcération, l'éventualité d'un chantage, celle d'un démenti plausible, etc. Ce type de procédé – rabâchage continuel des déclarations d'Agça agrémenté de spéculations allant dans le sens du complot aussi superficielles que possible – constitua la principale

1. Seul écart avec le modèle SHK, l'émission « 20/20 » du 12 mai 1983 sur ABC-TV – lire *infra*, note 1, p. 317.

stratégie médiatique, d'assimilation et de propagation de la ligne propagandiste.

Dans un article du 3 janvier 1983, « Le complot pour assassiner le pape Jean-Paul II », *Newsweek* nous offre l'archétype de couverture médiatique strictement limitée au cadre SHK. Le mobile soviéto-bulgare, tel qu'élaboré dans l'hypothèse SHK, s'y trouve repris du début à la fin sous forme de citations favorables à ce modèle – « une mesure de précaution alternative à l'invasion de la Pologne » – alors que personne n'est jamais cité qui puisse discuter des forces et faiblesses d'une telle perspective, de la position des autorités soviétiques ou de l'aubaine que représentait *pour l'Ouest* d'une confession d'Agça. *Newsweek* suggère même que cette culpabilité du bloc de l'Est embarrasse fort les gouvernements occidentaux (reprenant ici le modèle SHK). Pas une seule fois *Newsweek* n'évoque les dix-sept mois d'incarcération précédant les aveux ni les conditions de détention. On n'y évoque pas davantage (ni dans aucun article paru plus tard) les déclarations et informations publiées dans le *Sunday Times* de Londres et la presse italienne au sujet des pressions et menaces que pouvait avoir subies Agça dans sa cellule.

Pour donner aux aveux d'Agça un semblant de crédibilité, *Newsweek* eut recours à différentes techniques : en répétant fréquemment ses aveux, véritable leitmotiv de l'histoire ; en revenant, à deux reprises, sur les supposées intégrité, honnêteté et grande droiture du juge Martella, chargé de l'enquête ; en citant des représentants des autorités italiennes qui affirmaient détenir « des preuves formelles » qu'« Agça travaillait en lien étroit avec les Bulgares » ; en affirmant que « tous les indices suggèrent » qu'Agça « n'est pas un déséquilibré ». Mais l'essentiel était le refus catégorique de remettre tant soit peu en cause les fondements de l'hypothèse SHK ou d'envisager quelque alternative que ce soit.

Newsweek gobait tels quels toute une série de présupposés idéologiques : « Les enquêteurs [c'est-à-dire Paul Henze] pensent à présent » qu'Agça utilisait vraisemblablement les Loups gris comme couverture ; depuis longtemps la Bulgarie et l'Union soviétique « s'efforcent de

déstabiliser la Turquie en recourant au terrorisme » (citation directe de Henze) ; à Sofia, la présence d'Agça « avait nécessairement attiré l'attention des services de renseignements bulgares » (reprise d'une aberration très répandue de l'hypothèse SHK ou oubliant qu'Agça était supposé avoir déjà été recruté en Turquie en vue de l'attentat, mais s'accrochant surtout à l'idée que les services de renseignements bulgares pouvaient aisément identifier tous les Turcs qui traversaient leur territoire). *Newsweek* donne pour avéré le fait qu'« Agça était aidé par un nombre impressionnant de Bulgares », sans en donner d'autre preuve que les affirmations d'Agça, de responsables italiens et de Paul Henze. On rend compte des multiples contacts d'Agça avec les Bulgares à Rome, mais sans jamais évoquer la question du démenti plausible et sans même se soucier de l'absurdité patente du scénario. Pour autant, rien de tout cela n'entame l'efficacité qu'un tel article tire de la répétition de nombreux détails, de sa confiance totale en l'existence de complots et de sous-complots, de citations de nombreux hauts responsables à l'appui de l'accusation et de son apparente objectivité, mentionnant même parfois le manque de preuves tangibles.

Parfaitement exempt d'esprit critique, cet archétype de propagande se borne au strict cadre de l'hypothèse SHK, même si, vers la fin de ce long article – lénifiant développement abondant complètement dans le sens de la thèse SHK –, deux phrases, si inhabituelles dans les médias, se trouvent curieusement jetées là, sans le moindre développement : « Il est difficile de croire que les Soviétiques aient réellement pu voir dans l'assassinat du pape la solution à leur problème polonais. D'aucuns jugent douteux que les Soviétiques aient pu ainsi laisser leur sort aux mains des Bulgares et des Turcs, se privant eux-mêmes du contrôle crucial d'une opération d'espionnage aussi sensible. »

Dès le début, les autres médias se coulèrent assez unanimement dans le même moule – un empilement de banalités jamais remises en cause, se bornant exclusivement aux limites de l'hypothèse de base, et passant intégralement à la trappe les interrogations, certes graves, mais non moins évidentes, soulevées par l'autre hypothèse possible. Sur les

trente-deux articles parus dans le *NYT* au sujet du complot, entre le 1er novembre 1982 et le 31 janvier 1983, douze ne contenaient strictement aucune information et se bornaient à rapporter les points de vue d'une personnalité ou à spéculer sur la question – ou à s'interdire de spéculer sur la question. (Le *NYT* publia même tout un article sur le seul fait que le président Reagan n'avait « aucun commentaire » à faire à ce sujet.) Plus typique, l'article de Henry Kamm titrait en première page « Bonn s'inquiète des liens entre la Bulgarie et le terrorisme » (12.12.82) et celui de Gwertzman « Les États-Unis s'interrogent sans néanmoins confirmer la piste bulgare » (26.12.82). Un reportage après l'autre, l'affaire « intrigue » des gens (qu'on ne nomme pas), « pique » leur intérêt, les preuves ne sont « pas tout à fait convaincantes » ou « la preuve irréfutable manque encore. » Quatre des articles du *NYT* traitaient de questions corollaires, tels les trafiquants de drogue bulgares ou les relations entre le pape et les Soviétiques. Sur seize articles plus directement liés au sujet, *un seul* portait sur un fait réel véritablement nouveau : l'arrestation d'Antonov à Rome. Les quinze autres ressassaient des banalités du genre : « Un juge italien inspecte l'appartement d'un suspect dans l'affaire bulgare » (Kamm, 12.01.83) ou « Les Bulgares déplorent leur image ternie » (Kamm, 27.0.83). L'ensemble de ces opinions, doutes, inquiétudes, suppositions et tout ce fatras de détails secondaires n'avait finalement d'autre objet que de dresser un écran de fumée qui permit, dans cette affaire, de focaliser exclusivement l'opinion publique sur une possible implication soviétique. Ils ignoraient autant que possible les points concrets concernant le mobile, la consistance des preuves ou les contextes turc et italien.

Au cours des années qui suivirent, et jusqu'à la fin du procès en mars 1986, les médias, à de rares exceptions près, se cantonnèrent à l'hypothèse SHK sans la remettre en cause [1]. Non seulement ils échouèrent à soulever d'autres

1. Sur les télévisions nationales, les *seuls* programmes à se démarquer de la campagne de propagande furent ceux d'ABC : une émission, la seule en cinq ans de couverture médiatique de l'affaire, y fit preuve d'un minimum d'indépendance, de sens

questions mais ils refusèrent aussi d'examiner réellement le type de problématique, la logique ou les preuves sur lesquels reposait l'hypothèse SHK. Cela tenait en grande partie au fait que les médias ne disposaient guère d'autres sources que Sterling et Henze (et le fait que Kalb fut reporteur TV) ; et que tous se refusaient à interroger sérieusement ces sources particulières.

* *
*

IV-5. Sources tendancieuses

Sterling et Henze, et dans une moindre mesure Michael Ledeen, dominaient largement la représentation médiatique de la filière bulgare dans les médias américains. En outre, ils pesaient sur le cours des événements en Italie, dans la mesure où leur version de la culpabilité bulgare était largement reprise dans les médias italiens bien avant qu'Agça ne nomme le moindre Bulgare, et pourraient ainsi avoir influencé Martella [1]. Cette prééminence leur était assurée par la diffusion massive de leurs articles et de leurs livres sur le sujet, et par le fait que les médias, presse, magazines, télévisions et autres talk-shows faisaient constamment appel à eux en qualité d'experts sans jamais les remettre en cause [20].

critique, et d'honnêteté, « Pour tuer le pape », diffusée le 12 mai 1983 dans « 20/20 ». ABC diffusa aussi plus tard un tête-à-tête entre Sterling et Alexander Cockburn. La contradiction avait été organisée à l'insu de Sterling, qui enrageait de voir ses points de vue contestés. Pour ce qui est de la presse écrite, c'est le conformisme qui prévalait, au moins jusqu'à ce que soit rendu public, en juin 1984, le rapport du procureur Albano. Michael Dobbs, du *Washington Post*, et Don Schanche, du *Los Angeles Times*, commencèrent alors à adopter une attitude plus critique. Plutôt sceptique au sujet des allégations d'Agça durant les années qui suivirent, Dobbs l'était autant sur le fait que les aveux d'Agça aient pu lui être dictés en prison [18].

1. Martella se rendit à Washington en octobre 1982, séjour à l'occasion duquel il n'eut pas seulement le privilège de recueillir les vues d'Arnauld de Borchgrave mais aussi un projection privée du reportage de NBC-TV « L'homme qui a tiré sur le pape ». Il semble que Ledeen soit pour sa part plus directement impliqué dans l'orientation de l'affaire en Italie, comme l'en accusait Francesco Pazienza [19].

Outre son article du *Reader's Digest*, Sterling publia trois longs articles dans le *Wall Street Journal*, et plusieurs autres dans le *NYT*. Ses théories se trouvaient fréquemment diffusées sur CBS News sans la moindre réserve. Henze écrivit douze des quatorze articles parus dans le *Christian Science Monitor* au sujet de la filière bulgare entre septembre 1982 et mai 1983, et ses articles étaient très largement repris dans les autres médias. À la même période, le seul article d'opinion paru dans le *Philadelphia Inquirer* au sujet de la filière bulgare était signé Michael Ledeen. À eux seuls, Sterling, Henze et Ledeen occupèrent 76 % du temps d'antenne de trois émissions consacrées à la filière bulgare dans la série « McNeil-Leher News Hour ». Aucune question embarrassante ne leur fut jamais posée au cours de ces émissions, et on n'y entendit aucune voix dissidente. Cela pourrait bien tenir au fait qu'ils refusaient tout bonnement d'apparaître dans des émissions télévisées (ou autres débats publics) en présence de gens qui ne partageaient pas leur point de vue. Henze, par exemple, tenait absolument à ce qu'on ne lui pose aucune question qu'il n'ait lui-même approuvée à l'avance. Leur prééminence étaient effectivement confortée par des stratégies coercitives [1].

Quant à savoir à quel titre ce genre d'experts peuvent se voir accorder une telle importance, il semble que cela tienne uniquement à la puissance de leurs sponsors et à ce que leurs vues peuvent avoir en commun avec celles du monde de l'entreprise et des principaux médias. Assurément, leur message pouvait passer sans trop de difficultés au travers des différents filtres du système de propagande. Sterling était financée et publiée par le *Reader's Digest*, qui lui assurait une diffusion énorme et une renommée immédiate. Les milieux conservateurs sont fans de Sterling, c'est pourquoi leurs écuries personnelles d'éditorialistes et de *think tanks*, tels le Georgetown Center for Strategic and International

1. Leurs stratégies coercitives étaient d'autant plus efficaces que leur prédominance préétablie et leur capacité de persuasion faisaient d'eux des références de premier ordre aux yeux des programmateurs TV ou radio, qui en retour leur offraient une audience. Cela tombe sous le coup du délit de « vente liée *[tying agreement]* » selon le Clayton Act, section 3.

Studies (CSIS) ou l'American Entreprise Institute défendent ses théories. L'administration Reagan était elle aussi enchantée du succès de Sterling – en dépit de ses fréquentes imprécations contre le manque de fermeté de la CIA et du département d'État et leur incapacité à traquer les réseaux terroristes et la filière bulgare avec toute l'agressivité requise. Il en était de même pour *Time*, *Newsweek*, le *NYT*, CBS News et tant d'autres.

Sterling était une vulgarisatrice hors pair des thèses dont les intervenants de la conférence du Jonathan Institute avaient souligné l'urgence, en juillet 1979, et que défendait avec insistance une administration Reagan obsédée par l'idée de créer par tous les moyens un environnement favorable à la course aux armements et à un soutien inconditionnel aux combattants de la liberté contre-révolutionnaires. Ce thème décliné par Sterling, de même que les visées des intervenants de la conférence du Jonathan Institute, trahissaient un consensus manifeste des élites aux États-Unis, sans quoi les médias n'auraient jamais accepté aussi spontanément des théories pareilles. Ancien cadre de la CIA et protégé de Zbigniew Brzezinski, Henze était lui aussi financé par le *Reader's Digest*. Et Ledeen était à la fois proche du CSIS et de l'entourage politique de Reagan.

Si les médias diffusèrent largement les mensonges éhontées de ces trois pontes – ce qu'ils ne manquèrent pas de faire aussi souvent qu'il leur était possible –, ils ne furent jamais dénoncés. Comme le confia un responsable des médias à l'un des auteurs de ce livre, si d'aventure on autorisait quelqu'un à émettre une critique au sujet de la filière bulgare, le journaliste avait intérêt « à s'assurer qu'il y avait bien un point sur chaque "i" et une barre à chaque "t" ; mais avec Sterling, il n'y avait aucun problème ».

Une fois de plus – conformément au modèle de propagande – il était tout à fait indifférent aux médias que Sterling, Henze et Ledeen aient été des sources exceptionnellement tendancieuses, exemptées de toute règle déontologique en matière de preuves et de faits, de véritables agents de désinformation. Nous avons vu plus haut comment Sterling avait invalidé le témoignage de dévouement d'Agça

à Turkes, ou son attitude au sujet de l'arme d'Agça. On pourrait citer bon nombre d'autres faits similaires [21].

L'ouvrage de Sterling, *Les Réseaux de la terreur*, tenait pour incontestables des allégations fournies par les services de renseignements israéliens, sud-africains ou argentins ; et notamment ceux de l'ex-stalinien tchèque Jan Sejna [I], dont les preuves de l'existence d'un réseau terroriste soviétique provenaient d'un faux document fabriqué par la CIA dans le but de mettre son intégrité à l'épreuve [II] ! Sejna tomba bien évidemment dans le panneau en prétendant « reconnaître » le document bidonné, qui lui était simplement sorti de l'esprit, et qu'il utilisa quelques années plus tard pour des révélations spectaculaires [24].

Dans *Le Temps des assassins*, un autre ouvrage sur la filière bulgare, Sterling s'en prend à nouveau à la CIA et à l'administration Reagan, qu'elle accuse de traîner les pieds dans leur traque du complot rouge, préférant prôner la détente [25]. Cependant, nonobstant les ventes phénoménales de ses livres et l'exemption totale de critique qui en caractérisait la réception dans les médias, Sterling passait son temps à se plaindre de « cette attitude qu'il faut bien accepter, attitude socialement incontournable [...] lorsqu'on vient à évoluer dans certains milieux et qu'on entend être reconnu professionnellement » en Occident, consistant à afficher des réserves au sujet de la filière bulgare. Elle attribuait cette situation à la publication par le KGB d'un fascicule d'une quarantaine de pages traitant du complot et signé par la journaliste soviétique Iona Andronov. Cette pensée et la ligne dans laquelle elle s'inscrit furent présentées par Sterling dans l'allocution qu'elle donna le 5 décembre 1984 à Paris, lors d'une conférence sur la désinformation sponsorisée par

I. Sterling fut informée de cette histoire concernant Sejna par Michael Ledeen [22].

II. Mensonge caractéristique, Sterling affirme dans *Terror Network* que Sejna quitta la Tchécoslovaquie « au moment de l'entrée des troupes soviétiques » – alors qu'en réalité Sejna passa à l'Ouest au beau milieu du Printemps de Prague, bien avant l'invasion soviétique et à l'apogée d'un scandale de corruption dont il était lui-même l'un des principaux responsables. Bob Woodward note par ailleurs que les analystes de la CIA avaient déjà réfuté les élucubrations de Sterling comme « grotesques », offrant quelques exemples, comme notamment les histoires diffusées par la CIA dans la presse italienne lors d'opérations de désinformation et sur lesquelles se fondait Sterling [23].

l'Internationale de la résistance, une coalition d'organisations représentant la résistance de droite et autres anciens de la Libération.

Ce charlatanisme manifeste n'entamait en rien la crédibilité de Sterling aux yeux des médias – en fait, le *NYT* lui assurait même une place en première page et lui réservait les papiers sur la filière bulgare. Ce faisant, la rédaction s'offrait la garantie de publier des informations dans la ligne éditoriale. Ce fut particulièrement flagrant dans le compte rendu de la plaidoirie de l'avocat de la partie civile, qu'elle publia en première page, le 10 juin 1984. La *nouvelle* la plus importante de ce reportage – le fait que, depuis le 28 juin 1983, Agça était revenu sur une bonne part de ses aveux au sujet des Bulgares – disparaissait complètement dans la version de Sterling. Tout au plus suggérait-elle, sur un ton détaché, qu'Agça s'était rétracté sur quelques points, non précisés, qui étaient pourtant d'ores et déjà « corroborés ». Il s'agit d'un mensonge assez sérieux. Rien n'était jamais venu « corroborer » la visite d'Agça chez Antonov, ni qu'il eût rencontré la femme de ce dernier, bien que les détails qu'il avait pu donner à ce sujet aient été de longue date présentés par Sterling et Henze comme une confirmation cruciale de l'ensemble de ses déclarations. Sa rétractation amenait immédiatement à se demander comment Agça avait bien pu connaître tous ces détails au sujet de l'appartement d'Antonov s'il ne s'y était jamais rendu. Au *NYT*, nul ne chercha jamais à tirer au clair ce genre de problème [1].

Paul Henze avait longtemps travaillé pour la CIA. Spécialiste de la propagande, il avait même été directeur des bureaux de la CIA en Turquie. À l'époque, l'ancien chef de l'État turc Bulent Ecevit l'avait même accusé de contribuer

1. Les avocats des Bulgares eurent beau dénoncer le fait qu'aucune source publiquement accessible – journaux, radios, télévisions – n'avait jamais publié le moindre détail sur l'appartement d'Antonov *avant* qu'Agça ne le décrive au magistrat chargé de l'enquête, même Michael Dobbs s'abstint de commenter ce que cela impliquait. Il semble pourtant clair qu'Agça ne pouvait avoir obtenu ces renseignements qu'en prison. Dobbs rejette cette hypothèse comme étant « le point de vue des Bulgares » mais se dispense d'élucider par quel autre moyen Agça pouvait avoir acquis une telle connaissance d'endroits où il ne s'était jamais rendu.

à déstabiliser la Turquie [26]. Dans ses articles, jamais Henze ne fit la moindre allusion à son active participation aux affaires intérieures turques en tant que directeur de la CIA locale. Ses articles étaient connus pour la constante apologie qu'il y faisait de la dictature militaire turque, pour leur manque total d'honnêteté [27] ; et pour le profond mépris qu'il ait affiché à l'égard des règles déontologiques en matières de preuves s'agissant de la culpabilité des Soviétiques : « Je pense que nous avons passé le stade où il est encore de quelque utilité, pour quelque parti que ce soit, sinon pour les Soviétiques eux-mêmes, d'adopter l'approche minimaliste et légaliste selon laquelle, si aucune "preuve matérielle" ou aucune espèce de preuve irréfutable ne vient attester que le gouvernement de l'URSS est derrière quelque chose, nous devrions partir du principe qu'il n'y est effectivement pas. [28] »

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, les médias auraient, selon Michael Ledeen, plus spontanément tendance à croire Kadhafi que le gouvernement américain et attacheraient beaucoup plus d'importance aux victimes du terrorisme d'État des régimes clients des États-Unis (Indonésie, Timor-Oriental, Guatemala, etc.) qu'à celles des États totalitaires ennemis (Cambodge ou Pologne). Là encore, ce genre d'absurdités ne remettait nullement en cause l'accès privilégié de Ledeen aux plus grands médias au titre d'expert de la filière bulgare ou de quoi que ce soit d'autre – il publia notamment trois tribunes libres dans le *NYT* entre 1984 et 1987.

Non contents de favoriser l'hégémonie de tels agents de désinformation, les grands médias firent en outre toujours en sorte de les préserver de toute révélation susceptible de mettre au jour leurs références douteuses.

Le fait que Henze ait été longtemps un agent de la CIA ne fut quasiment jamais évoqué dans la presse – et, à notre connaissance, pas une seule fois à la télévision. Son profond attachement au régime militaire turc ne fut non plus jamais dénoncé. S'agissant de Sterling, on s'abstint également de révéler aux lecteurs de *Time*, du *NYT* ou aux téléspectateurs de CBS News ou du « McNeil-Leher New Hour », les

innombrables erreurs, arguments absurdes et autres positions politiques extrémistes sur lesquels elle se fondait. Nombre de points pourtant éloquents sur ses antécédents furent passés sous silence – comme, par exemple, ses attaques répétées contre le militant radical français Henri Curiel, assassiné quelques années plus tôt, qui s'étaient soldées à Paris par un procès en diffamation. Si le *New York Times* n'évoqua jamais ce procès, ce n'est pas simplement parce qu'elle l'avait perdu mais bien parce qu'il était très éclairant tant sur ses sources que sur ses méthodes.

Sterling tenait la plupart de ses informations du journaliste français George Suffert, connu pour être un correspondant des services secrets français et sud-africains ayant complaisamment placé l'ANC de Nelson Mandela en tête de sa liste personnelle des organisations « terroristes ». Dans *Les Réseaux de la terreur*, Sterling avait soutenu avec insistance que Curiel était un agent du KGB, mais la cour, sur la base de documents fournis par les services de renseignements français, avait finalement déclaré ces accusations infondées. Sterling avait alors tenté de faire valoir que ses allégations au sujet des liens de Curiel avec le KGB n'étaient tout au plus qu'une « hypothèse » et non des affirmations péremptoires. En tout état de cause, ce que le procès révélait, c'est qu'elle était elle-même un relais de désinformation, prête à calomnier la victime d'un meurtre sur la seule base d'allégations provenant de sources d'extrême droite.

Activiste néoconservateur et désinformateur disposant de portes ouvertes au *NYT*, Michael Ledeen bénéficiait lui aussi du même type de « protection rapprochée ». La parution de son livre *Grave New World* fut célébrée dans le *NYT* par William Griffith, homme de droite, « rédacteur itinérant » du *Reader's Digest* et chercheur en sciences politiques au MIT, qui trouva la version de Ledeen sur la filière bulgare tout à fait convaincante [29]. Ledeen était complètement impliqué, avec Francesco Pazienza, dans l'« affaire Billygate [1] » ; et il

1. En 1980, il fut fait état que le frère du président Carter, Billy, après plusieurs voyages en Libye, était devenu, moyennant finances, officiellement un agent du gouvernement libyen. [nde]

avait beaucoup de contacts avec les services secrets italiens et l'extrême droite italienne. Licio Gelli (fasciste italien dirigeant de la loge P2 qui se cachait en Uruguay) avait un jour chargé l'un de ses sbires de remettre à Ledeen un document manuscrit. Pazienza témoigna que Ledeen travaillait pour le SISMI, sous le nom de code « Z3 » – ce que confirma plus tard le directeur du SISMI, Santovito. Ledeen avait reçu plus de cent mille dollars du SISMI pour services rendus, notamment pour la mise à disposition de rapports datés des services secrets américains, que le SISMI faisait passer pour siens. Ledeen fit transiter ces fonds vers un compte aux Bermudes. Le nombre de magouilles dans lesquelles il avait trempé en Italie était tel que, dès l'été 1984, le nouveau directeur du SISMI informa le Parlement italien que Ledeen était un « intriguant » et qu'il fut déclaré *persona non grata* en Italie [30]. Rien de tout cela ne fut jamais évoqué dans le *NYT* [1].

* *
*

IV-6. L'ordre du jour propagandiste : questions non soulevées et sources inexploitées

Il existe un lien flagrant entre les sources consultées, les cadres de référence et l'ordre du jour concernant chaque élément jugé digne d'être rendu public. En choisissant massivement Sterling, Henze et Ledeen, les médias optaient simultanément pour un cadre de référence à l'intérieur duquel Bulgares et Soviétiques étaient, d'office, présumés coupables, où Agça était un mercenaire apolitique et où

1. L'étendue de la protection que le *NYT* pouvait assurer à ses sources de désinformation fut mise à nu de manière amusante, en février 1987, lorsque Charles Babcock, du *Washington Post*, révéla que Ledeen avait perdu son poste à la Washington University de St Louis en 1972 pour plagiat. Le jour même paraissait dans le *NYT* un article de Stephen Engelberg sur cette affaire : « Après s'être vu retirer le droit d'enseigner à la Washington University de St Louis en 1972, M. Ledeen devint… » Il était superflu d'en apprendre davantage au lecteur pour qu'il puisse juger de l'expert en question.

l'intègre et zélé juge Martella était chargé de faire triompher la justice dans une Italie désormais intégrée au monde libre. Au cours de la campagne de propagande qui suivit, toute mise en cause directe de l'hypothèse SHK était purement et simplement exclue, de même que tout autre éclairage ou hypothèse possible.

La méthode de distinction – que nous avons utilisée plus haut – entre ce qui peut, ou non, être d'actualité est ici à nouveau applicable et s'avère des plus éclairantes. « D'actualité », on trouve les commentaires de Martella au sujet des dernières déclarations et preuves de l'implication des Bulgares apportées par Agça ; le point de vue de Brzezinski dissertant de la probabilité que les Bulgares se soient ou non effectivement engagés dans une telle aventure (pas de doute là-dessus, bien sûr) ; les questions de Judy Woodruff à Paul Henze pour déterminer si les Soviétiques « pourraient avoir l'idée ou l'intention de recommencer une pareille chose » – ils font ça constamment et, s'ils ont simplement un peu cafouillé dans ce cas, « ils en ont déjà tellement fait en Italie » [31].

De même que pour les élections dans le tiers-monde [*supra*, chap. III], les médias se concentrèrent systématiquement sur des détails concernant les principaux personnages ou les opinions exprimées se limitant au cadre étroit des positions de l'establishment, le tout systématiquement assorti d'un développement venant corroborer la cause entendue, qu'elle soit crédible ou non : les accusations d'un exilé ayant fui les pays de l'Est, un nouvel aveu d'Agça, un rapport d'enquête d'un juge ou d'un commissaire, des fuites sur des présumées révélations ou des spéculations sur les développements à venir, etc.

Sont « exclus de l'actualité » tout fait ou argument susceptible d'amener à douter de l'hypothèse SHK, ou de conduire à une autre hypothèse possible, comme celle évoquée plus haut – avec, *pour point de départ*, la question de savoir pourquoi Agça avait mis tant de temps à passer aux aveux et combien il était probable qu'il ait subi des pressions au cours de sa détention. Nous n'étudierons que quelques-

unes des questions importantes et des faits occultés par les médias et ainsi exclus de l'ordre du jour.

L'hypothèse SHK reposait autour du mobile des Soviétiques, du séjour d'Agça à Sofia, et de la réputation de professionnalisme des services secrets soviétiques et bulgares, en vertu de laquelle il semblait probable que ces derniers manipulaient Agça, dès lors qu'il avait fait escale en Bulgarie. Seule l'émission « 20/20 » diffusée le 12 mai 1983 sur ABC se pencha d'un peu près sur l'intérêt d'un tel acte pour les Soviétiques – et ce en dépit du matraquage médiatique du modèle SHK. ABC alla même jusqu'à demander au Vatican s'il existait bien une lettre du pape dans laquelle, aux dires du documentaire de Kalb sur l'affaire, le souverain pontife aurait menacé de démissionner et de rentrer en Pologne pour y mener la résistance à toute invasion soviétique. Le cardinal John Krol, s'exprimant au nom du Vatican, répondit : « Non seulement une telle lettre n'existe pas mais, en outre, une telle lettre adressée directement à Brejnev par le pape irait totalement à l'encontre des procédures normales. En aucun cas on ne peut concevoir le Saint-Père déclarant "Je vais démissionner !" » Le Vatican précisa aussi à ABC que le message *verbal* du pape à Brejnev était au contraire plutôt conciliant. Cette spectaculaire dénégation d'un élément non négligeable de la théorie SHK n'eut d'écho dans aucun autre média et fut simplement enterrée avec l'émission d'ABC [32]. De plus, dans aucun média, personne ne tenta d'évaluer les bénéfices supposés des Soviétiques au regard des coûts et des risques d'une telle coopération avec Agça.

Aucun média ne prit non plus jamais la peine de relever ce qu'impliquait la lettre dans laquelle Agça, lors de sa première visite en Turquie, en 1979, menaçait déjà de tuer le pape. Quant à l'idée absurde de Sterling selon laquelle le KGB avait engagé un Turc pour assassiner le pape afin de nuire aux relations de la Turquie avec l'OTAN, elle ne fut jamais discutée non plus. La question de l'authenticité de la lettre adressée par Agça à Turkes, qui porte directement sur les engagements politiques d'Agça (l'un des fondements de l'hypothèse SHK), ne fut jamais soulevée par les médias

américains. La déclaration d'Abdullah Catli expliquant, au cours du procès, que la Bulgarie était le lieu de passage de prédilection des Loups gris parce qu'il y était relativement plus facile de se fondre dans le flux d'immigrés turcs – laquelle vient directement contredire les affirmations de l'hypothèse SHK selon lesquelles les services de renseignements bulgares sont informés de tout, et donc que le séjour d'Agça à Sofia s'inscrivait nécessairement dans un plan des autorités bulgares – ne fut jamais évoquée durant toute la couverture médiatique américaine du procès de Rome.

Les déficiences les plus frappantes dans le traitement accordé aux fondements de l'hypothèse SHK par les médias résidaient néanmoins dans leur incroyable naïveté à l'égard de ses spéculations pseudo-scientifiques et de l'accumulation de violations des principes élémentaires du démenti plausible. L'idée délirante – et totalement dénuée de preuve – selon laquelle Agça avait été recruté en Turquie par le KGB en vue de l'attentat (et que son appartenance aux réseaux d'extrême droite n'était qu'une « couverture ») ne fut jamais tournée en dérision, ni analysée quand on la présentait comme une prétendue vérité. Il n'y eut jamais le moindre débat dans les médias autour du fait que l'hypothèse du recrutement préalable d'Agça et de la couverture soigneusement préservée d'Agça en Turquie était en contradiction flagrante avec l'idée qu'on ait pu demander à Agça de venir séjourner à Sofia à seule fin d'y recevoir des instructions. Quant aux supposées négociations directes d'Agça avec les Bulgares à Rome, les médias refusèrent purement et simplement de considérer le fait que, si elles avaient existé, le prétendu professionnalisme du KGB utilisant un Turc d'extrême droite comme couverture s'évaporait à l'instant.

S'agissant de l'autre hypothèse possible, et du reste hautement probable, qu'Agça ait subi des pressions et que ses aveux lui aient été dictés, les médias refusèrent toute exploration d'une piste si divergente. Il était pour eux absolument hors de question de considérer le caractère un peu trop *commode* de la théorie du complot pour bon nombre d'intérêts occidentaux ; le laps de temps considérable qui s'était écoulé

avant qu'Agça ne nomme les Bulgares ; les conditions de détention et les contacts qu'il avait eus en prison ; les visites, offres et menaces qu'il avait reçues pour le pousser aux aveux ; le niveau de compromission des agences de renseignement et de la police italiennes. Les médias s'en trouvaient *de facto* impliqués dans l'occultation de documents de premier ordre.

Le 12 juillet 1984, le « Rapport de la commission parlementaire sur la loge maçonnique P2 » avait pourtant décrit dans le détail le degré considérable d'infiltration des plus hautes instances de l'armée, des services secrets, des médias et de l'appareil judiciaire, entre autres, par ces conspirateurs néofascistes. Ce rapport – qui était par lui-même du plus haut intérêt – concernait en outre l'affaire de la filière bulgare dans la mesure où il faisait la lumière sur certains aspects d'institutions italiennes qui se trouvaient directement impliquées dans la mise en cause et la mise en examen des Bulgares. Ni *Time*, ni *Newsweek*, ni le *NYT*, ni CBS Evening News ne mentionnèrent jamais la publication de ce rapport.

Second exemple remarquable : un an plus tard, en juillet 1985, la cour pénale de Rome rendit son « Verdict sur l'Affaire Francisco Pazienza *et al.* », qui établissait toute une série de cas de corruption de cadres du SISMI, au nombre desquels la fabrication de faux documents et leur mise en circulation. Ces mêmes personnages étaient aussi poursuivis pour leur implication dans la protection apportée aux auteurs du massacre de la gare de Bologne, en 1980, le type même de filière terroriste qui déclenche la frénésie des médias – lorsque les méchants adéquats y sont impliqués. Nous avons vu que les dirigeants du SISMI avaient rendu visite à Agça en prison et que le SISMI avait, dès le 19 mai 1981, soit six jours à peine après la tentative d'assassinat, produit un faux document impliquant l'Union soviétique dans l'attentat contre le pape. Ce faux document ne fut, lui non plus, jamais mentionné dans le *NYT*, *Time*, *Newsweek*, ni sur CBS News. Quant au verdict du tribunal, il fut à peine évoqué, en dernière page, dans un article du *NYT*.

Ce silence porte sur des documents qui suggèrent une corruption flagrante du côté italien et l'éventualité qu'Agça ait pu être convaincu et briefé de manière à faire porter la responsabilité de l'attentat sur le bloc de l'Est. Un système de propagande qui chercherait à tirer parti de la prétendue filière bulgare éviterait naturellement ce type de documents.

Les conditions de détentions extrêmement souples d'Agça et les visites qu'il reçut des membres des services secrets italiens, fréquemment dénoncées dans la presse italienne et la presse dissidente américaine, n'apparaissent pas non plus dans les médias américains – ni en 1982 ni en 1983. En juin 1983 pourtant, Diana Johnstone, directrice de la rubrique « Étranger » du journal *In These Times*, proposa une tribune libre au *NYT* et au *Philadelphia Inquirer* pour évoquer les preuves de visites des services secrets, les menaces de suspension du traitement de faveur dont jouissait Agça en détention s'il se refusait à coopérer, ainsi que le marché qui lui avait été proposé par Martella. Cette tribune fut rejetée et on ne laissa jamais rien paraître de ce type dans le *NYT* et le *Philadelphia Inquirer* – ni d'ailleurs où que se soit d'autre à notre connaissance. Quelques années plus tard, dans un article du *NYT* du 17 juin 1985 où se trouvait évoquée la manière dont Pandico avait décrit en détail les pressions qu'avait subies Agça en prison, John Tagliabue qualifiait les prisons italiennes de « notoirement poreuses ». Le *NYT* n'avait jusque-là jamais évoqué cette « porosité notoire » ni ne l'avait jugée digne d'intérêt à l'époque.

Lorsqu'Agça désigna les Bulgares en 1982, l'intégrité de l'enquête judiciaire italienne était déjà sévèrement compromise pour bon nombre de raisons – mais cela n'intéressait absolument pas les médias américains [33]. Les curieuses circonstances dans lesquelles avait été prise la fameuse photo largement diffusée dans les médias occidentaux, où l'on voyait clairement un Antonov extrêmement ressemblant regarder la scène place Saint-Pierre, ce 13 mai 1981, ne les intéressaient pas non plus. Martella finit par affirmer qu'il ne s'agissait pas d'Antonov mais d'un touriste américain – celui-ci, véritable sosie d'Antonov, ne fut toutefois jamais retrouvé et la pellicule dont cette photo était tirée disparut

elle aussi, sans qu'on s'explique pourquoi [34]. Les réajustements des aveux d'Agça (le juge Martella l'autorisant généreusement à recomposer ses souvenirs au sujet de son emploi du temps du 13 mai) lorsque ses déclarations ne tenaient pas face à la défense des Bulgares n'éveillèrent jamais l'attention des médias. Lorsque, le 28 juin 1982, Agça revint sur ses déclarations au sujet de sa visite chez les Antonov et de sa rencontre avec toute la famille, il ne se trouva personne pour rendre compte de l'événement dans les médias. Pour autant, lorsqu'un an plus tard on daigna enfin l'évoquer, la presse sembla ne rien y trouver à redire, non plus qu'aux méthodes d'investigation de Martella [I]. Comment Agça pouvait-il connaître tant de détails au sujet de l'appartement d'Antonov sans y avoir jamais mis les pieds ? C'est ce qu'une presse honnête eut opiniâtrement cherché à savoir [II]. Le *NYT*, où Sterling était journaliste, occulta purement et simplement le problème. Quant aux autres médias, cela ne les intéressait tout bonnement pas.

Qu'Orsen Oymen ait pu mettre en évidence que même le Vatican s'était mis en peine pour faire impliquer les Bulgares, ou que les autorités d'Allemagne de l'Ouest avaient essayé de corrompre Oral Celik, membre des Loups gris, afin qu'il vienne en RFA confirmer les allégations d'Agça, ne les laissa pas moins indifférents. C'est à peine si l'on prêta attention aux déclarations de Pandico et de Pazienza au sujet des pressions exercées par la maffia et le SISMI pour faire parler Agça, et l'on ne se donna jamais la peine de tirer la moindre conclusion de cette masse de données.

I. Exceptions faites de l'émission du 12 mai 1983 sur ABC ; et de Michael Dobbs, qui aborda la volte-face d'Agça dans le *Washington Post* début juin 1984 – en dépit de la réticence que ce dernier montre à tirer de la gestion de l'enquête par Martella les conclusions qui s'imposaient, et, comme nous l'avons vu, de son refus de considérer sérieusement une approche alternative à celle de SHK.

II. Au départ, Sterling suggérait implicitement que les aveux suivis de rétractation n'en sont pas moins tenus pour avérés – ce qui est absolument faux. Plus tard, elle se rangea à la solution que le procureur italien Albano proposait du problème : Agça *s'était effectivement rendu* dans l'appartement des Antonov mais niait avoir cherché à les avertir qu'ils auraient mieux fait de le faire libérer.

Le cas le plus flagrant de cette ignorance volontaire fut, sans doute, celui de Francesco Pazienza, ce magouilleur et ancien membre du SISMI. Recherché pour différents crimes, Pazienza avait fui l'Italie et s'était exilé à New York en 1985. Il y fut finalement arrêté et incarcéré par les services d'immigration et de naturalisation. En Italie, Pazienza avait été le complice de Michael Ledeen dans l'affaire « Billygate » et avait conservé ses relations avec ce dernier lorsqu'il était devenu le bras droit du général Haig en Italie, au tout début de la présidence de Reagan. Pazienza avait aussi été un proche associé de Giuseppe Santovito, directeur du SISMI. À partir de 1983, la presse italienne suggéra que Pazienza avait contribué à pousser Agça aux aveux et qu'il avait fini par dénoncer les pressions qu'il avait pour cela lui-même subies de la part de membres du SISMI. Bien que Pazienza fût alors parfaitement disponible pour être interrogé par les journalistes dans sa prison de New York, le *NYT* n'évoqua jamais sa présence. Nous pensons que si le journal agit ainsi c'est parce que, s'il l'avait interviewé, il lui aurait été difficile de passer sous silence ses liens avec Ledeen et Sterling (sources *et* protégés du *NYT*), ce qui aurait enlevé toute crédibilité aux méthodes d'investigation du journal. Le témoignage de Pazienza aurait en outre mis au jour l'occultation par le *NYT* de faits concernant la corruption au sein du SISMI, et donc soulevé des doutes au sujet des aveux mêmes d'Agça. Or, tout cela ne pouvait que nuire à la ligne propagandiste.

Le procès de Rome était embarrassant pour les médias occidentaux, non seulement parce qu'Agça s'était rapidement mis à affirmer être le Christ en personne mais surtout parce qu'il ne put jamais produire la moindre preuve tangible à l'appui de ses accusations contre les Bulgares. Rondement menée, l'enquête judiciaire révéla rapidement les nombreux liens d'Agça avec les Loups gris dans la période précédant immédiatement l'attentat mais ne trouva jamais aucun témoin de ses prétendues nombreuses entrevues avec les Bulgares à Rome ; aucune trace de l'argent, de la voiture et, au bout du compte, aucune pièce à conviction. Ainsi que nous l'avons déjà souligné, outre les preuves

immédiatement disponibles des inqualifiables procédés de chantage exercés sur Agça durant son incarcération, des visites de responsables des services de renseignements en 1981, et des offres de Martella, les déclarations et preuves des pressions qu'on avait exercées sur lui pour l'amener à impliquer les Bulgares ne cessèrent de s'accumuler par la suite. Cependant, malgré toutes ces preuves et l'absence totale de pièce à convictions susceptibles, après l'interminable enquête et le procès, d'accréditer la thèse de la culpabilité des Bulgares, jamais les médias occidentaux ne daignèrent remettre en question leur vision de cette affaire. Ils se cachèrent presque unanimement derrière le prétexte qu'un tribunal italien renvoyait l'affaire pour absence de preuves plutôt qu'il ne démontrait l'innocence des Bulgares. Jamais ils ne laissèrent entrevoir le moins du monde que le tribunal et le jury auraient pu avoir des préjugés contre le bloc de l'Est et chercher à couvrir les puissants intérêts occidentaux qui avaient toujours si énergiquement défendu la thèse de la filière bulgare.

Jamais non plus les médias ne se préoccupèrent de revenir sur leurs premières affirmations ni sur celles de leurs désinformateurs, pour voir si elles conservaient une once de crédibilité devant cette accumulation de preuves. Le 3 janvier 1983, *Newsweek* citait un haut fonctionnaire italien qui affirmait : « Nous avons des preuves matérielles [qu']Agça travaillait en lien étroit avec les Bulgares » ; dans son éditorial du 20 octobre 1984, le *NYT* soutenait que « la description par Agça de ses entrevues avec les agents bulgares est attestée par d'importantes pièces du dossier ». S'il y avait eu « des preuves matérielles » et que la description était véritablement « attestée » bien avant le procès, pourquoi ne furent-elles jamais produites devant la cour ? Pourquoi, après une enquête judiciaire aussi énorme, n'était-on toujours pas en mesure de réunir assez d'éléments pour aboutir à une condamnation ? À aucun moment les médias américains ne prirent la peine d'apporter ne fût-ce que l'ombre d'une réponse à de telles questions. Il aurait fallu pour cela remettre sérieusement en cause la validité de l'hypothèse SHK et envisager quelque autre alternative, ce qui pour les

médias était hors de question. Pour eux, l'autre hypothèse possible, envisageable depuis le début et pouvant se fonder à partir de mars 1986 sur un large éventail de preuves concrètes, demeura toujours « le point de vue des Bulgares ». Or il nous semble que les problèmes soulevés par ce « point de vue des Bulgares » auraient été les premiers étudiés par les médias américains si un incident analogue s'était déroulé à Moscou. Ce qui signifie que le point de vue auquel se cantonnèrent les médias, du début à la fin, n'était autre que « le point de vue du gouvernement américain » – comme le suggère notre modèle de propagande. Nous montrons, avec l'analyse détaillée que nous proposons dans l'annexe III, « Conclusions définitives de John Tagliabue sur la filière bulgare », que, des années après la fin du procès, cela restait vrai [*infra*, p. 336].

* *
*

Complément 2002

Au cours des années qui suivirent, la tournure que prirent certains événements vint jeter quelque lumière sur ce dossier ; au premier rang l'ouverture des archives soviétiques et bulgares. En 1991, Allen Wienstein, du Center for Democracy, obtint l'aval des autorités bulgares pour que les membres de sa commission d'enquête étudient les dossiers des service secrets du ministère de l'Intérieur bulgare. Lorsque Wienstein rentra au bercail, son séjour d'étude en Bulgarie terminé, il n'avait pas découvert l'ombre d'une preuve susceptible de venir attester d'un quelconque rôle joué par le KGB ou les Bulgares. Le *Los Angeles Time*, le *NYT*, le *Washington Post*, *Newsweek* et *Time*, qui tous s'étaient empressés de rendre compte de l'initiative de Wienstein et de son départ imminent pour la Bulgarie, négligèrent tous d'informer leurs lecteurs du fait que ce dernier était rentré bredouille [35].

Plus tard dans la même année, lors d'une séance au Sénat devant confirmer l'investiture de Robert Gates à la tête de la CIA, les anciens agents Melvin Goodman et Harold Ford attestèrent que les analyses de la CIA sur la filière bulgare s'était trouvées sérieusement compromises et politisées en soutien à la campagne de propagande antisoviétique de l'administration Reagan. Goodman témoigna que non seulement la CIA n'avait jamais détenu la moindre preuve d'un quelconque rôle joué par les Soviétiques ou les Bulgares dans l'attentat, mais qu'en outre, se fondant sur leur « excellent niveau d'infiltration des services secrets bulgares », leurs experts avaient rapidement conclu qu'il n'existait aucune filière bulgare [36].

Ce témoignage, coup de grâce au mythe de la supposée filière, mit les médias sur la sellette. Il était désormais on ne peut plus clair qu'à travers leur soutien enthousiaste à cette théorie du complot, s'ils avaient servi au mieux les besoins de propagande de leur gouvernement, ils avaient gravement égaré leur lectorat et qu'ils s'étaient montrés en dessous de tout autant comme pourvoyeurs d'information que comme analystes. Mais, comme lorsqu'en 1986 la justice italienne relaxa les Bulgares pour manque de preuves, aucun d'entre eux ne se sentit tenu d'expliquer ses errements ni de s'excuser auprès des lecteurs. Les médias rapportèrent laconiquement les révélations de la CIA, certains d'entre eux n'en soutenant pas moins que, bien que l'existence de la filière n'ait pu être démontrée – ignorant la fréquente impossibilité de prouver une inexistence –, nul n'avait pu prouver qu'elle n'existait pas [37]. En général, les grands médias passèrent à autre chose sans tirer aucun bilan ni s'interroger dans quelle mesure eux et les journalistes avaient pu se comporter en agents de propagande.

Le *NYT*, qui avait toujours fermement soutenu la thèse de la filière bulgare, tant dans les nouvelles qu'il donnait que dans ses éditoriaux, ne s'abstint pas seulement de rendre compte des résultats négatifs de Wienstein : il supprima aussi dans les extraits du témoignage de Goodman qu'il publia ses révélations sur l'infiltration des services secrets bulgares par la CIA. Le *NYT* avait en effet toujours

soutenu que la CIA et l'administration Reagan « reculaient devant les implications dévastatrices d'agents bulgares n'ayant agi que sur un simple geste de Moscou [38] ». Or le témoignage de Goodman et Ford montrait que c'était tout le contraire de la vérité et que les chefs de la CIA, William Casey et Robert Gates, s'étaient assis sur les conclusions de leurs propres experts et avaient falsifié des preuves, à seule fin d'impliquer l'Union soviétique. Le *NYT* ne fut pas le seul à se ranger, en dépit des faits, à un point de vue partisan, mais il est étonnant que ce très éminent journal doive encore apporter la preuve de son exceptionnelle candeur et de ses compétences au service de la propagande.

* *
*

ANNEXE III

Conclusions définitives de John Tagliabue sur la filière bulgare

Un cas d'école de manipulation

Afin de montrer d'une autre façon la qualité de la propagande constituée par la couverture médiatique de la filière bulgare, nous examinerons ici en détail l'article de John Tagliabue « Un verdict mais aucune conclusion sur le complot papal », paru le 31 mars 1986 dans le *New York Times*. Cet article – qui offre la dernière touche de ce qui entrera « dans les annales » comme l'aboutissement de la réflexion d'un des envoyés spéciaux chevronnés de ce journal, spécifiquement chargé de la couverture du procès de Rome – est particulièrement emblématique du type de biais qui nous semble avoir caractérisé, à de très rares exceptions près, la couverture médiatique de l'histoire de la filière bulgare. Immédiatement après la tentative d'assassinat du pape, en 1981, Tagliabue, alors correspondant du *NYT* en RFA, écrivit des articles particulièrement éclairants sur les liens

d'Agça avec les réseaux fascistes turcs. Mais en 1985, dès qu'il fut envoyé spécial au procès de Rome, Tagliabue occulta intégralement toutes ces informations, faisant significativement sa première couverture du procès avec Claire Sterling, et par la suite ne s'écarta jamais de sa version des faits. Une étude méthodique montre comment Tagliabue incorpore tous les éléments de la SHK, sélectionne les faits qu'exigent cette thèse et élude tout fait ou interprétation susceptible de la contredire.

L'angle : une affaire « jamais élucidée »

Le non-lieu rendu par la juridiction de Rome au sujet des Bulgares confronta le *NYT* à la nécessité de changer d'angle. Des années durant, le *NYT* avait présenté l'affaire comme plausible, et il devait désormais se dépatouiller avec une décision de justice qui la déclarait nulle et non avenue. La solution classique était de dégoiser à tout va sur cette étrange spécificité de l'appareil judiciaire italien, qui imposait que soit innocentée ou déclarée non coupable faute de preuves toute partie dont la culpabilité ne pouvait être prouvée. De sorte que, comme le suggère le titre de l'article de Tagliabue, on obtenait alors un verdict mais « pas de réponse ». Tout le premier paragraphe gravitait donc autour de l'idée que l'affaire n'était toujours « pas résolue. » On pouvait aussi bien insister sur le fait que les Bulgares avaient été reconnus *non coupables* du fait de l'absence de preuves, en insistant que, dans tous les pays occidentaux, la loi exige des preuves réelles de culpabilité. Mais il était hors de question pour le *NYT* de reconnaître ainsi sa défaite après avoir pendant cinq ans désigné les Bulgares comme coupables.

Tagliabue se devait aussi de minorer la décision de la cour en la présentant comme un résultat attendu. « Peu de gens furent surpris du verdict », écrit-il. Or, précisément, l'impossibilité de démontrer la culpabilité des Bulgares aurait dû être tout à fait surprenante, au vu des convictions de Sterling et de sa clique, qui avaient toujours assuré que les Bulgares étaient incontestablement derrière le complot, déclarant avec Paul Henze : « Les preuves n'ont cessé de s'accumuler, au point qu'il n'y a littéralement plus aucun doute possible. [39] »

On pouvait proposer une autre alternative : après trois ans d'enquête, un procès interminable, où le gouvernement italien avait mis à contribution toutes les ressources possibles, et en dépit du poids considérable de tous ceux qui, en Italie et dans le bloc de l'Ouest en général, pouvaient avoir intérêt à voir les Bulgares déclarés coupables, il n'était rien dans l'accusation qui fût parvenu à convaincre un jury italien de la culpabilité de ces derniers. Ces puissants intérêts et leurs organes de propagande venaient en tout cas de se faire offrir un bel os à ronger, sous la forme d'un non-lieu « par faute de preuves » plutôt que d'une réhabilitation pure et simple. Les termes de la décision du tribunal ouvraient ainsi auxdits organes de propagande l'échappatoire d'une dérobade possible façon Tagliabue.

Les méthodes judiciaires italiennes à l'abri de la lumière

Tout au long de l'enquête, les médias américains occultèrent méthodiquement toute preuve du degré de compromission des institutions italiennes ayant de près ou de loin pris part aux investigations. Le juge Martella, chargé de l'enquête, fut toujours montré comme un modèle de probité et tout ce qui pouvait risquer d'écorner cette image fut passé par pertes et profits.[1] Sans déroger à la règle, Tagliabue se perd en une ellipse gratuite et superflue en forme d'accolade au juge Martella (qui se voit même gratifié d'un sous-titre par pure flagornerie.) Il est par exemple absurde de souligner que « peu de gens se levèrent pour s'en prendre au juge ». Outre qu'une telle attitude eut été parfaitement déplacée devant la cour dès lors que les témoins étaient priés de produire des preuves concrètes concernant les éléments versés au dossier, ils n'avaient aucun intérêt à s'en prendre au juge chargé de l'instruction préliminaire. Seule la défense des Bulgares avait de bonnes raisons de s'en prendre à Martella et elle ne manqua pas de le faire dans des déclarations datées des 4 et 8 mars 1986, dont le *NYT* et les autres médias se

1. À titre d'exemple, le total laxisme de Martella sur les lectures et les visites d'Agça rendait toute l'affaire sujette à caution, de même que le nombre substantiel de fuites provenant de sa supposée enquête [40].

gardèrent bien évidemment de rendre compte. Tagliabue souligne que, bien que le procès aurait dû se borner à avaliser ce qui avait été établi par l'enquête préliminaire, il exigea en réalité une proportion considérable de compléments d'enquête. On peut évidemment en déduire que la cour avait jugé l'enquête de Martella infiniment trop lacunaire. Mais c'est justement un point que Tagliabue n'aborde à aucun moment.

Les rétractations d'Agça

Point-clé du recadrage général de l'affaire, Agça, dont les déclarations au sujet de la supposée filière avaient été données pour cohérentes jusqu'au procès, fit soudain volte-face et s'enferma purement et simplement dans le mutisme. Tagliabue s'étend sur ce point en plusieurs paragraphes, laissant entendre au bout du compte que le comportement de plus en plus inconséquent d'Agça « pouvait viser en fait à saper les efforts de la cour ». Il suggère notamment que, cette attitude ayant mis l'accusation en échec, elle apparaissait comme la cause même du non-lieu, bien plus qu'aucune des irrégularités spécifiques de la procédure judiciaire.

En réalité, ses aveux, Agça les avaient toujours délivrés au compte-gouttes, entrecoupés de dizaines de rétractations – une attitude qui laisse davantage supposer qu'ils lui étaient dictés de l'extérieur ou qu'Agça les forgeait lui-même sur ce qu'il pouvait deviner que Martella et la presse voulaient l'entendre dire. Rien ne suggère qu'Agça ait jamais livré ou corroboré de version cohérente concernant la filière bulgare. Au contraire, il apparaît que sa version changeait constamment et que la version finale figurant dans l'enquête préliminaire de Martella n'était qu'une synthèse arbitraire élaborée par le juge lui-même [41].

L'idée que le comportement d'Agça devenait de plus en plus erratique n'est pas moins dépourvue de fondement. De même que ses premières déclarations, cette constante de son comportement n'avait été rendue publique que lorsqu'il eut lui-même cessé d'être au secret. Il apparaît cependant clairement dans le rapport de Martella que, dès cette période, il se prenait déjà pour Jésus-Christ, entre autres symptômes

d'irrationalité. En outre, l'allégation de Tagliabue concernant le refus d'Agça de collaborer au procès est parfaitement fausse : Agça quitta épisodiquement l'audience, chaque fois que ses déclarations devenaient trop incohérentes, mais ne refusa jamais d'y revenir et put répondre à un grand nombre de questions. Une éventualité que Tagliabue ne suggère à aucun moment, c'est que, précisément, si les aveux d'Agça avaient été dictés de l'extérieur ou simplement imaginaires, il devenait vulnérable devant une cour et pouvait rapidement être mis au pied du mur.

Autres questions que Tagliabue ne pose à aucun moment : même si Agça s'était soudain muré dans le silence (ce qui ne fut jamais le cas), pourquoi la cour, vu la masse d'éléments que réunissait le rapport d'enquête de Martella, se serait-elle trouvée dans l'impossibilité d'en suivre les conclusions jusqu'à les confirmer dans son verdict ? Pourquoi ne fut-il pas produit un seul témoin qui vienne corroborer les allégations d'Agça au sujet de ses nombreux rendez-vous et déplacements avec les Bulgares à Rome ? Pourquoi la voiture que les Bulgares étaient supposés avoir louée demeura-t-elle introuvable ? Qu'était-il advenu des sommes supposées avoir été versées à Agça ? Ces questions, Tagliabue ne pouvait absolument pas les poser.

« Confirmations partielles » des allégations d'Agça

Dans son article, Tagliabue détaille aussi de supposées « confirmations partielles » des déclarations d'Agça. La première : « M. Ozbey déclara que les Bulgares avaient réellement voulu utiliser Agça pour assassiner le pape, mais n'avaient pu lui faire confiance. » On voit mal ce que c'est supposé confirmer si les Bulgares ont finalement renoncé à utiliser Agça. De surcroît, selon un autre reporter présent à l'audience lorsque M. Ozbey témoigna devant le tribunal, Ozbey *ne déclara pas* devant la cour que les Bulgares avaient « voulu utiliser Agça ». D'après Wolfgang Achtner, d'ABC-TV News à Rome, Ozbey aurait seulement dit que les Bulgares « écoutaient avec intérêt, mais agissaient avec indifférence » (selon la traduction de l'interprète turc de la cour) ou « avaient écouté avec intérêt, mais sans le prendre au

sérieux » (comme l'avait traduit Achner.) Autant dire que cette preuve-là, Tagliabue se l'était lui-même forgée.

L'autre « confirmation partielle » est le fait que « Catli avait fait allusion à d'obscurs contacts en lien avec les services secrets d'Allemagne de l'Ouest, ainsi qu'à des paiements pour des motifs non spécifiés, versés à des Turcs impliqués dans l'enquête ». Déclaration pour le moins floue et dont on ne sait trop ni quel rapport elle a avec l'attentat contre le pape ni ce qu'elle est supposée confirmer. La preuve la plus importante qu'ait donnée Catli sur le sujet fut sa description de la manière dont les policiers d'Allemagne de l'Ouest avaient cherché à acheter le supposé complice d'Agça, Oral Celik, afin qu'il vienne confirmer en Allemagne les déclarations d'Agça. Un point qui vient plutôt confirmer l'idée que les aveux de ce dernier lui avaient effectivement été dictés, mais que par conséquent Tagliabue occulte totalement. L'unique autre témoignage de Catli évoquant les services secrets se rapporte à Ali Batman, le leader des Loups gris, lequel lui aurait déclaré avoir entendu dire par des agents des services secrets allemands qu'au cours d'un meeting en Roumanie les puissances du pacte de Varsovie avaient pris la décision d'assassiner le pape. De toute évidence, il s'agissait d'une fuite du faux document du 19 mai 1980 qu'avait fabriqué le SISMI autour de cette idée. De sorte que la « confirmation partielle » des déclarations d'Agça sur la filière bulgare qu'agite Tagliabue n'est en réalité qu'un ouï-dire rapportant par bribes le contenu d'un faux document.

Pour finir, tandis qu'il s'appesantit sur ces prétendues « confirmations partielles », à aucun moment Tagliabue ne cherche à faire l'inventaire de toutes les déclarations d'Agça qui ne furent jamais confirmées.

Le mobile soviéto-bulgare

Dans deux des trente-deux paragraphes de son article, Tagliabue s'efforce d'exposer le mobile que pouvaient avoir les Soviétiques de sponsoriser la tentative d'assassinat du pape par Agça : « Afin de briser la résistance, d'inspiration religieuse, aux autorités communistes de Pologne. » Tagliabue suit ici une vieille tradition du *NYT*, interdisant strictement

que puisse être exprimée aucune autre position sur la question. Si parfaitement camouflé qu'il ait pu être, un tel attentat serait inévitablement retombé sur les Soviétiques, renforçant d'autant l'hostilité des Polonais, avec de très lourdes conséquences sur les relations entre l'Union soviétique et l'Europe de l'Ouest. On pouvait difficilement imaginer des bénéfices à la hauteur d'un risque aussi énorme [42].

Qui avait réellement à gagner ou à perdre à un tel complot ? Existait-il à l'Ouest des mobiles pour une action de ce type ? En occultant ces questions, Tagliabue inscrit son article dans le droit fil de la thèse SHK. Pourtant, dès l'incarcération d'Agça en Italie, certains « froids guerriers » de l'Ouest avaient tout à gagner et peu à perdre à manipuler Agça pour imputer à l'Est la responsabilité de l'attentat. D'après Tagliabue, la dénonciation d'une filière bulgare fit surface au pire moment des relations américano-soviétiques. Lorsqu'il explique en quoi cet élément vient accréditer la théorie du complot de l'Est, il se garde bien de laisser entrevoir combien une théorie aussi commode dans le contexte de la nouvelle guerre froide, expliquait précisément les tardives confessions d'Agça.

Le séjour d'Agça en Bulgarie

C'était depuis le début l'un des points faibles des différents scénarios de Sterling et du *NYT*, et Tagliabue en rajouta une couche, le soulignant même d'un sous-titre : « A passé deux mois en Bulgarie ». Il ne juge évidemment pas nécessaire de rappeler qu'Agça s'était aussi arrêté dans onze autres pays. Il évite de mentionner que Catli, témoignant à Rome, avait expliqué que les Loups gris jugeaient préférable de passer en Europe de l'Ouest via la Bulgarie, parce que le grand nombre de Turcs qui y séjournaient permettait de brouiller les pistes, un point que le *NYT* avait d'ailleurs systématiquement occulté. Tagliabue bien sûr ne précise pas que, pour les Bulgares, le fait d'imposer à Agça une escale de plusieurs jours à Sofia violait la règle de préservation d'une dénégation plausible – de même, et *a fortiori*, le fait de ne lui donner à Rome que des contacts bulgares. En fait, Tagliabue n'aborde jamais cette question

de la dénégation plausible. Il ne s'attarde pas non plus sur le fait qu'un séjour d'Agça à Sofia offrait une trop belle occasion aux propagandistes de l'Ouest de démontrer que le bloc de l'Est était derrière l'attentat pour qu'on en prenne le risque, et leur laissait en outre un argument de poids pour amener justement Agça à ce type d'aveux.

L'implication des Bulgares en Turquie

Selon Tagliabue, les Bulgares soutenaient « prétendument » à la fois l'extrême droite et l'extrême gauche en Turquie, « afin d'attiser l'instabilité » dans un conflit « qui dressait de violents terroristes de gauche contre leurs homologues de droite ». À l'origine, le mythe est de Sterling. Tagliabue se dissimule derrière ce « prétendument » pour pouvoir faire passer un vieux mythe pour une prétendue preuve. Mettre au même niveau l'extrême droite et l'extrême gauche dans les violences commises en Turquie dans les années 1970 est parfaitement ridicule : la grande majorité des exactions étaient perpétrées par les Loups gris, couverts par la police et l'armée. Tagliabue élude au passage le fait que l'extrême droite faisait en réalité partie du gouvernement en 1977 et entretenait des relations particulièrement étroites avec l'armée et les services de renseignements. L'idée d'un soutien de l'extrême droite et de l'extrême gauche par les Bulgares n'a jamais été étayée d'aucune preuve. Enfin à aucun moment Tagliabue ne rappelle que les États-Unis avaient des liens plus que « supposés » avec l'armée turque, les services secrets et le parti Action nationaliste fasciste, et que les actions terroristes de la fin des années 1970 servaient surtout remarquablement les intérêts américains.

Question-clé : comment Agça pouvait-il en savoir autant ?

Pour Tagliabue la question-clé demeure : « Comment Agça a-t-il appris ce qu'il savait et quand l'a-t-il appris ? » C'est sans doute un point important mais il aurait pu en soulever bien d'autres, s'il s'était tant soit peu éloigné de la thèse SHK. Par exemple, pourquoi fallut-il tant de temps à Agça pour dénoncer nommément les Bulgares ? L'a-t-on fait parler en le soumettant à des pressions ou à un chantage ?

Pourquoi finissait-il par se rétracter sur des points-clés ? N'était-il pas suspect que, lorsqu'Agça se décida à passer aux aveux, il avoua exactement ce que les personnes qui l'interrogeaient souhaitaient l'entendre dire ? Quelle valeur accorder à un procès dont le principal témoin, le coupable en l'occurrence, reste [avant ses aveux] en contact avec des sources d'information extérieures, et où il peut mentir ouvertement et se rétracter sur des faits avérés sans encourir aucune sanction ?

« Même les avocats des Bulgares… »

En cherchant à comprendre comment Agça pouvait en savoir autant, Tagliabue consacre un seul paragraphe à l'éventualité d'aveux passés sous la dictée. Il se montre nettement plus prolixe lorsqu'il s'agit seulement d'énumérer tout ce qu'Agça pouvait savoir – numéros de téléphone, habitudes personnelles, surnoms, etc. Pour Tagliabue, le fait qu'Agça ait eu accès aux journaux, magazines, livres [concernant l'affaire], entre autre information de l'extérieur, n'est que « l'explication la plus simple. » Curieusement, il se garde de signaler les nombreux contacts entre Agça et les services secrets, la maffia ou les émissaires du Vatican. Agça avait d'ailleurs écrit au Vatican pour se plaindre des pressions qu'exerçait sur lui, en prison, le représentant du Saint-Siège (lequel s'avéra lié aussi à la maffia), faits longtemps occultés par le *NYT*. Ces visites indiquent pourtant combien il était aisé d'abreuver Agça d'informations durant sa détention. Mais le terrain est miné et Tagliabue ne suit aucun des faits qui y conduisent.

Autre point crucial, comment Agça put-il décrire en détail l'appartement d'Antonov, *lui qui devait plus tard avouer au juge Martella, n'y avoir jamais mis les pieds* ? Les avocats d'Antonov durent déployer un zèle considérable pour prouver que les informations concernant l'appartement de leur client n'avaient jamais été divulguées dans les médias avant qu'Agça lui-même ne les énumère. Elles lui avaient donc nécessairement été soufflées. De même l'erreur d'identification qui amena Agça à décrire comme caractéristiques de l'appartement d'Antonov des éléments d'autres

appartements du même immeuble, absents chez Antonov, impliquait exactement la même chose. Tagliabue n'en déclare pas moins : « Même les avocats des Bulgares reconnurent » qu'Agça donnait des informations qu'il ne pouvait avoir trouvées dans les journaux, comme s'ils tentaient de cacher quelque chose et non comme une preuve accablante d'aveux passés sous la dictée. On ne peut imaginer journalisme plus malhonnête.

« L'hypothèse la plus sinistre »

Vers la fin de l'article, dans l'unique paragraphe où il évoque la possibilité d'aveux dictés, Tagliabue tient à peine cette éventualité pour une hypothèse, se dispensant d'apporter le moindre élément abondant clairement en ce sens alors qu'ils ne manquent pas [43]. Il va jusqu'à en faire un argument de la propagande adverse, la désignant ironiquement comme « l'hypothèse la plus sinistre », et déclarant qu'elle « trouvait quelque écho chez les critiques politiquement marqués à gauche, y compris parmi les gouvernements du bloc de l'Est ». Tagliabue lui-même, dans ses précédents articles, avait mentionné les déclarations du maffieux Giovanni Pandico, qui avait livré les grandes lignes d'un chantage aux aveux auquel il reconnaissait avoir lui-même participé. Mais au moment de clore le dossier, Tagliabue ne cite plus ni ce témoignage ni aucun autre fait ou document susceptible d'alimenter cette thèse. Il s'en tient strictement aux seuls ingrédients compatibles avec les bases de la thèse SHK – l'intègre juge Martella, Agça le traître, le mobile soviétique, le séjour d'Agça en Bulgarie et sa connaissance des moindres détails. Tout autre élément est dénigré ou occulté, afin que seule subsiste la ligne du Parti.

Agça aidait les Bulgares

Tagliabue clôt son article en citant l'avocat d'Agça, qui déclarait que les Bulgares devraient « être reconnaissants » à Agça. Il reprend ici l'un de ses thèmes favoris – l'idée qu'Agça avait délibérément fait capoter le procès. L'idée dérive de la théorie de Sterling, selon laquelle les hésitations d'Agça étaient en réalité autant de « signaux » à l'attention

des Bulgares, les menaçant ou les récompensant selon le cas, mais visant surtout à les amener à œuvrer à sa libération. Tagliabue suivait déjà cette ligne dans ses précédents articles et, bien que cette réitération des gimmicks de Sterling repose entièrement sur du vide, elle reste implicitement la trame de cet article, qui prétend faire définitivement le point sur la question [44]. Agça faisait-il du chantage durant le procès ? Espérait-il que les Bulgares allaient le faire évader ? Qu'ils négocieraient l'aveu de leur implication dans l'affaire en échange de sa libération ? S'il s'efforçait réellement de saboter le procès afin de s'assurer le soutien des Bulgares, dès lors qu'en définitive les Bulgares refusaient manifestement de le soutenir, pourquoi Agça ne chercha-t-il pas finalement à le leur faire payer ? Tagliabue ne se pose jamais de telles questions.

En réalité cet article est un parfait archétype de propagande sous couvert de « journalisme » ou « d'analyse journalistique. » Il réunit en l'occurrence un grand nombre de purs mensonges, mais ceux-ci sont peu de chose en comparaison des autres distorsions systématiques. Tagliabue et le *NYT* circonscrivent le sujet autour de l'idée d'une probable culpabilité des Bulgares et des facteurs qui auraient conduit le procès dans une impasse – pour ce faire, ils occultent tout ce qui tend à prouver que, depuis le début, l'affaire ne reposait sur aucun élément tangible. Ils refusent d'aborder l'impossibilité de confirmer une seule des allégations d'accord ou de rencontres entre Agça et les Bulgares. Pas une fois ils n'abordent ni ne disent mot du problème de la dénégation plausible. Ils réitèrent les éléments de la thèse SHK, en en occultant les contradictions et les éléments incompatibles. Ils escamotent les preuves qui démontrent que les aveux d'Agça lui étaient bel et bien dictés. Ils reprennent les erreurs de langage ou de traduction des différents protagonistes, exclusivement lorsque ceux-ci contredisent la thèse imposée, déformant les termes comme les faits selon leur intérêt. En fait, cet article demeure un support idéal pour illustrer, dans une salle de classe, un cours sur la propagande, la désinformation et tout ce qui s'y rapporte.

V. Les campagnes d'Indochine

(1) Vietnam

LA COUVERTURE MÉDIATIQUE des campagnes d'Indochine a généré les plus virulentes polémiques, des études minutieuses d'événements très spécifiques, et quelques rares analyses générales [1]. Il est communément admis que les médias nous ont « fait perdre la guerre » en livrant la population au spectacle de ses horreurs et en donnant de l'information un traitement injuste, incompétent et biaisé, pur reflet de la « culture contestataire » des années 1960. La couverture médiatique de l'offensive du Têt fut dénoncée comme l'exemple type de cette hostilité à l'ordre établi. Cette hostilité, fut-il répété, sape les institutions démocratiques et doit être corrigée par les médias eux-mêmes ou par l'État.

Le modèle de propagande nous suggère tout autre chose. Par hypothèse, on est conduit à supposer que, dans leur couverture et leur interprétation de la guerre, les médias ont eu tendance à tenir pour acquis que les États-Unis ne sont intervenus qu'au service d'idéaux généreux, à seule fin de défendre le Sud-Vietnam contre l'agression et le terrorisme, dans le seul intérêt de la démocratie et du droit à l'autodétermination. À un second niveau de discussion, portant sur les performances des médias eux-mêmes, le modèle de propagande nous donne pour hypothèse que ceux-ci n'ont été montrés du doigt ni pour leur acceptation orthodoxe du principe des bonnes intentions américaines ni pour leur pleine adhésion à chacun des thèmes dominants de la doctrine officielle ; et de plus qu'il n'y a pas eu même de conscience de ces aspects de leur production. Au contraire,

le gouvernement américain n'ayant pas atteint tous ses objectifs en Indochine, la question à laquelle on peut plutôt s'attendre est de savoir si les médias ne sont pas en fait coupables d'avoir sapé une noble cause en adoptant une attitude trop « frondeuse », manquant fondamentalement d'honnêteté et d'objectivité.

Ce qui suit démontre que chacune de ces prévisions se vérifie bel et bien.

* *
*

V-1. Les limites du débat

« Pour la première fois dans l'histoire, écrivit Robert Elegant, l'issue d'une guerre fut scellée, non sur les champs de bataille, mais dans les pages des journaux, et par-dessus tout, sur l'écran des téléviseurs. » Telle fut la défaite des États-Unis au Vietnam. L'idée que les médias, la télévision en particulier, sont responsables des échecs du gouvernement reste communément admise. C'est la thèse soutenue par AIM, un observatoire des médias fortement marquée à droite [I], dans son documentaire « Vietnam Op/Ed [2] », réponse aux treize épisodes sur la guerre, « Vietnam : A Television History », diffusé par la même chaîne publique PBS [II]. Selon une variante plus « modérée » de ce même point de vue, les médias étaient devenus dès 1970 « une nouvelle source importante de pouvoir national », du fait de l'« excès de démocratie » ambiant, qui contribuait à « la réduction de l'autorité du gouvernement » dans le pays même, avec pour conséquence le « déclin de l'influence de la démocratie à l'étranger ». Or, les « intérêts à l'étranger de

I. Sur Accuracy in Media et ses « campagnes de protestation » au service des milieux industriels, lire *supra*, chap. I-4. [nde]

II. Public Broadcasting Service est un réseau à but non lucratif de trois cent cinquante-quatre stations de télévision fondé en 1969. [nde]

la société et du gouvernement » sont tels que, si les journalistes n'en venaient pas à s'imposer eux-mêmes certaines « normes de professionnalisme », l'« alternative pourrait bien être une réglementation gouvernementale » visant à « retrouver le juste équilibre entre le gouvernement et les médias » [3]. Au sujet de l'ouvrage *Big Story* – une analyse de la couverture médiatique de l'offensive du Têt sponsorisée par la Freedom House [1] –, Leonard Sussman (lui-même directeur de publication à la Freedom House) explique que cet « antagonisme » entre gouvernement et médias est parfaitement naturel. À défaut d'argument, il présuppose d'emblée que cela n'est plus à démontrer mais pose néanmoins la question : « Des institutions libres doivent-elles être renversées à cause de la liberté même dont elles sont porteuses ? [4] » Dans la même veine, John Roche va jusqu'à réclamer une enquête du Congrès sur « les machinations de ces gouvernements privés » qui ont déformé les faits, poursuivant leur « mission anti-Johnson ». Il avoue au passage ses craintes de voir le Congrès trop « terrifié par les médias » et leur monstrueux pouvoir pour oser mener à bien cette tâche indispensable [5].

Prenant la défense des médias, John Corry, critique au *New York Times* pour les questions télévisuelles, les tient tout au plus pour « peu scrupuleux », plutôt que « non patriotiques », accusation dont les accablent les critiques les plus sévères. Malgré leur attitude frondeuse, ils ne sont pas anti-américains ; en réalité, « ils reflètent un élément majeur de la culture journalistique, littéraire et politique », où « la gauche gagne des batailles [...] par défaut » car « ses idées structurent le cadre moral et intellectuel d'une bonne part de la culture » et parce que la « télévision devient complice de la gauche dès lors qu'elle laisse la culture influencer ses points de vue » – ce qui, selon lui, est fréquemment le cas.

Les porte-parole des médias revendiquent néanmoins leur attachement à l'indépendance, reconnaissant toutefois pêcher parfois par excès de zèle en demandant des

I. Sur le travail de propagande au service du gouvernement et de la droite internationale accompli par la Freedom House, lire *supra*, chap. I-4. [nde]

comptes au gouvernement, emportés par leur vocation de chiens de garde.

Au sein des plus grands médias, le débat reste enfermé dans les limites qu'illustre parfaitement le face-à-face PBS/AIM diffusé sur le réseau public. Le documentaire « Vietnam Op/Ed » d'AIM reprochait à PBS, entre autres péchés, « une représentation délibérément faussée », tandis que les producteurs de PBS défendaient l'intégrité de leur série. Une douzaine de commentateurs, allant des « faucons » les plus extrêmes à des critiques modérés de la guerre (tel le général Douglas Kinnard [1]), y allaient de leurs commentaires. En guise de conclusion, l'émission mettait en scène trois « citoyens intelligents » typiques, à savoir : le colonel Harry Summers, de l'école de l'Armée de l'air, présentant une analyse très à droite des tactiques de guerre ; Peter Braestrup, l'un des plus virulents détracteurs de la couverture médiatique du conflit ; et Huynh Sanh Throng, intervenant au nom de ce que l'animateur appelait la « communauté sud-vietnamienne », à savoir la communauté pro-américaine en exil.

Exclue du débat comme impensable, l'hypothèse que nous suggère le modèle de propagande est que, dans leur couverture des campagnes américaines d'Indochine, les médias furent effectivement « peu scrupuleux » mais non moins profondément « patriotiques » en ce sens qu'ils s'en sont toujours tenus – et s'en tiennent toujours – à la version officielle de Washington et de l'élite des affaires, en parfaite harmonie avec la « culture journalistique, littéraire et politique » ambiante, dont « la gauche » (à savoir toute opinion dissidente mettant en cause le chauvinisme le plus obtus) demeure tout simplement exclue. Le modèle de propagande prédit qu'on le constatera en examinant non seulement le choix des sujets abordés et la manière de les couvrir, mais aussi bien – ce qui est plus crucial encore –

1. Devenu spécialiste de l'histoire militaire, le général Kinnard était commandant en chef au moment de l'invasion du Cambodge, en 1970. L'un des autres commentateurs, l'historien français Philippe Devillers, par ailleurs critique de la guerre, n'apparaissait que comme porte-parole de l'une des positions d'AIM.

l'ensemble des présupposés qui cadrent les sujets et déterminent la présentation de l'information. Pour autant qu'il y ait débat au sein des élites dominantes, on en trouvera écho dans les médias, adoptant au sens le plus étroit du terme une « attitude frondeuse » à l'égard des responsables aux commandes, reflétant l'irritation des élites au sujet des politiques en cours. À défaut, les médias ne s'écarteront que rarement du consensus des élites, et de façon très marginale. Même lorsque des pans entiers de l'opinion se détachent complètement des présupposés du système d'endoctrinement – comme cela advint finalement au cours des guerres d'Indochine –, une réelle compréhension des événements, basée sur une interprétation alternative de leur évolution, ne peut émerger qu'au prix d'efforts considérables de la part de ceux qui sont à la fois les plus actifs et les plus sceptiques. Encore une telle compréhension – qui nécessite un travail scrupuleux et souvent solitaire – sera difficile à promouvoir et à appliquer sur d'autres fronts, fait extrêmement important pour tous ceux qui se préoccupent réellement de démocratie chez eux et de « l'influence de la démocratie » à l'étranger, au sens le plus réel du terme.

Ces considérations sur le conformisme des médias, les analystes les plus politiquement corrects les admettent d'ailleurs partiellement. Ainsi Leonard Sussman, de la Freedom House, observe que « l'intervention américaine de 1965 bénéficia d'un total [...] soutien éditorial [6] ». Ladite « intervention » de 1965 incluait notamment le déploiement d'unités de combat américaines au Vietnam, le bombardement régulier du Nord-Vietnam et un bombardement du Sud-Vietnam d'une intensité trois fois supérieure dans le cadre d'un programme que Bernard Fall qualifie de « guerre aérienne illimitée dans tout le pays, au prix de son anéantissement intégral » [7].

1. Journaliste français et spécialiste de l'histoire militaire, Bernard Fall était à l'époque l'un des seuls véritables experts du Vietnam aux États-Unis. Il comptait aussi parmi les « faucons » les plus extrêmes, bien qu'il finît par prendre position contre la guerre lorsqu'il réalisa qu'elle anéantissait purement et simplement le pays et la société vietnamienne [7].

Le fait que, ni à cette période ni précédemment, on n'ait jamais publié l'ombre d'une remise en cause du bien-fondé de l'engagement américain au Vietnam, ou de la nécessité d'une « intervention » au sens de guerre totale, est des plus significatifs. On s'était évidemment spontanément cantonné à des questions d'ordre tactique ou financier, de sorte que le débat dans les médias reflétait presque exclusivement ces thèmes. À partir de 1965, lors même que la dissidence et la polémique sur le conflit devenaient l'un des thèmes majeurs de la couverture médiatique, les positions réelles des dissidents et des résistants en demeuraient à peu près exclues. De tels individus étaient nécessairement présentés comme une menace pour l'ordre public, et si leurs tactiques pouvaient faire l'objet d'analyse, leurs points de vue ne le pouvaient en aucun cas. « Dans la hiérarchie des médias, le mouvement anti-guerre demeurait au plus bas des acteurs politiques légitimes ; et son accès aux journaux télévisés ou son influence sur ces derniers n'en étaient que plus limités », écrivait Daniel Hallin en conclusion de son étude de la couverture télévisuelle [8] – la presse écrite ne faisant guère exception en la matière. C'est typiquement le genre de choses que laisse présager le modèle de propagande.

La guerre avançant, l'opinion des élites évolua progressivement vers l'idée que l'intervention américaine était une « tragique erreur », qui s'avérait bien trop coûteuse, élargissant dès lors le champ du débat à une série de questions d'ordre tactique jusqu'ici passées sous silence. Dans les médias, le champ des opinions admises s'élargit légèrement pour intégrer ces nouvelles considérations ; mais le bien-fondé de la cause et la noblesse des intentions furent rarement remis en cause. Au contraire, les éditoriaux expliquèrent que « les motifs idéalistes » et « les états-majors politiques et militaires », qui se voyaient « assez honnêtement comme des libérateurs et des alliés dans la cause de la liberté, [...] avaient peu de chances de faire le poids face à des dirigeants locaux particulièrement doués dans l'art de manipuler leurs protecteurs étrangers » (*NYT*, 07.05.72). « Nos Vietnamiens » étaient trop corrompus et nous étions

trop faibles et trop naïfs pour résister à leurs manipulations, tandis que « leurs Vietnamiens » étaient bien trop rusés et vicieux. Comment l'idéalisme américain aurait-il pu s'adapter à des conditions aussi défavorables ? À la fin de la guerre, les médias libéraux pouvaient se lamenter en chœur sur le fait que « les hautes aspirations et l'idéalisme plein d'espoir qui avaient donné naissance à la nation américaine [...] s'étaient trouvés ternis par l'incapacité de l'Amérique à imposer ses vues en Indochine [9] ». Mais l'on ne nota aucune contradiction entre ledit « idéalisme plein d'espoir » et cette obstination à « imposer nos vues » à l'étranger. Ce qui en dit long sur la « culture » en vigueur.

S'agissant par exemple des reportages sur le terrain, la principale récrimination de la très influente étude de la Freedom House sur l'offensive du Tết – à laquelle firent écho tous ceux qui condamnaient les médias pour leur attitude trop « frondeuse » – était que les reportages étaient trop « pessimistes ». Nous reviendrons sur les faits, mais en considérant la logique de l'accusation, même si les faits étaient exacts, cela resterait conforme au modèle de propagande. On ne doute pas qu'un pessimisme croissant régnait dans l'état-major allemand après Stalingrad. De même les élites soviétiques exprimaient-elles ouvertement leurs inquiétudes sur la sagesse présidant à la « défense de l'Afghanistan » et sur son coût. Et il est même probable que certains se montraient « excessivement pessimistes » au sujet des chances de succès d'une telle entreprise. Mais dans aucune de ces situations nous n'interprétons ces réactions comme l'abandon du devoir de soutien à la cause nationale définie par les plus hautes instances de l'État. L'accusation de la Freedom House présuppose habilement, mais non moins clairement, que nos médias se doivent non seulement d'accepter le cadre de la propagande du gouvernement mais doivent en outre se montrer motivés et enthousiastes quant aux chances de succès d'une cause donnée pour indiscutablement noble et juste.

Toujours en vigueur, ce présupposé de base constitue le cadre de tout débat médiatique ou reportage. Dans les médias de masse aussi bien que dans ce que Corry appelle

la « culture », les critiques les plus dures se bornent à affirmer que la guerre était partie d'une « tentative maladroite de faire le bien », même si à partir de 1969 – c'est-à-dire un an après que le monde des affaires eut conclut qu'il était temps d'en finir – il était devenu « clair, pratiquement pour le monde entier – et pour la majorité des Américains – que l'intervention avait été une désastreuse erreur » et que tenter de construire « une nation sur le modèle américain au Sud-Vietnam » était « une utopie ». L'argument anti-guerre par excellence « était que les Américains n'avaient pas su comprendre les forces culturelles et politiques qui s'affrontaient en Indochine – que c'était un endroit où il leur était impossible d'imposer une solution, sinon à un prix tel que le jeu n'en valait pas la chandelle [10] ». Le fameux ouvrage de Stanley Karnow, qui reprend tous les poncifs des séries documentaires télévisées de PBS, décrit les campagnes américaines comme une « croisade perdue », entreprise dans un but « noble » mais néanmoins « illusoire », bien que « motivée par les meilleures intentions du monde » : en particulier cet entêtement « à défendre l'indépendance du Sud-Vietnam » [11].

Dans le monde de la « culture », il serait difficile de trouver critiques plus sévères de la politique asiatique des États-Unis que John King Fairbank, doyen des érudits ès études sino-américaines, ou Stanley Hoffmann, professeur émérite à Harvard, ou encore Irving Howe, éditeur de la revue *Dissent*. Dans son discours à l'American Historical Association, qu'il présidait en 1968, Fairbank définissait l'engagement américain – qu'il qualifiait de « désastre » – comme le résultat d'un « excès de droiture et de bienveillance désintéressée », une « erreur » due à un malentendu. Howe expliquait pour sa part que « nous étions opposés à la guerre parce que nous pensions, comme l'écrivit Stanley Hoffmann (*sic*), que "Washington ne pouvait 'sauver' les populations du Sud-Vietnam et du Cambodge du communisme qu'à un prix qui eut fait du mot 'sauver' une sinistre galéjade" ». Hoffmann, lui, expliqua plus tard que nos efforts pour « soutenir les Sud-Vietnamiens » se voyaient sapés par la manière même dont la guerre était

menée, tandis que les moyens mis en œuvre pour « empêcher les Nord-Vietnamiens de mener davantage d'infiltrations » n'étaient « jamais suffisants ». Des moyens suffisants, « les États-Unis eussent-ils réellement voulu y avoir recours, auraient pu entraîner de véritables dangers extérieurs pour les États-Unis avec les adversaires potentiels et dans nos relations avec les alliés ». Encore une fois, aucune trace de remise en cause des habituelles professions de foi de la propagande d'État [12].

En 1985, dans sa rétrospective commémorant le dixième anniversaire de la fin de la guerre du Vietnam, le magazine *Foreign Affairs* présenta les positions respectives des « faucons » et des « colombes ». Représentant des points de vue des plus « colombes », David Fromkin et John Chace affirment, sans autre argument, que « la décision américaine d'intervenir en Indochine reposait sur l'idée que les États-Unis ont le devoir de regarder au-delà de leurs seuls intérêts nationaux » et que, compte tenu de leurs « responsabilités globales », les États-Unis se doivent de « servir les intérêts de l'humanité » : « Au niveau purement éthique, nous avions raison de choisir le moindre entre deux maux » et de combattre « l'agression communiste » des Vietnamiens au Vietnam. Mais au « niveau pratique », c'était « une erreur », car « notre bord avait toutes les chances de perdre ». Les impératifs éthiques de notre dévouement « aux intérêts de l'humanité » n'impliquent cependant en aucun cas que nous devions renverser les gouvernements qui massacrent leurs propres populations – tels le gouvernement indonésien, qui avait notre soutien inconditionnel en 1965, ou nos clients du Guatemala et du Salvador au cours des années 1980. Au contraire, observent-ils, les succès que remportaient nos alliés indonésiens en anéantissant dans un bain de sang toute opposition politique en 1965 forçaient véritablement le respect et auraient dû nous amener à reconsidérer notre mode d'action au Vietnam. Fromkin et Chace citent alors McGeorge Bundy, conseiller de Lyndon Johnson à la Sécurité nationale, dont le sentiment, rétrospectivement, est que « notre effort » au Vietnam était « excessif » après 1965, tandis qu'au même

moment « un gouvernement anticommuniste prenait le pouvoir en Indonésie et détruisait le parti communiste, [le seul parti politique qui eût le soutien massif de la population] dans ce pays », trucidant au passage des centaines de milliers de personnes, principalement des paysans sans terres, et sécurisant de fait l'Indonésie, conformément aux exigences de nos « responsabilités globales » et, par là, « servant les intérêts de l'humanité ».

Pour Fromkin et Chace, les « opposants à la guerre » – sans doute les seuls critiques dont les analyses méritent à leurs yeux d'être retenues – étaient ceux qui se refusaient à « croire que "souffleter" l'ennemi [le Nord-Vietnam] fut suffisant, aussi longtemps qu'il refusait de se soumettre ou de se rendre ». Selon eux, les médias montrèrent « aux Américains le piètre contrôle des populations qu'avaient pu nous assurer toutes les victoires du général Westmoreland », renforçant dès lors dans leurs convictions « les opposants à la guerre », exaspérés par notre incapacité à nous assurer « un contrôle effectif de la population » : « On ne peut reprocher aux médias d'avoir fort bien montré le problème, et si le général Westmoreland connaissait la réponse, peut-être eût-il mieux fait de la révéler au public. [13] »

En dehors des plus dévoués à « la cause », quelque sceptiques qu'ils aient pu être à l'égard des possibilités d'aboutir ou des moyens mis en œuvre, il n'existe que ceux que McGeorge Bundy baptisa un jour « hystériques en coulisses », à savoir ceux qui osaient remettre en cause les décisions de la « tête de cordée » qui déterminait la politique américaine menée au Vietnam [14].

Dans l'ensemble, pour autant qu'un réel débat sur la guerre ait jamais vu le jour dans les grands médias, durant le conflit ou ensuite, il fut toujours borné d'un côté par les « faucons », convaincus qu'en s'y engageant pleinement les États-Unis pouvaient réussir à « défendre le Sud-Vietnam » et à en « contrôler la population » afin d'y établir malgré tout une « démocratie à l'américaine [1] » ; et de l'autre côté

1. L'idée que les États-Unis s'efforcent d'instaurer une démocratie à l'américaine dans les zones où ils interviennent militairement demeure ancrée dans la pensée libérale,

par les « colombes », qui doutaient qu'on pût mener à bien de si nobles objectifs à un coût raisonnable [15]. Plus tard vinrent des « hiboux » qui, fort judicieusement, se contentèrent d'observer de l'extérieur l'évolution du débat, se gardant bien de succomber aux illusions de l'un ou l'autre extrême d'une aussi trépidante controverse. Et c'est sur la base de ces seuls paramètres que furent toujours délimitées la couverture médiatique et l'analyse des faits.

* *
*

V-2. « Les hystériques en coulisses »

Vers la fin des années 1960, le consensus des élites montrant ses premiers signes de faiblesse, il devint acceptable de critiquer la « noble cause » sur la base de son insuccès, et la catégorie des « hystériques en coulisses » se réduisit à ceux qui s'opposaient à la guerre pour des questions de principes – principes en vertu desquels ils s'opposaient aussi à l'invasion soviétique de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et, plus tard, de l'Afghanistan. Voyons comment l'intervention d'une superpuissance fut présentée pour que l'agression puisse être comprise comme une agression.

S'agissant de l'Union soviétique, il n'y a pas véritablement de controverse. Certes, l'Union soviétique avait des impératifs de sécurité en Europe de l'Est, notamment s'agissant de pays ayant collaboré avec les nazis à une invasion qui fut tout près de l'anéantir une génération plus tôt, et qui servait de zone tampon entre l'URSS et une Allemagne de l'Ouest

malgré le soutien évident et la satisfaction manifeste et durable de cet État face à des régimes tels que ceux de Somoza, Pinochet ou Mobutu ; et malgré les interventions réitérées provoquant le renversement ou la mise au ban des nations de régimes démocratiques – comme au Guatemala en 1954 et par la suite, un exemple parmi une kyrielle d'autres dont certains ont déjà été discutés plus haut. Tout autre positionnement équivaudrait à la reconnaissance de motivations autres que bienveillantes, ce qui serait absolument inadmissible.

réarmée, intégrée dans une alliance militaire hostile. Certes, dans les zones frontalières afghanes jouxtant l'Union soviétique, dont les populations locales pouvaient s'embraser au contact d'une résurgence du fondamentalisme islamique radical, les rebelles, ouvertement soutenus par d'inconditionnels adversaires de l'Union soviétique, étaient incontestablement des terroristes, partisans d'une oppression impitoyable et du pire fanatisme religieux. Ces derniers menaient régulièrement des incursions sanglantes jusqu'en territoire soviétique et n'ont eu de cesse d'agresser l'Afghanistan depuis leurs bases pakistanaises à partir de 1973, six ans avant l'invasion soviétique [16]. Bien sûr, tous ces détails ne changent rien au fait que l'Union soviétique a envahi la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Afghanistan, abattu une main de fer sur la Pologne, etc. Certes les Russes ont été invités en Afghanistan en 1979, mais comme le faisait justement observer *The Economist*, « un envahisseur reste un envahisseur, à moins qu'il ait été invité par un gouvernement tant soit peu légitime [17] » – et le gouvernement que l'Union soviétique avait installé à cet effet pouvait difficilement revendiquer une telle légitimité.

Rien de tout cela n'est sujet à controverse, ni ne mériterait de l'être. L'invasion soviétique de l'Afghanistan, de même que les cas antérieurs d'interventions soviétiques dans les régions occupées par l'Armée rouge lorsqu'elle repoussait les nazis au cours de la Seconde Guerre mondiale, sont décrits comme des agressions, et les faits sont couverts dans ces termes. Les Nations unies ont plusieurs fois condamné l'agression soviétique de l'Afghanistan et, après enquête, ont dénoncé régulièrement les crimes qui y ont été commis. Les journalistes occidentaux couvrirent le conflit du point de vue des rebelles qui défendaient leur pays d'une agression étrangère. Les déclarations officielles soviétiques n'étaient pas simplement traitées avec scepticisme, mais avec un mépris affiché.

Dans le cas de l'intervention américaine en Indochine, une interprétation de ce type a toujours été jugée parfaitement inconcevable, sauf par les « hystériques en coulisses », bien qu'elle eut été largement aussi fondée que

l'interprétation commune, et à l'évidence exacte, de l'agression soviétique de l'Afghanistan. En outre, les méthodes des journalistes et des commentateurs sont, elles aussi, radicalement différentes dans les deux cas. Laissons de côté pour l'instant le point crucial de savoir comment la guerre est comprise, pour nous en tenir dans un premier temps à la seule pratique journalistique.

Tout au long des campagnes d'Indochine – à l'inverse de ce qui concerne l'agression soviétique –, il était d'usage pour les journalistes de tenir pour un fait avéré toute déclaration émanant de Washington, y compris dans les cas extrêmes où il était de notoriété publique que lesdites déclarations étaient parfaitement fausses. Cette pratique persista même lorsque les médias furent supposés être devenus « une nouvelle source considérable de pouvoir national » menaçant gravement l'autorité de l'État. Pour nous en tenir à un fait typique datant de l'année même où il fut admis que ce statut était définitivement acquis, les médias annoncèrent en 1970 une invasion nord-vietnamienne du Laos sur la seule base d'un discours du président Nixon, où il déclarait que les forces nord-vietnamiennes au Laos étaient subitement passées de cinquante mille à soixante-sept mille hommes. La déclaration de Nixon arrivait juste après que l'attaché militaire américain à Vientiane eut attesté dans son point de presse régulier le plus bas des deux chiffres – ce qui amusa beaucoup le *press corps* à Vientiane, ainsi que put le constater sur place l'un d'entre nous, alors aux premières loges. La fiction présidentielle n'en fut pas moins tenue pour un fait avéré et publiée comme telle. Le chiffre de cinquante mille avait du reste été gonflé – ce qui fut totalement passé sous silence [18]. Tout au long des campagnes d'Indochine, les déclarations officielles ne furent en général remises en question que sur la base de sources militaires américaines sur le terrain, de sorte que l'information comme l'analyse demeuraient bien dans les limites imposées par les autorités [19].

Rares furent les occasions où des reporters américains firent un effort pour voir la guerre du point de vue de « l'ennemi » – à savoir les paysans du Sud-Vietnam, du Laos

et plus tard du Cambodge – ou pour accompagner les troupes de « l'ennemi » sous le feu américain. Lorsqu'il était accessible, ce genre de témoignage était de toute façon ignoré ou rejeté. S'agissant de la couverture du conflit en Afghanistan entre 1979 et 1992, il a toujours été tenu pour essentiel et pertinent de l'observer du point de vue des victimes. Dans le cas de l'Indochine, ce sont les envahisseurs américains qui furent dépeints comme les victimes de « l'agression » des Vietnamiens. La guerre fut donc montrée de leur seul point de vue, et il en alla de même de tous les commentaires qui suivirent, y compris au cinéma, où le conflit ne fut jamais montré sous un autre angle.

Le témoignage des réfugiés qui permettait d'éclairer le cœur même et la nature de cette guerre était lui aussi méthodiquement ignoré. L'ennemi du gouvernement américain était aussi l'ennemi de la presse, qui ne pouvait pas même l'évoquer sous son nom véritable : ils étaient le « Vietcong », terme péjoratif forgé par la propagande américaine à Saigon ; et non des militants du Front national de libération du Vietnam du Sud (FNL), dénomination « jamais utilisée sinon entre guillemets » par les journalistes américains [1]. Ces derniers faisaient en revanche régulièrement référence à « l'agression communiste » des Sud-Vietnamiens au Sud-Vietnam ; et ils parlaient de tentative communiste « de subvertir ce pays [21] » – en l'occurrence *leur* pays, alors sous le joug d'un régime client imposé par les États-Unis.

Médiatiquement, la guerre fut couverte dans une large mesure depuis Washington. Vers la fin de l'année 1970, alors que s'opérait le progressif délitement du consensus des élites, Jules Witcover, correspondant à Washington pour le *Los Angeles Times*, décrivait l'ambiance qui régnait depuis un certain nombre d'années à Washington : « À l'époque, tandis que le *press corps* rapportait avec empressement ce que disait le gouvernement au sujet du Vietnam, en en

1. En 1962, les États-Unis lancèrent un concours à Saigon pour trouver un terme inspirant, dans les couches les moins éduquées de la population, davantage de « mépris », de « dégoût » ou de « ridicule » que celui de « Vietcong » pour désigner les communistes vietnamiens (AP et *NYT*, 4 juin 1962). Apparemment aucun terme plus péjoratif ne fut trouvé [20].

pointant du doigt les incohérences au fur et à mesure qu'elles se faisaient jour, trop rares furent ceux qui osèrent y opposer des points de vue ou expertises différents avant qu'il ne fût trop tard, lorsque les événements et la montée de la dissidence au sujet du Vietnam ne purent plus être ignorés. Dans la couverture du conflit, le travail du *press corps* se réduisit à trois tâches de base : rapporter ce que disait le gouvernement, savoir si c'était vrai et évaluer si la politique annoncée fonctionnait. Le groupe fit un boulot très professionnel sur le premier point. Mais ce ne fut pas le cas du tout sur le second et le troisième. Et tout démontre que cela tenait principalement au fait que trop de journalistes prenaient leurs informations dans les trois catégories depuis la même source de base : le gouvernement. [22] »

Comme la situation se dégradait, la recherche de « points de vue différents » se montra, elle aussi, particulièrement étriquée, se bornant à des questions de tactique – en fait, à la question de savoir « si la politique annoncée fonctionnait », en se basant exclusivement du point de vue des intérêts américains, et en prenant les allégations officielles pour argent comptant.

En outre, l'engagement américain avait le soutien inconditionnel des alliés, dont certains envoyèrent des unités de combat (Australie, Thaïlande, Corée du Sud), tandis que d'autres s'enrichissaient en participant indirectement à la destruction de l'Indochine. Cette participation contribua largement à l'essor industriel du Japon et de la Corée, les élevant au statut de puissances économiques majeures, tandis que le Canada et l'Europe de l'Ouest tiraient des bénéfices substantiels de leur soutien aux opérations américaines. Contrairement à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, les Nations unies ne condamnèrent jamais « l'intervention » américaine, pas plus qu'elle n'enquêtèrent pour dénoncer les crimes commis au cours des opérations militaires, ce qui donne une idée du pouvoir et de l'influence des États-Unis dans le monde. Malgré tout cela, il n'est pourtant pas rare que l'on reproche à l'ONU et à l'opinion internationale d'user d'un double standard lorsqu'elle condamne « l'intervention » américaine de défense du Sud-Vietnam, tout en

ignorant l'invasion de l'Afghanistan, régulièrement décrite comme « génocidaire », terme auquel les grands médias n'ont jamais recours s'agissant des campagnes américaines en Indochine.

Au moment de l'invasion du Vietnam à grande échelle, en 1965, alors qu'il n'y avait pas encore de polémique autour du bien-fondé d'une « intervention » d'ores et déjà massive, les États-Unis n'étaient même pas encore parvenus à installer un gouvernement capable ou simplement désireux de les « inviter » à lui venir en aide. En fait, ils débarquèrent purement et simplement, sans autre forme de procès, se dispensant tout bonnement de quelque requête, approbation ou autre vaine formalité que ce soit de la part d'un supposé gouvernement légitime. Néanmoins, au pôle le plus « colombe » du journalisme américain, Tom Wicker – tout en expliquant que, de son point de vue, « les États-Unis [n'avaient] aucune mission historique ou divine de porter la démocratie aux autres nations » – observait qu'il en allait tout autrement s'agissant du « maintien de la liberté » là où elle existait déjà : « Le soutien de l'Amérique à un régime démocratique soumis aux attaques ou à la subversion de forces répressives de gauche ou de droite pourrait bien être justifié si on le sollicite – bien que parfois, *comme c'est le cas au Vietnam*, la "liberté" à défendre puisse être minimale, et le coût astronomique » (*NYT*, 28.09.87, souligné par nous).

Commentateur « dissident », Wicker ne nie pas que la « liberté » que nous défendions au Vietnam était minimale et que le coût se soit révélé trop élevé. Mais la doctrine selon laquelle nous étions « invités » demeure sacro-sainte, et l'idée que nous n'avions rien à « défendre », hormis notre droit à imposer notre volonté par la violence, se situe ici bien au-delà de ce qui est simplement concevable. De sorte qu'on peut se demander ce que nous pourrions dire des médias soviétiques si la plus sévère condamnation de la guerre d'Afghanistan qu'on y ait publiée se bornait à l'idée que le soutien soviétique au régime démocratique d'Afghanistan qui avait « invité » les Russes pouvait se justifier, bien que la « liberté » que défendaient les Soviétiques fusse peut-être minimale et son coût bien trop élevé.

Tournons-nous à présent sur les « hystériques en coulisses » qui adoptent, dans leur approche des campagnes d'Indochine, les principes universellement admis dans le cas de l'agression soviétique. Ici, les faits historiques de base ne sont nullement contestés. À partir de la fin des années 1940, les autorités américaines admettaient l'idée que, en soutenant la France dans son entreprise de reconquête de ses anciennes colonies indochinoises après la Seconde Guerre mondiale, ils prenaient pour adversaire les forces d'un mouvement nationaliste vietnamien, représenté par le Vietminh que dirigeait Ho Chi Minh. En 1947, le département d'État notait que Ho était devenu, « pour la grande majorité de la population, la figure emblématique du nationalisme et de la lutte pour l'indépendance [23] ». Dès 1948, le département d'État commença à déplorer « notre incapacité à offrir la moindre solution praticable au problème de l'Indochine », étant donné « le fait désagréable que le communiste Ho Chi Minh est le personnage le plus fort et peut-être le plus compétent qui soit en Indochine et que toute solution proposée dont il serait exclu ne serait qu'un expédient à l'issue incertaine ». L'on y déplorait aussi que, sous l'autorité de Ho Chi Minh, les communistes « accaparent le contrôle du mouvement nationaliste », alors que les « objectifs à long terme » des États-Unis étaient précisément « d'éliminer autant que possible l'influence communiste en Indochine » [24]. Quoi qu'il en soit, les États-Unis soutinrent effectivement la cause de la France contre le Vietnam, prenant en charge près de 80 % des coûts de la guerre et mettant sur pied une offensive directe, pour le cas où la France en accepterait l'offre.

Au moment du retrait français, en 1954, les États-Unis eurent immédiatement pour objectif de faire échouer les accords de Genève, pierre angulaire de l'unification du Vietnam, des élections générales étant prévues à l'horizon 1956. Ils établirent donc au Sud-Vietnam un État client, le « Gouvernement du Viêt Nam » (GVN), qui contrôla la population par un recours systématique à la violence et rejeta avec le soutien inconditionnel des États-Unis les termes du règlement politique de la crise prévu par les accords de Genève. Le terrorisme d'État conduisit à un

regain de la résistance et, à partir de 1952, les cadres vietminh au Sud – que décimait une campagne de terreur conduite par le gouvernement, sous la férule des États-Unis – furent autorisés à recourir à la violence pour se défendre, menaçant le régime imposé par Washington d'effondrement rapide. Celui-ci avait déjà fait assassiner plusieurs dizaines de milliers de personnes et s'était mis à dos la majeure partie du monde rural aussi bien que des élites urbaines. David Hotham, correspondant au Vietnam pour le *London Times* et *The Economist*, écrivait en 1959 que le régime de Diem, imposé par les États-Unis, « a écrasé toute forme d'opposition, fût-elle anticommuniste. S'il a été capable de le faire, c'est simplement et uniquement à cause de l'aide massive en dollars qu'il recevait d'outre-Pacifique, ce qui a maintenu au pouvoir un homme qui, en vertu de toutes les lois qui régissent les affaires humaines et politiques, serait tombé depuis très longtemps. Les principaux supporteurs de Diem se trouvent en Amérique du Nord, non au Vietnam libre [25] ».

Principal spécialiste du communisme vietnamien auprès du gouvernement américain, Douglas Pike – dont les dénonciations du Vietcong tenaient fréquemment de l'hystérie [*infra*, annexe IV] –, concédait néanmoins que le FNL « maintenait que sa rivalité avec le GVN et les États-Unis devrait se régler à un niveau purement politique, et que le recours à des moyens militaires massifs était en soi illégitime » jusqu'à ce que les partisans du FNL se trouvent contraints par les États-Unis et leurs clients « de répondre par la force pour survivre » [26].

L'administration Kennedy intensifia le conflit au Sud-Vietnam, engageant directement ses forces armées dans les campagnes de bombardement et de défoliation, « conseillant » les unités de combat de 1961 à 1962, dans le cadre d'un programme visant à enfermer plusieurs millions de personnes dans des camps de concentration (« hameaux stratégiques ») dans lesquels ils pourraient se sentir « protégés », derrière des barbelés et des gardes armés, contre des partisans qu'ils soutenaient de leur plein gré, comme le reconnaissaient les États-Unis. À l'époque, Douglas Pike évaluait à près de 50 % de la population le soutien indigène

en faveur du FNL – bien plus que ce dont aurait pu se prévaloir un George Washington – tandis que les États-Unis ne pouvaient, eux, revendiquer pratiquement aucune base indigène. Les options politiques étaient donc, selon lui, sans espoir, dès lors que le FNL était le seul « parti politique massivement populaire au Sud-Vietnam » et qu'il ne se trouvait personne pour penser, « à la possible exception des bouddhistes, être suffisamment équivalent en nombre et en force pour se risquer à entrer dans une coalition, craignant s'ils le faisaient que la baleine [le FNL] n'avale le vairon ».

Pour ce qui était des bouddhistes, les Américains les tenaient pour « équivalents à des communistes ayant la carte du parti » – selon l'ambassadeur Henry Cabot Lodge. Ils soutinrent plus tard le recours à la force pour détruire leur parti, afin d'être certains de ne laisser sur pied aucune force politique indépendante, dès lors qu'on ne pouvait en contrôler aucune [27]. Dans une très estimée *Histoire militaire*, tract moraliste de justification des campagnes américaines, Guenter Lewy décrit l'objectif des opérations de l'aviation américaine au début des années 1960 – « tueries indiscriminées » incluses qui « firent un grand nombre de victimes, principalement des innocents, hommes, femmes et enfants » – d'une manière qu'Orwell eut sans doute trouvée intéressante : les villages des « zones ouvertes », nous apprend-il, étaient « pilonnés au hasard par l'artillerie et l'aviation, de façon à amener les habitants à se réfugier dans les hameaux stratégiques » [28].

Il était unanimement admis que le gouvernement imposé par les États-Unis ne jouissait d'aucun support populaire. Homme d'expérience, John Paul Vann, administrateur de la pacification américaine, unanimement reconnu comme le représentant américain le mieux renseigné sur la question du Vietnam, écrivait en 1965 : « Il n'existe à l'heure actuelle aucune base politique populaire pour le gouvernement du Sud-Vietnam. [...] Le gouvernement actuel est exclusivement orienté vers l'exploitation du monde rural et des classes les plus basses des populations urbaines. Il s'agit en fait d'une continuation du système français de gouvernement colonial avec une bourgeoisie vietnamienne en lieu et place des

Français. [...] Le mécontentement des populations rurales [...] s'exprime largement dans le ralliement au FNL. [29] »

À peu près toutes les parties concernées, à l'exception des États-Unis, faisaient de réels efforts au début des années 1960 pour éviter une guerre imminente, en poussant le Sud-Vietnam, le Cambodge et le Laos vers la neutralité – ce qui était la position officielle du FNL (le « Vietcong » pour la propagande américaine) et particulièrement de la branche Sud du Vietminh. Mais les États-Unis s'étaient fermement engagés à ruiner toute possibilité de règlement politique.

Incapable de développer la moindre assise politique dans le Sud, le gouvernement américain misa sur l'extension du conflit. Pour ce faire, il dut manipuler constamment la scène politique au Sud-Vietnam, avec pour objectif la poursuite des combats jusqu'à ce qu'un régime anticommuniste à la botte des États-Unis ait été établi dans le Sud. « De toute évidence, tout ce dont nous disposons, ce sont des généraux », observa l'ambassadeur Loge en janvier 1964 [30]. Et nous sommes prêts à les remplacer indéfiniment jusqu'à trouver les bons – en l'occurrence ceux qui seraient prêts à obéir aux ordres et à combattre plutôt qu'à négocier. S'adressant aux journalistes, l'un des premiers successeurs de Diem leur déclara n'avoir découvert qu'il allait devenir le prochain chef d'État que lorsque son conseiller américain lui avait dit « que le coup d'État était planifié à Saigon et [qu'il allait] devenir président... » Le général Maxwell Taylor s'exprimait assez franchement au sujet de la nécessité « d'établir un gouvernement donnant raisonnablement satisfaction », quitte à le remplacer si nous n'étions pas satisfaits, que ce soit par des civils ou par « une dictature militaire [31] ».

Il est intéressant d'observer ici que, après que l'interminable série de remaniements gouvernementaux imposés par les États-Unis à leur État client eut finalement atteint son objectif et que Washington eut mis au pouvoir deux anciens collaborateurs des Français, Ky et Thieu, dont la seule qualification à ce poste était leur volonté de combattre et de fuir tout règlement politique du conflit – condition indispensable à leur sélection –, les médias américains n'en continuèrent pas moins de soutenir que le gouvernement du

Sud-Vietnam représentait le libre choix de la population sud-vietnamienne [I]. Ainsi, le *NYT*, dans son éditorial du 4 juin 1966, expliquait-il aux lecteurs : « Washington ne peut pas décider de l'avenir politique à Saigon, mais il peut au moins continuer à réclamer d'urgence la recherche de l'unité au sein des différentes factions politiques sud-vietnamiennes susceptibles de se présenter aux élections de septembre. » En réalité, les dirigeants du moment avaient été imposés par les États-Unis, les élections étaient une idée américaine, et – inutile de le préciser – ceux des Sud-Vietnamiens qui constituaient le seul « parti politique réellement massivement populaire au Sud-Vietnam » (Pike faisant ici référence au FNL) n'étaient pas considérés comme l'une des « factions politiques sud-vietnamiennes ». De même s'agissant de « l'unité » que réclamaient les États-Unis, elle avait pour seul objectif de légitimer la poursuite des campagnes militaires américaines. Dès lors qu'un tel but impliquait la suppression de tout mouvement populaire, c'est avec la bénédiction et le soutien direct des États-Unis que la junte militaire écrasa dans le sang, vers la fin de l'année 1966, la plus large formation non communiste du Sud-Vietnam, l'organisation bouddhiste, préparant ainsi le terrain pour la durable installation au pouvoir de Thieu et Ky. Malgré tout cela, l'idée de dénoncer le fait que toute les conditions pour des élections libres avaient été détruites, et qu'un gouvernement non élu était maintenu au pouvoir sur la seule base de son adhésion aux objectifs de l'administration américaine – c'est-à-dire qu'il s'agissait là d'un cas typique de gouvernement fantoche –, n'effleura jamais les médias américains [II]. Au

I. L'engagement américain remonte plus ou moins à l'arrivée de Diem, exporté en 1954 des États-Unis vers le Vietnam, où il fut imposé *manu militari* comme « leader » de la partie Sud du pays, dans un contexte où les représentants des États-Unis admettaient tout à fait que la grande majorité des Sud-Vietnamiens soutenaient Ho Chi Minh et que Diem ne disposait d'aucun soutien dans la population locale.

II. Nous avons vu [*supra*, chap. III] qu'au Salvador aussi, tandis que les médias admettaient tout à fait que la population désirait avant tout la paix, les élections, supervisées par les États-Unis, ne placèrent au pouvoir que des gouvernements pour lesquels tout passait par une victoire militaire. Encore les élections ne furent-elles organisées qu'après qu'un bain de sang eut dégagé la voie aux leaders désignés, pour des raisons que les médias ne cherchèrent jamais ni à dénoncer ni à expliquer.

contraire, la junte ne cessa jamais d'y être « le gouvernement du Vietnam libre et indépendant », le terme « gouvernement fantoche » étant strictement réservé aux agents des puissances ennemies.

Pour en revenir à l'expansion de l'agression américaine, la résolution du 7 août 1964 faisant suite à l'incident du golfe du Tonkin vint couronner de succès les démarches visant à obtenir l'aval du Congrès. Le Président était désormais autorisé à « prendre toutes les mesures nécessaires pour repousser toute attaque armée contre les forces des États-Unis et pour se prémunir contre toute nouvelle agression » vietnamienne au Vietnam. « Un véritable chèque en blanc au gouvernement pour porter la guerre tous azimuts. [32] »

Dès le début de l'année 1965, l'invasion américaine fut totale, avec aussi le début des bombardements réguliers du Nord-Vietnam dans l'espoir que Hanoi userait de son influence pour battre le rappel de la résistance au Sud, permettant de justifier l'escalade de la violence contre le Sud. Pareille justification nécessitait un argument plus consistant que « l'agression interne » par le FNL au Sud-Vietnam qu'Adlai Stevenson, ambassadeur aux Nations unies, avait identifié comme « le problème auquel nous étions confrontés [33] ». Selon les chiffres cités par Bernard Fall, la période précédant l'invasion terrestre américaine de 1965 avait déjà fait plus de cent cinquante mille morts au Sud-Vietnam, la plupart d'entre eux ayant péri « sous le poids écrasant des blindés américains, du napalm, des chasseurs bombardiers et finalement des gaz vomitifs » ou du terrorisme d'État des régimes installés par Washington [34]. À partir de janvier 1965, les États-Unis employèrent aussi des mercenaires coréens, quelque trois cent mille au total, qui commirent des atrocités dans le Sud. Vers la fin avril 1965, la première unité régulière nord-vietnamienne au Sud-Vietnam, un bataillon de quatre cents hommes, fut supposée avoir été repérée dans une région frontalière. Selon le Pentagone, jusqu'à l'offensive du Têt en janvier 1968, les unités nord-vietnamiennes, dont la tâche principale était d'éloigner les forces américaines des zones les plus peuplées, étaient en

nombre équivalent aux mercenaires coréens et thaïs qui terrorisaient le Sud-Vietnam, tous demeurant en nombre bien inférieur aux forces américaines.

En 1967, la guerre avait atteint un tel niveau de dévastation que Fall lui-même en vint à déclarer : « Le Vietnam comme entité culturelle et historique [...] est menacé d'extinction [tant] les campagnes agonisent littéralement sous les coups de la plus énorme machine militaire qui se soit jamais déchaînée sur une région de cette taille. [35] » La stratégie consistant à détruire le Sud-Vietnam fut généralement regardée comme un succès. Universitaire de Harvard et conseiller du gouvernement, Samuel Huntington concluait que « les États-Unis semblent bien être tombés comme par inadvertance sur la réponse aux guerres de libération nationales » ; à savoir « urbanisation et mobilisation forcée » par le moyen d'une violence assez extrême « pour produire un exode massif de la campagne vers la ville ». On pouvait ainsi « couper l'herbe sous le pied » à la stratégie maoïste d'organisation des populations paysannes (plus de 80 % de la population à l'époque où ces techniques furent mises au point) et saper les bases du Vietcong – « une puissante organisation que l'on ne peut extirper de son électorat tant que ledit électorat continue d'exister » [36].

L'offensive du Têt de janvier 1968, menée presque entièrement par les forces du FNL sud-vietnamien dans toutes les villes et bourgades du pays, finit par convaincre les élites que le prix à payer était désormais bien trop élevé pour les États-Unis et que la stratégie devait être réorientée vers une opération plus « rentable », fondée sur le recours à une armée mercenaire locale (au sens technique du terme) et sur un retrait progressif des forces américaines, dont le moral s'effondrait littéralement à l'époque, une situation que les autorités militaires jugeaient de plus en plus préoccupante. Les forces américaines entreprirent dès lors une « campagne de pacification accélérée » post-Têt, consistant en une vaste opération de massacres de masse, qui anéantit littéralement le FNL et tout ce qu'il restait encore de société rurale, faisant des dizaines de milliers de morts et menant à son comble la destruction du pays.

La majeure partie du Nord-Vietnam, mais particulièrement les régions méridionales, fut métamorphosée en un paysage lunaire, et le Laos eut à subir les bombardements les plus massifs de l'histoire, y compris au Nord, où le gouvernement américain reconnaissait que les bombardements n'étaient aucunement liés à la guerre menée au Sud-Vietnam. Les États-Unis bombardèrent et envahirent le Cambodge, détruisant la majeure partie des régions rurales et faisant basculer dans les rangs des Khmers rouges, qui jusqu'alors n'étaient qu'un mouvement marginal, nombre de paysans ayant tout perdu. À la fin du conflit, le nombre de victimes se situait bien au-delà de quatre millions de morts [I]. Ces pays, comme leurs structures sociales, demeuraient pour longtemps totalement dévastés. Par la suite, l'administration américaine fit tout son possible pour les empêcher de se remettre de ce cataclysme, refusant toute réparation, aide ou reprise du commerce, et bloquant l'assistance en provenance d'autres pays – à une exception près : il s'avère que l'assistance américaine aux Khmers rouges dans les années 1980 s'éleva à plusieurs dizaines de millions de dollars [II].

Si l'on applique les critères que nous adoptons spontanément dans le cas de l'agression de l'Union soviétique, la conclusion tombe sous le sens. Les États-Unis ont attaqué le Vietnam – à partir de 1962, c'est discutable, mais incontestable à partir de 1965, lorsque l'agression s'étend à toute l'Indochine –, accumulant les conséquences mortifères à long terme. Toute couverture médiatique ou autre forme d'analyse de ces événements qui ne commence pas par la reconnaissance de ces faits essentiels n'est au mieux qu'une

I. Paul Quinn-Judge rapporte que, pour le seul Vietnam, le nombre de morts à partir de 1965 se situe probablement au-delà de trois millions [37]. Le nombre de victimes de la guerre d'Indochine (celle des Français, soutenus par les États-Unis) est généralement estimé par les Occidentaux à un demi-million de morts. Il faut encore y ajouter des centaines de milliers de morts, victimes des bombes et de la répression au Sud-Vietnam avant 1965, ainsi qu'au Laos et au Cambodge.

II. Certaines sources font référence à des études inédites du service de recherche du Congrès qui donneraient le chiffre de 84,5 millions de dollars pour les années fiscales 1980 à 1986 – montant évalué en dollars de 1987 [lire *infra*, chap. VI].

apologie du terrorisme et de l'agression meurtrière. Les États-Unis « défendaient le Sud-Vietnam » au même titre que l'Union soviétique « défendait l'Afghanistan ».

Pourtant, du point de vue des médias américains, ou de la « culture », aucun événement historique tel qu'une quelconque agression des États-Unis contre le Sud-Vietnam et le reste de l'Indochine ne s'est jamais produit. L'on serait bien en peine de trouver dans les archives des plus grands médias ne fut-ce qu'une seule référence à un tel événement, ou à quoi que ce soit qui laisse seulement supposer que l'histoire puisse éventuellement être vue sous cet angle. De même que l'on peut supposer que la *Pravda* ne parla jamais d'une quelconque invasion de l'Afghanistan, mais plutôt de la défense de l'Afghanistan contre des « terroristes » soutenus par la CIA. Même à l'apogée des manifestations du mouvement pacifiste, il n'y avait quasiment aucune opposition à la guerre dans les milieux intellectuels ou culturels dénonçant cette invasion comme illégale et criminelle – bases universellement admises pour dénoncer l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968 ; et ce pour une bonne et simple raison : l'agression des États-Unis n'a jamais été reconnue comme telle [I]. Tout au long de la guerre, l'on s'efforça de déterminer dans quelle mesure le Nord-Vietnam était coupable d'agression au Vietnam, et – ainsi que nous avons pu le voir – les Sud-Vietnamiens eux-mêmes furent condamnés pour leur « agression interne » (Adlai Stevenson), mais il n'y eut jamais *aucune discussion* autour du fait que les États-Unis étaient eux-mêmes coupables d'agression, du fait de leur attaque directe contre le Sud-Vietnam, puis contre l'Indochine tout entière. Ce curieux phénomène est le reflet de l'écrasante prédominance du système de propagande

I. Une étude de Charles Kadushin s'appuie sur de longues interviews datant de mai 1970, soit après l'invasion du Cambodge, au moment où l'opposition du public à la guerre atteignait son apogée. Pratiquement toutes les personnes interviewées étaient des « colombes », certaines activement opposées à la guerre. Pratiquement aucune de ces personnes n'était opposée à la guerre en tant qu'agression (ce que l'auteur appelle « des raisons idéologiques »), une position que toutes auraient cependant adoptée sans hésiter si on les avait interrogées sur l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques [38].

d'État et de sa capacité à imposer les termes mêmes de la réflexion et du débat, y compris chez ceux qui ont la conviction de tenir des « positions contestataires ». Et en effet, au sein des médias, ceux qui s'éloignaient un tant soit peu des principes de cette doctrine demeuraient quantité négligeable. Dans l'immensité de la couverture médiatique de la guerre, les écarts doctrinaux pourraient bien être évalués à zéro, pendant ou après la guerre.

Dans un article révélateur intitulé « Leçons sur la conduite de la guerre des viets », paru en août 1987, Stanley Karnow, un vétéran des correspondants de guerre en Asie et auteur d'une très estimée *Histoire libérale de la guerre du Vietnam*, explique que les États-Unis se sont fourvoyés au Vietnam pour avoir laissé les Vietnamiens devenir beaucoup trop dépendants de nous [39]. Réciproquement, les Vietnamiens du Sud eux aussi « se laissèrent berner par la sensation rassurante de dépendre des États-Unis », pensant que nous ne pouvions pas nous retirer, incapables de réaliser combien il est peu coûteux de sacrifier de petits clients. Dans la vision patriotique de Karnow, les Sud-Vietnamiens qui combattaient l'invasion américaine ne sont jamais mentionnés ou considérés comme sud-vietnamiens – bien qu'ils représentassent la majorité de la population et la seule organisation politique d'importance, si l'on en croit les spécialistes américains et les sources officielles sur le terrain –, nonobstant le fait que le parti qui avait la faveur des États-Unis ne cessait de répéter : « Franchement, nous ne sommes pas assez forts pour nous mesurer aux communistes sur un plan purement politique. [40] » Il ne fait aucun doute que, rétrospectivement, un Karnow soviétique n'aurait pas été moins convaincu que l'URSS eut le tort de laisser les Afghans devenir beaucoup trop dépendants de la puissance soviétique.

Selon les critères que nous appliquons avec raison aux actes de l'Union soviétique, entre autres ennemis officiels, il n'y a rien de plus à dire au sujet des médias et de l'Indochine. Ce qui pourrait à la limite être encore débattu serait la question – néanmoins secondaire – de savoir si la *Pravda*, elle, couvrait honnêtement la « défense soviétique

de l'Afghanistan ». Si l'on voit les choses à la manière de la Commission trilatérale ou de la Freedom House, un fonctionnaire du parti communiste pourrait reprocher à la *Pravda* d'avoir finalement contribué, par son pessimisme excessif ou son attitude trop frondeuse, à la défaite soviétique et à la prise du pouvoir en Afghanistan par des éléments féodaux, rompus à la pratique du terrorisme, d'une épouvantable répression à l'égard des femmes, d'un islamisme fanatique, projetant de « marcher sur Jérusalem », etc. À l'inverse, s'il jugeait la couverture suffisamment autocritique, il pourrait faire l'éloge de la *Pravda* pour sa partialité et son objectivité. Mais tout cela serait absurde, quoi que l'on puisse découvrir en la matière. S'agissant d'évaluer sérieusement un appareil médiatique, dès lors que l'on constate que le principe de base d'une propagande d'État – tel le principe de l'URSS défendant l'Afghanistan contre une agression terroriste – est adopté comme le cadre indiscutable de tout reportage ou débat, tout est dit. Il en va de même de l'agression américaine en Indochine.

L'on ne peut pas véritablement dire que le modèle de propagande se vérifie tout à fait dans le cas des campagnes d'Indochine, dès lors qu'il s'avère incapable de prédire ici la portée et l'unanimité proprement hallucinantes de l'extraordinaire degré d'asservissement des médias au système de propagande d'État. La pertinence d'un tel constat – et il est on ne peut plus pertinent – est en elle-même assez vertigineuse. Mais ce qui est plus révélateur encore, au sujet de la culture intellectuelle occidentale, c'est que les faits eux-mêmes ne puissent être perçus, et que leur sens réel demeure bien au-delà de ce qui peut être dit ou pensé.

Quoi qu'il en soit, continuons à traiter de la question limitée de la couverture médiatique des campagnes d'Indochine en gardant bien à l'esprit que nous nous tournons désormais vers des points de relativement moindre importance, après avoir établi une critique aussi radicale que dévastatrice : l'acceptation générale, docile et pénétrée par les médias d'une gamme complète d'a priori patriotiques au point de rendre tout commentaire supplémentaire presque superflu.

* *
*

V-3. Les phases préliminaires : étude détaillée

La « guerre d'Indochine » que menèrent les Français et les forces armées de leurs clients, largement ravitaillés en matériel de guerre par les États-Unis, prit fin en 1954 avec les accords de Genève. Ces derniers entérinaient une partition du Vietnam à hauteur du 17e parallèle et la tenue d'élections dans les deux ans dans l'ensemble du pays, en vue d'une réunification. Les États-Unis prêtèrent serment de ne faire aucune obstruction à ces arrangements.

Ces mêmes États-Unis et leur régime client n'en entreprirent pas moins immédiatement de saper lesdits accords de Genève, car tout le monde tenait alors pour acquis que les élections consacreraient la réunification du Vietnam sous l'autorité du Vietminh. « Au niveau des services de renseignement, les sources étaient unanimes, Diem [le client imposé par les États-Unis] perdrait n'importe quelles élections », concluait George Kahin après une étude détaillée de la documentation disponible. Le Vietminh avait accepté la décision de Genève imposant un repli de toutes ses forces loin au nord des territoires dont il avait le contrôle, contre « l'assurance que la lutte pour le contrôle du Vietnam serait déplacée du plan militaire vers le plan politique, un domaine où les dirigeants Vietminh étaient bien conscients que leur supériorité sur les Français et leurs collaborateurs était encore plus évidente que sur le plan militaire. [...] Pour le Vietminh, c'était là le cœur même des accords de Genève [41] ».

La riposte secrète des États-Unis à ce qui était perçu comme le désastre de Genève prévoyait le recours à une action militaire (incluant si nécessaire des attaques contre la Chine) dans l'éventualité d'une « subversion ou d'une rébellion communiste locale ne constituant pas une attaque

armée », en violation flagrante de la charte des Nations unies, laquelle limite l'usage de la force à l'autodéfense dans l'éventualité d'une « attaque armée » et dans l'attente d'une décision du Conseil de sécurité. Déformée au point d'en être méconnaissable dans les *Pentagon Papers* et généralement ignorée, cette décision recommandait, outre les opérations contre la Chine, « des opérations secrètes de grande et effective envergure » à travers toute l'Indochine (Nord-Vietnam inclus), une remilitarisation du Japon, le renforcement de la Thaïlande en vue d'en faire « l'épicentre des opérations secrètes et psychologiques américaines dans le Sud-Est asiatique », etc. [42] Le secrétaire à la Défense Robert McNamara nota dans un mémorandum à l'attention du président Johnson, le 13 mars 1964, que « seule la présence américaine après 1954 avait empêché l'éclatement du Sud [...] et placé Diem en position de refuser de se plier à la clause de 1954 stipulant impérieusement la tenue d'élections libres dans la totalité du pays en 1956 [43] ».

Analysant les médias de l'époque, Howard Elterman observe que, « sur une période de six mois, entre 1955 et 1956, il n'y eut à peu près aucune couverture médiatique » de la politique américaine de sabotage des accords de Genève dans le *NYT* et les trois hebdomadaires d'information. Les protestations des communistes furent bien de temps à autre mentionnées en dernière page, mais disqualifiées comme pure propagande – une propagande cependant parfaitement en accord avec les faits. Lorsque les élections furent ouvertement annulées, ce fut justifié au prétexte de la terreur et de l'embrigadement communistes. Le *NYT* du 2 juin 1956 décrivait le Vietnam comme un pays « déchiré entre le régime communiste au nord et un gouvernement démocratique au sud » – à savoir la dictature tortionnaire et archi-corrompue de Diem. *Newsweek* dénonça une « infiltration pléthorique au Sud-Vietnam » en soutien à « l'implacable objectif » du Vietminh, tandis que le *U.S. News & World Report* accusait Ho Chi Minh de « fomenter une nouvelle agression rouge en Asie du Sud-Est [44] ».

D'une manière générale, tout au long de l'année 1956, « la presse s'assura que son lectorat se représenterait la guerre

comme un combat entre le communisme et le monde libre », assure Susan Welch, en se fondant sur son analyse détaillée d'un certain nombre des journaux parmi les plus lus. Ho Chi Minh et le Vietminh étaient dépeints comme « ni plus ni moins des agents de Moscou et Pékin, n'ayant d'autre objectif que de s'attirer l'adhésion des masses en recourant à la terreur et à la force » (quoiqu'il fut parfois fait mention de l'attirance qu'exerçait leur nationalisme). La France était cet « allié courageux [...] combattant aux côtés des États-Unis pour défendre la liberté et la justice en Asie », une cause que les États-Unis devinrent seuls à défendre après les accords de Genève. Dans aucun journal la doctrine d'État ne fut « jamais remise en cause », ni par les rédacteurs en chef ni par les journalistes. La presse libérale se montra particulièrement dévouée à la cause et « les histoires relatées ne firent que crédibiliser les idées préconçues de l'administration » dès lors que « la presse dépendait presque entièrement de sources gouvernementales pour les informations qu'elle publiait. » Bien que la couverture médiatique de l'Indochine fût des plus limitées, exception faite d'un pic en 1954, et diminuât davantage encore par la suite, « les termes du futur débat sur la politique américaine finissaient par prendre corps à force d'être constamment repris par les médias [45] ».

Une fois les accords de paix définitivement dans l'impasse, les États-Unis et leur régime client entamèrent leur œuvre de répression internationale, massacrant des dizaines de milliers de personnes, en faisant enfermer des dizaines de milliers d'autres [1]. Partisan et conseiller de Diem, Joseph Buttinger décrit les « expéditions massives », dès 1956, avec destruction de villages où l'on massacrait des centaines, voire des milliers de paysans et où les soldats en arrêtaient des centaines de milliers d'autres, dans des régions « que les communistes contrôlaient sans le moindre recours à la force »,

1. Bernard Fall donne pour crédible le chiffre de soixante-six mille tués entre 1957 et 1961. Au titre d'estimation « prudente », Gabriel Kolko s'en tient à douze mille tués pour 1955-1957, avec quarante mille prisonniers politiques, un chiffre qui atteindra les cent cinquante mille vers 1961 – mais à peine cinquante mille selon la version officielle gouvernementale [46].

des faits que l'on préférait dissimuler à l'opinion américaine et qui « furent tenus secrets » – ils le sont toujours [47].

La principale cible de la répression était la résistance antifrançaise, le Vietminh, qui fut littéralement exterminée dès la fin des années 1950. Les raisons du recours à la violence étaient simples et furent amplement documentées [48]. C'était l'unique réponse envisageable aux succès remportés par le Vietminh – reconstitué sous le nom de FNL – dans l'organisation du monde rural qui ne laissait aux États-Unis qu'une seule alternative : déplacer le conflit du domaine politique vers celui de la violence, où ils excellaient. En dépit de la terreur organisée que les États-Unis mettaient en place, le parti communiste ne cessa de plaider en faveur de l'action politique. La ligne stratégique pour l'année à venir, envoyée au Sud fin 1958, appelait encore à un combat politique excluant l'usage des armes [49]. Documents à l'appui, Jeffrey Race indique que le parti communiste autorisa finalement le recours aux armes en cas de légitime défense en 1959, en réponse aux demandes insistantes du Vietminh, le massacre ne pouvant se poursuivre impunément de la sorte. L'autorité du gouvernement ne tarda pas à s'effondrer. Il n'en demeure pas moins que « le gouvernement terrorisa bien plus que le mouvement révolutionnaire – par exemple avec les liquidations d'anciens du Vietminh, grâce à l'artillerie, à des attaques au sol de "villages communistes" et aux rafles de "sympathisants communistes" ».

Race poursuit en expliquant que le mouvement révolutionnaire trouvait toute sa force dans l'attrait de ses programmes constructifs – comme par exemple la réforme agraire, qui « mettait en place une redistribution des terres de bien plus grande envergure que celle proposée par le programme gouvernemental, et sans le recours aux massacres et à la terreur, qui sont généralement associés à l'idée des pratiques communistes en matière de réformes agraires, dans l'esprit des lecteurs occidentaux ». Au contraire, « la violence était principalement le fait, non pas des communistes, mais du gouvernement, qui s'efforçait de réinstaller les grands propriétaires fonciers » – le schéma habituel, en somme, sauf « dans l'esprit des lecteurs occidentaux. » Ce sont les couches

sociales les plus défavorisées qui bénéficiaient le plus des politiques de redistribution mises en place. Décentralisée, l'autorité se retrouvait entre les mains de gens du pays, à l'opposé des pratiques imposées par le régime que soutenaient les États-Unis, lequel était perçu comme « une force exogène » par la majeure partie de la population : « Ce qui séduisait dans le mouvement révolutionnaire, c'est qu'il représentait une nouvelle forme de société, au sein de laquelle prendrait place une nouvelle *redistribution* des valeurs, et notamment du pouvoir, du statut de chacun, aussi bien que des biens matériels. » Aux environs de Saigon, dans la province de Long An, que Race étudia plus particulièrement, le FNL était devenu le parti dominant dès le début des années 1960, tandis que l'appareil du gouvernement et ses forces armées se dissolvaient sans heurts violents, minés par l'organisation et la propagande du FNL. Fin 1964, certaines parties de la province furent déclarées « *free-strike zones* [zones de bombardements aériens à volonté] » et, début 1965, « les forces révolutionnaires étaient victorieuses dans pratiquement toutes les régions rurales de Long An » [50].

Les premières unités des « agresseurs nord-vietnamiens » entrèrent dans la province au moment de l'offensive du Têt, en 1968. En fait, jusqu'à l'été 1969, lorsque la campagne de pacification accélérée post-Têt eut fini par décimer la résistance indigène, les sources américaines estimaient à environ huit cents hommes le contingent nord-vietnamien, « pour un total approximatif de quarante neuf mille soldats vietcong et supplétifs » pour la totalité du delta du Mékong [51].

Cette description, et ce qu'elle implique, fut intégralement soustraite à la vue de l'opinion américaine. Tout cela est si éloigné de la couverture médiatique du conflit que quelques fragments épars ne permettent nullement de s'en faire la plus petite idée. Et il en va toujours de même aujourd'hui en dehors de la littérature dissidente et spécialisée.

Le contexte de l'observation de McNamara, citée plus haut – au sujet du rôle crucial des États-Unis pour faire obstacle aux clauses des accords de Genève concernant les élections et la réunification – était celui de « l'expansion du sentiment anti-guerre et neutraliste dans les régions sous

contrôle de Saigon » en 1964. Cela intervenait à un moment où véritablement toutes les factions vietnamiennes, mais aussi l'opinion internationale en général, souhaitaient que soit trouvée une solution politique à la crise vietnamienne, susceptible d'écarter la perspective de cette guerre imminente pour laquelle les États-Unis n'avaient opté que parce qu'ils savaient pertinemment qu'ils ne disposaient d'absolument aucune base politique au Sud-Vietnam [52].

Les États-Unis renversèrent le régime de Diem en 1963, moins à cause de son ineptie dans la manière de conduire la guerre que par crainte qu'il ne finisse par se diriger vers un règlement négocié avec le FNL. Personne ne se faisait d'illusions sur un quelconque soutien populaire à la volonté américaine de poursuivre et d'étendre le conflit armé. Quant aux généraux, qui étaient « tout ce dont nous disposons », comme le reconnaissait l'ambassadeur Lodge en janvier 1964, les têtes pensantes de la politique américaine en ignoraient à peu prêt tout. William Bundy, bientôt promu assistant au secrétariat d'État aux affaires d'Asie du Sud-Est, commenta plus tard : « En fait, de notre côté, personne n'avait la moindre idée de ce que la nouvelle équipe pouvait bien avoir en tête. [...] Nos conditions étaient vraiment très simples : peu importait le gouvernement, pourvu qu'il continue la guerre. » Les généraux, eux, ne tenaient pas spécialement à continuer la guerre. À l'instar du Premier ministre, qui servait de façade civile à un régime militaire, ils « voulaient transférer aussi rapidement que possible la lutte pour le pouvoir au Sud du domaine militaire vers le domaine politique », c'est-à-dire aller vers « un règlement négocié entre les différentes factions vietnamiennes concernées, sans intervention américaine ». Ils voyaient le FNL « comme majoritairement non communiste au niveau de ses membres » et largement indépendant du contrôle de Hanoi et considéraient un règlement politique entre Sud-Vietnamiens, avec accord général sur le programme officiel du FNL, comme une perspective acceptable [53].

Mais rien de tout cela n'était acceptable pour les États-Unis. À l'ambassadeur Lodge, le président Johnson expliqua que sa mission serait de « flanquer par terre l'idée de

neutralité où qu'elle pointe sa tête hideuse » – car la neutralité, comme l'observait l'ambassadeur Maxwell Taylor, « semblait revenir à ouvrir en grand l'espace politique local en invitant les communistes à participer » à un processus démocratique que les États-Unis trouvaient alors (comme toujours) intolérable, à moins que la mise en place d'un rapport de forces adéquat n'en ait clairement prédéterminé l'issue [54]. L'ambassadeur Taylor redoutait comme le pire des résultats possibles un gouvernement qui « continuerait à rechercher un consensus élargi » et qui, de fait, « deviendrait susceptible de trouver un arrangement avec le Front de libération ». Rétrospectivement critique une fois la guerre terminée, Paul Warnke, premier conseiller juridique au Pentagone, observait que, « pour les États-Unis, transiger et permettre aux forces indigènes du Vietnam de faire les choses à leur manière revenait à mettre au rancart le régime anticommuniste que nous avions soutenu à Saigon vingt années durant ».

Secrétaire général des Nations unies, U Thant initia une tentative de négociation à l'automne 1964, avec l'appui de Moscou et Hanoi, sur la base du consensus existant entre Vietnamiens et d'autres parties, mais celle-ci fut repoussée par Washington. Du côté des médias, « ce ne fut pas avant que les dés eussent été définitivement jetés – pas avant le 9 mars 1965, une fois que les États-Unis eurent déployé tout leur dispositif de guerre aérienne intensive contre le Nord et débarqué au Vietnam leurs premières unités de combat au sol – que le *NYT* commença à évoquer la tentative de médiation de U Thant en 1964 [55] ».

La position des États-Unis était la suivante : « Après, *mais seulement après* que des moyens de pression auront été clairement mis en place », on pourrait réfléchir aux moyens pacifiques, déclara William Bundy le 11 août 1964 (souligné par lui). La violence d'abord, puis – éventuellement – le recours aux moyens pacifiques qu'impose le respect du droit international et de la « loi suprême du pays » – c'est-à-dire la Constitution des États-Unis. La clause des accords de Genève concernant les élections avait été très officiellement décrite, dans une note interne du département

d'État de 1961, comme « un piège bien tendu » dans lequel les États-Unis avaient pris soin de ne pas tomber ; et, en 1964, les planificateurs n'étaient pas d'humeur à tomber dans un tel « piège » avant que le recours à la violence n'ait garanti leurs objectifs [56]. Ils se tournèrent donc de plus en plus vers une politique de généralisation du conflit, dans l'espoir que celle-ci compenserait leur faiblesse sur le plan politique.

Jamais dans les plus grands médias une telle représentation de l'évolution des événements en cours et de leur signification ne fut rendue accessible au public. Jamais les médias ne s'éloignèrent de la ligne officielle selon laquelle les États-Unis prenaient des mesures restreintes pour « renforcer le Sud-Vietnam contre une attaque des communistes » et soutenir le Sud-Vietnam « contre une agression communiste » [57].

Dans la version du *New York Times*, les États-Unis étaient à la tête du « combat du monde libre pour repousser le communisme le plus agressif » (Robert Trumbull) ; défendant le Sud-Vietnam « contre des armées à la botte de la Russie soviétique – les guérillas nord- et sud-vietnamiennes » (Hanson Baldwin) ; à l'instar des Français qui avaient mené « un combat de sept années et demie » contre « des communistes inspirés et équipés depuis l'étranger ». Début 1965, le président Johnson décida « d'intensifier la résistance à l'infiltration du Vietcong au Sud-Vietnam » (Tom Wicker) : les Vietcong « s'infiltraient » dans leur propre pays, tandis que nous « résistions » à cette agression. Dès lors que les rebelles sud-vietnamiens « s'efforçaient de subvertir ce pays » (David Halberstam), il était naturel que le *NYT* soutienne le programme des « hameaux stratégiques [1] » qui, en dépit de leur coercition et de leur brutalité, s'avéraient nécessaires. Ce programme était « conduit aussi humainement que possible », afin d'offrir aux paysans « une meilleure protection contre les communistes » (Halberstam, Homer Bigart).

1. Initiée par les Anglais en Malaisie à la fin des années 1940, la doctrine des « hameaux stratégiques » est une variante rurale des camps d'internement, où l'on déporte les populations paysannes. On la retrouve par la suite appliquée en Algérie, au Vietnam, puis en Amérique latine, avec les « villages modèles » – lire *supra*, chap. III. [ndt]

Quant au soutien qu'offraient les paysans aux « agresseurs » sud-vietnamiens, et aux raisons de celui-ci, personne n'était au courant. Hallin explique que, sur la totalité de la couverture des événements par le *NYT*, de 1961 à 1963, il trouva seulement deux références, « extrêmement courtes », au régime foncier [58].

Tandis que la presse écrite reflétait occasionnellement les impressions et les points de vue d'officiers américains sur le terrain, soulevant par là même des vagues de protestation pour anti-américanisme et « reportage négatif », la télévision, elle, se montrait plus docile. Ainsi « le chef de département des affaires publiques du Pentagone pouvait-il assurer à Kennedy que le réseau NBC s'était laissé convaincre que c'eut été aller "contre les intérêts des États-Unis" que de diffuser un certain reportage montrant "le traitement un peu rude de prisonniers vietcong par des soldats sud-vietnamiens, avec un capitaine de l'armée américaine apparaissant dans la séquence". Le rédacteur en chef du journal télévisé de NBC prit sur lui de déprogrammer la séquence de Huntley et Brinkley, et de la mettre au placard, car il n'était pas non plus question qu'elle apparaisse dans une autre émission [59] ».

Dans son analyse détaillée de la couverture du conflit par le *NYT*, Hallin montre que, jusqu'à ce que l'expansion de la guerre, en 1965 commence à provoquer les premières réactions d'indignation, le FNL et la République démocratique du Vietnam (RDV-Hanoi) étaient « traités quasi exclusivement comme une branche armée du communisme international ». Le terme de « guerre civile » commença à être utilisé en 1965, et le terme d'« agression » fit son apparition, parfois entre guillemets – en référence, bien sûr, à l'agression vietnamienne au Vietnam, le concept d'« agression américaine » étant inconcevable à l'époque (ce qu'il est toujours). Mais l'indignation à l'égard de « l'agression » vietnamienne, elle, ne s'essouffla jamais. Il en va ainsi de James Reston, discutant « le cœur du problème » : « Comment, dans ce cas, cette agression par la subversion peut-elle être stoppée ? » – en référence à l'agression des envahisseurs américains et de leurs collaborateurs par les Vietnamiens. De même, montrant à la télévision – laquelle était encore

plus conformiste que la presse écrite – des films du Pentagone sur les attaques aériennes, Peter Jennings expliquait : « Voici à quoi ressemble l'avenir de l'agression communiste au Vietnam. » Sur NBC, commentant les images d'une attaque de l'aviation américaine qui raya de la carte un village « qui s'affichait sans vergogne, avec insignes et drapeaux, comme un village vietcong », Jack Perkins justifiait comme suit la nécessité d'une telle attaque : « Le village entier s'en était pris aux Américains, c'est donc le village entier qui était détruit. » L'on tient pour acquis que lesdits Américains avaient parfaitement le droit de mener dans cette zone des opérations de « survol et attaque air-sol », sachant que, « depuis des années, tout dans cette région était vietcong ». Un reportage télévisé sur l'opération Attelboro expliquait que les combats faisaient rage, « comme toujours, pour la sauvegarde de la démocratie [60] ».

Bref, depuis la fin des années 1940, les États-Unis avaient apporté leur aide à la guerre de reconquête des Français ; avaient violé les accords signés à Genève en 1954 ; avaient mis en place un régime terroriste collaborateur dans la moitié Sud du pays, coupé en deux par une force d'occupation (américaine) ; s'étaient lancés dans une agression ouverte du Sud-Vietnam dès 1962 et avaient désespérément œuvré à faire barrage au règlement politique que recherchaient les Vietnamiens de toutes tendances ; pour finir, ils avaient purement et simplement envahi le Sud-Vietnam en 1965, se lançant dans une guerre aérienne et terrestre qui allait intégralement dévaster l'Indochine. Néanmoins, tout au long de cette période, les médias présentèrent l'intervention américaine exclusivement sous l'angle suggéré par le modèle de propagande.

Il y a bien sûr ceux qui demandent toujours davantage de loyauté envers l'État, et pour ceux-là, tolérer que les points de vue critiques d'officiers de l'armée américaine sur le terrain puissent être rendus publics était une « attitude frondeuse » et intolérable, qui montre bien l'inclination gauchiste de la « culture ». Sans s'attarder à cette intéressante perspective, pour la période concernée, l'on ne peut que rejeter l'idée que « les médias ont fait perdre la guerre ».

Il serait néanmoins assez juste de conclure qu'ils n'ont pas manqué d'encourager les États-Unis à engager puis à mener une agression qu'ils devaient à terme regarder comme « une tragédie » ou « une bavure », sans pour autant reconnaître le moins du monde leur contribution fondamentale au ralliement du public aux politiques mêmes qu'ils allaient déplorer par la suite. Vu le conformisme et la servilité dont ont fait preuve les médias au cours de la période cruciale où furent fermement et irrévocablement jetées les bases de l'agression américaine, il n'est guère surprenant que si peu de gens se soient indignés et que l'opposition ait été invisible à force d'insignifiance. Seuls les plus obstinés chercheurs auraient alors pu prétendre se faire une idée tant soit peu claire de ce qui était en train de se produire en Indochine.

Et en effet, l'attitude du public à la suite des bombardements du Nord-Vietnam de 1965, en réponse à l'attaque de bases militaires américaines par le « Vietcong », n'est pas pour surprendre. À la question « Qui pensez-vous être derrière ces attaques vietcong ? », 53 % en accusèrent les communistes chinois et 26 % le Nord-Vietnam ; 7 % seulement répondirent « la guerre civile » [61]. À aucune fraction identifiable de l'opinion américaine il n'eût été possible ne fût-ce que de poser cette question évidente, qui sans la moindre difficulté recevrait la réponse juste dans le cas de l'Afghanistan : « Pourquoi, selon vous, la résistance sud-vietnamienne s'en prend-elle aux installations militaires américaines au Sud-Vietnam ? » En fait, même au plus fort de la mobilisation du mouvement pacifiste – ou même des années après, alors qu'il devrait être possible de regarder en face et avec un minimum de détachement la réalité historique de l'époque –, il fut tout aussi impossible de poser cette question simple et évidente que d'y obtenir une réponse correcte, dans le monde des médias comme dans celui de la « culture ».

Ce triste bilan met on ne peut plus clairement en évidence les conséquences de la servilité obtuse des médias à l'égard d'un État disposant des moyens d'une violence absolument gigantesque.

* *
*

V-4. Reportages de guerre

L'invasion américaine ne cessant de s'étendre et de s'intensifier, l'Indochine fut bientôt envahie de correspondants de guerre. Nombre d'entre eux rendirent honnêtement et courageusement compte de ce qu'ils voyaient et entendaient. Sauf que, à de rares exceptions, ils décrivaient la guerre telle qu'elle était perçue par les militaires sur le terrain ou dans les briefings de la presse. Dans les bureaux, au pays, c'est surtout la version de Washington qui prévalut, jusqu'à ce que les divisions au sein des élites américaines élargissent tant soit peu le champ du débat tactique.

Le plus souvent, les journalistes ne cherchèrent pas à dissimuler les atrocités commises par l'armée américaine, cependant ils semblaient ne pas les percevoir réellement comme des exactions et il est clair qu'ils ne manifestaient nullement toute l'horreur et l'indignation qu'ils auraient pu montrer si d'autres en avaient été les auteurs et si les États-Unis ou leurs collaborateurs en avaient été les victimes [62]. Malcolm Browne cite un fonctionnaire décrivant les raids des B-52 dans le Sud comme « les raids les plus rentables qu'on ait vus de toute la guerre » : « Chaque cratère de bombe était entouré de corps, de matériel détruit et de gens hébétés, en sang. À l'un de ces cratères, il y avait bien quarante ou cinquante types, tous en uniforme vert nord-vietnamien, mais sans leurs armes, allongés tout autour, manifestement en état de choc. On leur a envoyé les mitrailleurs héliportés, qui ont abrégé leurs souffrances vite fait. [63] »

Les conventions de Genève exigent que « les membres des forces armées ayant déposé les armes et ceux mis hors de combat pour maladie, blessures, détention ou toute autre raison, doivent en toutes circonstances être traités humainement » ; et il n'y a pas de limite à l'horreur exprimée, aujourd'hui encore, s'agissant des traitements infligés par

les communistes à ces pilotes américains capturés au cours des opérations aériennes qui rasèrent la majeure partie du Nord-Vietnam. Mais les victimes décrites ici par le *NYT* étant des Vietnamiens qui menaient une agression contre les Américains, au Vietnam, de tels scrupules n'étaient pas de mise, et l'on se dispensa bien d'en exprimer aucun.

De même, il n'y eut guère de réaction lorsque, en 1965, des reportages montrèrent les raids de B-52 dans « le populeux delta » du Mékong, avec un nombre inconnu de victimes et des hordes de réfugiés affluant vers les zones contrôlées par le gouvernement « car ils ne pouvaient plus supporter les bombardements ininterrompus [64] ». Les victimes tombèrent dans la catégorie « pertes humaines regrettables et accidentelles, induites par les efforts des forces armées américaines pour aider les Sud-Vietnamiens à repousser l'incursion du Nord-Vietnam et de ses partisans », comme l'expliquait Sidney Hook, accusant Bertrand Russell de « nous jouer » ces actions méritoires sur l'air des « atrocités américaines délibérées » [65]. Nul doute que l'on pourrait trouver des remarques similaires dans la *Pravda*, parmi les commentaires sur l'Afghanistan d'autres commissaires, non moins admirés pour leur engagement humanitaire que pour le courage avec lequel ils condamnent les États-Unis et leurs alliés dans la presse soviétique.

Non seulement il n'y eut pas davantage de réactions à ces exactions-là qu'à celles qui suivirent, mais l'on ne tenta pas non plus de les resituer dans le contexte de ce qui avait pu se passer peu avant – c'est-à-dire de les rendre intelligibles. En réalité, on se fichait pas mal du contexte. Les médias étaient si inféodés aux objectifs et aux points de vue du gouvernement américain qu'ils ne cherchèrent jamais à connaître les faits. La guerre avançant, les preuves les plus accablantes abondaient, de sources gouvernementales, qui expliquaient, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, pourquoi les États-Unis s'étaient trouvés réduits à recourir à la force, dans « le populeux delta » comme ailleurs. Mais pareil matériel, sans consistance à côté de l'image d'Épinal de l'Amérique défendant le Sud-Vietnam contre la terreur et l'agression communistes, avait bien peu d'impact sur le

commentaire des info-reportages, sinon pour illustrer de temps à autres les difficultés que rencontraient les États-Unis dans la poursuite de leur noble cause.

Les raisons des États-Unis de recourir à la violence étaient on ne peut plus claires à l'époque de la soudaine invasion américaine de 1965. Elles ne l'auraient pas moins été auparavant, si l'on s'était seulement donné la peine de déterminer les faits. Comme nous l'avons vu plus haut, les États-Unis se voyaient contraints par les succès politiques et sociaux du Vietminh (FNL, « Vietcong ») de déplacer l'affrontement de la sphère politique, où ils étaient faibles, vers celle de la violence, où ils étaient forts, réponse typique à un dilemme classique.

C'est dans ce contexte que nous pouvons comprendre le recours aux tapis de bombes des B-52, dans le « populeux delta » et ailleurs, visant à détruire l'assise civile de l'ennemi indigène et la généralisation de l'inutile acharnement du programme de hameaux stratégiques et de la terreur qui les avait précédés. Les médias continuaient de rendre compte des exactions qui s'enchaînaient, mais du seul point de vue l'agresseur. Il fallait chercher dans la presse étrangère pour trouver des témoignages provenant de zones aux mains de l'ennemi sud-vietnamien – tels ceux du correspondant pro-occidental Katsuichi Honda, qui vers l'automne 1967 couvrait le conflit pour la presse japonaise depuis le delta du Mékong, décrivant le mitraillage de villages sans défense par des canonnières qui sillonnaient le fleuve et des hélicoptères de combat, « faisant feu à volonté sur des fermes », « prenant les fermiers pour cible, comme on se sent d'humeur chasseresse » : « Ils chassaient l'Asiatique… Ce mitraillage fantaisiste suffit à expliquer pour quelle raison les blocs opératoires de tous les hôpitaux du delta du Mékong débordent de blessés. » Ses reportages n'étaient accessibles qu'à ceux qui recherchaient la littérature anti-guerre, mais non au lectorat des médias « objectifs », qui se souciaient peu de savoir à quoi pouvait bien ressembler la guerre du point de vue de victimes vietnamiennes d'attaques menées par les États-Unis ou par les militaires indigènes qu'ils avaient placés au pouvoir [66].

Les médias continuèrent à observer, à discuter massacres en toute sérénité, sans rien y trouver de contestable ni de choquant – en réalité, sans les regarder du tout comme des atrocités, bien que l'on ne trouve plus la moindre trace d'un tel dédain dès qu'il s'agit des exactions d'ennemis officiels. Le très estimé chroniqueur Joseph Harsh nous rapporte le sentiment de frustration d'un pilote américain lâchant ses bombes « dans une jungle épaisse », sans « aucun résultat visible » ni même « la satisfaction de savoir ce qu'il avait accompli » : « Une frappe sur un bon gros barrage électrique, ça c'est autre chose. Ça fait une énorme explosion visible d'où qu'on soit au-dessus. On peut voir le barrage s'effondrer. On peut voir toute l'eau s'engouffrer dans la brèche et noyer sur son passage des zones entières de champs, de villages, etc. Un pilote qui se pète un barrage électrique rentre au bercail avec un profond sentiment de satisfaction. On écrit des bouquins, on fait des films sur des exploits pareils. [...] Un largage qui vire un barrage va inonder des villages, noyer des gens, détruire des récoltes, flinguer une centrale électrique. [...] Vrai, faire péter un barrage, ça fait mal en dessous. [67] »

Quoi qu'il en soit, mieux vaut quand même bombarder des camions, conclut-il ; encore que l'autre solution, bien plus gratifiante mais moins bonne du point de vue tactique, ne pose véritablement aucun problème du point de vue moral.

Au Sud-Vietnam, le bombardement de digues et la destruction quasiment à volonté étaient une tactique comme une autre, pas de polémique là-dessus. Dans la péninsule de Batangan, douze mille paysans (parmi lesquels, semble-t-il, les survivants du massacre de My Lai) furent sortis de chez eux de force au cours d'une rafle américaine, en janvier 1969, et embarqués par mer pour un camp, près de Quang Ngai, où il n'y avait pas d'eau, et au-dessus duquel flottait cette inscription : « Nous vous remercions de nous avoir libérés de la terreur communiste. » Le *NYT* rapportait que les réfugiés avaient vécu « pendant des mois dans des grottes et des bunkers » car les « bombardements lourds et le pilonnage par l'artillerie et la marine » avaient détruit

leurs habitations, ainsi qu'une digue, « que les chasseurs bombardiers avaient fait sauter pour priver les Nord-Vietnamiens [*sic*] d'une réserve de nourriture ». Elle fut laissée en l'état de sorte que, deux ans après, « l'eau salée de la mer de Chine continuait de baigner les champs jadis couverts de riz ». Selon un responsable américain, la raison en était que les habitants de la région « avaient été identifiés comme communistes ». Et pour cette seule raison, la région tout entière n'était plus que ruines abandonnées : « Dominant les rizières noyées, les collines autrefois parsemées de huttes sont [...] truffées d'éléments de bombes, de mines, d'obus non explosés, et les cratères des B-52, profonds de plus de six mètres, couvrent les collines. [68] »

Le bombardement de digues, parfois évoqué dans la presse [69], *était* sujet à controverse, de même que l'ensemble des bombardements du Nord-Vietnam. La raison en était, d'une part, qu'ils pouvaient finir par coûter cher aux États-Unis car ils risquaient de déclencher une riposte chinoise ou soviétique regardée comme une éventualité sérieuse et préoccupante, mais aussi du fait de leur impact sur l'opinion internationale [70]. Bien sûr, de telles questions ne furent jamais soulevées au sujet des campagnes américaines de terreur contre les Sud-Vietnamiens, lesquelles se poursuivaient, à la vérité, sans émouvoir grand monde, sinon sur le plan logistique. Les *Pentagon Papers* regorgent de débats et polémiques autour de l'escalade des bombardements contre le Nord, mais on n'y trouve littéralement rien au sujet des campagnes infiniment plus destructives de bombardements, de défoliation, de destructions de zones immenses par les « Charrues de Rome » – des bulldozers géants qui anéantissaient villages et plantations, parfois sur des centaines d'hectares –, etc., dans un Sud-Vietnam où nous ne faisions que « sauver » la population d'une « agression ». En ce qui concerne le Sud-Vietnam, les débats sur les questions de logistique se bornaient à la question du déploiement des troupes américaines, qui risque à nouveau de coûter cher aux États-Unis [71].

La principale exception à cette prodigieuse indifférence aux exactions perpétrées à l'encontre des Sud-Vietnamiens

fut le massacre de My Lai en mars 1968, immédiatement dénoncé par le FNL parmi une montagne d'autres qui ne sont toujours ni reconnus ni débattus. Les détails en furent mis au jour à Paris, en juin 1968, mais négligés par les médias jusqu'au mois de novembre 1969, malgré les efforts du mitrailleur héliporté Ronald Ridenhour qui remuait ciel et terre pour rendre l'histoire publique. Elle le fut finalement, grâce à la témérité de Seymour Hersh, au cours d'une énorme manifestation à Washington, à un moment où les médias étaient focalisés sur la contestation antiguerre. Le massacre en question n'était en réalité qu'un détail de la campagne post-Têt de pacification accélérée et un détail infime dans un tel contexte. Non loin de là, celui de My Khe (qui fit quatre-vingt-dix victimes civiles) – mis au jour par la commission d'enquête qui travaillait sur My Lai – nous en apprend bien plus sur la vraie nature de cette guerre. L'officier ayant porté plainte fut débouté sur la base du fait qu'il s'agissait là d'une opération tout à fait normale, au cours de laquelle un village avait été détruit et sa population abattue ou déportée, un non-lieu qui résume tout ce que nous devrions savoir au sujet de la guerre américaine au Sud-Vietnam, mais qui passa sans susciter le moindre commentaire [72].

Tandis que l'Amérique était tiraillée d'angoisse au sujet du procès du lieutenant William Calley, pour son implication dans le massacre de My Lai, une nouvelle vague de répression chassa de chez eux seize mille paysans de la même région et, un an plus tard, le camp où les survivants de My Lai avaient été déportés au cours de cette opération fut en grande partie détruit par un bombardement aérien appuyé par de l'artillerie, mais dont on attribua les dégâts au Vietcong [73]. Ces événements passèrent, eux aussi, sans susciter ni commentaire ni demande d'enquête – quoi de plus naturel au fond, puisqu'il s'agissait là aussi d'opérations normales et de simple routine.

Les infirmiers d'un hôpital canadien des environs reconnurent avoir été immédiatement informés du massacre de My lai, mais n'y avoir pas spécialement prêté attention car cela n'avait rien d'extraordinaire dans une province (celle de

Quang Ngai) qui avait été littéralement ravagée par les opérations de l'armée américaine. Le plus haut gradé appelé à comparaître en cour martiale pour ce massacre, le colonel Oran Henderson, déclara : « Chaque unité, depuis la simple brigade, a son My Lai caché quelque part », simplement, « chaque unité n'a pas son Ridenhour » pour raconter ce qui s'y est passé [74]. De même, les militants pacifistes les mieux informés n'attachèrent pas non plus une grande importance au massacre de My Lai, et pour les mêmes raisons.

Kevin Buckley, chef de bureau de *Newsweek* à Saigon, explique assez clairement les raisons qui valurent à ce massacre-là une telle renommée, évoquant l'opération Wheeler Wallawa dont les rapports firent état de dix mille ennemis tués – au nombre desquels les victimes de My Lai, qui furent portés sur les listes du décompte officiel des corps.

« Un examen plus attentif de l'ensemble de l'opération aurait montré que l'incident de My Lai n'était que l'application la plus abjecte d'une politique beaucoup plus générale, qui produisait les mêmes effets, fréquemment, et un peu partout. Évidemment, l'on ne pouvait pas en rejeter toute la faute sur un malheureux débile de lieutenant. Calley était une erreur de la nature, Wheeler Wallawa, c'était tout autre chose. »

Par télégramme, Buckley envoya cette précision au bureau de *Newsweek* : selon lui, le véritable problème dans cette histoire n'était pas tant « un usage indiscriminé de la puissance de feu », comme on avait souvent tendance à le dire. Au contraire, « ce sont des assauts véritablement ciblés, très méthodiquement, sur des zones à forte densité de population », dans cette opération-là comme dans bien d'autres, au nombre desquelles l'opération Speedy Express, où des milliers de civils furent tués et on ne sait combien d'autres déportés vers des camps de réfugiés ou d'internement, avec des moyens du genre raids de B-52 visant spécifiquement les villages.

Cité par Buckley, un fonctionnaire américain qui ne manquait pas d'expérience comparait My Lai aux exploits de la 9e division d'infanterie dans tout un éventail d'opérations similaires : « Les actions de la 9e division, en matière

de pertes civiles, étaient bien pires. Le nombre total de victimes que la 9e avait à son actif était extraordinaire. Si l'on additionne, l'horreur dépassait largement My Lai. Mais avec la 9e, les pertes civiles se faisaient par à-coups, elles se répartissaient sur une longue période. Et la plupart étaient tués depuis le ciel et de nuit. Aussi, ils avaient l'aval du haut commandement pour un nombre très élevé de victimes. [...] Le résultat n'était qu'une conséquence inévitable des ordres que l'unité avait reçus. [75] »

En fin de compte, personne ne prêta attention au massacre de My Lai lorsqu'il se produisit, et la médiatisation qui lui fut accordée par la suite n'est qu'une forme plus subtile de dissimulation des exactions. Inconcevable dans l'univers des médias ou celui de la « culture » en général, un tableau honnête de la situation aurait fait remonter la responsabilité beaucoup plus haut que le simple lieutenant Calley, mais il était beaucoup plus commode de focaliser l'attention du public sur les exactions d'une poignée de GI rendus à moitié fous au milieu d'une situation de combat épouvantable, et qui voyaient dans chaque civil vietnamien un ennemi menaçant. À quelques individus près, My Lai n'a pas amené le monde des médias à regarder plus en profondeur la nature même de la guerre, ni à montrer un intérêt particulier à produire d'autres reportages sur des faits similaires survenus dans la même région et susceptible d'en souligner le caractère non exceptionnel. Ce massacre-là avait été rendu exceptionnel parce que l'on avait détourné l'attention du public d'une façon parfaitement arbitraire et refusé d'enquêter au-delà d'un périmètre extrêmement restreint. On alla même jusqu'à tirer parti de l'attention, limitée mais tragique, portée sur My Lai pour montrer que l'Amérique avait une conscience, face aux provocations de l'ennemi. Ainsi, en 1973, le reportage sur My Lai dans le *NYT* décrit « la péninsule de Batangan ravagée » comme une zone dont les habitants étaient « majoritairement supporters du Vietcong », à présent complètement détruite par les bombardements et les opérations au sol : « L'artillerie lourde pilonne inlassablement l'intérieur de la péninsule,

comme elle l'a fait sans cesse depuis plus de huit ans que les forces américaines, sud-coréennes et sud-vietnamiennes s'efforcent de *la sécuriser*. » Le reportage cite des villageois qui accusent les Américains d'avoir tué là bas beaucoup de monde : « Ils sont plutôt mal placés pour juger de ce que My Lai *signifie pour les Américains* », ajoute le journaliste, sur un ton songeur [76].

La critique classique reprochant aux médias d'avoir « fait perdre la guerre » tient la télévision pour principalement coupable. Edward Jay Epstein, analyste de la télévision, tourne cette critique de la façon suivante : « Au cours des dix dernières années, presque tous les soirs, les Américains ont été témoins de la guerre du Vietnam à la télévision. Jamais auparavant dans toute l'histoire, une nation n'avait laissé ses citoyens assister à des scènes non censurées de combat, de destruction, d'atrocités, dans leur living-room et en couleurs réelles. La télévision étant devenue la principale source d'information pour une majorité d'Américains – et celle qu'ils croient le plus –, l'on tient généralement pour acquis que l'exhibition constante de cette guerre ait été instrumentalisée de façon à manipuler l'opinion publique. Affirmer que la télévision, à force de montrer la terrible réalité de la guerre, a désillusionné les Américains au sujet de la guerre est quasiment devenu un truisme et la formule rhétorique convenue chez les responsables de l'audiovisuel. [...] Tel était aussi le point de vue dominant de ceux qui gouvernaient la nation, au cours des années de guerre. [...] Selon que le jugement avait plutôt pour origine les "faucons" ou les "colombes", la télévision aura été blâmée ou applaudie pour cette désillusion du public américain au sujet de la guerre. [77] »

Différentes études ont néanmoins été produites sur ce sujet, qui suggèrent une interprétation quelque peu différente. Nous nous pencherons sur certaines de ces approches au moment d'étudier la couverture médiatique de l'offensive du Têt, mais nous nous devons d'observer ici que de sérieuses questions restent posées en matière de formulation du problème. Supposons que des chercheurs soviétiques

aillent mener une enquête sur la couverture médiatique de la guerre en Afghanistan afin de déterminer si la *Pravda* devrait être incriminée ou applaudie pour avoir désillusionné le public soviétique au sujet de la guerre. Trouverions-nous vraiment qu'une telle enquête puisse avoir le moindre sens, sans tenir aucun compte ni du coût humain ni de la justesse d'une telle entreprise ?

Epstein souligne un « problème logique » évident s'agissant du point de vue classique : les sondages attestent que pendant les six années de couverture médiatique télévisuelle, à partir de 1962, puis, de manière croissante dès 1967, « le public américain *a clairement* approuvé la guerre du Vietnam ». Selon un sondage Harris de 1967, « 64 % d'un échantillon couvrant l'ensemble du pays déclarait que la couverture médiatique du conflit avait rendu les téléspectateurs plus favorables à l'effort de guerre américain, tandis que 26 % seulement en trouvaient leur opposition renforcée ». Ce qui amenait le journal à conclure que « la télévision avait conduit une majorité décisive d'Américains à soutenir la guerre ».

Résumant un ensemble d'études, dont la sienne, portant sur les différents commentaires et journaux télévisés de l'époque, Epstein nous montre ce qui explique un tel phénomène : « Jusqu'en 1965, les présentateurs d'émissions de TV semblent avoir soutenu unanimement les objectifs américains au Vietnam. » Jusqu'à la fin de la guerre, la plupart d'entre eux se rangeaient parmi les « faucons », tandis que même la plus célèbre des « colombes », Walter Cronkite, applaudissait « la courageuse décision de stopper l'avancée communiste en Asie » en 1965, n'hésitant pas quelque temps plus tard à louer l'engagement initial des États-Unis à « stopper l'agression communiste, où qu'elle relève la tête ». En fait, à aucun moment au cours de la guerre ou après l'on n'a pu observer la moindre réticence à accepter benoîtement les grandes lignes de la propagande du gouvernement. De même que dans la presse écrite, la polémique s'est toujours bornée à des questions d'ordre tactique et au problème du coût, c'est-à-dire presque exclusivement le coût à payer pour les États-Unis.

Non seulement les présentateurs acceptaient de s'en tenir à l'interprétation formulée par les autorités de l'État mais, qui plus est, ils ne cachaient nullement leur enthousiasme, face aux succès remportés par la politique américaine de défense contre l'agression vietnamienne au Vietnam. Epstein cite un ouvrage de Georges Baily dont la conclusion est la suivante : « Le résultat de cette étude démontre que les reportages de guerre et les prises de position du gouvernement ont généralement donné la sensation que les Américains contrôlaient la situation, en toute légitimité, et gardant toujours l'initiative, au moins jusqu'à l'offensive du Têt de 1968 », une représentation à laquelle adhéraient complètement les présentateurs. La télévision « focalisait l'attention sur [la] progression des troupes américaines », renforçant cette image au moyen de « films fournis par le Pentagone, montrant les bombardements du Nord » et « suggérant que les Américains reconstruisaient aussi le Sud-Vietnam » – alors qu'ils le détruisaient systématiquement, ce que l'on pouvait déduire par recoupement de certains détails épars que n'accompagnaient jamais ni contexte ni analyse. Sur NBC, un documentaire de Huntley et Brinkley allait jusqu'à décrire « les forces américaines au Vietnam, comme des "constructeurs" plutôt que des destructeurs », une « vérité fondamentale » qui « mérite d'être soulignée ».

Tout cela est d'autant plus fourbe et hypocrite que, comme nous l'avons observé plus haut, les technologies les plus avancées et les plus abjectes dans l'art de détruire et de tuer – tels le libre usage du napalm, les défoliants ou les « Charrues de Rome » – étaient utilisées quasiment à volonté *au Sud*, parce que les populations n'y disposaient d'aucun moyen de se faire entendre, tandis qu'au Nord, où l'écho international et les complications politiques constituaient une menace, au moins les zones visibles entourant les principaux centres urbains étaient épargnées [1].

1. Le caractère criminel des bombardements du Nord-Vietnam est régulièrement nié par ses apologistes, notoirement le vénérable « érudit » Guenter Lewy, qui prétend démontrer qu'ils étaient exclusivement dirigés – sur la seule foi des déclarations officielles du gouvernement américain – contre des objectifs militaires, tenant pour rien les témoignages directs issus d'un large éventail de sources [78].

Pour ce qui est des journaux télévisés, « les grandes chaînes avaient toutes les trois des règles très précises concernant les reportages montrant des soldats américains blessés ou les souffrances de civils vietnamiens, observe Epstein. Les producteurs des journaux du soir de NBC et d'ABC avaient donné ordre aux rédacteurs d'effacer les images comportant des détails de frappes trop macabres ». Sur CBS, des consignes similaires aidaient, selon l'ancien rédacteur en chef Fred W. Friendly, « à protéger les téléspectateurs des véritables horreurs de la guerre ». « Cette représentation pour ainsi dire sans effusions de sang que la télévision donnait du conflit permet de comprendre pourquoi, lors du sondage Harris de *Newsweek*, seule une infime proportion des sondés affirmaient que la télévision avait augmenté leur mécontentement à l'égard de la guerre. » Ce type de couverture médiatique entretenait l'idée d'une « guerre propre, efficace, technologique », ajoute Epstein, idée que vint « sévèrement ébranler l'offensive du Têt de 1968 ». Comme nous l'avons vu plus haut, NBC supprima, à la demande de l'administration Kennedy, tout reportage montrant les mauvais traitements subis par les prisonniers vietcong.

En outre, tout au long de cette période, « la couverture télévisée du conflit resta presque exclusivement focalisée sur l'effort de guerre américain ». Il n'y eut que très peu d'interviews de représentants civils ou militaires du GVN « et les Vietcong et Nord-Vietnamiens étaient quasiment absents des informations télévisées américaines ».

Il y a une exception fameuse à cette représentation aseptisée de la guerre. Le 5 août 1965, CBS diffusa un reportage de Morley Safer montrant des *marines* incendiant avec leurs briquets les huttes du village de Cam Ne. Cette diffusion déclencha « une campagne semi-officielle » du Pentagone visant à « discréditer ledit reportage » et à « calomnier le journaliste, accusé "d'antipatriotisme" ». Cependant, les analyses de la couverture médiatique conduites par Epstein et le professeur Lawrence Lichty, de l'université du Wisconsin, indiquent que « les scènes de violences américaines à l'encontre de Sud-Vietnamiens, comme à Cam Ne, ayant été montrées au petit écran "se

comptent sur les doigts de la main", [...] bien que des centaines de villages sud-vietnamiens aient été détruits au cours de cette période. [...] L'histoire de Cam Ne est connue pour être l'exception à la règle ».

De retour du front, les soldats racontaient une histoire complètement différente, et comme il devenait de plus en plus clair, bien que la télévision n'en parlât pas, que la guerre était sanglante et brutale, la « désillusion » s'installait. D'une partie de la population de plus en plus large, de plus en plus « hors de contrôle », montait une réaction beaucoup plus forte et beaucoup plus appropriée.

Mais, continue Epstein, « la représentation télévisuelle de l'évolution graduelle du conflit vola brusquement en éclats lors de l'offensive communiste [du Têt] » de janvier-février 1968, lorsque les militaires perdirent leur « contrôle des mouvements de la presse », dont les représentants pouvaient sortir de leurs hôtels et « se retrouver, qu'ils l'aient cherché ou non, au beau milieu d'une sanglante fusillade ». Durant cette brève période, les correspondants envoyèrent des reportages pris sur le vif qui furent diffusés à tout va, en lieu et place des « images habituelles, soigneusement sélectionnées, d'une guerre bien ordonnée, dont on gardait pleinement le contrôle ». La politique consistant à « protéger les téléspectateurs américains des gros plans monstrueux sur des Américains blessés, des *body bags* [sacs de rapatriement des corps] ou des cadavres » s'effondra rapidement. Pour les informations, on continua néanmoins à filtrer au montage les scènes jugées « trop dures », selon l'expression du producteur de NBC Robert Northshield. Dans un reportage controversé sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, cette couverture finit même par convaincre Walter Cronkite que la guerre était devenue « une foutue impasse ».

L'offensive du Têt réussit aussi à convaincre les élites américaines que la guerre commençait à coûter trop cher aux États-Unis. Le gouvernement opta donc pour la politique « de vietnamisation », pour les opérations de massacres de grande envergure visant à détruire la résistance indigène et sa base civile, pour une extension du conflit au Laos et au Cambodge, et pour la reprise des négociations avec le Nord.

« Du même coup, les chaînes de télévision déplacèrent la ligne de mire de leur couverture, cette fois des champs de bataille du Vietnam vers la table des négociations à Paris... Le "problème", à présent, c'était les négociations, pas les combats », explique Northshield, « les sujets sur les combats apparaissaient comme une contradiction et auraient perturbé les téléspectateurs ». « Des décisions similaires furent prises dans les autres chaînes », ajoute Epstein, et toutes « modifièrent leur couverture vers la fin 1969, passant des récits de combats aux histoires de "vietnamisation" du conflit » et aux négociations de Paris. La campagne de pacification accélérée post-Têt, l'une des opérations les plus importantes et les plus meurtrières de la guerre menée par les États-Unis contre le Sud-Vietnam, attira finalement très peu l'attention.

Pour Epstein, « il y a une très nette différence entre la couverture des années de gestation du conflit (1962-1967) et celle des années qui suivent (lorsque le mouvement antiguerre atteignait son apogée) ». « Jusqu'à 1968, les militaires américains contrôlaient dans une très large mesure la couverture télévisée, et elle donnait généralement l'image d'une initiative américaine parfaitement contrôlée, et qui semblait gagner le soutien des populations rurales, tout en décimant le Vietcong. Le faisceau de l'analyse se concentrait rarement sur ses conséquences, comme les souffrances des civils vietnamiens. » Au cours de l'offensive du Têt, toute l'attention fut portée sur les Américains, « montrés sur la défensive, en danger et désespérément frustrés », puis sur « l'histoire du retrait américain », lorsque « les négociations commencèrent, vers la fin 1968 ». Mais ces différences sont trompeuses. En dehors de la couverture sur le vif durant l'offensive du Têt, l'on s'écarta très rarement du principe selon lequel la guerre doit être montrée du point de vue de la doctrine officielle de Washington – un point de vue dont le domaine fut élargi après le Têt, lorsque des désaccords tactiques commencèrent à se faire jour au sein même des élites.

Dans son étude des bulletins d'information télévisés de 1965 jusqu'à la signature du traité de paix en 1973, Daniel Hallin aboutit aux mêmes conclusions. Jusqu'à l'offensive

du Têt, la couverture télévisée « penchait très fortement en faveur de la politique américaine au Vietnam » bien plus fortement encore que la « remarquablement docile » presse écrite. Comme Epstein, il note un changement « radical » après le Têt, « participant d'un changement bien plus ample, une conséquence autant qu'une cause du rejet de la guerre qui se développait à tous les niveaux, depuis les couloirs du Pentagone jusqu'aux rues commerçantes, et de l'Amérique profonde aux bases militaires de la province de Quang Tri » – et d'une manière bien plus significative, « une conséquence autant qu'une cause » de l'insatisfaction grandissante qui, dès 1968, atteignit les milieux d'affaires, avec pour conséquence les changements de politique gouvernementale évoqués plus haut. « Avant le Têt, plus des quatre cinquièmes des commentaires des journalistes de télévision étaient favorables à la politique gouvernementale ; après le Têt, les deux tiers sont contre », ce qui indique des divisions « au sein même de l'establishment ». Il cite le rédacteur du *New York Times* Max Frankel, qui déclarait un jour, au cours d'une interview : « Nous sommes une institution de l'establishment, et dès lors que ceux que vous représentez virent de bord, naturellement vous suivez le mouvement. » Il en allait de même pour la télévision, et il n'est guère étonnant – et du reste conforme au modèle de propagande – que son fervent dévouement à l'administration changeât, aussitôt que « ces bâtards de l'establishment nous ont lâchés », comme l'observa Lyndon Johnson, avec quelque amertume, après que le « Conseil des sages » lui eut suggéré, en mars 1968, d'abandonner tout espoir de victoire militaire, et d'engager rapidement la désescalade du conflit, au lendemain de l'offensive du Têt [79].

Cas typique, la télévision présentait les événements comme « une sorte de pièce moralisante, [...] avec un contraste bien lourd entre les gentils, que symbolisait l'offensive de paix américaine [en 1966] et les méchants, que représentait Hanoi ». Il n'y avait quasiment aucune effusion de sang dans les reportages, qui restaient concentrés sur les succès des « *"good guys"* : les braves américains en action », régulièrement décrits comme des « hommes courageux »,

les « gars les plus épatants du monde », des « héros » débordants d'efficacité, d'humanité et d'une grande droiture dans leur lutte contre l'« agression communiste ». Dans leur « combat pour la démocratie », ils savaient « conquérir les cœurs et les esprits », soignant les malades et les civils blessés, lorsqu'un village avait été « incendié et bombardé à mort » – bien sûr, à juste titre, puisqu'on y avait en suite trouvé des munitions qui « suffisaient à prouver que le Vietcong connaissait le coin » (Greg Harris, NBC-TV, 27.10.67). Le problème du racisme « était manifestement trop sensible pour qu'on y touche », ajoute Hallin, observant qu'il n'avait trouvé aucun « commentaire sur l'hostilité de la plupart des soldats américains à l'égard de tous les Vietnamiens, [...] un thème récurrent parmi les souvenirs de guerre des "vétérans" du Vietnam ».

Toute la couverture était focalisée sur les Américains : braves soldats défendant courageusement le Vietnam, médecins et infirmiers soignant les blessés, fonctionnaires de la pacification reconstruisant le pays après les dommages dont la terreur communiste portait l'entière responsabilité. « Nos Vietnamiens » étaient littéralement passés aux oubliettes, et pour ce qui était des affaires politiques, économiques ou sociales, il n'y avait littéralement rien à en dire. « Aux informations, les paysans faisaient aussi bien figure de victimes que de prises de guerre. » L'opposition politique au Vietnam était dépeinte avec une hostilité manifeste, « de même que le mouvement anti-guerre, au pays ». On montrait les « forces de l'anarchie [...] en marche » (Walter Cronkite, CBS-TV, 31.03.66). Plus tard, les élections frauduleuses furent présentées comme un triomphe car la démocratie, courageusement, avait su tenir bon face aux attaques perturbatrices des « terroristes vietcong » [80].

Les pertes civiles étaient minimisées ou présentées comme des dommages collatéraux inévitables « d'un boulot qui devait être fait », mais ne posaient aucun problème éthique. Observant une série de frappes aériennes sur un village de supporters du Vietcong « plutôt gonflés », après qu'une colonne de soldats américains eut essuyé des tirs, Jack Perkins commentait pour NBC : « On ne faisait pas

de distinction entre une maison ou une autre, on n'aurait d'ailleurs pas pu, et ce n'était pas nécessaire. Le village tout entier s'était retourné contre les Américains, c'est donc le village tout entier qui était détruit », comme si rien n'était plus juste ou naturel. L'exemple le plus fort du « ton accusateur » de la presse qu'ait pu produire Hallin est cette réflexion de Dan Rather, à la suite de l'incident de Cam Ne, au sujet des *marines* qui tenaient encore le village, « [...] de force, non au titre du programme de pacification [qui] n'a pas été mis en place à Cam Ne. Et tant qu'il n'aura pas été mis en place ici, et dans pas mal d'endroits au Sud-Vietnam, il restera un malaise dans cette vilaine petite guerre ».

Bref ! Tant qu'il y aura encore des gens pour résister à l'agression américaine il restera un « malaise » au sujet de notre façon de faire le ménage. On suppose que c'est le genre de commentaires qui ont valu à Rather sa réputation (parmi les « colombes ») de courageux opposant à la guerre et (parmi les « faucons ») de dangereux gauchiste. Walter Cronkite rapportait « une demande urgente de la part du Vietcong de ravitaillement en matériel médical et chirurgical » à la Croix-Rouge internationale, « ce qui indique que nos bombardements et nos assauts d'infanterie emportent une quantité impressionnante de *matériel rouge* de toute sorte [81] ».

Le nombre de reportages évoquant les victimes civiles ne cessa de s'élever à partir de 1966 jusqu'aux sommets atteints au début de 1968, puis déclina brusquement lorsque les États-Unis se lancèrent dans l'extermination de masse, avec leur campagne de pacification accélérée, que Hallin ne prend même pas la peine d'évoquer – probablement parce que la télévision ne s'en est quasiment jamais souciée, s'étant alors subitement tournée vers la table des négociations des accords de Paris, en parfaite harmonie avec les priorités de Washington. Le sujet reparut en 1972, aussitôt que ces victimes purent être attribuées à l'offensive nord-vietnamienne et à la « riposte » américaine. Dans un documentaire CBS de 1971, intitulé *Changeante guerre en Indochine*, Charles Collingwood évoquait la progression de la campagne de pacification à travers la province de Kein Hoa, dans le delta

du Mékong, « jadis l'une des places fortes du FNL », précise Hallin. Cette province avait été la cible de l'opération Speedy Express au début 1969, l'une des pires opérations américaines de toute la guerre, dans une région qui s'était réorganisée sous l'égide du FNL sans qu'on y ait jamais entendu parler d'une quelconque présence nord-vietnamienne. Elle fut reconquise grâce à « la puissance de feu terrifiante » de la 9e division. Cela incluait bombardements au napalm, bombes surpuissantes, bombes antipersonnel, bombes à fragmentation, bombardements lourds au B-52, pilonnage d'artillerie « 24 heures sur 24 » à un niveau qu'il nous est toujours « impossible de concevoir », avec des hélicoptères de combat « fouillant le paysage nuit et jour depuis le ciel » et enregistrant « un grand nombre, et peut être le plus grand nombre d'ennemis tués » ; d'après les chiffres du haut commandement, environ onze mille, avec sept cent quarante-huit armes prises à l'ennemi – ce qui indique assez clairement qui était tué [82].

Collingwood s'émerveillait des progrès de la pacification, non sans souligner que le résultat « au pays des Indiens » demeurait encore à atteindre. « C'est presque comme l'arrivée de saint Louis chez les infidèles », lui répondit son compère, conseiller du gouvernement, une comparaison dont il ignorait probablement à quel point elle était exacte [83].

À l'opposé de l'image humaine et héroïque des soldats américains défendant la démocratie, l'on donnait du FNL et des Nord-Vietnamiens « l'image presque parfaitement unilatérale [de gens] cruels, impitoyables et fanatiques ». Sur les douze remarques positives qu'il put trouver du début à la fin de la guerre, Hallin nota que « dix concernaient l'efficacité des forces ennemies : c'est le seul point de la représentation télévisuelle qui ait considérablement changé » à la suite du renversement de tendance post-Têt, à partir duquel on rendit compte des réticences croissantes de l'establishment au sujet des chances de succès des troupes américaines. « Ce qui ne changea pas, c'était la sombre image du mal. » Lorsque les troupes américaines incendiaient les villages, c'était une nécessité, parce qu'ils offraient un soutien et un abri au Vietcong. Les tapis de bombes des B-52 constituaient

le côté « tragique de la guerre ». Mais lorsqu'un obus de l'artillerie nord-vietnamienne frappa un orphelinat à An Hoa, George Watson commenta avec horreur : « Personne n'était préparé au massacre, au meurtre irrationnel que les Nord-Vietnamiens ont infligé à An Hoa » (ABC, oct. 70). Alors qu'il était évident que l'immense majorité des victimes civiles étaient dues à la puissance de feu américaine, la télévision en attribuait une proportion d'environ dix contre sept à l'ennemi, dont « la *politique* de terreur calculée » n'avait rien à voir avec les effets collatéraux regrettables mais légitimes des opérations américaines. Même les opérations militaires de l'ennemi étaient du « terrorisme ». Dans un reportage sur une embuscade du Vietcong contre une patrouille américaine, Peter Jennings commentait : « Encore une de ces petites mais [là, il marque un temps d'arrêt pour accentuer l'effet dramatique] abjectes boucheries du Vietcong » (ABC, oct. 65). Nord-Vietnamiens et Vietcong étaient dépeints comme « sauvages », « brutaux », « meurtriers », « fanatiques », « suicidaires », « fous furieux », une sorte de vermine des régions « infestées de communistes » ou « infestées de Vietcong » et qui, en conséquence, devaient être nettoyées par les libérateurs américains [84].

Un style et une technique que l'on retrouve dans n'importe quel type de propagande d'État.

Ce qui prédomine, constate Hallin en conclusion de son enquête, c'est qu'à aucun moment la télévision ne s'est éloignée de cette représentation officielle de la guerre, qui était la « lutte pour défendre la démocratie contre une agression ». Dans les premières années, il semblait évident que « nous ne pouvions que gagner, non seulement parce que nous étions les plus forts mais parce qu'il était clair que nous étions du côté du bien. La télévision a fermement soutenu cette image, sans doute plus fermement que le public lui-même. Personne n'était dupe, et puis finalement la télévision s'est mise à livrer les mauvaises nouvelles. Mais sans jamais expliquer *pourquoi* : elle n'a jamais réexaminé les a priori sur la nature de la guerre dont elle avait soutenu l'expansion dès les premières années. De sorte que, pour le public, les mauvaises nouvelles ont sans doute paru aussi

incompréhensibles que lors de la précédente "défaite américaine en Asie" : la "perte" de la Chine ».

L'attribution, par le public, de la défaite américaine à une « trahison » ou à un « manque de tempérament américain » comme cause de cette incapacité des médias à soutenir notre juste cause avec suffisamment d'enthousiasme est, dès lors, « bien peu surprenante » [85].

Cela explique sans doute pourquoi le public semble avoir bien voulu accepter la fable de la trahison des médias. Mais pour les élites éduquées, l'explication pourrait bien se trouver ailleurs : dans un état d'esprit totalitaire, aux yeux duquel même le niveau de soumission bien réelle des médias à l'État demeure insuffisant face aux menaces que font peser les « forces de l'anarchie [...] en marche » sur l'ordre public et les privilèges.

* *
*

V-5. Événements décisifs de la guerre

V-5-1. L'incident du golfe du Tonkin

Vers l'été 1964, le consensus en faveur d'un règlement politique du conflit ne cessait de s'étendre côté vietnamien. Les États-Unis, de leur côté, manœuvraient de plus en plus désespérément pour contourner ce que les notes internes décrivent comme « des négociations prématurées ». La raison était simple, et l'on ne s'en cachait pas le moins du monde : les États-Unis se sentaient politiquement très isolés, ayant en face d'eux le FNL, l'opposition anticommuniste et même leurs généraux. De fait, l'on jugeait l'extension du conflit au Nord absolument indispensable « pour obtenir la coopération [de la RDV] à l'arrêt de l'insurrection vietcong », « et pour convaincre, voire forcer la RDV à cesser d'aider le Vietcong et à user de son ascendant pour l'amener à cesser ses activités » (ambassadeur Maxwell Taylor). De leur côté, les services secrets n'en concluaient pas moins

que « les bases des forces communistes au Sud-Vietnam demeurent indigènes [86] ».

Les opérations dirigées par les États-Unis contre le Nord-Vietnam commencèrent le 1er février 1964 (OPLAN-34A), avec l'envoi au Nord de mercenaires du Sud-Vietnam et d'un « pays tiers » – « probablement des nationalistes chinois pour la plupart », selon Kahin. Ces opérations avaient pour objectif officiel « de provoquer destructions substantielles, ralentissement économique et harcèlement [87] ». Les 30 et 31 juillet, des bâtiments de la marine saigonnaise attaquèrent des îles du Nord-Vietnam, ce dont le gouvernement de la RDV se plaignit officiellement auprès de la Commission internationale de contrôle dès le 31 juillet. Le 2 août, le cuirassé *Maddox*, qui menait une opération d'espionnage électronique dans les environs, pénétra la zone d'exclusion des douze miles, considérée comme les eaux territoriales du Nord-Vietnam. Le *Maddox* fut alors pris en chasse par des vedettes nord-vietnamiennes et leur adressa des « tirs de semonce ». Dans l'échange de tirs qui s'ensuivit, il fut atteint d'une seule balle, les vedettes nord-vietnamiennes furent, elles, endommagées ou détruites par la riposte du cuirassé et de l'aviation américaine. Le 3 août, le secrétaire d'État Dean Rusk envoya un télégramme secret à l'ambassadeur Taylor annonçant : « Il semble que les opérations d'agitation de l'actuel plan OP 34A aient démarré dans Hanoi, et que l'incident du *Maddox* soit directement lié à leurs efforts de résistance à ces activités. » Le *Maddox* fut de retour dans le même secteur dès le 3 août, en compagnie d'un autre cuirassé, le *Turner Joy*; les 3 et 4 août, les bâtiments de la marine de Saigon bombardèrent des infrastructures côtières, dont, « assez probablement, observe Kahin, l'une de celles que la surveillance électronique du cuirassé avait activées et localisées ». Certaines indications laissèrent entendre que les cuirassés américains pouvaient avoir été attaqués le 4 août par les vedettes d'une patrouille nord-vietnamienne, bien que John Herrick, le capitaine du *Maddox*, n'en soit pas certain et ait assuré par radio que ce rapport lui « semblait très improbable » et qu'on n'avait « rien observé de tel à bord du *Maddox* » ; il réclamait une « complète réévaluation avant

tout nouveau mouvement ». D'autres preuves apparues par la suite montrèrent qu'il est à peu près certain qu'aucune attaque n'avait jamais eu lieu [88].

Le 5 août, le président Johnson dénonça néanmoins publiquement « l'agression ouverte, en pleine mer [des Nord-Vietnamiens] contre les États-Unis d'Amérique », tandis que la RDV et la Chine affirmaient que « le prétendu second incident du golfe du Tonkin du 4 août ne s'était jamais produit » – affirmation émanant du gouvernement chinois. Le 5 août, l'aviation américaine bombardait des installations nord-vietnamiennes et détruisait plusieurs vedettes de garde-côtes. Suite au faux témoignage du secrétaire à la Défense Robert McNamara – qui soutint que le *Maddox* « croisait dans les eaux internationales [et] ne conduisait qu'une patrouille de routine comme celles que nous menons constamment, partout dans le monde » –, le Congrès fit passer une résolution autorisant le président à « prendre toutes les mesures nécessaires permettant de repousser toute attaque armée contre les forces des États-Unis, et de prévenir d'autres agressions » : 416 voix contre zéro à la Chambre ; Wayne Morse et Ernest Gruening étant les deux seules voix d'opposition au Sénat. Cette résolution du 7 août servit plus tard de justification à l'escalade de l'agression américaine contre le Vietnam [89].

Pour Hallin, « l'incident du golfe du Tonkin était un exemple typique du traitement de l'information durant la guerre froide. [...] À la vérité, sur chaque point important, l'information concernant les deux incidents du golfe du Tonkin, [...] soit induisait en erreur, soit était purement et simplement fausse » – et à un moment aussi crucial cadrait parfaitement avec les impératifs de l'exécutif américain. Le *New York Times* fit état de missions de sabotage contre le Nord dès le 23 juillet et annonça une protestation de Hanoi, datée du 2 août, contre l'attaque de villages nord-vietnamiens par l'aviation laotienne, mais le *NYT* comme le *Washington Post* ne mentionnèrent ces faits « ni au moment de l'incident ni dans les semaines qui suivirent, hormis une discrète parenthèse au sujet des "allégations de Hanoi" [lesquelles, bien qu'étant exactes, furent données

pour fausses] et une remarque en passant dans un article de John Reston ». Le reportage était « objectif », dans le sens où il rendait compte de façon correcte des déclarations du gouvernement, en ne soulevant aucune question, en ne présentant aucun contexte et en n'évoquant qu'accessoirement les démentis communistes, pour rendre compte des événements tels que Washington souhaitait qu'ils soient perçus [90].

Dans les semaines qui suivirent, le *NYT* publia un certain nombre de brèves faisant référence aux « accusations » ou « allégations », tirées de communiqués généralement exacts en provenance du Nord-Vietnam, que les reporters écartaient ou ignoraient aussitôt. Dans le même temps, les commentaires et les grands titres étalaient en première page la version parfaitement fausse de Washington, donnée pour authentique à grand renfort de spéculations sur les motifs qu'avait eus Hanoi de lancer ses vedettes à l'assaut de la puissante 7e flotte de l'US Navy. Le contexte réel continuait d'être occulté ou noyé au milieu d'allusions secondaires, en dernière page. Les critiques du sénateur Morse étaient à peine évoquées, et dénigrées. Il semblait n'y avoir pas l'ombre d'un doute au sein de l'administration que les incidents du 4 août avaient effectivement eu lieu. [91]

Les hebdomadaires d'information prenaient la ligne officielle de la propagande gouvernementale encore plus strictement au pied de la lettre, allant jusqu'à produire des récits dramatiques d'un événement du 4 août qui de toute évidence n'avait jamais eu lieu. Les critiques parfaitement fondées des sénateurs Gruening et Morse n'eurent droit à quelques lignes que pour être taxées de réponses « attendue » de « l'irascible » Morse. L'on ne porta aucune attention à leur dénonciation du fait que la résolution du golfe du Tonkin avait été antidatée. Le *NYT* la rejeta sans même l'étudier. Les réactions officielles de la Chine et des Nord-Vietnamiens furent qualifiées de « vitupérations » de communistes « écumants de haine et d'hostilité à l'égard des États-Unis » (*Newsweek*) voire « d'explosions de propagande » (*U.S. News & World Report*). Aucun hebdomadaire n'envisagea le moindre lien de cause à effet entre les actes des États-Unis et les incidents du 2, ni la persistance de

doutes à Washington même au sujet de l'attaque du 4. Des faits révélateurs avaient pourtant été évoqués, fut-ce brièvement – dans le *NYT* du 31 juillet, il est par exemple fait mention de missions à l'intérieur du Nord-Vietnam, menées par des équipes de sabotage parachutées. La version du gouvernement fut tout simplement adoptée comme l'incontestable vérité, dispensée d'office de toute enquête ou discussion [92].

À l'époque, il y avait pourtant largement de quoi se montrer sceptique à l'égard de la version du gouvernement. Pour la presse étrangère, il était clair que cette dernière posait de sérieuses questions. *Le Monde* présentait des déclarations publiques de chaque camp, ainsi qu'une analyse de ce qu'indiquaient au moins les faits connus. « Ni le *NYT* ni le *Washington Post* ne produisirent jamais ce type d'analyse des faits. » Ils se contentaient de tenir pour exacte la version fausse de Washington et de rejeter les « allégations » tout à fait exactes des communistes en y faisant à peine allusion [93]. À Londres, le *New Statesman* publia la version américaine et la version chinoise, y compris un compte rendu (exact) des actions des États-Unis et de Saigon ayant précédé les incidents, précisant que le premier avait été causé par Washington, tandis que le second ne s'était jamais produit. La conclusion de l'article était que « les incidents survenus au Vietnam semblent donc n'être pas aussi simples que le laissaient supposer les manchettes ». (C'est le moins qu'on puisse dire !) Aux États-Unis, le compte rendu le plus complet, le plus prudent et le plus juste fut offert par le *National Guardian*, plutôt à gauche, avec cinq articles de première importance, et le *I.F. Stone Weekly*. À l'opposé des fiévreuses diatribes des hebdomadaires des grands groupes, le *National Guardian* donnait simplement les faits connus, et demandait si « l'escarmouche » du 2 août avait été provoquée, et si le « supposé » incident du 4 avait réellement eu lieu. Le contexte réel et la version des communistes étaient présentés honnêtement, et les bonnes questions étaient soulevées. En outre, on y accordait aux commentaires de Wayne Morse une large place, ainsi qu'aux déclarations du général Ky au sujet des missions de sabotage au Nord-Vietnam. Le

I.F. Stone Weekly, lui aussi, rendit honnêtement compte des faits apportant des points importants du contexte qu'avaient ignoré les médias des grands groupes de presse [94].

En résumé, les médias nationaux, noyés dans leur chauvinisme passionné, n'offrirent aucune couverture tant soit peu objective de cet événement crucial, bien que la lecture des médias étrangers ou dissidents eut naturellement éveillé un certain scepticisme dans l'esprit du lecteur – à moins que celui-ci fut assez avisé pour voir dans les médias un système de désinformation ayant vocation à travestir une réalité dont on peut difficilement avoir la moindre idée sans déployer des trésors d'énergie et d'entêtement. L'analyste des *Pentagon Papers* décrit ces événements comme « un important contre-feu », notant au passage que « la résolution du golfe du Tonkin créa les conditions du soutien du public américain à quasiment toute entreprise [95] ».

L'empressement des médias à véhiculer la propagande du gouvernement contribua largement à mobiliser le pays en faveur de ce qu'ils n'hésiteraient pas à décrire plus tard comme « la tragédie du Vietnam ». La réaction du Congrès et celle du public jetèrent les bases de l'invasion illégale du début 1965, assurant tout le soutien nécessaire aux planificateurs qui, dans l'ombre, s'inquiétaient de ce que le FNL n'avait de cesse de « rechercher un règlement politique [au conflit] favorable aux communistes », par le biais du « neutralisme » ou d'un « gouvernement de coalition » (Maxwell Taylor, 10.08.64). Ils avaient déjà sonné l'alarme à propos des « manigances de Saigon et Vientiane avec les Rouges » (John McNaughton, oct. 64) – c'est-à-dire des efforts en faveur d'un règlement politique – allant dans le sens du programme du FNL dont les services secrets estimaient qu'il « visait la victoire à travers une "coalition neutraliste", plutôt que par les armes [96] ». Lorsque les États-Unis étendirent le conflit au début de l'année 1965 pour tenter de sauver leur position dans le Sud, le soutien des médias ne se relâcha pas une minute, conformément au « principe fondamental de la politique étrangère des États-Unis depuis 1945 », que James Reston, très estimé commentateur libéral du *NYT*, définit ainsi : « Aucun État ne devrait faire usage de la force

ni de la menace de la force pour réaliser ses objectifs politiques, le pendant de ce principe étant que les États-Unis devront user de toute leur influence et de toute leur puissance, aussitôt que nécessaire et où que cela puisse être efficace, contre tout État osant défier ce principe. »

Or « il en va de ce principe au Vietnam », où « les États-Unis contestent actuellement la tentative des communistes de s'emparer du pouvoir par une sournoise stratégie de subversion militaire ».

Dans l'univers orwellien du journalisme américain, tenter de trouver un règlement politique par des moyens pacifiques équivaut à recourir à la « force armée », tandis que le recours des États-Unis à la force armée pour empêcher tout règlement politique n'est que le noble dévouement à la défense du « principe fondamental » selon lequel le recours à la force est illégitime.

Les États-Unis s'engagèrent dès lors, à seule fin de réaliser leurs objectifs politiques au Vietnam, dans un long et brutal conflit, anéantissant au passage la plus grande partie de l'Indochine et laissant derrière eux un degré de dévastations irrémédiable. Enfin, en janvier 1973, les États-Unis acceptèrent formellement un traité de paix pratiquement identique à celui que prévoyaient les accords qu'ils avaient contourné par la force en 1964, à ceci près que dans l'intervalle le FNL avait été efficacement anéanti et qu'il restait pas grand-chose du pays hors d'un Nord-Vietnam se transformant dès lors en base d'une domination nord-vietnamienne, ce qui réalisait exactement le schéma annoncé bien longtemps à l'avance par les fameux « hystériques en coulisses ». Dans ces événements tragiques, les médias portent une énorme part de responsabilité, la couverture de l'incident du golfe du Tonkin avec son « chèque en blanc » du Congrès pour entreprendre « quasiment toute entreprise » ne constituant ici qu'un exemple particulièrement emblématique.

*

V-5-2. L'offensive du Têt

La couverture médiatique de l'offensive du Têt fut la pièce maîtresse de toute l'argumentation qui reprochait aux médias d'avoir « fait perdre la guerre », du fait de leur incompétence et de leur parti pris antigouvernemental, reflétant leur manie de prendre le contre-pied de l'autorité. La « preuve » irréfutable en la matière fut apportée par Peter Braestrup, dans l'étude en deux volumes qu'il publia pour la Freedom House. Elle couvrait une période de six ans, mobilisant de nombreux experts et consultants des plus distingués et pouvait se prévaloir du soutien officiel de deux douzaines de grandes firmes et syndicats. Cette étude fut saluée par Don Oberdorfer comme un travail « monumental » ; en couverture du magazine du *Washington Post*, le dossier célébrant le dixième anniversaire de l'offensive était intitulé « Têt, le renversement de situation : comment la retransmission télévisée d'un grand événement peut nous influencer ». Le professeur John P. Roche, de la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'université de Tufts, « intellectuel-en-résidence » pour l'administration Johnson, tenait cette étude de la Freedom House pour « l'un des plus importants apports du journalisme d'investigation et l'une des recherches les plus remarquables des vingt-cinq dernières années », un « travail de synthèse méticuleux sur l'incompétence, voire la malveillance des médias ». Dans une analyse relativement critique parue dans la supplément livres dominical du *NYT*, Edwin Diamond faisait l'apologie de cette « étude méticuleusement élaborée de la manière dont la guerre du Vietnam avait été présentée au public américain par ses plus grands fabricants d'image, [...] quête épistémologique "des plus académiques" », d'un « consciencieux [...] analyste-reporter » qui soulève de profondes interrogations au sujet de la « manière dont nous savons ce que nous savons », éclairant les « vues biaisées induites par les interprétations journalistiques et le fonctionnement ordinaire des médias » qui contribua à saper la position américaine au Vietnam, au sein du public et même du Congrès. De même, Charles Mohr rapporte que, lors d'une conférence

de « faucons » et de « colombes » sur le retour, réunis pour le dixième anniversaire de l'offensive du Têt à l'université de Caroline-du-Nord, le « milieu journalistique fut soumis à de virulentes critiques et resta coi pour toute défense ». Les attaques venaient de Braestrup, qui « exposait ostensiblement le thème de son dernier livre », *Big Story*, et des « faucons » présents, « tandis que quelques-uns uns des journalistes présents protestaient, mais du bout des lèvres ». Cette étude est régulièrement citée par des historiens, sans la moindre réserve, comme l'ouvrage de référence par excellence s'agissant du traitement médiatique de l'offensive du Têt, « sous certains aspects aussi important que l'offensive elle-même, [...] analysée [ici] en profondeur » (R. B. Smith) [97].

Oberdorfer lui-même tient pour démontrées les conclusions de cette étude : Ce fut le « "grand événement" télévisuel » qui bouscula nos certitudes sur la guerre. Le seul commentaire qu'il cite, fût-ce indirectement, tient ce point de vue pour acquis (sans même citer Roche ni personne d'autre). Dans les groupes de presse plus généralement l'on considère sans trop se poser de questions que cette remarquable contribution s'est définitivement imposée. Encore que la question de savoir si elle révèle davantage une authentique « malveillance » ou des problèmes plus profonds de « vues biaisées induites par les interprétations journalistiques et le fonctionnement ordinaire des médias », emblématique de cette « attitude frondeuse » des médias à l'égard du pouvoir, puisse encore être débattue.

Braestrup se fait fort d'avoir démontré que la couverture de l'offensive du Têt est « un cas extrême » de performance « insatisfaisante » des médias : « On a rarement pu observer ainsi, rétrospectivement, que le journalisme de crise contemporain se soit retrouvé aussi radicalement éloigné de la réalité », au point de présenter « l'image d'une défaite des alliés ». « Alliés » n'est ici qu'un terme générique qui inclut généralement pêle-mêle les envahisseurs américains, les troupes locales sous leur commandement et la portion considérable de troupes mercenaires qu'ils avaient introduits pour soutenir leurs opérations militaires en Indochine. Ce

terme, porteur d'une forte connotation positive liée à l'imagerie de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les « Alliés » combattaient les puissances de « l'Axe », est rarement utilisé au hasard. « Avoir pu présenter ce qui était un revers pour l'un des deux camps [l'ennemi] comme une défaite pour l'autre [nous] – dans un conflit majeur à l'étranger – ne saurait apparaître comme un triomphe du journalisme américain », lequel « hurlait à qui voulait l'entendre que le patient était en train de mourir, pour murmurer quelques semaines plus tard que, d'une certaine façon, il semblait s'être bien remis – murmures bien évidemment inaudibles au milieu des clameurs de la réaction qu'avaient déclenchée au pays les hauts cris poussés dans un premier temps » ; la télévision s'étant ici montrée au-dessous de tout. Les murmures, précise-t-il, commencèrent « fin février ». Ces revers journalistiques reflètent, conclut Braestrup, « ce style journalistique des plus légers – aiguillonné par l'exaltation ou la complaisance des salles de rédaction – qui devint si populaire à partir de la fin des années 1960 ». Il s'accompagnait généralement d'une « propension irréfléchie à chercher le conflit, à croire les pires choses au sujet du gouvernement et de l'autorité en général, et finalement à ne plus voir dans les protagonistes d'une situation que des "gentils" ou des "méchants" ». Parmi les « méchants », on retrouvait les forces américaines au Vietnam, le « complexe militaro-industriel » et la CIA, tandis que les « gentils », aux yeux des médias, étaient probablement les communistes, pour qui, insiste sardoniquement Braestrup du début à la fin, on ne tarissait ni d'éloges ni d'attentions. Sa vision de l'avenir « suggère une persistance dans la légèreté stylistique en vogue, menant tout droit à des mesures difficiles, à moins que la direction des médias ne prenne elle-même les mesures qui s'imposent, que des autorités extérieures – les tribunaux, la Commission fédérale des communications, voire le Congrès – n'en viennent à administrer elles-mêmes leurs propres remèdes. » Cette proposition se trouve reprise dans l'appel de John P. Roche en faveur d'une enquête du Congrès, ainsi que dans les avertissements subséquents de la Commission trilatérale évoqués plus haut [98].

La thèse de Braestrup et de la Freedom House s'articule autour de deux points essentiels : (1) la couverture de l'offensive du Têt illustre l'incompétence des médias et leur « attitude frondeuse » ; (2) pour avoir dépeint une victoire américaine comme une défaite, les médias portent la responsabilité du délitement de la détermination américaine et, par voie de conséquence, de la défaite des États-Unis au Vietnam. C'est le second point de cette thèse qui porte toute la charge émotionnelle et qui lui a valu sa position cruciale dans l'élaboration du cadre qui allait par la suite délimiter l'ensemble du débat autour du quatrième pouvoir et des dangers que la puissance qu'il venait de révéler, doublée du fameux « style des années 60 » – cette aversion « irresponsable » pour l'autorité – pouvaient représenter pour la survie même de nos institutions libres et pour la démocratie.

Le premier point de cette thèse est communément admis, y compris par ceux qui réfutent le second. Ainsi, tout en rejetant « la thèse du coup de couteau dans le dos », George Herring n'en observe pas moins ceci : « Que les médias aient été hostiles à la guerre et à Johnson est incontestable, du reste la plupart des reportages sur l'offensive du Têt induisaient en erreur. » Ces « distorsions » des médias ont certes pu contribuer à « une montée de la contestation populaire » contre la guerre, et à une certaine « anxiété du public », précise-t-il, mais ce ne furent pas là les facteurs décisifs de la décision de repli américain et de la recherche de pourparlers de paix par le président Johnson, suite à l'offensive du Têt [99].

En réalité, une simple analyse des faits et de l'argumentaire suffit à démontrer qu'aucun des deux points sur lesquels repose la thèse de la Freedom House ne tient debout. Comme nous allons le voir, l'étude de la Freedom House elle-même invalide le second pour ce qui concerne l'opinion publique, et il est clair que le fil ténu auquel s'accroche encore l'argumentaire pourrait difficilement en soutenir le poids. Quant au premier point, pour s'en tenir strictement aux questions de compétences professionnelles

dans la couverture des faits disponibles, dans des circonstances difficiles et particulièrement troublées, si la performance des médias n'avait rien d'admirable, elle était au moins acceptable et, sans même aller au-delà du matériel disponible, dans l'ensemble plutôt meilleure que les comptes rendus internes des autorités militaires et des services secrets. Mais si on élargit plutôt la réflexion à des questions de la nature de celles évoquées plus haut – à savoir, si l'on juge les médias à l'aune des critères qui nous sembleraient les plus appropriés s'agissant, mettons, de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS –, nous constatons qu'en réalité les médias peuvent être pris à défaut, certes, mais précisément dans les termes que le modèle de propagande nous permettait d'anticiper. L'exemple par excellence, que la Freedom House et d'autres critiques de la droite la plus chauvine de l'éventail politique avancent comme le plus solide fondement de leurs accusations, révèle en réalité l'extrême opposé de ce qui est avancé – à savoir une remarquable illustration supplémentaire de la totale soumission des médias au système de propagande d'État [100].

L'étude de la Freedom House offre elle-même une profusion d'exemples qui permettent aussi bien d'établir de telles conclusions que de réfuter point par point ses propres allégations spécifiques. Étant donné le rôle majeur que cette étude et les thèses qu'elle est supposée avoir démontrées ont joué dans l'évolution récente de l'idéologie, nous porterons une attention particulière à l'abîme qui sépare ses interprétations et raccourcis de l'ensemble de la documentation qu'elle évoque ou présente [101]. Une bonne part des commentaires et des raccourcis déforment considérablement le contenu des documents cités, lorsqu'ils ne relèvent pas de la falsification pure et simple. L'analyse, truffée de sarcasmes cyniques du début à la fin, s'effondre complètement sitôt qu'on la compare aux documents eux-mêmes. Une fois corrigés les innombrables erreurs, approximations et autres commentaires inappropriés, il ne reste plus rien de l'idée de départ de la Freedom House. Quant aux allusions sardoniques à un « journalisme d'hommes de paille », aux

« sources unilatérales de CBS », etc., faisant référence aux prétendus méfaits des médias, elles sont parfaitement déplacées. En lieu et place de ces sources, ce sont systématiquement « les sources unilatérales de la Freedom House » que l'on discerne.

Avant d'entrer dans les détails, il nous faut relever soigneusement les présupposés d'ordre contextuel qui sous-tendent cette enquête. Nous avons vu que, pour Braestrup et la Freedom House, les « alliés » sont les Américains, le gouvernement client du Sud-Vietnam et les diverses troupes annexes (mercenaires pour la plupart) levées par les États-Unis, à savoir Sud-Coréens, Thaïs, Australiens, nationalistes chinois et autres. Par « Sud-Vietnamiens », on entend notre gouvernement client et ses forces armées, organisées, équipées, entraînées et dirigées par les États-Unis – mais ni le FNL ni les indigènes qui le soutenaient, bien que le gouvernement n'ait jamais eu le moindre doute sur le fait que notre régime client ne disposait absolument d'aucun soutien populaire, tandis que ses opposants représentaient au Sud-Vietnam une puissante force *politique*. Les spécialistes du gouvernement eux-mêmes reconnaissent qu'en outre aucun règlement pacifique du conflit n'était inenvisageable à l'époque. Que les États-Unis aient été parfaitement en droit de mener des opérations militaires à travers tout le Sud-Vietnam pour éliminer le FNL et anéantir la société paysanne au sein de laquelle il était fortement enraciné, que l'objectif final ait été la démocratie et l'autodétermination, et que leurs forces aient apporté « protection » et « sécurité » aux paysans sud-vietnamiens sont des évidences sur lesquelles il n'est même pas question de revenir dans la version de Braestrup et de la Freedom House. Aucun a priori patriotique ou cliché n'y est jamais remis en cause – ni même soupçonné, tant ce genre de doctrine y est profondément enracinée. Parallèlement, le fait que la couverture médiatique étudiée ne soit jamais considérée qu'au travers de ces axiomes patriotiques passe totalement inaperçu. On voit d'ailleurs mal comment l'enquête de la Freedom House pourrait simplement percevoir son propre parti pris fondamental pro-gouvernemental dès

lors que tous les a priori de la doctrine d'État y sont parole d'évangile. Il y a bien ici une certaine « irresponsabilité », comme dirait Braestrup – encore que ce ne soit pas précisément celle qu'il perçoit. Au contraire, on constate que Braestrup adopte ce que nous évoquions au chapitre III sous le terme d'« agenda patriotique » d'une manière bien plus « irresponsable » que les médias mêmes qu'il condamne. De fait, ainsi que nous le démontrons au chapitre I, la fonction de « contre-feu » d'institutions telles que la Freedom House est bien de veiller à ce que la presse ne sorte jamais des limites de cet ordre du jour patriotique.

L'offensive du Têt débuta le 21 janvier 1968, lorsque les troupes régulières nord-vietnamiennes (ANV) assiégèrent la base militaire américaine de Khe Sanh à proximité du 17e parallèle. L'on n'allait pas tarder à comprendre que l'objectif était d'éloigner les forces américaines des centres les plus peuplés, et de ce point de vue l'objectif fut atteint car le général Westmoreland déplaça immédiatement toutes ses unités de combat vers le nord. Le 31 janvier, toutes les plus grandes villes ainsi que trente-six chefs-lieux sur quarante-quatre et un grand nombre de bourgades furent attaquées en même temps par les résistants du FNL et quelques éléments de l'ANV. Les conséquences de cette attaque sont brièvement résumées par Wallace Thies dans son étude très érudite de la stratégie américaine de « rétorsion contre Hanoi » : « Bien que l'état-major américain ait prétendu plus tard que l'offensive avait été anticipée et que le grand nombre de victimes parmi les attaquants devait être considéré comme une grande victoire pour les alliés, l'offensive était en fait un revers militaire du côté américain. Pour parer au danger dans les provinces du Nord et prévenir à Khe Sanh une défaite à la Dien Bien Phu, la moitié de chaque bataillon opérant au Sud-Vietnam fut redéployé en un seul corps d'armée [dans le Nord] ; le reste, ainsi que le gros des unités de combat ARVN [Armée régulière du Vietnam, sous l'autorité du régime de Saigon] restaient sur place, défendant les villes contre l'éventualité d'une seconde vague d'attaques. Dès lors les zones rurales ne purent tenir contre le FNL. Le programme de pacification fut totalement démantelé et, quelque lourdes

qu'aient pu être les pertes du côté RDV/Vietcong au cours de l'assaut initial, elles furent largement compensées par les troupes qui purent être levées dans les zones rurales au cours des semaines qui suivirent [102] » [I].

L'International Voluntary Services (IVS), qui était très investi dans les zones rurales, retira la plupart de ses conseillers agricoles dès les premiers mois de 1968, invoquant les « conditions de sécurité ». En février, un volontaire expliquait : « Le nombre d'endroits où nous pouvons placer du personnel sans le mettre en danger a considérablement diminué ces derniers mois. » « Nous étions tous au courant que la sécurité dans le pays ne cessait de se dégrader », ajoutait un autre, ce qui contredit complètement les évaluations optimistes du haut commandement et de Washington, que relayèrent les médias à peine sceptiques, jusqu'au lendemain de l'offensive. Un sénateur sud-vietnamien estimait qu'après celle-ci le gouvernement contrôlait à peine « un tiers du pays [103] », le reste étant aux mains du FNL, une estimation que confirment les rapports des services de renseignements – selon Kolko, en sous-estimant le succès des campagnes de terreur américaines, qui décimèrent l'infrastructure du FNL dans les zones rurales, ces estimations étaient de fait bien trop « pessimistes » [II].

L'offensive du Têt plongea Washington dans « un mélange confus de trouble et d'hésitation », observa le sous-secrétaire à l'US Air Force, Townsend Hoopes : « elle rendit à tous l'étrange service de se reconnaître les uns les autres entre oppositionnels et sceptiques, en un éclair » – au sein même du Pentagone. Tandis que Westmoreland s'enferrait dans

I. Cette analyse, à laquelle il est fréquemment fait référence dans la littérature universitaire, est pour le moins éloignée des conclusions de Braestrup, décalage que ce dernier attribue, selon Porter, à un consensus d'historiens sans la moindre référence. Citant parmi d'autres McGarvey, l'analyste de la CIA, Porter ajoute que « bien peu d'historiens indépendants » oseraient mettre en avant les conclusions de Braestrup ou ses analyses des objectifs communistes.

II. On comprendra que, du fait de semblables conclusions, Kolko apparaisse (dans la logique de la Freedom House s'entend) comme un supporter « optimiste » des objectifs américains. En réalité, c'était plutôt le contraire, ce qui une fois de plus illustre l'absurdité des a priori de la Freedom House – ou, plus exactement, l'absurdité de leur adhésion aveugle aux doctrines de la propagande d'État [104].

des déclarations optimistes bancales alors que la démonstration venait d'être faite, et de manière écrasante, que malgré les attaques dévastatrices des États-Unis contre les populations rurales le FNL demeurait profondément enraciné dans le Sud, la réaction dans les hautes sphères de Washington était quelque peu différente. Résumant l'impact de l'événement, George Herring observe, en privé : « Johnson et ses conseillers restaient sous le choc de la soudaineté et de l'ampleur de l'offensive ; [...] et les évaluations des services de renseignements étaient autrement plus pessimistes que Westmoreland. [...] Une "ambiance sinistre" planait sur les discussions de la Maison-Blanche, déclarerait plus tard [le général Maxwell] Taylor ; et le général [Earle] Wheeler [chef du haut commandement de l'état-major] comparait l'atmosphère à celle qui avait suivi la première bataille de Bull Run. » [105]

Le général Wheeler déclara : « Dans une large mesure, le VC [Vietcong] contrôle désormais toute la campagne », la situation étant particulièrement préoccupante dans le delta du Mékong. Un groupe d'analystes du Pentagone en arrivait à la conclusion suivante : « Notre contrôle de la campagne et notre capacité de défense des zones urbaines sont presque entièrement revenus au niveau d'avant août 1965 », à l'époque où, selon Westmoreland, la guerre était perdue. Dans les archives du gouvernement américain, un résumé de l'historique militaire de l'offensive dans le delta du Mékong, rédigé en avril 1968, concluait : « L'offensive du Têt dans la IVe Région a eu un effet dévastateur sur le Programme de développement révolutionnaire [programme de pacification]. » Nous verrons plus loin que ces déclarations internes se révèlent considérablement plus « pessimistes » que celles des médias mis à l'index pour crime de pessimisme excessif, en vertu des critères de la Freedom House.

Nous préciserons au passage que dans ladite IVe région (delta du Mékong inclus) ne se trouvaient « aucune unité nord-vietnamienne », comme le reconnut le secrétaire à la Défense McNamara. Or, à en croire l'étude de la Freedom House, « dans la partie la plus méridionale du delta, ce fut un combat de guérilla ARVN contre Vietcong [en réalité

États-Unis contre Vietcong] » et, pour résumer, Hanoi « dut cependant engager des forces considérables (plusieurs divisions) pour des attaques soutenues et planifiées » dans tout le Sud-Vietnam [106]. Ce qui motiva la campagne d'extermination de masse qui fut menée dans les zones rurales du Delta notamment, au cours de la campagne de pacification accélérée post-Têt évoquée plus haut.

Avant même l'offensive du Têt, McNamara avait conclu en privé que la victoire militaire était un objectif déraisonnable et que la conduite de la guerre devait être reconsidérée. Clark Clifford, qui fut amené à le remplacer après la bataille du Têt, avait longtemps partagé de tels doutes. Les documents auxquels il eut alors accès ne firent que les renforcer davantage, de même que les conclusions du « Conseil des sages » réuni à la demande de Johnson afin d'évaluer la situation [107]. Dean Acheson, qui dirigeait ce groupe de « faucons » de longue date issus des élites politiques et financières, partageait le pessimisme de Clifford et « conseilla à Johnson de réduire l'ampleur des opérations terrestres, de diminuer les bombardements, et de chercher par tous les moyens à mettre un terme aux hostilités sans abandonner le Sud-Vietnam ». Le « Conseil des sages », « après un compte rendu complet de divers diplomates et officiers de l'armée, confirma les conclusions d'Acheson. [...] Le consensus, comme le résuma l'un des participants, était le suivant : "Cette guerre ne peut se conclure militairement – il n'y a pas non plus de victoire militaire à en attendre" ». « Par voie de conséquence, Johnson devrait engager la désescalade du conflit. » [108]

On constate qu'à ce stade apparaissent de sérieux problèmes concernant le second point de la thèse de la Freedom House – à savoir que le manque d'engagement des médias était à l'origine de l'opposition du public à la guerre, sapant la détermination du gouvernement, et conduisant les États-Unis à échouer dans leurs objectifs (bienveillants par définition.) Pour établir l'aspect « coup de couteau dans le dos » de la thèse de la Freedom House, il est nécessaire de montrer que l'opinion publique fut poussée à l'opposition par la couverture médiatique et que les médias et

l'opinion publique étaient des facteurs significatifs dans le retournement de la politique gouvernementale. Or aucun de ces deux points n'est défendable.

Pour ce qui est de l'évolution de l'opinion publique, la Freedom House réfute elle-même ses propres thèses. On y trouve tout un chapitre sur les sondages d'opinion, rédigé par Burns Roper, qui démontre, comme le concède Braestrup, qu'il n'existe « aucune preuve d'un quelconque lien direct entre les thèmes dominants dans les médias du début de 1968 et le changement massif de l'opinion vis-à-vis de la guerre du Vietnam en elle-même. » On observe plutôt une « lente migration vers les positions modérées » après la vague de soutien au Président du début et celle « de frustration et de colère contre l'ennemi » au moment de l'offensive du Têt. Un examen attentif des références mêmes sur lesquelles elle se fonde vient saper encore plus radicalement la thèse de la Freedom House. La réponse immédiate à l'offensive du Têt, au moment où l'incompétence et le pessimisme injustifié des médias étaient supposés atteindre leur apogée, fut « une augmentation du sentiment belliciste du public » ; « la réaction immédiate du public fut de soutenir un durcissement de la résistance [de la résistance américaine à l'attaque du Sud-Vietnam par les Sud-Vietnamiens, s'entend] et une intensification de l'engagement américain ». Le sentiment général qui en découlait se résumait à « Bombardez-les à mort ! » Vers fin février et mars, lorsque, selon la version de la Freedom House, les médias commencèrent à murmurer la véritable histoire de la victoire américaine, « se généralisa une réaction très négative à l'encontre de la manière dont le président menait la guerre et de la guerre elle-même, ainsi qu'une opposition marquée à toute action militaire plus agressive ». Mais début février 1968, lorsque l'impact des prétendus « distorsions » et « pessimisme » des médias était à son apogée, l'opinion publique penchait complètement côté « faucons ». Vers fin février, l'opinion publique se rapprocha à nouveau des positions qui prévalaient avant l'offensive du Têt, alors que les médias étaient supposés travailler à la correction de leurs erreurs. Au mois d'avril,

après la fin de l'offensive, et alors que la correction des erreurs était chose faite (bien que seulement « murmurée »), l'opinion bascula radicalement côté « colombes ». Pour les mois d'avril, mai et juin, les sondages étaient revenus aux proportions d'avant l'offensive du Têt. « Dans l'éclairage de cette plus large échelle de temps, il apparaît que l'offensive du Têt ne produisit qu'une vague fluctuation dans un mouvement continu de changement d'attitude à l'égard de notre engagement dans le conflit », un glissement en direction des « colombes » venant après un basculement du côté des « faucons » durant la période de « pessimisme » des médias. Le Têt n'était « qu'un accident de plus » qui « rappelait au public que la guerre tournait mal – que les pronostics optimistes de Washington devaient être pris avec des pincettes – et qui ne fit que pousser davantage l'opinion publique vers des positions anti-guerre dont elle ne cessait de se rapprocher depuis bientôt trois ans… [109] »

Confrontés à cette totale réfutation de l'un des éléments les plus essentiels de leur thèse, sans lequel celle-ci perdait radicalement tout son sens même si le résidu en tenait encore debout, les analystes de la Freedom House se réfugient dans l'idée que, bien que le public ait pu ne pas être affecté par l'attitude perverse des médias, il y eut un effet « sur le "segment leader" de la nation » (Roper) – ce qui est déjà moins risqué dans la mesure où, comme ils en conviennent volontiers, on ne trouve aucun document là-dessus. La conclusion de Leonard Sussman, qui a dirigé l'étude de la Freedom House, est que « l'offensive du Têt, telle qu'elle fut représentée dans les médias, semble avoir eu un bien plus grand effet sur les milieux politiques de Washington et l'administration elle-même que sur le sentiment de la population américaine au sujet de la guerre » [110]. Ce qui signifierait que l'attitude des médias aurait laissé le public indifférent, voire plus farouchement partisan de la guerre, mais aurait induit le gouvernement en erreur – le gouvernement, mais aussi le conseiller du président, Clark Clifford, le « Conseil des sages », issu de l'élite des responsables industriels, politiques, militaires et comptant notamment d'anciens officiers supérieurs de très haut rang, et encore de notoires « accros »

de la presse, tels Dean Acheson, Henry Cabot Lodge, McGeorge Bundy, Douglas Dillon, Robert Murphy, etc. En réalité, ce que l'on nous demande d'admettre, c'est que leur décision d'opter pour un désengagement militaire d'une situation qu'ils percevaient tous comme une impasse ne se fondait ni sur des rapports détaillés d'états-majors militaires ou des services de renseignements ni sur l'ensemble des informations disponibles au plus haut niveau de la diplomatie de Washington, mais simplement sur ce qu'ils avaient pu voir au journal du soir présenté par Walter Cronkite [111].

Autrement dit, nous pouvons considérer comme parfaitement dépourvu de fondement le second point de la thèse de la Freedom House. Celui-ci n'en eut pas moins un impact dramatique, influençant considérablement le « virage à droite » des classes dirigeantes à l'issue de la guerre du Vietnam. Il détermina aussi le cours du débat sur « l'attitude frondeuse » des médias et ses sinistres conséquences. Ce qui nous amène à conclure que, de deux choses l'une, soit les médias n'avaient absolument aucun poids dans l'opinion, soit ils ont continué à évoluer dans les limites du système idéologique convenu, ce qui ne contredit pas moins le premier point de la thèse de la Freedom House. Tout ce qui reste de cette théorie, c'est la possibilité que les médias puissent effectivement être incompétents (voire malveillants), mais néanmoins inopérants. On observe que la thèse de la Freedom House se retrouve elle aussi en butte au « problème de logique » évoqué plus haut au sujet des récriminations visant la télévision : si la télévision est aussi influente qu'on veut bien le dire, les faits montrent alors que, tout au long de l'année 1967, elle « encouragea une majorité décisive de téléspectateurs à soutenir la guerre ».

Afin d'évaluer les lambeaux restants de la thèse de la Freedom House, penchons-nous à présent sur ce que l'on sait de l'offensive du Têt, en tâchant de voir dans quelle mesure les médias déformèrent réellement les faits dans leurs efforts zélés – bien que parfaitement inopérants – pour saper toute autorité.

En se montrant particulièrement peu avares de leur formidable puissance de feu, les forces américaines parvinrent

à reprendre le contrôle des villes et des chefs-lieux. L'ancienne capitale impériale Hué – qui avait été reprise quelques mois plus tôt à sa propre population par les troupes du GVN appuyées par les États-Unis dans un effort désespéré des Américains pour contrer la multiplication de manifestations populaires réclamant la démocratie et un règlement politique négocié du conflit [112] – fut ensuite détruite à 80 % par les bombardements et les pilonnages. Selon le sous-secrétaire à l'US Air Force, Townsend Hoopes, deux mille civils furent ensevelis sous les « ruines pulvérisées ». Les *marines* estimèrent à plus de cinq mille les « pertes communistes » tandis que Hoopes affirmait de son côté qu'une part considérable des mille partisans communistes qui avaient pris la ville étaient parvenus à en réchapper. Ces chiffres donnent une idée de ce qu'on appelait « pertes communistes ». En mai, l'USAID [l'agence fédérale pour le développement international] estimait que les corps de près de quatre mille civils avaient été abandonnés dans les ruines de la ville, victimes pour la plupart de la puissance de feu américaine [113].

Dans le delta du Mékong, « l'artillerie et les frappes aériennes rasèrent complètement la moitié de My Tho, une ville de quatre-vingt mille habitants ; et la ville de Ben Tre, comptant cent quarante mille habitants, fut anéantie au prétexte que, comme le déclara un colonel américain, offrant l'une des expressions les plus reprises de toute la guerre, "Il nous fallait détruire la ville pour la sauver" [114] ». Le haut commandement reconnut que « l'ennemi » était en grande majorité FNL, et non nord-vietnamien. Le nombre de tués et le nombre de prisonniers étaient cinq fois supérieur au nombre d'armes récupérées, ce qui indique clairement qui « l'ennemi » était en définitive. Le secrétaire à la Défense McNamara estima les forces ANV à environ cinquante à cinquante-cinq mille hommes à la fin de l'année 1967, pour la plupart dans les régions Nord, plus quelque dix mille hommes intégrés aux unités de combat vietcong, un total approximativement équivalent aux effectifs mercenaires de pays tiers, majoritairement coréens, mobilisés par les États-Unis pour prendre part à leur invasion du Sud-Vietnam, et correspondant à environ 10 % des forces américaines – plus

d'un demi-million d'hommes à l'époque. Ces chiffres ne comptent pas les forces considérables engagées dans l'attaque du Nord-Vietnam et du Laos depuis la mer et les bases arrières en Thaïlande, aux Philippines et à Guam, et dont les méthodes de destruction étaient de loin les pires de tout ce qu'on pouvait voir à l'époque en Indochine [115]. (Les premiers mercenaires coréens furent débarqués en janvier 1965, tandis qu'on comptait déjà sur place, depuis mi-1964, « plusieurs centaines » de soldats taïwanais, outre « un nombre considérable de soldats détachés de l'armée de Tchang Kaï-Chek stationnée à Taïwan », peut-être déjà sur le terrain dès 1959, mais sans aucun doute opérationnels sous l'administration Kennedy, le plus souvent déguisés en Nung, une minorité ethnique d'origine chinoise des montagnes du Vietnam, employés à des missions de sabotage au Nord et des opérations de combat au Sud.)

L'offensive du Têt, outre qu'elle réduisit Washington à une déprime pathétique et amena les élites à se ranger à l'idée qu'il n'y avait plus aucune perspective réaliste de victoire militaire au Vietnam à un coût acceptable pour les États-Unis, ainsi que nous l'avons vu plus haut, transforma surtout radicalement les reportages et commentaires médiatiques, qui commencèrent alors à refléter l'évolution des opinions de l'élite. Sur le terrain, les correspondants américains pouvaient offrir un témoignage de première main, donnant une vision pour le moins différente de la version aseptisée, recomposée et présentée sous le contrôle des autorités militaires. Au pays, le commentaire des médias reflétait l'opinion des élites en ce qu'il reconnaissait que les pronostics optimistes qui avaient été relayés depuis Washington avec un scepticisme minimal étaient erronés, et que c'était en réalité une guerre longue et âpre qui s'annonçait.

Pour autant, ni les reportages sur le vif ni les commentaires en studio ne transgressèrent jamais les limites convenues du système de propagande d'État. En couvrant les combats de Ben Tre et de My Tho dans le delta du Mékong par exemple, la presse observait que l'infanterie américaine y participait, tandis que les villes étaient pulvérisées par les bombardiers américains, les canons des hélicoptères, les

vedettes de la marine et le feu de l'artillerie, pour en extirper le Vietcong – à savoir des résistants « qui probablement vivaient parmi les habitants », selon l'expression d'un officier américain cité par Bernard Weinraub. Loin de s'indigner, les reportages commentaient la nécessité évidente de recourir aux chasseurs bombardiers et aux canons des hélicoptères pour « faire sauter la ville », particulièrement les quartiers les plus pauvres et les plus peuplés, « pour épargner les autres quartiers de la ville et les vies de milliers de personnes… » (Lee Lescaze) – des milliers de personnes dont les vies n'étaient d'ailleurs pas menacées par les résistants du FNL qui vivaient parmi eux, mais par les forces américaines qui les « protégeaient » du FNL en bombardant la ville. À cause du Têt, explique Weinraub, « la protection de Ben Tre se trouvait réduite ». Il fut donc nécessaire de faire venir des troupes de la 9e division d'infanterie par hélicoptère, et de mener « des raids de chasseurs bombardiers, et des pilonnages avec des hélicoptères et de l'artillerie » pour « protéger » Ben Tre, qui « était depuis longtemps une place forte du Vietcong, […] parfois considérée comme un lieu de villégiature et de repos pour le Vietcong ». Les hameaux alentour « dont on pouvait supposer qu'ils étaient contrôlés par le Vietcong, furent rasés par l'aviation alliée, les attaques d'artillerie et les mitraillages des hélicoptères de combat. » À Ben Tre même, « la place du marché n'est que décombres et, près des maisons éventrées alentour, des femmes en châle assises dans la chaleur de midi pleurent en hurlant ». « My Tho est encore imprégné d'une odeur de mort », la moitié de ses maisons sont détruites – grâce à l'efficace « protection » que la population a reçu de ses défenseurs américains, cela va sans dire [116].

Du début à la fin, il semble on ne peut plus naturel que des troupes qui sont armées, entraînées et équipées par la seule puissance étrangère de la région soient appelés « les Sud-Vietnamiens ». Les résistants indigènes qui vivent parmi la population dans leurs « places fortes du Vietcong » et contre lesquels les États-Unis « protègent » les populations civiles en les bombardant férocement ne sauraient, eux, être considérés comme tels.

Ne perdons pas de vue que nous ne faisons qu'évaluer le point restant de la théorie de la Freedom House, à savoir que, dans leur acharnement contre l'establishment, les médias passaient sous silence la victoire américaine. En réalité, il apparaît qu'ils relataient bien les événements tels qu'ils se déroulaient, mais exclusivement sous l'angle du système de propagande du gouvernement – sans que du reste cette honteuse démonstration de servilité médiatique ait jamais soulevé la moindre critique. On imagine les réactions que susciterait une telle attitude de la part de la presse nazie ou soviétique. De fait, le commentaire final de Braestrup, « une société libre méritait mieux [117] » de ses médias est tout à fait pertinent, mais pas vraiment au sens où l'entend l'étude de la Freedom House.

Ainsi, tout au long de la guerre, le point de vue des médias s'était-il borné à refléter la vision et l'attitude des militaires américains. Un responsable observait par exemple : « La réaction du Vietcong consistait à occuper les hameaux que nous avions pacifiés à seule fin d'amener les alliés à revenir pour les bombarder. Du seul fait de leur présence, les hameaux se retrouvaient détruits. » (*NYT*, 04.04.68) Le même reportage du *New York Times* depuis la province de Binh Dinh – la province « modèle » en matière de pacification – précise qu'il en était déjà ainsi bien avant l'offensive du Têt : « Les mouvements de l'ennemi au cours du mois de décembre – que certains militaires considèrent comme une période de "baisse d'intensité" dans l'évolution du conflit – se soldèrent par une vague de frappes aériennes sur les villages. Des centaines de foyers furent détruits. »

La « résistance » militaire des États-Unis – pour reprendre la terminologie de la Freedom House – prit partout la même forme. Robert Shaplen constata par lui-même qu'à Saigon « une douzaine de quartiers, éloignés les uns des autres de près de soixante ou soixante-dix pâtés de maisons chacun, furent intégralement incendiés, c'étaient presque uniquement des quartiers résidentiels. […] La majeure partie des dégâts était généralement le fait d'attaques à la roquette d'hélicoptères de combat ou de chasseurs bombardiers, bien qu'une partie ait aussi été causée par l'artillerie et les

combats de rue. [...] Une usine de textile moderne de près de dix millions de dollars et comptant quarante mille fileuses mécaniques fut entièrement écrasée sous les bombes, car elle était suspectée d'être une cache du Vietcong [118] ».

Jean-Claude Pomonti, correspondant au *Monde*, observait (à la suite de quoi il fut expulsé du Vietnam, après le directeur du bureau de *Newsweek* à Saigon) : « Le Front [FNL] avait donné la preuve que l'unique moyen d'éliminer son contrôle des banlieues les plus peuplées était la destruction systématique. Pour l'en déloger, l'aviation dut raser intégralement de nombreux quartiers d'habitation. Fuyant les bombardements, dix mille réfugiés se déversèrent dans le centre-ville. [119] »

Charles Mohr, dont la Freedom House cite « sans doute l'un des plus consistants reportages qui aient été envoyés du Vietnam », expliquait que, « dans des villes comme Hué, Vinh Long, Ben Tre et My Tho, une destruction aux proportions ahurissantes était mise en œuvre, lorsque les forces alliées encerclées se décidaient à détruire les forces assaillantes Vietcong en détruisant les endroits qu'elles avaient occupés. » Il cite un responsable américain en poste à Saigon, selon lequel « le gouvernement a récemment gagné des batailles, mais il est important de voir comment il les a gagnées. Au départ, le Vietcong était arrivé à prendre et à tenir la quasi-totalité de certaines villes, à l'exception de la base militaire américaine et d'une position sud-vietnamienne [120] ». Par « le gouvernement », le lecteur est supposé comprendre le « Gouvernement du Viêt Nam », qui avait « gagné » grâce à la puissance de feu et aux troupes américaines.

Ce n'est ici qu'un exemple, mais la version du gouvernement selon laquelle l'offensive du Têt avait été une défaite pour les communistes fut largement diffusée, bien que la perception initiale des responsables du gouvernement d'une victoire du Vietcong se situe bien au-delà de ce qui vaut aux médias l'accusation classique de crime de « pessimisme ». « Les journalistes acceptèrent assez unanimement la version officielle, qui donnait le Têt pour une défaite militaire des Nord-Vietnamiens et du FNL », conclut Daniel Hallin dans

son étude de la presse et de la télévision. Walter Cronkite, notamment, qui dès le 14 février annonçait sur CBS : « Tout d'abord et sans détour, le Vietcong vient de subir une défaite militaire. [121] » Purement et simplement.

Tout cela cadre assez mal avec la thèse de la Freedom House, ou ce qu'il en reste, selon laquelle jusqu'à fin février les médias montrèrent la défaite de l'ennemi comme « une défaite pour les alliés », « poussant des cris d'orfraie » pour ne reconnaître qu'à partir de la fin février, « en un murmure », que ce n'était pas tout à fait exact, la télévision se montrant au-dessous de tout, avec Walter Cronkite en grand criminel [1]. Cette incompétence crasse, voire cette malveillance, était la plus indéniable illustration de « l'irresponsable promptitude [...] à croire les pires choses au sujet du gouvernement ou de l'autorité en général ». Dans le monde réel, c'était en fait exactement le contraire. Ainsi s'effondrent les derniers vestiges de la théorie de la Freedom House, à une critique près, dont nous pourrons prendre toute la mesure dans les annexes : la couverture médiatique était techniquement incompétente.

D'aucuns pourront néanmoins insister que la question de savoir « comment ils ont gagné » dans l'idée du responsable américain cité plus haut n'est pas moins importante que celle de savoir « qui a gagné », si l'on veut prendre pleinement conscience de ce que fut véritablement l'offensive du Têt. Une telle idée ne traversa cependant jamais l'esprit de Braestrup ni celui d'aucun de ses associés de la Freedom House, pas plus à l'époque que dans leur étude. Prenez un spécialiste des sciences politiques comme Milton Sacks, grand spécialiste du Vietnam et ex-conseiller du GVN, chaleureusement congratulé pour avoir « offert une perspective historique » à l'étude de la Freedom House [122]. En 1968, il écrivait, sans plus de commentaires : « En termes conventionnels, il semble clair désormais que les communistes ont subi une défaite militaire dans leur

1. Nous revenons dans l'annexe IV (*infra*, p. 488), sur les preuves avancées par Braestrup, en comparant les faits à la version qui en est donnée, y compris dans le reportage de Cronkite.

offensive du Têt. Ils ont versé pour rien le sang de milliers de leurs soldats sans pouvoir arracher définitivement une seule province ou chef-lieu d'importance. [123] »

À l'inverse, les responsables du gouvernement furent très impressionnés que le FNL et l'ANV aient pu occuper ainsi de vastes territoires dont on avait cru jusque-là s'être assuré le « contrôle », mais qui basculèrent en bloc avec le programme de pacification et qui ne purent leur être repris qu'au prix d'attaques plus destructrices et plus violentes encore, lancées contre les populations civiles du Sud-Vietnam. De fait, on craignit qu'il ne finisse par devenir difficile de convaincre le bon peuple que les communistes étaient en réalité les véritables responsables des massacres et des destructions des forces américaines. Le problème, tel que l'exposait Marc Riboud, correspondant à Hué pour *Le Monde*, était que la population semblait moins admirative du comportement de l'ARVN que de celui de l'ANV ou du FNL, tandis que la rancœur et une profonde amertume s'accumulaient à l'encontre des Américains, dont les « bombardements aveugles et systématiques » avaient fait de Hué « une ville assassinée ». Cette réaction pouvait aussi découler de la profonde amertume et de la rancœur qu'avait laissées le souvenir de la prise de Hué quelques mois plus tôt par l'ARVN appuyée par les États-Unis. Un volontaire du Service international, cité dans *Newsweek*, déclarait : « Aussi difficile à croire que cela puisse paraître, je n'ai pas rencontré à Saigon ni dans le Delta un seul Vietnamien qui tienne grief au Vietcong des événements des deux dernières semaines. » Montrant le même étonnement face à cette inexplicable réaction, l'envoyé spécial de *Newsweek* expliquait dans son dernier reportage sur la période du Têt : « Curieusement, de surcroît rares sont ceux qui pointent un doigt accusateur sur les Nord-Vietnamiens. "Lorsque les Nord-Vietnamiens étaient là, disait un étudiant, ils étaient polis et très disciplinés, rien à voir avec les troupes gouvernementales, les Américains ou même les Vietcong." »

« L'idéal serait que les Vietnamiens reprochent aux communistes plutôt qu'aux Américains l'ensemble des dommages qui ont pu être causés », expliquait, depuis Hué, Don

Webster le 12 février, en pleine reconquête de la ville par les *marines*. Deux jours plus tôt, John Lengel écrivait : « Il est toujours impossible d'évaluer l'ampleur des dégâts. [...] Mais bien peu d'observateurs qualifiés voient la dévastation de Hué se retourner contre les communistes. Ils voient comme leur plus grand espoir un programme massif et immédiat de restauration, doublé d'un programme psychologique de choc reportant toute la faute sur les communistes [124] ». Ce programme de guerre psychologique fut effectivement mené sur place, bien que les médias ne l'aient jamais désigné comme tel.

Quant à Braestrup, il place le mot « dévastation » en italiques afin de mieux souligner la mauvaise foi du parti pris anti-américain des médias, un choix qui se dispense de commentaires.

Tandis que les médias américains s'écartaient aussi peu que possible des limites imposées du système de propagande d'État, d'autres, ailleurs, s'en trouvaient dispensés. Tels par exemple les correspondants du *Monde* cités plus haut, ou le photo-reporter Philip Jones Griffiths, qui concluait de ce qu'il avait pu voir sur place que les milliers de victimes civiles de la reconquête de Hué avaient « été tuées par l'utilisation la plus hystérique qu'on ait jamais vue de la puissance de feu américaine » puis présentées « comme victimes d'un massacre communiste » [125] [sur la couverture des événements de Hué, *infra*, annexe M].

Pour saisir pleinement la nature des accusations de la Freedom House, on peut essayer d'imaginer comment l'étude diligentée par John Roche aurait pu procéder. Qui d'autre se trouvait impliqué dans les graves inductions en erreur dénoncées par la Freedom House ? Au banc des accusés, incontestablement, le général Westmoreland et le commandement américain de Saigon pour leurs premières estimations de victoires vietcong, mais aussi William Bundy, assistant au secrétariat d'État aux Affaires extrême-orientales pour son extrême pessimisme. L'offensive du Têt était, disait-il, en train « de retourner le Sud, spécialement dans la zone de pacification ». Il allait même jusqu'à conclure : « Les Sud-Vietnamiens sont foutus. [...] Ils se sont fait avoir »

– ici, « Sud-Vietnamiens » exclut, comme toujours, les Sud-Vietnamiens qui défendaient leur pays contre une invasion américaine. Ces conclusions, qui abondent dans le sens de l'imposture des médias dénoncée par la Freedom House, se fondaient, non pas sur la presse, mais sur « les rapports de responsables sur le terrain au Vietnam », lesquels devraient logiquement être mis en cause [126]. Dans la même mesure, Lyndon Johnson était coupable, puisqu'il semblait « jusqu'à un certain point "psychologiquement vaincu" par la menace qui pesait sur Khe Sanh et la prise méthodique des villes du Vietnam », comme le conclut Braestrup lui-même [127]. Il en va de même des conseillers civils de Johnson, de « l'ambiance sinistre » qui régnait parmi eux et la comparaison avec la « bataille de Bull Run » ; *idem* pour l'auteur du document officiel du gouvernement, le résumé de l'historique militaire de l'offensive dans le delta du Mékong cité plus haut ; *idem* pour Dean Acheson et les autres membres du « Conseil des sages » qui demandèrent une réorientation du conflit, à cause, bien sûr, de ce même « pessimisme injustifié » pour lequel la Freedom House incrimine les médias. *Idem* enfin pour l'ambassadeur Ellsworth Bunker, qui rapporta que l'offensive « avait pour l'instant brisé net l'effort de pacification », de même que pour le conseiller ès pacification lui-même, qui inscrivit dans son rapport que, dans sa fameuse région « exemplaire », la « pacification brille par son absence » [128].

D'autres suspects apparaissent encore dans les *Pentagon Papers*, tel le général Wheeler qui, le 27 février – alors que Walter Cronkite ruminait ses spéculations sur « l'impasse » qui allaient soulever l'ire de la Freedom House – résuma pour le Président la situation en ces termes : « L'ennemi opère relativement librement dans les campagnes, recrutant probablement massivement et sans doute facilitant l'infiltration d'unités et de personnel de l'ANV. Il semble devoir se remettre rapidement ; il est ravitaillé en conséquence ; et s'efforce d'assurer les acquis de son offensive du début de l'année. [...] L'ARNV se trouve actuellement dans une position défensive autour des centres urbains et on voit mal comment elle va pouvoir tenir sous une pression accrue.

L'attaque initiale s'est presque vue couronnée de succès en une douzaine d'endroits où la défaite n'a pu être évitée que par l'intervention *in extremis* des forces américaines. Pour tout dire, il s'en est fallu de très peu. Il ne fait pas le moindre doute que le programme RD [de pacification] en a pris un sacré coup. [...] Dans une large mesure, le VC contrôle désormais les campagnes. [...] MACV estime que des unités américaines vont devoir être déployées dans pas mal d'endroits pour assister et encourager l'armée vietnamienne à sortir des villes et agglomérations pour réinvestir le pays. C'est particulièrement le cas de la région du Delta. »

Les reportages que raille Braestrup étaient rarement aussi pessimistes que le président du haut conseil des chefs d'état-major, dont le résumé de la situation conduisit le Président à exiger « la mise en place d'une réévaluation complète et détaillée de toute la stratégie et de l'engagement américain au Sud-Vietnam », expliquent les analystes des *Pentagon Papers* [129].

Mais on peut aussi enquêter du côté de la CIA, qui, elle aussi, contribua grandement au déclin des « institutions libres », par son pessimisme s'entend. Une note interne de la CIA, datée du 1er mars et probablement influencée par Walter Cronkite, exprimait de sérieux doutes au sujet du GVN et de l'Armée régulière du Vietnam, annonçant qu'ils risquaient de cesser « de fonctionner efficacement dans différentes parties du pays » de sorte que « pratiquement toute la responsabilité de la guerre retomberait sur les troupes américaines ». Tout comme Cronkite quelques jours plus tôt, les responsables de la CIA n'auguraient « rien de mieux qu'une impasse » dans les mois à venir. L'analyse des stratégies du Pentagone concluait : l'offensive « semble avoir définitivement tué le programme [de pacification] ». Tirant eux-mêmes les conclusions que Braestrup attribue faussement aux médias [*infra*, annexe IV], ils estimaient que « notre contrôle des campagnes et notre capacité de défense des zones urbaines sont à présent revenus au niveau d'avant août 1965 ». C'est à cause de cette situation vertigineuse – de ce refus de constater les victoires américaines, selon

Braestrup – qu'ils finirent par opter pour ce qui, plus tard, devait être appelé « vietnamisation » du conflit.

Les analystes civils du Pentagone devraient eux aussi être accusés, non seulement de pessimisme injustifié, mais aussi de certains des autres crimes imputés à la presse. Comme par exemple d'avoir eux-mêmes repris l'idée fort répandue que nous étions en train de détruire le Vietnam afin de le sauver. Quiconque évoque simplement cette phrase s'expose au profond mépris de Braestrup. Il faut encore montrer du doigt le colonel Herbert Schandler, sur le témoignage duquel se fonde Braestrup pour rendre compte de la demande de troupes supplémentaires de Wheeler et Westmoreland. Il était, selon Braestrup, l'auteur anonyme de la rubrique des *Pentagon Papers* sur la question. Il y présente comme « un compte rendu remarquablement juste » un article de Neil Sheehan et Hedrick Smith que Braestrup dénonce comme un archétype de reportage « déformé et incomplet » [130]. Les auteurs de « l'épilogue » aux *Pentagon Papers* doivent eux aussi être dénoncés pour leur pessimiste évaluation post-Têt du « coût de la victoire militaire » et de la nature « illusoire » des progrès avancés.

La catégorie de personnes qui ne constituaient pas une menace pour « les institutions libres » dans l'idée de la Freedom House est en fait étonnamment restreinte, ce qui est en soi assez éloquent.

Il est significatif que la principale critique que l'étude de la Freedom House fasse des médias soit d'avoir été trop « pessimistes ». Un élément de comparaison évident y brille par son absence : les rapports internes décrivant la situation sur le terrain et les analyses des services de renseignements et de la Maison-Blanche – qui étaient, et de loin, nettement plus pessimistes. La logique de l'ensemble des accusations portées à l'encontre des médias par la Freedom House est on ne peut plus révélatrice. Selon celle-ci, les médias dans une société libre, non seulement se doivent d'accepter sans les remettre en cause les principes du système d'endoctrinement d'État, ce que firent les médias tout au long de la guerre (fait flagrant que la Freedom House ne souligne jamais et, semble-t-il, ne remarque même pas),

mais ils doivent en outre s'y atteler avec un enthousiasme et un optimisme qui dépassent largement ceux des services de renseignements, de l'état-major, du « Conseil des sages » de Johnson et de toutes les principales personnalités des milieux militaires, politiques, et industriels, lesquelles tiraient alors toutes leurs informations de l'éventail complet des sources gouvernementales. C'est là une intéressante conception de ce qu'on appelle une « société libre ».

On peut se demander comment l'idée d'une presse libre dans une société libre telle que la conçoit la Freedom House serait perçue par les commissaires soviétiques. Un hebdomadaire à grand tirage, *Ogoniok*, publia une série de longs articles présentant une « vision très sombre » de la guerre en Afghanistan, la dépeignant « en termes crus », parlant du « moral au plus bas et des désertions » au sein des unités afghanes, et du « combat éprouvant des troupes d'élite soviétiques contre les rebelles afghans », sans cacher que des « régions entières de l'Afghanistan sont aux mains des rebelles ». En outre, ces articles « montrent sans détour que l'usage de drogues est fréquent au sein des troupes russes en Afghanistan ». On y trouve des extraits du journal d'un pilote d'hélicoptère décrivant « la vision et l'odeur des corps carbonisés de ses collègues », impliquant que les « pertes d'hélicoptères se sont alourdies » depuis la réception d'un armement sophistiqué en provenance de l'Ouest par les rebelles, des terroristes connus pour se financer grâce à la production de drogues dures à destination du marché international – accusations par ailleurs confirmées par des observateurs occidentaux. Mais il serait inhumain de la part de l'URSS de se contenter de se retirer, sans garanties pour la population, car « un retrait soviétique entraînerait une vague nationale de représailles meurtrières » – comme le redoutent les Afghans cités dans l'un des articles. Celui-ci ne se borne pas à reprendre l'attitude type des médias américains, comme le soulignent les experts. Il va jusqu'à décrire l'attaque de villages soviétiques par les moudjahidins afghans. On imagine la réaction de l'Amérique à une attaque du Vietcong contre des villages du Texas. Cependant, selon les critères de la Freedom House, il est clair que les

éditeurs mériteraient une censure impitoyable pour leur « attitude frondeuse », leur « pessimisme » et leur « légèreté stylistique », avec « toujours la sinistre éventualité, à moins que la direction des médias ne prenne elle-même les mesures qui s'imposent, que des autorités extérieures [au sein même du gouvernement] n'en viennent à administrer elles-mêmes leurs propres remèdes » [131]. Et c'est un fait qu'en 1988 le général Dimitri T. Yakov, ministre de la Défense de l'Union soviétique, appliqua les principes de la Freedom House à une presse soviétique « frondeuse », critiquant vertement les articles parus dans *Ogoniok* et *Literaturnaya Gazeta* pour une présentation de la guerre d'Afghanistan propre à miner le moral de l'armée soviétique, et faisant le jeu des pays de l'Ouest [132].

À la lumière des preuves avancées dans l'étude de la Freedom House, et de tout ce qui y est passé sous silence, les conclusions suivantes semblent raisonnables. Lors de l'offensive du Têt et ses suites, la couverture médiatique demeurait acceptable, parfois même tout à fait valable, au sens le plus étroit du terme. Dans un sens plus large, elle induisait complètement en erreur, car elle était déterminée par les doctrines d'un système de propagande d'État qui ne furent jamais ni remises en cause ni même tenues pour telles, mais qui n'en imposaient pas moins de graves distorsions. Les comptes rendus des médias n'étaient guère moins justes que ceux accessibles au plus haut niveau de la diplomatie internationale de Washington, encore que fréquemment moins alarmistes, peut-être parce que les médias avaient tendance à se soucier trop des déclarations officielles et trop peu des déclarations officieuses. Les reportages pris sur le vif amenèrent les commentateurs sensiblement aux mêmes conclusions que les plus hauts conseillers de Johnson. La manière dont les médias pouvaient couvrir les événements n'avait guère d'impact sur l'opinion publique, sinon peut-être pour attiser son agressivité et, bien sûr, pour instiller toujours plus profondément les partis pris de base, jamais remis en cause, du système de propagande.

Comme nous pourrons le constater dans l'annexe IV, un examen plus approfondi ne peut qu'étayer encore plus

irrévocablement ces conclusions, tout en offrant une démonstration encore plus claire de l'incompétence crasse – pour rester indulgent – de l'étude de la Freedom House qui exerça une si dramatique influence sur toute la période qui suivit.

Nous avons donc répondu à la démonstration des plus implacables critiques des médias et de leur prétendue « attitude frondeuse » à partir de leurs propres arguments, ceux qu'ils avaient eux-mêmes sélectionnés comme les plus solides fondements de leurs accusations. Le modèle de propagande s'en trouve une fois de plus confirmé, résistant avec succès au plus sévère test auquel il puisse être soumis. Il se trouve aussi confirmé par la manière même dont la Freedom House remplit sa fonction de contre-feu, malmenant les médias pour mieux les amener à se conformer davantage aux exigences qu'imposent les objectifs gouvernementaux, par des méthodes qui n'ont que l'apparence de l'intégrité journalistique (sans parler d'intégrité intellectuelle) – le tout, bien sûr, au plus grand bénéfice de la « liberté de presse ».

*

V-5-3. Les accords de paix de Paris

L'offensive du Têt finit par convaincre une large proportion des élites que le coût de l'effort de guerre américain était désormais trop élevé. Lyndon Johnson fit marche arrière. Au cours de ce que le gouvernement appela « un arrêt des bombardements » et que la presse couvrit comme tel, les bombardiers furent déplacés des cibles nord-vietnamiennes vers le Laos, où ils furent chargés de la destruction d'une population rurale parfaitement sans défense vivant en villages disséminés, puis vers le Cambodge où une tâche identique leur fut confiée dans des proportions encore plus épouvantables. Au Sud-Vietnam, les forces américaines mirent en place la violente et destructrice campagne de pacification accélérée post-Têt. Les bombardements y furent intensifiés pour « *accroître les programmes d'assistance aux réfugiés délibérément destinés à priver le VC de ses*

possibilités de recrutement » sur ordre de Robert Komer, directeur de la pacification en avril 1967 [133]. Le programme Phoenix fut lancé, avec pour objectif la destruction par la terreur de « l'infrastructure » du FNL. L'on se déchargea sur les forces vietnamiennes, armées et commandées par les États-Unis, du fardeau des combats sur le terrain, et l'on organisa le rapatriement des conscrits américains, attitude typiquement coloniale qui se bornait à reproduire celle des Français lors de leur tentative de reconquête de l'Indochine. Enfin, les États-Unis acceptèrent de se plier à un règlement diplomatique du conflit, sans pour autant renoncer à leurs objectifs : faire barrage à toute velléité de réunification du Vietnam et conserver l'Indochine, exception faite du Nord-Vietnam, à l'intérieur de la sphère américaine.

Ces ambitions étaient largement en dessous de l'objectif que les États-Unis avaient visé dans la région. Vers la fin des années 1950, Washington rêvait encore d'une réunification du Vietnam sous la houlette d'un gouvernement anticommuniste. Aussi le gouvernement mis en place par les États-Unis – le GVN, Gouvernement du Viêt Nam – se considérait-il comme l'autorité légitime de tout le Vietnam et se déclarait tel dans le premier article, inamendable, de la Constitution. Mais vers la fin des années 1960, sinon plus tôt, la mainmise sur l'intégralité de l'Indochine, à l'exception du Nord-Vietnam, semblait ce que l'on pouvait encore espérer de mieux. Nous avons vu que les opportunités en faveur d'un règlement diplomatique pacifique de la crise avaient toujours existé, mais avaient toujours été repoussées car elles pouvaient compromettre l'objectif premier des États-Unis : la préservation d'un Sud-Vietnam « indépendant » inféodé à eux.

En octobre 1972, les négociateurs à Paris étaient parvenus à dégager les termes essentiels d'un accord : le plan en neuf points. Le président Nixon s'y opposa, et le gouvernement Thieu à Saigon le rejeta dans son intégralité. Nixon voulait gagner du temps, tablant sur un report des négociations après les élections présidentielles de novembre où il aurait davantage de marge de manœuvre [134]. Ce délai permettait

aussi l'acheminement d'importantes quantités de matériel militaire, ce qu'un accord ne manquerait pas d'interdire.

Dès le 26 octobre, s'efforçant de pousser Nixon à signer au plus vite, Hanoi rendit publics les termes de l'accord dans une intervention radiophonique. À Washington, au cours d'une conférence de presse, Kissinger déclara que le programme de Radio Hanoi avait donné, « dans l'ensemble, un compte rendu honnête », précisant cependant que, « comme l'a souligné Radio Hanoi, les autorités en place, du point de vue de la politique tant intérieure qu'étrangère, demeureraient en place » au Sud. Kissinger s'efforçait par là d'insinuer que, d'après le compte rendu honnête de Radio Hanoi, le GVN (les « autorités existantes ») en tant que gouvernement du Sud devraient en quelque sorte s'arranger avec la « partie adverse » dont le statut réel demeurait un mystère. « Ce qu'entendait souligner Radio Hanoi » – à fort juste titre, comme le concédait Kissinger – était cependant pour le moins différent. Textuellement, il s'agissait de reconnaître que « les deux administrations présentes au Sud-Vietnam [à savoir le GVN et le GRP, Gouvernement révolutionnaire provisoire émanant du FNL] seraient maintenues, avec leurs attributions, affaires intérieures et étrangères, respectives ». Un accord ayant été ratifié, les deux parties adverses étaient désormais tenues de se diriger vers une réunification « en procédant pas à pas et par des moyens pacifiques », sans aucune interférence extérieure – c'est-à-dire américaine.

La différence était de taille. Depuis le début de la guerre, l'enjeu même des combats était précisément de déterminer si « les Sud-Vietnamiens décideraient eux-mêmes de l'avenir politique du Sud-Vietnam » comme cela venait d'être explicitement stipulé dans les neuf points en octobre, ou si les États-Unis allaient renforcer l'autorité de leur régime client, le GVN, afin de l'imposer comme unique autorité légitime du Sud, comme l'entendait Kissinger et la version des accords à laquelle il s'était explicitement rangé, une interprétation en parfaite contradiction avec leurs termes mêmes [135].

La déclaration publique de Kissinger affirmant : « La paix est à portée de main », qui ne perdait pas de vue l'échéance des élections présidentielles, était une imposture patente. Ce que cette complète déformation des termes les plus importants du plan de paix dévoilait sans la moindre équivoque était que les États-Unis tournaient délibérément le dos à toute éventualité d'accord et refuseraient de s'y soumettre. Nixon expliqua par la suite : « Nous devions utiliser [cette conférence de presse de Kissinger] pour court-circuiter la manœuvre de la propagande nord-vietnamienne [à savoir la publication des termes des accords de paix] et nous assurer que notre version des accords était celle qui aurait le plus d'impact au niveau du public. [136] » Cet objectif fut largement atteint, les médias reprirent unanimement la version de Kissinger, se gardant de préciser qu'elle était diamétralement opposée à la réalité, bien que cette contradiction fut absolument flagrante pour quiconque se donnait la peine de consulter la documentation la plus accessible sur la question.

Les États-Unis s'employèrent immédiatement à acheminer d'énormes quantités de matériel de guerre à l'attention du GVN, tout en réclamant des modifications substantielles des accords d'octobre. À l'inverse, Hanoi insistait pour que ceux-ci soient immédiatement signés. Les médias, eux, s'en tinrent à la version des faits régulièrement réitérée par Kissinger, qui le représentait pris en tenaille entre deux adversaires irrationnels, Hanoi et Saigon. Suivirent les bombardements de Noël sur Hanoi et Haiphong, qui firent d'énormes dégâts mais causèrent aussi la perte de plusieurs dizaines de B-52 (le nombre exact demeure contesté, mais il est clair que ces pertes furent un choc pour le Pentagone) ainsi qu'une profonde indignation internationale, en dépit de laquelle les médias continuèrent de relayer la version de Washington. Ainsi Stanley Karnow put-il écrire que, « de toute évidence », l'intention première des « bombardements de Hanoi par Nixon » était de « contraindre les Nord-Vietnamiens à revenir à la table des négociations » [137] – une bien curieuse interprétation des faits les plus facilement

vérifiables [1]. Suite à l'échec militaire et politique des bombardements de Noël, le gouvernement américain daigna signer les accords de paix de janvier, dont les termes étaient identiques à ceux qui avaient été repoussés en octobre – et, ce qui est encore plus éloquent, quasiment identiques à ceux des accords qu'avait proposés le FNL au début des années 1960, et qui avaient alors été violemment rejetés par Washington, ce qui amena les autorités américaines à s'engager dans une escalade du conflit dont le but était d'écarter toute possibilité de règlement politique et dont le résultat fut la destruction intégrale de l'Indochine, laissant plusieurs millions de morts et trois pays entièrement dévastés – vu de l'Ouest, un détail de l'histoire.

La comédie jouée en octobre le fut de nouveau en janvier. Dès l'annonce de la signature des accords, le 24 janvier, la Maison-Blanche fit une déclaration officielle et Kissinger donna une conférence de presse très détaillée, au cours de laquelle il expliqua clairement que les États-Unis envisageaient de rejeter tous les points essentiels que l'administration avait signés sous la contrainte, proposant de ceux-ci une relecture qui en violait ostensiblement chacun des points-clés. Une fois de plus, dans une remarquable démonstration de servilité, les médias s'en tinrent strictement à la version de Kissinger et Washington, garantissant ainsi que l'ennemi vietnamien semblerait violer les accords sitôt qu'il y adhérerait.

Ne perdons pas de vue que tout ceci eut lieu à la période même où l'on reprocha aux médias d'avoir atteint des sommets scandaleux d'opposition ouverte à l'autorité de l'État. Penchons-nous donc un instant sur ce qu'il en fut réellement de cette remarquable témérité.

Les accords de Paris enjoignaient « aux États-Unis et à tout autre pays de respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam, tels que reconnues dans les accords de Genève sur le Vietnam de

1. Par ailleurs, Stanley Karnow note que les accords de Paris étaient « sensiblement identiques » à ceux d'octobre, qui, « deux mois plus tard, ne tenaient plus » – pour des raisons sur lesquelles il se dispense évidemment de s'étendre.

1954 » (art. I). En attendant la réunification du Vietnam, vers laquelle on devrait « procéder pas à pas, par des moyens pacifiques [...] et sans ingérence extérieure », la « ligne de démarcation militaire » du 17e parallèle devait être regardée comme « simplement provisoire, et non comme une frontière politique ou territoriale » (art. 15). Au Sud, se trouvaient deux « parties [adverses] sud-vietnamiennes » équivalentes et parallèles, le GVN et le GRP. C'était l'élément central des accords, lesquels spécifiaient de façon très détaillée les différents engagements et responsabilités de chacune des « parties sud-vietnamiennes » concernées. Ces dernières étaient tenues de parvenir par des moyens pacifiques à une réconciliation nationale, dans des conditions de complètes libertés démocratiques, processus au cours duquel « les pays étrangers ne devront imposer aux Sud-Vietnamiens aucune tendance ou personnalité politique » et « les États-Unis devront cesser de s'engager militairement, ainsi que d'intervenir dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam » (art. 9c et 4). « Les deux parties adverses sud-vietnamiennes sont tenues de respecter le cessez-le-feu et de garantir la paix au Sud-Vietnam, de régler tout différend par la voie de négociations, et d'éviter tout conflit armé » (art. 10). En outre, « les deux parties adverses sud-vietnamiennes » s'efforceraient de « réaliser concorde et réconciliation nationale, de mettre un terme aux sentiments de haine et d'inimitié, d'interdire tout acte de représailles ou de discrimination à l'encontre de personnes ou d'organisations ayant collaboré avec l'un ou l'autre bord » et, d'une manière générale, « de garantir les libertés démocratiques du peuple », lesquelles étaient clairement établies, de même que les différentes procédures visant à assurer la réconciliation, et dont étaient garantes « les deux parties adverses sud-vietnamiennes » (art. 11 et 12). Selon les accords, « les deux parties adverses sud-vietnamiennes » étaient tenues de « n'accepter l'introduction au Sud-Vietnam d'aucune troupe, d'aucun conseiller ou personnel militaire, y compris sur le plan purement technique, d'aucune forme d'armement, de munition ou autre matériel de guerre » et se devaient d'exiger un retrait

total de tels personnels sous soixante jours. Dans le même temps, « les deux parties adverses » se devaient de régler « la question des forces armées au Sud-Vietnam [...] sans interférence étrangère » (art. 5, 7 et 13).

Au cours de sa conférence de presse du 24 janvier, Kissinger fut tout à fait clair sur le fait que les États-Unis conservaient le droit de fournir « des techniciens civils attachés à différents domaines militaires » et, tout en retirant leurs troupes à la suite de la signature des accords, les États-Unis s'employèrent à placer ou conserver à leur poste sept mille deux cents « contractuels civils » pour « prendre en charge les tâches de maintenance, de logistique et d'entraînement jusqu'ici dévolues aux militaires américains ». Ils furent placés sous l'autorité d'un général en chef de l'armée américaine, la plupart d'entre eux étant des « retraités de l'armée » [138]. Les clauses des accords concernant les personnels techniques s'en trouvaient annulées de fait, de même que l'engagement solennel des États-Unis de s'interdire toute intervention « dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam. »

Dans son discours du 23 janvier, Nixon annonça que le GVN serait reconnu comme « unique gouvernement légitime au Sud-Vietnam », annulant de fait les articles 9c et 4, ainsi que le principe fondamental des accords : à savoir que les deux « parties adverses sud-vietnamiennes », équivalentes et parallèles, devaient s'engager vers un règlement politique du conflit, sans interférence américaine ou tentative d'imposer aux Sud-Vietnamiens quelque « tendance politique ». Le 24 janvier, dans son « résumé des éléments de base des accords sur le Vietnam », la Maison-Blanche annonça que « le gouvernement de la République du (Sud-)Vietnam serait maintenu en place, reconnu par les États-Unis, sa structure constitutionnelle demeurant intacte et ses représentants inchangés » – la raison de ces précisions étant que ladite « structure constitutionnelle » définissait le GVN comme l'unique gouvernement légitime de la totalité du Vietnam. En outre, cette « structure constitutionnelle » mettait de fait hors la loi la seconde des deux parties équivalentes et parallèles, ainsi que le « neutralisme pro-communiste », et quelque forme d'expression que ce soit « visant à faire

connaître les politiques, slogans ou directives communistes ». Le GVN annonça immédiatement que de telles actions « illégales » seraient éradiquées par la force, tandis que le président Thieu déclarait : « Il s'agit seulement d'un cessez-le-feu, ni plus ni moins. [139] » Au travers de telles déclarations, les États-Unis et leur régime client annulaient *de facto* le principe même des accords de Paris et rejetaient purement et simplement toute clause contraignant « les deux parties adverses sud-vietnamiennes » à obtenir « concorde et réconciliation nationale » par des moyens pacifiques sans recours à la force ni à la répression.

En fait, les États-Unis annoncèrent immédiatement, clairement et sans détours, leur intention de ne tenir aucun compte de chacun des points essentiels du chiffon de papier qu'ils avaient été contraints de signer à Paris.

Kissinger s'efforça de n'en rien laisser paraître au cours de sa conférence de presse du 24 janvier, qui fut intégralement retranscrite le lendemain dans le *NYT* [140]. Il alla jusqu'à prétendre : « Nous avons obtenu des changements substantiels » dans le contenu des neuf points d'octobre, offrant de fait implicitement une justification aux bombardements de Noël. Il soutint aussi que « le seul véritable enjeu de la guerre civile » avait toujours été « de déterminer qui étaient les dirigeants légitimes du Sud-Vietnam » et si l'on pouvait « concrètement considérer qu'il existe un Sud-Vietnam, fut-ce temporairement jusqu'à l'unification ». Il affirma même que, sur ces points précis, les États-Unis avaient d'ores et déjà atteint leurs objectifs, en vertu des « références spécifiques faites à la souveraineté du Sud-Vietnam » et du « droit des Sud-Vietnamiens à l'autodétermination ». Il soutint enfin que les États-Unis avaient aussi atteint leurs objectifs, s'agissant du statut de la ligne de démarcation. Tout cela était parfaitement faux.

Sur tous les points évoqués par Kissinger, les termes des accords reflétaient les positions République démocratique du Vietnam (RDV-Hanoi) et du Gouvernement révolutionnaire provisoire émanant du FNL. Au contraire, les insinuations de Kissinger – qui laissait entendre que les accords donnaient désormais aux États-Unis toute latitude

de reconnaître les représentants du Gouvernement du Viêt Nam comme les « dirigeants légitimes du Sud-Vietnam » – n'étaient pas moins en flagrante contradiction avec les accords qu'il venait à peine de signer que son entêtement à réaffirmer que la « guerre civile » opposait « le Nord et le Sud-Vietnam ». La clause centrale des accords de Paris posait nommément le GVN et le GRP comme « les deux parties adverses sud-vietnamiennes », parallèles et équivalentes, devant évoluer vers une réunification avec le Nord. Celle-ci permettrait l'abrogation de la ligne de démarcation, à laquelle il n'était accordé aucun statut politique. Kissinger entretenait délibérément la confusion entre « souveraineté *du* Sud-Vietnam » et « souveraineté *à l'intérieur du* Sud-Vietnam », laquelle était depuis le début « le seul véritable enjeu de la guerre ». Les accords ne faisaient quant à eux que réitérer les positions de « l'ennemi », à savoir que la question devait être tranchée entre les seules deux parties adverses sud-vietnamiennes, sans aucune interférence extérieure, exactement comme le recommandaient déjà les neuf points [141].

Tout comme en octobre, l'objet de ce fumeux artifice était, selon l'expression même de Nixon, de « nous assurer que notre version des accords était celle qui aurait le plus d'impact au niveau du public ». Une fois de plus, ce fut un succès. Les médias – sans exception aucune à notre connaissance – acceptèrent la version de Kissinger et de la Maison-Blanche comme l'expression du contenu réel des accords, ce qui permettait d'interpréter l'insistance du GRP/RDV sur le respect des termes des accords de Paris comme autant d'efforts pour tenter de s'y soustraire. Ainsi Joseph Kraft, « colombe » libérale, put-il écrire sur ce sujet précis : « La plus grande part de responsabilités revient aux communistes » pour la rupture du cessez-le-feu, car « Hanoi n'a jamais renoncé à l'objectif d'unifier tout le Vietnam » (*Boston Globe*, 02.04.73). Effectivement, Hanoi n'avait jamais renoncé à son objectif de se conformer aux termes des accords de Genève de 1954, lesquels venaient d'être explicitement réitérés dans les accords de Paris de janvier 1973. Son statut de « colombe » lui imposait néanmoins

d'ajouter : « Le président Thieu n'en est pas moins lui aussi responsable » – étant entendu qu'aucune part de responsabilité ne pouvait être imputée à Washington. Kraft donnait alors pour principale cause de la rupture du cessez-le-feu des actions militaires communistes au Sud et des distributions d'équipements, sans en apporter la moindre preuve. Nous verrons que les faits révèlent de tout autres raisons.

À l'extrême libéral de l'opinion américaine, Tom Wicker écrivait : « La diplomatie américaine, qui n'avait jamais accepté les accords de Genève, fut même amenée à insister sur le fait que le Sud-Vietnam était une nation légalement constituée, que venait subvertir et envahir une autre puissance ; et c'est cette analyse qui ressort des documents mêmes qui sont à l'origine du cessez-le-feu. » (*NYT*, 01.03.73).

Vicker reprend ici la version de Kissinger, bien qu'elle soit en contradiction flagrante avec les documents auxquels il fait référence ; ces derniers ne font en réalité que réitérer les positions revendiquées de longue date par le FNL et Hanoi, concernant le statut du Sud-Vietnam.

À la même période, dans la *New Republic*, Stanley Karnow écrit que « le Vietcong considère [le GRP] comme une administration parallèle » (17.02.73), en se gardant bien de souligner que c'est non seulement « le Vietcong », mais fondamentalement *les accords de Paris récemment signés par le gouvernement des États-Unis* qui accordent au GPR un statut strictement équivalent à celui du GVN. Dans *Newsweek*, Stewart Alsop n'hésite pas à proclamer que, si les arrangements de Nixon et Kissinger – si « merveilleusement conçus » – « parviennent à survivre plus ou moins intacts, nous aurons gagné la guerre » – ce qui serait exact dans l'interprétation de Nixon et Kissinger, bien que, dans les termes manifestement dépourvus d'intérêt des accords de Paris, les États-Unis soient supposés avoir renoncé à leurs buts de guerre et avoir accepté les propositions de base de l'ennemi vietnamien. Dans la même parution, *Newsweek* va jusqu'à expliquer que Hanoi avait désormais « accepté la clause entérinant la division du Nord et du Sud par une sacro-sainte ligne de démarcation, reconnaissant

de fait tacitement la légitimité du régime de Saigon. [...] Non moins vitale pour l'administration Nixon était la spécification de la "souveraineté" du gouvernement de Saigon, or, sur ce point aussi, les États-Unis entendaient ne pas se laisser faire. Hanoi a fini par reconnaître que, selon l'expression de Kissinger, "il existe effectivement une entité nommée Sud-Vietnam". Dans une large mesure, le débat sur cette question était précisément tout l'enjeu de la guerre » (05.02.73).

Une fois de plus, on retrouve une version des faits en tous points intégralement et incontestablement fausse – ce qu'une simple mise en parallèle avec le texte auquel elle fait référence mettrait immédiatement en lumière – et cependant parfaitement au diapason de la version des accords falsifiée par Kissinger mais néanmoins tenue pour sacro-sainte par des médias d'une indéfectible loyauté.

Une presse honnête et indépendante eût accueilli la signature des accords de janvier en titrant d'emblée : « Les États-Unis annoncent leur intention de violer les accords signés à Paris ». Une presse normalement documentée n'eût pas manqué de souligner le fait que les accords de Paris incorporaient les principes rejetés par les États-Unis à Genève vingt ans plus tôt, ainsi que les principales revendications du programme du FNL du début des années 1960, lesquelles correspondaient peu ou prou à ce que réclamaient une majorité de Vietnamiens. Or ce sont précisément ces revendications qui avaient poussé les Américains à intensifier leur agression afin de faire barrage à toute velléité de règlement politique du conflit entre Vietnamiens. La presse telle que nous la connaissons, s'en tint strictement à la lecture des accords version Washington et se garda bien de jamais mentionner le fait que cette version en contredisait chaque point essentiel, garantissant de fait la poursuite de la guerre – ce qui ne manqua pas d'arriver. Une fois de plus, en adoptant unanimement la version des faits de Washington, les médias contribuaient pleinement à un accroissement de la violence et des exactions – dans ce cas précis, bien que cette version ait été en flagrante et totale contradiction avec les documents mêmes qu'ils avaient en

main. Quelque recherche qu'on puisse mener, on serait bien en peine de trouver plus éloquent exemple de la totale soumission des médias à l'autorité de l'État.

Les conséquences étaient prévisibles – elles avaient été annoncées dans la « presse alternative » – et furent similaires à celles que les mêmes causes avaient déjà produites. De même qu'au lendemain des accords de Genève de 1954, les communistes, qui venaient de remporter une victoire politique (sur le papier), s'efforcèrent de s'en tenir à un « combat politique », tandis que les États-Unis et leur gouvernement affidé eurent immédiatement recours à l'action militaire pour inverser les termes des accords de Paris. Sur le terrain, au Vietnam, les journalistes les plus intègres rendirent compte de ces événements, particulièrement Daniel Southerland, qui, à l'issue d'une enquête poussée pour le *Christian Science Monitor*, concluait : « Le gouvernement de Saigon s'est rendu coupable d'avoir lancé un bien plus grand nombre d'offensives dans les territoires tenus par ses adversaires », estimant « être en droit, malgré le cessez-le-feu », de reprendre « des territoires qu'il avait perdus en 1972 » (30.03.73) – et Southerland n'est pas le seul à fournir de cela de nombreux exemples. Le gouvernement annonça fièrement au Congrès que « le GVN s'était montré au mieux de sa forme durant la manœuvre consécutive au cessez-le-feu », ajoutant « 770 hameaux à la liste de ceux déjà sous son contrôle », après la signature des accords – et en violation patente de ces derniers, cela va sans dire. Le GVN ajouta ainsi près d'un million de personnes aux régions dont il avait le contrôle, au prix de seize fois plus de munitions que n'en utilisa l'ennemi, et tirant avantageusement parti des nouveaux équipements dont les États-Unis venaient de faire livraison, comme convenu, en vue d'opérations militaires de grande envergure, au nombre desquelles les bombardements massifs de zones contrôlées par le GRP, visant à dissuader les réfugiés de retourner s'y installer comme le prévoyaient les accords [142]. Les médias en tinrent généralement les communistes pour responsables, parfois le GVN, jamais les États-Unis, bien que ces derniers aient d'entrée de jeu annoncé leur intention de violer les accords et n'aient par la suite

jamais caché leur satisfaction face à des actions militaires qui, avec force succès, réalisaient cet objectif.

Lorsque les Nord-Vietnamiens finirent par répondre aux agressions des États-Unis et du GVN, celui-ci s'effondra instantanément, suscitant une profonde indignation de la part du gouvernement et des médias – laquelle est toujours de mise à l'heure actuelle – face à cette démonstration flagrante de la perfidie communiste, qui prouvait bien que leur intention avait toujours été de renverser le gouvernement libre et indépendant du Sud-Vietnam et d'en soumettre la population à la tyrannie communiste, et qui démontrait une fois de plus ce principe fondamental : « On ne peut jamais faire confiance aux communistes. »

Fermement établie par la pleine et entière complicité des médias avec une flagrante imposture gouvernementale, cette profitable leçon ne manqua pas d'être fructueusement mise à contribution toutes les fois que, par la suite, les États-Unis eurent recours à la violence pour parvenir à leurs fins – ce qui ne surprendra personne. Un exemple particulièrement éloquent en fut rapporté dans les médias en août 1987, lorsque les présidents d'Amérique centrale mirent en échec la stratégie de Washington, par l'adoption d'un accord multilatéral dont le principe mettait à mal l'habituel recours à la force des États-Unis, lequel avait jusqu'ici toujours avantageusement compensé leur faiblesse sur le plan politique. L'une des premières actions de sabotage de cet accord fut la convocation par le département d'État de tous ses ambassadeurs en poste en Amérique latine, qui se virent remettre « une copie des accords de Paris de 1973, dont la négociation avait eu pour objet de mettre un terme à l'engagement américain dans la guerre du Vietnam », nous expliquait le *Wall Street Journal*; et de préciser que « le Nord-Vietnam n'avait par la suite tenu aucun compte desdits accords ». Selon le *Wall Street Journal*, cette « regrettable expérience » qui prouvait bien que des accords signés avec des communistes ne valent même pas le papier sur lequel ils sont imprimés n'était pas étrangère au « scepticisme » de l'administration au sujet de cet accord d'Amérique centrale. Des copies des accords de Paris de 1973 furent adressées aux

attachés d'ambassades « afin qu'ils puissent étudier comment des accords aux clauses ambiguës pouvaient être exploités et même ignorés par un gouvernement communiste », expliqua Neil Lewis dans le principal dossier du *NYT*, avec cette précision : « En violation des accords de 1973, le Nord-Vietnam envahit le Sud-Vietnam et unifia les deux parties du pays sous sa seule bannière en 1975. [143] » L'intérêt d'une version de l'histoire méticuleusement révisée par des médias d'une indéfectible loyauté, afin quelle serve au mieux les besoins de l'autorité de l'État, est ici d'une lumineuse clarté.

L'étude détaillée de ces événements nous ramène dans l'ensemble aux mêmes conclusions que précédemment, encore que, de nouveau, le comportement des médias – à l'apogée de leur période de supposées « indépendance » et « attitude frondeuse » – se situe bien au-delà de ce que pouvait laisser présager le modèle de propagande, outrepassant de loin la proportion attendue de soumission aux autorités de l'État pour atteindre des niveaux qui sont normalement l'apanage des États totalitaires. Comme dans les exemples précédents, la servilité des médias a contribué de façon significative à donner l'assurance que l'extermination des populations d'Indochine pourrait se poursuivre sans encombre, et que le gouvernement serait à l'avenir à même de tirer le meilleur parti de son « expérience vietnamienne » – telle que révisée par les médias – dans sa mise en pratique du terrorisme international. En outre, cette remarquable performance des médias aura permis de jeter les bases de l'interprétation d'après guerre de ce que fut « le seul véritable enjeu de la guerre » et de la raison pour laquelle les États-Unis n'avaient pu parvenir à leurs fins, un sujet sur lequel nous reviendrons dans le chapitre suivant.

* *
*

V-6. La guerre du Vietnam en rétrospective

En avril 1975, la guerre prit fin et le conflit, vieux de trente ans, entra dans une nouvelle phase. L'Indochine se trouvait confrontée à des problèmes de reconstruction quasi insolubles, dans une région réduite à l'état de ruines par des armées étrangères après un siècle d'oppression coloniale. En Amérique aussi, les élites devaient faire face à un problème de reconstruction. Mais d'une toute autre nature. Le problème aux États-Unis était la reconstruction de l'idéologie et l'apprivoisement d'une population qui avait cessé de croire à la noblesse d'intention et au désintéressement exemplaire des élites chargées de déterminer l'orientation de la diplomatie américaine. Il fallait vaincre ce que Norman Podhoretz, reprenant Goebbels, appelait des « inhibitions maladives face à l'usage de la force », le fameux « syndrome du Vietnam », que guérirait bientôt, comme l'espérait Podhoretz, le retentissant triomphe des armes américaines à la Grenade [144]. Tout ceci s'inscrivait dans le cadre d'un problème plus vaste, la « crise de la démocratie », perçue par les élites occidentales comme le malaise de populations habituellement passives, amenées à s'investir dans le système politique, et qui en venaient à remettre en cause l'ordre établi et le pouvoir. Il fallait par ailleurs s'efforcer d'empêcher tout rétablissement des sociétés ravagées par l'agression américaine, de sorte que la partielle victoire qu'avait au moins offert leur anéantissement puisse être conservée.

Comme nous venons de le voir, durant la première moitié des années 1960, les médias remplirent loyalement leur fonction au service de la violence d'État, et l'on n'observa aucune opposition populaire significative à l'agression de l'Indochine. De fait, en 1964, les deux tiers des électeurs se prononcèrent en faveur du « candidat de la paix », qui, tout en posant les bases de la rapide escalade belliciste planifiée pour la période post-électorale, les assurait que nous ne voulions aucunement d'une extension du conflit – intéressante illustration de ce que sont véritablement les politiques

électorales dans une société aussi bien dépourvue de réels partis d'opposition que d'une presse critique et indépendante. Néanmoins, l'enthousiasme des institutions idéologiques quant à la rapide escalade de l'effort de guerre des États-Unis pour « voler au secours du Sud-Vietnam » victime d'une « agression intérieure » permit de tenir le public en bon ordre tandis que les troupes d'occupation s'élevaient à plus d'un demi-million d'hommes sur le terrain et semblaient couronnées d'un certain succès, « broyant l'ennemi de toute leur masse brute » malgré un « coût épouvantable », selon l'expression du ministre de la pacification Robert Komer (dit « Chalumeau »), qui allait par la suite devenir un diplomate de haut rang dans l'administration des droits humains [145].

Vers 1967, le vent commença à tourner pour une opinion de plus en plus défiante à l'égard du consensus « fauconscolombes » entre des élites pour lesquelles les problèmes semblaient se résumer à des questions de tactique et d'efficacité, domaines dont le gouvernement conservait l'apanage. Au mois de mai, le secrétaire à la Défense McNamara avait prévenu le Président (secrètement) qu'une expansion de l'agression américaine pourrait « polariser l'opinion au point que les "colombes" américaines deviendraient incontrôlables, avec refus massif de servir sous les drapeaux ou de se battre ou de coopérer, voire pire encore [146] ». À l'époque de l'offensive du Têt, les responsables du haut commandement s'inquiétaient de « notre capacité à faire face à une insurrection généralisée dans les mois à venir ». En planifiant le déploiement de davantage de troupes, ils prirent soin de s'assurer que « des forces suffisantes demeuraient disponibles pour le contrôle de l'insurrection », ce qui incluait « les unités de la garde nationale, déployées sous contrôle fédéral ou par chaque État », en plus des unités de l'armée. Le Pentagone avertit que la demande de levées de troupes supplémentaires avait toutes les chances d'entraîner « une réticence accrue du contingent et un mécontentement croissant dans les villes », ce qui risquait de « provoquer une crise intérieure aux dimensions sans précédent ». Le Pentagone avait déjà exprimé ses craintes qu'une généralisation des combats

à tout le Sud-Vietnam puisse entraîner une énorme vague d'opposition à la guerre parmi les jeunes des milieux défavorisés, les femmes et certaines catégories de l'intelligentsia. « Le spectacle de milliers de manifestants pacifiques confrontés à des troupes en tenue de combat » durant les « énormes manifestations anti-guerre » et la « grande marche sur le Pentagone » d'octobre 1967 mettait particulièrement mal à l'aise – notèrent les analystes des *Pentagon Papers* [147].

Dès le début des années 1970, le retrait progressif de troupes américaines de plus en plus démoralisées entraîna une diminution de la contestation visible mais le « syndrome du Vietnam » ne fut jamais guéri. En 1982, 72 % des Américains (mais un pourcentage infiniment moindre de « faiseurs d'opinion » et, à en juger par nombre d'exemples précédemment évoqués, à peu près personne parmi l'« élite intellectuelle américaine ») percevaient encore la guerre du Vietnam comme « pire qu'une faute : c'était fondamentalement injuste et immoral ». Cette disparité entre le peuple et ses « représentants » perdurait encore lors du sondage de 1986 : la proportion de la population qui considérait la guerre du Vietnam comme « fondamentalement inacceptable et immorale » atteignait encore 66 % ; mais parmi les « leaders » (dont les représentants des organisations religieuses, bénévoles et ethniques), elle était déjà descendue de 50 % en 1978, à 45 % en 1982, pour atteindre 44 % en 1986 [148]. Pour l'éditeur, ces chiffres marquaient seulement « le déclin, avec le temps, de l'impact qu'avait pu avoir l'expérience du Vietnam ». Ils dénotent aussi l'impact du système d'endoctrinement tandis que s'estompent le souvenir d'un événement dont les personnes interviewées ont de moins en moins fait personnellement l'expérience.

Pour les institutions idéologiques, la première chose à faire dans l'immédiat après-guerre était de convaincre la partie la plus indécise de l'opinion que la guerre était « moins un crime, moralement parlant, que l'erreur stratégique prodigieusement stupide d'avoir jeté un demi-million de recrues dans une guerre perdue d'avance » – comme l'expliquait le très estimé correspondant de guerre du *NYT*, Homer Bigart, fustigeant Gloria Emerson pour sa répugnance à se ranger

à un point de vue si complaisamment modéré [149]. Fût-ce au détriment des faits réels, « l'objectif de la guerre » doit être perçu comme la « volonté d'empêcher le Nord-Vietnam d'envahir le Sud-Vietnam » (John Midgley) ; le « véritable ennemi [étant] évidemment le Nord-Vietnam, soutenu militairement et logistiquement par l'Union soviétique et la Chine » (Drew Middleton) [150]. Seul importait le coût, pour les États-Unis, de leur noble tentative. Ainsi Robert Nisbet évoquait-il le « plaisir intellectuel » que lui avait procuré la lecture de cet « ouvrage d'histoire véritablement remarquable » dont un chapitre couvrant les années 1960 « insistait sur la guerre du Vietnam et son impact dévastateur sur les Américains » – manifestement seules victimes dignes d'intérêt [151]. En persuader les élites ne fut jamais un problème puisque telles étaient les conceptions du moment et que d'évidents avantages aussi bien qu'un libre accès aux médias étaient réservés à ceux qui suivaient cette ligne. Le public, néanmoins, demeurait perverti.

Une tâche corollaire fut de soigneusement dissimuler à l'opinion publique les dévastations que les États-Unis avaient légué à l'Indochine. De fait, on trouve fort peu d'évocations de ce sujet, non dépourvu d'intérêt, dans les médias américains ; un véritable exploit, si l'on considère le type et le mode de destruction, et son ampleur. Pour le seul Vietnam, le nombre de morts dépassa probablement les trois millions. Dans un article intitulé « Les études démontrent l'échec des raids américains », Charles Mohr note que la CIA évaluait le nombre de victimes des bombardements du Nord bien au-delà de trente mille morts par an, dès 1967, « avec une forte proportion de civils » [152]. Et en avril 1968, une analyse de la CIA estimait que « quatre-vingt mille ennemis », sud-vietnamiens dans leur grande majorité, avaient été tués au cours de l'offensive du Têt.

Les programmes de destructions des récoltes, à partir de 1961, eurent eux aussi un impact dévastateur. Ils incluaient l'épandage aérien de produits chimiques, des opérations au sol de destruction de vergers et de digues, et l'anéantissement des terres fertiles par des tracteurs géants, les « Charrues de Rome », qui « ravageaient intégralement les

régions agricoles, y compris de vastes réseaux de rizières, des villages de paysans et des zones d'habitation rurales entières », laissant le sol « nu, gris et sans vie », selon les termes d'un rapport officiel cité par Arthur Westing, qui compare ces opérations à la destruction « moins efficace » de Carthage au cours des guerres puniques. « La combinaison des conséquences écologiques, économiques et sociales des opérations de guerre au défoliant a été considérable, et en venir à bout prendra plusieurs générations. » Dans les « paysages vides » du Sud-Vietnam, la guérison se fera longtemps attendre, à supposer que ce soit possible, et l'on n'a aucun moyen d'évaluer les effets toxiques de la dioxine sur la santé humaine à des taux « 300 à 400 % supérieurs aux moyennes observables parmi les populations les plus exposées d'Amérique du Nord [153] ».

Au Sud, sur quinze mille villages, neuf mille furent partiellement ou totalement détruits, de même que plus de dix millions d'hectares de champs et cinq millions d'hectares de forêts. Un million et demi de bestiaux furent tués et la guerre laissa un million de veuves et quelque huit cent mille orphelins.

Au Nord, les six grandes villes industrielles furent détruites (trois d'entre elles totalement rayées de la carte) ainsi que vingt-cinq des trente plus grandes agglomérations (douze furent complètement rasées), quatre-vingt-seize petites et moyennes agglomérations sur cent seize et quatre mille communes sur un total de cinq mille huit cents. Plus d'un demi-million d'hectares de champs ont été ravagés et quatre cent mille bestiaux tués.

La majeure partie du pays n'était plus qu'un paysage lunaire où les gens vivaient au bord de la famine avec des rations de riz inférieures à celles du Bengladesh.

Passant en revue les effets sur l'environnement, l'Institut suédois de recherche pour la paix (SIPRI) conclut que « les conséquences écologiques d'une telle attaque seront de très longue durée ». Basé en Suisse, le très réputé groupe environnemental IUCN (Union internationale pour la préservation de la nature et des ressources naturelles) concluait pour sa part que la situation écologique non seulement ne

s'en remettait pas mais qu'elle empirait au contraire, de sorte qu'on pouvait s'attendre à « une catastrophe », à moins de dépenser des millions de dollars à reconstruire le pays qui venait d'être détruit – tâche « monumentale » qu'on ne pouvait envisager si les États-Unis ne proposaient de substantielles réparations, une éventualité inenvisageable dans un climat culturel d'ignorance crasse, de chauvinisme et d'arrivisme auto-congratulateur. La destruction des forêts eut pour conséquence une augmentation de la fréquence des crues et des inondations, aggravant de fait l'impact des typhons. Les dommages de guerre causés aux digues (dont certaines, dans le Sud, furent complètement détruites par les bombardements américains) et autres aménagements agricoles n'avaient toujours pas été réparés. Le rapport notait que « les organisations humanitaires et de préservation de l'environnement, particulièrement aux États-Unis, se heurtèrent à la résistance des autorités ou furent déboutées lors qu'elles demandaient l'aval de leurs gouvernements pour l'envoi d'aide humanitaire au Vietnam ». Quoi de plus naturel, les États-Unis se faisant un devoir de s'assurer que le bénéfice de leurs exploits ne puisse être remis en cause par le rétablissement des pays ravagés [154].

On trouve bien peu de choses à ce sujet, ni sur la dévastation non moins « carthaginoise » du Laos ou du Cambodge, dans les colonnes des grands médias américains. Au contraire, avec une bonne conscience et une uniformité remarquables, les problèmes de reconstruction que venaient aggraver les catastrophes naturelles et la continuation de la guerre, à laquelle les États-Unis contribuaient autant qu'ils le pouvaient, furent exclusivement attribués à la brutalité et à l'ineptie des communistes. Le seul intérêt que les médias américains trouvaient encore au Vietnam d'après guerre était la recherche des restes de soldats américains tués en action ou supposés tels ; le souci des Vietnamiens pour tout autre sujet n'étant qu'une preuve supplémentaire de leur insensibilité morale.

Dans l'un de ses sermons sur les droits humains, le président Carter expliquait que nous n'avions pas davantage de dette à l'égard du Vietnam que nous n'étions tenus de lui

venir en aide, car « la destruction avait été mutuelle » [155]. Une remarque qui, à notre connaissance, ne suscita aucun commentaire en dehors du nôtre, ce qui est particulièrement éloquent sur le climat culturel de l'époque.

D'aucuns estimaient que s'il y avait dette, elle avait été largement remboursée. En titrant « La dette aux Indochinois tourne à la saignée fiscale », Bernard Gwertzman citait un représentant du département d'État qui considérait « que les États-Unis avaient désormais payé leur dette morale, du fait de leur engagement aux côtés des perdants en Indochine ». Cette remarque, qui passa elle aussi sans commentaires, est particulièrement éclairante : il n'est plus question de dette, ni pour les massacres de masse ni pour avoir réduit trois pays à l'état de ruines, aucune dette envers les millions de mutilés ou d'orphelins, envers les paysans qui sont encore tués aujourd'hui par les mines dont leurs champs sont infestés depuis l'agression américaine. En fait, notre dette morale se résume au fait que nous n'avons pas gagné. Selon ce raisonnement, si les Russes gagnaient en Afghanistan, ils n'auraient pas de dette morale du tout. Dans la même veine, comment avons-nous payé notre dette morale pour n'avoir pas gagné ? En accueillant les réfugiés qui fuyaient les contrées que nous venions de ravager : « L'une des plus immenses, des plus dramatiques actions humanitaires de l'histoire », selon Roger Winter, directeur de l'Office des États-Unis pour les réfugiés. Cependant, « toute honte bue » continue Gwertzman, « certaines voix dans l'administration Reagan et au Congrès demandent encore si la dette de guerre a bien été payée… [156] »

Mais les médias ne sauraient se contenter de cette « destruction mutuelle » qui efface toute responsabilité dans l'un des pires crimes de l'époque moderne. Pour eux, c'est en fait le coupable du crime qui doit être vu comme la victime. On titre « Le Vietnam fait des efforts » ; « Bien du chemin reste à faire ». « Il est grand temps que le Vietnam fasse preuve de bonne volonté », s'exclame Charles Printz (du Mouvement international des avocats des droits humains) au sujet des négociations sur les enfants américano-asiatiques, qui constituent une part infime des victimes de

l'agression de l'Indochine. Et Barbara Crossette d'insister sur les Vietnamiens qui ne se sont pas montrés assez coopératifs au sujet des dépouilles de soldats américains, quoiqu'ils semblent faire quelque effort : « On avance un peu, en traînant les pieds, au sujet des Américains disparus. » En fait, ce qui n'est pas réglé dans cette guerre, c'est ce qu'ils nous ont fait. Car nous, nous n'avons fait que nous défendre d'une « agression interne » au Vietnam, et il est tout à fait pertinent de nous considérer victimes des Vietnamiens.

Tournant en dérision les « lamentations » des Vietnamiens au sujet de l'échec d'une détente dans leurs relations avec l'Amérique, Barbara Crossette se gausse de leur façon de s'illusionner en permanence sur l'importance du Vietnam aux yeux des Américains et titre : « Pénurie de réalisme chez les Vietnamiens ! » Les Vietnamiens n'ont pas idée de leur « ridicule », explique-t-elle avec un souverain mépris. L'intérêt des États-Unis pour le Vietnam, poursuit-elle, se borne à la légitime indignation de l'Amérique face à l'invasion du Cambodge par Hanoi (pour renverser Pol Pot, notre allié du moment) et à son incapacité à se montrer suffisamment coopératif « dans l'affaire des soldats américains dont on attend le retour depuis la fin de la guerre ». Elle évoque une note du Pentagone, qui observe que le Vietnam « s'est engagé à rapatrier les restes de vingt soldats supplémentaires » et souhaite que les communistes s'activent à « régler ce contentieux humanitaire qui n'a que trop duré ». Enfin, elle cite un « diplomate asiatique » qui affirme : « Nous savons tous qu'ils détiennent ces ossements quelque part. [...] Si les dirigeants de Hanoi veulent réellement reconstruire leur pays, il faudra bien que les Vietnamiens fassent preuve d'équité envers l'Amérique. » Mais lorsqu'un émissaire vietnamien suggère que Washington envoie une aide alimentaire aux régions dont les paysans affamés se voient priés de consacrer leur temps et leur énergie à la recherche des restes de pilotes américains tués alors qu'ils détruisaient leur pays, le porte-parole du département d'État, Phillis Oakley, s'insurge : « Nous trouvons scandaleuse toute suggestion visant à

conditionner le rapatriement de dépouilles à une aide alimentaire. » Les États-Unis sont si profondément attachés aux valeurs morales et aux impératifs humanitaires qu'il leur est inconcevable qu'on puisse ainsi souiller ces idéaux sublimes en les associant à des préoccupations si bassement matérielles et à d'indécents marchandages [157]. Que faire, face à un climat culturel où de telles paroles peuvent ne susciter aucune réaction ?

D'après la doctrine officielle, et celle des médias, le Sud-Vietnam (le gouvernement fantoche que nous y avions établi) a perdu la guerre contre le Nord-Vietnam – l'ennemi officiel, attendu que l'agression américaine contre le Sud n'est pas reconnue. Commentant la teneur du livre blanc sur la guerre, John Corry déclare : « Le Nord-Vietnam, et non le Vietcong, était l'ennemi de toujours » – idée communément admise dans les grands médias [158]. Corry est d'ailleurs scandalisé que quiconque puisse remettre en question pareille évidence. Pour démontrer l'absurdité d'une telle « mythologie libérale », il évoque la bataille de la vallée de la Drang, en novembre 1965 : « Il était clair que le Nord-Vietnam était engagé dans ce conflit. Et cependant, la mythologie libérale imposait l'idée que cette guerre n'était menée que par le Vietcong, de braves paysans dans l'ensemble. » Corry ne donne pas d'exemple de libéraux ayant décrit le Vietcong comme « de braves paysans » – et pour cause, il n'y en a aucun ; non plus que d'exemple de quiconque ayant pu nier que les troupes nord-vietnamiennes avaient pénétré au Sud en novembre 1965 – il n'y en a pas plus. En outre, les opposants à la guerre, à cette période et pour un bon nombre d'années, comptaient fort peu de représentants du courant libéral. Cependant, l'argument de Corry au sujet de l'agression nord-vietnamienne n'eut pas moins d'effet que ceux évoqués plus haut.

Le livre blanc de NBC participait d'une floraison de rétrospectives commémorant le dixième anniversaire de l'armistice, sur le thème « La guerre qui a mal tourné, les leçons qu'on peut en tirer » [159]. Ces rétrospectives donnent un aperçu éloquent du niveau intellectuel ambiant. Ce qui frappe le plus dans leur contenu, c'est ce qui en est absent :

à savoir les campagnes américaines d'Indochine. C'est *Hamlet* sans le prince du Danemark. Dans ces laborieux exposés – comme dans la plupart des commentaires d'après-guerre, dans le cinéma et la littérature aussi bien que dans les médias –, hormis quelques petites phrases éparses, les rares allusions faites aux opérations militaires portent exclusivement sur les souffrances des envahisseurs américains. Le *Wall Street Journal*, par exemple, rappelle « les 180 millions de dollars de compensation versés par les industries chimiques aux victimes de l'agent orange [160] » – les victimes de l'armée américaine… pas les victimes sud-vietnamiennes, dont les souffrances étaient et demeurent infiniment plus tragiques. On peut difficilement exagérer en déduisant ce qu'une telle attitude implique.

Newsweek faisait néanmoins exception en dédiant, le 15 avril 1985, quatre pages (sur trente-trois) à un reportage de Tony Clifton et Ron Moreau sur les effets de la guerre sur le « pays blessé ». Et la rétrospective du *New York Times* fait intervenir un Vietnamien, un déserteur de l'ARVN (l'armée régulière du régime de Saigon) qui, sur les cinq pages qu'il consacre à sa dénonciation de l'ennemi, dédie quelques paragraphes aux spécificités de cette guerre – à quoi il est vaguement fait allusion dans d'autres rétrospectives.

Il y a bien çà et là une once de vérité. Le *NYT*, par exemple, ouvre son enquête en rappelant le traumatisme des soldats américains traquant un ennemi qui « s'évanouissait dès l'aube dans les villages, au milieu d'autres Vietnamiens. L'impossibilité de savoir qui ils étaient rendait les Américains complètement dingues – l'homme invisible qui tirait depuis la lisière des bois ou tendait un fil en travers du chemin avec une mine Claymore à l'autre bout ; la Mama-san lavant son linge, et dont l'enfant cachait une grenade ».

Nul doute qu'on trouverait le même genre de complainte dans la presse nazie au sujet des Balkans.

Jamais ce que tout cela pouvait signifier n'est perceptible. Le *NYT* va jusqu'à affirmer que la « subversion » était « orchestrée » par Moscou, de sorte qu'il fallait bien que les États-Unis envoient des troupes « défendre » le Sud-Vietnam, ressassant des délires concoctés de façon très

érudite – par Walt Rostow notamment [1], qui en est encore à maintenir que, dans son effort pour « l'emporter dans l'équilibre des grandes puissances en Eurasie », Staline se tournait « vers l'Est, pour soutenir Mao et enflammer la Corée du Nord et les communistes indochinois » [161].

Pendant toute la durée de la guerre, les élites n'eurent de cesse de servir la cause, à de vagues scrupules près au sujet des bombardements au Nord-Vietnam, perçus comme problématiques car risquant de déboucher sur un élargissement du conflit à la Chine et à la Russie, d'où les États-Unis pouvaient ne pas sortir indemnes. C'était la question la plus « épineuse », selon le rapport de McNamara évoqué plus haut, la seule question sérieuse parmi les critiques « recevables » au sujet de la guerre. Le massacre d'innocents n'est un problème que pour les émotifs et les irresponsables ou les « adolescents attardés des campus universitaires, pour qui jouer à la révolution est une cure de jouvence [162] ». Les gens décents et respectables restent silencieux et dociles, se consacrent à des activités rentables et gardent à l'esprit que nous aussi, un jour, pourrions devoir faire face à une menace inacceptable – situation non dépourvue de précédent historique. Contredisant les manifestants, deux commentateurs expliquent que « ce que demandaient les Américains décents et patriotes – et qu'ils semblent avoir obtenu en la personne de Ronald Reagan – était un retour à la fierté et au patriotisme, à la réaffirmation des valeurs et des vertus foulées aux pieds par la contre-culture engendrée par le Vietnam [163] » ; en gros, défiler au pas cadencé en chantant des hymnes à la gloire de nos dirigeants, tandis qu'ils accomplissent leur nécessaire devoir, comme en Indochine ou au Salvador.

Cette servilité s'étalait complaisamment et sans pudeur tout au long des rétrospectives commémoratives du dixième

1. Conseiller du Président, historien à l'université du Texas et ancien chercheur au MIT, Walt W. Rostow fut ensuite un très respectable commentateur des affaires publiques et économiques. Ses commentaires au sujet de Mao et de la Corée du Nord sont aussi délirants que ses considérations sur l'Indochine – ce que toute étude sérieuse du sujet met aisément en évidence.

anniversaire de l'armistice, non seulement à travers l'occultation de la réalité de la guerre mais dans la représentation même qui en était donnée. Sardoniquement, le *NYT* évoque l'« ignorance » des Américains, dont à peine 60 % savent que les États-Unis combattaient « aux côtés du Sud-Vietnam » – comme l'Allemagne nazie combattait aux côtés de la France, et l'URSS aux côtés de l'Afghanistan. Si l'on part du principe que nous nous battions pour la « défense de la liberté » (Charles Krauthammer), il va de soi que toute critique de cette noble entreprise – fût-elle un fiasco – prend nécessairement le parti de Hanoi. Et c'est véritablement ce que soutient la doctrine officielle. Que l'opposition à l'agression américaine contre le Sud-Vietnam, et même contre le Nord, n'implique en rien un tel soutien – de même que le fait de s'opposer à l'agression soviétique n'implique nullement un quelconque soutien aux factions féodales de la résistance afghane, non plus qu'au Pakistan ou aux États-Unis – est une de ces évidences qui échappent invariablement au bon sens des intellectuels les mieux endoctrinés.

La rétrospective du *NYT* avance que le Nord-Vietnam était « présenté par certains intellectuels américains comme l'exemple même de la rectitude morale ». On ne donne aucun exemple, aucune preuve à l'appui de telles accusations. Ce qui est tout à fait vérifiable en revanche se trouve comme d'habitude scrupuleusement passé à la trappe. Les critiques du mouvement pour la paix sont interprétées comme « une faillite morale aux proportions terrifiantes » ; et à l'appui, une poignée « d'anciens pacifistes ayant sauté le fossé idéologique », et qui à présent « se sont rangés aux positions des chrétiens conservateurs » reaganiens, sont souvent nommément cités. Mais ceux qui se rendirent réellement coupables de ces « crimes terrifiants » ne se voient jamais donner la moindre occasion d'expliquer les fondements de leur opposition à l'agression américaine et aux massacres. Il ne leur est pas non plus permis de remettre à leur place dans l'histoire ceux-là mêmes qui condamnent la « faillite morale » de s'opposer à l'agression américaine ou ceux qui se targuent de velléités de contestation qu'ils

agitèrent lorsque le prix à payer devint notoirement trop élevé. On peut lire que les opposants à la guerre « brandissaient des principes moraux, en faisant fi de la complexité », mais on ne lit rien de leurs arguments – il en allait de même pendant toute la guerre [164].

On prétend couramment que les critiques sur le bien-fondé de la guerre étaient naturellement publiées à l'époque. En réalité, elles étaient absolument exclues, et si aujourd'hui l'on disserte complaisamment sur le crime qu'elles constituaient, il ne nous est toujours pas permis d'en connaître la teneur, exactement comme on pourrait s'y attendre dans un système d'endoctrinement parfaitement rôdé ayant pour fonction de mettre les apparatchiks et le pouvoir à l'abri de toute analyse critique.

Le *New York Times* nous informe que le Vietnam, « aux yeux de tous, se révèle aujourd'hui la Prusse de l'Asie du Sud-Est », car il a, depuis 1975, « lancé une série d'attaques impitoyables contre ses voisins » – en référence à l'invasion vietnamienne qui a renversé le régime de Pol Pot (suite à deux ans d'agressions frontalières de la part du Cambodge), régime qui avait alors toujours notre faveur, bien que nous prétendions le contraire. Si indigné que soit le *NYT* face à la très prussienne agression qui permit de renverser notre allié khmer rouge du moment, ou devant l'insistance du Vietnam pour que Pol Pot soit exclu de toute négociation de paix, le lecteur aura peine à trouver le moindre élément venant éclairer ces aspects du problème [*infra*, chap. VI]. Soit dit en passant, on peut trouver d'autres pays qui ont eux aussi « lancé une série d'attaques impitoyables contre leurs voisins »... Ainsi, les dernières années précédant la publication de ce livre, Israël, par exemple, avec son invasion du Liban en 1978 puis en 1982 – mais, en tant que client des États-Unis, Israël hérite d'un droit d'agression et ne mérite donc nullement les virulentes critiques dont on est droit d'accabler le Vietnam pour avoir renversé Pol Pot. Du reste, l'invasion du Liban par Israël était une « libération » – ainsi que nous l'expliqua le *NYT* à l'époque, excluant toujours soigneusement le point de vue évidemment inepte des Libanais. [165]

Le *NYT* ne nie pas la « honte » qu'ont endurée les États-Unis durant leurs campagnes d'Indochine : « La honte de la défaite. » Étant entendu que la victoire n'eût bien sûr pas été une honte, et que les sommets d'agression et d'atrocités communément acclamés par le *NYT* n'avaient en revanche rien de honteux. Au contraire, les États-Unis estimaient « résister » aux communistes lorsqu'ils « intervenaient en Indochine ». Comment nous résistons aux habitants d'un pays lorsqu'ils défendent leurs foyers contre notre propre agression est une chose que le *NYT* n'explicite pas vraiment.

Que les États-Unis aient perdu la guerre en Indochine est « un fait incontournable » (*Wall Street Journal*) – sur lequel on revient sans cesse, généralement sans se poser davantage de questions, dans tous les reportages américains et autres rétrospectives. La vérité est sans doute plus complexe, mais comprendre pourquoi implique de dépasser le confinement du système de propagande et d'étudier de près la riche documentation qu'il nous reste de ces trente ans de guerre, et qui témoigne de ce que furent l'élaboration et les motivations des campagnes américaines en Indochine. Ces documents montrent qu'une conclusion pour le moins différente s'impose, et dont il n'est pas vain d'avoir quelque notion.

Les États-Unis ne purent réaliser pleinement leurs objectifs en Indochine, mais ils ne perdirent pas véritablement la guerre. Quoi qu'aient pu dire Eisenhower et d'autres au sujet des matières premières du Vietnam, ce qui était crucial pour l'Amérique n'était pas tant l'Indochine elle-même que l'« effet domino », effet démonstratif que pouvait représenter le succès d'un développement indépendant, risquant à terme d'amener le « pourrissement à s'étendre » à la Thaïlande et au-delà : peut-être même jusqu'à emporter le Japon dans un « ordre nouveau » dont les États-Unis seraient exclus [1]. Une telle menace semblait conjurée à

1. Que l'insistance des États-Unis à soutenir les Français en Indochine n'ait aucunement été liée à l'intégration de la France dans un système de défense mis en place et dirigé par les États-Unis en Europe est toujours sujet à polémique. C'est d'ailleurs un point de détail, et l'inverse n'en est pas moins vrai : à savoir que le rôle privilégié accordé à la France dans le système mis en place en Europe tenait notamment à la crainte de la voir « abandonner l'Indochine [166] ». Au reste, la seule place de la France dans le système de défense américain en Europe n'explique pas non plus les efforts déployés par les États-Unis pour maintenir la présence française en Indochine, quitte à poursuivre le combat abandonné par les Français, même après leur défaite et le retrait de leurs troupes.

mesure que les États-Unis commençaient d'enseigner au monde combien « une "guerre de libération" [...] peut être coûteuse, dangereuse et vouée à l'échec » – selon le général Maxwell Taylor, conseiller de Kennedy témoignant devant le Congrès [167].

Les pays d'Indochine auront de la chance s'ils s'en remettent ; ils ne représenteront plus une menace pour l'ordre mondial en s'épanouissant économiquement dans un cadre qui est la négation même de la libre exploitation prônée par l'Ouest, infectant les régions avoisinantes, ainsi qu'on avait pu le craindre. On notera au passage que, bien que cette version de l'agression américaine soit étayée par une profusion de preuves [168], on ne trouve la moindre trace de son existence ni dans les récits historiques à succès ni dans les rétrospectives, car de telles idées ne viennent pas conforter l'image convenue de la générosité occidentale blessée. Une fois de plus peut-on voir ici à l'œuvre le principe orwellien selon lequel « L'ignorance, c'est la force ».

Tout en expurgeant le « pourrissement » d'un développement économique endogène couronné de succès en Indochine, les États-Unis s'employèrent vigoureusement à renforcer leur deuxième ligne de défense. En 1965, ils appuyèrent un coup d'État en Indonésie (le « domino » le plus important après le Japon), tandis que les libéraux américains et la Freedom House s'émerveillaient des « dramatiques changements » qui y avaient lieu – le massacre de centaines de milliers de paysans sans terre et la destruction du seul parti politique largement majoritaire n'étant pas le moins dramatique –, lesquels prouvaient bien que nous avions raison de défendre le Sud-Vietnam en l'anéantissant, encourageant ainsi les généraux indonésiens à empêcher tout pourrissement de les contaminer à domicile.

En 1972, les Américains vinrent appuyer le renversement de la démocratie philippine, repoussant ainsi la menace

qu'elle représentait pour le national-capitalisme local en installant un régime de type torture-et-terreur dans le style latino-américain, très prisé à l'époque. En 1973, un glissement vers la démocratie en Thaïlande inspira quelques craintes, ce qui accéléra la réduction de l'assistance économique et l'augmentation de l'assistance militaire, afin de préparer le terrain à un coup d'État, qui eut lieu dès 1976 avec le soutien des États-Unis. La Thaïlande a joué un rôle de premier plan dans le dispositif régional américain depuis 1954, époque où le Conseil national de sécurité élabora les plans de subversion puis d'agression du Sud-Est asiatique (en réponse aux accords de Genève), dont la Thaïlande allait devenir l'épicentre, puis à terme la principale base américaine pour les raids contre le Vietnam et le Laos [169].

Dans sa propre rétrospective pour le *NYT*, Leslie Gelb, coordinateur des *Pentagone Papers*, observe que dix ans après la fin de la guerre, et malgré « la défaite du Sud-Vietnam », la position des États-Unis n'avait jamais été aussi forte depuis la Seconde Guerre mondiale. Il cite à ce sujet des analystes géopolitiques et des universitaires, qui constatent que « la Thaïlande et l'Indonésie [...] sont parvenues à se soutenir [mutuellement] politiquement, économiquement et militairement pour écraser les insurrections communistes » de la façon la plus appropriée, comme le firent les Philippines et la Corée du Sud – elle aussi gratifiée d'un coup d'État appuyé par les États-Unis en 1972 [170]. Les médias d'affaires tiraient les mêmes conclusions des années plus tôt, lors des phases terminales de la guerre [171].

Au bout du compte, les États-Unis emportèrent une victoire régionale et même, localement, une victoire non négligeable dans une Indochine laissée à l'état de ruines. La victoire américaine était particulièrement significative dans le Sud-Vietnam, dont les forces révolutionnaires, principalement paysannes, avaient été largement décimées, et dont la société rurale était anéantie. « L'un des districts révolutionnaires les plus durs, à proximité de Saigon, celui de Cu Chi, observe Paul Quinn-Judge, envoya seize mille hommes et femmes combattre pour le Front national de libération. Près de neuf mille neuf cents ne revinrent pas. » Il en alla

de même presque partout dans le Sud. « Les tués laissèrent un vide politique considérable pour le nouveau régime, ajoutait-il. Le Sud se retrouvait vidé des plus entraînés, disciplinés et sans doute des plus dévoués des jeunes cadres qui auraient formé l'épine dorsale de l'administration actuelle. Dans de nombreux domaines, les pertes étaient quasi complètes. [...] Et ces pertes vinrent peser lourdement sur les capacités financières et logistiques déjà faibles de l'État. [172] »

La victoire américaine sur la société très majoritairement rurale du Sud-Vietnam, principal ennemi depuis le début, jeta les bases de l'hégémonie du Nord-Vietnam – ainsi qu'avait pu le prévoir, des années plus tôt, toute une littérature pacifiste dont on se gaussait bruyamment à l'époque [173]. Les Américains les plus hypocrites surent trouver dans cette conséquence prévisible une preuve supplémentaire que la guerre, qu'ils soutenaient, n'était que la juste « défense du Sud-Vietnam » contre les agresseurs du Nord. Dans des villes gonflées de millions de réfugiés, les plus chanceux et les plus corrompus pouvaient recevoir une aide américaine, sans commune mesure avec la capacité de production désormais anéantie du pays, nouveau problème quasi insoluble, aisément imputable au communisme. Avant l'invasion illégale, les forces révolutionnaires l'avaient emporté dans de nombreuses régions agricoles, principalement en se rapprochant du monde rural, comme l'attestent les ouvrages les plus documentés se fondant sur des sources proches ou internes de l'administration américaine. Mais « nombre de conclusions [de cet ouvrage] ont été invalidées par les événements qui suivirent le Têt », note Fox Butterfield, correspondant du *NYT* pour l'Asie – doux euphémisme pour rappeler que seule l'explosion de sauvagerie des opérations américaines d'extermination de masse post-Têt put un tant soit peu contrer cette victoire politique [174].

Que les États-Unis aient subi une « défaite » en Indochine est un sentiment naturel pour ceux-là dont les ambitions sont sans limites et qui n'entendent le terme de « défaite » qu'en référence à l'accomplissement d'objectifs majeurs – tandis que d'autres, moins évidents, nous échappent complètement. Le sentiment d'une inqualifiable « défaite »

américaine qui caractérise les rétrospectives des médias et autres documentaires peut se comprendre d'une part en ce sens, et d'autre part en référence au but revendiqué de « défense de la liberté » développé dans la propagande officielle et repris par les institutions idéologiques.

La politique américaine d'après guerre a été conçue pour pérenniser une victoire acquise par l'optimisation des souffrances et de l'oppression en Indochine, non sans une certaine jubilation sadique. Dès lors que « les destructions ont été mutuelles », comme on peut le constater en flânant dans New York, Boston, Vinh, dans la province de Quang Ngai ou la plaine des Jars, nous sommes en droit de repousser toute idée de réparations, d'aide, d'échanges, et de geler les fonds d'aide au développement. L'immensité du sadisme américain se mesure aisément à l'aune de la réaction (nulle) qu'il suscite. En 1977, lorsque l'Inde tenta de faire parvenir une centaine de buffles au Vietnam, afin de reconstituer les cheptels anéantis par l'agression américaine, les États-Unis menacèrent de suspendre le programme « Nourriture pour la paix ». Au même moment, pour illustrer la barbarie communiste, la presse exhibait des photographies de paysans du Cambodge tirant eux-mêmes leurs charrues. En l'occurrence, les photos avaient assez probablement été fabriquées par les services thaïs, mais l'on aurait sans doute pu en prendre d'authentiques à travers toute l'Indochine. L'administration Carter refusa même du riz (tout en prétendant cyniquement le contraire) au Laos, dont toute l'infrastructure agricole avait été détruite par les campagnes de destruction des bombardiers américains. Les exemples sont nombreux, sous l'administration Reagan, d'une « politique américaine explicite pour empêcher même l'assistance alimentaire privée d'atteindre les populations du Cambodge et du Vietnam ». Ainsi, en 1981, le gouvernement américain s'était efforcé de geler l'expédition par l'Église mennonite de fournitures scolaires et de kits éducatifs à destination du Cambodge. Et en 1983, la section américaine d'Oxfam se vit refuser l'envoi au Cambodge de dix pompes solaires pour l'irrigation [175].

Un entrefilet dans le *Christian Science Monitor* nous apprend que, selon des sources diplomatiques, les États-Unis

bloquaient les expéditions internationales de nourriture à destination du Vietnam durant la famine de l'après-guerre, usant de l'arme alimentaire « afin de punir le Vietnam pour son occupation du Cambodge ». Deux jours plus tard, à l'heure de quitter ses fonctions de correspondant diplomatique en chef du *NYT* pour l'Asie, Henry Kamm commentait « avec tristesse » la baisse du niveau de vie en Indochine, notamment au Vietnam où, pour d'inexplicables raisons, « même les animaux de trait sont rares », contrastant avec « l'essor continu, quoique inégal sous bien des rapports, du niveau de vie » dans le reste du Sud-Est asiatique. Dans son long article, en trente-cinq paragraphes, il parvient à ne pas dire un seul mot des effets des campagnes américaines ou de ceux de la politique d'après guerre consistant à « saigner le Vietnam à blanc » – pour reprendre les termes de la *Far Eastern Economic Review* [176].

Les deux plus fameuses rétrospectives télévisées sur la guerre furent, en 1983, celle des treize épisodes de PBS, « Television History », une coproduction franco-britannique primée ; et, en 1985, « Vietnam Op/Ed », qui incluait la « juste critique » des médias et un débat sur les deux documentaires par un groupe d'invités penchant fortement côté « faucons » [*supra*, p. 348]. Les limites du débat étaient clairement posées. À un extrême, ceux qui jugeaient la série de PBS impartiale et juste ; à l'autre ceux, plus critiques, qui trouvaient qu'elle montrait « une guerre de bons nationalistes, représentés par Ho Chi Minh, contre les vilains impérialistes américains tentant d'étouffer, de museler les légitimes aspirations des populations sud-vietnamiennes » (Reed Irvine, PDG d'AIM). L'élément modérateur, « l'homme du milieu », concluait la discussion en soulignant l'importance de confronter « des opinions contradictoires au sujet de la guerre du Vietnam, à l'heure où la nation dans son ensemble s'autorise à regarder de plus près la seule et unique guerre que nous ayons jamais perdue ». Nous ne passerons pas en revue la critique d'AIM ni le « débat » – qui ne faisait que reprendre la plupart des questions que nous avons déjà débattues, notamment l'unique exemple qu'offre Irvine pour démontrer combien « l'ennemi était capable d'utiliser

nos médias libres et sans contrôle pour atteindre ses objectifs », en présentant textuellement l'offensive du Têt « comme une défaite pour notre camp alors qu'il s'agissait en réalité d'une remarquable victoire militaire » [177]. Il s'agira davantage ici de ce qui ressort de la série de PBS elle-même, et de la manière dont elle enferme l'analyse critique dans l'image d'Épinal de la « croisade perdue », entreprise pour des motifs qui, pour « illusoires », n'en étaient pas moins « nobles » – le commentaire décrivant en long et en large l'effort américain pour « défendre l'indépendance du Sud-Vietnam » [178].

S'agissant des campagnes américaines, la série de PBS s'efforce consciencieusement de rester impartiale, de présenter chaque aspect et de ne prendre aucun parti. En revanche, les Français y sont dépeints beaucoup plus durement, sans une once de partialité, comme des brutes colonialistes. Ainsi, comme l'observe Peter Biskind : « Tandis que le narrateur, en évoquant Ho Chi Minh et ses troupes, parle de "rebelles", de "nationalistes" ou de la "résistance vietnamienne" aussi longtemps qu'ils combattent les Français, dès l'arrivée des Américains ils deviennent invariablement les "communistes" ou simplement l'"ennemi". Tandis que Bao Daï est l'"empereur play-boy choisi par les Français", Nguyen Cao Ky et Nguyen Van Thieu sont simplement le "gouvernement". Tandis que les troupes françaises, à peine sorties des camps de prisonniers japonais, "font régner la terreur, harcelant et attaquant les Vietnamiens", les troupes américaines "se retrouvent engagées dans ce qui fut peut-être, ou pas, le massacre de Thuy Bo". »

On peut par exemple constater à quel point le narrateur s'efforce de demeurer impartial, dans le commentaire de conclusion de l'épisode IV, s'agissant de l'escalade vers la guerre sous Johnson, en 1964-1965, et des premières apparitions d'unités nord-vietnamiennes dans le Sud, vers la fin de l'été 1965. Après avoir présenté L. B. Johnson et plusieurs porte-parole du gouvernement américain, le narrateur explique : « Johnson parla d'invasion. Hanoi parlait de libération. À l'automne 1965, trois régiments nord-vietnamiens se rejoignirent dans les collines du centre. Deux années

s'étaient écoulées depuis que Johnson avait renouvelé son engagement à défendre le Sud-Vietnam. Près de deux ans s'étaient écoulés depuis que Ho Chi Minh avait renouvelé son engagement à libérer le Sud. À présent les deux armées se faisaient face. [...] Pour la première fois, lors de la bataille de la vallée de Ia Drang, les Américains combattaient des Nord-Vietnamiens face à face. Pour la première fois des B-52 appuyaient des troupes au sol. Et pour la première fois, pour les Américains, Vietnam signifiait une véritable guerre de plus. »

Nous avons bel et bien ici un exemple « d'impartialité », mais d'un genre un peu spécial. Il est permis de considérer, avec L. B. Johnson, que le Nord-Vietnam est en train d'envahir le Sud ou, avec Ho, que le Nord-Vietnam combat pour libérer le Sud. Pour autant, il n'est pas permis de considérer que les États-Unis sont en train d'envahir le Sud-Vietnam, qu'ils bombardent déjà (ce que nous apprenons deux épisodes plus loin) depuis 1961. Au contraire, nous sommes supposés tenir pour un fait avéré et indiscutable que l'objectif de l'intervention américaine est « la défense du Sud-Vietnam ».

Afin d'évaluer cet effort « d'impartialité », nous noterons au passage qu'au cours de l'été précédent (en 1965), cinq mois après que les États-Unis eurent commencé à bombarder régulièrement le Nord-Vietnam, le Pentagone estimait que les soixante mille hommes déployés avaient en face d'eux une force de combat de quarante-huit mille ennemis, dont 97 % étaient des maquisards sud-vietnamiens – « Vietcong ». Dans les mois qui suivirent la bataille de la vallée de Ia Drang, dès mars 1966, un rapport du Pentagone faisait état de treize mille cent combattants nord-vietnamiens dans le Sud, aux côtés desquels on comptait environ deux cent vingt-cinq mille Vietcong. Ils avaient en face d'eux deux cent seize mille quatre cents militaires américains, auxquels s'ajoutaient vingt trois mille hommes des troupes des pays tiers (sud-coréens pour la plupart), appuyant les six cent quatre-vingt-dix mille hommes de l'ARVN – l'armée régulière sous l'autorité du régime de Saigon [179]. Au vu de tels chiffres et des événements qui

avaient précédé cette situation, il n'est pas difficile de former un jugement très éloigné de la version la plus communément admise, mais autrement plus pertinent : à savoir que les États-Unis intensifiaient graduellement leur agression du Sud-Vietnam. Mais voilà qui dépasse complètement « l'équité » méthodiquement mise en place depuis le début et qui, sur le point le plus crucial et le plus essentiel, renvoie notre série documentaire au système familier de la propagande d'État. Toute position mettant en cause l'agression étrangère (nommément l'agression américaine, qui était pleinement l'élément central du conflit) est repoussée comme impensable, même s'il est admis que, « pour les communistes de Hanoi, la présence américaine dans le Sud représentait un acte supplémentaire d'agression » (épisode IV). Étant entendu que le FNL, dans le Sud, n'avait pas d'opinion sur la question, l'épisode se conclut sur une déclaration claironnante de L. B. Johnson. (Il faudra attendre l'épisode VI, sur les « ennemis de l'Amérique » et leurs opinions, pour entendre, dans un autre contexte, que, « pour de nombreux paysans, [les *marines*] n'étaient qu'une force étrangère de plus à redouter ».)

Ce n'est pas que les faits soient totalement occultés. Ainsi, l'épisode V, « L'Amérique prend le contrôle », démarre sur la description par un GI du fait que « l'ARVN et le Vietcong sont les mêmes gens, même race, même culture, et cependant d'un côté ils ont l'air de vraies poules mouillées, tandis que de l'autre ils semblent capables de faire face, en dépit de désavantages astronomiques », dans ce qui est clairement « leur pays ». Plus loin, un officier évoquera le problème de la province de Binh Dinh qui, depuis 1946, « n'a jamais été réellement entre les mains des alliés » mais plutôt en permanence « sous contrôle vietcong » – ce qui contraignit les Américains à recourir à un « pilonnage épouvantable », transformant une jungle épaisse en « paysage lunaire ». Mais la réalité de ce que tout cela implique ne pourra en aucun cas être dite, ni même perçue.

La même « impartialité » se retrouve aussi dans « la version, du point de vue de chaque camp », de ce qui se déroula en juillet 1967 dans le village de Thuy Bo. Là, le producteur

britannique Martin Smith fut conduit sur le site de ce que les villageois affirmaient avoir été un massacre du même style que celui de My Lai, un parmi tant d'autres, où avaient été tués une centaine de femmes et d'enfants. Fox Butterfield rapporte que, contrairement à la description « impartiale » présentée par PBS, l'équipe britannique de l'autre série documentaire affirmait que « l'attaque américaine de [Thuy Bo] devait être qualifiée de crime de guerre ». Cette incapacité à demeurer tout à fait « impartial » renvoyait à ce que le réalisateur lui-même avait appelé leur « tendance plus moraliste, cherchant à insister lourdement sur les aspects les plus immoraux de la guerre, aux dépends d'un regard rafraîchi » – ce qui, semble-t-il, nous aurait dispensés de ladite « réflexion plus moraliste » [180]. Dans cet épisode, les *marines* racontent leur version de l'attaque d'un village tenu par le Vietcong ; après quoi, les villageois (en trente-cinq lignes de transcription contre quatre-vingt-dix pour les *marines*) racontent leur vision contradictoire du massacre par les *marines* de civils capturés ou blessés. Le passage se termine sur la description par un *marine* de ce qui se passa selon la « méthode habituelle », qui consistait à « incendier les huttes, virer les viets de leurs trous [à la grenade ou au fusil mitrailleur], disperser les animaux, cochons, poulets dans la nature, comme on faisait d'habitude », *a fortiori* après trois jours de combats acharnés.

Et le récit de continuer dans la même veine. On y apprend notamment que « l'aviation américaine largua six fois plus de bombes sur le Sud-Vietnam que sur le Nord », et que « la majeure partie des troupes ennemies y étaient originaires du Sud » (épisode VIII). Mais on n'en tire aucune conclusion, sinon que l'objectif des bombardements américains sur le Vietnam, curieusement ainsi géographiquement répartis – et où on largua « deux fois le tonnage de bombes déversées sur le Japon et l'Allemagne réunis durant toute la Seconde Guerre mondiale » –, était seulement d'« empêcher le Nord-Vietnam d'envoyer des troupes et des munitions au Sud ». Cependant, en 1967, et selon les propres chiffres du gouvernement américain (épisode VII), cent quarante mille hommes furent tués, dont près de la moitié de mercenaires

sud-coréens et une faible proportion des Américains alors affectés à la destruction le Sud-Vietnam.

Le programme Phoenix d'assassinats politiques est justifié de A à Z par son directeur William Colby, lequel nie absolument que ce programme fût ce qu'il était en réalité. Par souci d'impartialité, quelques commentaires sont ajoutés aux siens, de critiques militaires et d'un civil travaillant pour l'armée, qui décrit d'apparentes exécutions sommaires et des scènes de torture. Les opérations qui suivirent le Têt sont complètement passées sous silence. Après l'élection de Nixon en 1968, lorsque les États-Unis commencèrent à généraliser ces massacres de masse, « la guerre continuait », et l'on nous apprend que « les armes étaient les roquettes vietcong, les victimes étaient les civils de Danang », tués par le Vietcong et les Nord-Vietnamiens.

Après l'échec des négociations d'octobre 1972, « le Nord se montra à nouveau intransigeant », nous dit-on – pour avoir exigé que les accords soient signés, ce qui ne mérite pas d'être mentionné ; puis, « au Sud-Vietnam aussi, l'accord était toujours inacceptable », négation classique de toute responsabilité américaine. On donne les termes des accords de janvier 1973 mais on néglige de préciser que le gouvernement américain annonça immédiatement son intention de n'en tenir aucun compte – ce qu'il fit, du reste. Au lieu de cela, le commentaire énonce que, « pour les Nord-Vietnamiens et le Vietcong, la lutte n'était pas terminée » car le « Vietnam était toujours divisé ». Les faits étaient pour le moins différents, comme nous l'avons vu. Ils sont plus justement établis deux épisodes plus loin, quoique brièvement, mais le rôle des Américains n'apparaît plus, si ce n'est en contre-champ : « L'Amérique avait toujours des engagements envers le Sud-Vietnam », commente le narrateur – sans préciser que lesdits engagements envers le GVN, seule entité représentative du Sud-Vietnam pour le gouvernement américain de même que pour PBS, étaient une violation flagrante des accords signés à Paris.

« Quel que soit leur point de vue sur la guerre, ajoute le narrateur, la plupart des Américains considèrent à présent que le prix à payer fut trop élevé », particulièrement le prix en vies américaines : « Ils estiment qu'aucun Américain ne devrait plus mourir pour le Vietnam. » Les seuls autres Américains considérés sont ceux qui estiment que « davantage d'Américains devraient mourir pour le Vietnam ». Les Américains sont morts pour le Vietnam au même titre que les soldats russes mouraient alors pour l'Afghanistan, mais ceux qui peuvent comprendre ce genre de choses et qui se sont opposés à la guerre, non parce que le prix à payer était trop élevé mais parce que c'était une agression inacceptable, sont exclus de la catégorie des « Américains ».

Dans les rétrospectives médiatiques, on ne survole qu'en passant le mouvement anti-guerre. Quelques activistes sont interviewés, mais ils ne sont autorisés à débattre que de questions de tactiques. Même Eugene McCarthy, de loin le représentant fétiche du mouvement anti-guerre pour ce genre d'exercice, n'a rien à dire sinon : « Je crois qu'il n'y a pas de doute sur ce qui clochait dans notre engagement » – ce qui n'est déjà pas mal, vu que la « colombe » préférée des médias ne fut jamais un ténor de la contestation anti-guerre et s'était prestement éclipsée de la scène politique après un fiasco électoral, lequel avait au moins eu le mérite de mettre en évidence ses véritables objectifs. James Fallows se voit autorisé à décrire « l'état d'esprit de l'époque » : « Trouver le moyen d'en sortir entier, en un mot, un sursis physique. » Dans le monde réel, ce type de position est loin de donner la moindre idée de l'« état d'esprit de l'époque », encore qu'une telle facette dudit « état d'esprit » puisse sembler bien plus acceptable aux yeux de l'opinion que la courageuse résistance éthique de centaines de milliers de jeunes, phénomène tout à fait inadmissible, évacué d'office de la mémoire collective. Comme l'observe Peter Biskind, en fait d'effort « d'impartialité » et malgré la « préférence [dans la série de PBS] pour les "colombes" plutôt que pour les "faucons", c'est bel et bien la droite, non la gauche, qui a jeté les bases de ce documentaire » aux normes de l'opinion de l'élite.

Biskind conclut ainsi son analyse de la série de PBS : « La vérité est que cette guerre était un crime, non une tragédie. Ce qui est tragique, c'est que le film n'en soit même pas

assez convaincu pour oser le dire. » D'une manière générale, on pourrait dire la même chose de n'importe quelle rétrospective sur les guerres d'Indochine. La guerre était « une erreur tragique », mais elle n'était nullement « fondamentalement injuste et immorale » – comme le pense toujours la grande majorité des Américains. Et ce n'était certainement pas une agression criminelle – la première accusation qui viendrait à l'esprit dans un cas similaire si l'agresseur n'était pas les États-Unis, un allié ou un client.

Le problème n'est pas tant que les rétrospectives soient incapables de rendre ce qui nous semble, ainsi qu'à la plus grande partie de la population, les conclusions les plus évidentes ; ce qui est véritablement significatif et instructif, c'est que la dénonciation par principe de cette guerre comme « fondamentalement injuste et immorale », ou comme une agression hors la loi, criminelle – un crime de guerre –, ne puisse être exprimée nulle part. Cela ne peut être l'objet d'aucun débat. Rien de ce qui peut fonder une telle critique de principe ne peut être abordé dans les médias, et l'on ne peut en tirer aucune conclusion. L'idée n'est même pas là pour être repoussée, elle est purement et simplement impensable.

Une fois de plus, tout cela montre, on ne peut plus clairement, à quel point l'embrigadement médiatique est éloigné de la notion de médias comme système libre d'information ou de discussion, indépendant de l'autorité de l'État et des intérêts de l'élite.

* *
*

Complément 2002

Les États-Unis étaient-ils victimes ou agresseurs au Vietnam ?

L'intervention des États-Unis en Indochine débute immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, au travers du soutien à la recolonisation française, suivi de vingt et une

années (1954-1975) d'efforts pour imposer à la moitié Sud du Vietnam un gouvernement dont diplomates et analystes américains reconnaissaient unanimement qu'il ne disposait d'aucun soutien significatif dans la population, à l'opposé des forces nationalistes locales – communistes –, dont il était admis qu'elles disposaient d'une base massive. Les chefs américains n'en étaient pas moins convaincus que leur écrasante supériorité militaire non seulement leur permettait mais en outre leur donnait le droit d'imposer la soumission au gouvernement de leur choix, fût-il minoritaire.

L'usage normal des mots fait de l'effort américain au Vietnam un cas d'« agression. » Les médias dominants, néanmoins, ne considérèrent que très peu, si jamais ils le firent, la politique américaine autrement que comme hautement morale et bien intentionnée, même si son coût avait été mal calculé – pour nous. Les médias acceptèrent d'emblée l'idée que nous intervenions pour défendre le « Sud-Vietnam », une création américaine dirigée par un dictateur directement importé des États-Unis contre l'agression de quelqu'un d'autre, dont l'identité oscillait entre le Nord-Vietnam, l'Union soviétique, la Chine ou la résistance du Sud-Vietnam – qui menait une « agression interne » ! C'est une preuve évidente du rôle de propagande des grands médias que, tout au long de la guerre, ils aient accepté cette doctrine de base imposée par les chefs de guerre. Depuis et jusqu'à ce jour, on n'a lu aucun éditorial ou reportage qui qualifiât la guerre des États-Unis contre le Vietnam puis toute l'Indochine comme un cas d'agression.

Lorsque les Américains mirent un terme à la phase militaire de la guerre, en 1975, ils instaurèrent et renforcèrent pendant dix-huit ans un embargo imposé à un pays qu'ils avaient totalement détruit. Selon les estimations vietnamiennes, la guerre fit trois millions de morts, trois cent mille disparus, quatre millions quatre cent mille blessés, deux millions de victimes d'armes chimiques ; et les campagnes restèrent dévastées tant par les bombardements et les « Charrues de Rome » que par les armes chimiques. Avec un total de cinquante-huit mille tués, les pertes des États-Unis étaient inférieures à 0,1 % de leur population ; ce chiffre s'élevait à

17 % pour le Vietnam, dont seule la population avait été soumise à des attaques chimiques et les campagnes dévastées.

Malgré tout, les responsables américains et les grands médias n'en continuèrent pas moins de considérer le rôle joué par les États-Unis dans la guerre comme louable, ces derniers étant la victime. Le président George Bush Ier ne déclarait-il pas, en 1992, que « Hanoï sait aujourd'hui que nous cherchons seulement des réponses et qu'il ne s'agit pas de menaces de demandes de réparation pour le passé [181] » ? En d'autres termes, ce que nous avons subi des Vietnamiens mériterait que nous exigions des réparations mais nous demandons seulement des réponses au sujet de nos hommes portés disparus au combat [I]. Chroniqueur international au *New York Times*, Leslie Gelb estimait que le Vietnam devait être déclaré « hors la loi » du seul fait que les Vietnamiens « avaient tué des Américains » [182]. C'est typiquement le point de vue des élites au pouvoir, qui sous-tend implicitement la déclaration de Bush : personne n'a le droit de se défendre contre ce pays, même s'il intervient à l'autre bout du monde pour imposer par les armes un gouvernement que les populations de ce pays rejettent.

Réécriture de l'histoire de la guerre du Vietnam

Des milliers d'ouvrages ont été écrits sur la guerre du Vietnam [II]. Et depuis sa fin, en 1975, elle pèse de façon omniprésence dans la culture américaine. Pour les élites dominantes, elle symbolise une période au cours de laquelle la résistance aux politiques nationales et le soulèvement correspondant de pans entiers de la société jusque-là demeurés apathiques débouchèrent sur une « crise de la démocratie » [184]. Ces couches mal contrôlées et les dissidents sont supposés avoir ébranlé les fondements culturels et politiques et barré d'obstacles insensés le recours à la force – ce qu'on

I. Pendant de nombreuses années, pour justifier leur hostilité et leurs actions, les hauts fonctionnaires américains ont prétexté que le Vietnam n'avait pas déclaré tous ses prisonniers de guerre [*infra* « Réécriture de l'histoire… » et chap. V].

II. En 1999, Lloyd Gardner découvrit que le site Internet de Barnes & Noble contenait mille neuf cent vingt titres ayant trait à la guerre du Vietnam et plus de huit mille ouvrages épuisés et d'occasion [183].

appelle le « syndrome du Vietnam ». Évidemment, aux yeux de ces couches mal contrôlées de la société et des dissidents, les « sixties » marquent une période de libération, d'avancées morales et culturelles, et un moment temporaire de forte démocratisation.

Le modèle de propagande nous pousse à attendre que les rétrospectives de la guerre par les médias dominants reflètent le point de vue des élites, dépeignant les années 1960 comme une période sombre et le rôle des États-Unis dans la guerre, au pire, comme un cas de bonnes intentions ayant mal tourné. Lorsqu'on se penche sur leur traitement de la guerre au cours des années 1990, on observe que les médias se sont généralement bornés à réitérer et raffiner les thèmes apologétiques mis en avant dès la fin de la guerre.

L'un d'eux justifiait l'intervention américaine par l'opposition au « communisme en marche » (éditorial du *Washington Post*, 30.04.00). Depuis le début, on avait entretenu l'idée que l'avancée communiste au Vietnam participait d'une vaste conspiration communiste, une version à laquelle le schisme consommé et la franche hostilité opposant la Chine à l'URSS ne changea strictement rien, non plus que la tension entre la Chine et le Nord-Vietnam ou l'absence de faits pouvant attester que ce dernier ait jamais été sous la coupe d'aucune puissance. Dans son ouvrage *Avec le recul*, l'ancien secrétaire à la défense Robert McNamara reconnaît que ses collègues et lui-même se trompaient complètement sur ce point [185]. Mais ni lui ni aucun autre représentant des autorités ayant eu recours à cet argument n'a jamais mis en doute le droit qu'avaient les États-Unis d'intervenir militairement pour stopper « le communisme en marche » dans un pays où les communistes avaient mené une révolution nationaliste, que toutes les autorités, officielles ou non, reconnaissaient bénéficier du soutien de la grande majorité de la population, et dont la mise en échec impliquait inévitablement une agression ouverte, des exterminations de masse et l'anéantissement quasi intégral d'une société lointaine.

Autre thème très proche : l'idée que nous protégions le « Sud-Vietnam » et les « Sud-Vietnamiens », et que ces derniers « laissaient les Américains diriger le combat » (éditorial

du *Washington Post*, 30.04.95) – avec pour corollaire que nous aurions fini par « lâcher » les Sud-Vietnamiens. On sait pourtant que le Sud-Vietnam comme entité politique n'était qu'un artefact *made in USA*, et les stratèges américains reconnaissaient tout à fait que la majorité de la population du Sud était du côté que combattaient les Américains. C'est précisément la raison pour laquelle les plus grands déchaînements de violence des États-Unis furent toujours dirigés contre le Sud, où le recours au napalm, aux tapis de bombes des B-52, aux armes chimiques, au massacre institutionnalisé de civils et une politique de la terre brûlée avaient pour objectif de détruire la base du mouvement populaire [186]. Nous avons montré plus haut que cette agression féroce contre le Sud-Vietnam – qui contredisait frontalement l'affirmation que nous protégions les Sud-Vietnamiens – demeure occultée par les médias.

Depuis des années, un autre thème important dans les médias dominants est la notion selon laquelle les États-Unis furent la victime dans le conflit et les Vietnamiens cruels et méchants. Cette inversion remarquable de la réalité a été accomplie grâce à deux processus : d'une part l'occultation massive de tout ce qui pouvait attester des conséquences de la guerre sur les populations vietnamiennes ; d'autre part la diabolisation des victimes, basée en grande partie sur « la béatification nationale des POW [*prisoners of war*] et le mythe des POW comme martyrs toujours torturés au Vietnam » [187].

Les seuls Vietnamiens gratifiés d'une modeste attention par les médias furent ceux qui avaient été enrôlés pour combattre aux côtés des Américains, et qui furent « lâchés » par ces derniers [1]. L'énorme proportion de Vietnamiens qui

1. Dans leurs rétrospectives respectives, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'armistice, *Time* et *Newsweek* décrivirent la débâcle de la fin de la guerre avec les « Sud-Vietnamiens désespérés », tentant de fuir devant l'avancée « des envahisseurs Nord Vietnamiens » [188]. Le 30 avril 1995, refusant de façon caractéristique à la majorité de la population du Sud-Vietnam le droit d'être « sud-vietnamiens », un éditorial du *Washington Post* décrivait la guerre du Vietnam comme « une défaite des Vietnamiens. Tant de sang versé, tant de morts, pour finalement fuir en grand nombre devant un régime communiste ».

furent tués, blessés, empoisonnés, torturés ou portés disparus du fait de l'agression américaine furent traités en « victimes indignes d'intérêt ». La préoccupation quasi exclusive des responsables américains, des journalistes, des experts et intellectuels habilités à intervenir dans les médias demeure le sort des victimes américaines et les effets de la guerre sur les États-Unis. L'ouvrage de Robert McNamara, qui fut présenté comme un *mea culpa*, un pamphlet moral, et dont il fut fait une énorme publicité, a ceci de remarquable que les « coûts élevés » de la guerre et le sentiment de culpabilité qui y sont mis en avant portent exclusivement sur les victimes américaines et les effets de la guerre sur « l'unité politique de notre société » [189]. On n'y trouve exprimés ni regrets, ni réflexion morale, ni excuses d'aucune sorte du fait que son pays a envahi, impitoyablement bombardé, ravagé les campagnes, tué et blessé des millions d'innocents d'une petite et lointaine société paysanne dans la poursuite de ses propres intérêts politiques.

Un mécanisme culturel remarquable a en outre permis d'attribuer le rôle du méchant aux victimes elles-mêmes. Comme nous l'avons vu, le président Richard Nixon usa pour justifier la poursuite des hostilités du prétexte que le décompte vietnamien des prisonniers de guerre américains ne correspondait pas au nombre d'Américains portés disparus au combat. Il parvint à continuer la guerre et quelque seize mille soldats américains et on ne sait trop combien de Vietnamiens trouvèrent la mort dans les combats qui s'ensuivirent, prétendument au nom des prisonniers manquants. Bien qu'il n'y ait jamais eu la moindre preuve crédible qu'un seul prisonnier ait été dissimulé par les autorités nord-vietnamiennes, ce reproche devint un objet de foi et de culte qui domina de nombreuses années la politique des États-Unis à l'égard du Vietnam [190].

Ce mythe servit de terreau à toute une culture populaire, reprise dans des films tels que *Voyage au bout de l'enfer* (1978), *Retour vers l'enfer* (1983), *Dans les bras de l'enfer* ou *Portés disparus* (1986), dans lesquels des héros du style Rambo massacrent les méchants Vietnamiens pour libérer nos prisonniers trahis et souffrant mille morts. Ces films

mettent l'histoire « cul par-dessus tête ». Comme le faisait remarquer H. Bruce Franklin, historien spécialiste de la guerre du Vietnam, « la vision que l'Amérique avait de la guerre était progressivement remodelée. Les photos et autres images de télévision, bien réelles, de villageois massacrés, d'enfants brûlés au napalm, de prisonniers vietnamiens torturés avant d'être tués, de GI blessés hurlant à l'agonie, de *body bags* chargés par centaines pour être rapatriés au pays se trouvaient peu à peu remplacées par des images factices de prisonniers américains aux mains de cruels communistes asiatiques [191] ». Érigé en figure centrale de la guerre du Vietnam, le puissant mythe des prisonniers abandonnés n'autorisait pas seulement l'extension de la guerre, il permettait de justifier le refus américain de porter assistance aux victimes (conformément aux engagements signés dans les accords mettant fin à la guerre) et posait la base des dix-huit années de guerre économique qui allaient suivre contre le pays victime. Il allait en outre servir de puissant agent de militarisation et à atténuer les effets du « syndrome du Vietnam ».

Dans l'un de ses ouvrages plus récents, *Vietnam et autres fantaisies*, H. Bruce Franklin, qui avait déjà exposé les failles et les qualités cultuelles du mythe des POW-MIA (*prisoners of war - Mythmaking in America*), revient sur le sujet, entre autres inventions – comme l'idée que les militants hostiles à la guerre crachaient fréquemment sur les vétérans de retour du front [192]. L'ouvrage de Franklin fut recensé dans le *Los Angeles Times* mais, à cette exception, ne fut mentionné, en passant, que deux fois dans la grande presse.

En revanche, celui de Michael Lind, *La Guerre nécessaire* [193] – qui explique que la guerre était indispensable à cause du « communisme en marche », qu'il en allait de la « crédibilité » des États-Unis et que les Vietnamiens étaient de toute façon cruels et impitoyables (en partant du principe que leur refus de capituler les rendait partiellement responsables du grand nombre de victimes des bombardements américains !) –, fut traité très différemment. Outre les quarante-quatre recensions dont il bénéficia dans la grande presse, il y fut mentionné vingt-sept fois et Lind se

vit offrir notamment une tribune libre dans le *New York Times* et dans le *Washington Post*.

Dans sa recension de l'ouvrage de Lind, Lloyd Gardner, historien de la guerre du Vietnam, note que toute évocation du problème de la « crédibilité » des États-Unis, en lien avec la guerre du Vietnam, était une pure invention des stratèges eux-mêmes et découlait de leurs propres décisions. Il ajoute, après avoir analysé une série d'arguments de Lind en faveur de la guerre, que « les simples faits historiques lessivent ses arguments comme un château de sable la marée » [194].

Mais Lind disait ce que les élites voulaient qu'on entende. Et Franklin pas du tout. De sorte que les médias les traitèrent chacun en conséquence.

L'utilisation d'armes chimiques par les États-Unis en Indochine

La manière dont les médias ont couvert l'utilisation massive d'armes chimiques durant la guerre du Vietnam et les épouvantables conséquences qu'elles entraînèrent pour les populations qui en furent victimes n'est pas non plus sans intérêt. En 1961 et 1962, l'administration Kennedy autorisa le recours aux armes chimiques pour détruire les récoltes de riz du Sud-Vietnam – en parfaite violation des usages américains et du droit international. Lorsqu'en 1944 on suggéra à l'amiral William Leathy de détruire les récoltes de riz des Japonais, celui-ci répondit : « [Cela violerait] tous les principes de l'éthique chrétienne dont j'ai connaissance et toutes les lois de la guerre connues. [195] » Entre 1961 et 1971 cependant, l'USAF n'épandit pas moins de quatre-vingts millions de litres de défoliants à base d'un mélange d'arsenic et de dioxine (principalement l'agent orange) sur près de trois millions d'hectares de rizières et de forêts, en plus des énormes quantités du super lacrymo CS et d'un nombre considérable de bombes au phosphore et au napalm [196]. Environ 13 % de la superficie du Sud-Vietnam fut soumise à ces attaques chimiques : 30 % des plantations d'hévéas, 36 % des mangroves et autres zones boisées furent anéanties par les produits chimiques lors de bombardements incluant de nombreux « effort[s] délibéré[s] de grande

envergure, combinant défoliants et incendiaires pour déclencher des feux de forêt au Sud-Vietnam [197] ». En 1967, une étude produite par le responsable du département d'agronomie du Conseil scientifique japonais concluait que les campagnes de destructions de récoltes avaient stérilisé près de deux millions d'hectares de terres arables au Sud-Vietnam, tuant environ mille paysans et plus de treize mille têtes de bétail [198]. Cette manière de s'efforcer de réduire l'ennemi à la capitulation en détruisant ses réserves de nourriture n'était pas seulement contraire aux lois de la guerre [1], elle avait en outre pour particularité « de toucher principalement et massivement les enfants en bas âge [200] ».

Le Laos fut lui aussi la cible d'attaques chimiques en 1966 et 1969. Elles visaient principalement les récoltes et la végétation le long des voies de communication. Au Cambodge, ce sont quelque quatre-vingt-sept mille hectares d'hévéas, de cultures vivrières et de forêts qui furent massivement aspergés d'agent orange au cours du printemps 1969 [201]. Le gouvernement cambodgien protesta vigoureusement contre la violation de sa neutralité par ces actes illégaux et inhumains, mais le Cambodge n'était ni assez grand ni puissant pour pouvoir se faire entendre ou se défendre par une action juridique ou autre. Bien qu'en décembre 1969 l'assemblée générale des Nations unies « examinât avec horreur » et condamnât fermement l'utilisation d'agents chimiques comme contraires au droit international par un vote à quatre-vingt-trois voix contre trois [202], elle était impuissante face aux États-Unis et il n'y eut aucune mobilisation de la « communauté internationale » pour mettre un terme à leur guerre chimique au Cambodge et dans le reste de l'Indochine.

L'usage d'armes chimiques durant la guerre du Vietnam fut, au tout début en 1966, rendu public et condamné dans la presse américaine et des rapports. Mais le sujet fut

1. Non seulement l'utilisation d'armes chimiques est contraire au protocole de Genève de 1925 et la destruction des récoltes viole un grand nombre de lois de la guerre internationales, mais elles étaient illégales selon les manuels de campagne de l'armée américaine en usage pendant la guerre du Vietnam [199].

rapidement écarté. L'illégalité qu'il pouvait y avoir à recourir à de telles armes ou à affamer sciemment des populations et les effets sur celles-ci de pareilles politiques furent presque totalement occultés. Il y eut bien quelques exceptions, comme en 1971 l'article d'Orville Schell Junior pour le magazine *Look*, intitulé « Silence au Vietnam : comment nous avons inventé l'écocide et tué un pays ». Mais elles furent particulièrement rares. Après la guerre, du fait des effets de l'agent orange sur les soldats américains eux-mêmes, on reparla quelque peu de ces campagnes de guerre chimique, mais les effets beaucoup plus graves sur les cibles directes de ces attaques au Sud-Vietnam restèrent invisibles. Sur cinq cent vingt-deux articles parus dans le courant des années 1990 dans le *NYT*, le *Washington Post*, le *Los Angeles Times*, *Newsweek* et *Time* qui faisaient allusion à la fois au Vietnam et à l'agent orange, la grande majorité demeuraient focalisés sur les effets de ce dernier sur les Américains au front ; seuls neuf articles reconnaissaient que son utilisation visait les cultures vivrières (trente-neuf leur donnaient exclusivement pour cible la couverture forestière) ; seuls onze articles évoquaient en détail l'impact de ces campagnes sur les Vietnamiens et leur environnement ; trois seulement caractérisaient l'usage de l'agent orange en termes d'« armes chimiques » ou de « guerre chimique », et il ne s'en trouvait que deux pour oser suggérer que son utilisation ait pu constituer un crime de guerre.

Le *Wall Street Journal* publia un dossier sur le sujet en février 1997, rapportant que cinq cent mille bébés étaient nés avec des malformations congénitales liées à la dioxine, et que l'on comptait quatre fois plus de fausses couches au Sud-Vietnam qu'au Nord [203]. Certes, l'article reconnaissait la responsabilité des États-Unis dans ce désastre, mais il s'en tenait à observer que « les États-Unis, émotionnellement ébranlés après leur défaite, n'y prêtèrent pas attention ». Les États-Unis prêtèrent en revanche la plus grande attention à la fuite des *boat people*. Et, malgré leur ébranlement émotionnel, trouvèrent assez d'énergie pour imposer un embargo sévère aux victimes de leur agression sans avoir jamais assumé aucune de leurs responsabilités à leur égard.

L'utilisation massive d'armes chimiques et de napalm au Vietnam visait presque exclusivement le Sud. La principale raison de cette politique était que le gouvernement du Nord avait des liens avec d'autres pays, ce qui faisait craindre que le recours à ce type d'armement barbare et illégal ne finisse par être largement rendu public. Le Sud-Vietnam étant, lui, occupé par les États-Unis et son régime client, ses populations étaient sans voix et pouvaient être traitées avec la dernière sauvagerie. Tout cela était bien sûr en parfaite contradiction avec l'idée que l'intervention de l'Amérique ne visait qu'à les protéger d'une agression, mais les médias ne se contentèrent pas d'en minorer la sauvagerie, ils occultèrent complètement cette contradiction et ce qu'elle impliquait. Barbara Crossette, journaliste au *NYT*, ne cacha cependant pas que le refus des États-Unis de se pencher sur les effets de l'utilisation d'armes chimiques au Vietnam était tout à fait regrettable car, considéré que celles-ci avaient été massivement utilisées au Sud et non au Nord, cela faisait du Vietnam un site expérimental idéal pour l'étude de l'impact toxicologique de la dioxine sur l'être humain dont les enseignements ne pouvaient que nous être bénéfiques [204]. Mais ni Crossette ni aucun journaliste de la grande presse n'avait de commentaire à faire sur le fait que les États-Unis avaient noyé de dioxine ceux-là mêmes qu'ils étaient supposés protéger d'une agression. Ils ne suggérèrent pas davantage que cela constituait un grave crime de guerre, ou que le pays qui en était l'auteur avait l'obligation d'en secourir les victimes.

Dans les années 1980, l'administration Reagan monta une vaste campagne de propagande centrée sur les prétendues victimes des « pluies jaunes » au Cambodge et au Laos, dénonçant l'utilisation d'armes chimiques par l'URSS dans la guerre qu'elle était alors supposée mener indirectement au Vietnam. Cette campagne finit par s'effondrer devant l'incapacité des services de l'armée américaine à confirmer la réalité de cette guerre, mais surtout devant la découverte que les prétendues « pluies jaunes » n'étaient en fin de compte que des excréments d'abeilles, non des produits chimiques [205]. Cette campagne n'en reçut pas moins une

couverture infiniment plus large que la bien réelle guerre chimique à grande échelle qu'avaient menée les États-Unis en Indochine. Le *Wall Street Journal* – particulièrement prolixe en commentaires dans l'affaire des « pluies jaunes » et qui se montra profondément indigné par cette démonstration d'abjection de « l'empire du Mal » – ne fit jamais durant toute cette campagne la moindre allusion à l'utilisation d'armes chimiques par les États-Unis au Vietnam. Son rédacteur en chef, Peter Kann, écrivit finalement que ce qui s'était passé au Vietnam avait clairement montré « qui étaient les bons et qui étaient les méchants », comme en témoignaient sans équivoque les « champs empoisonnés du Laos » – son propre euphémisme pour « pluies jaunes » [206]. En clair, Kann balançait tout bonnement au fond du trou noir orwellien l'utilisation massive d'armes chimiques par les États-Unis dans le monde réel et démontrait l'infamie des communistes en mettant en avant les prétendues pluies jaunes dont son journal n'a toujours pas admis qu'elles étaient nulles et non avenues.

Mais les fait les plus importants sont les suivants : avec la collaboration des médias, on a pu efficacement associer l'Union soviétique à l'utilisation de ces armes infectes grâce à de fausses preuves ; et en traitant jusqu'à ce jour en tous petits caractères la bien réelle et massive utilisation d'armes chimiques par les États-Unis au Vietnam, les médias ont contribué à donner le sentiment que l'Amérique est un parangon de vertu dans ce domaine et s'opposent à l'utilisation de ces armes terrifiantes. Il est exact que les chefs américains se sont opposés à l'utilisation d'armes chimiques – par leurs adversaires –, mais c'est tout à fait différent quand ils font le choix d'y recourir eux-mêmes ou quand un de leurs protégés fait de même. Lorsque Saddam Hussein utilisa des armes chimiques contre l'Iran puis contre sa propre population kurde dans les années 1980, il n'y eut aucune protestation de la part des administrations Reagan et Bush, qui continuèrent à le traiter comme un précieux allié. C'est seulement après qu'il eut envahi le Koweït, en 1990, qu'il fut regardé comme une menace et que sa possession d'« armes de destruction massive » fut jugée intolérable.

* *
*

ANNEXE IV

Le scoop de Braestrup
Quelques « exclusivités de la Freedom House »

Dans « L'offensive du Têt » [*supra*, V-5-2], nous avons étudié l'exemple qui fut le plus fréquemment mis en avant pour étayer l'idée que les médias adoptaient une « attitude frondeuse » à l'égard du pouvoir établi – tel fut le cas de la couverture de l'offensive du Têt – et évoqué la fameuse étude de la Freedom House sur laquelle se fonde cette accusation. Comme nous avons pu le voir, même dans ce cas, le comportement des médias est demeuré parfaitement conforme aux prévisions du modèle de propagande, et les principales thèses avancées par l'étude de la Freedom House se trouvent contredites par les exemples mêmes dont elle les accompagne. Ne subsiste des accusations qu'elle porte que l'idée que la couverture de l'offensive du Têt ait pu être techniquement incompétente, bien que subordonnée à l'ordre du jour des élites. En examinant de plus près ces accusations, nous constatons des inversions patentes dans les liens de cause à effet : sitôt les « exclusivités de la Freedom House » corrigées, le travail des médias ne semble plus si mauvais que ça, tandis que l'incompétence crasse de l'étude de la Freedom House apparaît, culminant bien au-delà des précédents records de cette institution. Que cette étude ait pu être prise au sérieux et faire autorité au point de devenir l'axe dominant des débats ultérieurs sur la question demeure un phénomène absolument fascinant.

D'après la Freedom House, les principaux coupables dans ce « cas extrême » d'incompétence journalistique sont les reportages télévisés et *Newsweek*. Passons donc en revue leurs péchés les plus graves. Un exemple sur lequel Braestrup revient à plusieurs reprises est « l'émission d'une demi-heure "Spécial sur la guerre", diffusée sur CBS à grand renfort de publicité » le 27 février. Selon Braestrup, les « allégations »

de Cronkite reviennent à dire « que les troupes américaines auraient à enrégimenter les campagnes ». Dans sa préface, Leonard Sussman observe très justement : « Nous n'attendons pas du lecteur qu'il adhère d'office à nos différents jugements et analyses », de sorte que « nombre de rapports étudiés ici apparaissent dans leur intégralité », principalement dans le volume II. Nous fiant à ce conseil, nous étudions le volume II, où apparaît effectivement dans son intégralité le commentaire du « Spécial » de Cronkite. On n'y trouve d'ailleurs pas la moindre trace de « l'estimation » que lui attribue Braestrup [207].

Dans ce volumineux « Spécial », déclare Braestrup, « Cronkite semble véritablement affirmer que les dévastations, les réfugiés, l'arrêt de la pacification survenue au moment du Têt, venaient s'ajouter à une défaite des alliés qui aurait contraint le Président Johnson à rejoindre la table des négociations [208] ». Or Cronkite ne dit rien de tel. Il rapporte seulement que « d'aucuns doutent d'un franc succès, voire craignent un revers », et note très justement que « les experts ne s'accordent ni sur les objectifs réels des communistes ni sur ce qu'ils ont gagné à les atteindre. » Ils ont « échoué » sur un bon nombre de leurs visées, mais dans un troisième temps l'ennemi pourrait bien « reprendre les positions perdues au cours des deux premières phases. » Dans ce qu'il donne lui-même pour un jugement « spéculatif, personnel, subjectif », Cronkite précise qu'il « ne saurait trop dire [...] qui a gagné et qui a perdu » dans l'affaire, ni dans quelles proportions. Sa conclusion est que les États-Unis se sont probablement « embourbés dans une impasse » et que les historiens en concluront peut-être que la bataille du Têt fut un « match nul ». « Suggérer que nous soyons à la veille d'une défaite serait céder à un pessimisme excessif. » À aucun moment Cronkite ne dit que Johnson serait « contraint » de rejoindre la table des négociations par une « défaite ». Il parle plutôt d'un « bourbier » et ajoute que « le seul moyen rationnel d'en sortir sera de négocier, non en vainqueurs, mais comme des gens honorables qui sont allés aussi loin que possible dans leur engagement à défendre la démocratie, et qui ont fait de leur mieux ». Notons la

réitération typique de la propagande gouvernementale concernant les bonnes intentions américaines, que ne sauraient flétrir les pires exactions – lesquelles atteignaient véritablement des sommets à l'époque – d'un gouvernement américain alors très occupé à saper la démocratie et à broyer indistinctement tous les mouvements populaires du Sud-Vietnam – le FNL, la « troisième force » bouddhiste, etc. –, tant il était officiellement admis que les autorités que les États-Unis avaient imposées par les armes n'auraient pu se mesurer à aucun mouvement d'opposition. Rappelons aussi que dans ce commentaire – que la Freedom House tourne en dérision – Cronkite aboutissait simplement aux mêmes conclusions que celles que brossait le même jour, dans son compte rendu au président, le chef d'état-major des armées de l'époque, le général Wheeler, et auxquelles les conseillers du Président allaient se ranger à peine un mois plus tard.

On notera aussi que Cronkite avait « estimé » l'impact de l'offensive communiste en se fondant sur des sources américaines et vietnamiennes en déclarant : « Premièrement et pour faire simple, les Vietcong ont essuyé une défaite sur le plan militaire. » De même, dans le « Spécial » du 10 mars sur NBC-TV tant décrié par Braestrup, Howard Tuckner déclarait : « Militairement, les alliés ont gagné », opinion alors mainte fois reprise ou partagée [209].

Le « Spécial » de Cronkite est spécialement mis en exergue dans le réquisitoire de la Freedom House. L'exemple est d'ailleurs emblématique de l'écart qui sépare leurs conclusions des documents sur lesquels elles s'appuient.

Braestrup fait aussi allusion à un commentaire télévisé de Robert Schackne, du 28 février, qu'il restitue comme suit : « En clair, les États-Unis vont devoir reprendre toute la guerre en main, y compris le programme de pacification définitivement ébranlé, parce que Saigon n'a pas été à la hauteur. [210] » Plus loin, Braestrup affirme que Schackne attribuait « cet argument » à Robert Komer. Il appelle cela une « exclusivité CBS », son expression favorite en matière de dérision. En fait « cet argument » est aussi une « exclusivité Freedom House ». Selon Braestrup, Schackne aurait déclaré qu'il semblait « probable » que Komer soit venu à

Washington avec le général Wheeler afin de réclamer davantage d'effectifs « pour aider à la remise en route du programme de pacification ». La veille, Wheeler avait demandé que le niveau des troupes soit passé de 525 000 à 731 756. Trois points l'inquiétaient particulièrement : « Il ne fait aucun doute que le programme RD [de pacification] a été sévèrement compromis » ; « Dans une large mesure le Vietcong contrôle désormais les zones rurales » ; « Les troupes américaines vont devoir rejoindre de nombreuses positions où il leur faudra soutenir et encourager l'armée vietnamienne à quitter les villes et agglomérations afin de reprendre pied dans les campagnes » [211]. Si l'interprétation que donne Braestrup de « l'argument » de Schackne n'a plus grand-chose à voir avec le contenu de la citation qu'il lui attribue, ledit argument n'en était pas moins largement sous-estimé [1].

Et Braestrup de renchérir que Cronkite « reprend le même argument presque textuellement, mais avec une conclusion encore plus extrême » dans son bulletin d'informations radiophonique du 28 février. On ne trouve en réalité pas la moindre trace de « l'argument » de Braestrup dans le bulletin en question. Ce qui s'en éloigne le moins est encore : « *On suppose que l'ambassadeur Komer n'eut rien de bien réjouissant à exposer au président Johnson* » – souligné par Braestrup. Cronkite avait alors justement rapporté les grandes lignes d'un bilan présenté quatre jours plus tôt par Komer lors d'un briefing. Il ajoutait pour conclure : « Il semble probable qu'aujourd'hui l'ambassadeur Komer ait réclamé au président Johnson davantage de troupes américaines, afin que nous puissions occuper définitivement les hameaux et assurer à leurs habitants la sécurité promise [*sic*], une promesse que manifestement l'ARVN, *seule*, est incapable de tenir. » Comme d'habitude, les membres du FNL sont considérés comme non-Vietnamiens. Hormis les

1. Toutefois, s'agissant de ce que Schakne déclara réellement, le doute demeure dès lors que Braestrup n'en présente que quelques phrases éparpillées, amalgamées dans ses propres paraphrases, on ne peut moins dignes de confiance et sans aucun texte à l'appui.

présupposés tacites du système de propagande – les Vietnamiens réclamant à corps et à cris que soit enfin tenue la « promesse de sécurité » qui les protégerait du FNL –, l'idée de Cronkite que les troupes américaines devraient tenir une promesse que l'ARVN *seule* semblait bien incapable de tenir paraît tout sauf délirante, trois jours après que le général Westmoreland eut déclaré que « davantage de troupes américaines seraient probablement requises [212] » – grâce auxquelles « nous pourrions plus efficacement amener l'ennemi à renoncer à ses objectifs » ; quatre jours après que Komer eut décrit l'offensive du Têt comme un « revers considérable » pour le programme de pacification ; un jour après la présentation par Cronkite d'une interview télévisée du capitaine Donald Jones (conseiller adjoint à la pacification pour un district jusque-là considéré comme « le fleuron de la pacification »), qui déclarait : « Pour la plus grande partie du district, la pacification n'existe pas », et il est même impossible de s'y rendre (CBS-TV « Spécial » du 27 février) ; et au lendemain de la requête du général Wheeler pour un accroissement colossal des effectifs, justifié notamment par la nécessité de contrer le fait que, « dans une large mesure, le Vietcong contrôle désormais les zones rurales ».

Télévision et radio ne sont pas les seules à se trouver exposées aux « exclusivités de la Freedom House ». Voici quelques exemples.

Exsudant mépris et dérision, cette étude nous apprend que « personne », à l'exception de George McArthur (AP) et Don Oberdorfer (Knight), « n'a rendu compte [...] de ce qu'avaient enduré les civils de Hué sous la férule vietcong » ; toujours prompt à témoigner de ses prodigieuses capacités d'autoréfutation, Braestrup cite à l'appui de sa thèse des articles décrivant les exécutions vietcong, les enlèvements, les charniers de civils exécutés jetés pêle-mêle dans des fosses, etc., entre autres descriptions de Hué sous la férule vietcong par *Newsweek*, UPI, le *Washington Post*, William Ryan, Reuters, le *NYT*, *Time*, le *London Times* et le « Today Show » de NBC [213]. À la page 283, Braestrup écrit que « la télévision, comme le montre notre documentation, ne fit jamais une seule allusion à ces exécutions » ; ce qu'il

s'empresse de réfuter, page 472, en soulignant que, le 28 février, dans un « documentaire rétrospectif filmé à Hué [...] dès la fin des combats », le « Today Show » de NBC « faisait une allusion aux massacres de Hué en affirmant : "Des centaines d'employés du gouvernement ont été tués et jetés dans des fosses provisoires" ». C'est même plus qu'une allusion à vrai dire, mais l'exemple est tout à fait représentatif de la capacité de la Freedom House à attester de ce qu'elle avance.

On pourra en outre souligner que les nombreux articles cités par Braestrup dans son autoréfutation font référence aux allégations officielles selon lesquelles trois à quatre cents responsables du gouvernement auraient été tués à Hué – un massacre considérable, soit « à peine un dixième du nombre de civils tués lors des combats [...] pas de quoi en faire un plat », commente Gareth Porter. Plus loin, il précise que « ce qui fit du "massacre de Hué" un véritable scoop, ce fut l'énorme tapage du propagandiste attitré de l'ambassade des États-Unis, Douglas Pike, qui rédigea un pamphlet sur le sujet vers la fin 1969 à la demande de l'ambassadeur américain à Saigon, Ellsworth Bunker ». Le récit de Pike fut largement couvert dès sa parution et permit jusqu'à nos jours d'étayer la version officielle, en dépit de sources douteuses : « Étant donné que Pike tenait ses informations du département de la Guerre politique à Saigon et qu'elles ne furent attestées nulle part ailleurs, on pouvait plutôt être tenté d'inviter la presse à davantage de réserve et de méfiance », observait Porter – c'est le moins qu'on puisse dire ! Il ajoute de surcroît que les documents déclassifiés par la mission américaine en 1971 « contredisaient Pike sur chaque point important. » Selon l'ancien analyste de la CIA Frank Snepp, « l'idée du bain de sang reposait intégralement sur du vent » et les récits étaient balancés à la presse par des responsables américains pour qu'en Occident les gens s'apitoient sur les Sud-Vietnamiens. Autant dire que c'était « le minutieux programme de guerre psychologique visant à tout coller sur le dos des communistes », promu par des « observateurs aguerris » comme John Lengel, qui assurait la couverture des événements de Hué [214].

Sans le moindre argument ni la moindre preuve à l'appui, Braestrup tient l'analyse de Pike et les positions du gouvernement américain pour correctes. En note, il souligne que « le récit de Pike fut mis en doute par Gareth Porter, étudiant diplômé de Cornell University, admirateur du Front national de libération, qui avait brièvement séjourné à Saigon », mais il écarte cette vétille comme « un négligeable détail de controverse politique » ; inversement, il décrit Pike comme « le très libre d'esprit spécialiste du Vietcong de la US Information Agency » [215] ; et il ne fait aucune allusion à l'analyse très détaillée des allégations de Pike qu'avait produite Porter, l'un des rares universitaires américains à s'être réellement intéressés au Vietnam [1].

Leonard Sussman tient lui aussi pour évident, et sans la moindre preuve, que les positions du gouvernement sont certainement justes et que « la plus grande exécution systématique de civils de toute la guerre » fut perpétrée par le Vietcong, excluant de fait le massacre systématique de milliers de civils, à Hué, par la puissance de feu américaine, au nombre desquels sans doute une bonne part de ceux attribués au Vietcong [217]. Est également passé sous silence le curieux moment où survinrent ces révélations qui devaient devenir la version officielle du massacre de Hué, soit quelques jours à peine après la tardive dénonciation de celui de My Lai, fin novembre 1969, et au moment même où des responsables de l'armée, à Saigon, publiaient des documents vietcong « nouvellement découverts » montrant que les troupes communistes avaient tué quelque deux mille neuf cents Vietnamiens au cours de l'offensive de Hué, en février 1968. Ces mêmes responsables déclarèrent que lesdits

1. Seuls les prétendus partis pris politiques de Porter sont flagrants pour « l'objectivité de la Freedom House ». Du fait que Pike fut un employé du gouvernement américain, autant qu'un « admirateur » et fervent défenseur de sa politique étrangère, Braestrup ne déduit nullement qu'il puisse être autre chose qu'un « libre-penseur ». Comme le révéla, indubitablement, son livre *Viet Cong*, où il contredit nos positions, renvoyées aux « habituels accents révolutionnaires [...] du monde entier », avec ceux qui soutiennent les combats de guérillas révolutionnaires, qui « s'opposent aux aspirations des peuples tout en prétendant les soutenir » et affichent leur mépris pour le « peuple naïf et dupe » ; ceux qui « ont fait basculer les campagnes dans l'anarchie, renversant un gouvernement saigonnais après l'autre, laissant les Américains désemparés », etc. [216]

documents étaient passés inaperçus pendant dix-neuf mois, au milieu des dossiers militaires américains, jusqu'à ce que les questions d'un journaliste au sujet de Hué les fassent reparaître. « Je sais que cela semble incroyable, mais c'est la vérité », déclara l'un des fonctionnaires [218].

Nous ne sonderons pas ici les abysses de ce que la Freedom House peut viser à travers la publication d'un tel document, rappelons simplement une fois de plus qu'il ne s'agit nullement d'une recherche universitaire, mais bien plutôt d'un simple tract de propagande gouvernementale.

Pour Max Frankel (*NYT*, 11.02.68), « l'idée se répand que » les pressions, tant aux États-Unis qu'au Vietnam, « auraient à nouveau attisé la tentation d'aller encore plus loin dans la militarisation du conflit » – passage souligné par Braestrup comme une position caractéristique des nouveaux « hommes de paille » [219]. Pour modéré qu'il fût, ce point de vue de Frankel demeurait néanmoins assez juste. Comme le souligne Braestrup lui-même, « Wheeler et Westmoreland étaient convaincus que c'était aussi le moment idéal pour peser en faveur d'une stratégie plus téméraire au Vietnam, avec davantage de troupes pour des résultats plus rapides : comme des incursions au Laos, au Cambodge, voire dans cette partie du Nord-Vietnam, juste au-dessus de la DMZ [zone démilitarisée, conformément aux accords de Genève] ». Pourquoi alors parler d'« hommes de paille » ? Parce que, d'après Braestrup, l'escalade des hostilités « n'était pas vraiment une perspective *tentante* pour Johnson » – souligné par Braestrup. Ce n'est d'ailleurs pas vraiment ce que disait Frankel. Braestrup va jusqu'à affirmer que Frankel, dans son article, suggérait que « l'escalade – particulièrement le rappel des réservistes – était probable » [220]. L'article de Frankel n'apparaît pas dans le volume II de documentation. La lecture de cet article nous apprend néanmoins que les remarques de Braestrup sont autant « d'exclusivités Freedom House », que rien ne vient étayer dans l'article de Frankel, lequel n'a de remarquable que sa réitération classique de la propagande gouvernementale concernant l'objectif de ramener « la sécurité » aux « population du Sud-Vietnam » – en recourant aux bombardements de

villages au B-52, aux exploits de la 9e division et autre Task Force Barker [1] à My Lai et aux alentours à la même période, dans le cadre de l'anéantissement intégral de la province de Quang Ngai, etc.

Après la télévision, *Newsweek* est le principal accusé. Penchons-nous donc sur ses méfaits les plus répréhensibles. Dans ce que Braestrup tient pour « la principale déclaration de *Newsweek* au sujet du régime de Thieu et Ky » (l'édition du 18 mars, « Vietnam : un réexamen »), le journal commentait très justement – dans un éditorial intitulé « Le bourbier politique » – que « la réforme agraire, élément vital dans toute tentative de s'attacher la loyauté des populations paysannes, n'a jamais été abordée sérieusement [221] », un truisme classique, d'ailleurs connu de tout le monde, du haut commandement américain aux responsables de Washington. Pour Braestrup, « il est difficile, une fois de plus, de sonder la logique de *Newsweek*. Évidemment, ni *Newsweek* ni les paysans vietnamiens ne s'attendaient à voir le régime envisager sérieusement une réforme agraire au lendemain de la bataille du Têt ». Ce qui est encore plus évident, c'est que ce « réexamen » de *Newsweek* faisait référence au contexte général, non aux seuls lendemains de la bataille du Têt.

D'après Braestrup, « tout au long de la période de février-mars 1968, *Newsweek* évoqua "en passant" "l'ingénieux" Giap, les "infatigables" Nord-Vietnamiens, "'l'inquiétante" activité de l'ennemi, et plus généralement un adversaire sans défauts ni défaites [222] ». En réalité, dans son édition du 11 mars, *Newsweek* présenta une analyse montrant que les communistes « étaient encore empêtrés dans la confusion qui caractérise toute opération militaire. » Les reportages évoquaient aussi « l'inexplicable » incapacité à détruire un pont crucial, l'incapacité à tirer parti des troupes engagées pour que les avancées ne se soldent pas par un retrait, la mauvaise évaluation de la réaction des populations et des capacités tactiques EU-ARVN, le manque de préparation

1. Nom de la compagnie responsable du massacre de My lai, nommée d'après le lieutenant qui la commandait, Frank Barker. [ndt]

des troupes, etc., concluant que la plupart des objectifs des communistes s'étaient soldés par des échecs [223]. Le reportage sur Khe Sanh, la semaine suivante, rapportait le point de vue d'un *marine* selon lequel « Charlie [sobriquet péjoratif désignant le Vietcong, ndt] [avait] manqué là une occasion en or » faute d'une stratégie appropriée. « L'adversaire sans défaut ni défaite » de *Newsweek* n'était en fait qu'une exclusivité Freedom House de plus.

Quels autres péchés ont été commis ? S'agissant des allusions à « l'ingénieux » Giap, il suffit de comparer *Newsweek* à ce que Braestrup appelle l'incomparable analyse de Douglas Pike qui fait de Giap un « maître tacticien », « l'un des plus grands stratèges du XXe siècle » [224], etc. Quant à la « robustesse » des Nord-Vietnamiens et à leur « inquiétante » activité, on peut s'en tenir aux rapports du quartier général américain et à la prolifique littérature des vétérans du Vietnam.

Braestrup soutient que, « vainement, on cherchera parmi la plupart des descriptions de l'ennemi, et même jusqu'à fin mars 1968, quoi que ce soit qui donne à penser que les stratégies, les tactiques, les exécutions, le zèle, et l'armement de l'ennemi étaient loin d'être parfaits ». « Dans les analyses et les reportages de terrain du *NYT*, bien peu d'indices montraient que l'ennemi était tout sauf rusé, tenace, ascétique, infaillible et menaçant, et en cela le journal était loin d'être un cas isolé. [225] » Hormis « parfait » et « infaillible », deux exclusivités Freedom House supplémentaires, on retrouve les mêmes adjectifs dans les rapports militaires, où ils n'ont d'ailleurs rien d'exceptionnel. L'argumentation concernant l'idée que les médias regardaient l'ennemi comme infaillible s'étale de la page 186 à la page 231, agrémentée d'une autoréfutation typiquement Freedom House : un à un, tous les exemples cités démontrent le contraire, sans parler de ceux qui ne sont qu'évoqués. Selon les médias cités par Braestrup, les Vietcong s'aliénèrent « incontestablement » les populations en perpétrant des massacres « indiscriminés » et « s'illusionnèrent complètement sur les dispositions des Sud-Vietnamiens à leur égard ». Sans doute se trouvent-ils désormais confrontés à « un sévère problème d'effectifs »

dont ils devront « souffrir amèrement » [1]. « Ils ont échoué dans tous leurs principaux objectifs. » Les Vietcong faits prisonniers étaient perdus dans Saigon, on leur avait fait croire qu'ils y seraient bien accueillis (ce que Braestrup souligne du titre « Télévision : l'éloge du Vietcong ».) On ne leur a pas « donné – ou ils ont négligé » les bonnes informations. Et ainsi de suite. En tout état de cause, tout sauf l'image d'un ennemi « infaillible » et « parfait ».

Précisons que, pour la Freedom House, une presse libre, engagée à faire primer son objectivité ne devrait pas seulement considérer ceux qui défient les attaques américaines, comme « l'ennemi », « l'adversaire », etc., mais devrait en outre s'interdire de qualifier cet « ennemi » de solide, déterminé et courageux, fût-ce à juste titre. Pour tenir honnêtement leur rôle dans une société libre, selon les critères de la Freedom House, les médias devraient, semble-t-il, montrer un dévouement aussi indéfectible à la raison d'État que celui que les États totalitaires imposent par la force.

L'impact de cette étude de la Freedom House tient principalement à l'illusion qu'elle donne d'être remarquablement documentée et d'avoir fait appel à des ressources considérables pour l'élaboration de ses thèses et analyses. Or, l'un après l'autre, tous les exemples s'effondrent sitôt qu'on s'y attarde tant soit peu. Voici quelques exemples supplémentaires, la liste est loin d'être exhaustive.

À propos de la pacification, « la télévision et les commentateurs de radio sont allés bien au-delà de l'information disponible pour dramatiser et annoncer le pire ». Trois exemples sont avancés à l'appui de cette idée [227]. Premier exemple, Howard Tuckner, de NBC-TV, présenta depuis New York le point de vue de « représentants des services de renseignements américains » et de « quelques responsables américains au Vietnam » – ajoutant très justement, ainsi que Braestrup le concède en note, que ces points de vue étaient ceux de

1. Et n'oublions pas que, « quelque lourdes qu'aient pu être les pertes subies par les forces RDV-VC dans l'assaut initial, elles furent largement compensées par le recrutement sans limites qu'ils menèrent à travers les campagnes au cours des semaines suivantes [226] ».

« membres de la CIA à *Washington* » et de « jeunes responsables des CORDS [1] au Vietnam, complètement démoralisés ». Or, d'après les critères de la Freedom House, il est très mal venu de citer trop fidèlement ce genre de sources. Deuxième exemple : un reportage radio de CBS, dont le seul grief était de sembler « déprimé » – comme pouvaient l'être les responsables de la pacification sur le terrain. Le troisième exemple est tiré d'un « Spécial » NBC-TV, au cours duquel Dean Brelis déclarait : on ne sait pas ce qui se passe dans les zones rurales mais « on s'en doute. [...] Les villes, elles, ont cessé d'être sûres ; peut-être ne l'ont-elles jamais été » [228]. Rien d'extraordinaire en somme, et rien surtout qui se rapproche de la conclusion enflammée de la version qu'en donne Braestrup.

De même, les exemples de ce qu'il appelle « un journalisme d'hommes de paille » abondent dans sa propre version des faits. Ainsi reproche-t-il aux médias de déclarer que le programme de pacification a été anéanti, alors que, de son point de vue, « le programme de pacification, bien que sévèrement ébranlé, n'était pas "mort". [...] Tout n'était pas rose, certes, mais ce n'était en aucun cas un "désastre" militaire ou psychologique [229] ». Comme le montrent ses propres exemples, les médias rapportaient régulièrement que le programme de pacification en avait pris un sacré coup mais n'était pas mort. À l'inverse, nous verrons que le Pentagone était là-dessus nettement plus pessimiste. L'idée d'un « journalisme d'hommes de paille » de Braestrup peut sans doute impressionner le lecteur peu avisé qui survole le texte à l'affût de conclusions spectaculaires. En réalité elle est parfaitement inconsistante et se fonde sur du vide.

Sardoniquement, Braestrup raille sur « les pénétrantes plongées dans la psychologie vietnamienne », lorsque, Morley Safer par exemple, regardant les *marines* incendier les habitations du village de Cam Ne, concluait qu'un

1. Le Civil Operations and Revolutionary Development Support était une agence créée par Robert Komer pour pacifier les populations du Sud-Vietnam à la suite du revers de l'offensive du Tết. Elle était chargée de distribuer vivres et médicaments aux populations civiles afin de tenter de regagner leur sympathie, mais aussi de former des milices pour défendre les villages contre les Vietcong. [ndt]

paysan dont la maison venait d'être ainsi détruite aurait peine à admettre « que nous sommes de son côté ». Car après tout, qu'en savait-il au juste ? Au fond, ça lui plaisait peut-être, au paysan, de regarder les flammes... Pour autant, on ne se gausse pas de ce genre de « psychanalyse » lorsque c'est le général Westmoreland qui explique que « les populations citadines sont majoritairement indignées de ce que les Vietcong aient pu ainsi violer le caractère sacré de la période du Têt, et tenter d'en tirer stratégiquement parti en infligeant aux villes des dommages considérables » ; ou lorsqu'il expose « l'état d'esprit » des paysans. On notera au passage que, lorsque Safer tient tacitement pour naturel le fait que la presse se trouve inféodée aux troupes d'occupation (« *nous* sommes de son côté »), il ne fait l'objet d'aucune critique [230].

D'après Braestrup, « dans les journaux comme à la télévision, au second jour de l'attaque, l'offensive du Têt se réduisit *intégralement* au siège de l'ambassade » – souligné par Braestrup. Cette illustration de l'incompétence des médias se trouve bien sûr intégralement réfutée dans son propre index historique. Il affirme aussi que, dans la confusion des premiers jours, les médias exagérèrent les succès vietcong en déclarant qu'ils étaient parvenus à pénétrer dans l'ambassade – Braestrup néglige ici de comparer ces allégations aux rapports de la police militaire (MP), lesquels déclarent que les MP essuyaient des tirs provenant de l'intérieur de l'ambassade ; ou au registre du 176e bataillon de la MP, où l'on peut lire : « Appels du général Westmoreland ; ordres de première priorité, tout faire pour *reprendre* l'ambassade américaine » – souligné par nous [231].

Il est assez inquiétant de constater combien Braestrup peut s'indigner de la couverture somme toute honnête de déclarations de Westmoreland et de responsables de la police militaire ayant pris part aux combats en question, et plus encore de constater combien il leur reproche de ne pas s'en être tenus aux déclarations ultérieures de Westmoreland (qu'il ait pu lui-même penser que l'ambassade avait effectivement été prise va pourtant bien au-delà de tous les reportages erronés que dénonce Braestrup). Une lecture attentive montre que la couverture médiatique de l'événement était au contraire étonnamment juste, vue la confusion du moment. On ne peut cependant reprocher à Braestrup de conclure que « les premiers commentaires sont toujours un peu faux », ce que des reporters de terrain trouveront sans doute d'une prodigieuse perspicacité.

À de nombreuses reprises la Freedom House juge les médias « vindicatifs » ou « malveillants » dans leur scepticisme à l'égard des déclarations du gouvernement. On pourrait aussi bien déceler dans cette réaction une nouvelle forme de réalisme. Par exemple, selon Breastrup, « Westmoreland eut tort de sous-estimer publiquement l'ennemi » (en novembre 1967) ; il embraye alors sur une série de déclarations fausses ou biaisées, comme celle de Komer annonçant « les constants progrès du programme de pacification » une semaine avant l'offensive du Têt [232]. En fait, le choc psychologique de l'offensive du Têt s'avérait d'autant plus dévastateur que la plupart des médias n'avaient jusque-là jamais songé à mettre en doute ces estimations officielles. Or, militaires et responsables de Washington comprenaient parfaitement que c'étaient fondamentalement ces mythes qui venaient de voler en éclat avec l'offensive du Têt.

Les discours du général Westmoreland pendant l'offensive n'avaient d'ailleurs rien de très convaincant : il affirmait par exemple que « les onze commandants des divisions vietnamiennes avaient tous [...] efficacement dirigé leurs unités » – les journalistes apprenant par ailleurs que l'un d'entre eux « était tombé en état de choc durant les combats du Têt » ; ou encore, considérons les déclarations de Westmoreland selon lesquelles les allégations de données erronées exagérant le nombre de morts recensés constituaient « l'une des plus graves déformations des faits de toute la guerre » par les médias – il y aurait eu tout au plus « des exagérations relativement bénignes » [233]. Son propre état-major voyait les choses assez différemment. Dans son étude portant sur le point de vue des généraux, le général Douglas Kinnard rapporte que 61 % de ceux qui répondirent à ce sujet parlèrent d'un décompte « fréquemment exagéré », à peine 26 % l'estimant « raisonnablement juste ».

Parmi les réponses, on trouve en outre : « Du pipeau – sans aucune valeur », « Le plus souvent un mensonge éhonté », « Une tache sur l'honneur de l'armée », « Grossièrement exagéré par de nombreuses unités, principalement à cause de l'importance démesurée qu'y attachaient McNamara et Westmoreland » [234]. Outre leur « malveillance », les journalistes avaient peut-être quelques bonnes raisons de se montrer sceptiques [1].

Afin de mettre en évidence le niveau d'absurdité que pouvaient atteindre les médias dans leur recherche d'images-chocs, Braestrup cite un reportage de *Time* sur les galeries souterraines de l'ennemi à Khe Sahn, « *comme cela se faisait à Dien Bien Phu* » – souligné par Braestrup. S'il ridiculise en général l'analogie, il s'abstient néanmoins de tourner en dérision le général Cushman, commandant en chef des *marines*, qui déclarait que le Vietcong était « en train de creuser des tranchées et de tendre toutes sortes de pièges, du genre de ceux qu'il a appris à Dien Bien Phu » [236].

« Tout le Vietnam, apprenait-on dans un reportage TV, était incendié ou méthodiquement ravagé et détruit, et tous les civils vietnamiens autant de réfugiés sans logis », ironise Braestrup, dans sa logorrhée délirante habituelle, ajoutant que, « durant cette période, on ne montrait littéralement aucun film ni ne publiait aucune photo des parties *non détruites* de Saigon, Hué, ou d'aucune autre ville [237]. » Voilà qui montre bien combien les reportages étaient partiaux, soutenant ouvertement l'ennemi. On peut d'ailleurs se demander combien de films et de photographies de paisibles villages britanniques ou de tranquilles coins d'Hawaï furent publiées lors des bombardements de Coventry ou de Pearl Harbour, à seule fin d'équilibrer le tableau.

Braestrup s'interroge sur les causes de cette « exonération du Vietcong » pour « avoir massacré des non-combattants

1. En fait, personne ne connaissait le décompte réel des victimes, car la majeure partie des pilonnages de l'aviation et de l'artillerie étaient dirigés contre des zones où les victimes ne pouvaient être ni comptées ni même évaluées – comme le confirment Kinnard et nombre d'autres sources. Les considérations de Westmoreland montrent que les reporters auraient eu les meilleures raisons du monde de tenir ses comptes rendus pour sujets à caution [235].

ou causé l'exode de réfugiés », indifférent au fait que, avant de s'interroger sur les causes d'un phénomène X, il est nécessaire de montrer que X est vrai. En l'occurrence, c'est faux. Les reportages qu'il cite reprochent invariablement au Vietcong les souffrances des civils, en insistant sur les atrocités vietcong. Il va jusqu'à souligner lui-même que « *Time* et *Newsweek* rejettent tous deux le blâme sur le Vietcong » à Saigon comme ailleurs. Un article de *Newsweek* titrait même « La semaine de terreur du Vietcong » (12.02.68), qui décrivait les escadrons de terreur vietcong exécutant des civils dans Saigon. [238]

Fréquemment, les médias accusèrent les Vietcong d'avoir « ouvert le feu et fait exploser des bombes au beau milieu de quartiers très peuplés, massacrant indistinctement les civils pris entre deux feux, et rendant deux fois plus sans-abri les réfugiés qui avaient fui vers les villes pour s'y mettre à l'abri [239] ». En cela, ils ne faisaient qu'adopter le point de vue de la propagande gouvernementale, selon laquelle la faute en incombe toujours à l'ennemi si les États-Unis détruisent et massacrent, négligeant de préciser au passage que les réfugiés en question fuyaient vers les villes pour s'y mettre à l'abri d'exactions américaines massives, et qu'il était à l'époque très explicitement établi que leur exode était précisément le but recherché [240]. Dans le *NYT*, Charles Mohr écrivait : « En un sens, le Vietcong s'est rendu responsable des pertes civiles en décidant d'attaquer les villes », citant aussi un responsable américain « convaincu que la population ne pardonnerait jamais aux guérillas "leur impitoyable mépris pour la vie humaine" ». Dans le même temps, AP, le *Washington Post*, NBC et d'autres décrivaient le Vietcong détruisant tout, utilisant les civils comme boucliers humains, les empêchant de fuir pour échapper aux attaques, les massacrant sur place, etc., le plus souvent sur la base de preuves si inconsistantes que la Freedom House les tournerait immanquablement en dérision si elles prétendaient attester d'exactions américaines. Dans une représentation typiquement biaisée, Braestrup affirme que NBC-TV « attribuait les pertes saigonnaises *exclusivement* à une décision militaire des alliés de ne pas hésiter à "tuer et mutiler

une partie de la population" pour protéger le reste ». Il faisait ici référence à la déclaration de Howard Tuckner, expliquant qu'une décision avait été prise : « Protéger la majeure partie [...] de la population impliquait de faire des morts et des blessés » – ce qui est tout à fait différent et ne mérite d'être signalé que pour la référence classique à l'idée de « protéger » les victimes [241].

En général, loin d'« exonérer le Vietcong », les médias n'avaient aucun scrupule à lui faire porter l'entière responsabilité des pertes civiles et des destructions causées par les forces américaines qui, conformément à un dogme immuable, « protégeaient » et « défendaient » le Sud-Vietnam et sa population. Tandis que les reportages étaient généralement assez justes, au sens le plus étroit du terme, la représentation du contexte et de la situation générale était proprement ahurissante, mais parfaitement ajustée aux impératifs du système de propagande. Encore une fois, il est extrêmement révélateur que la Freedom House tienne cette mise au service de l'État pour parfaitement légitime – voire insuffisante selon ses propres critères.

Les synthèses de chapitres de l'étude de la Freedom House vont cependant bien au-delà de ce que nous venons de montrer : ruines et dévastations « étaient données pour preuve symbolique d'une "défaite" magistrale [diversement avérée ou inévitable] des forces alliées » ; « Pour avoir tiré parti de leur puissance de feu dans quelques villes, les Américains furent implicitement décrits comme dévastant impitoyablement et intégralement le Vietnam, [...] tandis que l'usage indiscriminé de leur propre puissance de feu par les Vietcong, tout comme les massacres de Hué, n'étaient généralement pas pris en compte. » Les thèmes dominants des médias dans leur ensemble « se résumaient au tableau d'une défaite des alliés » ; comme « au moment du Tết, [où] la presse poussait des hauts cris, jurant que le patient était à l'agonie » [242]. Et ainsi de suite.

Nous en avons déjà cité plus qu'il n'en faut pour montrer le peu de valeur de ce type de représentations. En outre, comme nous l'avons déjà souligné, la plupart des reportages différaient assez peu des rapports militaires,

quoique souvent bien moins extrêmes dans leurs évocations des succès de l'ennemi, comme le montrent nombre d'exemples ci-dessus. Et Braestrup ne l'ignore nullement. Il écrit, par exemple, que « les porte-parole du MACV [1] à Saigon contribuèrent eux-mêmes, en février, à donner aux médias l'impression générale qu'aucune limitation logistique, organisationnelle ou numérique ne limitait l'aptitude de l'armée du Nord-Vietnam à frapper n'importe où – "Plus aucun endroit n'était sûr" –, et ce même après la "première vague" d'assauts. [...] La plupart des reportages de témoins directs des combats, si rares et restreints qu'ils aient pu être, s'avéraient moins funestes en février que les communiqués du MACV ou que ceux réécrits à Saigon [243] ». En fait, les briefings militaires cités diffèrent assez peu des commentaires des médias pour ce qui est du contenu général. Le 3 février, par exemple, le brigadier général John Chaisson parle d'une « vraie bataille », d'une « offensive très réussie dans ses phases initiales, [...] étonnamment bien coordonnée, [...] étonnamment intensive », menée avec une « audace remarquable » – à Hué, par exemple, où « les Vietcong tenaient la ville », etc. Naturellement, en matière de style ou de contenu, les commentaires des médias faisaient preuve d'une grande diversité. Mais des représentations telles que celles énumérées ci-dessus doivent impérativement être dénoncées comme pure hystérie, si nombreux qu'aient pu être les témoignages et commentaires biaisés ou inventés de toutes pièces.

Si l'on doit voir dans cette étude l'un des exploits universitaires les plus remarquables de notre époque, comme le déclare John Roche, alors la recherche universitaire est vraiment sur une très mauvaise pente.

1. Le Military Assistance Command Vietnam était un organe chargé de coordonner et de renseigner les différents corps d'armée. [ndt]

VI. Les campagnes d'Indochine
(2) Laos et Cambodge

Les accords de Genève de 1954 fournissaient les bases d'un règlement politique au Laos et au Cambodge. Les deux pays n'en furent pas moins emportés dans l'agression américaine contre l'Indochine et ses conséquences dévastatrices. Dans un cas comme dans l'autre, les médias apportèrent une remarquable contribution à cette évolution.

* *
*

VI-1. Le Laos

Au Laos comme au Vietnam, les États-Unis s'efforcèrent d'empêcher tout règlement politique de la crise, comme l'annonça clairement l'ambassadeur Graham Parsons devant le Congrès : « Je me suis battu pendant seize mois pour empêcher une coalition. » Sous couvert d'objectifs civils, une mission militaire américaine fut établie au Laos en totale violation des accords de Genève, sous la direction d'un général en civil ; et l'aide américaine se mit à affluer afin d'instaurer un contrôle américain. Le simple fait que le Laos fut alors « le seul pays au monde où la contribution des États-Unis au budget de l'armée [ait été] de 100 % » donne une idée de l'ampleur et des objectifs de cette aide – également des raisons, qui étaient purement politiques : le Pentagone n'y était pas favorable [1].

Un gouvernement de coalition fut néanmoins instauré en 1958, après les seules élections dignes de ce nom qu'ait connues le Laos. En dépit des efforts déployés par les États-Unis, la gauche les remporta haut la main. Neuf des treize candidats maquisards du Pathet Lao furent élus à l'Assemblée nationale, ainsi que quatre candidats neutres de la gauche modérée – surnommés « compagnons de route » par l'ambassadeur Parsons. « Communistes ou compagnons de route » obtenaient donc treize sièges sur vingt et un. La majorité des suffrages se portèrent sur le leader du Pathet Lao, le prince Souphanouvong, qui fut élu président de l'Assemblée nationale.

Les pressions américaines – tout particulièrement la suspension de l'aide – provoquèrent rapidement le renversement du gouvernement par un coup d'État dirigé par un « neutraliste pro-occidental » qui prêta allégeance aussitôt au « monde libre » et déclara son intention de dissoudre le parti du Pathet Lao (le Neo Lao Hak Sat, NLHS), foulant ainsi aux pieds les accords qui avaient permis la formation d'une coalition. Ce nouveau gouvernement fut à son tour renversé par le favori de la CIA, le général Phoumi Nosavan, candidat de l'ultra-droite. Après que les clients des Américains eurent remporté les élections de 1960, si outrageusement truquées que même les observateurs les plus pro-américains s'en indignèrent, la guerre civile éclata, l'URSS et la Chine volant au secours d'une coalition qui s'étendait désormais à l'ensemble des partis politiques, à l'exception de l'extrême droite soutenue par les États-Unis. Le gouvernement américain se borna à constater que, « dès le printemps 1961, le NLHS semblait sur le point de l'emporter dans la totalité du pays », principalement en raison de son contrôle des régions rurales, où il « s'était empressé de monter une organisation couvrant la quasi-totalité des dix mille villages du pays » – ainsi que le notait piteusement Denis Warner, journaliste australien viscéralement anticommuniste [2]. C'était toujours le même problème : les États-Unis et leurs clients étaient militairement forts, mais politiquement faibles.

Ne pouvant plus nier que leur stratégie ne menait nulle part, les États-Unis acceptèrent, en 1962, de participer à une nouvelle Conférence de Genève, qui proposa un nouveau règlement du conflit. Celui-ci fut aussi rapidement caduc, et la guerre civile reprit sur de nouvelle bases, caractérisées par l'intervention accrue des États-Unis et de leurs alliés ainsi que du Nord-Vietnam dans le contexte de l'extension du conflit vietnamien. Les opérations militaires clandestines américaines débutèrent en 1961 et les bombardements systématiques à partir du début 1964. L'opération Barrel Roll [Rouleau compresseur], dirigée contre le nord du Laos, débuta en décembre 1964, quelques mois à peine avant que le Nord-Vietnam ne soit, lui aussi, régulièrement bombardé. Le pilonnage du nord du Laos s'intensifia en 1966, atteignant des sommets hallucinants à partir de 1968, après « suspension des bombardements » sur le Nord-Vietnam – en fait une redistribution des bombardements, la totalité des avions disponibles étant affectés à la destruction du Laos [3].

Dans un premier temps, la couverture médiatique des événements du Laos fut assez complète : plus de trois fois celle consacrée au Vietnam dans le *New York Times* en 1961 – comme le remarquent les analystes des *Pentagon Papers*. Mais le contenu en était généralement absurde. La suspension de l'aide, par exemple, qui fut l'un des facteurs déterminants du renversement par les États-Unis du gouvernement élu en 1958, « ne fut jamais relatée dans la presse nationale », qui n'évoquait que peu les événements ; et quand elle le faisait, les commentaires induisaient en erreur et répétaient les mensonges de Washington [4]. Sur le mode comique, Bernard Fall en décrivit par le menu les événements les plus grotesques, parmi lesquels des mensonges honteux qui dégénérèrent en crises diplomatiques majeures et entraînèrent un renforcement de la présence militaire américaine en Thaïlande et en Indochine. Dans ce domaine, les diatribes enflammées de Joseph Alsop, au sujet d'attaques militaires parfaitement imaginaires de la part des communistes étaient particulièrement intéressantes [5].

À mesure que le conflit vietnamien prenait de l'ampleur, le Laos n'était plus, selon l'expression de Dean Rusk, que

« la verrue sur le porc du Vietnam » ; ou une « guerre secondaire », selon la formule de Haney – comme le Cambodge était appelé à le devenir lui aussi par la suite. Plus la « guerre secondaire » s'intensifiait, plus la couverture médiatique se faisait discrète. En réalité, il y avait trois guerres américaines distinctes : le bombardement de la piste Ho Chi Minh au Sud ; le pilonnage de la société rurale du nord du Laos, que le gouvernement américain reconnaissait n'être aucunement lié à la guerre contre le Sud-Vietnam ; et enfin la « guerre clandestine » que menaient les mercenaires de la CIA recrutés chez les montagnards des tribus locales contre le Pathet Lao soutenu par des effectifs nord-vietnamiens, dont le nombre s'apparentait à celui des mercenaires thaïs et autres qu'employaient les États-Unis. La presse couvrit les bombardements du sud du Laos mais elle n'évoqua jamais la guerre clandestine ni les bombardements du Nord, exception faite de quelques fables au sujet d'agressions nord-vietnamiennes, le plus souvent inventées de toutes pièces et naturellement exemptes de toute analyse critique – sur requête de la (très coopérative) ambassade américaine à Vientiane : plus de liberté avec leurs sources eût rapidement révélé aux reporters que les déclarations dont ils se faisaient les porte-parole, en se fondant sur les briefings de l'ambassade, avaient finalement fort peu à voir avec la réalité (ce que l'un d'entre nous finit par découvrir en en faisant personnellement l'expérience, à Vientiane même, au début de 1970) [6].

En juillet 1968, Jacques Decornoy, correspondant pour le Sud-Est asiatique du journal *Le Monde*, publia un long témoignage sur sa propre vision du nord du Laos, que les bombardements avaient réduit à « un monde sans plus aucun bruit, car les villages alentour ont disparu, les habitants eux-mêmes vivent terrés dans les montagnes : [...] à quelque moment que ce soit du jour ou de la nuit, il ne fait pas bon traîner par ici » à cause des bombardements permanents et de la « destruction méthodique de toute zone tenue par l'ennemi ». Il décrivait les « ruines pétrifiées et les maisons désertes » de la capitale du district de Sam Nuea, dont le pilonnage par l'US Air Force commença dès

février 1965 : la plus grande partie des « quartiers d'habitation » en avaient été « intégralement rasés » par les bombardements et, dès son arrivée, il avait eu sous les yeux les ruines encore fumantes qu'avaient laissées les bombes au phosphore des derniers raids, les « cratères énormes » à travers toute la ville, les églises et les maisons « démolies », les débris éparpillés des bombes à fragmentation américaines, destinées à faire le plus de victimes civiles possible [1]. Sur un rayon de trente kilomètres autour de cette ville, « pas une maison de village ou de hameau n'avait été épargnée. Les ponts avaient été détruits, les champs et jusqu'aux rivières même, étaient criblés de cratères de bombes » [7]. Après le reportage de Decornoy, il ne pouvait faire aucun doute que l'US Air Force lançait des attaques meurtrières contre les civils du nord du Laos. Les comptes rendus d'aussi monstrueuses destructions furent fréquemment portés à l'attention des médias, qui préférèrent les ignorer, ou plus exactement les passer sous silence. Décrite plus tard comme les « bombardements secrets » d'une « guerre non autorisée par le Congrès », l'agression américaine demeura effectivement « secrète », du fait de la duplicité du gouvernement mais aussi de la complicité de la presse.

Non seulement les médias s'abstinrent de publier des informations sur les attaques menées contre des populations civiles sans défense, et d'enquêter sur la question, mais ils s'efforcèrent, en outre, quand par hasard ils mentionnaient les bombardements, de disculper le gouvernement en publiant des articles dont ils connaissaient pertinemment le caractère fallacieux. Lorsqu'on commença à parler des bombardements au Laos, en 1969, ils étaient censés viser exclusivement les voies d'infiltration nord-vietnamiennes vers le Sud-Vietnam (la fameuse « piste Ho Chi Minh ») ; et, plus tard, on raconta que l'aviation américaine apportait un soutien tactique aux forces gouvernementales qui combattaient l'agression nord-vietnamienne – version

1. Sur la réponse qu'apportent les États-Unis aux victimes que continuent de faire les mines antipersonnel trente ans après la fin de leurs bombardements, lire *infra*, « Complément 2002. Le Laos », p. 577.

assurément fort éloignée de ce dont Decornoy avait pu être le témoin, mais sans doute infiniment plus présentable que ces faits inacceptables [8].

Pour ne parler que du *New York Times*, tout au long de l'année 1968, ce journal ne publia pas un seul article traitant des bombardements du Laos, hormis quelques entrefilets rendant compte des protestations du Pathet Lao (22 et 31.12.68). Le *NYT* y fit allusion le 18 mai 1969, affirmant qu'ils « étaient dirigés contre les routes, en particulier la dénommée piste Ho Chi Minh, par lesquelles les Nord-Vietnamiens acheminent hommes et matériel pour infiltrer le Sud-Vietnam ». Un reportage du 14 juin précise que « les avions américains bombardent des objectifs à travers tout le Laos, spécialement le long de la piste Ho Chi Minh, dans le but de harceler le Pathet Lao, le mouvement rebelle dirigé par les communistes, et d'interrompre le flot de renforts ennemis à destination du Sud-Vietnam ». Le 16 juillet, Charles Mohr expliquait que le pilonnage américain était « dirigé contre les voies d'infiltration qui, du Nord-Vietnam traversent le Laos en direction du sud ». Il était fait mention, le 28 juillet, de « deux cent missions de bombardement quotidiennes, sur le nord-est du Laos », dirigées contre les forces nord-vietnamiennes. Et le 2 août, à Washington, Hedrick Smith ajoutait que les États-Unis « ont bombardé des concentrations d'unités sud-vietnamiennes » au Laos. Le 25 août, T. D. Allman faisait état de sorties de bombardiers « en soutien tactique » aux forces gouvernementales combattant les Nord-Vietnamiens et « d'attaques de harcèlement contre les positions communistes dans le nord-est du Laos », offrant ainsi le premier commentaire s'écartant de la version officielle. D'autres évocations de la puissance aérienne américaine enchaînant les sorties en soutien tactique et « pour couper les routes des renforts nord-vietnamiens » parurent le 7 septembre, suivies d'un article d'Allman au sujet des succès d'une attaque gouvernementale, dont les unités étaient « renforcées par des soldats thaïlandais » et appuyées par « le plus intense bombardement américain jamais vu au Laos » (18.09.68). Parurent ensuite des informations en provenance de Washington et

de Vientiane (les 19, 20, 23, 24 et 30.09), confirmant que l'US Air Force fournissait un support tactique aux forces gouvernementales en plus du bombardement des routes d'infiltration nord-vietnamiennes. Enfin, le 23, un communiqué de l'Agence France Presse annonçait le « bombardement par l'aviation américaine des zones tenues par le Pathet Lao », suggérant implicitement que les bombardements outrepassaient largement le pilonnage des routes d'infiltration et des zones de combat, ce qui n'était un secret pour personne à Paris et à Vientiane, alors que personne n'en parlait jamais aux États-Unis.

Bref, bien qu'ils ne fussent ignorés de personne, les bombardements intensifs de l'aviation américaine sur le nord du Laos étaient complètement occultés et les rares mentions qu'on en faisait demeuraient, pour le moins, succinctes et propres à induire en erreur. Elterman observe que, tout au long de l'année 1969, les guerres du Laos et du Cambodge étaient littéralement « invisibles » dans les médias, à l'exception du journal de gauche *National Guardian*, qui rendit assez bien compte de ce qui se passait réellement [9].

Le 1er octobre 1969, le *NYT* publia finalement un article signé T. D. Allman, dont les reportages de qualité parurent essentiellement, pendant toute la durée du conflit, dans la presse étrangère. La conclusion de cet article était que l'« économie et le tissu social des rebelles » étaient « désormais les principales cibles des États-Unis » et que les bombardements américains avaient contraint la population à se terrer durant la journée dans des grottes et des tunnels, rendant quasiment impossible pour le Pathet Lao de conduire, « avec de moins en moins de monde, une "guerre populaire" ». Le contrôle du territoire était désormais secondaire, écrivait-il, « avec des bombardiers américains capables de détruire quasiment à volonté n'importe quels ville, pont, route et concentration de soldats ennemis, ou de civils » [1].

1. Le reportage précise que, « jusqu'au début du printemps, lorsque les troupes nord-vietnamiennes entamèrent une série d'incursions au Nord-Laos », la guerre avait été « limitée », les bombardements américains visant les « routes de ravitaillement nord-vietnamiennes » et les « concentrations de troupes ennemies », les « centres de populations civiles et exploitations agricoles étant généralement épargnés ». Le témoignage

La confirmation de ce qui n'avait été longtemps connu que des cercles restreints de militants pacifistes et que les médias avaient consciemment occulté passa néanmoins sans faire la moindre vague. Les mois précédents, l'armée clandestine de la CIA avait balayé la plaine des Jars, évacuant tous les civils qui restaient vers la région de Vientiane où leurs récits bouleversants furent royalement ignorés par les nombreux représentants de la presse, même s'ils étaient parus ailleurs [10].

Dans un recueil d'interviews de réfugiés que William Sullivan, ambassadeur des États-Unis au Laos, qualifia de « sérieux et soigneusement conçu », Walter Haney, Américain parlant le laotien, cite les réflexions d'un diplomate des Nations unies en poste au Laos et les qualifie de « rapport le plus concis sur les bombardements » : « À partir de 1968, l'intensité des bombardements fut telle qu'aucune vie organisée ne fut plus possible dans les villages. Les villages se déplacèrent donc vers la lisière des forêts, puis s'enfoncèrent de plus en plus profondément au cœur de celles-ci quand les bombardements atteignirent leur apogée en 1969, les bombardiers détruisant quotidiennement tout ce qui tenait encore debout. Rien ne fut épargné. Les villageois vivaient dans des tranchées, des trous ou des grottes. Ils ne cultivaient que la nuit. Toutes les personnes interviewées, sans exception, avaient vu leur village complètement détruit. Dans leur dernière phase, les bombardements avaient pour objectif la destruction systématique [de tout ce qui constituait] la base de la société civile. [11] »

Une étude produite par un « sous-comité Kennedy » concluait que le principal objectif des bombardements américains était « de détruire l'infrastructure physique et sociale » des régions aux mains du Pathet Lao. Une conclusion totalement corroborée par les faits [12].

Il y eut aussi des témoignages oculaires de reporters occidentaux sur la destruction du nord du Laos, mais

de quantité de réfugiés ne tarda cependant pas à montrer que ce genre de déclaration était parfaitement inexact – ainsi que Decornoy déjà pu le vérifier par lui même une quinzaine de mois auparavant.

publiés dans la presse étrangère. Allman survola la plaine des Jars fin 1971, observant qu'elle était « déserte et ravagée » par le napalm et les bombardements intensifs des B-52, « utilisés dans le but d'annihiler toute vie humaine dans la région » : « Toute la végétation a été détruite, les cratères sont innombrables » et souvent impossibles à distinguer au milieu d'une « étendue sans fin de terre retournée encore et encore par les bombes ». À la même période, le *Washington Post* publiait une déclaration du commandant de l'US Air Force Robert Seamans, affirmant « n'avoir observé [au nord du Laos] aucune preuve de bombardements indiscriminés » : c'étaient les Nord-Vietnamiens qui étaient « de véritables brutes », mais les gens n'étaient pas « contre les Américains, bien au contraire ». En 1970, le journaliste australien John Everingham, qui parlait le laotien, traversa « village mourant après village mourant » des tribus hmongs qui s'étaient montrés « assez naïves pour faire confiance à la CIA » et se voyaient désormais offrir un « aller simple "héliporté vers la mort" » dans l'armée clandestine des États-Unis : les bombardements avaient « transformé plus de la moitié de la surface du Laos en une étendue de ruines carbonisées, où les gens [avaient] peur du ciel », afin que « les communistes ne puissent hériter de rien qui ait été laissé debout ou vivant ».

Hormis la microscopique presse pacifiste, pas un seul journal américain ne prit la peine de publier son récit ; même si, plus tard, les médias devaient déplorer le triste sort des pauvres survivants hmongs, présentés comme des « victimes du communisme ». Le 7 octobre 1970, le *Bangkok World* publiait une dépêche de l'Associated Press sur les bombardements américains, qui étaient en train de « rayer de la carte » des villes entières. Un genre d'information qui fit son apparition dans la presse américaine à partir de 1972 [1].

1. En 1986, l'un des auteurs de ce livre participa à New York à un débat public avec des représentants des médias, au cours duquel un célèbre journaliste de la télévision défendait la couverture médiatique irréprochable des bombardements du Nord-Laos en citant un article de 1972 sur un camp de réfugiés. On est en droit de s'interroger sur la crédibilité d'un journal qui se vanterait d'avoir couvert le bombardement de Pearl Harbour dès 1945.

Plus tard, Nayan Chanda survola la plaine des Jars, témoignant en ces termes dans la presse étrangère : « Vue du ciel, elle n'est plus qu'un paysage lunaire, marquée comme elle l'est de cratères de bombes qui sont le témoignage accablant des années de guerre qui effacèrent de cette région tout habitant et toute construction » ; au terme de « six années de bombardements "secrets" par l'aviation américaine, [...] les signes de la mort et de la destruction sont encore plus évidents au niveau du sol », ainsi la capitale de la province, qui fut « intégralement rasée » – comme l'affirmaient déjà, des années plus tôt, les réfugiés que personne ne voulait entendre. À l'instar des volontaires américains durant la guerre, des sauveteurs américains ayant une longue expérience du Laos tentèrent eux aussi – avec fort peu de succès – d'informer les médias sur le Laos d'après guerre et nous confièrent en privé que leur témoignage avait été complètement déformé par les journalistes du *NYT* « par omission et en ne retenant que le coté négatif de ce que nous pouvions dire de plus impartial » [13].

Officiellement, le gouvernement américain nia tout en bloc, s'obstinant à mentir, et ce même après que les faits eurent été exposés et connus dans le détail de ceux qui s'y intéressaient suffisamment pour cela. Beaucoup considéraient l'engagement américain au Laos comme un « succès » – tels les sénateurs Jacob Javits et Stuart Symington ; voire « *un spectaculaire succès* » – tel Thomas McCoy (souligné par lui), ex-cadre de la CIA au Laos [14].

Sous bien des aspects, l'analyse détaillée d'un grand nombre de témoignages de réfugiés que produisit un petit groupe de jeunes volontaires américains au Laos surpassait largement les études similaires produites plus tard sur la base de témoignages de réfugiés cambodgiens, et auxquelles on fit une publicité énorme en Occident – après la prise de pouvoir par les Khmers rouges... Ces récits aussi macabres qu'éloquents sur les opérations américaines en cours suscitèrent cependant peu d'intérêt. Les articles publiés d'abord en dehors des principaux médias furent quasiment ignorés et aussitôt oubliés. À cette époque, montrer la terreur à l'œuvre ne cadrait tout simplement pas avec les impératifs

du système doctrinal. Le refus des médias, en 1968, de publier les témoignages lorsqu'ils étaient aisément disponibles puis, vers la fin 1969, d'enquêter tant soit peu lorsqu'ils devinrent indéniables, contribua grandement à la très efficace opération de duperie de l'opinion publique ainsi qu'à la poursuite de la campagne de destruction.

Lorsque la guerre prit fin, Harry Reasoner, journaliste de ABC News, exprima à l'antenne le souhait que le Laos et ses « braves habitants » puissent revenir à un mode de vie plus paisible après « les pitreries de la CIA et l'invasion sournoise des Nord-Vietnamiens » [15]. Les « pitreries de la CIA » incluaient notamment la destruction de « l'économie et du tissu social des rebelles » au nord du Laos, qui avait fait un nombre ignoré de victimes dans des régions qui pourraient ne jamais s'en remettre ; ainsi que la décimation des Hmongs enrôlés par la CIA puis abandonnés à leur sort dès lors qu'ils cessèrent d'être utiles. On pourrait difficilement trouver quoi que ce soit de comparable à attribuer à « l'invasion sournoise des Nord-Vietnamiens », qui fut cependant marquée par des atrocités – comme, par exemple, l'assassinat de douze membres de l'US Air Force, en mars 1968, dans une base radar près de la frontière vietnamienne d'où l'on dirigeait les bombardements du Nord-Vietnam et les opérations menées au Nord-Vietnam par des mercenaires entraînés par les États-Unis [16].

Le *NYT* évoqua, à la fin du conflit, la campagne du Laos, concluant que trois cent cinquante mille personnes y avaient été tuées, soit plus d'un dixième de la population, un autre dixième s'étant retrouvé déraciné dans le cadre de cette « querelle fratricide, aggravée dans des proportions tragiques par l'intervention de forces armées étrangères ». Sans doute le gouvernement de coalition de 1958 aurait-il pu mettre fin à ladite « querelle fratricide », si ne s'étaient justement trouvés là des intervenants « extérieurs », au nombre desquels les États-Unis, qui jouèrent du début à la fin un rôle non négligeable : rôle par ailleurs totalement ignoré tout au long de cette supposée analyse historique, à l'exception de quelques commentaires tout à fait pernicieux. Après tant d'années, le *NYT* en était encore à prétendre que

les bombardements américains avaient exclusivement visé les voies de ravitaillement nord-vietnamiennes – sans rien évoquer d'autre. Les éléments cruciaux de l'histoire véritable disparaissent aussi ou étaient grossièrement déformés. De la même manière, tous les articles publiés par la suite occultèrent régulièrement la responsabilité des États-Unis dans les destructions et les « problèmes » de l'après-guerre, que l'on attribua aux seuls communistes ; dérobade honteuse au regard des faits historiques incontestables [17].

Une fois de plus, du début à la fin, l'attitude on ne peut moins glorieuse des médias s'explique clairement par le modèle de propagande.

* *
*

VI-2. Le Cambodge

VI-2-1. « La décennie du génocide »

Peu de pays ont subi un sort aussi atroce que celui du Cambodge au cours des années 1970. La « décennie du génocide » – baptisée ainsi par la commission d'enquête finlandaise qui essaya de déterminer ce qui s'y était réellement passé [18] – connut trois phases distinctes, qu'on peut étendre jusqu'à aujourd'hui, où les stigmates de cette période épouvantable sont encore bien visibles.

Phase I. De 1969 à avril 1975, les bombardements américains – d'un degré d'intensité sans précédent historique – et une guerre civile soutenue par les États-Unis laissèrent le pays complètement dévasté. Bien que le Congrès eût décrété, en août 1973, l'arrêt définitif des bombardements, la participation active du gouvernement américain au massacre de la population se poursuivit néanmoins jusqu'à la victoire des Khmers rouges, en avril 1975 [19].

Phase II. D'avril 1975 à fin 1978, le Cambodge fut soumis à la loi meurtrière des Khmers rouges (Kamputchéa

démocratique, KD), finalement renversés par l'invasion vietnamienne du Cambodge, en décembre 1978.

Phase III. Le Vietnam installa au pouvoir le régime Heng Samrin mais, à l'exception de L'URSS, la communauté internationale continua de reconnaître exclusivement le KD – essentiellement khmer rouge. Seule véritable force armée du KD, la guérilla khmer rouge, qui se reconstitua à la frontière de la Thaïlande et dans plusieurs bases thaïlandaises grâce au soutien des États-Unis et de la Chine, continuait en 1984 de mener des attaques d'un genre que nous ne manquerions pas d'appeler « terroristes » si un gouvernement allié en était la cible.

Dans un premier temps, nous observerons ce que dut endurer le Cambodge au cours de ces sinistres années, ainsi que la manière dont tout cela fut décrit, en commençant par quelques observations préliminaires, puis nous l'étudierons de façon plus détaillée, phase après phase.

[Sur l'accompagnement médiatique de la politique américaine après le retrait du Vietnam et la mort de Pol Pot, lire « Complément 2002. Le Cambodge », infra, p. 578.]

*

VI-2-2. Problèmes d'échelle et de responsabilité

Les trois phases de la décennie du génocide apparaissent sous un jour complètement différent dans les médias, s'ajustant toujours harmonieusement aux impératifs du modèle de propagande. La phase I, dans laquelle les États-Unis reconnurent avoir eu une part de responsabilité, fut très peu étudiée à l'époque et même depuis ; et elle ne fut jamais condamnée dans des termes similaires à ceux dans lesquels fut décrite la phase II. La multitude de Cambodgiens tués, mutilés ou traumatisés au cours de cette période n'étaient, en vertu du principe analysé au chapitre II, que des victimes « non dignes d'intérêt ».

La phase II, la période de Pol Pot, est celle de l'« holocauste », généralement comparée aux atrocités de Hitler ou

de Staline, pratiquement dès le début, mais en forçant le trait et avec un maximum de tapage devant les souffrances de ces victimes – « dignes d'intérêt » cette fois-ci.

La phase III renvoya à nouveau les Cambodgiens au statut de victimes « dignes d'intérêt », vivant l'enfer sous la férule vietnamienne. Les Vietnamiens étant des ennemis officiels des États-Unis, on leur attribua naturellement le rôle des méchants, seuls responsables de l'état de délabrement épouvantable du Cambodge et coupables d'une agression injustifiable. Dans le même temps, les États-Unis soutenaient leur alliée, la Chine, qui mena une expédition punitive au Vietnam, en février 1979, tout en reconstituant les forces vaincues de Pol Pot.

Au tout début de la phase III, on prétendit que « les Vietnamiens [étaient alors] en train de perpétrer un subtil "génocide" au Cambodge », accusation que venait tacitement corroborer une étude démographique de la CIA, qui estimait que la population avait chuté de sept cent mille personnes au cours de « la première année du gouvernement Heng Samrin » [20].

Le mythe de ce nouvel holocauste était fondé sur une interprétation sérieusement biaisée des données accessibles, ainsi que le démontra Michael Vickery dans sa réponse (refusée par la *New York Review of Books* en juin 1981) à la mise en garde de William Shawcross concernant « La fin du Cambodge » [21] – mais trop tard, hélas, car la vision de ce dernier avait déjà fortement marqué la conscience populaire et nombres de déformations et de contradictions se sont maintenues [22]. Dans son livre *Le Poids de la pitié*, Shawcross finit par se ranger aux conclusions de Vickery, admettant notamment qu'il n'y avait jamais eu de famine de l'ampleur qu'il avait évoquée. Il n'en soutint pas moins par la suite que le régime Heng Samrin « fut responsable de nombre des conditions qui causèrent la famine » au Cambodge. Ces contradictions furent relevées par un spécialiste australien du Cambodge, Ben Kiernan, qui les explique en partie en ces termes : « Il y *avait* bien un risque de famine, comme le gouvernement Heng Samrin le déclara à la mi-1979. Mais

elle put être évitée grâce à la petite mais salvatrice récolte de décembre/janvier, que Shawcross évoque à peine, ainsi qu'à l'aide massive du programme d'aide internationale qu'il n'a de cesse de dénigrer. [23] »

L'empressement à dénoncer l'infâme volonté vietnamienne de mettre « fin au Cambodge », le recours facile à des sources connues pour n'être pas crédibles [1], puis la dérobade, après que les accusations les plus gratuites eurent été rejetées, s'expliquent d'elles-mêmes dans le climat d'hostilité à l'égard du Vietnam qui régnait alors aux États-Unis (ainsi, du reste, que dans tout le bloc de l'Ouest), et qui conduisit les États-Unis à s'aligner tranquillement sur Pol Pot et à réorienter leur prétendu souci du sort des Cambodgiens vers les seules victimes de l'occupation vietnamienne.

La phase III présentait également un aspect lié à la situation intérieure américaine qui nous intéresse plus directement. Dans un étonnant exercice de style, un type de propagande caractéristique des campagnes de soutien au système en place, l'on affirma que les horreurs de la phase II avaient été, un temps, passées sous silence. Ce fait, développé dans le très influent *Poids de la pitié* par William Shawcross, provoqua toutes sortes de commentaires sur « l'holocauste et la conscience moderne », sous-titre du livre, et sur l'incapacité du monde civilisé à trouver une réponse appropriée à la perpétration de tels crimes. Nous nous pencherons plus loin [*infra*, VI-2-8] sur la valeur d'une telle accusation s'agissant spécifiquement de la phase II. L'accusation d'occultation serait en revanche parfaitement justifiée à propos de la phase I de la « décennie du génocide », mais là, précisément, elle ne fut jamais avancée, pas plus à l'époque qu'aujourd'hui. Ladite phase I n'est d'ailleurs jamais décrite en termes d'holocauste ni de génocide dans la littérature dominante [*infra*, « Complément 2002 », p. 578]. De fait, la

1. François Ponchaud, sur lequel se fondait Shawcross, était une source des plus sujettes à caution, pour des raisons déjà largement documentées à l'époque. Il ne viendrait à l'idée de personne de fonder sérieusement des accusations invérifiables sur les dires de quelqu'un d'aussi notoirement douteux, sinon pour s'en prendre à un ennemi officiel.

phase I ne provoqua jamais ni demande d'intervention internationale ni procès pour crime contre l'humanité et elle a depuis été largement effacée des mémoires. Dans les médias, les critiques rétrospectives les plus dures attribuent la « destruction de la société cambodgienne » de la phase I « aux années de guerre » et à la « politique peu attentive de la Maison-Blanche » – mais sans plus [I]. Si les bombardements du Cambodge par les Américains furent bien évoqués au cours des auditions sur le scandale du Watergate, la principale accusation était le fait que le Congrès n'en eût pas été dûment informé.

Michael Vickery suggère une « intéressante étude comparative à laquelle pourrait se livrer un journaliste d'investigation » s'intéressant réellement aux problèmes de la région. Il s'agit de comparer le Cambodge au cours de la phase III à la Thaïlande, pays « qui n'a connu ni guerre, ni invasion, ni tapis de bombes, ni révolution, où les investissements étrangers sont énormes et qui jouit de la sympathie de la plupart des puissances occidentales », mais où les conditions de vie des populations rurales sont telles que « depuis 1980, une aide substantielle aux "réfugiés" étrangers proches de la frontière a dû être attribuée aux "villageois thaïs concernés", le personnel des organisations de secours internationales s'étant alarmé que leur santé et leur niveau de vie ne valaient guère mieux que ceux des réfugiés cambodgiens [25] ». Bien sûr, pas question d'oser une telle comparaison, ni même de manifester le moindre intérêt pour les nombreux rapports soigneusement enterrés, qui à la même époque dénonçaient l'utilisation de dizaines de milliers d'enfants comme de « quasi-esclaves » dans des usines

I. Pour Shawcross, « ces années de guerre virent la destruction de la société cambodgienne et l'ascension des Khmers rouges, qui renaissaient de leurs cendres, en grande partie du fait des politiques de la Maison-Blanche. [...] Avec à leur tête les forces du nationalisme déchaînées par la guerre, les Khmers rouges devenaient une armée de plus en plus redoutable » – bien que, « lors des campagnes de bombardements américains massifs », auxquels furent soumis les Khmers rouges en août 1973, « on estimait que leurs pertes avaient été énormes » [24]. Il est clair que « leurs pertes » fait ici référence aux seules troupes khmers rouges, pas un mot sur les pertes civiles – sur les limites de la « capacité d'empathie » de Shawcross, lire *infra*, VI-2-8.

thaïlandaises aux allures de camps de concentration [I]; ni sur les conditions de vie ordinaires des populations rurales de la région, telles que pouvaient les observer le flot de visiteurs qui se pressaient dans les camps de réfugiés de la frontière pour constater les conséquences de la terreur communiste et témoigner leur compassion aux victimes.

Si l'on tient compte de la véritable orgie de mensonges empilés ici au service d'objectifs politiques on ne peut plus évidents [28], il devient difficile d'évaluer avec précision l'étendue réelle des massacres et des dévastations qui ont marqué les deux authentiques phases d'extermination de masse de la « décennie du génocide » – les phases I et II. Selon la commission d'enquête finlandaise, près de six cent mille personnes sur une population de plus de sept millions d'habitants sont mortes au cours de la phase I; qui fit, en outre, plus de deux millions de réfugiés [II]. Pour la phase II, la commission estimait entre soixante-quinze et cent cinquante mille, pour rester « réaliste », le nombre des victimes d'exécutions sommaires; et à près d'un million les victimes des massacres, des persécutions, de la famine et des travaux forcés. À ce jour, l'analyse de Vickery est la tentative la plus méticuleuse de démêler les événements de cette période [29] :

I. L'article citait l'Organisation internationale du travail sur l'exploitation des enfants, concernant plus de cinquante millions d'enfants dans le monde (AP, *Boston Globe*, 24.09.78). La Thaïlande y était spécialement stigmatisée comme l'un des pires violateurs des droits de l'enfant, du fait d'une pauvreté endémique, de l'inaction du gouvernement militaire mis en place et soutenu par les États-Unis, du manque de capacité d'action des syndicats, et d'une « libre entreprise sans bornes » [26]. S'y ajoutent les conditions de vie des femmes dans le « bordel de l'Asie », qui comptait déjà, dans les années 1980, quelque cinq cent mille prostituées, masseuses et entraîneuses, dont environ 20 % de moins de quatorze ans, mise sur le trottoir à Bangkok (voire vendues en Europe) et venues des régions rurales les plus démunies, à travers « un énorme réseau souterrain de bordels et d'ateliers qui se nourrit véritablement de la chair et du travail des enfants » [27].

II. D'autres sources donnent des chiffres plus élevés. Ponchaud estime à huit cent mille le nombre de tués – mais, comme nous l'avons mis en évidence dans notre critique de 1977, il semble avoir surévalué le nombre des victimes directes des bombardements. D'autre part, comme nous l'indiquions, il demeure à bien des égards une source extrêmement sujette à caution [*supra*, note I, p. 521]. « Les sources gouvernementales américaines situent leurs estimations officieuses entre six cent et sept cent mille tués » – une étude démographique de la CIA, qui penche plutôt pour six cent mille victimes directes.

un total de « pertes de guerres » de plus de cinq cent mille victimes pour la phase I, calculé d'après les estimations de la CIA mais néanmoins inférieur à leurs conclusions lui semble plausible ; viennent s'y ajouter près de sept cent cinquante mille « décès excédant la normale, et imputables aux conditions de vie sous le régime du KD », avec près de deux cent à trois cent mille exécutions et un déclin de la population totale d'environ quatre cent mille personnes pour cette seule période [1].

Ces estimations, les moins approximatives qui se puissent trouver actuellement à notre connaissance et au moment de la rédaction de cet ouvrage, montrent que le nombre des victimes du « génocide » au cours de la phase II est supérieur à celui de la phase I, tout en restant sensiblement du même ordre. Encore devons-nous, avant de prendre ces chiffres pour argent comptant, garder à l'esprit le fait qu'une certaine proportion des victimes de la phase II doit être regardée comme une conséquence directe de la guerre menée par les Américains. À la fin du conflit et pour la seule ville de Phnom Penh, la famine faisait déjà près de cent mille victimes par an. Le pont aérien alimentaire américain qui permettait de garder la population en vie fut immédiatement interrompu. Des sources proches du gouvernement américain prévoyaient environ un million de morts si l'aide alimentaire venait à être suspendue. Selon un médecin occidental en poste à Phnom Penh en 1974-

1. On note des écarts considérables d'une estimation à l'autre. Les plus basses, celles des études démographiques de la CIA, situent entre cinquante et cent mille le nombre de personnes qui « pourraient avoir été exécutées ». Leur estimation du nombre total de victimes, toutes causes confondues, est, elle, de peu de valeur – du fait d'une évaluation erronée de la population d'après guerre et d'un biais politique manifeste des résultats, du début à la fin. La *Far Eastern Economic Review* indiquait une sensible augmentation de la population sous le régime KD, d'environ 8,2 millions – chiffre « principalement basé sur les estimations de la CIA [30] » – et réduisait finalement cette estimation de 8,2 à 4,2 millions, l'estimation la plus honnête semblant se situer autour de 6,5 millions. L'Australien Carlyle Thayer, spécialiste de l'Indochine, estimait à cinq cent mille le nombre de victimes, toutes causes confondues, au nombre desquelles environ cinquante à soixante mille exécutions [31]. Les estimations les plus hautes culminent à trois millions et plus, mais sans s'appuyer sur aucune analyse. Comme le soulignent tous les observateurs sérieux, s'agissant du Cambodge, la marge d'erreur demeure considérable quels que soient les chiffres.

1975 : « C'est toute une génération d'enfants qui est vouée à être perdue. La malnutrition en affectera le nombre et les capacités intellectuelles. Ainsi la guerre ne se contente-t-elle pas d'anéantir une génération d'hommes jeunes, elle anéantit aussi une génération d'enfants. »

L'ambassade des États-Unis estimait à l'époque que les réserves de riz de la capitale permettraient à peine de tenir quelques semaines. Le dernier rapport de l'USAID rendant compte de la famine qui frappait le pays en 1975 concluait que, 75 % des animaux de trait ayant été tués au cours de la guerre, le repiquage du riz en vue de la prochaine récolte, huit mois plus tard, devrait nécessairement être effectué « par le travail forcé d'individus souffrant sérieusement de malnutrition ». Le rapport annonçait pour l'année suivante une « famine généralisée » et des conditions « d'esclavage et de rationnement pour plus de la moitié de la population du pays », ainsi qu'un « dénuement absolu et des souffrances [...] pour les deux ou trois années suivantes, avant que le Cambodge puisse prétendre à une quelconque autosuffisance en matière de riz [32] » – ces données sont issues de la seule étude complète de la situation générale à la fin de la guerre, qui eut droit aux éloges du grand spécialiste de l'Indochine George Kahin mais fut unanimement dédaignée ou conspuée par les médias [33], notamment dans la *New York Review of Books*, sous la plume de William Shawcross [1].

Il faut encore considérer l'impact des bombardements américains sur les Khmers rouges eux-mêmes et sur les populations paysannes qui formaient leur base sociale. Facteur non négligeable qu'aucun analyste sérieux n'a manqué de souligner. Pour le spécialiste du Cambodge Milton Osborne, la terreur communiste fut « incontestablement une réaction aux effroyables bombardements [de l'US Air

1. Lorsque nous avons transmis à la presse et aux spécialistes du Cambodge des extraits de notre manuscrit sur l'« économie politique des droits humains », Shawcross s'empressa de nous écrire pour exiger que soit retirée toute référence à ses publications. Notre réponse lui indiquait que nous ne manquerions pas de retirer toute citation qu'il jugerait fausse ou induisant en erreur, n'hésitant pas à retarder la publication de l'article dans l'attente de sa réponse. Il n'y en eut aucune (s'agissant de sa réponse publique, lire *infra*, p. 569).

Force] des régions contrôlées par les communistes ». Un autre chercheur spécialiste de ce pays, David Chandler, explique à ce sujet que les bombardements avaient transformé « des milliers de jeunes Cambodgiens en militants d'une vaste croisade anti-américaine », car ils avaient détruit « des pans entiers du tissu social de la société cambodgienne d'avant guerre et fourni au parti communiste tous les ingrédients psychologiques d'une révolution sociale à la fois violente, assoiffée de vengeance et sans merci » ; une « lutte de classes entre le "peuple de la base" qui avait subi les bombardements et le "nouveau peuple" qui avait fui les bombes et s'étaient donc rangé aux côtés des Américains, du moins dans l'esprit des Khmers rouges ». Selon Philip Windsor, « l'intransigeance française avait mué les nationalistes en communistes », tandis que « l'attitude impitoyable des Américains transformait les communistes en fanatiques totalitaires » [34]. On peut discuter de savoir dans quelle mesure ce facteur a été plutôt plus ou moins déterminant dans la politique des Khmers rouges, rendant ivres de vengeance des paysans du « peuple de la base » et les poussant à forcer ceux qu'ils percevaient comme ayant collaboré à leur destruction à endurer la vie de paysans pauvres voire pire. Mais il est difficilement contestable que cela fut un facteur important.

Si l'on fait la synthèse de ces différents éléments, on peut raisonnablement considérer que la part de responsabilités des États-Unis et celle de Pol Pot dans les atrocités commises au cours de la « décennie du génocide » sont au moins sensiblement du même ordre.

On sait finalement peu de choses sur la phase I du « génocide ». On a trouvé aussi peu intéressant de rendre compte des faits à l'époque que depuis. Le rapport de la commission d'enquête finlandaise survole le sujet en à peine trois pages, tant les informations disponibles sont maigres. La phase II, elle, se trouve avoir été bien plus exhaustivement étudiée et ce qui s'est produit alors est aujourd'hui largement attesté. David Chandler et Ben Kiernan notent que, suite à l'intense intérêt suscité par la phase II, « nous en savons actuellement beaucoup plus au

sujet de ce que pouvait être la vie quotidienne au Kamputchéa démocratique, supposé avoir été un régime très "fermé", que nous n'en savons au sujet des régimes ostensiblement ouverts que furent la République khmer (de 1970 à 1975) ou l'ère de Sihanouk qui l'avait précédée (de 1954 à 1970) [35] ». Cependant, malgré ce déséquilibre déjà considérable, c'est encore sur la phase II du génocide que se trouve focalisé le centre de documentation sur le Cambodge de New York. La différence astronomique dans le volume de documentation disponible, entre une phase et l'autre, et le fait que l'effort de recherche soit aujourd'hui encore exclusivement concentré sur la phase II, deviennent néanmoins parfaitement logiques éclairés par le modèle de propagande.

Hormis pour quelques rares groupuscules maoïstes, il ne fit très rapidement plus aucun doute que le régime khmer rouge, sous la houlette de son nouveau leader Pol Pot, était en train de perpétrer des atrocités épouvantables au Cambodge. Mais les positions différaient quant à l'ampleur ou à la véritable nature de ces crimes.

Au département d'État, les spécialistes du Cambodge étaient sceptiques vis-à-vis des accusations largement rendues publiques à partir de 1977 – à juste titre, ainsi que vinrent le confirmer des enquêtes ultérieures. En se fondant sur des études de la CIA, la *Far Eastern Economic Review* concluait, en janvier 1979, que la population du Cambodge avait en fait augmenté sous Pol Pot, et son très éminent correspondant Nayan Chanda, évoquant l'arrière-plan de l'invasion vietnamienne, écrivait : « Certains observateurs sont convaincus que, si le régime de Pol Pot avait pu disposer d'un an de plus, son image nationale et internationale se serait suffisamment améliorée pour rendre toute invasion vietnamienne difficile sinon impossible. [36] »

Les divergences de points de vue persistèrent, malgré la profusion de témoignages qu'apportaient les flots de réfugiés qui débarquaient en Thaïlande en 1979 et les visites diplomatiques au Cambodge, qui apportèrent les premiers éléments d'information véritablement consistants au sujet des années 1977-1978. À un extrême, on continuait de

décrire Pol Pot comme l'inventeur de nouvelles formes de génocide, comparables aux pires excès de Hitler et de Staline. À l'autre extrême, on trouvait l'analyse d'après guerre de Douglas Pike, expert gouvernemental, aujourd'hui chef de département aux archives indochinoises de l'université de Californie, universitaire « à l'esprit indépendant » tant apprécié de la Freedom House et archétype de la « nouvelle race » d'universitaire objectif auquel le *NYT* voue une profonde admiration [37]. En novembre 1979, Pike décrivait Pol Pot comme le leader « charismatique » d'une « révolution paysanne sanglante mais réussie et jouissant d'un restant substantiel de soutien populaire », au cours de laquelle, « statistiquement parlant, la plupart d'entre eux [les paysans en question] ne subirent pas grand-chose en fait de brutalités » [38]. Selon des études démographiques de la CIA de 1980, la période des exécutions sous Pol Pot prit fin en janvier 1977. S'agissant de 1977-1978, on y admet tout au plus que « les conditions de vie ne furent probablement pas très différentes durant ces deux années de ce qu'elles avaient pu être en 1976 », bien qu'il fût de notoriété publique, à l'époque où la CIA rédigeait ce rapport, que ces deux années avaient été, et de très loin, les pires années de toute la période des purges au Cambodge même et de l'escalade du conflit avec le Vietnam, à une époque où les États-Unis commençaient à pencher fortement vers la Chine et vers Pol Pot. La CIA concluait néanmoins que, parmi le « vieux peuple », « les populations rurales » qui formaient « la base même de la nouvelle société khmer rouge révolutionnaire », on observait un léger accroissement de la population au cours de la période du KD. Une version encore plus édulcorée nous est fournie par un proche allié des États-Unis, M. Deng Xiaoping. Dans la Chine de décembre 1978, Deng, qui était en train de devenir « l'homme fort du parti » et qui allait demeurer le principal supporter de Pol Pot, se trouvait justement sur le point de mettre en œuvre le plan qu'il avait élaboré pour « punir le Vietnam. » En 1984, il s'opposa violemment à toute tentative de retirer aux Khmers rouges leur place de leaders au sein de la coalition du KD, lançant

rageusement : « Je ne conçois pas que certaines personnes puissent vouloir destituer Pol Pot. Il a certes commis certaines erreurs par le passé mais, à présent, c'est lui qui mène le combat contre les agresseurs vietnamiens. » Et Deng ne manqua pas d'être soutenu en ce sens par l'administration de Reagan [*infra*, VI-2-7] [39].

Outre ces exemples bien réels d'interprétations moins dures de la période Pol Pot, il y en eut aussi de tout à fait mythiques sur lesquelles nous devons revenir.

*

VI-2-3. Un pays « pas si charmant que ça » : quelques pages d'histoire pertinentes

Une partie des mythes forgés de toutes pièces au sujet du Cambodge à partir des années 1970 gravitaient autour de l'idée que « ce charmant pays » aux « habitants si souriants » n'avait littéralement jamais souffert avant d'être plongé dans les guerres d'Indochine, pour finir écrasé sous la férule « autogénocidaire » de Pol Pot. La réalité est quelque peu différente. À en croire le Français Charles Meyer, conseiller du prince Sihanouk, derrière le fameux « sourire khmer » couvait une incroyable dureté et une grande violence [40]. Vickery observe pour sa part que les chroniques les plus anciennes « sont pleines de récits d'exécutions publiques, de pièges, de tortures, de villages incendiés et d'émigrations forcées », des villages, des régions dévastées, des populations exterminées, et bien peu de freins institutionnels à la terreur. Largement ignorée des universitaires occidentaux ainsi que des populations urbaines, la paysannerie du Cambodge profond semble avoir longtemps vécu dans des conditions d'extrême violence et de haine viscérale à l'égard d'oppresseurs étrangers à leurs villages.

Durant la guerre d'Indochine française, en pleine reconquête à la fin des années 1940, « près d'un million d'habitants des zones rurales [...] furent "regroupés" de force ». L'énorme flot de réfugiés qui convergea vers Phnom Penh au cours de la phase I de la décennie du génocide n'était pas

la première dislocation de grande envergure dans l'histoire récente du pays. Vickery ajoute qu'il s'agit « d'une bien étrange histoire » en définitive, dans laquelle le gigantesque exode vers la capitale de paysans fuyant les bombes américaines et les combats sanglants apparaît « presque moins épouvantable ou plus "normal" que le mouvement inverse de 1975 », à savoir l'évacuation de force vers les campagnes, après que la ville fut prise par l'armée de paysans des Khmers rouges. Les leaders de la résistance antifrançaise qui suivit la Seconde Guerre mondiale ont laissé des récits d'atrocités épouvantables, pratiquées avec un plaisir manifeste, sorte de trait « naturel » des « mœurs khmers ». À cette même époque, les forces gouvernementales dirigées par Lon Nol, qui, au début des années 1970, devait prendre la tête du gouvernement client soutenu par Washington, se livrèrent dans les villages dont se retiraient progressivement les forces françaises à des massacres généralisés illustrés notamment par des « concours de force individuelle », les soldats « attrapant des bébés par les pieds pour les déchirer en deux. » Toutes sortes de choses que n'oublièrent sans doute jamais ceux des habitants de ces régions qui survécurent assez longtemps pour former les fameuses troupes khmers rouges, dont les atrocités commises à travers ce « charmant pays » semblèrent plus tard si scandaleuses aux nations occidentales. « De sorte que pour les paysans, c'est-à-dire 80 à 90 % de la population du Cambodge, conclut Vickery, la justice arbitraire, la mort violente, l'oppression politique, l'utilisation à dessein de réactions religieuses ou antireligieuses, aussi bien violentes qu'implicites, faisaient partie de la vie quotidienne bien avant la guerre et la révolution des années 1970. » Mais ces conditions de vie n'avaient jamais intéressé grand monde à l'Ouest. « Les créations du régime de Pol Pot s'y trouvaient toutes à l'état embryonnaire, poursuit Vickery, dirigées avant tout contre la population citadine », à la suite d'une guerre qui, dans une large mesure, avait été « une guerre entre la ville et la campagne, dans laquelle l'objectif de la ville se réduisait de plus en plus à la seule préservation de ses privilèges tandis que les campagnes basculaient dans l'horreur » [41].

Il est évidemment superflu de souligner l'énormité des moyens que n'hésitèrent pas à déployer les États-Unis en matière de violence, pour la seule préservation des privilèges urbains. En réalité cette tâche était pour eux tout à fait secondaire. Pour les États-Unis, la destruction des régions agricoles du Cambodge était un simple élément corollaire de la volonté de maintenir au pouvoir un régime client au Sud-Vietnam.

Source de rancœur supplémentaire, contrairement aux arrangements concernant le Laos ou le Vietnam, les accords de Genève ne reconnaissaient pas la résistance antifrançaise au Cambodge. Le pays fut gouverné par le prince Norodom Sihanouk jusqu'au mois de mars 1970, lorsque celui-ci fut renversé par un coup d'État soutenu par les États-Unis [42]. Tout au long de cette période, Sihanouk se livra, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, à un difficile exercice d'équilibre. À l'intérieur, il réprimait la gauche et les mouvements paysans et s'efforçait de contenir la droite. Mais le pouvoir n'en demeurait pas moins concentré dans les mains des élites urbaines de droite. À l'extérieur, il tenta tant bien que mal de conserver une certaine neutralité dans le cadre de l'extension des conflits en Indochine, qu'il s'attendait à voir s'achever par une victoire des communistes [43].

Les velléités neutralistes de Sihanouk n'étaient du goût ni des Américains ni de leurs alliés. À partir de 1957, les troupes de Diem commencèrent leur attaque contre les régions frontalières et la Thaïlande accumula les provocations. En 1959, une première tentative de coup d'État, vraisemblablement soutenue par la CIA, comme on le pensa communément au Cambodge, fut déjouée. Cette action s'inscrivait pleinement dans le programme américain de subversion généralisée du Sud-Est asiatique qui faisait suite aux accords de Genève et qui incluait notamment le renversement de Sukarno en Indonésie en 1958, la subversion du gouvernement élu au Laos la même année et la tentative d'anéantissement des réseaux de la résistance antifrançaise à travers tout le Sud-Vietnam pour consolider la dictature de Diem tout en minant systématiquement les accords de Genève. À partir de 1963, les forces khmers serei [« khmers

libres », ndt] soutenues par la CIA menèrent, depuis le Sud et leurs bases thaïlandaises, des attaques de plus en plus fréquentes contre le Cambodge, tandis que les États-Unis intensifiaient leurs opérations clandestines au Laos et se comportaient avec une violence croissante de manière à bloquer toute possibilité de règlement politique du problème vietnamien. Dès 1966 le Khmer Serei « déclara la guerre au Cambodge et revendiqua des incursions au-delà de la frontière avec ce pays » [44].

Les attaques menées par les Américains et les troupes de Saigon contre les postes-frontières et les villages au Cambodge s'intensifièrent dès le début des années 1960, faisant plusieurs centaines de morts par an. Plus tard, ce furent les rebelles vietcong et les paysans vietnamiens fuyant les bombardements qui vinrent trouver refuge au Cambodge, dans les régions frontalières, notamment après les opérations militaires américaines particulièrement meurtrières du début 1967 au Sud-Vietnam. Cela offrit à Washington l'occasion de se plaindre avec un certain cynisme d'une ingérence des communistes à l'intérieur du Cambodge neutre, accusations qui furent largement répercutées dans les médias. Jusqu'au coup d'État de 1970 qui renversa Norodom Sihanouk, les Vietnamiens étaient éparpillés le long de la frontière jusqu'à environ vingt-cinq kilomètres de profondeur au plus, selon la plupart des sources. Les premières traces de campements vietnamiens au Cambodge furent découvertes vers la fin 1967, dans une zone frontalière non balisée. Tandis que l'Amérique s'indignait bruyamment de « l'agression nord-vietnamienne », la situation apparaissait à Washington de façon beaucoup plus nuancée. Les *Pentagon Papers* nous apprennent en effet que, jusqu'à mai 1967, bien après que les opérations américaines eurent provoqué l'exode transfrontalier, de hauts dignitaires du Pentagone considéraient que le Cambodge tendait à devenir « une base de ravitaillement de plus en plus importante, pour la nourriture et les médicaments jusqu'à présent, plus tard peut-être pour les munitions ». Un an plus tôt, une équipe de recherche américaine qui menait une enquête de terrain à propos des accusations du

gouvernement américain à ce sujet, constata qu'elles étaient parfaitement dépourvues de fondement, mais put constater sur place les dégâts causés par une récente attaque aérienne d'hélicoptères américains (une parmi tant d'autres, selon les habitants de la région). Le gouvernement commença par nier, comme d'habitude, puis finit par reconnaître les faits dès lors que des Américains (dont CBS-TV) en avaient été les témoins directs.

Le gouvernement cambodgien rapporta de nombreux incidents de ce type. Le Cambodge se plaignit par exemple auprès des Nations unies que, le 24 février 1967, « un important contingent d'éléments des forces américaines, sud-vietnamiennes et sud-coréennes avaient pénétré en territoire cambodgien et ouvert le feu sur le village khmer de Chrak Krank, [lequel] avait été ensuite investi et incendié par les troupes américaines et sud-vietnamiennes », qui l'occupèrent jusqu'au 3 mars. Vers avril 1969, les plantations d'hévéas subirent des attaques aériennes au défoliant. En janvier 1970, une note interne du gouvernement cambodgien inventoriait, avec photos, dates et autres détails à l'appui, des milliers d'incidents du même genre, faisant de nombreuses victimes et précisant que jamais un seul Vietcong n'avait été retrouvé après les bombardements ou les attaques au sol menés par les États-Unis et Saigon.

Pratiquement rien de tout cela ne fut jamais évoqué aux États-Unis – pas même dans les rapports et notes internes les plus officiels –, alors que l'information était parfaitement accessible dans les documents officiels étrangers et auprès de sources dignes de confiance, ainsi que dans la littérature pacifiste qu'il était si facile de passer sous silence [45]. Une fois de plus, l'origine de la violence n'était pas celle qu'on dénonçait.

La réaction occasionnelle des médias à ce type d'incursions était cependant fort instructive. Le 26 mars 1964, Max Frankel, correspondant du *NYT* qui devait en devenir directeur de la rédaction, commentait une attaque des forces de Saigon (ARVN) contre le village cambodgien de Chantrea, avec blindés et chasseurs bombardiers, au cours de laquelle de nombreux villageois furent tués ou blessés. Les unités

ARVN étaient accompagnées de conseillers américains, notamment un pilote de l'armée américaine « traîné là, après le crash » de son avion de reconnaissance « abattu en opération ». Des diplomates présents sur les lieux purent confirmer qu'« au moins un hélicoptère de transport de troupes s'était posé à Chantrea avec trois Américains à son bord. » Frankel vitupérait contre le Cambodge, qui avait l'impudence de demander des réparations, « laissant Washington désemparé, consterné, mais dans l'embarras ». L'article titrait : « Les États-Unis se laissent marcher sur les pieds : Le Cambodge, à l'instar de nombre de petites nations, s'acharne contre une politique faite de patience ». Le Cambodge avait « emprunté une page de la partition de Castro », en demandant compensation pour une exaction américaine, s'insurgeait Frankel : « Pour les nations les plus petites, la saison est à nouveau ouverte pour marcher sur les pieds des plus grandes. [...] En tête de meute pour mordre aux basques des grandes puissances ces temps-ci, l'une des plus petites nations qui soit, l'extrême-oriental royaume du Cambodge », avec son « erratique et intelligente forte tête de leader », dont Washington a tendance à trouver « qu'il lui manque simplement le talent et la carrure pour le job », bien que « l'instinct de l'administration a plutôt été jusqu'ici d'essayer de préserver à cette jeune nation rétive sa propre indépendance, malgré elle et, le cas échéant, malgré ses propres dirigeants. » Washington s'inquiétait aussi « des efforts insistants du Cambodge pour forcer les États-Unis à se joindre à une grande conférence qui pourrait bien ne pas réjouir nos amis Thaïlandais et Vietnamiens », des efforts auxquels il nous faudra tenir tête. Frankel fait ici allusion à une conférence qui avait pour objectif de régler le problème des frontières et de garantir la neutralité du Cambodge. Washington cherchait alors désespérément à saper tout effort international visant à établir la neutralité du Vietnam, du Laos ou du Cambodge, et à faire ainsi avorter le projet de guerre généralisée grâce auquel les États-Unis entendaient pallier leur propre faiblesse politique en Indochine.

Cet archétype de paternalisme colonial reflète assez fidèlement l'ambiance générale de l'époque – de même que le

refus de rendre compte d'événements aussi anodins que les attaques continuelles de troupes américaines et sud-vietnamiennes contre le Cambodge, événements qui ont été depuis complètement évacués de l'histoire officielle aux États-Unis, à l'exception de la littérature dissidente sur le sujet.

*

VI-2-4. Phase I : destruction du Cambodge par les Américains

Le 18 mars 1969 commencèrent les fameux « bombardements secrets ». Une semaine plus tard, le 26 mars exactement, le gouvernement cambodgien condamnait publiquement le pilonnage et le mitraillage des « populations cambodgiennes vivant dans les régions frontalières, [... attaquées] presque quotidiennement par l'aviation américaine » avec un nombre croissant de victimes et de dégâts. Parce qu'elles sont dirigées contre « de pacifiques fermiers cambodgiens, [...] ces attaques doivent cesser immédiatement et définitivement », précisait le communiqué. Le prince Sihanouk convoqua le 28 mars une conférence de presse au cours de laquelle il dénonça avec insistance les rumeurs circulant aux États-Unis, selon lesquelles il ne serait « pas opposé à des bombardements américains contre des cibles communistes à l'intérieur de [ses] frontières » : « Des innocents sans armes ont été victimes de bombes américaines », précisait-il, insistant sur les « plus récentes, dont les victimes étaient des paysans khmers, et principalement des femmes et des enfants. » Il lança alors cet appel solennel à la presse internationale : « Je fais appel à vous pour faire connaître au monde cette résolution claire du Cambodge, qui est la suivante : quoi qu'il arrive, je m'opposerai toujours à ce que le territoire cambodgien soit bombardé, sous quelque prétexte que ce soit. [46] »

Cet appel resta lettre morte, ce qui ne surprendra personne. Mieux, l'allocution fut totalement passée sous silence, hormis dans la littérature dissidente [47]. La position classique des médias dominants, tenue aussi bien par ceux

qui défendaient les bombardements que par ceux qui les critiquaient, était que « Sihanouk ne protestait pas » (William Shawcross). En 1973, lorsque les « bombardements secrets » furent connus de tout le monde, on affirma que Sihanouk avait, en privé, autorisé le bombardement des bases vietnamiennes près des zones frontalières. Vrai ou faux, cela ne pèse guère face à l'occultation totale du vibrant appel officiel de Sihanouk qui faisait clairement référence au bombardement de « paysans khmers ». En outre, comme nous l'avons déjà fait observer, « si effectivement les commentateurs et les analystes des médias peuvent tirer des faits avérés les conclusions qu'ils veulent, fussent-elles contradictoires, cela ne les autorise aucunement à supprimer ce qui demeure, par excellence, la preuve manifeste de l'effort de Sihanouk de provoquer un mouvement international de protestation contre le bombardement de populations civiles [48] ».

Revenant sur cette période dans *Cambodge, année zéro*, François Ponchaud observe que Sihanouk pouvait toujours, sur Radio Phnom Penh, qualifier les bombardements américains de « bases vietcong », de « scandale et [de] crime » : « Personne n'était dupe. » Les dupes étaient, en l'occurrence, Ponchaud lui-même et ses lecteurs : Sihanouk dénonçait publiquement les bombardements et autres attaques de *paysans khmers*, non seulement sur Radio Phnom Penh mais dans de nombreux documents officiels et appels à la presse internationale. Dans *Sideshow*, Shawcross nous dit seulement que, si le Cambodge, en 1969, « continuait à dénoncer » les attaques de l'artillerie et de l'aviation américaines, il « ne protesta jamais spécifiquement contre les attaques des B-52 », précision sans doute exacte, mais non pertinente, pour les raisons exposées au paragraphe précédent [49].

En mai 1969, William Beecher évoquait des raids de B-52 sur « des bases de ravitaillement et des camps retranchés vietcong et nord-vietnamiens au Cambodge », citant des sources américaines. « Le Cambodge n'a élevé aucune protestation » précisait-il, se souciant comme d'une guigne des appels de Sihanouk et de ses protestations contre le meurtre de « paysans khmers, principalement des femmes et des enfants », et non contre la destruction de bases militaires vietnamiennes. Beecher expliquait aussi que, « par le passé, les forces américaines et sud-vietnamiennes avaient parfois tiré de l'autre côté de la frontière et qu'il leur était même arrivé de faire appel à l'aviation ou à des soldats héliportés pour riposter aux tirs des unités ennemies qui s'y trouvaient » – tenant pour rien, détail pourtant non négligeable, que l'aviation américaine ainsi que les forces de l'ARVN et sud-coréennes attaquaient régulièrement les villages du Cambodge, selon « l'amical » gouvernement cambodgien. L'article était mensongèrement intitulé « Raids américains au Cambodge, pas de protestations ». Consternation à Washington à la sortie de l'article de Beecher : il ouvrait en effet le premier volet de ce qui allait devenir le scandale du Watergate. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, « il est remarquable que cet unique article de Beecher, par ailleurs franchement tendancieux, soit à présent considéré comme la preuve par excellence que la presse, durant cette période, sut sauver son honneur malgré les crimes de Nixon » [50].

Une fois de plus, l'escalade de la guerre contre le Cambodge en 1969 coïncidait avec des efforts similaires au Laos et au Vietnam. La réaction générale fut d'ailleurs elle aussi similaire. Et elle l'est toujours. La campagne de pacification accélérée qui suivit la bataille du Têt et anéantit intégralement l'assise civile du FNL, fut toujours jugée si parfaitement dénuée d'intérêt qu'on la passe depuis complètement sous silence dans les rétrospectives. Il en va exactement de même des campagnes du Laos et du Cambodge. Après avoir passé en revue la majeure partie de la couverture médiatique de l'époque, Elterman note que, à l'exception de la « presse alternative », ces campagnes étaient totalement « invisibles » dans la presse de 1969, alors qu'elles atteignaient de nouveaux sommets, l'US Air Force ayant été déplacée du Nord-Vietnam sur le Laos et le Cambodge après la « suspension des bombardements » [51].

En mars 1970, le Cambodge basculait définitivement dans le carnage qui ravageait l'Indochine. Le 18 mars, Sihanouk fut finalement renversé par « un coup d'État

bourgeois, et non par une révolution », mené « pour servir des intérêts de nature nationale et politique », avec au moins « un soutien américain indirect », voire plus [52]. Deux jours plus tard, les opérations terrestres et aériennes de l'ARVN débutaient dans la province de Svay Rieng, à la frontière du Vietnam. Elles se poursuivirent tout le mois d'avril et débouchèrent, le 29 avril, sur une invasion conjointe des Américains et de l'ARVN, dont l'extrême brutalité fut parfois très crûment décrite par des médias particulièrement atterrés par le comportement des forces de l'ARVN. Une bonne part des très nombreuses victimes civiles fut cependant le fait des attaques aériennes, et notamment des bombardements qui détruisaient villes et villages, les rayant parfois intégralement de la carte [53]. Cette invasion eut notamment pour effet de repousser les forces vietnamiennes loin des frontières, les amenant à s'enfoncer au cœur du Cambodge où elles ne tardèrent pas à soutenir la résistance croissante des populations paysannes contre les auteurs du coup d'État. Cependant, comme l'expliquait le correspondant américain Richard Dudman, qui fut un témoin oculaire de premier ordre de ces événements après avoir été fait prisonnier par la résistance cambodgienne, « les bombardements et les tirs ne faisaient que radicaliser davantage les populations paysannes du Cambodge et transformaient les régions rurales en une vaste, inconditionnelle et authentique base révolutionnaire » [54]. Le Cambodge sombrait désormais dans la guerre civile, les deux camps se comportant avec une sauvagerie croissante.

Les bombardements se poursuivirent à un haut degré d'intensité après le retrait des troupes américaines du Cambodge. Une enquête du General Accounting Office concluait, fin 1971, qu'une très grande proportion des réfugiés et des victimes civiles était imputable aux bombardements menés par les États-Unis et Saigon. Ce rapport estimait que les réfugiés représentaient près du tiers des quelque sept millions d'habitants du pays. Selon les services secrets américains, « ce que les villageois craignaient le plus était les pilonnages indiscriminés de l'artillerie et de l'aviation ». Les témoignages de

réfugiés, entre autres sources, confirment que c'étaient effectivement là des principales causes des victimes civiles et de l'exode de réfugiés [55].

Au début des années 1970, les informations sur le sort des populations paysannes du Cambodge étaient certes fragmentaires, mais nullement introuvables. Il y avait, en particulier, les innombrables réfugiés, qui avaient bien des choses à raconter, mais les journalistes n'étaient pas intéressés. Il y avait aussi le récit d'un témoin oculaire de renom, le Français Serge Thion, spécialiste de l'Asie du Sud-Est, qui avait passé deux semaines dans les régions contrôlées par les guérillas cambodgiennes. Ses récits furent proposés au *Washington Post*, qui les refusa [56]. On les trouva aussi dépourvus d'intérêt que tous les témoignages évoquant la vie sous les bombardements au Cambodge, ou autres peccadilles du même ordre au sujet du Vietnam, et cela aussi bien pendant la guerre que rétrospectivement.

De même que pour le Laos, l'intensification de la guerre au Cambodge demeura « invisible » dans les médias. Passant au peigne fin la presse nationale sur une période de six mois, Elterman a pu constater qu'en termes de pertes et dommages de guerre « le *NYT* et *Time* ont traité quasi exclusivement des victimes militaires et, la plupart du temps, uniquement de celles survenues au Vietnam, ignorant aussi ostensiblement les victimes civiles que les flots de réfugiés dans ce pays même. [...] À l'hiver et au printemps 1972, les campagnes du Laos et du Cambodge furent plus occultées que jamais, la majeure partie de la couverture médiatique des campagnes d'Indochine portant sur l'offensive nord-vietnamienne contre le Sud-Vietnam et les bombardements américains de Hanoi et Haiphong [...] En fait, durant la première moitié de 1972, *Time* couvrit même davantage les victimes civiles en Irlande du Nord que la guerre d'Indochine [57] ».

Dans le même temps, on s'employait à la démolition méthodique du Cambodge, tandis que les Khmers rouges, presque insignifiants jusque-là, devenaient une force non négligeable grâce au soutien croissant des populations rurales du centre du Cambodge, principales victimes de la

campagne de terreur américaine. Quant au régime pro-américain de Lon Nol, Michael Vickery souligne que sa « mentalité de client », et par voie de conséquence sa totale « dépendance, l'amenait à approuver, voire à encourager l'anéantissement de son propre pays au cours d'un des plus épouvantables carnages de l'histoire des guerres modernes, jusqu'à n'être bientôt plus que des traîtres aux yeux d'une armée paysanne victorieuse parvenue à se libérer de l'ancienne relation clientéliste et qui avait été consciemment endoctrinée et formée à instaurer une autosuffisance tant au niveau individuel que collectif et national [58] ».

Début 1973, les bombardements s'intensifièrent jusqu'à atteindre un degré qui mérite véritablement le qualificatif de « génocidaire », c'est du reste celui qu'utilise la commission d'enquête finlandaise. Dans les cinq mois qui suivirent la signature des accords de Paris, il tomba davantage de bombes sur le Cambodge qu'au cours des trois années précédentes [59]. Les bombardements allaient continuer à ce rythme jusqu'à ce que le Congrès, au mois d'août, impose une halte. Les troupes du régime que soutenait Washington n'en continuèrent pas moins le pilonnage aérien et terrestre intensif des campagnes, ravitaillées et radioguidées par les États-Unis, et ce jusqu'à la fin de la guerre. Plus d'un million de réfugiés affluèrent à Phnom Penh, qui bascula dans l'horreur tandis que les zones rurales étaient implacablement anéanties. Les tapis de bombes des B-52 ciblaient spécifiquement « les zones les plus peuplées du Cambodge », celles qui sur les cartes d'état-major de l'US Air Force « indiquaient des centaines de kilomètres carrés de terres fertiles à forte densité de population, [...] marquées en noir depuis les inondations ». Telle était «la politique irréfléchie de Washington » selon l'expression de William Shawcross [60]. À la même période, la politique des Khmers rouges se durcit considérablement. En témoignent toutes les études de référence, y compris l'étude sur les réfugiés de Kenneth Quinn, membre du Conseil national de sécurité, lequel n'envisagea cependant jamais un éventuel lien de cause à effet entre le durcissement de la politique khmer rouge et l'intensification vertigineuse des bombardements

de saturation. Timothy Carney, le second des trois plus grands spécialistes du Cambodge de l'administration américaine (avec Quinn Carney et Charles Twining), observe lui aussi que, « à un moment donné, en 1973, le parti décida semble-t-il d'accélérer ses programmes de transformation de la société khmer » sans pour autant suggérer la moindre explication [61].

*

VI-2-5. La phase I dans les médias

Au cours de cette période, on parla beaucoup du Cambodge dans les médias, et on ne peut pas dire qu'il y ait eu pénurie de preuves de ce qui était en train de se passer dans les régions soumises aux bombardements de l'US Air Force. Il n'était nullement nécessaire de monter une difficile expédition à la frontière de la Thaïlande et du Cambodge pour trouver des réfugiés capables de raconter ce qu'ils savaient. Mais les paysans victimes de la phase I de la « décennie du génocide », que l'on entassait pêle-mêle dans les bidonvilles de la périphérie de Phnom Penh et des autres villes et bourgades où l'exode les avait jetés, n'étaient guère plus dignes d'intérêt que ceux des misérables camps des faubourgs de Vientiane – à moins qu'ils n'aient quelques contes à vendre sur la sauvagerie des rebelles cambodgiens (les Vietnamiens étant depuis longtemps passés à l'arrière-plan) [62]. À cette période, aucun livre, aucun article ne fut écrit par le père Ponchaud, qui vivait pourtant parmi les paysans et s'associait pleinement à leur douleur, comme il nous l'expliqua lorsque vint le temps de dénoncer les atrocités des Khmers rouges. Il en alla de même de tant d'autres qui, plus tard, vinrent exprimer leur sincère affliction devant les souffrances des Cambodgiens prisonniers de la terreur khmer rouge, mais qui n'avaient jamais fait le moindre effort pour écouter ou publier celles des paysans khmers au cours de la phase I du génocide. De tels efforts auraient pourtant pu avoir un impact crucial sur une politique qui était en train de détruire le Cambodge, ce qui peut tout de même mériter réflexion.

L'archétype de la représentation de la phase I dans les médias américains donne à peu près ceci : « Jusqu'au basculement de 1973, [...] les Cambodgiens étaient, en apparence, souriants et pleins d'humour [63] » ; mais par la suite, l'humeur des « Cambodgiens » vira à « l'apathie » et à la « résignation », car « fermiers, réfugiés et soldats misérables avaient le sentiment que leurs leaders étaient incapables de les protéger contre les vicissitudes des hommes et de la nature » [64] – la plupart avaient été enrôlés de force parmi « les plus démunis : [...] les réfugiés et les gens sans emploi », y compris les « paysans pauvres » qui avaient « afflué vers capitale » après la destruction de leurs villages (mais non parmi les enfants issus des milieux favorisés et des élites) [65].

Cet « esprit fataliste » prédominait au moment où le gouvernement « se trouve sur le point de sombrer dans le naufrage de la république démocratique qu'il était supposé construire » – avec le coup d'État qui avait renversé Sihanouk [66]. Les Américains s'efforçaient sans beaucoup de succès « d'insuffler aux Cambodgiens davantage de confiance dans leurs leaders ». Cependant, « depuis un bon bout de temps, le moral des Cambodgiens s'effondre progressivement ». Pourtant, « plutôt qu'un sentiment d'urgence, on éprouve ici [à Phnom Penh] cet immense fatalisme dont est si profondément imprégné le bouddhisme cambodgien aux influences hindoues » [1]. Encore que, d'une certaine façon, il ne semblait guère peser sur « l'ennemi », dont la détermination face à l'épouvantable puissance de feu qui se déchaînait contre lui continuait de « dérouter » les Américains. Restait « ce sentiment que les Américains vont sauver les Cambodgiens à la dernière minute, parce qu'ils sont incapables de se sauver eux-mêmes ». « Aujourd'hui, pratiquement toute les conversations avec un Cambodgien tournent autour du même thème », c'est-à-dire la hantise que « l'armée totalement démoralisée ne s'effondre » après le 15 août, quand cesseraient les bombardements américains.

1. Michael Vickery ne manque pas d'ironiser sur ce bouddhisme, au sujet duquel « on a écrit à l'Ouest absurdités plus ahurissantes [...] que sur aucun autre aspect de la vie de l'Asie du Sud-Est » – et particulièrement s'agissant du Cambodge [67].

La perspective d'une suspension imminente des bombardements était très « pénible » pour les « Cambodgiens » à cause « des récentes avancées des troupes ennemies », et ce en dépit d'un rapport de forces extrêmement défavorable. Dans son dernier compte rendu depuis Phnom Penh, alors que les bombardements américains prenaient fin, le journaliste Sydney Schanberg s'interrogeait : « La question-clé, et qui demeure sans réponse est : comment les rebelles – sans aviation et sans le soutien massif de l'artillerie dont disposaient les troupes gouvernementales, et essentiellement doté d'un armement léger et mobile – sont-ils parvenus non seulement à mettre les forces gouvernementales en échec (plus du double de leurs effectifs), mais aussi à les contraindre à se replier et à supporter sans répit leur offensive pendant six mois ? [...] Dès lors que les rebelles ne sont pas des surhommes, il doit bien y avoir quelque autre explication à leur succès. » Peut-être se montraient-ils aussi « déterminés et efficaces » parce qu'ils « sont moins fatalistes que les Khmers de l'autre camp » et « pensent pouvoir changer le monde autour d'eux » – selon un membre de l'ambassade des États-Unis... De ce point de vue, « l'ennemi » était assez différent des « villageois cambodgiens » qui « n'ont généralement pas d'opinions politiques » et « n'aiment pas avoir à prendre parti et préfèrent qu'on les laisse tranquillement aller aux champs, pêcher, nourrir leur famille et célébrer de temps en temps quelque fête bouddhiste » [68].

La guerre campait dès lors face à face « les Cambodgiens » et « l'ennemi », ces paysans cambodgiens qui avaient sans doute perdu leur sens de l'humour sous les bombardements américains d'avant 1973. « Les Cambodgiens », fatalistes et résignés, soit demandaient qu'on les laisse tranquilles (« les villageois cambodgiens »), soit espéraient que les Américains les sauvent, eux et leur gouvernement qui luttait pour la démocratie (« les Cambodgiens » en général). L'ennemi, lui, combattait victorieusement en dépit d'un rapport de forces extrêmement défavorable, et continuait de dérouter les Américains. Exactement comme les Américains œuvrant pour la « démocratie » étaient déroutés par un problème

identique au Vietnam, en Amérique centrale et dans bien d'autres régions du monde. Dès lors que de telles conclusions découlaient de « pratiquement toutes les conversations [que l'on peut avoir] avec un Cambodgien », elles étaient indubitablement véridiques, du moins pour autant que l'on se bornait à ne considérer comme « cambodgiens » que ceux qui n'étaient pas « l'ennemi » de la presse objective ; de même que par « Sud-Vietnamiens » on entendait exclusivement ceux qui collaboraient avec l'agresseur américain.

Le scénario resta le même, avec peut-être un peu d'éclairage sur ce qui pouvait se passer dans la tête de ceux des Cambodgiens qui n'étaient pas « des Cambodgiens » durant la phase I du génocide.

Sur ce point précis, on apprend assez peu des médias. Les réfugiés qui submergeaient Phnom Penh et autres endroits où se rendaient régulièrement les reporters américains furent pratiquement ignorés. Afin de prendre toute la mesure de cet étonnant phénomène, passons en revue les reportages publiés par le *New York Times* durant cette période. La plupart étaient signés Sydney Schanberg, illustre correspondant, couronné du prix Pullitzer et qui, plus qu'aucun autre journaliste américain, symbolisa la conscience des médias à l'égard du problème du Cambodge.

Schanberg arriva à Phnom Penh en mai 1973, au plus fort des bombardements, lesquels ne diminuèrent pas jusqu'à leur suspension définitive à la mi-août. Au cours de cette période, le *NYT* publia vingt-sept des reportages qu'il écrivit au Cambodge, la plupart longs et détaillés, ainsi qu'une chronique où il exprimait son mépris pour « la prétendue presse internationale », constituée de journalistes qui passaient le plus clair de leur temps « à s'interviewer les uns les autres » à l'hôtel Le Phnom – propos du 22 août 1973, les documents étudiés après remontent à la période du 3 mai au 16 août.

Dès le début, Schanberg évoqua les « réfugiés affluant dans la capitale », mais on ne trouve nulle part d'interview de réfugiés racontant les aléas de la vie sous les bombes. Il se trouve bien « une Cambodgienne relativement aisée »

pour nous dire que « les bombardements sont terribles ». Elle avoue n'être « pas terrifiée mais plutôt ennuyée – parce que cela réveille [son] bébé au milieu de la nuit, et il faut qu'[elle se] lève » (3 mai). Mais ces villageois qui souhaitaient seulement qu'on les laisse tranquilles ne se voyaient pas offrir la moindre occasion de témoigner de leurs préoccupations, si graves fussent-elles, sinon au travers de quelques bribes de phrases. Surtout pas un mot qui puisse laisser supposer que ces réfugiés aient jamais pu éprouver autre chose que de la peur à l'égard de ces combattants « déterminés » qui « pensent pouvoir changer le monde autour d'eux ». Il était pourtant clair, alors, que ces derniers disposaient d'une base solide au sein de ces populations rurales dont chaque jour les bombardements de saturation éparpillaient les restes. Comme au Laos quelques années plus tôt, ce que les réfugiés pouvaient avoir à dire était précisément ce que personne ne voulait entendre. En fait, le type de récits qu'aurait pu recueillir en abondance quiconque eût seulement pris la peine de chercher à savoir brillaient par leur absence.

En parcourant la série des chroniques de notre journaliste à la recherche de matériel consistant, on trouve dans le cinquième article (11 mai) les propos de ce diplomate européen selon lequel « des aviateurs américains dans des avions américains sont en train de foutre ce pays en l'air avec leurs bombes ». Et de préciser que les pilotes américains « ne reçoivent pas toujours d'informations très précises » sur la présence de civils dans les zones visées « de la part des postes de commandement cambodgiens » qui guident les chasseurs bombardiers. Voilà donc les Cambodgiens eux-mêmes responsables des victimes civiles, encore que « l'on ne possède pas de données chiffrées fiables » à ce sujet et qu'il ne vienne à l'idée de personne de demander aux réfugiés de pallier ce manque en témoignant de leur propre expérience.

Les articles suivants (24 et 27 mai) sont les seuls à aborder directement les bombardements des zones rurales. Le premier décrit les dégâts « considérables » causés par un bombardement qui vient de pulvériser « toute une série de

villages » le long du principal axe routier, ne laissant à peu près aucune maison debout sur des kilomètres. « Quelques rescapés errent abandonnés parmi les décombres, abasourdis par ce qui vient de se passer, faisant le tour des cratères, fouillant dans les débris. » Un groupe de villageois de la province de Svay Rieng, à quelque distance du Vietnam, raconte la destruction de sept villages, avec un grand nombre de tués. « Les villageois terrorisés et déracinés par les bombardements ont bien des choses à dire », commentait Schanberg. Mais quant à ce qu'ils avaient à dire, on n'en apprenait pas plus. En revanche, il expliquait qu'« il ne fait aucun doute que la 7e escadre de l'US Air Force fait un effort manifeste pour limiter les pertes civiles – au moins pour tout ce qui se trouve en dehors du tiers Est du pays qui reste fermement aux mains de l'ennemi ». S'il y a des pertes civiles, c'est à cause des militaires cambodgiens, qui réclament des frappes aériennes « en se moquant totalement de la vie ou des biens des civils ». Le second article nous apprend que « les réfugiés parlent fréquemment des bombardements » qui ont détruit des villages et « terrorisé tous les autres villageois » (citation d'un diplomate occidental). Pour autant, les réfugiés ne se voient accorder que deux phrases. Une requête jugée « d'une politesse incongrue » : « Je serais très heureux si le gouvernement cessait d'envoyer l'aviation pour bombarder » et la supplique d'un moine s'adressant aux États-Unis et autres gouvernements : « Ne détruisez pas tout au Cambodge. »

On n'entendra plus parler des réfugiés par la suite, jusqu'à ce que nous soit fait – dans le quinzième article (du 26 juillet) – le récit d'une « attaque terroriste contre des populations civiles » menée par les forces communistes dont les roquettes sont tombées sur les faubourgs de Phnom Penh. Un enfant en larmes raconte comment son frère a eu la main arrachée, les rues et les pas de portes éclaboussés de sang témoignent de la barbarie des communistes, sans commune mesure avec les opérations du très scrupuleux commandement américain. Le 5 août, l'article n° 19 parle de milliers de nouveaux réfugiés « fuyant les attaques ennemies » et, le 7 août, l'article n° 21 décrit la mise à sac

par les soldats cambodgiens d'un village repris à l'ennemi et que « semblait avoir frappé la langue de feu d'une tornade », nombre de ses maisons « soufflées par les obus », mais pas un mot sur les victimes qui avaient dû s'enfuir. Suivent alors trois articles (des 7, 9, et 12 août) qui dépeignent avec moult détails le bombardement – par erreur – du village de Neak Luong, qui fit de nombreuses victimes chez les soldats gouvernementaux et leurs familles [1].

Nous avons trouvé dix-huit autres reportages publiés sur le Cambodge, entre le 25 mars et le 18 août [69]. L'un d'entre eux cite un villageois qui dit seulement : « Les bombardiers tuent sans doute quelques communistes, mais ils tuent aussi tous les autres avec » (Browne, 11 avril). En revanche, si l'on ne trouve aucun autre exemple de témoignage de victimes, une photo montre un soldat cambodgien pleurant sa femme et ses dix enfants tués dans le bombardement accidentel de Neak Luong (10 août).

Sur quarante-cinq articles, trois seulement accordent donc quelques phrases aux victimes des bombardements pour donner leur vision de ce qui se passe au Cambodge. Pas une rubrique qui prenne la peine de se pencher réellement sur les réactions des réfugiés entassés non loin de l'hôtel Le Phnom, à Battambang ou dans les autres camps de réfugiés infiniment plus misérables de la campagne environnante. Pas une qui cherche à donner la moindre idée de ce qui avait pu se passer sous les bombardements frénétiques des mois précédents. Sur près d'un million cinq cent mille réfugiés qui avaient fui les zones rurales, il devait pourtant bien s'en trouver quelques-uns qui pouvaient nous apprendre quelque chose sur la phase I du génocide alors qu'elle atteignait son apogée. Sans doute le lecteur pouvait-il deviner que quelque chose de terrible était en train de se dérouler dans les campagnes du Cambodge, mais ce dont il s'agissait exactement demeurait pour le

1. C'est d'ailleurs l'unique exemple de bombardement américain qui sera montré dans le film de Roland Joffé, *La Déchirure* – qui fut couvert d'Oscars. Seule image de la phase I du génocide, ce souvenir-là n'est évidemment acceptable que parce qu'il s'agissait incontestablement d'une erreur.

moins obscur. Ce qui était clair, en revanche, c'est que les Américains n'étaient en rien responsables, hormis d'avoir bombardé par erreur le mauvais village.

On en resta donc là, tandis qu'inexorablement se poursuivait la phase I du génocide. Les horreurs dont Phnom Penh même devenait le théâtre furent parfois clairement évoquées, mais essentiellement à l'étranger [1]. On ne cherchait toutefois pas à savoir ce qui pouvait se passer dans les zones tenues par les ennemis du gouvernement américain – et donc, de fait, aussi les ennemis de la presse américaine : à savoir la quasi-totalité du pays, puisque les « Cambodgiens » étaient confinés dans des centre-villes emplis d'une foule énorme de réfugiés, qu'on dissimulait avec autant de soin que ceux des bidonvilles de Saigon ou des camps surpeuplés qui entouraient Vientiane.

Les correspondants occidentaux qui furent évacués de Phnom Penh après la victoire des Khmers rouges purent se faire une vague idée de ce qui avait pu se passer dans les campagnes. Le reporter britannique John Swain résume ainsi ses impressions : « Les États-Unis ont à répondre de ce qu'il se passe ici, et pas seulement en termes de vies humaines et de destructions matérielles ; la rigidité et la cruauté des hommes en noir aux allures si peu cambodgiennes qui dirigent désormais le pays, ou du moins ce qu'il en reste, ne sont pas moins un pur produit des bombardements de masse qui ont envenimé et durci leurs esprits que de Marx ou de Mao. [La déportation massive hors des villes] ne constitue pas en soi une campagne de terreur délibérée, elle met simplement en lumière l'absence de perspectives, l'absence de vision, et le profond traumatisme de tout un peuple rendu fou par une guerre interminable et barbare. [...] Ici, [à la campagne,] les ravages de la guerre, tels que nous les avons vus partout, n'ont rien laissé. Pas un pont qui ne soit détruit, de rares maisons. On m'explique

1. Il suffit de comparer le récit épouvantable de John Swain (*Sunday Times* [Londres], 11.05.75) décrivant la situation dans les hôpitaux à Phnom Penh pendant l'évacuation au commentaire laconique de Sydney Schanberg : « Beaucoup parmi les blessés mouraient à cause d'un manque de soins. » (*NYT*, 09.05.75) [70]

que la plupart des villageois ont passé toutes ces années de guerre sous terre, presque en permanence, dans des bunkers enterrés pour échapper aux bombardements. [...] La région entière à été labourée par les cratères des bombes larguées par les B-52 américains. Des villes et des villages entiers ont été complètement rasés. Jusqu'ici, je n'ai pas encore vu une seule pagode intacte. [71] »

Une description en tous points semblable à celles que faisaient en 1970 les réfugiés de la plaine des Jars au Laos. Dans un cas comme dans l'autre, ce type de récits était presque totalement exclu des médias dominants.

Ainsi s'achevait la phase I du génocide. Bien des années plus tard, ceux qui avaient communiqué les fragments si scrupuleusement choisis de cet épouvantable cauchemar vinrent exprimer leur amertume devant l'« oubli » du Cambodge. Pour le dixième anniversaire de la prise de pouvoir par les Khmers rouges, Sydney Schanberg publia deux articles dans le *NYT*, qu'il intitula « Cambodge oublié ». Le premier décline la formule : « Les superpuissances se soucient aussi peu du Cambodge aujourd'hui qu'en 1970 » ; le second réfute les propos tenus par Richard Nixon, en 1985, selon lesquels il n'y avait pas eu de « bombardements de terreur indiscriminés », mais seulement des frappes « extrêmement précises... dirigées contre des cibles militaires ennemies ». Schanberg explique que « quiconque à l'époque pouvait visiter les camps de réfugiés du Cambodge et discuter avec les civils survivants des bombardements comprenait rapidement l'ampleur des dégâts ». Il se souvient que « les Khmers rouges étaient insignifiants lorsqu'on porta la guerre au Cambodge en 1970. [...] Pour leur permettre de s'épanouir et de se développer, il leur fallait une guerre. Les superpuissances – y compris ce pays, avec l'incursion de Nixon en 1970 et les bombardements massifs qui suivirent – leur offrirent donc cette guerre et tout ce dont ils avaient besoin ». Il ne va cependant pas jusqu'à nous apprendre quelle autre superpuissance que « ce pays » avait aussi envahi le Cambodge pour l'écraser sous un déluge de bombes. Avec ce genre d'équilibre didactique, on pourrait

aussi bien déplorer la contribution des grandes puissances – y compris de l'URSS – à la destruction de l'Afghanistan, ou l'attitude des grandes puissances – y compris de l'Allemagne nazie – envers les victimes des camps de la mort que Schanberg évoque le même mois dans un autre article intitulé « La réponse, c'est la mémoire ». Il ne s'étendait pas non plus sur ce que le lecteur de ses articles pouvait avoir appris sur la vie dans les zones rurales du Cambodge s'il s'en était tenu à ce qu'il écrivait au plus fort des bombardements massifs (*NYT*, 06, 08, 23.04.85).

Il n'est d'ailleurs pas le seul à insister sur le fait que, « la réponse, c'est la mémoire ». En commentant le film *La Déchirure*, Samuel Freeman écrit (au sujet de la phase II du génocide – la phase I étant passée aux oubliettes sans que personne y trouve à redire) que, « tandis que les survivants de l'holocauste ont fait en sorte que soit perpétué le souvenir de l'infamie nazie, le génocide cambodgien, lui, est déjà presque oublié » (*NYT*, 28.10.84).

Certains ont certes signalé que « le rôle des États-Unis dans la destruction tragique de la civilisation cambodgienne rendait suspecte toute démonstration tardive de préoccupation concernant la souveraineté du Cambodge » (*Boston Globe*, 12.04.85, éditorial). Mais de son côté, le *New York Times* nous rappelle que le Cambodge est « sans doute aujourd'hui la plus misérable victime des guerres d'Indochine », car il est pris en étau entre les forces de Pol Pot et celles de Hanoi, qui ont su trouver dans les attaques de Pol Pot contre quelques villages vietnamiens « le prétexte tant recherché pour l'envahir », exploitant la « présence au Cambodge des quelque trente mille hommes de l'armée khmer rouge [en réalité, la majorité sont à l'époque en territoire thaïlandais] comme prétexte pour s'installer à demeure au Cambodge » : « Tuerie inimaginable, invasion, brutale occupation ont ainsi succédé à la famine et à la peste. » Tout cela étant bien sûr imputable aux communistes, encore que la cruauté en ait été « accrue par le cynisme des grandes puissances » – une fois de plus non nommées. S'agissant des États-Unis : « Lorsque la guérilla

vietcong utilisa le Cambodge neutre comme base de repli, celui-ci fut écrasé sous les bombes américaines et sombra dans une guerre qu'il souhaitait éviter » – mais sans plus. Dans un commentaire plus tardif, les éditeurs concèdent que « des bombardements meurtriers, suivis d'une brutale révolution, d'une famine et d'une guerre civile », avaient conduit le pays à la ruine. Mais, « ce qui ne s'effacera jamais, ce sont les massacres khmers rouges » et l'agression de Hanoi qui a « assujetti et appauvri » le Cambodge – soit les phases II et III de la décennie du génocide [72].

« La réponse, c'est la mémoire. » Certes, mais uniquement lorsqu'elle se penche sur les coupables appropriés, bien loin de chez soi.

*

VI-2-6. L'ère Pol Pot

La phase II de la « décennie du génocide » débuta avec la prise du pouvoir par les Khmers rouges en avril 1975. Dès les premières semaines, ils furent accusés par la presse internationale de faire preuve de « cruauté barbare » et de mener une « politique génocidaire », comparable à « l'extermination des Koulaks par les Soviets, ou à l'Archipel du goulag » [73]. À cette période, le nombre des victimes des Khmers rouges se comptait tout au plus en milliers. Le demi-million de personnes, au bas mot, tuées au cours de la phase I du génocide, n'avait pour sa part jamais inspiré de tels commentaires, et ces affirmations au début de la phase II (comme généralement toutes celles qui suivirent) n'étaient jamais accompagnées d'une réflexion sur les conséquences de la guerre américaine qu'avaient pourtant su prévoir divers représentants de l'administration. ainsi que les membres de l'aide humanitaire sur le terrain évoqués plus haut. En fait, il ne se trouva personne pour reconnaître un possible lien de causalité entre les horreurs de la phase II et les campagnes américaines d'extermination contre les populations rurales de la phase I.

Nous ne citerons ici pas d'exemples du torrent de rage et de haine qui se déversa alors sur les Khmers rouges dès le départ, ni des éléments qui l'alimentaient car nous l'avons déjà fait ailleurs dans le détail [74]. Certains faits sont particulièrement éclairants :

I. L'indignation, qui fut générale et instantanée, atteignant son apogée au début 1977 et jusqu'au renversement de Pol Pot, s'appuyait presque exclusivement sur des faits datant de 1975-1976 [1].

II. En dehors d'un petit nombre de journalistes réellement documentés, de quelques experts du Cambodge au département d'État et, probablement, de la majeure partie du petit groupe de chercheurs spécialistes du Cambodge – c'est-à-dire des gens dont le point de vue était solidement fondé –, les accusations les plus extrêmes furent toutes adoptées et publiées dans un mouvement d'indignation face aux atrocités communistes dont l'intégrité se mesure à l'aune des réactions devant la phase I du génocide et la responsabilité qu'y avaient eue les États-Unis.

III. Presque totalement occultées par les médias, les appréciations sceptiques de ces spécialistes allaient s'avérer tout à fait exactes pour la période concernée.

IV. Les preuves qui allaient devenir le principal fondement de l'accusation de génocide communiste étaient telles qu'on les aurait immanquablement rejetées avec mépris si on en avait avancé de semblables au sujet de la phase I du génocide ou d'autres atrocités américaines. On y trouvait de fausses interviews et photographies, des déclarations fabriquées de toutes pièces et faussement attribuées à des représentants officiels khmers rouges (déclarations constamment rabâchées par la suite, même bien après que l'on eut reconnu qu'elles étaient fausses), des estimations truquées du nombre de victimes, basées sur des études délibérément faussées (mais qui allaient constituer la doctrine

1. Notre inventaire se limitait donc à des faits relatifs à cette période antérieure. On ne pouvait d'ailleurs pas trouver grand-chose d'autre sur la question à l'époque où nous l'écrivions.

indiscutée, même après avoir été publiquement dénoncées comme de pures inventions), ainsi que des récits de réfugiés soigneusement sélectionnés et qui permirent d'occulter la majorité des autres témoignages, y compris les études très documentées de spécialistes du Cambodge qui ne rentraient pas dans le cadre de ce qui allait bientôt devenir une campagne de propagande d'un niveau de mystification aux proportions astronomiques [75].

Comme nous l'avons aussi souligné dès le premier paragraphe de notre analyse de cette période (analyse à laquelle nous nous rapporterons ici seulement pour l'essentiel) : (1) « Il n'y a aucune difficulté à se documenter au sujet d'atrocités commises ou d'oppression généralisée en se basant principalement sur le témoignage de réfugiés » ; (2) Il ne fait aucun doute que « des atrocités [furent] commises au Cambodge dans des proportions considérables et souvent même épouvantables » et qu'elles y atteignirent « un niveau effrayant » ; (3) « Lorsque les faits seront établis, il est probable que les plus extrêmes condamnations s'avéreront avoir été exactes », mais même dans ce cas « cela ne saurait aucunement remettre en cause les conclusions auxquelles nous sommes parvenus sur ce point fondamental : comment les faits ont été sélectionnés, déformés, parfois même inventés de toutes pièces, pour construire une représentation de la réalité destinée aux masses. La réponse à cette question semble claire et ne serait pas différente, quoi qu'on puisse découvrir à l'avenir au sujet du Cambodge. »

Comme nous le soulignions maintes fois dans cette étude sur la politique et l'idéologie américaines, notre analyse portait sur les États-Unis, non sur l'Indochine ; elle n'a jamais eu pour objet « d'établir les faits concernant l'Indochine d'après guerre » sur la base des preuves disponibles, mais seulement d'étudier les extrapolations qui se sont construites autour de ces preuves et d'analyser la manière dont ces preuves ont été restituées « au travers du prisme de l'idéologie occidentale, ce qui est tout à fait autre chose » [76]. Les conclusions que nous en tirions demeurent valables. À notre connaissance, il n'y a été

découvert ni erreur, ni oubli, ni quoi que ce soit qui puisse seulement induire en erreur [I].

Cette analyse d'un impressionnant travail de propagande souleva l'indignation générale, ce qui n'avait rien de surprenant : la réaction en territoire soviétique est la même, et pour les mêmes raisons, quand des dissidents révèlent les contrevérités de l'appareil de propagande au sujet des États-Unis, d'Israël ou de quelque autre ennemi officiel. Des commentateurs offusqués firent de nous des « apologistes des crimes khmers rouges [II] ». Nous avions pourtant fait paraître une étude qui dénonçait ces mêmes crimes khmers rouges (fait systématiquement passé sous silence) et s'efforçait de mettre au jour ce que la propagande occidentale a de plus spécifique – sujet que nous avions traité tout au long des deux volumes de l'étude dont faisait partie ce chapitre. Nous nous vîmes aussi gratifiés d'une nouvelle vague de falsifications, à laquelle il était d'autant plus difficile de répondre que les journalistes eux-mêmes interdisaient toute réponse. Nous ne passerons pas ici en revue cet autre exercice de propagande, tout au plus noterons-nous qu'il offrait un inquiétant exemple de ce qui, dans d'autres circonstances, serait regardé comme la mentalité typiquement totalitaire : dénoncer les ennemis officiels ne suffit pas, encore faut-il se mettre en devoir de mentir de son mieux au service du pouvoir. Une fois de plus, la réaction à notre mise en cause de ce privilège sacré reflétait clairement ce que pouvait laisser présager le modèle de propagande – rejoignant tout à fait

I. Dans l'unique bilan réellement scientifique produit sur la question, Vickery conclut que « seule une infime proportion de [l'analyse présentée par *Political Economy of Human Rights*] mériterait d'être révisée à la lumière des connaissances mises à jour depuis sa parution ». Il commente également la critique « calomnieuse », « incompétente », et « malhonnête de Chomsky et Herman qui a caractérisé le traitement médiatique de leurs travaux », faisant notamment référence aux falsifications de William Shawcross [77].

II. Notamment Guenter Lewy (en novembre 1984, dans *Commentary*). À notre connaissance, de même que nombre d'autres critiques en furie, Lewy n'a jamais condamné les Khmers rouges par écrit aussi sévèrement ou aussi tôt que nous avons pu le faire. Rappelons en outre que Lewy est un habitué de ce type de questions, apologiste notoire de crimes de guerre, atteignant des sommets impressionnants [*supra*, chap. V].

les attaques de la Freedom House dénonçant l'incapacité des médias à servir avec suffisamment de zèle et d'enthousiasme les politiques gouvernementales.

Vers le début 1977, des magazines à grand tirage – tels *Reader's Digest* (qui comptait à l'époque des dizaines de millions de lecteurs) ou *TV Guide* (qui tirait à dix-neuf millions d'exemplaires) – accusèrent les Khmers rouges « d'autogénocide » et d'avoir commis des « massacres [sans précédent] dans un charmant pays ». Cette condamnation fut bientôt reprise dans la *New York Review of Books* et largement répercutée dans les médias dominants. Venaient s'y ajouter le best-seller de John Barron et Anthony Paul, fondé sur leur article du *Reader's Digest*, et l'étude largement tendancieuse de François Ponchaud. On continua de diffuser abondamment ce genre de matériel dans la presse quotidienne et les hebdomadaires, le *New York Times Magazine* notamment. Les premiers témoignages concernant la période 1977-1978 n'apparurent qu'avec l'expulsion du régime khmer rouge par les Vietnamiens, qui mit fin à la phase II du génocide et souleva une nouvelle vague d'indignation devant le prétendu « génocide » que venaient perpétrer à leur tour les « Prussiens de l'Asie. »

Michael Vickery a ironiquement baptisé « point de vue de référence » (PVR) la représentation qui émergea de ce chœur de dénonciations dès l'avènement du KD en 1975. Selon le PVR donc, avant la victoire khmer rouge en avril 1975, le Cambodge avait toujours été un « charmant pays » (Barron et Paul), peuplé de « gens charmants mais si sensibles », qui « ne demandaient qu'à vivre en paix, au cœur de leur luxuriant royaume » (Jack Anderson), un « pays ou la faim était presque inconnue » (Henry Kamm). Mais en 1975, « les Cambodgiens jusqu'ici si tranquilles et hédonistes » furent soumis à la « dure loi » des Khmers rouges, qui décrétèrent que tous ceux qui ne s'étaient pas soumis avant la victoire pouvaient être « liquidés » car ils « n'étaient plus nécessaires », dût-il ne rester plus qu'un million de Khmers (Donald Wise – reprenant quelques-unes des déclarations d'officiels khmers rouges si fréquemment

citées et dont il fut admis plus tard qu'elles avaient été inventées de toutes pièces) [78].

Toujours selon le PVR au cours de la période qui précéda 1977, période sur laquelle se fondent les conclusions de la presse, le gouvernement khmer rouge se trouvait engagé dans une politique d'extermination systématique et de destruction de toute vie sociale et culturelle organisée, exception faite du goulag qu'avaient mis en place les « neuf hommes du sommet », communistes formés à Paris, de même tendance, et auxquels seuls un inexplicable sadisme et le dogme marxiste-léniniste tenaient lieu d'idéologie. Début 1977, on affirma qu'ils « se targuaient » d'avoir exterminé quelque deux millions de personnes (Jean Lacouture, *The New York Review*). Ce chiffre allait demeurer la référence de base même après que Lacouture se fut rétracté quelques semaines plus tard, reconnaissant avoir mal lu ses sources (Ponchaud, en l'occurrence), le chiffre réel étant en fait de plusieurs milliers. Il précisa néanmoins qu'il ne voyait guère de différence entre le fait d'avoir quelques milliers de morts sur la conscience et celui de se vanter d'en avoir tué deux millions. Une telle attitude est au moins aussi éclairante sur l'attitude générale à l'égard des faits durant cette période (et depuis) que la réflexion qu'il fit plus tard, affirmant qu'il était sans intérêt de chercher à savoir « exactement qui avait pu prononcer telle ou telle phrase inhumaine ». Dans ce cas précis, ladite phrase inhumaine qu'il attribuait à des officiels khmers rouges s'avéra être une traduction erronée de quelques phrases fabriquées de toutes pièces par sa source, Ponchaud, ou parues non dans un journal cambodgien ainsi qu'il avait pu le prétendre, mais dans un journal thaïlandais, mal traduit par Ponchaud, et qui disait littéralement le contraire de ce qui fut affirmé. Ce chiffre de deux millions s'éleva par la suite à trois millions ou plus, reprenant la propagande de mobilisation vietnamienne. Les exemples sont ici assez typiques.

Tout le monde ne se mit pas en devoir de hurler avec les loups. Parmi les exceptions les plus frappantes, tous ceux qui avaient le meilleur accès aux informations en provenance du Cambodge, et notamment les spécialistes du

Cambodge au département d'État. Leur point de vue, qui se fondait sur les seules informations alors accessibles (provenant pour la plupart du Nord-Ouest du Cambodge) était que le nombre de morts, toutes causes confondues, pouvait se situer autour de « plusieurs dizaines sinon centaines de milliers », plus souvent victimes des maladies, de la malnutrition et du « changement rapide et brutal », plutôt que d'un « génocide de masse ». Ces conclusions préliminaires furent presque totalement négligées par les médias – dans notre étude nous n'avons trouvé qu'une exception notable – parce qu'elles ne servaient pas l'objectif fixé à l'époque, tout comme on faisait peu de cas des témoignages de réfugiés n'abondant pas dans le sens du PVR. À l'étranger, les journalistes pouvant se prévaloir d'une connaissance approfondie de l'Indochine, à l'instar de Nayan Chanda, prenaient, eux aussi, des positions plus nuancées [79].

Dans son étude détaillée, région par région, Vickery montre à quel point ce PVR ne donnait qu'une piètre image de la réalité et combien les rares sceptiques s'étaient montrés assez réalistes, du moins pour la période concernée. De fait, la réalité ne fut proche du PVR qu'entre 1977 et 1978, dans le contexte des purges brutales inter-factions, et de l'extension du conflit avec le Vietnam. Vickery soulève également cette question de logique selon laquelle « les preuves concernant la période 1977-78 », qui ne furent accessibles qu'à partir de la conquête vietnamienne de 1979, « ne peuvent en aucun cas servir à justifier *a posteriori* le PVR », lequel se fondait sur des éléments datant de la période 1975-1976. Quant à « l'adoption par les Vietnamiens de certaines des pires fables de la propagande occidentale pour défendre leur cause, [elle] ne démontre pas pour autant qu'elles étaient fondées [80] ». Une étude récente indique au contraire que les pires massacres, et notamment ceux dont témoignent les charniers et les effroyables piles de crânes découverts par les journalistes qui pénétrèrent au Cambodge après la conquête vietnamienne, avaient eu lieu dans la région Est à la frontière du Vietnam, du milieu à la fin de 1978 [81].

En tant que phénomène socioculturel, la véritable nature de la profonde affliction que ressentit l'Occident à l'égard

du Cambodge au cours de la phase II devient tout de suite beaucoup plus claire sitôt qu'on la compare à la réaction à l'égard d'atrocités similaires survenues au Timor à la même période. Là, comme au cours de la phase I du génocide cambodgien, les États-Unis furent les principaux responsables des événements et auraient parfaitement pu intervenir pour diminuer ou même mettre fin aux atrocités. À l'inverse, dans le Kamputchéa démocratique, où l'on pouvait aisément accabler l'ennemi officiel, il était impossible d'intervenir. C'est ce que ne manquèrent pas de souligner les experts du gouvernement quand, en août 1978, George McGovern demanda une intervention internationale, ce qui lui valut d'être la risée des médias. [82] En fait, ni McGovern ni personne d'autre ne demanda jamais une telle intervention contre les États-Unis durant la phase I du génocide, ni d'ailleurs contre l'Indonésie et les États-Unis lorsque furent perpétrées les atrocités du Timor, pour lesquelles les Américains (et, dans une bien moindre mesure, d'autres puissances) fournirent le matériel et le soutien diplomatique. De même, on n'évoqua jamais d'intervention internationale lorsque les armées du Salvador et du Guatemala entreprirent au début des années 1980 de massacrer leurs propres populations avec le soutien enthousiaste des États-Unis.

La comparaison entre le Timor et la phase II du génocide au Cambodge était particulièrement frappante et fut parfois soulignée après les faits. Les excuses avancées aujourd'hui pour justifier le refus de rendre compte de ce qui se passait au Timor, de dénoncer ces atrocités-là ou d'agir pour qu'elles soient stoppées sont des plus instructives dans le contexte actuel. Ainsi William Shawcross rejette-t-il l'interprétation la plus évidente de la différence des réactions vis-à-vis du Timor et du Cambodge en avançant une « explication structurellement plus sérieuse » : la difficulté d'accès aux réfugiés et « un manque de témoignages » [83]. Lisbonne n'est qu'à deux heures de vol de Londres, et l'Australie elle-même n'a pas vraiment la réputation d'être beaucoup plus difficile d'accès que la frontière qui sépare la Thaïlande du Cambodge, mais les nombreux réfugiés timorais de Lisbonne et d'Australie furent négligés par les médias

qui leur préféraient les « faits » mis à leur disposition par le département d'État et les généraux indonésiens. De même les médias repoussèrent-ils les analyses parfaitement accessibles que produisaient au sujet des réfugiés des sources au moins aussi crédibles que celles sur lesquelles se fondaient leur indignation anti-Khmers rouges (idéologiquement plus rentable), et ils ignorèrent non moins ostensiblement les témoins on ne peut plus crédibles qui rejoignaient à l'époque New York ou Washington avec toujours davantage de preuves provenant de milieux religieux ou autres. La couverture médiatique des événements du Timor chuta drastiquement dès que les massacres s'y généralisèrent, avec le soutien accru des Américains. Les véritables raisons « structurellement sérieuses » de cette différence quantitative et qualitative de traitement ne sont guère difficiles à comprendre. Si inconfortables qu'elles puissent être pour l'opinion occidentale, elles deviennent néanmoins d'autant plus évidentes qu'on se penche sur un plus grand nombre de cas qui viennent illustrer les mêmes conclusions [84].

*

VI-2-7. La phase III en Indochine : le Cambodge et le Vietnam saignés à blanc

En 1987, au moment où nous écrivions ces lignes, les moralistes occidentaux se tenaient cois, lors même que leurs gouvernements offraient à l'Indonésie les moyens de poursuivre sa campagne de terreur et de répression au Timor. Dans le même temps, les États-Unis soutenaient la coalition du KD, à cause de sa continuité avec le régime de Pol Pot, ainsi que le département d'État en informa le Congrès en 1982. Pour le département d'État, les raisons d'une telle différence d'attitude à l'égard des guérillas du Fretilin (Front révolutionnaire pour un Timor-Oriental indépendant) tenant tête à l'agresseur indonésien et des guérillas khmers rouges agressant le Cambodge depuis leurs camps retranchés de Thaïlande tenaient au fait que la coalition pro-Khmers rouges était « indiscutablement » plus représentative de la

population cambodgienne que ne l'était le Fretilin de la population timoraise [85]. Il n'est donc nul besoin de spéculer sur l'apparente inconséquence de l'attitude des États-Unis à l'égard de Pol Pot et des généraux indonésiens vers la fin des années 1970. Le premier, objet de haine et de mépris à cause des massacres perpétrés sous sa férule, durant la phase II au Cambodge ; les seconds, nos amis de toujours, que nous avons complaisamment approvisionnés et soutenus tandis qu'ils s'adonnaient à de semblables massacres au Timor, à la même période. Cette apparente inconséquence, qui troubla même un temps la direction du *Wall Street Journal* au début des années 1980 [86], fut heureusement résolue puisque nous nous mîmes à soutenir *à la fois* les Khmers rouges et les généraux indonésiens.

Ce soutien des États-Unis aux Khmers rouges éveilla peu l'attention des médias, tout comme on fit peu de cas de la position vietnamienne : un règlement politique du conflit entre Cambodgiens, à l'exclusion des leaders khmers rouges, Pol Pot et son proche associé Ieng Sary [87]. Comme nous l'avons déjà vu, des membres du Congrès peuvent attester que l'aide américaine aux Khmers rouges fut importante. En outre, l'administration Reagan, suivant « plutôt les inclinations chinoises que celles de l'Asie du Sud-Est », refusa de soutenir les efforts de ses alliés du Sud-Est asiatique qui souhaitaient « atténuer le poids du régime déchu de Pol Pot, l'allié de la Chine, et donner davantage de poids aux guérillas non communistes et autres groupements politiques [88] » [1]. Dans l'un de ses reportages de 1984, Nayan Chanda écrivait que les États-Unis avaient « plus que doublé leur aide financière aux forces de la résistance », principalement par le biais de financements estampillés « aide humanitaire » qui avaient permis à leurs alliés de réorienter ces subsides vers l'achat d'armement [89] – stratagème habituel. On assura, dans le même temps, que ces fonds étaient exclusivement destinés à la résistance non communiste (généralement inefficace), ce qui n'était qu'une pure

1. Le soutien américain aux Khmers rouges a été évalué à 84,5 millions de dollars pour les années fiscales 1980 à 1986 – *supra*, V-2.

déclaration de façade. « L'armée de Sihanouk et le KPNLF de Son Sann », les deux composantes de la résistance non-communiste, « sont en complète chute libre à Phnom Penh » nous expliquait James Pringle, correspondant sur place de la *Far Eastern Economic Review*. « "Tout ce qu'ils font, c'est rester assis à la frontière à boire du Coca-Cola", commentait un diplomate soviétique bien informé. » À la même période, depuis les zones frontalières, Barbara Crossette affirmait que « des camions chargés d'hommes et de gamins, par fournées de cent cinquante à deux cents, quittent les camps contrôlés par les Khmers rouges de Pol Pot et roulent sur le Cambodge ». Les convois de ravitaillement affluaient « vers l'intérieur du Cambodge, où l'on empile du matériel pour les Khmers rouges » dans l'espoir qu'ils seront bientôt prêts à l'emporter par la force et par la terreur, sitôt que se seront retirées les troupes vietnamiennes, ainsi que l'ont exigé les États-Unis. Un porte-parole de l'Armée nationale sihanoukiste à Bangkok expliquait que leur « principal problème à l'heure actuelle est de laisser l'armée vietnamienne se retirer, tout en empêchant le retour des Khmers rouges » – ce qui était une conséquence probable de la politique américaine. Ancien conseiller au secrétariat d'État, Richard Holbrooke expliquait que l'aide américaine « finira par aller à Pol Pot et à son peuple » – ce que soulignaient aussi certains journalistes. L'associé cambodgien de Sydney Schanberg, Dith Pran – dont les souffrances sous la terreur khmer rouge servirent de base au très célèbre film *La Déchirure* ainsi qu'à de nombreux articles de journaux –, trouva semble-t-il beaucoup plus difficile d'atteindre l'opinion publique dès lors qu'il s'agissait d'expliquer qu'« envoyer de l'armement américain » à la résistance khmer, c'était « comme verser de l'essence sur un incendie » et que c'était la dernière chose dont le Cambodge avait besoin. Selon David Hawk, « il est de notoriété publique que les membres de l'administration Reagan et les attachés militaires de l'ambassade des États-Unis à Bangkok se sont rendus dans les enclaves khmers rouges » [90].

La raison de ce soutien à la coalition du KD, basée en Thaïlande, allait en fait bien au-delà de sa seule continuité

avec le régime khmer rouge. En 1979, notre allié Deng Xiaoping en fournit une raison beaucoup plus fondamentale : « Il est sage de forcer les Vietnamiens à rester au Cambodge, car ainsi ils souffriront de plus en plus et seront incapables de mettre la main sur la Thaïlande, la Malaisie et Singapour. [91] » Mais cette volonté de « saigner le Vietnam à blanc » afin de s'assurer qu'il ne puisse jamais se relever de ce que lui avaient infligé les pays occidentaux offrait aussi d'autres avantages. En agissant de sorte à aggraver les souffrances et la répression en Indochine, nous démontrions rétrospectivement la « bienveillance » de notre « noble croisade » des années précédentes.

Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, à l'époque où ils subissaient de plein fouet la terreur khmer rouge, tout au long de la phase II du génocide, les Cambodgiens étaient considérés comme « des victimes dignes d'intérêt. » Ils le furent plus encore lors de l'invasion vietnamienne qui mit fin à ladite phase II, avec néanmoins un changement de casting non négligeable : les États-Unis avaient rejoint la Chine dans son soutien aux Khmers rouges. Après s'être efforcés dès le début d'accuser les Vietnamiens de « génocide », on concentra la condamnation de l'ennemi officiel sur les actes de barbarie de ces « Prussiens de l'Asie » qui avaient « assujetti et appauvri » le Cambodge depuis qu'ils avaient renversé Pol Pot – selon la formule des rédacteurs du *NYT*. Rappelons que, de toutes les horreurs des années précédentes, y compris les atrocités commises lors de la phase I, « ce qui est le plus impardonnable » demeure « les massacres khmers rouges » – sur lesquels Washington n'insistait plus trop, les forces de Pol Pot, selon la doctrine Reagan, étant qualifiées de « forces de la résistance ».

On aurait eu beaucoup de mal à mettre la main sur des observateurs sérieux de la scène cambodgienne affirmant que les Vietnamiens avaient réduit le Cambodge à une situation plus dramatique encore que celle de l'époque du KD, même si c'est ce que donnaient à penser les commentaires. Au contraire, parmi ceux qui s'intéressaient aux Cambodgiens pour ce qu'ils étaient et non pour ce qu'ils représentaient en tant qu'outil de propagande, « il est clair que la

vie de la population est infiniment meilleure aujourd'hui que sous le Kamputchéa démocratique [92] ». Certains spécialistes du Cambodge laissèrent même entendre que le régime valait sans doute bien mieux que tout ceux qui l'avaient précédé. Les opposants les plus cohérents à l'invasion vietnamienne auraient pu se prévaloir d'un fondement éthique pour la condamner en dépit de l'escalade rapide des atrocités entre 1977 et 1978 et des raids meurtriers, sous Pol Pot, des forces cambodgiennes contre le Vietnam [1].

Il reste qu'il était néanmoins assez difficile de prendre ce genre d'argument au sérieux lorsque les gens qui le mettaient en avant étaient précisément ceux qui reprochaient à l'Ouest de n'avoir pas entrepris d'actions plus vigoureuses pour « sauver » les Cambodgiens des griffes de Pol Pot. L'histoire démontre d'ailleurs qu'un tel « sauvetage » n'aurait guère été plus désintéressé dans ses intentions que l'invasion vietnamienne. Quant à nous demander ce que vaut un tel argument lorsque ceux qui l'avançaient étaient ceux-là mêmes qui toléraient ou applaudissent à une agression meurtrière dès lors qu'elle servait leurs intérêts – pour ne citer que quelques cas flagrants : l'invasion indonésienne du Timor, la « libération » du Liban par les troupes israéliennes en 1982 (selon l'expression du *NYT*), ou la « défense du Sud-Vietnam »...

*

VI-2-8. La phase III vue d'Amérique : le grand silence et le pouvoir caché de la gauche

Sur le front américain, la phase III illustre à nouveau les impératifs du modèle de propagande, mais sur un autre mode. La vérité sur la réaction des médias et du monde de la « culture » en général devant les atrocités de Pol Pot et

1. Notre opinion, telle que nous l'avions exprimée à l'époque, était la suivante : « L'invasion vietnamienne peut être expliquée, mais non justifiée. [93] » Compte tenu des informations parues depuis sur la terreur qui régnait sous Pol Pot en 1977-1978 et sur les attaques frontalières contre le Vietnam, ce jugement devrait sans doute être révisé, même en adoptant une interprétation particulièrement restrictive – en matière de droit international – du droit à la défense légitime.

le contraste frappant avec des cas similaires où les États-Unis portaient la responsabilité principale, offraient un spectacle assez affligeant. Les faits étant trop accablants pour pouvoir être niés, la meilleure des stratégies restait encore celle du « trou de mémoire ». La besogne accomplie avec la célérité habituelle, on put désormais s'émerveiller de ce que « l'Ouest a enfin ouvert les yeux sur les souffrances du Cambodge, à l'automne 1979 » (William Shawcross) et continuer à ruminer sur la curieuse incapacité de l'Ouest, éternellement consumé d'un éperdu besoin de s'autoflageller, à prendre toute la mesure des atrocités dont ses ennemis se rendaient coupables [94]. Telle est, en effet, la sinistre tournure qu'allaient prendre les événements au cours de la troisième et dernière phase de l'affligeante histoire du Cambodge.

« Le silence planait, au milieu des années 1970, au plus fort des exterminations de masse commises par les Khmers rouges » (Floyd Abrams) et « on se refusa tout simplement à croire les récits parlant d'atrocités en provenance du Cambodge après 1975 » (David Hawk). Rappelons qu'à l'époque les accusations de génocide comparable à ceux de Hitler et de Staline inondaient littéralement le *NYT*, le *Washington Post*, le *Reader's Digest*, *TV Guide*, la *New York Review of Books* ainsi que l'ensemble des médias dominants. « L'Ouest ne s'éveilla à l'horreur de ce qui s'était produit qu'après l'invasion vietnamienne » (*The Economist*) et « peu de gens extérieurs, qu'ils soient de droite ou de gauche, se rendaient compte [des crimes épouvantables du régime de Pol Pot] au moment même où ils étaient en train de se produire (1975-1978) » (Conor Cruise O'Brien). Oui, il s'agit bien de l'époque où Jimmy Carter qualifiait Pol Pot de « pire violateur des droits humains qui soit au monde » et où un rapport du Foreign Office britannique accusait le régime cambodgien de la mort de « plusieurs centaines de milliers de personnes » [95].

On pourrait croire que des réflexions aussi ahurissantes ne soient pas passées sans au moins un froncement de sourcil. Mais ce serait sous-estimer la capacité des institutions idéologiques à se rallier à une « juste cause » : en l'occurrence, la

cause était de cacher la vérité au sujet de la réaction de l'Ouest à « la décennie du génocide » entre autres atrocités.

Ce « silence » qui aurait alors plané au sujet des crimes de Pol Pot était déjà un thème récurrent au plus fort de l'indignation la plus véhémente à l'endroit du génocide de Pol Pot. *Time Magazine* publia, le 31 juillet 1978, un important article de David Aikman selon lequel on continuait de fermer les yeux sur « l'expérience génocidaire » des Khmers rouges. Il ajoutait au passage une nouvelle pirouette qui fut reprise avec enthousiasme dans la suite de cet exercice de reconstruction de l'histoire : « Il y a à l'Ouest des intellectuels si aveuglément dévoués aux deux Molochs des temps modernes que sont "la libération" et "la révolution" qu'ils vont jusqu'à prendre la défense de ce qui vient de se produire au Cambodge. » « Des théoriciens politiques ont défendu cela, à l'instar de George Bernard Shaw et d'autres intellectuels occidentaux qui défendirent la brutale construction sociale de l'Union soviétique dans les années 1930. » Là encore on se dispense de citer qui que ce soit pour la bonne et simple raison qu'il n'y a personne à citer, bien que le *NYT* se soit vainement essayé à isoler chez les militants pacifistes quelque réflexions en faveur du régime de Pol Pot susceptibles d'étayer cette thèse fort utile.

Aucun de ces thèmes – le « silence » de l'Ouest, la défense de Pol Pot par les intellectuels occidentaux – ne tient debout devant la montagne de faits avérés que personne n'ignore, si savamment occultée soit-elle par la culture intellectuelle partisane. Mais un tel niveau de falsification du réel au service d'une « noble cause » est encore insuffisant. Dans une apothéose d'agit-prop inspirée, William Shawcross parvint à combiner les deux thèmes, faisant un pas de plus [96]. Cette remarquable contribution souleva une vague d'enthousiasme. Certains des commentaires cités plus haut, issus de recensions de son livre, en sont manifestement inspirées.

Dans son étude *Cambodge, holocauste et conscience moderne*, Shawcross médite sur le relatif « silence » de l'Ouest face aux atrocités khmers rouges. La réalité des faits est bien différente, mais l'image d'un Occident trop occupé à se morfondre sur ses propres crimes pour prendre conscience des

atrocités communistes est infiniment plus séduisante pour la bonne conscience occidentale. Shawcross fait alors sienne la seconde thèse d'Aikman, s'efforçant ingénieusement d'éclairer les mécanismes qui conditionnent cette incapacité de l'Ouest à regarder les atrocités communistes en face, attitude si caractéristique du monde occidental. Selon lui, le « silence » qui plana sur la phase II du génocide était dû « au scepticisme (doux euphémisme) dont fit preuve la gauche occidentale à l'égard des témoignages en provenance du Kamputchéa démocratique. Ce scepticisme n'a jamais été exprimé aussi fréquemment ni avec autant de ferveur que par Noam Chomsky [, qui] alla jusqu'à affirmer que dès la victoire des Khmers rouges, en 1975, la presse occidentale s'est liguée avec les gouvernements occidentaux et anticommunistes d'Asie, notamment la Thaïlande, pour lancer une "vaste" campagne de propagande "sans précédent" contre les Khmers rouges [97] ».

À l'appui de cette thèse, Shawcross produit ce qui est supposé être une citation mais sans citer aucune source identifiable et ce pour deux excellentes raisons : d'abord parce que ladite citation n'existe pas [1] – bien que la version qu'il en donne, et qui fait référence à la « sinistre réalité » du Cambodge sous la férule khmer rouge, vienne ruiner l'idée même qu'il prétend défendre ; ensuite parce que l'ouvrage dont sa pseudo-citation serait issue fut publié en novembre 1979, c'est-à-dire près d'un an après la chute du régime de Pol Pot. Mentionner cette date aurait amené à se demander comment ladite « fervente et fréquente » expression de scepticisme aurait pu intimider gouvernements et médias de 1975 à 1978. Qui plus est, nous avions démontré on ne peut plus clairement dans cet ouvrage que le niveau d'atrocités avait été épouvantable, atteignant presque des sommets comparables aux affabulations les plus ahurissantes.

1. Cette citation est créée de toutes pièces à partir d'une série de phrases apparaissant à différents endroits de l'introduction du volume I de *Political Economy of Human Rights* (*op. cit.*, p. 19-20), avec des suppressions cruciales – et non signalées – d'éléments qui, sur-le-champ, démontreraient l'absurdité de l'argument présenté par Shawcross.

Shawcross aurait pourtant pu citer d'authentiques exemples de « scepticisme » – comme celui des experts du département d'État, par exemple, au moment même où les massacres battaient leur plein au Cambodge ; ou bien les commentaires rétrospectifs de Douglas Pike et de bien d'autres cités plus haut ; ou bien encore les commentaires de journalistes qui, pendant la phase II, se bornaient à conclure que les récits des réfugiés semblaient « suggérer que les Khmers rouges ont du mal à diriger le pays autrement que par la coercition » et « suggèrent même qu'on y aurait recours à la terreur comme mode de gouvernement », observant néanmoins que les réfugiés « ne semblaient pas être dans un état spécialement lamentable » et que si, comme ils le prétendaient, les Khmers rouges étaient en train de perpétrer quelque « atrocité », alors « ladite atrocité n'avait pas commencé en avril [1975] – elle entrait simplement dans sa sixième année » (William Shawcross) [98]. En fait, la simple vérité n'aurait pas servi les objectifs de l'exercice auquel il se livrait – mais il est probable que Shawcross ait eu d'autres motifs [*supra*, note I, p. 522].

Peut-être y avait-il encore quelque autre exemple de cette « fervente et fréquente » expression de scepticisme qui réduisait l'Ouest au silence. Shawcross n'a pas tort d'éviter les exemples. Il est en effet bien placé pour savoir que sa principale source, Ponchaud, a fini par féliciter Chomsky pour « l'attitude responsable et la clairvoyance » dont témoignait ce qu'il avait écrit au sujet du Cambodge. Il faisait ici référence au compte rendu que nous avions fait de son livre en 1977 et d'une correspondance inédite dont il avait eu connaissance, éclairant l'ensemble des faits avérés apparus au cours de la période du KD [99]. Shawcross imagine finalement nous faire croire qu'un unique article paru en 1977 dans *The Nation* a pu réduire l'Occident au silence, article dans lequel, de plus, nous recommandions vivement la lecture de l'ouvrage de sa principale source, Ponchaud, que nous jugions « sérieux et très instructif » avec « son terrifiant recueil de récits que des réfugiés lui avaient confiés, décrivant toute la barbarie des traitements qu'ils avaient subis aux mains des Khmers rouges ». Notre conclusion était que

nous ne pouvions encore nous aventurer à tirer aucune conclusion au sujet de l'étendue réelle des atrocités commises et qu'il en allait de même pour les spécialistes du département d'État et certaines autres sources parmi les mieux informées de l'époque.

En réalité, l'article auquel Shawcross faisait allusion témoignait effectivement d'un certain « scepticisme », non seulement au sujet des faits ayant d'ores et déjà été admis comme étant de pures inventions, mais aussi à propos d'un certain nombre d'autres qui demeuraient sujets à caution. De fait, en reprenant l'étude de Ponchaud, nous exprimions véritablement un certain scepticisme quant aux estimations qu'il y donnait du nombre de victimes des bombardements américains, lesquelles nous semblaient excessives et pouvant se fonder sur une interprétation erronée des chiffres qu'il y citait. Nous y soulevions aussi une série de questions au sujet de déclarations attribuées aux Khmers rouges qui revêtaient pour lui (et plus tard pour bien d'autres) une importance cruciale mais qu'il avait déjà citées en différents endroits sous une tout autre forme – et dont il dut convenir plus tard qu'elles étaient parfaitement dépourvues de fondement [100]. Il est intéressant de souligner que notre scepticisme au sujet d'accusations portées contre les États-Unis, bien que fondé sur de simples soupçons, ne suscitèrent jamais le moindre commentaire, tandis que notre scepticisme au sujet d'accusations portées contre les Khmers rouges, qui se fondait sur des preuves matérielles, et devait plus tard s'avérer bien en deçà de la réalité, allait provoquer un déluge de protestations et de commentaires que Vickery n'hésite pas à décrire comme « incompétents, malhonnêtes » et « souvent tout à fait ignobles. » Il n'est cependant pas très difficile d'expliquer une telle différence de réaction. On tient généralement pour acquis qu'il doit être scrupuleusement rendu compte et de façon aussi nuancée que possible des opérations militaires américaines. Notre insistance sur ce point était tout à fait louable et ne méritait aucune récrimination. À l'inverse, les agissements des ennemis officiels ne méritent pas pareils scrupules, et remettre en cause les exercices de

propagande lorsqu'ils sont entrepris au service du pouvoir est un crime impardonnable.

On peut par ailleurs observer que, même si ledit « scepticisme » de « la gauche occidentale » auquel Shawcross fait allusion existait réellement, l'idée qu'il puisse avoir l'impact qui lui est attribué, bien que venant de gens systématiquement écartés des médias et de tout débat public est une imposture d'une audace remarquable et qui force l'admiration. Shawcross explique plus loin que ce prétendu « scepticisme de la gauche occidentale » aurait non seulement réduit les médias occidentaux au silence mais aurait en outre empêché toute réplique occidentale de poids aux atrocités khmers rouges. La thèse est trop absurde pour mériter le moindre commentaire et il suffira, pour en démontrer le manque de sérieux, de renvoyer à ce qu'étaient à l'époque ses propres suggestions au sujet de ce qui pouvait être fait, en rappelant qu'il avait toujours eu un accès des plus aisé aux médias pour les y faire valoir. On n'y trouve pas un mot de ce qui aurait pu être fait [1] – pour la bonne et simple raison que ni lui ni personne n'était alors capable d'imaginer quoi que ce soit d'utile.

La situation était évidemment tout autre au cours de la phase I du génocide, ou au Timor pendant la phase II et ensuite, ainsi que dans une infinité d'autres cas similaires où les accusations de Shawcross seraient effectivement recevables. En fait, on en apprend effectivement beaucoup sur le rapport entre « holocauste et conscience moderne » en se penchant sur cet aspect des choses et sur les réactions suscitées.

1. Plus précisément, nous avons trouvé *une* suggestion – quoique bien après l'événement. Dans le *Times Higher Education Supplement* du 6 décembre 1981, non sans toute une série de falsifications de notre point de vue (du genre de celles analysées ici), Shawcross affirmait que, vu notre « poids politique », nous aurions pu jouer un rôle important en mobilisant l'opinion mondiale afin de faire pression sur la Chine pour qu'elle fasse cesser les atrocités des Khmers rouges – ce qu'indubitablement il s'efforçait de faire de son côté, mais vainement bien sûr, faute d'un poids politique comparable au nôtre. (Cela se passe de commentaire.) De toute évidence, les rédacteurs de cette revue en étaient tout à fait convaincus, refusant de publier un droit de réponse en dépit de notre remarquable « poids politique ». Il semble peu probable que Shawcross se serait jamais risqué à publier des niaiseries aussi puériles s'il n'avait eu la garantie qu'aucun droit de réponse ne serait autorisé.

Ce « scepticisme de gauche » aux conséquences épouvantables en raison de l'influence de la gauche sur les institutions des pays occidentaux, Shawcross l'attribue en partie à la propagande vietnamienne. « Les propagandistes vietnamiens avaient biaisé les récits des réfugiés au sujet du comportement des Khmers rouges, écrit-il, de façon à les rendre moins crédibles, particulièrement aux yeux de la gauche occidentale [101] », laquelle, si l'on en croit le dogme admis, se fonde exclusivement sur les informations émanant de Hanoi et en répète le plus fidèlement possible la doctrine – même s'il est intéressant de noter que Shawcross insinue que l'influence de Hanoi a pu également s'étendre au-delà de ses affidés. Et au fond pourquoi pas ? Dès lors qu'on en est à affirmer que la gauche occidentale a pu réduire au silence médias et gouvernements, pourquoi ne pas aller jusqu'à soutenir que, même à l'extérieur de ses redoutables cercles, la propagande vietnamienne est en fait si puissante qu'elle façonne les opinions publiques ? Naturellement Shawcross ne feint même pas de pouvoir produire la moindre preuve à l'appui de ce qu'il sait pertinemment n'être, du début à la fin, qu'une élucubration délirante.

On peut ranger cette démonstration absurde du fameux « silence » de l'Ouest aux cotés d'affirmations du même type, comme le fait que les communistes du département d'État ont fini par « perdre la Chine » ou que « l'attitude hostile » des médias constitue une menace pour les fondements même de la démocratie, etc. Pourtant, elle ne suscita aucune raillerie, mais au contraire un enthousiasme débordant. Pour ne citer qu'un exemple typique, David Hawk note que, pour Shawcross, « l'indifférence du monde » découlait directement de « l'influence des universitaires et activistes antiguerre de la gauche américaine, qui avaient occulté l'attitude des Khmers rouges, dénigré les témoignages des réfugiés postérieurs à 1975 et s'étaient emportés contre les journalistes qui les avaient recueillis » [102]. Il tient cette hypothèse pour un fait avéré, mais ne cite aucun élément qui puisse venir l'étayer ni du point de vue de « l'indifférence » aux atrocités, dont la dimension génocidaire était alors mondialement reconnue, ni de celui de la prétendue attitude de la gauche

américaine, dont il n'explique pas non plus par quels moyens, à supposer qu'elle ait réellement existé, elle aurait pu contrôler les médias dominants voire simplement les influencer le moins du monde. Les mythes les plus commodes n'ont besoin ni de preuves ni de logique. Pas plus qu'ils n'obligent à se pencher sur ce que pouvait écrire Hawk à l'époque, en tant que représentant d'Amnesty International, spécialiste de l'Asie du Sud-Est. Dans le rapport annuel d'Amnesty de 1977, on apprenait en effet que l'on avait compté moins d'exécutions cette année-là au Cambodge « qu'au cours de l'année précédente », et que, même si le décompte cumule exécutions et disparitions, le total ne semblait pas excessif. Bien que dénonçant les violences avec davantage de conviction, le rapport de 1978 indiquait pour sa part que les témoignages des victimes, sur lesquels on devait se fonder, étaient « souvent vagues et contradictoires », rangeant de fait Amnesty et Hawk parmi ceux qui, selon la théorie Shawcross-Hawk, avaient « dénigré les témoignages des réfugiés postérieurs à 1975 ». Il est si facile de moraliser rétrospectivement…

Shawcross développe un peu plus sa thèse de manières fort intéressantes [103]. Pour montrer combien les commentateurs occidentaux s'interdisaient de reconnaître que « les Khmers rouges étaient un gouvernement marxiste-léniniste », il affirme que le journaliste britannique John Pilger « comparait constamment les Khmers rouges aux nazis », sans évoquer le fait qu'il comparait aussi explicitement leur répression à la terreur stalinienne, comme le souligne Pilger lui-même en réponse à l'un des innombrables articles ayant repris les élucubrations de Shawcross [104]. Ce dernier affirme, en outre, que les auteurs de ce livre « s'étaient persuadés, des années durant », que « les témoignages des réfugiés n'étaient pas fiables et que la CIA était en train de préparer un bain de sang pour pouvoir dire : "On vous l'avait bien dit." » Et de citer l'un de nos articles paru *The Nation* en 1977 où l'on ne trouve pas davantage trace de cette thèse que dans aucun autre. Nous y expliquions clairement et explicitement, comme nous l'avons fait maintes fois par la suite, que le témoignage des réfugiés ne laissait aucun doute sur le fait

que le niveau des atrocités commises par les Khmers rouges était « impressionnant et la plupart du temps abominable » et que, « dans le cas du Cambodge, il n'y a[vait] aucune difficulté à parler d'oppression et d'atrocités commises à grande échelle, en se fondant principalement sur les témoignages des réfugiés » [105]. Afin d'étayer ses allégations au sujet de la crédibilité des témoignages, Shawcross cite notre commentaire sur la nécessité d'analyser soigneusement les témoignages de réfugiés, passant discrètement sous silence le fait que nous citions alors Ponchaud, sa source privilégiée, et que le commentaire en question n'était qu'une évidence communément admise. Son évocation de la CIA préparant un bain de sang est une pure divagation, mais il n'est pas inintéressant de noter qu'à l'époque même où il l'écrivait, bien après la parution de notre livre, Michael Vickery avait déjà apporté la preuve que les récits de Barron et Paul parus à ce sujet dans le *Reader's Digest* émanaient en grande partie des services de désinformation de la CIA. Shawcross affirme enfin que, « contrairement aux allégations de Chomsky et Herman », le gouvernement américain était « remarquablement inactif » dans la propagande anti-Khmers rouges. À aucun moment nous n'avons fait référence à un quelconque rôle du gouvernement américain dans l'orchestration de l'imposture de Shawcross et d'autres que nous nous efforcions de mettre en lumière. En réalité, nous tenions simplement les rapports du département d'État pour seule référence crédible disponible, et ce du début à la fin.

Mais Shawcross et ses semblables, qui s'offusquent tant que l'on puisse mettre en cause leur droit souverain de mentir au service de leur État favori, comprennent parfaitement que les attaques contre l'opinion dissidente peuvent fort bien se dispenser de preuves et que le simple fait de répéter inlassablement des accusations idéologiquement utiles, si aberrantes soient-elles, suffit largement à leur tenir lieu de fondement – même la thèse selon laquelle la gauche américaine a réduit au silence l'Occident tout entier durant le règne de Pol Pot.

Les attaques de Shawcross contre ses autres adversaires fonctionnent de la même manière – raison supplémentaire,

sans doute, du succès de ses théories. Poursuivant donc sa croisade de bon ton visant à faire porter la plus grande part des responsabilités de la tragédie qui se poursuivait au Cambodge sur le Vietnam plutôt que sur les responsables directs de la phase I du génocide – et sur leur politique « irréfléchie » – dont le soutien allait désormais sans réserve à Pol Pot, Shawcross nous démontre que ce soutien n'était qu'une réponse naturelle à l'agression vietnamienne. Au regard de la manière dont Hanoi avait envahi le Cambodge et s'était comporté par la suite, explique-t-il, la Chine et les pays membres de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) – pour ne rien dire de leurs « partenaires occidentaux » – n'avaient plus d'autre choix que de « chercher à exercer sur Hanoi tous les moyens de pression possibles » pour l'amener à renoncer à ses intentions. « Les Vietnamiens auraient dû s'attendre à ce que de telles pressions puissent inclure un soutien aux Khmers rouges. » C'est donc bien à cause des Vietnamiens que les États-Unis et la Chine furent amenés à soutenir Pol Pot avec l'appui sans faille de l'Indonésie et de la Thaïlande fervents défenseurs des droits humains et du recours aux seuls moyens pacifiques s'il en est. En revanche, on ne saurait soupçonner de telles dispositions chez les Vietnamiens, constamment affairés à concocter leurs sombres stratégies, dans un monde où la Chine et les États-Unis ne sont une menace pour personne – menace qui nous permettrait pourtant de « prédire » (et donc d'excuser implicitement) ces sombres stratégies. D'après Shawcross, « l'attitude du Vietnam depuis son invasion du Cambodge a rarement laissé entrevoir la volonté d'un compromis qui exclurait les Khmers rouges comme force viable au Cambodge – objectif que les pays de l'ASEAN et leurs partenaires occidentaux revendiquaient avec insistance ». « Il est impossible d'augurer qu'une telle suggestion [de la part de Hanoi] aurait pu rencontrer l'aval de la Chine ou de l'ASEAN, mais le fait est que jamais rien de tel n'a été proposé », affirme Shawcross sans apporter la moindre preuve. [106] Hanoi avait maintes fois offert de se retirer pour céder la place à un régime cambodgien avec pour condition *sine qua non* d'un tel retrait l'exclusion des

principaux chefs Khmers rouges. Nul ne sait si ces propositions étaient sérieuses ou non, car elles furent toujours rejetées par le duo Deng-Reagan comme, mais avec plus d'hésitations, par les pays membres de l'ASEAN. Certes, les médias ne rendirent jamais compte de ce rejet qui impliquait un soutien américain renouvelé à Pol Pot, ce dont un observateur rationnel pourrait difficilement être surpris. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils invalident complètement l'analyse de Shawcross.

Dans un effort supplémentaire pour jeter l'opprobre sur l'ennemi officiel, Shawcross affirme que les Vietnamiens « faisaient davantage confiance aux bourreaux qu'à leurs victimes, nombre d'entre eux ayant été promus par le nouveau régime à des postes qui leur donnaient de nouveau autorité sur ces dernières ». Comme unique illustration de sa thèse, il raconte dans son livre (et par deux fois !) l'histoire d'une vieille femme rencontrée au Cambodge, « qui décrivait avec émotion comment le meurtrier khmer rouge de son fils vivait, impuni, dans un village voisin ». Il reprit d'ailleurs la même histoire dans la *New York Review of Books*, mais Ben Kiernan, qui était alors son interprète et l'accompagnait au moment des faits, écrivit une lettre de démenti. Dans cette lettre, Kiernan reprenait l'enregistrement du témoignage de la femme en question, qui disait seulement que le meurtrier « s'était enfui » dans un autre district. Ce qui suggère plutôt, selon Kiernan, qu'il craignait d'être puni et non qu'il avait été « promu » à un nouveau poste. Confronté à ce témoignage, Shawcross campa sur ses positions, se bornant à affirmer que certains officiels qu'il avait rencontrés « avaient l'air plutôt sinistres » [107] – ce qui, selon sa logique, suffit à confirmer son propos.

Nous insistons sur le fait que ce n'est pas la justesse des accusations de Shawcross qui se trouve en question ici mais plutôt les preuves sur lesquelles il se fonde pour l'étayer. Et de tels exemples sont assez typiques [108].

*

VI-2-9. Résumé

En résumé, avant la « décennie du génocide », le traitement médiatique des problèmes du Cambodge s'avéra conforme à ce qui pouvait être déduit du modèle de propagande. Il en alla spectaculairement de même au cours des différentes phases de cette sinistre période et ensuite.

Durant la phase I, le témoignage des réfugiés fut jugé dépourvu d'intérêt, et aujourd'hui encore on n'en connaît pratiquement rien, sinon que les massacres et les destructions furent impressionnants. Cette phase n'entre pas dans les catégories « holocauste » ni « génocide », et les causes en sont dissimulées.

Au cours de la phase II, le mythe du « charmant pays » perdura jusqu'à 1975 et le rôle comme la responsabilité des États-Unis dans ce qui était en train d'avoir lieu fut là encore assez généralement passé à la trappe – encore que certains aient su montrer assez de retenue pour ne pas s'abaisser à ce point. On recherchait activement le témoignage des réfugiés, mais il n'était publié que s'il venait conforter le PVR, le « point de vue de référence ». Les évaluations des spécialistes du département d'État ou des commentateurs les mieux renseignés dont le point de vue était plus nuancé (et qui devait plus tard s'avérer beaucoup plus juste) furent, eux, rejetés du fait de leur inutilité. L'indignation générale atteignit son apogée en 1977, alors que le nombre de victimes était toujours bien inférieur à celui de la phase I. Le niveau de désinformation qui accompagnait cette indignation fut en revanche des plus éloquents ; et, ce qui est aussi caractéristique que significatif, les atrocités du même ordre commises à la même période, et dont les États-Unis étaient les premiers responsables, étaient au même moment méthodiquement occultées (elles le sont toujours en grande partie), malgré des excuses éhontées aussitôt que les faits devenaient indéniables.

Lorsque la réalité commença à se rapprocher du PVR, vers 1977-1978, les cercles diplomatiques en minorèrent l'ampleur et, par la suite, le soutien que les États-Unis accordèrent à Pol Pot fut totalement passé sous silence.

La phase III présente deux visages. Dans un processus de reconstruction délirante de la réalité d'un niveau d'intégrité égal à celui observé jusque-là, on soutint que le « scepticisme de la gauche » pesait tant sur l'opinion et les gouvernements occidentaux que le « silence » régna tout au long de la période du KD. Qu'une telle thèse, en dépit de la légèreté des preuves supposées l'étayer et de son absurdité manifeste, ait pu être aussi unanimement tenue pour recevable prouve une fois de plus à quel point les mensonges les plus invraisemblables peuvent se transformer en doctrine dès lors qu'ils servent certains desseins. En Indochine, on vit poindre un regain d'intérêt de la part des Occidentaux pour le martyre cambodgien, l'indignation n'étant désormais plus tournée contre Pol Pot mais contre les nouveaux oppresseurs qui venaient de le renverser. Cette campagne, orchestrée par les Américains, servait les intérêts conjoints de la Chine et des États-Unis, qui souhaitaient tous deux « saigner le Vietnam à blanc », et elle s'accompagna d'une nouvelle démonstration de bonne conscience occidentale destinée à occulter la phase I (et ses effets à long terme), dont le rôle joué par les États-Unis dans le soutien à Pol Pot – grâce notamment aux alliés chinois, qui, eux, exposaient au moins leur position avec une admirable franchise. Soigneusement relayée, cette remarquable mansuétude permit de maintenir actives les forces de Pol Pot et d'infliger de lourdes pertes au Vietnam ainsi, incidemment, qu'au malheureux peuple cambodgien, qui faisait pourtant l'objet de toutes nos attentions. En effet, l'aide d'urgence de 1979-1980 permit sans doute d'aider les Cambodgiens en détresse, mais elle fut aussi d'un grand secours pour les forces de Pol Pot, privant de fait le Cambodge de toute perspective de rétablissement, voire d'indépendance.

Ainsi, si l'on fait exception des réactions indubitablement sincères de bien des gens devant les atrocités soigneusement choisies qui passèrent par le filtre des médias, la seule conclusion rationnelle qu'on puisse tirer de toute cette éclairante démonstration est que, si l'Ouest était frappé par un sentiment d'horreur devant les atrocités commises par les Khmers rouges au cours de la phase II, ce n'est pas en

raison d'un soudain engouement pour le sort des populations souffrantes du Cambodge – ainsi qu'en témoigne clairement la manière dont avait été traitée la phase I et d'autres événements similaires qui se produisirent ailleurs – mais à cause du rôle crucial que devaient jouer les Khmers rouges. D'une part, ils permettaient de justifier rétrospectivement les crimes antérieurs des Français et des Américains en Indochine ; d'autre part, ils facilitaient la reconstruction idéologique du bloc de l'Ouest après le traumatisme du Vietnam, de manière à pouvoir surmonter l'inquiétant « syndrome du Vietnam » et jeter les bases d'une « Amérique renaissante », retrouvant sa vocation historique : la défense de la justice et de la liberté. Dans une telle perspective, la réalité et les faits étaient (et demeurent) superflus.

* *
*

Complément 2002

Le Laos

Washington s'en prit au Laos, bien que ce petit pays rural fût un pion tout à fait marginal des guerres : Nixon et Kissinger ne pouvaient tout simplement pas se permettre de laisser leurs bombardiers inemployés [1]. En tout, ce sont quelque deux millions de tonnes de bombes qui furent larguées sur le Laos. Ces raids rayèrent de la carte trois cent cinquante-trois villages, firent des dizaines de milliers de victimes et continuent encore de tuer aujourd'hui, la plaine ayant été saturée de *bombies*, des mines antipersonnel spécialement conçues pour tuer et mutiler. Avec un taux de non-explosion de 20 à 30 % à l'impact, elles restèrent à l'état

1. Comme nous avons vu, la plaine des Jars fut soumise à l'un des bombardements les plus intensifs de l'histoire des bombardements de civils, particulièrement après 1968, lorsque Washington, pressé de l'intérieur d'entamer des négociations avec le Nord-Vietnam, devait en finir avec les bombardements de cette région.

de tueuses potentielles, dont le nombre de victimes était estimé, à la fin des années 1990, entre plusieurs centaines et vingt mille par an, voire davantage – avec un taux de mortalité de 50 %, dont la moitié sont des enfants [109].

Certains pays se sont mobilisés pour tenter de venir à bout de cette catastrophe humanitaire. Basé en Angleterre, le Mine Advisory Group (MAG) a cherché des moyens de débarrasser le pays de ces engins de mort. Mais, selon la presse britannique, quoiqu'ils aient finalement daigné former des civils laotiens au déminage, les États-Unis « brillent consciemment par leur absence parmi la poignée d'organisations occidentales qui ont emboîté le pas au MAG [110] ». La presse britannique rapporte aussi, avec un certain écœurement, que les États-Unis ont refusé de révéler aux spécialistes du MAG les « consignes et procédures de désamorçage », toujours classées secret-défense, bien que ces armes soient vieilles de plus de trente ans [111].

Les grands médias américains ont toujours traité en petits caractères ce tribut de victimes que continue à payer le Laos, et ils ont presque totalement passé sous silence le refus américain de coopérer aux tentatives pour adoucir des souffrances remontant à la « guerre secrète » contre le Laos. Laquelle, une fois de plus, ne fut évidemment secrète que grâce aux bons offices d'une propagande servie par les médias.

*

Le Cambodge

D'importants changements se sont produits au Cambodge depuis la première édition de ce livre, notamment le retrait du Vietnam, la tenue d'élections sous l'égide des Nations unies et la mort de Pol Pot. Plus haut, nous notions que, à la suite du renversement de Pol Pot en décembre 1978, et bien que les États-Unis et leurs alliés aient dénoncé Pol Pot comme « un nouveau Hitler » commettant un « génocide », ils n'avaient pas tardé à lui assurer leur soutien, l'autorisant à conserver aux Nations unies le siège du Cambodge et lui

apportant aide et protection dans sa retraite thaïlandaise. Le Vietnam fut de son côté sévèrement puni – par un net durcissement des sanctions d'une part, et par le plein soutien américain à l'invasion chinoise d'autre part –, ce qui devait lui servir de leçon… pour avoir osé mettre un terme aux atrocités de Pol Pot ! Conseiller national à la sécurité du président Carter, Zbigniew Brzezinski déclara, en 1979 : « J'ai encouragé les Chinois à soutenir Pol Pot. J'ai encouragé les Thaïs à soutenir le KD. Pol Pot était une abomination. Nous ne pouvions en aucun cas lui assurer notre soutien, mais la Chine le pouvait. [112] » Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, alors que les Vietnamiens s'efforçaient de rompre leur isolement diplomatique en proposant de se retirer du Cambodge, insistant toutefois pour qu'on ne puisse permettre un retour au pouvoir de Pol Pot et de ses Khmers rouges, les États-Unis firent obstruction, insistèrent, et finirent par obtenir que soit accordé aux Khmers rouges le droit de siéger au Conseil national suprême [1] et le statut de parti d'opposition [113].

L'idée maîtresse de la diplomatie américaine qui conduisit à soutenir Pol Pot était la règle classique selon laquelle les ennemis de nos ennemis sont nos amis – même si le récent rapprochement avec la Chine, elle aussi hostile au Vietnam, ne fut sans doute pas un facteur négligeable. Le soutien à Pol Pot était d'autant plus embarrassant que ses exactions avaient été fermement et unanimement dénoncées. Mais les plus grands médias surent gérer la situation avec aplomb, et l'on s'assura que le public américain ignorerait totalement que les États-Unis étaient devenus son allié et principal soutien. (La déclaration de soutien la plus explicite, celle de Brzezinski citée plus haut, ne parut jamais dans le *New York Times*, le *Washington Post* ni *Newsweek* ; elle fut citée une seule fois dans le *Los Angeles Times* et dans *Time*.)

Pourtant, dans les années 1990, après que le Vietnam se fut retiré du Cambodge, que les positions officielles les plus

1. Composé des différentes factions cambodgiennes et présidé par Norodom Sihanouk, ce conseil fut chargé d'administrer le pays jusqu'à la tenue d'élections libres, aux termes des accords signés à Paris en 1991. [ndt]

antivietnamiennes des États-Unis eurent été réaffirmées, et que Pol Pot eut cessé d'être utile comme instrument de leur politique antivietnamienne, les représentants des États-Unis et leurs bonzes redécouvrirent subitement les vilenies de Pol Pot et de ses Khmers rouges, désormais mûrs pour être jugés pour crimes de guerre. Les médias gérèrent alors le pas de deux antérieur avec Pol Pot de façon essentiellement évasive, passant complètement à la trappe les années 1979-1995 ou suggérant vaguement que les États-Unis l'avaient soutenu pour des raisons de realpolitik mais évitant aussi bien les détails concernant la nature ou l'amplitude de ce soutien que toute interrogation morale sur l'appui apporté à un « nouveau Hitler ».

À la mort de Pol Pot, le 17 avril 1998, la nécrologie du *NYT*, « Grandeur et décadence de Pol Pot », s'en tient à « 1979-1990 : Pol Pot et les Khmers rouges trouvent refuge à la frontière thaï où ils combattent contre les Vietnamiens ». « Trouvent refuge » induit en erreur : ils y trouvèrent surtout l'aide économique et militaire ainsi que le soutien politique des États-Unis et de leurs alliés. Le principal correspondant du *NYT* au Cambodge, Seth Mydans, passa fréquemment sous silence ce soutien américain, préférant parler de la « décennie de guerre civile qui fit suite » au renversement de Pol Pot (*NYT*, 13.04.98), et des dix-neuf ans de « guérilla insurrectionnelle dans les jungles de l'ouest et du nord du Cambodge » (17.04.98).

Ce même 17 avril 1998, les éditoriaux du *Boston Globe*, du *NYT*, du *Washington Post* et du *Los Angeles Times* s'indignaient unanimement de ses crimes et de ce qu'il ait pu échapper à la justice mais négligèrent unanimement de mentionner le soutien durable que le criminel avait reçu de leur pays – tout comme de la contribution substantielle des États-Unis à la première phase de la « décennie du génocide » [1]. Le *Washington Post* résuma l'embarrassante

1. Passée unanimement sous silence par les plus grands médias américains, l'étude financée par le gouvernement finlandais, « Cambodge. La décennie du génocide », intégrait entièrement les années 1970-1974, lorsque les États-Unis bombardaient massivement les régions rurales du Cambodge [114].

période de quinze années de soutien à Pol Pot en une phrase : « Après le cauchemar de la dictature khmer rouge et du génocide, les États-Unis et leurs alliés injectèrent des millions de dollars dans l'économie cambodgienne afin d'aider à la reconstruction et à la tenue d'élections » (éditorial, 10.02.98).

La comparaison entre les couvertures médiatiques consacrées à Pol Pot et au dictateur indonésien Suharto est des plus éclairantes. Ce dernier apparaissait lui aussi à la une en 1998, alors que l'Indonésie traversait une grave crise financière – doublée d'un soulèvement populaire contre la dictature –, qui allait déboucher sur la destitution de Suharto. Dans les éditoriaux et les articles d'avril 1998, Pol Pot était décrit comme un « fou furieux », un « assassin », un « criminel de guerre », un « boucher », un « dictateur sanguinaire », coupable d'avoir engendré un « règne de terreur » et un « génocide ». En 1998 et 1999, de même qu'au cours des années précédentes, si Suharto fut parfois qualifié de « dictateur » à la tête d'un régime « autoritaire », nul ne vit jamais en lui un « criminel », un « boucher sanguinaire » ou l'auteur d'un « génocide. » Ce double standard terminologique est d'une constance remarquable commune à l'ensemble des médias grand public [115].

Aussi flagrante soit-elle, la différence dans le zèle déployé à identifier les responsables des tueries de Pol Pot et de Suharto n'en est pas moins intéressante. Dans le cas de Pol Pot, il n'y a ni incertitude ni complexité : unanimement, articles et éditoriaux les tiennent, lui et les chefs khmers rouges, pour clairement et sans ambiguïté responsables de tous les morts que compta le Cambodge entre 1975 et 1978. Pol Pot était « l'homme qui fit massacrer deux millions de personnes » (*USA Today*), « l'exterminateur » (*Boston Globe*) qui « présidait à la mise à mort de ses victimes » (*Washington Post*), « l'homme qui mena le Cambodge à la ruine » (*NYT*).

Mais dans le cas de Suharto, la responsabilité se fait tout de suite plus ambiguë : ce qui revient à pas de responsabilité du tout. Dans le *NYT*, par exemple, « en 1965, un coup d'État entraîna le massacre de centaines de milliers de communistes présumés » (éditorial, 23.08.96) – aucun coupable

n'étant désigné ; ou « une vague de violence qui emporta cinq cent mille âmes et conduisit Suharto à retirer le pouvoir à Sukarno lors d'un coup d'État militaire » (Seth Mydans, 07.08.96) – ici, non seulement les massacres n'ont pas d'auteur, mais il sont en outre fallacieusement datés d'avant la prise de pouvoir de Suharto. Dans un article plus récent, Mydans affirmait : « On estime que plus de cinq cent mille Indonésiens ont péri lors d'une purge des milieux gauchistes en 1965, l'année où M. Suharto accéda au pouvoir. » (08.04.97) On remarque que ce ton dépassionné n'est jamais de mise lorsqu'on parle de Pol Pot, de même le terme de « purge » au lieu de « massacre » ou « tuerie », ou encore l'incapacité récurrente à identifier le coupable.

S'agissant du Timor-Oriental, le *NYT*, encore une fois, reste vague au sujet des auteurs des tueries : « C'est bien l'un des endroits les plus affligeants qui soient au monde, où cent à deux cent mille personnes trouvèrent la mort à partir de 1974, lors d'une violente guerre civile et de l'invasion qu'elle entraîna, victimes des combats, d'exécutions, de maladies et de la famine » (Steven Erlanger, 21.10.90). Outre l'absence de coupable précis, une telle phrase donne une idée parfaitement fausse de la réalité – de fait, la guerre civile fut brève et fit peu de victimes, et l'invasion ne fut jamais la conséquence d'une violente guerre civile, excepté dans la propagande indonésienne.

Une autre différence substantielle dans le traitement des victimes « dignes d'intérêt » de Pol Pot et de celles, « indignes d'intérêt », de Suharto est relative au souci de contextualisation. Nous avons vu que, s'agissant de Pol Pot, on n'invoqua, dans les médias dominants, aucun contexte pour la première phase du génocide – en aucun cas on ne jugea de la responsabilité de Pol Pot dans les massacres en expliquant que ses troupes, profondément ébranlées par ce qu'elles avaient subi, cherchaient à se venger des atrocités endurées ; de même, s'agissant des morts des années Pol Pot, on n'invoqua ni les maladies ni la famine déjà chroniques en avril 1975 pour expliquer leur nombre. Non, la seule contextualisation qui eût droit de cité était sa formation à Paris et son fanatisme communiste.

À l'inverse, avec Suharto, c'est toute une apologétique contextuelle qui nous fut servie. Durant des années, la version la plus courante était que les victimes des tueries de 1965-1966 étaient le « résultat d'un coup d'État manqué », qui « avait déclenché une vague de violence » ou suivi « un soulèvement de la gauche » [116]. Soigneusement matraquée, cette version suggère que les massacres furent en réalité provoqués, voire justifiés par le « soulèvement de la gauche » auquel ils faisaient suite. Les journalistes s'abstiennent généralement d'expliquer en quoi un coup d'État manqué peut justifier des massacres de grande envergure – la réponse étant laissée en suspens. Dans les années 1990, s'efforçant d'expliquer et de rationaliser une si longue dictature, les médias établirent régulièrement un lien entre répression politique et « stabilité » ou « croissance » : « Les signes de son succès sont partout », bien que Suharto ait fait naître cette prospérité « en s'accrochant fermement au pouvoir et en réprimant critique publique et opposition politique [117] ». Ces citations du *NYT* montrent un type de contexte dont le journal n'accréditerait jamais un Castro (sans parler d'un Pol Pot) et offrent un exemple de discours apologétique qui peut aller très loin.

Il peut aller notamment jusqu'à couvrir l'invasion et l'occupation du Timor-Oriental par Suharto. Pendant des années, les reporters du *NYT* ont soutenu que l'invasion indonésienne s'était déroulée en pleine guerre civile [118] – alors qu'en réalité celle-ci avait pris fin bien avant l'invasion. La couverture médiatique du Timor-Oriental était proche de zéro lorsque l'agression et les massacres atteignaient leur apogée en 1977-1978, une véritable boucherie qui, ailleurs, eût été tenue pour « génocidaire ». Et bien que l'Indonésie ait envahi le Timor-Oriental en violation d'une déclaration d'indépendance entérinée par l'ONU puis l'ait occupé jusqu'en 1999, les journalistes présentèrent constamment le Timor-Oriental comme une « province disputée » et la résistance timoraise comme « séparatiste », internalisant et légitimant explicitement l'agression et l'occupation.

Le traitement par les médias aussi indulgent que biaisé dont bénéficient Suharto et le gouvernement indonésien est

là encore corrélé avec le soutien politique des États-Unis, qui remonte au coup d'État militaire et aux massacres de 1965. Ceux-ci furent d'ailleurs célébrés avec enthousiasme par les dignitaires américains : Robert McNamara, alors secrétaire à la Défense, les considérait comme les « dividendes » du soutien américain aux militaires indonésiens ; et le « bain de sang bouillonnant » (*Time*) ou les « massacres de masse stupéfiants » (*NYT*) apparaissaient dans les médias comme un « rayon de lumière » [119]. L'assistance militaire et économique comme la protection diplomatique se poursuivirent tout au long de la dictature de Suharto, lui assurant en conséquence les égards des médias, qui voyaient en lui un bon génocidaire.

La différence que faisait David Sanger, journaliste au *New York Times*, entre Suharto et le Saddam Hussein d'après 1990 – avant 1990, c'était un allié des États-Unis – tenait à ce que « M. Suharto n'a pas de stocks d'anthrax et ne menace pas d'envahir l'Australie [120] ». Autant dire que les massacres, l'invasion et le quart de siècle d'occupation illégale du Timor-Oriental comptaient pour rien, et que l'extermination de cinq cent mille à deux millions de personnes massacrées à travers tout l'archipel quelques années plus tôt ne valait pas non plus qu'on s'y attarde. Voilà qui en dit assez long sur le sort réservé aux bons et mauvais génocidaires dans le système d'endoctrinement occidental.

Conclusions

PRENANT LA DÉFENSE des médias, accusés d'être devenus trop indépendants et trop puissants pour ne pas menacer l'intérêt public, Anthony Lewis du *New York Times* écrit : « La presse est protégée [par le Ier Amendement] non pour sa propre fin mais pour permettre le fonctionnement d'un système politique libre. En fin de compte, ce qui importe n'est nullement le journaliste ou le rédacteur, c'est la capacité critique du citoyen à l'égard du gouvernement. »

Ce qui est en jeu quand nous parlons de liberté de presse, « c'est la liberté de pouvoir remplir une fonction au sein du système politique [1] ». Pour Powel, membre de la Cour suprême de justice cité par Lewis, « nul citoyen ne peut obtenir pour lui-même les informations qui lui sont nécessaires pour s'acquitter avec intelligence de ses responsabilités politiques. [...] En donnant au public la possibilité d'exercer un contrôle significatif sur les mécanismes politiques, la presse assume la fonction cruciale d'accomplir le Ier Amendement dans toute sa dimension sociétale ». Ainsi que le déclara le juge Gurfein en reconnaissant le droit du *New York Times* à rendre public les *Pentagon Papers*, après que le gouvernement eut échoué à prouver tout risque de compromission de la sécurité nationale par une publication qui l'embarrassait : « Une presse prompte à monter au créneau, une presse obstinée, une presse omniprésente, c'est ce que se doivent de supporter les détenteurs du pouvoir afin que soient préservées les valeurs bien plus fondamentales de la liberté d'expression et du droit de savoir de chacun. »

Nous n'acceptons pas le point de vue selon lequel la liberté d'expression doive être défendue en des termes instrumentaux, au titre de sa contribution à quelque bien

supérieur. Elle est une valeur en soi. Mais ceci mis à part, ces emphatiques déclarations expriment des aspirations valables et, au-delà, correspondent sûrement à l'idée que les médias américains se font d'eux-mêmes. Notre objectif, tout au long de ce livre, aura été d'éclairer la relation que cette image entretient avec la réalité. À l'opposé de l'idée répandue de médias prompts à monter au créneau, obstinés et omniprésents dans leur quête de vérité et leur indépendance à l'égard du pouvoir, nous avons décrit et appliqué un modèle de propagande dans lequel les médias assument effectivement une « fonction sociétale », mais qui n'est aucunement celle d'assurer au public la possibilité d'exercer un contrôle significatif sur les mécanismes politiques en lui offrant l'information requise pour « s'acquitter au mieux de ses responsabilités politiques ». Au contraire, ce modèle de propagande laisse plutôt entrevoir que cette « fonction sociétale » des médias est en réalité d'inculquer et de protéger les objectifs économiques, sociaux et politiques de groupes privilégiés qui dominent la société locale et l'État. Cette fonction, les médias l'assument de différentes manières : à travers la sélection des sujets, la mobilisation de l'intérêt, le cadrage des questions, le filtrage des informations, l'insistance et le ton, ainsi qu'en maintenant le débat dans les limites d'axiomes acceptables. Nous nous sommes efforcés de montrer que les prévisions de ce modèle étaient réalisées, et souvent considérablement dépassées, dans la pratique des médias étudiée sur un échantillon d'exemples cruciaux. Nous partageons tout à fait le point de vue du juge Hugues, lui aussi cité par Lewis, au sujet du caractère fondamentalement indispensable « d'une presse vigilante et courageuse », sans laquelle le processus démocratique ne peut jouer de façon constructive. Mais tous les éléments que nous avons passés en revue démontrent au contraire que, dans la pratique, cette fonction n'est ni remplie ni même vaguement approchée.

On prétend fréquemment que les médias n'ont pas toujours été aussi indépendants, vigilants et frondeurs à l'égard de l'autorité, mais qu'ils le sont aujourd'hui. Il paraîtrait même que l'expérience de la génération précédente leur a

appris à exercer « le pouvoir de fouiner dans notre vie nationale, mettant au grand jour ce qu'ils estiment devoir l'être », en dépit des pressions extérieures ou des diktats de l'autorité (Lewis). Au moment où nous écrivions ce livre, les années 1980 apparaissaient donc comme la période la plus propre à contredire le modèle de propagande, et c'est donc dans cette dernière que nous avons sélectionné une bonne partie de nos études de cas, c'est-à-dire au moment où les médias étaient réputés en butte à une administration « conservatrice » à laquelle on pouvait s'attendre les voir s'opposer vigoureusement.

Dans un effort supplémentaire pour nous assurer que nous ne sélectionnions pas des cas exceptionnels, nous avons ajusté les mailles de notre filet : nous n'avons conservé pour un examen approfondi que ceux qui jetaient les défis les plus sévères à notre modèle, à savoir ceux-là mêmes que les critiques mettaient en avant pour démontrer que les médias étaient allés trop loin dans leur exubérante indépendance et leur mise en cause de l'autorité, si loin qu'il faudrait leur en faire rabattre si l'on entendait vraiment que survive la démocratie. La couverture de l'offensive du Têt, par exemple, est sans aucun doute le premier cas emblématique de ces prétendus excès des médias des années 1970-1980. Or, même ces cas démontrent la subordination des médias aux exigences du système de propagande d'État. Au plus fort de leur prétendue indépendance, tandis que la guerre du Vietnam entrait dans sa phase finale et qu'ils menaçaient la présidence même de Nixon, la subordination des médias à ces impératifs ne montra jamais le moindre signe de faiblesse – ainsi qu'en témoigne la couverture du traité de paix de Paris en 1973, l'un des exemples les plus flagrants de désinformation médiatique due à la reprise intégrale de déclarations officielles sans la moindre analyse critique, ainsi qu'à une totale adhésion aux objectifs politiques du gouvernement.

On peut illustrer ce point dans un tout autre cas, que mettent en avant comme leur argument ultime ceux qui défendent la vision classique des médias : l'affaire du Watergate. Pour de nombreux critiques des médias, cet

incident met en lumière leurs excès irresponsables ; pour les fiers défenseurs des médias, il témoigne de leur indépendance envers toute autorité supérieure, et de leur dévouement aux valeurs du journalisme professionnel. Quels sont donc les enseignements de l'affaire du Watergate ?

Le gigantesque scandale du Watergate, tel qu'il fut décrit dans la presse à grand tirage, tenait dans le fait que l'administration Nixon avait envoyé un ramassis de petites frappes pénétrer par effraction, pour des raisons demeurées obscures, dans le bâtiment du quartier général du parti démocrate. Ce parti représente de puissants intérêts nationaux, solidement ancrés dans le monde des affaires. L'attitude de Nixon était donc vraiment scandaleuse. Le parti des travailleurs socialistes, lui, n'a rien d'illégal, mais il ne représente aucun puissant intérêt. Il n'y eut donc aucun scandale lorsque fut rendu public, au moment même où les passions atteignaient leur zénith au sujet du Watergate, que le FBI en avait pendant plus de dix ans entravé les activités au moyen de descentes illégales et autres mesures du même ordre, une violation des principes démocratiques bien plus étendue et grave que tout ce qui fut évoqué au cours des auditions du Watergate.

En outre, ces actions de la police politique nationale n'étaient qu'un aspect parmi d'autres de programmes gouvernementaux impliquant de nombreuses administrations et qui visaient à mettre à bas toute action politique indépendante, à provoquer une montée de la violence dans les ghettos et à saper des mouvements populaires qui étaient en train de politiser des pans généralement marginalisés de la population [2].

Ces programmes secrets, parfaitement illégaux, furent mis à jour, entre autre devant des tribunaux, pendant la période du Watergate, mais ils ne furent jamais abordés lorsque le Congrès instruisit l'*impeachment* [de Nixon] et reçurent peu d'attention médiatique. Même la complicité reconnue du FBI dans l'assassinat d'un leader des Black Panthers par la police de Chicago n'était pas un scandale, contrastant avec la « liste noire » de Nixon, sur laquelle figuraient des personnes puissantes qui furent dénigrées en privé mais sans conséquences.

Ainsi que nous l'avons vu, le rôle des États-Unis dans la mise en place et en œuvre de la phase I de la « décennie du génocide » au Cambodge ne fut que très marginalement évoqué lors de la procédure d'*impeachment* qui fit suite au Watergate. Et encore non pas sur la base des centaines de milliers de Cambodgiens massacrés au cours d'un gigantesque crime de guerre mais parce que le Congrès n'avait pas été consulté, de sorte qu'on avait empiété sur ses prérogatives. Or, même cela fut finalement considéré comme suffisamment bénin pour ne pas entrer dans les charges finalement retenues. Il en alla du Congrès comme des médias et de leur journalisme d'investigation, qui « contribua à forcer un Président à quitter ses fonctions » (Lewis) au cours de ce qui passe pour être la plus remarquable démonstration d'indépendance ou d'arrogance médiatique – suivant de quel point de vue l'on se place.

L'histoire a bien voulu nous offrir une « expérimentation contrôlée », permettant de déterminer ce que fut le véritable enjeu de la période du Watergate, alors que la fronde des médias était à son apogée. La réponse est nette et précise : les groupes les plus puissants ont les moyens de se défendre, ce qui ne surprendra personne. Et pour les médias, si leur position et leurs droits sont menacés, il s'agit d'un scandale. En revanche, tant que les violations des lois et des fondements de la démocratie concernent des groupes marginaux, ou les lointaines victimes de quelque agression militaire américaine, ou se traduisent par un *coût diffus* imposé à l'ensemble de la population, l'opposition des médias est réduite au silence ou inexistante [1]. C'est précisément la raison pour laquelle Nixon put aller aussi loin, leurré par une sensation

1. Les « coûts diffus [*diffused-cost*] » en question incluent notamment les milliards de dollars dépensés aux frais des contribuables pour les opérations secrètes de la CIA et son soutien financier aux régimes clients, les coûts globaux de la course à l'hégémonie et aux armements, les énormes arnaques du complexe militaro-industriel (fourbissant au prix fort une débauche d'armement inutile), et les rétributions aux contributeurs des campagnes électorales – sous forme d'exonérations fiscales, de baisses d'impôts et autres mesures « tout bénéfice », comme les défiscalisations colossales accordées aux entreprises après l'élection de Reagan en 1981 et l'augmentation du prix du lait concédée par Nixon, en 1971, peu après que le lobby des produits laitiers eut comblé de cadeaux substantiels le Parti Républicain.

fausse de sécurité, précisément parce que le chien de garde n'aboya pas avant qu'il ne s'en prenne aux privilégiés.

Les scandales de l'Irangate et leur traduction médiatique nous enseignent exactement la même chose [1]. Ce fut un scandale épouvantable lorsqu'on s'aperçut que l'administration Reagan avait violé les prérogatives du Sénat lors de l'Irangate ; mais pas un scandale du tout lorsqu'elle traita par le mépris l'arrêt de la Cour internationale de justice condamnant les États-Unis, en raison de l'attaque contre le Nicaragua, pour « usage illégal de la force » et violation de traités – c'est-à-dire pour violation de la Constitution américaine et du droit international.

Le soutien et le financement d'un terrorisme d'État qui fit près de deux cent mille morts en Amérique centrale dans les années 1980 ne firent l'objet d'aucune enquête du Congrès et laissèrent les médias parfaitement indifférents. Ces actions étaient menées en accord avec un consensus des élites et purent bénéficier du soutien inconditionnel des médias, ainsi que nous avons pu le constater en étudiant le sort des victimes dignes ou indignes d'intérêt, ou le traitement médiatique des élections dans les États clients et les autres [4].

De même pour la guerre du Vietnam, ainsi que nous l'avons montré au chapitre V, où ceux qui condamnent les médias pour leur prétendue attitude rebelle reconnaissent que ces derniers soutenaient presque unanimement la politique américaine, et ce même *après* l'engagement d'un nombre considérable de soldats américains dans « l'intervention » au Sud-Vietnam, *après* l'enregistrement de très lourdes pertes, l'engloutissement de sommes colossales et l'affleurement de protestations des élites sur la base de la menace de leurs intérêts. Alors seulement certains éléments dans l'appareil médiatique entreprirent une sérieuse réévaluation du rapport « coût-bénéfices ». Mais tout au long de la période d'engagement croissant qui devait finir par rendre

1. En fait, les scandales et les fraudes inventoriées par la commission Tower et les enquêtes du Congrès étaient largement connus bien avant ces « révélations » de l'*establishment* ; mais elles pouvaient au moins être étouffées [3].

le retrait si difficile, on observe que les chiens de garde encourageaient plutôt le voleur à se sentir chez lui en ces contrés lointaines et à les bombarder et détruire à son aise.

En fait, les exemples mêmes qui sont mis en avant pour vanter les médias pour leur indépendance ou pour les critiquer pour leur zèle excessif illustrent exactement un comportement inverse. Contrairement à l'image habituelle d'une « presse oppositionnelle » attaquant vigoureusement un David de l'exécutif qui serait à plaindre, les médias – par leur manque d'intérêt, de zèle à enquêter et de prise en considération des informations de base sur la montagne d'illégalités qu'accumulait le pouvoir – ont constamment permis et même *encouragé* des violations sans cesse plus graves de la loi, dont le dévoilement tardif, sitôt que les intérêts des élites s'en trouvaient menacés, s'offre comme la démonstration même de l'engagement des médias « au service de l'appareil politique ». De telles observations renforcent encore les conclusions que nous avons étayées tout au long de ce livre.

Le niveau de subordination des médias à l'autorité de l'État est néanmoins généralement jugé très insatisfaisant par les critiques. Nous en avons analysé divers exemples. Ainsi, la Freedom House et nombre de ceux qui entendent protéger l'autorité de l'État des regards indiscrets accusent les médias de manquer d'enthousiasme dans leur soutien aux croisades officielles, et même le maigre défi lancé aux autorités établies au cours de la guerre du Vietnam et de la période du Watergate souleva des inquiétudes au sujet du pouvoir excessif des médias [*supra*, chap. V]. En général, l'étroite fenêtre qui s'offre très occasionnellement aux dissidents semble déjà bien trop dangereuse pour être tolérable. Cette perception prend parfois une forme paranoïaque, la vision d'un pouvoir de gauche balayant tout sur son passage. Claire Sterling et ceux qui dominaient la couverture médiatique de la filière bulgare se plaignaient par exemple de pouvoir à peine se faire entendre dans le vacarme de la propagande soviétique [*supra*, chap. IV]. Plus éloquent encore, le délire Aikman-Shawcross, auquel il fut largement fait écho, au sujet d'une gauche occidentale capable de réduire au

silence médias internationaux et gouvernements durant le règne de Pol Pot. En réalité, Il y eut un vaste concert de protestations contre les atrocités khmers rouges, atteignant un niveau de trucage et de contre-vérités absolument extraordinaire. Pareils comportements, et jusqu'au prétendu « silence » imposé par la gauche, prennent toute leur signification lorsqu'on les compare au silence bien réel qui couvrit les atrocités similaires perpétrées au Timor à la même période, ou avec quantité de faits éludés ou occultés au cours de la première phase de la « décennie du génocide » – pour ne citer que deux cas où les États-Unis se trouvaient être et l'auteur et la cause, et où des protestations auraient réellement pu avoir pour effet de diminuer, sinon de mettre fin, à des massacres de très grande ampleur [*supra*, chap. VI].

Un modèle de propagande donne une explication immédiate de cette dichotomie tout à fait typique du traitement de l'information. Les atrocités khmers rouges pouvant être imputées à l'ennemi communiste, on pouvait en tirer d'intéressant profits de propagande, ce qui n'était pas le cas des victimes cambodgiennes. L'image des monstres communistes sera aussi utile pour justifier la participation postérieure des États-Unis à des opérations de terreur et de violence – comme, peu de temps après, leurs croisades en Amérique centrale. Alors qu'au Salvador les États-Unis venaient en aide à une junte militaire meurtrière contre ce qu'on décrivait alors comme la « gauche Pol Pot », Jeane Kirkpatrick s'interrogeait sombrement sur la menace que représentaient pour le Salvador « des guérillas surarmées dont le fanatisme et la violence rappellent ce qu'on observait sous Pol Pot » – et ce peu de temps après que l'archevêque de San Salvador eut accusé nos amis de la junte de mener « une guerre d'extermination et un génocide contre des populations civiles sans défense » [5].

D'aucuns se montrèrent plus circonspects : William Buckley, par exemple – observant que « les sandinistes ont apporté à leur peuple un génocide [6] » et qu'ils prennent manifestement le même chemin que Pol Pot –, reconnaissait qu'ils n'avaient pas encore tout à fait atteint un tel

niveau [1]. L'utilité d'afficher son indignation face aux atrocités de Pol Pot apparaît clairement dans la manière dont fut immédiatement exploité le sort de ces victimes dignes d'intérêt pour justifier l'organisation par les États-Unis d'atrocités qui, effectivement, supportent la comparaison avec celles de Pol Pot.

On pouvait en revanche difficilement espérer tirer un tel parti des atrocités commises au Timor-Oriental, bien au contraire. Ces atrocités-là étant le fait de notre client indonésien, les États-Unis pouvaient intervenir immédiatement pour les limiter ou y mettre fin. Mais attirer l'attention sur l'invasion indonésienne aurait pu embarrasser un allié loyal et mettre rapidement à jour le rôle crucial joué par les États-Unis, fournissant l'aide militaire et le soutien diplomatique nécessaires à l'invasion et aux massacres. En fait, l'information au sujet du Timor-Oriental, non seulement s'avérait inutilisable, mais en outre elle eût gêné d'importants groupes d'intérêt nationaux. Les médias – et la communauté intellectuelle en général – orientèrent donc ailleurs leurs élans de compassion, vers le Cambodge, non vers le Timor.

Ainsi que nous l'avons montré tout au long de ce livre, nos médias ne fonctionnent pas à la manière du système de propagande des États totalitaires. Au contraire, ils permettent – en fait, ils encouragent – les polémiques enflammées, la critique et la contestation, pour autant que celles-ci demeurent confinées dans la foi dans le système de croyances et de principes qui structure tout consensus des élites : un système assez puissant pour qu'on puisse en être imprégné sans véritablement s'en rendre compte.

Personne n'a jamais intimé aux médias l'ordre de se concentrer sur le Cambodge et d'ignorer le Timor-Oriental. Ils étaient naturellement attirés par les Khmers rouges et en débattaient librement [7], tout comme ils supprimaient

1. Le « génocide » auquel Buckley fait ici référence est celui des « Indiens miskito », dont peut-être quelques dizaines furent tués par les sandinistes dans le contexte de la résistance aux attaques des forces mercenaires américaines à la période même où les militaires du Guatemala étaient en train de massacrer, avec le soutien des États-Unis, des dizaines de milliers d'Indiens, ce qui, du point de vue de Buckley, était tout sauf un « génocide ».

naturellement les informations sur les atrocités indonésiennes au Timor et la responsabilité américaine dans l'agression et les massacres. Ainsi les médias ne livraient-ils ni faits ni analyses susceptibles de permettre au public de comprendre les tenants et aboutissants réels des politiques gouvernementales concernant aussi bien le Cambodge que le Timor. Ce faisant, ils offraient la garantie que le public ne pourrait exercer aucune influence significative sur les décisions qui seraient prises. Ce qui est caractéristique de la *véritable* « fonction sociétale » des médias sur les sujets qui sont importants pour les pouvoirs institués. Loin « d'assurer au public la possibilité d'exercer un contrôle significatif sur les mécanismes politiques », ils écartent au contraire tout danger de ce type. Dans les cas que nous venons d'étudier, comme dans de nombreux autres, le public était géré et mobilisé par en haut, par le biais des messages extrêmement sélectifs et des omissions des médias. C'est ce que note W. Lance Bennet, analyste des médias : « Le public est soumis par en haut à des messages puissamment persuasifs, mais il n'a aucune possibilité de communiquer quoi que ce soit d'explicite au travers des médias en réponse à ces messages. [...] Ceux qui nous gouvernent ont usurpé un pouvoir colossal et considérablement réduit le contrôle du peuple sur le système politique en utilisant les médias pour créer soutien, soumission et la plus totale confusion au sein du public. [8] »

De façon encore plus significative du point de vue qui nous occupe, les médias apportent leur propre contribution indépendante, même sans être « utilisés », de la manière et pour les raisons dont nous avons débattues. Un autre analyste des médias, Ben Bagdikian, observe que le biais institutionnel des médias privés « ne protège pas simplement le système institué : il prive le public de toute chance de comprendre le monde réel » [9]. Une conclusion qui est bien étayée par les preuves que nous avons passées en revue.

Un modèle de propagande a une certaine plausibilité initiale du fait des données de base du libre marché qui ne prêtent pas véritablement à controverse. Par essence, les médias privés sont des grandes entreprises qui ont un

produit à vendre (des lecteurs et une audience) à d'autres entreprises (les publicitaires). Les médias nationaux visent et servent typiquement l'opinion des élites, groupes qui, d'une part, présentent le « profil » idéal pour des objectifs publicitaires ; et qui, d'autre part, jouent un rôle de décision dans les sphères publiques et privées. Les médias nationaux seraient incapables de satisfaire aux attentes de leur audience s'ils ne proposaient une représentation du monde suffisamment réaliste. Mais leur « fonction sociétale » implique aussi que l'interprétation du monde par les médias reflète les intérêts et les préoccupations des vendeurs, des acheteurs et des institutions gouvernementales ou privées que dominent ces groupes.

Un modèle de propagande nous permet aussi de comprendre comment les gens de médias s'adaptent, et sont adaptés, aux exigences du système. Compte tenu des impératifs organisationnels de l'industrie et du fonctionnement des différents filtres, la conformité aux besoins et aux intérêts des secteurs privilégiés est une condition *sine qua non* du succès. Dans les médias, comme dans toutes les plus grandes institutions, ceux qui ne partagent pas les valeurs et les perspectives appropriées seront tenus pour « irresponsables », « idéologues », voire déséquilibrés, et ils seront progressivement mis à l'écart. Bien qu'il existe un certain nombre d'exceptions, c'est la norme qui prévaut et qui est attendue. Ceux qui s'adaptent, peut-être en toute honnêteté, seront libres de s'exprimer avec un minimum de contrôle de leur hiérarchie, et ils pourront affirmer très justement ne subir aucune pression pour suivre la norme.

Les médias sont réellement libres pour ceux qui adhèrent aux principes que requiert leur « fonction sociétale. » Certains peuvent être tout simplement corrompus et servir d'« électrons libres » au service de l'État et autres pouvoirs, mais ce n'est pas la norme [1]. Nous savons par expérience que

1. Interviewé par *Extra!* (le bulletin de FAIR), Edgar Chamorro – spécialement sélectionné par la CIA comme attaché de presse des contras – décrivait Stephen Kinzer du *New York Times* comme « un garçon de courses, fabriquant des histoires taillées sur mesure pour servir l'agenda de Reagan – un jour c'était l'Église, un autre les Miskitos, puis le secteur privé, etc. Ces deux dernières semaines, j'ai vu au moins huit

certains journalistes sont parfaitement conscients du mode de fonctionnement du système et tirent parti des ouvertures qu'il offre occasionnellement pour faire passer des informations ou des analyses qui, dans une certaine mesure, sortent du cadre du consensus des élites, les mettant soigneusement en forme pour qu'elles puissent passer dans le respect général des normes en vigueur. Mais un tel degré de finesse est loin d'être le cas général. La norme est plutôt de camper sur la conviction que la liberté prédomine, ce qui est exact pour ceux qui ont complètement assimilé les valeurs et perspectives requises.

Il ne s'agit pas de détails sans importance. On devine aisément pourquoi les journalistes guatémaltèques n'évoquaient jamais les atrocités des années 1980. Une cinquantaine de cadavres témoignent dramatiquement de ce qu'il peut en coûter à des journalistes indépendants de se démarquer de l'autorité. Mais expliquer pourquoi les journalistes américains évitaient de tels sujets – au point de faire du Guatemala un modèle pour le Nicaragua [*supra*, chap. II] – est autrement plus difficile. Et il en va de même dans une multitude de cas similaires, que nous avons examinés pour certains en détail. Un modèle de propagande offre une base pour la compréhension d'un phénomène aussi répandu.

Aucun modèle simple ne saurait suffire à rendre dans les moindres détails quelque chose d'aussi complexe que le mode de fonctionnement des médias nationaux. Pour nous, un modèle de propagande permet de saisir les traits saillants du mécanisme mais laisse quantité de nuances et d'effets secondaires hors du champ de l'analyse. D'autres facteurs sont à prendre en considération. Certains entrent en contradiction avec la « fonction sociétale » des médias, telle que

articles de Kinzer qui racontent exactement ce dont la Maison-Blanche a besoin. Kinzer est continuellement à questionner les intentions des sandinistes : sont-elles réellement démocratiques ? et ainsi de suite. En fait, quand on analyse ses articles, on s'aperçoit qu'il n'est là que pour répondre aux déclarations de la Maison-Blanche » (oct.-nov. 1987). Naturellement sous-financée, l'organisation de gauche FAIR (Fairness & Accuracy In Reporting) est régulièrement exclue des débats, contrairement à son équivalent de droite AIM (Accuracy In Media). Ses lettres aux rédactions ne sont généralement pas publiées, même lorsque la justesse de leurs arguments est reconnue en privé.

décrite par le modèle ; d'autres y contribuent. Dans le premier cas, les dispositions humanistes ou l'intégrité professionnelle orientent fréquemment certains journalistes dans des directions qui sont inacceptables pour l'idéologie dominante ; et l'on aurait tort de sous-estimer le coût psychologique de la censure de vérités patentes et de la défense des thèses attendues, de la volonté de faire le bien (hypothèse éventuellement devenue intenable), de l'erreur inexplicable, des bonnes intentions, de l'innocence offensée et ainsi de suite – confrontées à des preuves flagrantes incompatibles avec ces présupposés patriotiques. Les tensions qui en découlent trouvent parfois une expression limitée, mais le plus souvent elles sont censurées, consciemment ou non, avec l'aide de systèmes de croyance permettant *a minima* la poursuite d'intérêts égoïstes, quels que soient les faits.

Au nombre des facteurs qui contribuent à la « fonction sociétale » des médias, on trouve avant tout le patriotisme de base, l'irrésistible besoin de jouir d'une bonne image de nous-mêmes, de nos institutions, de nos leaders, etc. Fondamentalement, nous nous percevons bons et nobles dans notre vie personnelle, et donc il faut bien que nos institutions fonctionnent en accord avec cette volonté de faire le bien, un argument qui fonctionne souvent à la perfection ; même si c'est un argument à l'évidence *non sequitur*. L'axiologie patriotique se trouve alors renforcée par la conviction que « Nous, le peuple », sommes les détenteurs du pouvoir, principe central du système d'endoctrinement depuis la prime enfance : de bien peu de consistance, ce qui saute aux yeux dès qu'on se penche sur le fonctionnement réel de notre système politique et social.

Mais la conformité offre aussi de réels avantages, au-delà des honneurs et des privilèges qu'elle confère. Si l'on décide de dénoncer Kadhafi ou les sandinistes ou l'OLP ou l'Union soviétique, nul besoin de preuves crédibles. Et il en va de même lorsqu'on reprend à son compte la doctrine officielle au sujet de notre société et de son comportement – en affirmant, par exemple, que le gouvernement des États-Unis est entièrement voué à notre noble et traditionnel engagement pour la démocratie et les droits humains. Mais une analyse

critique des institutions américaines, de la manière dont elles fonctionnent sur le plan national ou de leurs menées internationales sera, elle, soumise à des critères infiniment plus pointus. On se voit souvent imposer des critères auxquels même les sciences naturelles auraient du mal à satisfaire. Il faut fournir un travail considérable, produire des preuves irréfutables, avancer des arguments sérieux, construits, abondamment documentés – toutes tâches parfaitement superflues dès lors qu'on se borne à ne jamais sortir des limites axiomatiques du consensus doctrinal. C'est un petit miracle que certains soient désireux d'entreprendre de tels efforts malgré les profits qu'offre le conformisme rapportés aux coûts supportés par le dissident honnête.

D'autres considérations tendent à provoquer l'obéissance. Un journaliste ou un commentateur qui ne veut pas travailler trop dur peut tout à fait gagner sa vie, et même une certaine respectabilité, en ne fondant ses publications (qu'il s'agisse de déclarations officielles ou de fuites) que sur des sources standard [10]. Un tel luxe a peu de chances d'être offert à ceux qui refusent de transformer en faits la propagande d'État. Le fonctionnement technique des médias lui-même suscite l'adhésion aux idées reçues. Rien d'autre ne saurait être exprimé entre deux publicités ou en sept cent mots sans passer pour complètement absurde, un phénomène très difficile à éviter lorsqu'on cherche à remettre en cause des idées communément admises sans se voir offrir un début d'opportunité pour développer des faits ou des arguments.

Sous ce rapport, les médias américains sont assez en avance sur ceux de la plupart des autres démocraties industrialisées, et les conséquences se manifestent clairement à travers l'étroitesse des opinions et analyses qui les caractérise. La critique doit en outre se préparer à faire face à toute une machinerie diffamatoire contre laquelle il est peu de recours, un facteur inhibant non négligeable. Il existe toutes sortes de facteurs de ce type, liés aux principales caractéristiques structurelles mises en lumière par le modèle de propagande, mais qui n'en mériteraient pas moins d'être étudiés

en détail. Le résultat est un puissant système de production de conformité aux intérêts des privilégiés et du pouvoir.

Pour résumer, les médias aux États-Unis sont de puissantes et efficaces institutions idéologiques qui accomplissent une fonction de propagande au service du système grâce aux mécanismes du marché, d'idées reçues intériorisées et d'autocensure, mais sans véritable coercition directe. Ce système de propagande est devenu d'autant plus efficace au cours des dernières décennies, à la suite du développement des réseaux de télévisions nationales, d'une concentration accrue des grands médias, des pressions de la droite sur les radios et télévisions publiques et de la croissance tant de la taille que de la sophistication, des relations publiques et de la gestion de l'information.

Pour autant, le système n'est pas « tout-puissant ». L'emprise du gouvernement et des élites sur les médias n'a su venir à bout ni du « syndrome du Vietnam » ni de l'hostilité du public envers l'engagement direct des États-Unis dans la déstabilisation et le renversement de gouvernements étrangers. Sous Reagan, un énorme travail de désinformation (qui reflétait, dans une très large mesure, le consensus des élites) put certes atteindre ses principaux objectifs : mobiliser un soutien total aux États terroristes pro-américains – les « démocraties balbutiantes » – en diabolisant les sandinistes et en se prémunissant (au Congrès comme dans les médias) de toute polémique s'écartant du débat stratégique sur les moyens les plus appropriés de ramener le Nicaragua à la « normalité de l'Amérique centrale » et de « contenir » l'« agressivité » dont il faisait preuve en essayant de se défendre contre des assauts américains tous azimuts particulièrement meurtriers et dévastateurs. Mais il échoua dans sa tentative de rallier l'adhésion du public à un engagement militaire contre le Nicaragua, fût-ce par procuration. Ainsi, tandis que le coût de l'intervention augmentait et que la guerre par procuration, accompagnée d'un embargo et d'autres mesures de rétorsion, parvenait à ramener le Nicaragua à la « normalité de l'Amérique centrale », faite de souffrances et de misère généralisée – non sans faire avorter au passage réformes et perspectives de

développement jusqu'alors couronnées de succès et dont la mise en place datait du renversement de l'ancien allié de Washington, Somoza –, l'opinion des élites bascula à son tour, assez radicalement du reste, en faveur d'un meilleur rapport qualité-prix dans le choix des moyens à mettre en œuvre pour obtenir les mêmes résultats [11]. L'échec partiel de cette vaste et bien organisée campagne de propagande d'État, et la montée simultanée de mouvements oppositionnels de base ayant pourtant très peu accès aux médias, jouèrent un rôle crucial pour interdire toute invasion directe du Nicaragua par les États-Unis, condamnant le gouvernement à agir dans l'ombre par le biais d'opérations clandestines et illégales, mais qu'il était plus facile de dissimuler à l'opinion – avec, on peut le dire, la complicité généreuse des médias [12].

En outre, alors que d'importants changements structurels accentuaient la concentration des médias et renforçaient le système de propagande, des contre-pouvoirs étaient à l'œuvre, permettant potentiellement un plus grand accès aux médias. L'avènement des communications par câble et par satellite, bien qu'initialement capturées et dominées par les intérêts commerciaux, ont affaibli le pouvoir des réseaux oligopolistiques et présentent un potentiel d'accès aux ondes renforcé pour des groupes locaux. On comptait en 1988 plus de trois mille chaînes d'accès public aux États-Unis, offrant près de vingt mille heures par semaine de programmes produits localement. Il existe aussi des producteurs et distributeurs nationaux de programmes accessibles sur les chaînes satellitaires (par exemple Deep Dish Television) et des centaines au niveau local – qui doivent cependant se battre pour trouver des financements.

C'est une nécessité que les mouvements de base et les organisations œuvrant dans l'intérêt public identifient et s'approprient ces outils médiatiques et organisationnels [1].

1. Le Cable Franchise and Telecommunications Act de 1984 autorise les villes à exiger des chaînes gratuites ; mais il permet aussi aux opérateurs du câble de réorienter ces mêmes chaînes vers d'autres utilisations, si celles-ci ne sont pas correctement utilisées. De sorte que le fait de ne pas l'utiliser suffit à justifier l'élimination de l'accès public.

Les stations de radio et télévision locales à but non lucratif offrent, elles aussi, une opportunité d'accès direct aux médias largement sous utilisée aux États-Unis [1]. La valeur potentielle des radios non commerciales apparaît clairement dans certaines zones du pays où les stations comme Pacifica Radio offrent une vision du monde complète, une couverture en profondeur et un éventail de sujets de discussions et de débats généralement exclus des grands médias. Les radios et télévisions publiques, bien qu'elles aient réellement souffert sous l'administration Reagan, représentent elles aussi une forme de média alternatif dont la reprise en main et l'amélioration devraient préoccuper sérieusement tous ceux qui s'intéressent à la contestation de notre système de propagande [13]. La commercialisation continue des fréquences, qui sont un bien public, devrait logiquement rencontrer une virulente opposition. Dans le long terme, un mode d'organisation politique démocratique exige un contrôle et une ouverture infiniment plus complets des médias. Un débat public de grande ampleur sur les moyens de mettre tout cela en œuvre, ainsi que l'inscription dans les programmes politiques d'une complète réforme de l'audiovisuel, devraient être placés au premier plan de l'ordre du jour des partis les plus progressistes [14].

L'organisation et l'auto-éducation de groupes militants, au sein des différentes communautés ou sur le lieu de travail, leur militantisme et leur capacité à s'organiser en réseaux sont plus que jamais des éléments fondamentaux de la démocratisation de notre vie sociale et de toute perspective de changement social significatif. C'est seulement si de tels

1. En France, de nombreuses organisations locales disposent de leur propre station de radio dans les années 1980. [Mais dès 1984, la loi autorise la publicité et les radios commerciales sur la bande FM. Ces dernières se constituent alors en réseaux et accaparent rapidement les fréquences.] Cas remarquable de coopérative progressiste, Longo Maï, en Haute-Provence, diffuse vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur Radio Zinzine, devenue une véritable institution communautaire, qui a notamment permis d'informer de nombreux habitants jusqu'alors isolés. [On compte en 2008 quelque six cent cinquante radios associatives en France, tandis que le financement de la télévision reste un obstacle à son développement dans un cadre non commercial. Cependant, la diffusion à moindre coût de ces différents médias associatifs se développe désormais sur Internet. nde]

changements se produisent que l'on peut espérer assister à l'avènement de médias réellement libres et indépendants.

*

Addendum 2002

Le modèle de propagande nous semble un cadre toujours utile pour l'analyse et la compréhension des modes de fonctionnement de notre appareil médiatique – et sans doute bien davantage aujourd'hui qu'en 1988. Comme nous avons pu le voir, les changements survenus dans les conditions structurelles qui sous-tendent le modèle – et qui, selon nous, influencent fortement, et souvent de manière décisive, le comportement et l'orientation des médias – n'ont fait qu'en renforcer la pertinence.

Au sujet de la couverture médiatique des conflits et campagnes électorales d'Amérique centrale des années 1980, nous avons vu que les médias avaient en fait largement dépassé le degré de soumission aux exigences de la propagande gouvernementale que le modèle pouvait nous permettre d'anticiper. Leur comportement se révéla au moins aussi grave au moment de la couverture de la guerre du Golfe en 1991, puis de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 – ainsi que nous l'avons brièvement décrit plus haut au sujet de la Yougoslavie [« Complément 2002 », chap. I], et plus en détail ailleurs [15].

Dans notre conclusion à la première édition, nous insistions sur le fait suivant : dès lors que les aspects les plus négatifs de l'attitude des médias résultent principalement de leur structure même et de leurs objectifs, toute évolution réelle repose sur des changements de l'organisation qui les sous-tend et de ses objectifs. Les changements structurels survenus depuis 1988 n'ont certainement pas été de nature à améliorer l'attitude des médias. Il n'en demeure pas moins fondamental que la mise en place de politiques démocratiques passe nécessairement par une démocratisation des sources d'information, et par la création de médias plus démocratiques. Tout en s'efforçant de freiner, voire

d'inverser la concentration croissante des médias les plus influents, les mouvements de base et intermédiaires qui représentent en très grand nombre les citoyens ordinaires devraient s'investir beaucoup plus activement et financièrement dans la création et le développement de leurs propres médias – tout comme ils sont parvenus à le faire avec les centres de médias indépendants crées *ex nihilo* lors des manifestations de Seattle et Washington. Ce type de structures et de stations de TV et radio-diffusion associatives et à but non lucratif, ainsi qu'un meilleur usage de l'audiovisuel public, d'Internet, et de l'édition indépendante sont des outils indispensables pour qui veut prétendre à de réelles conquêtes démocratiques, sociales et politiques.

Notes

Préface

1. Bill Keller, « Soviet Official Says Press Harms Army », *New York Times*, 21 janvier 1988.

2. Pour un compte rendu détaillé des critiques suscitées par la première édition et des réponses des auteurs, lire Noam Chomsky, *Necessary Illusions*, South End Press, 1989, annexe I ; Edward S. Herman, *The Myth of the Liberal Media*, Peter Lang, 1999, chap. « The Propaganda Model Revisited ».

Introduction

1. Pour davantage de commentaires sur la question et la mise en évidence de l'usage de cette notion par les deux principaux partis politiques lire Thomas Fergusson et Joel Rogers, *Right Turn. The Decline of Democrats and the Future of American Politics*, Hill and Wang, 1986, p. 37-39 *et passim*.

2. Herbert Gans, « Are U.S. Journalists Dangerously Lineral ? », *Columbia Journalism Review*, novembre-décembre 1985, p. 32-33 ; *Deciding What's News : A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, Northwestern University Press, 2005.

3. Pour une analyse de l'image que les néoconservateurs ont des médias, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, « Ledeen on the Medias », *in The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, Sheridan Square Publications, 1986, p. 166-70 ; George Gerbner, « Television : The Mainstream America », *Business and the Media*, 19 novembre 1981 ; Herbert Gans, « Are U.S. Journalists Dangerously Liberal ? », *art. cit.*

4. Walter Lippmann, *Public Opinion*, Allen & Unwin, 1932 ; Harold Lasswell, « Propaganda », *Encyclopedia of the Social Sciences*, Macmillan, 1933 ; Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, La Découverte, 2007 ; Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York UP, 1975. Pour davantage de commentaires, lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, Pantheon, 1982, chap. I., références citées, particulièrement Alex Carey, « Reshaping the truth : Pragmatists and Propagandists in America », *Meanjin Quarterly*, 1976, vol. 35, n° 4.

5. Pour davantage d'exemples, lire Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism*, South End Press, 1988.

6. Diane Melrose, *Nicaragua : The Threat of a Good Exemple*, Oxfam, 1985.

7. Pour une analyse plus détaillée, *lire* Noam Chomsky, « Introduction », *in* Morris Morley et James Petras, « The Reagan administration and Nicaragua : how Washington constructs its case for counterrevolution in Central America », Institute for Media Analysis, 1987, monographie n° 1.

8. Tom Wicker, « That Dog Won't Hunt », *New York Times*, 6 août 1987 ; lire aussi Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism, op. cit.*

9. Pour un examen détaillé, lire Noam Chomsky, « Is Peace at Hand ? », *Z magazine*, janvier 1988.

10. Jacques Ellul, *Propaganda*, Knopf, 1965, p. 58-59.

I. Un modèle de propagande

1. *Newsweek*, 3 août 1981 ; Edward Haley, *Quaddafi and the United States Since 1969*, Praeger, 1984, p. 272.

2. Lire Noam Chomsky, *Pirates and Emperors*, Claremond, 1986, chap. III. (*Pirates et empereurs. Le terrorisme international dans le monde contemporain*, Fayard, 2003).

3. James Curran et Jean Seaton, *Power without Responsability. The Press and Broadcasting in Britain,* Methuen, 1985, p. 24.

4. *Ibid.*, p. 23

5. *Ibid.*, p. 34.

6. *Ibid.*, p. 38-9.

7. Alfred McClung Lee, *The Daily Newspaper in America*, Macmillan, 1937, p. 116 et 173.

8. Earl Vance, « Fredom of the Press for Whom », *Virginia Quarterly Review*, été 1945, cité *in Survival of a Free, Competitive Press. The Small Newspaper : Democracy's Grass Roots*, Report of the Chairman, Senate Small Business Committee, 80e congrès, 1re session, 1947, p. 54.

9. Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, Beacon Press, 1987, p. xvi.

10. David L. Paletz et Robert M. Entman, *Media. Power. Politics*, Free Press, 1981, p. 7 ; Stephen Hess, *The Government / Press Connection : Press Officers and their Offices*, Brookings, 1984, p. 99-100.

11. Jonathan Fenby, *The International News Services*, Oxford UP, 1980, chap. III.

12. Quatorzième étude annuelle Roper, « Public Attitude Towards Television and Other Media in a Time of Change », mai 1985, p. 3.

13. Sources : capitalisation, Gwen Kinkead, « Mort Zuckerman, Media's New Mogul », *Fortune*, 14 octobre 1987 ; chiffres d'affaires, *Advertizing Age*, 29 juin 1987.

14. Gary Hector, « Are Shareholders Cheated by LBOs ? » *Fortune*, 17 janvier 1987, p. 100.

15. Richard Stevenson, « Tribune in TV Deal for $ 510 Million », *New York Times*, 7 mai 1985 ; aussi « The Media Magnates : Why Huge Fortunes Roll Off The Presses », *Fortune*, 12 octobre 1987.

16. Damon Darlin, « Takeover Rumors Hit Detroit News Parents », *Wall Street Journal*, 18 juillet 1985.

17. Geraldine Fabrikant, « Newspaper Properties, Hotter Than Ever », *New York Times*, 17 août 1986.

18. Herbert H. Howard, *Group and Cross-Media Ownership of Television Stations : 1985*, National Association of Broadcasters, 1985.

19. Peter Barnes, « CBS Profit Hinges on Better TV Ratings », *Wall Street Journal*, 6 juin 1986.

20. Peter Barnes, « CBS Will Cut up to 600 Posts in Broadcasting », *Wall Street Journal*, 1er juillet 1986.

21. Laura Landro, « Time Will Buy as Much as 16% of Its Common », *Wall Street Journal*, 20 juin 1986.

22. Peter Barnes, « Loews Increases Its Stake in CBS to Almost 25 % », *Wall Street Journal*, 12 août 1986.

23. Jeanne Saddler, « Clear Channel : Broadcast Takeovers Meet Less FCC Static, and Critics Are Upset », *Wall Street Journal*, 11 juin 1985.

24. Pour davantage de commentaires, lire Edward S. Herman, « Michael Novak's Promised Land : Unfettered Corporate Capitalism », *Monthly Review*, octobre 1983 ; également les ouvrages cités dans la préface, note 2.

25. Peter Dreier arrive à des résultats similaires *in* « The Position of the Press in the U.S. Power Structure », *Social Problems*, février 1982, p. 298-310.

26. Sources : *Dow Jones & Co., Washington Post, New York Times*, Time Inc., CBS, Times-Mirror, Capital Cities, General Electrics, Gannett et Knight-Ridder.

27. Benjamin Compaine *et al., Anatomy of the Communications Industry. Who Owns the Media ?*, Knowledge Industry Publications, 1982, p. 463.

28. *Ibid.*, p. 458-60.

29. Lire Edward S. Herman, *Corporate Control, Corporate Power*, Cambridge UP, 1981, p. 26-54

30. Pour les résultats financiers de quinze grandes firmes de la presse écrite dans d'autres domaines médiatiques ainsi qu'une liste de nouveaux champs d'action des plus grandes firmes dans toutes sortes d'industries liées aux médias, lire Benjamin Compaine, *Anatomy of the Communications Industry. Who Owns the Media ?*, Knowledge Industry Publications, 1983, tableaux 2.19 et 8.1, p. 11 et 452-53.

31. « A broken engagement for ITT and ABC », *Business Week*, 6 janvier 1967.

32. *Ibid.*

33. Au sujet de l'efficacité du lobbying de GE, lire Thomas B. Edsall, « Bringing Good Things to GE : Firm's Political Savvy Scores in Washington », *Washington Post*, 13 avril 1985.

34. Allan Sloan, « Understanding Murdoch. The Numbers Aren't What Really Matters », *Forbes*, 10 mars 1986, p. 114.

35. Marilyn Lashner, *The Chilling Effect in TV News*, Praeger, 1984, p. 167. Lire aussi Fred Powledge, *The Engineering of Restraint. The Nixon Administration and the Press*, Public Affairs Press, 1971 ; William E. Porter, *Assault on the Media : The Nixon Years*, University of Michigan Press, 1976.

36. Peter Dreier, « The Position of the Press in the U.S... », *art. cit.*, p. 303.

37. Roger Noll *et al., Economic Aspects of Television Regulation*, Brookings, 1973, p. 123.

38. Erik Barnouw, *The Sponsor*, Oxford UP, 1978, p. 158. Pour davantage de détails, lire Herbert I. Schiller, *Communication and Cultural Domination*, International Arts and Sciences Press, 1976, spéc. chap. III et IV.

39. Cité *in* James Curran et Jean Seaton, *Power without Responsability*, *op. cit.*, p. 31.

40. *Ibid.*, p. 41.

41. Joseph Turow, *Media Industries. The Production of News and Entertainment*, Longman, 1984, p. 52.

42. Erik Barnouw, *The Sponsor*, *op. cit.*, p. 179-82.

43. Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, *op. cit.*, p. 118-26.

44. Cité *in* James Curran et Jean Seaton, *Power without Responsability...*, *op. cit.*, p. 43.

45. « Advertising and the Press », *in* James Curran (dir.), *The British Press. A Manifesto*, Macmillan, 1978, p. 252-5.

46. *Ibid.*, p. 254.

47. *Rapport annuel CBS*, 1984, p. 13.

48. Cité *in* Joseph Turow, *Media Industries...*, *op. cit.*, p. 55.

49. William Evan, *Organization Theory*, Wiley, 1976, p. 123.

50. Joseph Turow, *Media Industries...*, *op. cit.*

51. Cité in Todd Gitlin, *Inside Prime Time*, Pantheon, 1983, p. 253.

52. Pat Aufderheide, « What Makes Public TV Public? », *The Progressive*, janvier 1988.

53. « Castor Oil or Camelot? », 5 décembre 1987. Pour davantage de documentation sur semblables interventions, lire Harry Hammitt, « Advertising Pressures on Media », Freedom of Information Center Report n° 367, University of Missouri at Columbia, février 1977 ; James Aronson, *Deadline for the Media*, Bobbs-Merrill, 1972, p. 261-3.

54. Cité *in* Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, *op. cit.*, p. 160.

55. Erik Barnouw, *The Sponsor*, *op. cit.*, p. 135.

56. Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, *op. cit.*, p. 168-73.

57. FCC, *Public Service Responsibility of Broadcast Licensees*, GPO, 7 mars 1946, p. 42 ; Frank Wolf, *Television Programming for News and Public Affairs*, Praeger, 1972, p. 138, aussi p. 99-139.

58. Erik Barnouw, *The Sponsor*, *op. cit.*, p. 134.

59. *Ibid.*, p. 150.

60. Mark Fishman, *Manufacturing the News*, University of Texas Press, 1980, p. 143.

61. *Ibid.*, p. 144-5.

62. Gaye Tuchman, « Objectivity as Strategic Ritual : An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, 1972, 77/2, p. 662-4.

63. United States Air Force, « Fact Sheet : The United States Air Force Information Program », mars 1979 ; « News Releases : 600 000 in a Year », *Air Force Times*, 28 avril 1980.

64. J. W. Fulbright, *The Pentagon Propaganda Machine*, H. Liveright, 1970, p. 88.

65. *Ibid.*, p. 90.

66. « Newspapers Mustered as Air Force Defends BIB », *Washington Post*, 3 avril 1987.

67. « DOD Kills 205 Periodicals ; Still Publishes 1,203 Others », *Armed Forces Journal International*, août 1982, p. 16.

68. A. Kent MacDougall, *Ninety Seconds To Tell It All*, Dow Jones-Irwin, 1981, p. 117-20.

69. John S. Saloma III, *Ominous Politics. The New Conservative Labyrinth*, Hill & Wang, 1984, p. 79.

70. A. Kent MacDougall, *Ninety Seconds...*, *op. cit.*, p. 116-7.

71. Thomas B. Edsall, *The New Politics of Inequality*, Norton, 1984, p. 110.

72. Peggy Dardenne, « Corporate Advertising », *Public Relations Journal*, novembre 1982, p. 36.

73. S. Prakash Sethi, *Handbook of Advocacy Advertising, Strategies and Applications*, Ballinger, 1987, p. 22 ; lire aussi Thomas B. Edsall, *New Politics...*, « The Politicization of the Business Community », chap. III, *op. cit.* ; John S. Saloma III, *Ominous Politics...*, « The Corporations: Making Our Voices Heard », chap. IV, *op. cit.*

74. Sur la manière remarquable dont l'administration Reagan utilisa ces dernières pour manipuler la presse, lire « Standups », *The New Yorker*, 2 décembre 1985, p. 8 *sq.*

75. Mark Fishman, *Manufacturing the News*, *op. cit.*, p. 153.

76. *Harvard Crimson*, 14 mai 1986, p. 123-4.

77. Lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 123-4.

78. Mark Hertsgaard, « How Reagan Seduced Us : Inside the President's Propaganda Factory », *Village Voice*, 18 septembre 1984 ; lire aussi « Standups », *art. cit.*

79. Stephen L. Vaughn, *Holding Fast the Inner Lines*, University of North Carolina Press, 1980, p. 194.

80. Bruce Owen et Ronald Braeutigam, *The Regulation Game : Strategic Use of the Administrative Process*, Ballinger, 1978, p. 7

81. Lire Edward S. Herman, « The Institutionalization of Bias in Economics », *Media, Culture and Society*, juillet 1982, p. 275-91.

82. Henry Kissinger, *American Foreign Policy*, Norton, 1969, p. 28.

83. Cité *in* Alex Carey, « Managing Public Opinion : The Corporate Offensive », University of New South Wales (document ronéotypé), 1986, p. 32.

84. Citations tirées de communications données par Edwin Feulner en 1978 et 1985, *ibid.*, p. 46-7.

85. Pour une remarquable étude portant sur la plupart de ces organisations et sur leurs objectifs, financements, réseaux et autres programmes prospectifs, lire John S. Saloma III, *Ominous Politics...*, *op. cit.*, chap. IV, VI et IX.

86. Lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 259 ; Fred Landis, « Georgetown's Ivory Tower for Old Spooks », *Inquiry*, 30 septembre 1979, p. 7-9.

87. Au sujet des qualifications d'expert de Claire Sterling, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 125-46 ; sur Arkady Shevchenko, lire Edward J. Epstein, « The Invention of Arkady Shevchenko, Supermole : The Spy Who Came In to Be Sold », *New Republic*, 15-22 juillet 1985.

88. Lire David Caute, *The Great Fear : The Anti-Communist Purge under Truman and Eisenhower*, Simon & Schuster, 1978, p. 114-38 ; Robert Leiken, *Soviet Strategy in Latin America*, Praeger, 1982.

89. Peter Collier et David Horowitz, « Confessions of Two New-Left Radicals : Why We Voted For Reagan », *Washington Post National Weekly Edition*, 8 avril 1985.

90. Michael Massing, « Contra Aides », *Mother Jones*, octobre 1987.

91. Lire « The Business Campaign Against "Trial by TV" », *Business Week*, 22 juin 1980, p. 77-9 ; William H. Miller, « Fighting TV Hatchet Jobs », *Industry Week*, 12 janvier 1981, p. 61-4.

92. Lire Walter et Myriam Schneir, « Beyond Westmoreland : The Right's Attack on the Press », *The Nation*, 30 mars 1985.

93. John Corry, *TV News and the Dominant Culture*, Media Institute, 1986.

94. S. Robert Lichter, Stanley Rothman et Linda Lichter, *The Media Elite*, Adler & Adler, 1986 ; pour une étude détaillée du centre des Lichters, lire Alexander Cockburn, « Ashes and Diamonds », *In These Times*, 8-21 juillet 1987.

95. Louis Wolf, « Accuracy in Media Rewrites News and History », *Covert Action Information Bulletin*, été 1984, p. 26-9.

96. John S. Saloma III, *Ominous Politics...*, *op. cit.*, spéc. chap. II, III et VI.

97. Louis Wolf, « Accuracy in Media Rewrites... », *art. cit.*, p. 32-3.

98. Pour une analyse plus approfondie de la partialité des observateurs de la Freedom House, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, « Freedom House Observers in Zimbabwe Rhodesia and El Salvador », *in Demonstration Elections. U.S. - Staged Elections in the Dominican Republic, Vietnam, and El Salvador*, South End Press, 1984, appendice I.

99. Lire Régis Genté et Laurent Rouy, « Dans l'Ombre des révolutions spontanées », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2005. [ndt]

100. R. Bruce McColm, « El Salvador. Peaceful Revolution or Armed Struggle ? », *in Perspectives on Freedom*, Freedom House, 1982 ; James Nelson Goodsell, « Freedom House Labels US Reports on Salvador Biased », *Christian Science Monitor*, 3 février 1982.

101. Sur le cas emblématique de « Ledeen on the Medias », lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 166-70.

102. Cité *in* Mark Hertsgaard, « How Reagan Seduced Us... », *art. cit.*

103. Piero Gleijeses, *The Dominican Crisis*, Johns Hopkins UP, 1978, p. 95-9.

104. Jan K. Black, *United States Penetration of Brazil*, University of Pennsylvania Press, 1977, p. 39-56.

105. Pascal Delwit et Jean Michel Dewaele, « The Stalinists of Anti-Communism », *in* Ralph Miliband, John Saville et Marcel Liebman (dir.), *Socialist Register 1984. The Uses of Anticommunism*, Merlin Press, 1984, p. 337.

106. *Ibid.*

107. Pour en apprendre davantage sur cette intéressante étude et l'influence dont elle put néanmoins se prévaloir, lire Noam Chomsky, *Fateful Triangle*, South End Press, 1983, p. 291-2 et 374-5 (*Israël, Palestine, États-Unis : le triangle fatidique*, Écosociété, Montréal, 2006).

108. Pascal Delwit et Jean Michel Dewaele, « The Stalinists of Anti-Communism », *art. cit.*, p. 345.

109. Chris Christiansen, « Keeping In With The Generals », *New Statesman*, 4 janvier 1985.

110. Peter Golding et Sue Middleton, *Images of Welfare. Press and Public Attitudes to Poverty*, Martin Robertson, 1982, p. 66-7, 98-100, 186-93.

111. A. J. Liebling, *The Press*, Ballantine, 1964, p. 78-9.

112. Lire Peter Golding et Sue Middleton, « Attitudes to Claimants : A Culture of Contempt », *in Images of Welfare*, *op. cit.*, p. 169 et *sq.*

113. Pour une analyse plus complète de cette asymétrie, lire Edward S. Herman, « Gatekeeper versus Propaganda Models : A Critical American Perspective », *in* Peter Golding, Graham Murdock et Philip Schlesinger (dir.), *Communicating Politics*, Holmes & Meier, 1986, p. 182-94.

114. Elayne Rapping, *The Looking Glass World of Nonfiction TV*, South End Press, 1987, chap. V.

115. Au sujet des liens entre la CIA et le *Reader's Digest*, lire Edward J. Epstein, « The Invention of Arkady Shevchenko... », *op. cit.*, p. 40-1.

116. *The Washington Connection and Third World Fascism*, South End Press, 1979, p. 151-2, 169-76, 184-87.

117. Pour davantage de détails, lire Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism*, *op. cit.*

118. Michael Ledeen, *Grave New World*, Oxford UP, 1985, p. 131.

119. Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, VIe édition, Beacon Press, 2000, p. XXI.

120. Source : <www.stopbigmedia.com/chart.php>. [nde]

121. Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, *op. cit.*

122. Edward S. Herman et Robert McChesney, *The Global Media*, Cassel, 1997.

123. Robert McChesney, *Rich Media, Poor Democracy*, University of Illinois Press, 2000, p. 108.

124. *Ibid.*, p. 109.

125. James Ledbetter, « Public Broacasting Sells (Out ?) » *The Nation*, 1er décembre 1997.

126. Stephanie Strom, « Japanese Sites for Woman Aim for Empowerment », *New York Times*, 25 décembre 2000.

127. Marc Fineman, « Military Can't Outflank Rebels in War of Words », *Los Angeles Times*, 21 février 1995 ; Leonard Doyle, « Rebels Try to Advance Via Internet », *The Independent*, 7 mars 1995.

128. Jim Shultz, « Bolivia's Water War Victory », *Earth Island Journal*, 22 septembre 2000 ; « Bolivia – The Last Word », 13 avril 2000 ; « How The Internet Helped Activists », *Straits Times*, 25 mai 1998 ; Marshall Clark, « Cleansing the Earth », *Inside Indonesia*, octobre-décembre 1998.

129. Madelaine Drohan, « How the Net Killed the MAI », *Globe and Mail*, 29 avril 1998.

130. Kayte Van Scoy, « How Gren Was My Silicon Valley », *PC/Computing, Standard*, 10 avril 2000 ; Keith Perine, « Power to the (Web Enabled) People », *Industry Standard*, 10 avril 2000.

131. James Ledbetter, « Some Pitfalls in Portals », *Columbia Journalism Review*, novembre-décembre 1999.

132. *Ibid.*

133. Alex Carey, *Taking The Risk out of Democracy*, University of Illinois Press, 1997 ; John Stauber et Sheldon Rampton, *Toxic Sludge Is Good For You*, Common Courage Press, 1995 (*L'Industrie du mensonge*, Agone, 2004) ; Stuart Ewen, *PR! A Social History Of Spin*, Basic Books, 1996.

134. Mark Dowie, « Introduction » à John Stauber et Sheldon Rampton, *Toxic Sludge Is Good For You*, *op. cit.*

135. Thomas Frank, *One Market Under God*, Anchor Books, 2000 (*Le Marché de droit divin. Capitalisme sauvage et populisme de marché*, Agone, 2001).

136. Lire Stephen Cohen, *Failed Crusade. America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, Norton, 2000.

137. Kevin Robins et Frank Webster, *Times of Technoculture*, Routledge, 1999, p. 127.

138. Patricia Aufrderhide, « Journalism and Public Life Seen Through the "Net" », *in The Daily Planet*, University of Minesota Press, 2000 ; Joseph Turow, *Breaking Up America*, University of Chicago Press, 1997.

139. Edward S. Herman et Robert McChesney, *The Global Media, op. cit.*, chap. V.

140. Au sujet des messages idéologiques présents dans la publicité, lire Erik Barnouw, *The Sponsor*, Oxford UP, 1978, IIe partie, chap. I.

141. Lire Robert McChesney, *Telecommunications, Mass Media and Democracy*, Oxford UP, 1993.

142. Lire Ricar et Henri Maler, « TF1-Bouygues a vingt ans : souvenirs de la procréation et de la naissance (en vidéos) », 22 mai 2007, <www.acrimed.org/article2629.html>. [nde]

143. Edward S. Herman, *The Myth of the Liberal Media, op. cit.*, p. 32-3.

144. Thomas Ferguson, *Golden Rule*, University of Chicago Press, 1995, p. 28-9.

145. Pour une étude de premier ordre, lire Steven Kull, « Americans on Defense Spending. A Study of US Public Attitudes. Report of Findings », Center for Study of Public Attitude, 19 janvier 1996. Au sujet de l'opposition du public à des budgets de Défense exagérés, y compris au cours des années Reagan, lire Thomas Ferguson et Joel Rogers, *Right Turn*, Hill & Wang, 1986, p. 19-24.

146. Au sujet de l'opposition du public aux accords ALENA, lire Edward S. Herman, *The Myth of the Liberal Media, op. cit.*, p. 185-6.

147. Harris Poll, « Globalization : What American Are Worried About », *Business Week*, 24 avril 2004.

148. Pour davantage de commentaires, lire Edward S. Herman, *The Myth of the Liberal Media, op. cit.*, chap. XIV ; Thea Lee, « False Prophets : The Selling of NAFTA », *Briefing Paper*, Economic Policy Institute, 1995 ; John McArthur, *The Selling of a « Free Trade »*, Hill & Wang, 2000.

149. Thomas Lueck, « Free Trade Accord : The New York Region », *New York Times*, 18 novembre 1993.

150. « NAFTA's True Importance », *New York Times*, 14 novembre 1993, éditorial.

151. Au sujet du refus de l'administration de laisser la moindre initiative des mouvements ouvriers se concrétiser dans la signature des accords ALENA, et ce en dépit des lois, ou au sujet du mépris des médias pour ce refus, comme pour tout autre aspect antidémocratique de l'élaboration de cet accord et de bien d'autres, lire Noam Chomsky, *World Orders Old and New*, Colombia UP, 1994, p. 164-78.

152. Edward S. Herman, *The Myth of the Liberal Media, op. cit.*, p. 183-5.

153. Citations de Seth Ackerman, « Prattle in Seattle. WTO Coverage Misrepresented Issues, Protests », *EXTRA !*, janvier-février 2000, p. 13-7.

154. Rachel Cohen, « For Press, Magenta Hair and Nose Rings Defined Protests », *EXTRA !*, juillet-août 2000. Exception notable à l'unanimité de la couverture médiatique des sommets de Washington et de leur cortège de manifestations, l'article d'Eric Pooley, « IMF : Dr. Death ? », *Time*, 24 avril 2000.

155. Lire Walden Bello, « Why Reform of the WTO Is the Wrong Agenda », *Global Exchange*, 2000.

156. Edward P. Morgan, « From Virtual Community to Virtual History : Mass Media and the American Antiwar Movement in the 1960s », *Radical History Review*, automne 2000 ; Todd Gitlin, *The Whole World Is Watching*, University of California Press, 1980.

157. Rachel Cohen, « Whitewash in Washington. Media Provide Cover as Police Militarizes D.C. », *EXTRA !*, juillet-août 2000 ; Seth Ackerman, « Prattle in Seattle… », *art. cit.* ; Neil deMause, « Pepper Spray Gets in Their Eyes : Media Missed Militarization of Police Work in Seattle », *EXTRA !*, mars-avril 2000.

158. *Ibid.*

159. Nichole Christian, « Police Brace for Protests in Windsor and Detroit », *New York Times*, 3 juin 2000.

160. *CBS Evening News*, 6 avril 2000.

161. Cité in Rachel Cohen, « Whitewash in Washington… », *art. cit.*

162. Lire Rachel Coen, « Free Speech in Seattle : Law Enforcement's Attacks on Activists – and Journalists – Increasing », *EXTRA !*, novembre-décembre 2000.

163. Lire Noam Chomsky, « Domestic Terrorism : Notes on the State System of Oppression », *in* Nelson Blackstock, *COINTELPRO, The FBI's Secret War on Political Freedom*, Vintage, 1999.

164. Lire Frank Donner, *Protectors of Privilege : Red Squads and Police Repression in Urban America*, University of California Press, 1990 ; Elisabeth Fones-Wolf, *Selling Free Enterprise : The Business Assault on Labor and Liberalism, 1945-1960*, University of Illinois Press, 1994 ; William Puette, *Through Jaundiced Eyes : How the Media View Organized Labor*, Cornell UP, 1992.

165. Kim Moody, *Workers in Lean World*, Verso, 1997, p. 24.

166. Aaron Bernstein, « The Workplace. Why America Needs Unions, But Not the Kind It Has Now », *Business Week* 23 mai 1994.

167. Lire Jonathan Tasini, *Lost in the Margins. Labor and the Media*, FAIR, 1990, p. 7-9.

168. Jared Bernstein, Lawrence Mishel et Chauna Brocht, « Anyway You Cut It. Income Inequality on the Rise Regardless of How It's Measured », *Briefing Paper*, Economic Policy Institute, 2000.

169. Lawrence Mishel, Jared Bernstein et John Schmitt, *The State of Working in America, 2000-2001*, Cornell UP, 2001, p. 120.

170. Marc Miringoff et Marque-Luisa Miringoff, *The Social Health of the Nation : How America Is Really Doing*, Oxford UP, 1999.

171. Lire notamment Gerald Baker, « Is This Great Or What ? », *Financial Times*, 31 mars 1998 ; Richard Stevenson, « The Wisdom to Let the Good Time Roll », *New York Times*, 25 décembre 2000. On pouvait néanmoins trouver quelques bémols, comme Anne Adams Lang, « Behind the Prosperity, Working People in Trouble », *New York Times*, 20 novembre 2000.

172. Rachel Carson, *Silent Spring*, Fawcett, 1962, p. 183.

173. Lire Dan Fagin et Marianne Lavelle, *Toxic Deception : How The Chemical Industry Manipulates Science, Bends the Law, and Endangers Your Health*, Birch Lane Press, 1996, chap. IV et V.

174. Joe Thornton, *Pandora's Poison. Chlorine, Health, and a New Environmental Strategy*, MIT Press 2000, p. 100.

175. Dan Fagin et Marianne Lavelle, *Toxic Deception…, op. cit.*, chap. IV, V ; Edward S. Herman, « Corporate Junk Science in the Media », *in Myth of the Liberal Media, op. cit.*, p. 240-4.

176. Cité *in* Michael Pollan, « Playing God in the Garden, » *New York Times Magazine*, 25 octobre 1998.

177. Andrew Pollack, « 130 Nations Agree on Safety Rules for Biotech Food », *New York Times*, 30 janvier 2000, et « Talks on Biotech Food Turn on a Safety Principle », *New York Times*, 28 janvier 2000.

178. Pour une discussion sérieuse du principe de précaution, lire Joe Thornton, *Pandora's Poison…, op. cit.*, chap. IX-XI.

179. Lire Dan Fagin et Marianne Lavelle, *Toxic Deception…, op. cit.*, chap. III-V ; Edward Herman, « Corporate Junk Science in the Media », *art. cit.*, p. 232-4, 237-43.

180. *Ibid.*, p. 235.

181. *Ibid.*, p. 245-8, 234-4, 240 ; lire aussi Joe Thornton, *Pandora's Poison…, op. cit.*, chap. IX.

182. John Canham-Clyne, « Health Care Reform : Not Journalistically Viable », *Extra !*, janvier-février 1994 ; Vincente Navarro, *The Politics of Health Polic : The U.S. Reforms, 1980-1994*, Blackwell, 1994.

183. Lire Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, *op. cit.*, p. xxvii-xxix.

184. Lire Dean Baker et Mark Weisbrot, *Social Securit : The Phony Crisis*, Chicago UP, 2000.

185. Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, Verso, 1991, p. 114-21.

II. Victimes dignes ou indignes d'intérêt

1. *Central America News Update*, 4 août 1986 ; Andrew Reding, « The Church in Nicaragua », *Monthly Review*, juillet août 1987, p. 34-6.

2. Penny Lernoux, *Cry of the People The struggle for human rights in Latin America and the Catholic Church in conflict with US policy*, Penguin Books, 1980 – extraits sur <www.thirdworldtraveler.com/Latin_America/Cry_of_the_People.html>.

3. Edward S. Herman, *The Real Terror Network. Terrorism in Fact and Propaganda*, South End Press, 1982, p. 169-99.

4. Anthony Lewis, « A Craving for Rights », *New York Times*, 31 janvier 1977.

5. « Memories of Father Jerzy », paru le 12 novembre 1984, dans *Time* – qui ne trouve pas d'équivalent dans les articles concernant le décès des différentes victimes indignes d'intérêt évoquées plus loin.

6. « A Polish General is Tied to Death of Warsaw Priest », 3 novembre 1984 ; « Pole in Killing Tells of Hints of Top-Level Backup », 9 janvier 1985 ; « Pole on Trial Names 2 Generals », 5 janvier 1985 ; « Second Abductor of Polish Priest Says Order Came "From the Top" », 3 janvier 1985.

7. « Pologne Meurtrière », 30 octobre 1984.

8. Pour un survol des éditoriaux du *Times* disculpant intégralement les terroristes d'État, lire Noam Chomsky, « U.S. Polity and Society », *in* Thomas Walker (dir.), *Reagan versus the Sandinistas*, Boulder, Colo : Westview, 1987, p. 295-6.

9. Jane Dibblin, « El Salvador's Death Squads Defy European Opinion », *New Statesman*, 13 juin 1986.

10. Lire Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism*, *op. cit.*

11. Penny Lernoux, *Cry of the People*, *op. cit.*, p. 73.

12. James R. Brockman, *The Word Remains. A Life of Oscar Romero*, Orbis, 1982, p. 11.

13. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, Times Books, 1984, p. 176.

14. Cité *ibid.*, p. 172.

15. Sur la couverture médiatique des événements salvadoriens de 1980, sur fond de falsifications grossières et d'occultations – notamment de rapports devant le Congrès – lire Noam Chomsky, « Towards A New Cold War », *The Chomsky Reader*, Pantheon, 1987, p. 35 *sq*.

16. Cité *in* Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 172.

17. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 146.

18. Lire Edward S. Herman, *The Real Terror Network*, *op. cit.*, p. 115-9.

19. « The Watch Committees and Lawyers Committee for Human Rights », février 1987, p. 46.

20. Laurie Becklund, « Death Squads : Deadly "Other War" » *Los Angeles Times*, 18 décembre 1983.

21. Michael McClintock, *The American Connection*, vol. I, Zed, 1985, p. 221.

22. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 162.

23. Robin K. Andersen, « United States Network News Coverage of El Salvador : The Law and Order Frame », manuscrit, 1986, p. 17-8.

24. Cité *in* Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 162.

25. « 23 Die in El Salvador As Clashes Continue ; 3 Officials Step Down », *NYT*, 29 mars 1980.

26. Cité par Robert Armstrong et Janet Shenk, *in El Salvador : The Face of Revolution*, South End Press, 1982, p. 146.

27. Télégramme de White au département d'État, cité *in* Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit*, p. 184.

28. Texte cité *in* Robert Armstrong et Janet Shenk, *El Salvador…*, *op. cit.*, p. 152.

29. Cité *in* James R. Brockman, *The Word Remains…*, *op. cit.*, p. 212.

30. « Church in Salvador Now Follows the Middle Path », *NYT*, 22 mars 1981.

31. Pour des commentaires plus détaillés de la présentation déformée des prudentes remarques de l'archevêque par Schumacher – afin de dédouaner les forces armées –, lire Edward S. Herman, *The Real Terror Network…*, *op. cit.*, p. 178-9.

32. *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders*, Senate Select Committee to Study Government Operations, 94th Cong., 1st sess., 20 novembre 1975, S. Rep. 94-465, p. 13-180.

33. Graham Hovey, « Salvador Prelate's Death Heightens Fear of War ? », *New York Times*, 26 mars 1980.

34. Craig Pyes, « Who Killed Archbishop Romero ? », *The Nation*, 13 octobre 1984.

35. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 178.

36. Stephen Kinzer, « Ex-Aide in Salvador Accuses Colleagues on Death Squads », *New York Times*, 3 mars 1984.

37. Craig Pyes, « Dirty War in the Name of Freedom », *Albuquerque Journal*, 18 décembre 1983.

38. Noam Chomsky, *Turning the Tide*, South End Press, 1985, p. 103.

39. Robert Armstrong et Janet Shenk, *El Salvador…*, *op. cit.*, p. 160-1.

40. « Peace Is Still a Long Shot in El Salvador », *NYT*, 27 septembre 1987.

41. Rapport de la commission d'enquête dirigée par William P. Rogers, p. 8.

42. Ana Carrigan, *Salvador Witness*, Simon & Schuster, 1984, p. 271.

43. *Foreign Assistance Legislation for Fiscal Year 1982,* partie I, House Committee on Foreign Affairs, 97e congrès, 1er session, mars 1981, p. 163 ; lettre de David Simcox, département d'État, à William P. Ford, datée du 16 avril 1981.

44. Interview dans la *Tampa Tribune*, 16 décembre 1980, cité *in* Ana Carrigan, *Salvador Witness*, *op. cit.*, p. 279.

45. Cité *in* T. D. Allman, *Unmanifest Destiny*, Doubleday, 1984, p. 17.

46. *Ibid.*, p. 3.

47. « Déclaration de la junte révolutionnaire au pouvoir », 8 décembre 1980.

48. Juan de Onis (auteur de l'article du *NYT* du 24 décembre sur le rapport Rogers cité plus haut), « Rightists Terror Stirs Argentina », *NYT*, 29 août 1976.

49. John Dinges, « Evidence Indicates Military Planned Missionaries' Deaths », *National Catholic Reporter*, 17 juillet 1981.

50. Lawyers' Committee for International Human Rights, « Update. Justice in El Salvador : A Case Study », 1er février 1983, p. 17.

51. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 80.

52. Larry Rohter, « Salvador Defense Lawyer Charges Cover-Up in Slaying of U.S. Nuns », *NYT*, 6 mai 1985.

53. Cité *in* Lawyers' Committee for International Human Rights, « Update. Justice in El Salvador », *op. cit.*, p. 31.

54. *Ibid.*, p. 30-31.

55. Au sujet de l'enquête de Tyler, lire Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 78-80.

56. Stephen Kinzer, « Ex-Aide in Salvador Accuses... », *op. cit.*

57. Ana Carrigan, *Salvador Witness*, *op. cit.*, p. 265.

58. Lire Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit*, Doubleday, 1982, p. 32-47, 54-63.

59. José M. Aybar de Soto, *Dependency and Intervention : The Case of Guatemala in 1954*, Westview, 1978, chap. VI.

60. *Ibid.* ; lire aussi Richard H. Immerman, *The CIA in Guatemala*, University of Texas Press, 1982.

61. Blanche Wiesen Cook, *The Declassified Eisenhower*, Doubleday, 1981, p. 222.

62. Piero Gleijeses, « Guatemala : Crisis and Response », *in* Richard B. Fagen et Olga Pellicer, *The Future of Central America : Policy Choices for the U.S. and Mexico*, Stanford UP, 1983, p. 188.

63. *Ibid.*, p. 191-2.

64. Lars Schoultz, *Human Rights and United States Policy towards Latin America*, Princeton UP, 1981, p. 7.

65. Lire « Counterrevolution and the "Shakedown State" », in Noam Chomsky et Edward S. Herman, *The Washington Connection and Third World Fascism*, South End Press, 1979, p. 61-6.

66. Pour plus de détails, lire Bishara Bahbah, *Israel and Latin America. The Military Connection*, St. Martin's, 1986 ; Benjamin Beit-Hallahmi, *The Israeli Connection*, Pantheon, 1987 ; Jane Hunter, *Israeli Foreign Policy*, South End Press, 1987. Au sujet du flux continu d'armement des États-Unis vers le Guatemala durant la période Carter, lire Lars Schoultz, « Guatemala », *in* Martin Diskin, *Trouble in our Backyard*, Pantheon, 1983, p. 187 *sq.*

67. Piero Gleijeses, « The Reagan Doctrine and Latin America », *Current History*, décembre 1986.

68. Amnesty International, « Guatemala. A Government Program of Political Murder », 1981 ; Parliamentary Human Rights Group, « "Bitter and Cruel..." Report of a Mission to Guatemala by the British Parliamentary Human Rights Group », octobre 1984 ; Americas Watch, « Civil Patrols in Guatemala », 1986 ; etc.

69. Amnesty International, « Guatemala. Massive Extrajudicial Executions in Rural Areas under the Government of General Efraín Ríos Montt », 11 octobre 1982.

70. Selon une déclaration officielle du département d'État (20 juillet 1981), « concernant le Nicaragua nous devons essayer une approche politique nouvelle et constructive » (cité *in* Americas Watch, « Guatemala Revisited », 1985, p. 4).

71. *Ibid.*, p. 5.

72. Amnesty International, « Guatemala : A Government Program of Political Murder », *op. cit.*, p. 8.

73. Americas Watch, « Guatemala Revisited », *op. cit.*, p. 6.

74. Département d'État, « 1984 Human Rights Country Report », cité *ibid.*, p. 15.

75. Amnesty International, « Guatemala : A Government Program... », *op. cit.*, p. 5.

76. « Requiem for a Missionary », 10 août 1981.

77. Ces documents incluent les quatre rapports suivants, rendus publics par AI : « Guatemala : A Government Program of Political Murder », février 1981 ; « "Disappearances". A Workbook », 1981 ; « Guatemala : Massive Extrajudicial Executions in Rural Areas under the Government of General Efraín Ríos Montt », octobre 1982 ; « "Disappearances" in Guatemala under the Government of General Oscar Humberto Mejía Victores », mars 1985. Nous y avons aussi inclus six études d'Americas Watch : « Human Rights in Guatemala : No Neutrals Allowed, novembre 1982 » ; « Guatemala Revisited : How the Reagan Administration Finds "Improvements" in Human Rights in Guatemala », septembre 1985 ; « Little Hope : Human Rights in Guatemala, January 1984-january 1985 », février 1985 ; « Guatemala : The Group for Mutual Support, 1985 » ; « Civil Patrols in Guatemala », août 1986 ; « Human Rights in Guatemala during President Cerezo's First Year », 1987.

78. Cette lettre est reproduite *in* Americas Watch, « Human Rights in Guatemala : No Neutrals Allowed », novembre 1982.

79. Pour davantage de précisions sur ces assassinats ou celui de Marianela García Villas, le 15 mars 1983, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections...*, *op. cit.*, p. x-xi.

80. Cité *in* Americas Watch, « Guatemala : The Group for Mutual Support, 1984-1985 », p. 2.

81. Council on Hemispheric Affairs, « News and Analysis », 26 avril 1986, p. 222.

82. Michael McClintock, *The American Connection*, *op. cit.*, vol. II, p. 83.

83. Americas Watch, « Guatemala : The Group for Mutual Support... », *op. cit.*, p. 3.

84. British Parliamentary Human Rights Group, « Bitter and Cruel », octobre 1984.

85. Americas Watch, « Guatemala : The Group for Mutual Support... », *op. cit.*, p. 8.

86. *Ibid.*, p. 7

87. Lettre ouverte du 15 novembre 1984, citée *ibid.*, p. 24.

88. Americas Watch, « Guatemala : The Group for Mutual Support... », p. 24-5.

89. *Ibid.*, p. 36.

90. *Ibid.*, p. 38.

91. *Ibid*, p. 41.

92. Peter Galbraith, « How The Turks Helped Their Enemies », *New York Times*, 20 février 1999.

93. Lire Mark Phythian, *Arming Irak. How The U.S. and Brittain Secretly Built Saddam's War Machine*, Northern University Press, 1997 ; Miron Rezun, *Saddam Hussein's Gulf Wars. Ambivalent Stakes in the Middle East*, Praeger, 1992.

94. Pour d'autres estimations pouvant aller jusqu'à deux millions, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *The Washington Connection and Third World Fascism*, South End Press, 1979, p. 208-9 ; Benedict Anderson, « Petrus Dati Ratu », *New Left Review*, mai-juin 2000.

95. Patrick Moynihan, *A Dangerous Place*, Little, Brown, 1978, p. 19.

96. Pour plus de détails sur ce revirement, lire John Pilger, *Hidden Agendas*, Vintage, 1998, p. 33-34 ; Noam Chomsky, *Necessary Illusions*, p. 109-10. Pour le traitement médiatique antérieur de l'invasion du Timor-Oriental par l'Indonésie, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *The Washington Connection...*, *op. cit*, p. 129-204.

97. John et Karl Mueller, « Sanctions of Massive Destruction », *Foreign Affairs*, mai-juin 1999, p. 43.

98. UNICEF, « Iraq Surveys Show "Humanitarian Emergency" », communiqué de presse, 12 août 1999.

99. Leslie Stahl, interview de Madeleine Albright, « 60 Minutes », CBS News Transcript, 12 mai 1996.

100. Lire Jonathan Steele, « Figures Put On Serb Killings Too High », *Guardian*, 18 août 2000. Pour une étude plus complète, lire Noam Chomsky, *A New Generation Draws The Line*, Verso 2000, chap. III ; [lire aussi, centré sur le traitement médiatique européen du conflit, Serge Halimi, Dominique Vidal et Henri Maler, *« L'opinion, ça se travaille… » Les médias et les « guerres justes » : Kosovo, Afghanistan, Irak*, Agone, 2006 – nde]

101. John Taylor, *East Timor. The Price of Freedom*, Zed Books, 1999 ; lire aussi Arnold Cohen, « Beyond The Vote. The World Must Remain Vigilent Over East Timor », *Washington Post*, 5 septembre 1999.

102. Source : des enquêteurs occidentaux sur le terrain, notamment le personnel militaire américain ; Lindsay Murdoch, Barry Wain, « Will Justice Be Served in East Timor ? », *Wall Street Journal* (Asia Edition), 17 avril 2000.

103. Cité *in* Bo Adam, Roland Heine et Claudius Technau, « I Felt that Someting Was Wrong », *Berliner Zeitung*, 5 avril 2000. Sur l'importance de Raçak comme justification pour mobiliser les alliés des États-Unis et le public en faveur de la guerre, lire Barton Gellman, « The Path To Crisis. How The United States and Its Allies Went on War », *Washington Post*, 18 avril 1999.

104. Lire Edward S. Herman et David Peterson, « CNN : Selling Nato's War Globally », *in* Philip Hammond et Edward S. Herman (dir.), *Degraded Capability. The Media And The Kossovo Crisis*, Pluto, 2000, p. 117-19.

105. J. Raino *et al.*, « Independant Forensic Autopsies in Armed Conflict Investigation of Victims from Racak, Kossovo », *Forensic Science International*, 2001, vol. 16, p. 171-85.

106. « CNN : Selling Nato's War Globally ».

III. Légitimité électorale contre élections nulles et non avenues dans le tiers-monde Salvador - Guatemala - Nicaragua

1. Lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*, *passim*.

2. « Rapport de la mission officielle d'observateurs des États-Unis à l'élection de l'assemblée constituante du 28 mars 1982 au Salvador », Comité des relations étrangères du Sénat, 97e congrès, 2e session, p. 2.

3. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*, annexe I.

4. *Ibid.*, p. 71-72.

5. Philip Taubman, « Shultz Criticizes Nicaragua Delay », *New York Times*, 6 février 1984 ; « Security and Development Assistance », *in* « Rapport de la mission officielle d'observateurs des États-Unis… », Comité des relations étrangères du Sénat, *op. cit.*, p. 83.

6. George Orwell, *1984*, Gallimard-Folio, p. 55.

7. Latin American Studies Association (LASA), « The Electoral Process in Nicaragua : Domestic and International Influences », Rapport de la délégation LASA pour l'observation des élections générales du 4 novembre 1984, 1984, p. 32.

8. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*, p. 173-80.

9. *Ibid.*, p. 5.

10. Resp. *Nicaragua : la menace d'un bon exemple ?*, Oxfam, 1986, p. 14 ; « Oxfam America Special Report : Central America », automne 1985.

11. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*, p. 119-20.

12. Amnesty International, « Guatemala : A Government Program of Political Murder », 1981 ; Michael McClintock, *The American Connection*, *op. cit.*, vol. 2.

13. Assemblée générale des Nations unies, « Rapport du Conseil économique et social : situation des droits humains au Guatemala », 13 novembre 1985, p. 15. Sur l'éloge de Colville, lire Americas Watch, « Colville for the Defense : A Critique of the Reports of the U.N. Special Rapporteur for Guatemala », février 1986.

14. Commission des droits humains pour le Guatemala, « Rapport pour la 39e assemblée générale des Nations unies sur la situation des droits humains au Guatemala », 1984, p. 18.

15. *Ibid.*, p. 23

16. « "Bitter and Cruel"… », *op. cit.*, p. 21.

17. Maurice Taylor et James O'Brien, « Brief Report on Visit to Guatemala », 27 octobre-3 novembre 1984, cité *in* Americas Watch, « Little Hope… », *op. cit.*, p. 25.

18. Commission inter-américaine pour les droits humains, « Civil and Legal Rights in Guatemala », 1985, p. 156.

19. Groupe international des juristes pour les droits humains, « The 1985 Guatemalan Elections : Will the Military Relinquish Power ? », décembre 1985, p. 56.

20. *Ibid.*, p. 61.

21. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 27.

22. *Ibid.*, p. 25.

23. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*, p. 120-1.

24. Comité de protection des journalistes, « Journalists Killed and Disappeared Since 1976 », décembre 1986, p. 6-8.

25. Council on Hemispheric Affairs and the Newspaper Guild, « A Survey of Press Freedom in Latin America, 1984-85 », 1985, p. 38.

26. Groupe international des juristes pour les droits humains, « The 1985 Guatemalan Elections… », *op. cit.*, p. 59-60.

27. Howard H. Frederick, « Electronic Penetration », *in* Thomas S. Walker (dir.), *Reagan versus the Sandinistas*, *op. cit.*, p. 123 *sq*.

28. Pour un état des lieux complet de la situation des médias, lire John Spicer Nichols, « The Media », *in* Thomas S. Walker (dir.), *Nicaragua : The First Five Years*, Praeger, 1985, p. 183-99.

29. *Ibid.*, p. 191-2. Pour une mise en parallèle de la condition des médias au Nicaragua avec celle prévalant aux États-Unis en temps de guerre ou dans leur principal État client, Israël, lire Noam Chomsky, « U.S. Polity and Society : The Lessons of Nicaragua », *in* Thomas Walker (dir.), *Reagan versus the Sandinistas*, *op. cit.*

30. Pour une étude plus détaillée de cette élimination systématique et un tableau du nombre d'assassinats politique pour chaque groupe, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections...*, *op. cit.*, p. 121-6.

31. « The Grass Roots Organizations », *in* Thomas S. Walker (dir.), *Nicaragua...*, *op. cit.*, p. 79.

32. *Ibid.*, p. 88.

33. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, Times Books, 1984, p. 278-9.

34. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections...*, *op. cit.*, p. 122-4.

35. Enrique A. Baloyra, *El Salvador in Transition*, University of North Carolina Press, 1982, p. 175.

36. Lire Dennis Hans, « Duarte : The Man and the Myth », *Covert Action Information Bulletin 26*, été 1986, p. 42-7 ; Noam Chomsky, *Turning the Tide*, *op. cit.*, p. 109 *sq.*

37. Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.*, p. 205.

38. Lire « Guerrillas' View of Elections : Army Will Hold Power Despite Polls », *Latin America Weekly Report*, 25 octobre 1985, p. 11.

39. Commission des droits humains pour le Guatemala, « Rapport pour la 39e assemblée générale... », *op. cit.*, p. 7.

40. Americas Watch, « Civil Patrols in Guatemala », 1986, p. 2.

41. « El Señor Presidente ? » [interview de Cerezo par George Black d'octobre 1985], *NACLA Report on the Americas*, novembre-décembre 1985, p. 24.

42. « Guatemala Votes », *in* « Washington Report on the Hemisphere », 27 novembre 1985.

43. Selon Stephen Kinzer, « When a Landslide Is Not a Mandate », *New York Times*, 15 décembre 1985.

44. Allen Nairn et Jean-Marie Simon, « The Bureaucracy of Death », *New Republic*, 30 juin 1986.

45. « Cerezo Adapts to Counterinsurgency », Guatemala News and Information Bureau, mai-juin 1986.

46. Americas Watch, « Human Rights in Guatemala... », *op. cit.*, p. 4.

47. Lire Michael Parenti, « Is Nicaragua More Democratic Than the United States ? », *Covert Action Information Bulletin*, été 1986, n° 26, p. 48-52.

48. Wayne S. Smith, « Lies About Nicaragua », *Foreign Policy*, été 1987, p. 93.

49. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua... », *op. cit.*, p. 24-5, 29-31.

50. *Ibid.*, p. 23.

51. La déclaration de Doherty figure *in* « U.S. Policy toward El Salvador », intervention devant le sous-comité aux Affaires inter-américaines de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, 97e congrès, 1re session, 1981, p. 290 ; la déclaration de Gomez *in* « Presidential Certification of El Salvador », commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, 97e congrès, 2e session, 1982, vol. R, p. 330.

52. Americas Watch, « Little Hope... », *op. cit.*, p. 1.

53. Groupe international des juristes pour les droits humains, « The 1985 Guatemalan Elections... », *op. cit.*, p. 4.

54. Révérend Daniel Long (et sept autres observateurs du groupe œcuménique), « March 25, 1984. Elections in El Salvador », document ronéotypé, 1984, p. 4.

55. *Ibid*, p. 6.

56. Groupe international des juristes pour les droits humains, « The 1985 Guatemalan Elections... », *op. cit.*, p. 54.

57. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua... », *op. cit.*, p. 15.

58. « Media Coverage of El Salvador's Election », *Socialist Review*, avril 1983, p. 29.

59. « Salvadorans Jam Polling Stations : Rebels Close Some », *NYT*, 29 mars 1982.

60. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections...*, *op. cit.*, p. 164-7.

61. « Salvadorans Jam Polling Stations », *NYT*, 29 mars 1982.

62. Lydia Chavez, « Salvadoran Promises Safe Election », *New York Times*, 14 mars 1984.

63. Pour davantage d'exemples des différentes acceptions que les médias peuvent donner au terme « modéré », lire Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism*, *op. cit.*, chap II.8.

64. Marlise Simons, « Guatemala : The Coming Danger », *Foreign Policy*, été 1981, p. 101 ; Scott Anderson et John Lee Anderson, *Inside the League : The Shocking Exposé of How Terrorists, Nazis, and Latin American Death Squads Have Infiltrated the Anti-Communist League*, Dodd, Mead, 1986, p. 175 ; Alan Nairn, « Controversial Reagan Campaign Links with Guatemalan Government and Private Sector Leaders », mémoire de recherche pour le Council on Hemispheric Affairs, 30 octobre 1980, p. 11.

65. Council on Hemispheric Affairs, « News and Analysis », 6 février 1987.

66. Pour une démonstration sans équivoque de la totale servilité et mauvaise foi de *Time* dans sa couverture des élections en République dominicaine et au Vietnam en 1960, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections...*, *op. cit.*, p. 45-6, 51-2, 83-6.

67. Un résumé de ce document fut donné par Enfoprensa News Agency, « Information on Guatemala », 22 juin 1984. Cet excellent bulletin hebdomadaire d'informations sur le Guatemala rapporte un flot continu de nouvelles apparemment dignes d'être publiées – malheureusement concernant des victimes dépourvues d'intérêt et, de fait, sans intérêt pour les médias.

68. Déclaration datée d'octobre 1985, citée *in* Groupe international des juristes pour les droits humains, « The 1985 Guatemalan Elections... », *op. cit.*

69. Enfoprensa News Agency, « Information on Guatemala », *op. cit.*

70. *Ibid.*

71. « A New Chance in Guatemala », 12 décembre 1985.

72. Stephen Schlesinger et Stephen Kinzer, *Bitter Fruit*, Doubleday, 1982.

73. Lucinda Broadbent, « Nicaragua's Elections : A Cruz Around the Issues. Comparative Analysis of Media Coverage of the 1984 Elections », p. 77.

74. *Ibid.*, p. 99.

75. Pour davantage de détails, lire l'introduction de Noam Chomsky à Morris Morley et James Petras, *The Reagan Administration and Nicaragua,* Institute for Media Analysis, Monograph I, 1987 ; spéc. note 32, où se trouve aussi étudiée l'interprétation déformée que donne Robert Leiken du rapport de la commission néerlandaise dans la *New York Review of Books* du 5 décembre 1985 : sans s'en justifier le moins du monde, Leiken rejette aussi le rapport LASA comme pro-sandiniste, c'est-à-dire comme n'aboutissant pas aux bonnes conclusions.

76. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua... », *op. cit.*, p. 2.

77. Lire en particulier ses articles « Sandinista Is Favored but Runs Hard » (30 octobre 1984), « Going Through the Motions in Nicaragua » (4 novembre), et « Sandinistas Hold Their First Elections » (5 novembre).

78. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 7.

79. Délégation parlementaire irlandaise inter-partis, « Les élections au Nicaragua, novembre 1984 », p. 5.

80. *Ibid.*, p. 14.

81. Délégation parlementaire irlandaise inter-partis, « Les élections au Nicaragua… », *op. cit.*, p. 5, 7, 6.

82. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 16, 28.

83. *Ibid.*, p. 16.

84. *Ibid.*, p. 27.

85. « Sandinistas Hold Their First Election », *NYT*, 5 novembre 1984.

86. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 15, 28.

87. Edward Schumacher cite cette déclaration de Duarte dans le *New York Times* du 21 février 1981.

88. Stephen Engelberg, *NYT*, 15 juillet 1987.

89. Stephen Kinzer, « Ex-Contra Looks Back Finding Much to Regret » *NYT*, 8 janvier 1988.

90. Philip Taubman, « U.S. Role in Nicaragua Vote Disputed », *NYT*, 21 octobre 1984.

91. Pratap C. Chitnis, « Observing El Salvador : The 1984 Elections », *Third World Quarterly*, octobre 1984, p. 971-3.

92. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 18.

93. Délégation parlementaire irlandaise inter-partis, « Les élections au Nicaragua… », *op. cit.*, p. 7.

94. Stephen Kinzer, « Ortega : Can He Be Trusted ? », *New York Times Magazine*, 10 janvier 1988 ; « Ex-Contra Looks Back », *NYT*, 8 janvier 1988. Quant à ce qu'il en fut réellement des accords de paix et de la contribution des médias à leur abrogation au service des politiques gouvernementales, lire Noam Chomsky, *Culture of Terrorism*, *op. cit.*, et différents articles relatant l'événement dans *Z magazine* (janvier 1988, mars 1988).

95. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 18.

96. Council on Hemispheric Affairs, « Washington Report on the Hemisphere », 23 juillet 1986.

97. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 24, 27, 25, 28.

98. *Ibid.*, p. 26, 32.

99. Pour une analyse plus détaillée des articles du *NYT* sur ces sujets, lire Edward S. Herman, « Objective' News as Systematic Propaganda : *The New York Times* on the 1984 Salvadoran and Nicaraguan Elections », *Covert Action Information Bulletin*, n° 21, été 1984.

100. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 31.

101. Pour une évaluation de ce dont se sont montrés capables les observateurs officiels et semi-officiels américains en République dominicaine, au Vietnam, au Salvador et au Zimbabwe, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*

102. LASA, « The Electoral Process in Nicaragua… », *op. cit.*, p. 5.

103. « Election Risks in Cambodia », *NYT*, 28 novembre 1997, éditorial.

104. « Gathering Storm in Serbia ? » *Washington Post*, 11 septembre 2000, éditorial ; « Repudiating Mr Milosevic », *NYT*, 26 septembre 2000, éditorial.

105. « Kenya's Flawed Elections », *NYT*, 31 décembre 1997, éditorial.

106. « Mexico's Radical Insider », *NYT*, 3 juillet 1988, éditorial.

107. « The Missing Reform in Mexico », *NYT*, 24 août 1991, éditorial.

108. « Turkey Approaches Democracy », *NYT*, 11 novembre 1983, éditorial.

109. « Victories for Voters in Latin America. Uruguay's Slow Boat to Democracy », *NYT*, 1er décembre 1984, éditorial.

110. « A Victory for Russian Democracy », *NYT*, 4 juillet 1996, éditorial.

111. « And The Winner Is ? », *Moscow Times*, 9 septembre 2000 ; lire aussi Matt Taibbi, « OSCE – The Organization for Sanctioning Corrupt Elections », *The Exile*, 14-28 septembre 2000, n° 18/99.

112. Pour une analyse plus détaillée de cet article, lire Matt Taibbi, « OSCE », *art. cit.*

113. Pour plus de détails sur la couverture, abjecte de A à Z, de l'effondrement économique et social de la Russie dans les plus grands médias américains, ainsi que sur celle des élections, lire Stephen Cohen, *Failed Crusade…*, *op. cit.*, chap. I.

114. Pour davantage d'informations sur les antécédents de Penniman et une étude de ses méthodes en tant qu'observateur, lire « Penniman on South Vietnamese Elections : The Observer-Expert as Promoter-Salesman », *in* Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections…*, *op. cit.*, annexe II.

115. Cité par Robert Pear, « U.S. Observers Disagree on Extent of Philippines Fraud », *NYT*, 12 février 1986.

IV. Le complot de la filière bulgare et du KGB pour assassiner le pape

1. Lire Philip Paull, « International Terrorism : The Propaganda War », mémoire de thèse, San Francisco State University, juin 1982 ; Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 66-71.

2. Les raisons de l'importance cruciale de ce point pour Menahem Begin sont exposées *ibid.*, note 3.

3. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 102-3, 206-7.

4. Pour une étude plus approfondie de ces émissions NBC-TV, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, « The KGB Plot to Assassinate the Pope : A Case Study in Free World Disinformation », *Covert Action Information Bulletin*, printemps-été 1983, n° 19, p. 13-24

5. Transcription du commentaire de Kalb, *in The Man Who Shot the Pope. A Study of Terrorism*, documentaire NBC-TV, première diffusion le 21 septembre 1982.

6. Pour avoir une idée de la représentation de la réalité par milieux conservateurs, lire George Kennan, *The Nuclear Delusion : Soviet-American Relations in the Nuclear Age*, Pantheon, 1982 ; John Lowenhardt, *Decision-Making in Soviet Politics*, St. Martin's, 1981 ; Jerry Hough et Merle Fainsod, *How the Soviet Union Is Governed*, Harvard UP, 1979.

7. Ugur Mumçu, *Papa, Mafya, Agça*, Tekin Yayinevi, 1984, p. 213-20. Mumçu rédigea aussi une somme sur Agça et ses antécédents, *Agça Dosyasi*, Tekin Yayinevi, 1984.

8. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 113-4.

9. Pour une analyse détaillée de cette théorie, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, 138-140.

10. Michael Dobbs, « Child of Turkish Slums », *Washington Post*, 14 octobre 1984.

11. Pour une étude plus approfondie de cette stratégie et d'autres sujets abordés dans ce paragraphe, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 71-98.

12. Tribunal de grande instance de Rome, « Judgement in the Matter of Francesco Pazienza et al. », 29 juillet 1985.

13. Diana Johnstone, « Latest Scandal Leads to Reagan Administration », *In These Times*, 5-11 décembre 1984.

14. Tana de Zulueta et Peter Godwin, « Face to Face with the Colonel Accused of Plotting to Kill the Pope », *Sunday Times*, 26 mai 1983, p. 50.

15. « Behind the Scenes of the Agca Investigation », *Milliyet*, novembre 1984.

16. Pour davantage de détails au sujet des aspects les plus suspects de cette identification photographique, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 110-1.

17. Tana de Zulueta et Peter Godwin, « Face to Face... », *art. cit.*, p. 50.

18. Pour la description du débat Sterling/Cockburn, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 123-4 ; sur la presse écrite, *ibid.*, p. 199-202.

19. Respectivement Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 24-27, et Diana Johnstone, « Bulgarian Connection : Finger-pointing in the Pontiff Plot Labyrinth », *In These Times*, 29 janvier-4 février 1986.

20. Pour une évaluation statistique des proportions de ce parti pris, voir tableau 7-1, « Sterling-Henze-Ledeen Dominance of Media Coverage of the Bulgarian Connection, september 1982-may 1985 », *in* Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 182-3.

21. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, chap. VI, « The Disinformationists ».

22. Claire Sterling, *Terror Network*, Rinehart & Winston / Reader's Digest Press, 1984, p. 34.

23. Claire Sterling, *Terror Network*, *op. cit.* , p. 290 ; Leslie Gelb, « Soviet-Terror Ties Called Outdated », *New York Times*, 18 octobre 1981 ; Bob Woodward, *Veil*, Simon & Schuster, 1987, p. 124-9. Pour une réfutation plus détaillée, lire Edward S. Herman, *The Real Terror Network*, *op. cit.*

24. Lire Lars-Erik Nelson, « The Deep Terror Plot : A Thickening of Silence », *New York Daily News*, 24 juin 1984 ; Alexander Cockburn, « Beat the Devil », *The Nation*, 17-24 août 1985.

25. Lire aussi « Why Is the West Covering Up for Agca ? Exclusive Interview with Claire Sterling », *Human Events*, 21 avril 1984.

26. *Panorama*, 26 mai 1985, p. 107.

27. Sur les « mensonges de Henze », lire les ouvrages d'Ugur Mumçu, *op. cit.*

28. Paul Henze, « The Long Effort to Destabilize Turkey », *Atlantic Community*, hiver 1981-1982, p. 468.

29. *New York Times Book Review*, 19 mai 1985. Pour une analyse de la « théorie néo-conservatrice des médias » de Ledeen, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 166-70.

30. Pour davantage sources et de documentation, lire *ibid.*, p. 93-8 et 160-1 ; aussi Jonathan Kwitny, « Tale of Intrigue : Why an Italian Spy Got Closely Involved in the Billygate Affair », *Wall Street Journal*, 8 août 1985.

31. « McNeil-Lehrer News Hour », 27 mai 1985.

32. Pour une analyse plus détaillée, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 14, 15, 200.

33. Pour une étude de tout ce qui rendait l'identification photographique des Bulgares, le 9 novembre 1982, franchement sujette à caution, mais aussi de la conduite générale de l'affaire par le juge d'instruction Martella, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, chap. V.

34. Sur la probabilité que la photographie d'Antonov ait effectivement été « fabriquée » comme outil de désinformation, lire Howard Friel, « The Antonov Photo and the "Bulgarian Connection" », *Covert Action Information Bulletin*, printemps-été 1984, n° 21, p. 20-1.

35. Le seul à rendre compte du retour de Wienstein « sans révélations fracassantes » (c'est-à-dire bredouille) était un article de R. C. Longworth, « Probe Intro 81 Pope Attack Short of Funds », *Chicago Tribune*, 6 mai 1994.

36. Lire « The Gates Hearings. Excerpts from Senate Hearing of Nomination of CIA Chief », *New York Times*, 2 octobre 1991.

37. Lire Edward S. Herman et Howard Friel, « "Stacking the Deck" on the Bulgarian Connection », *Lies of our Times*, novembre 1991 ; Michael Ross, « Gates Corrupted CIA Intelligence, Ex-Officials Say », *Los Angeles Times*, 2 octobre 1991 ; Benjamin Weiser, « Papal Shooting Analysis : Case Study in Slanting ? » *Washington Post*, 1er octobre 1991.

38. « The Fingerprints on Agça's Gun », *New York Times*, 30 octobre 1984, éditorial.

39. Paul Henze, *The Plot to Kill the Pope*, Scribner's, 1985, p. 196.

40. Edward S. Herman et Frank Brodhead, *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, *op. cit.*, p. 118-20.

41. *Ibid.*, p. 102 *sq.*

42. Pour une étude plus approfondie du prétendu mobile soviétique, lire *ibid.*, p. 14-5.

43. *Ibid.*, chap. V.

44. Pour une analyse de la théorie « signalétique » de Sterling, lire *ibid.*, p. 139-41.

V. Les campagnes d'Indochine

(1) Le Vietnam

1. Les plus complètes, à notre connaissance, sont les deux études inédites de Howard Elterman, « The State, The Mass Media and Ideological Hegemony : United States Policy Decisions in Indochina, 1945-75-Historical Record, Government Pronouncements and Press Coverage », doctorat, New York University, 1978, et « The Circle of Deception : The United States Government, the National Press and the Indochina War, 1954-1984 ». Elterman analyse la couverture du *New York Times* et de divers hebdomadaires d'informations, comparant leur couverture à celle de la « presse alternative ». Lire aussi Daniel C. Hallin, *The Uncensored War : The Media and Vietnam*, Oxford UP, 1986 – étude basée sur l'intégralité de la couverture des événements par le *New York Times*,

de 1961 à mi-1965, et sur un vaste échantillonnage d'info-reportages TV, diffusés entre août 1965 et janvier 1973. L'étude la plus générale d'un événement particulier est celle en deux volumes de Peter Braestrup, *Big Story* (Westview, 1977, 2 vol.), qui porte sur l'offensive du Têt, publiée en coopération avec la Freedom House ; pour une analyse détaillée de cette étude, devenue depuis une référence incontournable (à laquelle nous reviendrons au chapitre V-5-2 et dans l'annexe IV), lire Noam Chomsky, « The U.S. Media and the Tet Offensive » (*Race & Class*, 1978, XX, I) et la version qui en est extraite, *More*, juin 1978. Lire aussi Gareth Porter, « Who Lost Vietnam ? », *Inquiry*, 20 février 1978.

2. Pour la transcription de la critique d'AIM et du débat, lire « Inside Story Special Edition : Vietnam Op/ED », Press and the Public Project, Inc., 1985 ; les transcriptions de la série de PBS « Vietnam : A Television History » ont été publiées par WGBH Transcripts, 1983. Lire aussi le guide commenté de l'émission, Stanley Karnow, *Vietnam : A History*, Viking, 1983.

3. Michel Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York UP, 1975, p. 98, 102, 106 et 113, <www.trilateral.org/projwork/tfrsums/tfr08.htm>. Les remarques de conclusion sont tirées du résumé du débat entre les membres de la commission, annexe I-4.

4. « Introduction » à Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, p. xviii ; la phrase citée est le titre d'un pamphlet de la Freedom House paru en 1967 et inspiré notamment par la couverture médiatique de la guerre du Vietnam – lire *ibid.*, p. vii.

5. Commentaires de John P. Roche sur l'étude de Braestrup (*ibid.*), *Washington Star*, 26 octobre 1977.

6. Cité *in* Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. xix.

7. Bernard Fall, « Vietnam Blitz », *New Republic*, 9 octobre 1965.

8. Daniel Hallin, *The Uncensored War…*, *op. cit*, p. 192 *sq*.

9. « An Irony of History », *Newsweek*, 28 avril 1975, reproduit *in* William A. Williams, Thomas McCormick, Lloyd Gardner et Walter LaFeber, *America in Vietnam : A Documentary History*, Anchor, 1985.

10. Anthony Lewis, *NYT*, 21, 24 avril 1975 et 27 décembre 1979. Sur ces commentaires et d'autres similaires émanant du journaliste qui fut peut-être le plus ouvertement critique à l'égard de la guerre dans toute la presse à grand tirage, lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit.*, p. 28, 144 *sq* et 417n.

11. Stanley Karnow, *Vietnam : A History*, *op. cit.*, p. 9, 439, 650.

12. John King Fairbank, « Assignment for the 70's », *American Historical Review*, février 1969, 74/3 ; Irving Howe, *Dissent*, automne 1979 ; Stanley Hoffmann, *International Security*, été 1981.

13. David Fromkin et James Chace, « What Are the Lessons of Vietnam ? » et « Vietnam : The Retrospect », *Foreign Affairs*, printemps 1985.

14. McGeorge Bundy, *Foreign Affairs*, janvier 1967 ; « Memorandum secret du 7 février 1965 », *Pentagon Papers*, Beacon Press, 1972, III, 309.

15. Pour davantage de commentaires et d'analyses, lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, spéc. chap. IV.

16. Lawrence Lifschultz, *Far Eastern Economic Review* (Londres), 30 janvier 1981.

17. « Don't Forget Afghanistan », *The Economist*, 25 octobre 1980.

18. Noam Chomsky, *At War with Asia*, Pantheon, 1970, p. 213-4. Pour une exception notable, lire D. S. Greenway, *Life*, 3 avril 1970. Pour un inventaire de données non

officielles parfaitement accessibles aux journalistes, pour autant que leur intention réelle fût jamais d'établir les faits, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, Pantheon, 1973, p. 214 *sq*. Lire aussi Fred Branfman, « Presidential War in Laos », *in* Nina S. Adams, Alfred W. McCoy (dir.), *Laos : War and Revolution*, Harper & Row, 1970.

19. Pour davantage d'éléments, lire Daniel Hallin, *The Uncensored War…*, *op. cit*, p. 39 *sq*.

20. *Ibid.*, p. 53.

21. E. W. Kenworthy, *NYT*, 10 mai 1961 ; David Halberstam, *NYT*, 20 janvier 1963 ; *NYT*, 13 mai 1961 – cité *ibid.*, p. 53-4.

22. « Where Washington Reporting Failed », *Columbia Journalism Review*, hiver 1970-1971, cité par James Aronson, « The Media and the Message », *in* Noam Chomsky et Howard Zinn (dir.), « Critical Essays and Index », *Pentagon Papers*, *op. cit.*, V.

23. State Department, « Policy and Information Statement on Indochina », juillet 1947, cité *in* George C. Herring, *America's Longest War*, Wiley, 1979, p. 8.

24. Department of Defense, *United States-Vietnam Relations, 1945-67*, VIII, p. 144-5 [version gouvernementale des *Pentagon Papers*] ; lire aussi Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 7-32. Pour une réflexion générale sur la guerre, lire George C. Herring, *America's Longest War*, *op. cit.* ; Gabriel Kolko, *Anatomy of a War*, Pantheon, 1985 – propos plus particulièrement centré sur la stratégie et les objectifs des communistes vietnamiens ; R. B. Smith, *An International History of the Vietnam War*, St. Martin's, 1983, 1985 – les deux premiers volumes d'une étude qui devait au départ en compter quatre, au demeurant assez mal nommée, tant elle demeure centrée sur la « stratégie communiste internationale ». Pour ce qui concerne la période avant 1965, lire particulièrement George M. Kahin, *Intervention : How America Became Involved in Vietnam*, Knopf, 1986. On trouve une documentation des plus utiles dans William A. Williams *et al.*, *America in Vietnam…*, *op. cit.*

25. R. Lindholm (dir.), *Vietnam : The First Five Years*, Michigan State UP, 1959, p. 346.

26. Douglas Pike, *Viet Cong*, MIT Press, 1966, p. 91-2, 101.

27. Douglas Pike, *War, Peace and the Vietcong*, MIT Press, 1969, p. 6. Une telle évaluation n'était pas rare au sein du gouvernement comme parmi les experts – lire Douglas Pike, *Viet Cong*, *op. cit.*, p. 110, 362 ; Henry Cabot Lodge, *Pentagon Papers*, *op. cit*, II, 376.

28. Guenter Lewy, *America in Vietnam*, Oxford UP, 1978. Pour une analyse détaillée de ce vulgaire exercice de propagande aux faux airs de « recherche universitaire », lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit.*, chap. V. Lewy reconnaît tacitement la justesse de cette critique en l'éludant prudemment – à comparer avec sa réponse aux critiques dans le *Washington Quarterly* (automne 1979). Pour une étude plus approfondie des convictions et du niveau intellectuel d'un homme que d'aucuns tiennent tout à fait sérieusement pour un universitaire, lire son analyse de la nécessité pour l'État de prendre des mesures drastiques pour mettre le public à l'abri des « mensonges » des subversifs et de s'assurer que le public n'est pas leurré par « l'ordre du jour caché » de groupes tels que Clergy and Laity Concerned [une organisation religieuse qui fonde et soutient des missions dans le tiers-monde], Coalition for a New Foreign and Military Policy [organisation pacifiste], North American Congress on Latin America [ONG qui s'efforce de venir en aide, soutenir et défendre les populations d'Amérique latine] et bien d'autres qui tentent de dissimuler « leur adhésion au communisme à la cubaine » et qui sont engagés dans une entreprise de « duperie » et de « subversion ». Comme il le faisait justement remarquer et le démontrait par inadvertance dans son étude, « d'un point de vue totalitaire, tout opposant est, par définition,

un subversif » : Guenter Lewy, « Does America Need a *Verfassungsschutzbericht* ? », *Orbis*, automne 1987.

29. Mémorandum inédit sur les inconvénients de la pacification, diffusé au sein des troupes américaines en 1965, et dont une copie fut donnée par Vann à Alex Carey, University of New South Wales, Australia.

30. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, II, p. 304.

31. Interview parue dans *Stern* et reprise dans *New Advocate*, 1-15 avril 1972 ; Maxwell Taylor, *Pentagon Papers*, *op. cit.*, III, 669.

32. Walter LaFeber, *in* Guenter Lewy, *America in Vietnam*, *op. cit.*, p. 236, y compris le texte de la résolution.

33. Discours de Stevenson devant le Conseil de sécurité des Nations unies, 21 mai 1964, *Pentagon Papers*, *op. cit.*, 715-6 ; pour davantage de documentation sur l'acception américaine du concept d'« agression », lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 114 *sq.*

34. Bernard Fall, « Vietcong – The Unseen Enemy in Vietnam », *New Society*, 22 avril 1965.

35. Bernard Fall, *Last Reflections on a War*, Doubleday, 1967.

36. Samuel Huntington, *Foreign Affairs*, juillet 1968.

37. Paul Quinn-Judge, *Far Eastern Economic Review*, 11 octobre 1984.

38. Charles Kadushin, *The American Intellectual Elite*, Little, Brown, 1974.

39. *Philadelphia Inquirer*, 30 août 1987.

40. Charles Mohr, citant un « responsable sud-vietnamien », *NYT*, 24 octobre 1966. Edward S Herman a publié en 1971 une compilation de citations de différents généraux de Saigon, entre autres hauts responsables du régime, au sujet de la nécessité de temporiser, du fait de leur absence totale de soutien au sein de la population indigène, qui rendait leur position intenable : « Free Choice or Subjugation » *American Report*, 7 mai 1971.

41. George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 89, 60-1. Au sujet des révélations des *Pentagon Papers* (suite du texte), lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 104-5.

42. Lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, resp. p. 104-5, 100 *sq.*

43. George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 91, 208.

44. Howard Elterman, « The Circle of Deception… », *op. cit.*, et « The State, The Mass Media… », *op. cit.*, p. 182 *sq.*

45. Susan Welch, « The American Press and Indochina », *in* Richard L. Merritt (dir.), *Communications in International Politics*, University of Illinois Press, 1972. Dans son échantillon, seul le très isolationniste *Chicago Tribune* était opposé à l'intervention américaine et mettait en cause les présupposés de l'administration.

46. Bernard Fall, « Vietcong – The Unseen Enemy in Vietnam », *art. cit.* ; Gabriel Kolko, *Anatomy of a War*, *op. cit.*, p. 89.

47. « Lüsung für Vietnam », *Neues Forum*, août/septembre 1969 ; lire aussi Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, South End Press, 1979, I, p. 302, 422.

48. Lire, entre autres, Douglas Pike (*Viet Cong*, *op. cit.*), expert du gouvernement américain ; et plus particulièrement Jeffrey Race, *War Comes to Long An* (University of California Press, 1972) : une étude très complète de la période qui précède l'invasion illégale par un conseiller militaire jouissant d'un accès total aux données des services de renseignements américains et saigonnais, ainsi que témoin direct, voire acteur.

49. « The Situation and Tasks for 1959 », tiré de la collection de documents de Jeffrey Race, cité *in* Gareth Porter, *A Peace Denied : The United States, Vietnam, and the Paris Agreement*, Indiana UP, 1975, p. 281.

50. Jeffrey Race, *War Comes to Long An*, *op. cit.* ; on trouve littéralement la même description – en plus désespéré – dans l'étude de Douglas Pike, *Viet Cong*, *op. cit.*

51. *NYT*, 15 septembre 1969.

52. George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 208 et chap. VII-IX.

53. *Ibid.*, p. 183 *sq.*

54. Lyndon Johnson, 20 mars 1964 ; Maxwell Taylor, 27 novembre 1964. Pour davantage de documentation et une étude plus approfondie basée sur les archives des *Pentagon Papers*, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 127 *sq.*

55. George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 238, 241, 245.

56. Pour davantage de références et une plus ample discussion, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 110 *sq.* ; aussi Wallace J. Thies, *When Governments Collide : Coercion and Diplomacy in the Vietnam Conflict, 1964-68*, University of California Press, 1980.

57. E. W. Kenworthy, *NYT*, 17 novembre 1961. Au sujet des décisions du président Kennedy, lire Kenworthy, *NYT*, 10 mai 1961. Concernant la mission de Lyndon Johnson en Asie, lire Daniel Hallin, *The Uncensored War…*, *op. cit*, p. 31, 53.

58. Robert Trumbull, 18 février 1962 ; Hanson Baldwin, 16 septembre 1962 et 13 mai 1961 ; Tom Wicker, 11 février 1965 ; David Halberstam, 20 janvier et 11 mars 1963 ; Homer Bigart, 1er et 15 avril 1962 – lire Daniel Hallin, *The Uncensored War…*, *op. cit*, p. 51-6, 84.

59. George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 142.

60. James Reston, *NYT*, 25 avril 1965 ; Peter Jennings, ABC-TV, 8 mars 1966 ; Jack Perkins, NBC-TV, 11 janvier 1966 ; Daniel Hallin, *The Uncensored War…*, *op. cit.*, resp. p. 89, 91, 229, 137, 140, 141.

61. George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 287.

62. On trouve un large échantillon de reportages *in* Seymour Melman (dir.), *In the Name of America*, Turnpike Press, 1968. Pour une analyse de l'information accessible à l'époque, lire Edward S. Herman, *Atrocities in Vietnam : Myths and Realities*, Pilgrim Press, 1970.

63. *NYT*, 6 mai 1972.

64. Takashi Oka, *Christian Science Monitor*, 4 décembre 1965 ; Bernard Fall, « Vietnam Blitz », *New Republic*, 9 octobre 1965.

65. Sidney Hook, « Lord Russell and the War Crimes "Trial" », *New Leader*, 24 octobre 1966.

66. Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.*, p. 98 *sq.*

67. « Truck versus Dam », *Christian Science Monitor*, 5 septembre 1967.

68. Henry Kamm, *NYT*, 15 novembre 1969 et 6 avril 1971. Pour davantage de détails, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 225 *sq.*

69. Amando Doronila, « Hanoi Food Output Held Target of U.S. Bombers », AP et *Christian Science Monitor*, 8 septembre 1967 – trois jours après les réflexions philosophiques de Joseph Harsch citées plus haut.

70. Sur ce qui montre que de tels risques étaient clairement perçus, lire George M. Kahin, *Intervention…*, *op. cit*, p. 338 *sq.*, 384, 400.

71. Pour une documentation extraite des archives officielles, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 4 *sq.*, 70 *sq.*

72. Seymour Hersh, *My Lai Four*, Random House, 1970 ; *Cover-up*, Random House, 1972 ; *NYT*, 5 juin 1972. Sur My Khe, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 251 et xx.

73. Henry Kamm, « New Drive Begins in Area of Mylai », *NYT*, 1er avril 1971 ; Martin Teitel, « Again, the Suffering of Mylai », *NYT*, 7 juin 1972.

74. Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 222.

75. Cité *in* Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, I, p. 316 *sq.* – d'après les notes inédites de Buckley, mises à la disposition des auteurs. Au sujet de l'opération Speedy Express, *ibid.*, p. 313 *sq.*

76. « Five Years Later, My Lai Is a No Man's Town, Silent and Unsafe », AP et *NYT*, 16 mars 1973 – souligné par nous.

77. Edward Jay Epstein, « The War in Vietnam : "What Happened" vs. "What We Saw" » *TV Guide*, 29 septembre, 6 octobre, 13 octobre 1973 ; repris *in* Edward Jay Epstein, *Between Fact and Fiction*, Vintage, 1975.

78. Pour quelques exemples, lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit.*

79. Daniel Hallin, *The Uncensored War...*, *op. cit.*, p. 110, 161-2 ; citation de Johnson *in* George C. Herring, *America's Longest War*, *op. cit.* p. 204.

80. *Ibid.*, p. 201-3 ; s'agissant des élections, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration...*, *op. cit.* ; et *supra*, chap. III.

81. CBS-TV 23 août 1965 – souligné par nous ; Daniel Hallin, *The Uncensored War...*, *op. cit.*, p. 118, 130-41.

82. Note inédites de Kevin Buckley, *in* Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.* – pour davantage de détails sur ce crime de guerre de premier ordre, *ibid.*, I, p. 313 *sq.* Hallin souligne que le delta semblait une jungle abandonnée car « il avait été dévasté par les raids de B-52 de la fin des années 1960 ».

83. Daniel C. Hallin, *The Uncensored War...*, *op. cit.*, p. 172, 143.

84. *Ibid.*, p. 148-58.

85. *Ibid.*, p. 209-10.

86. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, II, p. 668-9, 653 ; Douglas Pike, *Viet Cong*, *op. cit.*, ; *Pentagon Papers*, *op. cit.*, II, III ; et, pour une analyse détaillée, George M. Kahin, *Intervention...*, *op. cit.*

87. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, III, p. 150 ; George M. Kahin, *Intervention...*, *op. cit.*, p. 205.

88. George M. Kahin, *Intervention...*, *op. cit.*, p. 219 *sq.* ; R. B. Smith, *An International History...*, *op. cit.*, II, p. 277-80.

89. *Ibid.*

90. Daniel C. Hallin, *The Uncensored War...*, *op. cit.*, p. 19, 16, 20, 70 *sq.*

91. Lire Howard Elterman, « The State, The Mass Media... », *op. cit.*, p. 274 *sq.*, et « The Circle of Deception... », *op. cit.*, chap. VI, pour analyse et documentation détaillée.

92. *Time*, 14 août, en couverture ; *Newsweek*, 17 et 24 août ; U.S. *News & World Report*, 17 août – cités avec commentaires par Howard Elterman, *ibid.*

93. Daniel C. Hallin, *The Uncensored War...*, *op. cit.*, p. 21.

94. *New Statesman*, 7 août ; *National Guardian*, 8 et 15 août (trois articles) ; *I.F. Stone's Weekly*, 10 et 24 août, 7 septembre. Cité et commentés par Howard Elterman (« The State, The Mass Media... » et « The Circle of Deception... », *op. cit.*), qui note aussi que la *New Republic* fit sienne la version du gouvernement sans jamais la remettre en cause, en dépit d'un certain pessimisme au sujet des perspectives – cette même version trouva aussi écho dans *The Nation*.

95. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, III, p. 107.

96. *Ibid.*, p. 531, 207.

97. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, note I. Don Oberdorfer, *Washington Post Magazine*, 29 janvier 1978 – Oberdorfer est l'auteur de *Tet !* (Doubleday, 1971), qui fut présentée comme une « excellente » étude (*ibid.*, I, p. xiii). Journaliste, Diamond (*New York Times Book Review*, 4 décembre 1977) fut nommé à la tête du News Study Group, département de sciences politiques du MIT. Charles Mohr, « Hawks and Doves Refight Tet Offensive at Symposium » *NYT*, 27 février 1978. R. B. Smith, « Reading History : The Vietnam War », *History Today*, octobre 1984.

98. Peter Braestrup, *Big Story*, I, p. 705 *sq.*

99. George C. Herring, *America's Longest War*, *op. cit.*, p. 200-1.

100. Au sujet du rôle de la Freedom House au service de l'État et contre la démocratie, lire Edward S. Herman et Frank Brodhead, *Demonstration Elections...*, *op. cit.*, annexe I – une infime portion de ce qui mériterait d'être clairement rendu public dans ce domaine.

101. Pour davantage de documentation et de commentaires, lire Noam Chomsky, « The U.S. Media and the Tet Offensive », *op. cit.*, et *More*, *op. cit.*, auxquels nous faisons largement référence (particulièrement dans l'annexe IV) ; ainsi que Gareth Porter, « Who Lost Vietnam ? », *op. cit.*

102. Wallace Thies, *When Governments Collide*, *op. cit.*, p. 201. Pour d'autres commentaires sur la question, lire de Gareth Porter, *A Peace Denied...*, *op. cit.*, p. 67.

103. *NYT*, 20 février, 4 avril 1968.

104. Sur les estimations internationales du gouvernement américain, lire *infra*, chap. V ; et Gabriel Kolko, *Anatomy of a War*, *op. cit.*, p. 329.

105. *Ibid.*, p. 189. Les propos de Townsend Hoopes sont extraits de son livre *Limits of Intervention*, McKay, 1969, p. 145 – cité *in* Herring (*America's Longest War*, *op. cit.*) et Thies (*When Governments Collide*, *op. cit.*).

106. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 548, 558. Étude USG citée par Porter à propos de *Big Story*. Déclaration de McNamara devant le Comité des services armés du Sénat, 22 janvier 1968, II, 20.

107. George M. Kahin, *Intervention...*, *op. cit.*, p. 386 *sq.*

108. George C. Herring, *America's Longest War*, *op. cit.*, p. 204.

109. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 67 *sq.* ; Burns W. Roper *ibid.*, I, chap. XIV.

110. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. xxxiv.

111. Pour des interprétations sérieuses des causes du basculement de la politique américaine laissant de côté les inepties de la Freedom House, lire Herbert Schandler, *The Unmaking of a President*, Princeton UP, 1977 ; Wallace J. Thies, *When Governments Collide...*, *op. cit.* ; Gabriel Kolko, *Anatomy of a War*, *op. cit.* Tous insistent sur le point particulièrement crucial de la crise économique que le coût même de la guerre semblait sur le point de provoquer.

112. Pour une analyse de ces événements de premier ordre, lire George M. Kahin, *Intervention...*, *op. cit.*, p. 421 *sq.*

113. Don Oberdorfer, *Tet !*, *op. cit.* ; Gareth Porter, *A Peace Denied*, *op. cit.*, p. 66. Au sujet de ce massacre « oublié » et des efforts déployés pour attirer plutôt l'attention sur les exactions commises par les forces du FNL se repliant sur leurs positions, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, I,

p. 345 *sq.*, ainsi que les sources qui y sont citées, particulièrement Gareth Porter (« The 1968 "Hué Massacre" », *Congressional Record*, 19 février 1975, p. S-2189-94) et la recension de *Big Story* par Porter. Celui-ci note que les estimations de Braestrup au sujet de la destruction de Hué se situent bien au-dessous de celles de l'USAID, selon lesquelles, en avril, 77 % des bâtiments de Hué avaient été intégralement détruits ou sérieusement endommagés.

114. Gabriel Kolko, *Anatomy of a War*, *op. cit.*, p. 309.

115. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 539. Pour les estimations de McNamara, lire sa déclaration devant le Comité des forces armées du Sénat, 22 janvier 1968 (cité par Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, II, p. 14 *sq.*).

116. Bernard Weinraub, *NYT*, 8 février 1968 ; Lee Lescaze, *Washington Post*, 6 février 1968 – cité par Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, II, p. 116 *sq.*

117. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 728.

118. Robert Shaplen, « Letter from Saigon », *The New Yorker*, 2 mars 1968. Il estime la proportion de soldats nord-vietnamiens au sein des forces engagées au dixième à peine des quelque cinquante à soixante mille hommes sur le terrain.

119. Jean-Claude Pomonti, *Le Monde hebdomadaire*, 4-8 février 1968.

120. Charles Mohr, *NYT*, 14 février 1968 – au sujet de Mohr, lire Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 78.

121. CBS-TV, 14 février 1968 ; Daniel Hallin, *The Uncensored War...*, *op. cit*, p. 171 ; Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 158.

122. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. xxii.

123. *Boston Globe*, 24 février 1968.

124. Marc Riboud, *Le Monde*, 13 avril 1968 ; *Newsweek*, 19 février, 30 mars ; « CBS-TV Morning News », 12 février 1968 – cité *in* Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 274 ; John Lengel, AP, 10 février 1968 – cité *ibid.*, p. 269.

125. Philip Jones Griffiths, *Vietnam Inc*, Macmillan, 1971 – avec photographies du déroulement des combats.

126. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 625.

127. *Ibid.*, p. 626, 630.

128. *Ibid.*, II, p. 184-6.

129. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 546 *sq.*

130. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 568, 613.

131. Paul Quinn-Judge, « Soviet Publication Paints Bleak Picture of War in Afghanistan », *Christian Science Monitor*, 21 juillet 1987 – Quinn-Judge paraphrase les propos de Braestrup.

132. Bill Keller, « Soviet Official Says Press Harms Army », *NYT*, 21 janvier 1988.

133. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 441 – souligné par Komer. Sur l'idée que se fait Komer du rôle qui fut le sien et sur ce qu'il fut en réalité, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 84 *sq.*

134. Seymour Hersh, *The Price of Power*, Summit, 1983, p. 582, 597 – ouvrage qui cite le conseiller du Président Charles Colson et le général Westmoreland.

135. Pour une documentation sans équivoque à ce sujet, lire Noam Chomsky, « Indochina and the Fourth Estate », *Social Policy*, septembre-octobre 1973 – réédité *in* Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit.*, où se trouve développé le sujet d'un article antérieur paru dans *Ramparts*, avril 1973. Lire aussi Gareth Porter, *A Peace Denied...*, *op. cit.* ; Gabriel Kolko, *Anatomy of a War*, *op. cit.* ; Seymour Hersh, *The Price of Power*, *op. cit.* Au sujet des médias durant cette période (octobre 1972 à janvier 1973), lire aussi Howard Elterman, « The State, The Mass Media... », *op. cit.*, p. 347 *sq.*, où se trouve documentée la manière dont l'écrasante unanimité des médias s'est strictement cantonnée à la version gouvernementale de la tournure que prenaient les événements.

136. Cité *in* Seymour Hersh, *The Price of Power*, *op. cit.*, p. 604.

137. Stanley Karnow, *New Republic*, 27 janvier 1973.

138. James N. Wallace, *U.S. News & World Report*, 26 février 1973.

139. *Boston Globe*, 25 janvier 1973 – cité *in* Gareth Porter, *A Peace Denied...*, *op. cit.*, p. 181.

140. Publié dans le *State Department Bulletin* du 12 février 1973 avec de petites retouches.

141. Pour une analyse détaillée, lire Noam Chomsky, « Indochina and the Fourth Estate », *art. cit.*

142. Pour davantage de documentation, lire notre article dans *Ramparts* de décembre 1974 ; Maynard Parker, *Foreign Affairs*, janvier 1975 ; Gareth Porter, *A Peace Denied...*, *op. cit* – également au sujet des déclarations du Pentagone concernant les activités et opérations nord-vietnamiennes, plutôt limitées si on les compare à l'offensive États-Unis/GVN lancée en violation du cessez-le-feu et de tous les accords signés.

143. Robert Greenberger, *Wall Street Journal*, 17 août ; Neil Lewis, *NYT*, 18 août 1987 ; pour davantage de précisions sur le contexte général, lire Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism*, *op. cit.*, II, chap. VII.

144. « Proper Uses of Power », *NYT*, 30 octobre 1983. Sur la manière dont cette tâche fut définie dans l'immédiat après-guerre, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II – largement consacré à l'attitude des médias en Indochine entre 1975 et 1978.

145. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 420 ; *Journal of International Affairs*, 1971, 25/I.

146. Mark McCain, *Boston Globe*, 9 décembre 1984 ; mémo du 19 mai 1967, publié au cours du procès en diffamation Westmoreland-CBS.

147. Mémorandum des représentants de l'état-major général des armées à l'attention du secrétaire à la Défense, 12 février 1968 – présenté *in* Gareth Porter (dir.), *Vietnam : A History in Documents*, Meridian, 1981, p. 354 *sq.* ; *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 541, 564, 482, 478, 217, 197.

148. John E. Rielly, *Foreign Policy*, printemps 1983 et printemps 1987 ; John E. Rielly (dir.), *American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1987*, Chicago Council on Foreign Relations, p. 33.

149. *New Republic*, 22 janvier 1977. Lire Marilyn Young, « Critical Amnesia », *The Nation*, 2 avril 1977 ; sur cette critique et d'autres similaires, lire Gloria Emerson, *Winners and Losers. Battles, Retreats, Gains, Losses ans Ruins from a Long War*, Random House, 1977.

150. John Midgley, *New York Times Book Review*, 30 juin 1985 ; Drew Middleton, *NYT*, 6 juillet 1985.

151. Robert Nisbet, à propos de *Modern Times*, de Paul Johnson, *New York Times Book Review*, 26 juin 1983, p. 15.

152. *NYT*, 28 mai 1984.

153. Arthur Westing, *Bulletin of the Atomic Scientists*, février 1981 ; Colin Norman, *Science*, 11 mars 1983 ; Jim Rogers, *Indochina Issues*, Center for International Policy, septembre 1985. Au sujet des effets des campagnes de destruction chimique et environnementale américaine au Vietnam, attaques sans précédent dans l'étendue comme

dans les méthodes, lire SIPRI, *Ecological Consequences of the Second Indochina War*, Almqvist & Wiksell, 1976.

154. Ton That Thien, *Pacific Affairs*, hiver 1983-84 ; Chitra Subramaniam, *Pacific News Service*, 15 novembre 1985.

155. Conférence de presse, 24 mars 1977 ; *NYT*, 25 mars 1977.

156. Bernard Gwertzman, *NYT*, 3 mars 1985.

157. Barbara Crossette, *NYT*, 10 novembre 1985, 28 février 1988 ; AP, 7 avril 1988.

158. John Corry, *NYT*, 27 avril 1985.

159. *Time*, 15 avril 1985. L'analyse présentée ici est en partie issue de Noam Chomsky, « Visions of Righteousness », *Cultural Critique*, printemps 1986.

160. *Wall Street Journal*, 4 avril 1985.

161. Walt W. Rostow, *The View from the Seventh Floor*, Harper & Row, 1964, p. 244.

162. Stuart Creighton Miller, *« Benevolent Assimilation »*, Yale UP, 1982, p. 271.

163. Allan E. Goodman et Seth P. Tillman, *NYT*, 24 mars 1985.

164. *NYT*, 31 mars 1985 ; Charles Krauthammer, *New Republic*, 4 mars 1985.

165. Au sujet de l'opinion libanaise et du refus scandaleux des médias d'en tenir le moindre compte, au sujet aussi du contexte général, Noam Chomsky, *Fateful Triangle*, *op. cit.* (trad. fr. *op. cit.*).

166. Lire Geoffrey Warner, « The USA and the Rearmament of West Germany », *International Affairs*, printemps 1985.

167. Séance du Congrès de 1966 – cité in Gareth Porter, *A Peace Denied..., op. cit.*, p. 36.

168. John Dower, Richard DuBoff et Gabriel Kolko, « Essays », *Pentagon Papers*, *op. cit.*, V ; Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, chap. LV ; Thomas McCormick, *in* Williams *et al.*, *America in Vietnam* ; Michael Schaller, « Securing the Great Crescent », *Journal of American History*, septembre 1982.

169. Lire *supra* dans ce chapitre, ainsi que Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, I, chap. IV.

170. Citation du professeur Donald Zagoria *in* Leslie Gelb, « 10 Years After Vietnam, U.S. a Power in Asia », *NYT*, 18 avril 1985.

171. Lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 48 *sq.*, citant les analyses optimistes de la *Far Eastern Economic Review* en 1972.

172. Paul Quinn-Judge, *Far Eastern Economic Review*, *art. cit.*

173. Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.*, 286.

174. Fox Butterfield, « The New Vietnam Scholarship : Challenging the Old Passions », *New York Times Magazine*, 13 février 1983 – faisant spécifiquement référence à l'étude de Jeffrey Race *War Comes to Long An*, *op. cit.*, une analyse en profondeur de la victoire du FNL dans les zones rurales avant l'escalade des hostilités américaines de 1965. Selon l'intéressante logique de Butterfield, cette victoire se trouva « invalidée » par les événements qui devaient se dérouler des années plus tard.

175. Lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, p. 84, 166 *sq.*, 342 ; Daniel Southerland, « No Pens and Pencils for Cambodia », *Christian Science Monitor*, 4 décembre 1981 ; « U.S. Bars Mennonite School Aid to Cambodia », AP et *NYT*, 8 décembre 1981 ; Joel Charny et John Spragens, *Obstacles to Recovery in Vietnam and Kampuchea : U.S. Embargo of Humanitarian Aid*, Oxfam America, 1984.

176. Louis Wiznitzer, *Christian Science Monitor*, 6 novembre 1981 ; Henry Kamm, « In Mosaic of Southeast Asia, Capitalist Lands Are Thriving », *NYT*, 8 novembre 1981.

177. Pour une réponse point par point, montrant clairement que les accusations mêlent ostensiblement mensonges et interprétations erronées, hormis quelques points de détail modifiés dans les bulletins suivants, lire « Content Analysis and Assessment », *Inside Story Special Edition..., op. cit.*

178. Stanley Karnow, *Vietnam : A History*, *op. cit.* Pour une analyse détaillée de ce best-seller couvert d'éloges, lire Noam Chomsky, « The Vietnam War in the Age of Orwell » (*Boston Review*, janvier 1984) et Peter Biskind, « What Price Balance » (*The Nation*, 3 décembre 1983) – textes rassemblés dans *Race & Class*, 1er janvier 1984, n° 4.

179. George M. Kahin, *Intervention..., op. cit.*, p. 307-8.

180. Peter Biskind, citant un compte rendu du *London Times* ; Fox Butterfield, *NYT*, 2 octobre 1983.

181. Barbara Crossette, « Hanoi Said to Vow to Give M.I.A. Data », *NYT*, 24 octobre 1992.

182. Leslie Gelb, « When to Forgive and Forget : Engaging Hanoi and Other Outlaws », *NYT*, 15 avril 1993.

183. Lloyd Gardner, « Going Back to Vietnam for Usable Past », *Newsday*, 14 novembre 1999.

184. Sur ce point de vue, lire Michael Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy*, New York UP, 1975.

185. Robert McNamara, *In Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam*, Vintage Books, 1996 (*Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons*, Seuil, 1998).

186. Pour plus de détails et de commentaires sur ce massacre méthodique de la population du Sud-Vietnam, lire Eric Bergerud, *The Dynamics of Defeat*, Westview, 1991 ; Noam Chomsky et Edward S. Herman, *The Washington Connection...*, *op. cit.*, chap. V ; Bernard Fall, « 2000 Years of War in Vietnam », *Horizon*, printemps 1976 – reproduit *in* Bernard Fall, *Last Reflections on a War*, *op. cit.* ; Jeffrey Race, *War Comes to Long An*, *op. cit.* ; Jonathan Schell, *The Military Half : An account of Destruction in Qang Ngai and Qang Tin*, Vintage, 1968.

187. H. B. Franklin, « Antiwar and Proud of It », *The Nation*, 11 décembre 2000.

188. Douglas Brinkley, « Of Ladders and Letters », *Time*, 24 avril 2000 ; Evan Thomas, « The Last Days of Saigon », *Newsweek*, 1er mai 2000.

189. Robert McNamara, *Avec le recul..., op. cit.*, p. 319.

190. Des analyses complètes de cette histoire, et l'absence de preuves, sont présentées *in* H. B. Franklin, *M.I.A., or Mythmaking In America*, Lawrence Hill Books, 1992, et *Vietnam and Other American Fantasies*, University of Massachusetts Press, 2000.

191. *Ibid.*, p. 183.

192. Pour une analyse spécifique du peu de couverture médiatique dont fut l'objet le mouvement dissident au sein des forces armées, lire *ibid.*, p. 61-62.

193. Michael Lind, *The Necessary War,* Free Press 1999.

194. Lloyd Gardner, « Going Back to Vietnam For a Usable Past ».

195. Cité par William Buckingham Jr., *Operation Ranch Hand. The Air Force and Herbicides in Southeast Asia, 1961-1971*, US Air Force, 1982, p. 82.

196. Lire Arthur Westing (dir.) *Herbicides in War. The Long Term Ecological and Human Consequences*, SIPRI, 1984, p. 5 *sq.* ; Hatfield Consultants Ltd., *Development of Impact Mitigation Strategies Related to the Use of Agent Orange in the Aluoi Valley, Viet Nam,* West Vancouver B.C., avril 2000, vol. I.

197. William Buckingham Jr., *Operation Ranch Hand...*, *op. cit.* p. 127.

198. Cité *in* Seymour Hersh, *Chemical and Biological Warfare*, Bobbs-Merrill, 1968, p. 153 ; lire aussi J. B. Neilands *et al.*, *Harvest of Death. Chemical Warfare in Vietnam and Cambodia*, Free Press, 1972.

199. Lire Edward Herman, *Atrocities in Vietnam*, *op. cit.*, p. 81-3.

200. Lire l'article d'un professeur de médecine de Harvard, Jean Mayer, « Crop Destruction in Vietnam », *Science*, 15 avril 1966.

201. Alistair Hay, *The Chemical Scythe. Lessons of 2, 4, 5-T and Dioxin*, Plenum Publishing, 1982, p. 187-94.

202. Résolution 2603A (XXIV), assemblée générale de l'ONU, 16 décembre 1969, condamnation de la guerre chimique menée par les États-Unis.

203. Peter Waldman, « Body Count : In Vietnam, The Agony of Birth Defects Calls an Old War to Mind », *Wall Street Journal*, 12 décembre 1997.

204. Barbara Crossette, « Study of Dioxin's Effect in Vietnam Is Hampered by Diplomatic Freeze », *NYT*, 19 août 1992.

205. Matthew Meselson, Julian Robinson et Jeanne Guillemin, « Yellow Rain : The Story Collapses », *Foreign Policy*, automne 1987, p. 100-77 ; Edward S. Herman, « The Wall Sreet Journal as a Propaganda Agency », *in* Edward S. Herman, *The Myth of the Liberal Media, op. cit.*, p. 130 *sq.*

206. Peter Kann, « Clinton Ignores History's Lessons in Vietnam », *Wall Sreet Journal*, 9 septembre 1992.

207. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, resp. I, p. 158, 645, x et II, p. 180 *sq.*

208. *Ibid.*, I, p. 158.

209. *Ibid.*, I, p. 158-9.

210. *Ibid.*, I, p. 562-3.

211. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, IV, p. 548-9.

212. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, II, p. 159.

213. *Ibid.*, I, resp. p. 299, 277, 281-4 et 472.

214. Gareth Porter, « Who Lost Vietnam ? », *op. cit* ; lire aussi Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit*, I, V-2-3. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 269 *sq.*

215. *Ibid.*, I, resp. p. 285-6, 196.

216. Douglas Pike, *Viet Cong*, *op. cit.*

217. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. xxviii. Il en va de même de Don Oberdorfer, *Tet !*, *op. cit.*, ou de Stanley Karnow, *Vietnam : A History*, *op. cit.*

218. Seymour Hersh, *My Lai Four*, *op. cit*, p. 139-40.

219. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 578.

220. *Ibid.*, I, p. 568.

221. *Ibid.*, I, p. 534-6.

222. *Ibid.*, I, p. 229.

223. *Ibid.*, II, p. 216 *sq.*

224. *Ibid.*, I, p. 196 *sq.*

225. *Ibid.*, I, p. 186, 216.

226. Wallace J. Thies, *When Governments Collide*, *op. cit.*, p. 201.

227. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 565.

228. Cité *in* Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, p. 159 – la même citation est attribuée à Frank McGee.

229. *Ibid.*, I, p. 716.

230. *Ibid.*, resp. I, p. 43, II, p. 164, I, p. 78.

231. *Ibid.*, I, resp. p. 126, 92.

232. *Ibid.*, I, resp. p. 69, 72.

233. *Ibid.*, resp. I, p. 454-5, II, p. 163.

234. Douglas Kinnard, *The War Managers*, University Press of New England, 1977, p. 75, 47.

235. Au sujet des falsifications des registres concernant la suppression du mouvement bouddhiste à Danang et Hué en 1966, lire George M. Kahin, *Intervention...*, *op. cit.*, p. 536

236. Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, resp. p. 435, 403.

237. *Ibid.*, I, p. 234.

238. *Ibid.*, I, resp. p. 234, 246, 490.

239. *Time*, cité *ibid.*, I, p. 246.

240. Pour des preuves tirées des *Pentagon Papers*, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit*, p. 86 *sq.*

241. Cité *in* Peter Braestrup, *Big Story*, *op. cit.*, I, resp. p. 243, 249.

242. *Ibid.*, I, resp. p. 621, 286, 705, 714.

243. *7*, I, p. 190, 334.

VI. Les campagnes d'Indochine

(2) Laos et Cambodge

1. Lire Bernard Fall, *Anatomy of a Crisis*, Doubleday, 1969, p. 163, d'après les actes de séances du Congrès ; Walter Haney, « The Pentagon Papers and U.S. Involvement in Laos », *Pentagon Papers*, *op. cit.*, vol. V.

2. « State Department Background Notes », mars 1969 ; Denis Warner, *Reporting Southeast Asia*, Angus & Robertson, 1966, p. 171.

3. Sur cette période, lire notamment Walter Haney, « The Pentagon Papers », *art. cit.* ; Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.* ; Nina S. Adams et Alfred W. McCoy (dir.), *Laos : War and Revolution*, Harper & Row, 1970 ; Charles Stevenson, *The End of Nowhere*, Beacon Press, 1972.

4. Howard Elterman, « The State, the Mass Media... », *op. cit.*, p. 198.

5. Bernard Fall, *Anatomy of a Crisis*, *op. cit.*

6. Pour une critique détaillée des documents disponibles à l'époque concernant les différentes formes de présence étrangère sur le terrain, dans le courant des années 1960 (Nord-Vietnamiens, Thaïs, nationalistes chinois et Américains) et ce que pouvaient en dire les médias, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 178-9, et *At War with Asia*, *op. cit.*, p. 203-36.

7. Extraits reproduits *ibid.*, p. 96-7.

8. Au sujet des tentatives de l'ex-responsable du bureau du *New York Times* à Saigon, A.J. Langguth, de justifier l'occultation des bombardements du Nord Laos, en passant discrètement sur la différence fondamentale entre le bombardement de populations

civiles du Nord Laos et le bombardement de la Piste Ho Chi Minh au Sud, (acceptable, dans le seul cadre de la doctrine officielle, en terme de « défense du Sud-Vietnam contre une agression Nord-vietnamienne »), lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit*, p. 402.

9. Howard Elterman, « The State, the Mass Media… », *op. cit.*, p. 332 *sq.* et annexes.

10. Lire les ouvrages cités plus haut et Fred Branfman, *Voices from the Plain of Jars*, Harper & Row, 1972 ; Walter Haney, « A Survey of Civilian Fatalities among Refugees from Xieng Khouang Province, Laos », *in Problems of War Victims in Indochina*, audition devant le sous-comité [Kennedy] pour les réfugiés et rescapés, Sénat, 9 mai 1972, pt. 2, « Laos and Cambodia », appendice II. Il y eut quelques informations dans les médias en 1970 : Daniel Southerland, *Christian Science Monitor*, 14 mars ; Laurence Stern, *Washington Post*, 26 mars ; Hugh D.S. Greenway, *Life*, 13 avril ; Carl Strock, *New Republic*, 9 mai ; Noam Chomsky, « Laos, » *New York Review of Books*, 23 juillet 1970 – avec davantage de détails, repris *in At War with Asia*, *op. cit.*

11. *Pentagon Papers*, *op. cit.*, V. Au sujet de la version déformée des conclusions de Walter Haney, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 176 *sq.*

12. « Refugee And Civilian War Casualty Problems in Indochina », Staff Report for the [Kennedy] Subcommittee on Refugees and Escapees, US Senate, 28 septembre 1970.

13. T.D. Allman, *Manchester Guardian Weekly*, 1er janvier ; *Far Eastern Economic Review*, 8 janvier 1972. Pour un long extrait du texte, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 173 *sq.* ; Robert Seamans, cité par George Wilson dans le *Washington Post-Boston Globe*, 17 janvier 1972. Au sujet de ce témoignage de l'ambassadeur William Sullivan devant le Congrès, *lire* Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 172 *sq.* À propos des tribus hmongs, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, p. 119 *sq.* ; Nayan Chanda, *Far Eastern Economic Review*, 23 décembre 1977. Concernant ce témoignage direct et bien d'autres, à mille lieues de la presse à grand tirage, à de rares exceptions près (citées ici), lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, p. 131 *sq.* et 340. *Bangkok World*, cité par Walter Haney, « The Pentagon Papers… », *op. cit.*, p. 292 ; de même qu'un article de Jack Anderson, *Washington Post*, 19 février 1972. Au sujet des expériences d'humanitaires américaines après guerre, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, p. 132 *sq.* et 340.

14. Thomas McCoy, lettre au *Washington Post*, citée par Walter Haney, « The Pentagon Papers… », *op. cit.*, p. 293.

15. Transcription d'un commentaire télévisé publiée dans le *Christian Science Monitor*, 10 juin 1975.

16. Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.*, p. 119 *sq.* ; Walter Haney, « The Pentagon Papers… », *op. cit.*, citant des audiences du Congrès et le *Washington Post*, 16 mars 1970.

17. Walter Saxon, *NYT*, 24 août 1975. Pour davantage de détails au sujet de ce reportage et une critique générale de la couverture médiatique des événements du Laos d'après guerre, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, chap. V.

18. Kimmo Kiljunen (dir.), *Kampuchea : Decade of the Genocide*, rapport de la commission d'enquête finlandaise, Zed Books, 1984 ; Kimmo Kiljunen, « Power Politics and the Tragedy of Kampuchea during the Seventies », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, avril-juin 1985.

19. William Shawcross, *Sideshow*, Simon & Schuster, 1979 ; Seymour Hersh, *The Price of Power*, Summit, 1983.

20. William Shawcross, « The End of Cambodia ? », *New York Review of Books*, 24 janvier 1980 – qui reprend les reportages de François Ponchaud, prêtre français dont les écrits, en 1975-1976, allaient devenir l'une des principales sources concernant les atrocités khmer rouges : François Ponchaud, *Cambodia : Year Zero*, Rinehart & Winston, 1978 – version révisée d'une étude en français de 1977 [rééd. *Cambodge, année zéro*, Kailash, 1996], devenue depuis le plus influent ouvrage non lu en matière d'histoire politique après la recension de Jean Lacouture, « The Bloodiest Revolution », *New York Review of Books*, 31 mars 1977 ; lire aussi « Cambodia : Corrections », *New York Review of Books*, 26 mai 1977, où Lacouture se rétracte sur la plupart de ses déclarations les plus sensationnelles. Parue dans *The Nation* le 25 juin 1977, notre critique fut la première, à notre connaissance, à remettre en cause le contenu de ce texte, qui ne fut publié en anglais qu'un an plus tard. Au sujet de toutes les falsifications qui furent inspirées de ce livre, ou de celles qui furent puisées à la pelle dans celui de Ponchaud, *lire* Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI ; aussi l'étude, plus minutieuse encore, de Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, South End Press, 1984. Pour une critique de l'étude « Kampuchea : A Demographic Catastrophe » (CIA Research Paper, mai 1980) qui met au jour une grande part de la désinformation qu'impliquaient des impératifs du gouvernement américain – en particulier l'occultation des pires crimes de Pol Pot durant les dernières années de sa carrière –, lire Michael Vickery, « Democratic Kampuchea CIA to the Rescue » (*Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 1982, 14-4) et *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.* Ce dernier ouvrage est sans aucun doute la plus remarquable étude qui ait été produite sur la période khmer rouge par l'un des rares véritables spécialistes du Cambodge : restée une référence internationale pour la plupart des spécialistes de l'Indochine, elle fut totalement ignorée aux États-Unis ; tout comme le rapport de la commission d'enquête finlandaise : Kimmo Kiljunen (dir.), *Kampuchea…*, *op. cit.* Lire aussi Noam Chomsky, « Decade of Genocide in Review, » *Inside Asia*, février 1985, repris *in* James Peck (dir.), *The Chomsky Reader*, Pantheon, 1987.

21. Michael Vickery, « Ending Cambodia-Some Revisions » – pour une étude plus complète, lire Michael Vickery, *Cambodia*, *op. cit*

22. Même si Shawcross lui-même s'était ravisé avec « Kampuchea Revives on Food, Aid and Capitalism, », *The Bulletin*, 24 mars 1981 ; lire aussi son *Quality of Mercy : Cambodia, Holocaust and Modern Conscience*, Simon & Schuster, 1984 (*Le Poids de la Pitié*, Balland, 1989) – une version révisée sur laquelle nous revenons.

23. William Shawcross, *The Nation*, 21 septembre 1985 ; Ben Kiernan, lettre à *The Nation* (inédite), 3 octobre 1985. Pour une évaluation de l'aide internationale, lire Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.* ; Kimmo Kiljunen (dir.), *Kampuchea…*, *op. cit.* ; Joel Charny et John Spragens, *Obstacles to Recovery…*, *op. cit.*

24. William Shawcross, *Quality of Mercy…*, *op. cit.*, p. 49-50.

25. Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.*, p. 293.

26. Pour des extraits du texte et d'autres cas de figure ayant suscité une indifférence encore plus totale, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI, p. 359. Pour une description de la Thaïlande par la Banque mondiale, *ibid.*, II, chap. XV. Au sujet des mauvais traitements subis par une large proportion des quelque 10,7 millions d'enfants ouvriers ou esclaves en Thaïlande, lire Coordinating Group for Religion in Society, « Human Rights in Thailand Report 9.1 », janvier-mars 1985 ; *Thai Development Newsletter*, 3 janvier 1985 ; « Beyond Stereotypes : Asian Women in Development, Southeast Asia Chronicle », janvier 1985.

27. Différents articles parus *in* « Beyond Stereotypes : Asian Women in Development, Southeast Asia Chronicle », janvier 1985.

28. Pour une cascade de preuves, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI, et Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.* – qui s'étend particulièrement sur la phase III.

29. Michael Vickery, *ibid.*, p. 184 *sq.*

30. Asia 1979 et Asia 1980 – recueils annuels de la *Far Eastern Economic Review*.

31. Carlyle Thayer, *Problems of Communism*, mai-juin 1981 – une publication gouvernementale.

32. George Hildebrand et Gareth Porter, *Cambodia : Starvation and Revolution*, Monthly Review Press, 1976 – une analyse basée sur les rapports des programmes d'assistance américains et internationaux, cité *in* Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.*, p. 79. Nayan Chanda, correspondant de la *Far Eastern Economic Review*, dans plusieurs articles et cité *in* Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, I, chap. VI, p. 229 *sq.* Le médecin occidental cité plus haut est le Dr Penelope Key, de la World Vision Organization, citée par Hildebrand et Porter, *Cambodia : Starvation and Revolution*, *op. cit.*, de même que d'autres estimations analogues des Catholic Relief Services et d'observateurs de la Croix-Rouge internationale. William Shawcross, *Sideshow...*, *op. cit.*, p. 370 *sq.*

33. Lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI, p. 232 *sq.*

34. Milton Osborne, *Before Kampuchea*, Allen & Unwin, 1980, p. 191 ; David Chandler, *Pacific Affairs*, été 1983 ; Philip Windsor, « The Listener », BBC, 11 juillet 1985.

35. David Chandler et Ben Kiernan (dir.), *Revolution and Its Aftermath in Kampuchea*, Southeast Asia Series, Yale University, 1983, n° 25.

36. *Far Eastern Economic Review*, 19 janvier 1979.

37. Fox Butterfield, « The New Vietnam Scholarship, », cover story, *New York Times Magazine*, 13 février 1983. Au sujet des estimations de la Freedom House et du *New York Times* concernant le travail de Pike, lire *Pentagon Papers*, *op. cit.*, p. 324-6.

38. Douglas Pike, *St. Louis Post-Dispatch*, 29 novembre 1979 et *Christian Science Monitor*, 4 décembre 1979 – cités *in* Michael Vickery, *Cambodia...*, *op. cit.*, p. 65.

39. Pour une analyse détaillée des micmacs de cette période, lire Nayan Chanda, *Brother Enemy*, Harcourt Brace Jovanovich, 1986 ; *Pentagon Papers*, *op. cit.*, p. 329, 394 ; Grant Evans et Kelvin Rowley, *Red Brotherhood at War*, Verso, 1984.

40. Charles Meyer, *Derrière le sourire khmer*, Plon, 1971 ; Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, chap. II, section 2.

41. Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.*, p. 7, 17, 5-6, 17, 43 ; « Looking Back at Cambodia, », *Westerly*, décembre 1976 – des extraits de cette étude sont cités *in* Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6.

42. Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 192 *sq.*, et les sources citées, en particulier les études d'automne 1971 de T. D. Allman, fondées sur des entretiens avec des membres de l'élite cambodgienne.

43. Elizabeth Becker, *When The War Was Over*, Simon & Schuster, 1987, p. 28 – l'auteure évoque un télégramme de l'ambassade américaine, qui cite Sihanouk ; Nayan Chanda, *Brother Enemy*, *op. cit.*, p. 61 *sq.* Pour plus de détails sur les études contemporaines de la « période Sihanouk », lire Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.*, et *For Reasons of State*, *op. cit.*

44. Michael Leifer, « Cambodia », *Asian Survey*, janvier, 1967. Becker affirme que la CIA était aussi derrière le complot de 1959 – dans *When the War Was Over*, p. 27.

Pour davantage de sources, françaises pour la plupart, sur les événements de cette période et ceux évoqués plus loin, lire Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.* et *For Reasons of State*, *op. cit.* ; au sujet du contexte régional de l'intensification du conflit en 1963, lire également Peter Dale Scott, *Pentagon Papers*, *op. cit.*, V.

45. Pour davantage de références et d'autres exemples, lire Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.*, et *For Reasons of State*, *op. cit.*

46. « Bombing in Cambodia », déclaration devant le Committee on Armed Services, Sénat, 93e cong., 1er sess., juillet-août 1973, p. 158-160 – principale source disponible concernant l'histoire des « bombardements secrets ».

47. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI, p. 288.

48. *Ibid.*, p. 380, 383 ; Shawcross, *Quality of Mercy*, *op. cit.*, p. 49 – où il fait exclusivement référence aux bombardements de B-52 des « camps retranchés » vietnamiens dans les zones frontalières, l'occultation-type des bombardements de civils et de zones agricoles.

49. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI, p. 383 – où il est aussi fait référence à cette question précise et à son manque de pertinence. Ces questions furent spécifiquement portées à l'attention de Shawcross (et à sa propre demande) à l'époque où il rédigeait *Sideshow*, sous la forme de commentaires de ses articles précédents parus sur ce sujet dans la presse britannique.

50. William Beecher, *NYT*, 9 mai, 1969 ; Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6, p. 271, 289, 383.

51. Howard Elterman, « The State, the Mass Media... », *op. cit.*, p. 344.

52. T. D. Allman, *Far Eastern Economic Review*, 9 avril 1970 ; *Manchester Guardian*, 18 septembre 1971.

53. Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 194, et les sources citées ; au sujet de la couverture médiatique de l'invasion, lire Noam Chomsky, *At War with Asia*, *op. cit.*

54. Richard Dudman, *Forty Days with the Enemy*, H. Liveright, 1971, p. 69.

55. Terence Smith, *NYT*, 5 décembre 1971 ; Iver Peterson, *NYT*, 2 décembre 1971. Pour des citations de sources principalement françaises et américaines, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 188 *sq.* ; Fred Branfman, *Pentagon Papers*, *op. cit.*, V.

56. Pour des extraits du journal *Le Monde*, lire Noam Chomsky, *For Reasons of State*, *op. cit.*, p. 190-2.

57. Howard Elterman, « The State, the Mass Media... », *op. cit.*, p. 335 *sq.*

58. Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.*, p. 15.

59. UPI, *NYT*, 22 juin 1973 – d'après les statistiques du Pentagone.

60. William Shawcross, *Sideshow*, *op. cit.*, p. 272, 297.

61. Pour sources, extraits et analyse, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6, p. 154 *sq.*, 220 *sq.*, 365 *sq.*

62. Par exemple, Henry Kamm, *NYT*, 25 et 28 mars 1973.

63. *When the War Was Over*, *op. cit.*, p. 32.

64. Malcolm Browne, « Cambodians' Mood : Apathy, Resignation », *NYT*, 29 juin 1973.

65. Sydney Schanberg, *NYT*, 4 août 1973.

66. Henry Kamm, *NYT*, 25 mars, 1973.

67. Lire Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982, op. cit.*, p. 9 *sq.*

68. Sydney Schanberg, *NYT*, 3 et 8 mai, 19 juillet, 30 juillet, 16 août et 12 août, 1973.

69. Principalement de Malcolm Browne mais aussi les dépêches « spéciales » de Henry Kamm. Nous avons laissé de côté les brèves et l'inventaire n'est probablement pas exhaustif.

70. Lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6, p. 370-1.

71. *Sunday Times*, 11 mai, 1975. Pour de plus longs passages, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6, p. 249 *sq.*

72. *NYT*, 7 et 11 avril 1985, 9 septembre 1985, éditoriaux.

73. *NYT*, 9 juillet 1975, éditorial ; lire aussi Jack Anderson, *Washington Post*, 4 juin 1975.

74. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6.

75. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI ; Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982, op. cit.*

76. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, p. 135-36, 140, 290, 293, 299.

77. Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982, op. cit.*, p. 308, 310.

78. John Barron et Anthony Paul, *Murder in a Gentle Land*, Reader's Digest Press, 1977 ; Anderson, *Washington Post*, 1er octobre 1978 ; Henry Kamm, *New York Times Magazine*, 19 novembre 1978 (comprenant des photographies truquées). Concernant la documentation scientifique décrivant un pays dont « la population vivait [jusque-là] en situation de quasi-famine permanente » pour basculer dans une absence totale d'économie à partir de 1975, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, p. 202-53, 367-72 ; Donald Wise, *Far Eastern Economic Review*, 23 septembre 1977.

79. Pour les citations tirées de ces écrits, parus dans la *Far Eastern Economic Review* et dans *Le Monde diplomatique*, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.

80. Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982, op. cit.*, p. 48. Lire aussi la critique de son livre par le spécialiste britannique de l'Indochine R. B. Smith, qui souligne exactement le même problème (*Asian Affairs*, février 1985).

81. Michael Vickery, *Cambodia..., op. cit*, chap. III ; également les essais de Michael Vickery et Ben Kiernan, *in* David Chandler et Ben Kiernan (dir.), *Revolution and Its Aftermath..., op. cit.* ; Ben Kiernan, *Cambodia : The Eastern Zone Massacres*, Center for the Study of Human Rights, Columbia University, Documentation Series, n° 1, 1986.

82. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II.6, p. 138-9, 152-3, 156-7, 163.

83. William Shawcross, *in* David Chandler et Ben Kiernan (dir.), *Revolution and Its Aftermath*, *op. cit.*

84. Lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.* ; et, pour une analyse plus détaillée, Edward S. Herman, *The Real Terror Network..., op. cit.* ; également *supra*, chap. II.

85. John Holdridge (département d'État américain), « Hearing before the Subcommittee on Asian and Pacific Affairs of the Committee on Foreign Affairs », Chambre des Représentants, 97e congrès, 2e session, 14 septembre 1982, p. 71.

86. Pour se faire une idée de leurs inquiétudes, et de la manière dont ils les ont résolues – celles-là et d'autres similaires –, lire Noam Chomsky, *Towards a New Cold War*, *op. cit*, chap. XIII.

87. Nayan Chanda, *Far Eastern Economic Review*, 1er novembre 1984 et 7 novembre 1985 – avec des modifications mineures sur leurs positions générales depuis le début de la phase III.

88. Henry Kamm, *NYT*, 8 novembre 1981.

89. *Far Eastern Economic Review*, 16 août 1984. Le *Washington Post* du 8 juillet 1985 publia littéralement la même histoire, sans mentionner aucune source – comme le faisait remarquer la *Far Eastern Economic Review*, non sans une certaine irritation, dans son éditorial du 8 août 1985.

90. James Pringle, *Far Eastern Economic Review*, 25 février, 1988 ; Barbara Crossette, *NYT*, 1er avril 1988. Richard Holbrooke est cité dans les *Indochina Issues* (juin 1985). Lire aussi Robert Manning, *South* (septembre 1984) et Elizabeth Becker, « U.S. Backs Mass Murderer », *Washington Post*, 22 mai, 1983 – au sujet des pressions américaines visant à pousser la résistance non communiste « dans une coalition ignominieuse avec Pol Pot ». Dith Pran est cité par Jack Colhoun, *The Guardian* (New York), 5 juin 1985. David Hawk, *Far Eastern Economic Review*, 2 août 1984 – avec une photo d'Alexander Haig « recevant [à New York], un verre à la main, un leng Sary [ministre des Affaires étrangères du gouvernement khmer rouge] tout sourire ».

91. Nayan Chanda, *Brother Enemy*, *op. cit.*, p. 379.

92. Chanthou Boua, « Observations of the Heng Samrin Government, » *in* David Chandler et Ben Kiernan (dir.), *Revolution and Its Aftermath*, *op. cit.*

93. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, préface, p. xix.

94. *The Guardian* (Londres), 26 octobre 1984.

95. Floyd Abrams, *NYT*, 8 janvier 1985 – aussi Floyd Abrams et Diane Orentlicher, *Washington Post Weekly*, 9 septembre, 1985. David Hawk, *New Republic* (15 novembre 1982) et *The Economist* (13 octobre 1984). Conor Cruise O'Brien, *London Observer*, 30 septembre 1984.

96. William Shawcross, *Quality of Mercy, op. cit.* ; *Washington Post*, 2 septembre, 1984 ; et son article *in* David Chandler et Ben Kiernan (dir.), *Revolution and Its Aftermath*, *op. cit.*

97. William Shawcross, *Quality of Mercy, op. cit.*, p. 55 ; *Washington Post*, 2 septembre 1984.

98. Cité *in* Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982* (*op. cit*, p. 58 *sq.*), dans une analyse des efforts que fit Shawcross, par la suite, pour « minorer son jugement antérieur (pourtant exact) en prétendant avoir seulement colporté les nouvelles sensationnalistes de STV, ce qui manifestement n'avait jamais été le cas ».

99. Préface de François Ponchaud à l'édition américaine de son livre, *Cambodia : 1975-1982, op. cit.* Concernant la duperie remarquable de Ponchaud au sujet de cette affaire, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI, p. 278 *sq.*

100. Pour un bilan appuyé sur une enquête plus poussée, lire *ibid.*, p. 253-84.

101. William Shawcross, *Quality of Mercy, op. cit.*, p. 357.

102. Recension du livre de William Shawcross *Quality of Mercy* dans le *Washington Post Weekly*, 30 juillet, 1984.

103. Son essai *in* David Chandler et Ben Kiernan (dir.), *Revolution and Its Aftermath*, *op. cit.*, constitue son unique tentative de fournir des preuves pour ses affirmations si largment diffusées.

104. *The New Statesman*, 2 novembre 1984. Pour ce qui est de savoir si le DK était « marxiste-léniniste » – quelque acception qu'on veuille prêter à ce terme –, lire Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.*

105. Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, p. 135-36.

106. William Shawcross, *Quality of Mercy*, *op. cit.*, p. 357.

107. *Ibid.*, p. 358-9 ; *New York Review of Books*, 27 septembre 1984.

108. Pour de nombreux précédents du même ordre, lire Noam Chomsky et Edward S. Herman, *Political Economy of Human Rights*, *op. cit.*, II, chap. VI ; et Michael Vickery, *Cambodia : 1975-1982*, *op. cit.*

109. Barry Wain, « The Deadly Legacy of War in Laos », *Asian Wall Street Journal*, 24 janvier 1997 ; Ronald Podlaski, Veng Saysana et James Forsyth, « Accidental Massacre : American Air-Dropped Bomblets Have Continued to Maim and Slaughter Thousands of Innocent Victims Mostly Children for the Last 23 Years in Indochina », Humanitarian Liaison Service, 1997 – pour ces trois auteurs, qui ont vécu au Laos, le chiffre officiel de vingt mille victimes par an est sous-estimé.

110. Daniel Pruzin, « U.S. Clears Laos of the Unexploded », *Christian Science Monitor*, 9 septembre 1996.

111. Keith Graves, « U.S. Secrecy Puts Bomb Disposal Team in Danger », *Sunday Telegraph* 4 janvier 1998.

112. Cité par Strobe Talbott, « Defanging the Beast », *Time*, 6 février 1989.

113. Lire Ben Kiernan, « The Inclusion of the Khmer Rouge in the Cambodian Peace Process. Causes and Consequences », *in* Kiernan (dir.), *Genocide and Democracy in Cambodia*, Yale Council on Southeast Asian Studies, 1993, p. 199-272.

114. Kimmo Kiljunen, *Kampuchea…*, *op. cit.*

115. Lire Edward Herman, *Myth of the Liberal Media*, *op. cit.*, chap. 16, « Suharto, The Fall of a Good Genocidist » ; Edward Herman et David Peterson, « How the *New York Times* Protects Indonesian Terror in East Timor », *Z Magazine*, juillet-août 1999.

116. Pour des citations et bien plus, lire Edward Herman, *Myth of the Liberal Media*, *op. cit.*, chap. 16.

117. Seth Mydans, « Indonesia's Rising Prosperity Feeds a Party for Democracy », *NYT*, 21 juin 1996.

118. Edward Herman et David Peterson, « How the *NYT*… », *op. cit.*

119. James Reston, « A Gleam of Light », *NYT*, 19 juin 1996.

120. David Sanger, « Indonesia Faceoff : Drawing Blood Without Bombs », *NYT*, 8 mars 1998.

Conclusions

1. Anthony Lewis, « Freedom of the Press – Anthony Lewis Distinguishes Between Britain and America », *London Review of Books*, 26 novembre 1987. Lewis présente ici son interprétation des opinions de James Madison et de Justice Brennan – dans le cas « *New York Times vs* Sullivan », que Lewis décrit comme la « plus grande victoire juridique [de la presse] de l'époque moderne » – avec son approbation.

2. Lire notamment, N. Blackstock (dir.), *COINTELPRO*, *op. cit.* ; Frank J. Donner, *The Age of Surveillance : The Aims and Methods of America's Political Intelligence System*, Knopf, 1980 ; Robert J. Goldstein, *Political Repression in America*, Schenkman, 1978 ; Morton H. Halperin *et al.*, *The Lawless State*, Penguin, 1976 ; Christy Macy et Susan Kaplan (dir.), *Documents*, Penguin, 1980.

3. Lire Noam Chomsky, *The Culture of Terrorism*, *op. cit.*

4. Au sujet de la persistance du consensus des élites, y compris des médias, pendant et après la période des procès des scandales Iran-contra, *ibid.*

5. Au sujet de la « gauche Pol Pot », lire Laurence R. Simon et James C. Stephens Jr. *El Salvador Land Reform 1980-1981, Impact Audit*, Oxfam America, février 1981, p. 51 – qui cite l'ambassadeur Robert White et le conseiller de la réforme agraire Roy Prosterman ; Raymond Bonner, *Weakness and Deceit*, *op. cit.* – pour les citations de l'ambassadeur White et de l'archevêque Rivera y Damas (qui a succédé à l'archevêque assassiné, Mgr. Romero), resp. 88 et 207. Jeane Kirkpatrick, « U.S. Security and Latin America », *Commentary*, janvier 1981.

6. William Buckley, *Washington Post*, 21 mai 1987.

7. Assurés bien évidemment, comme nous avons pu le voir, de ne courir aucun risque pour avoir diffusé désinformation et rumeurs utiles, ou s'être faits l'écho d'impostures patentes et depuis longtemps dénoncées comme telles.

8. W. Lance Bennett, *News. The Politics of Illusion*, 2e éd., Longman, 1988, p. 178-9.

9. Ben Bagdikian, *The Media Monopoly*, , *op. cit.*, p. x.

10. Pour des versions classiques, lire Warren Breed, « Social Control in the Newsrooms : A Functional Analysis », *Social Forces*, mai 1955, p. 326-35 ; Gaye Tuchman, « Objectivity as Strategic Ritual », *American Journal of Sociology*, janvier 1972, p. 660-70. Pour une application utile, lire Jim Sibbison, « Environmental Reporters : Prisoners of Gullibility », *Washington Monthly*, mars 1984, p. 27-35.

11. Pour une étude de ces tendances, lire Noam Chomsky, *Z-magazine*, mars 1988.

12. Pour des preuves patentes en la matière, voir les exemples spécifiques étudiés plus haut ; et pour une étude plus approfondie, lire Noam Chomsky, *Culture of Terrorism*, *op. cit.* – et les sources qui y sont citées.

13. Au sujet des différences entre télévision commerciale et publique pendant les années de la guerre du Vietnam, lire Eric Barnouw, *The Sponsor*, Oxford UP, 1978, p. 62-5.

14. Pour une analyse détaillée et méthodique des programmes de Grande-Bretagne, lire James Curran, Jake Ecclestone, Giles Oakley, et Alan Richardson (dir.), *Bending Reality : The State of the Media*, Pluto Press, 1986.

15. Noam Chomsky, « The Media and The War : What War ? », *in* Hamid Mowlana *et al.*, *Triumph of the Imag : The Media War in the Persian Gulf – A Global Perspective*, Westview 1992 ; Douglas Kelner, *The Persian Gulf TV War*, Westview, 1992 ; Noam Chomsky, *The Military Humanism*, Common Courage Press, 1999 ; Edward S. Herman, *Myth of the Liberal Media*, *op. cit.*, chap. XII, « The Media's Role in the U.S. Foreign Policy : The Persian Gulf War » ; Philip Hammond et Edward Herman (dir.), *Degraded Capability : The Media and the Kosovo crisis*, Pluto Press, 2000. [Lire également Serge Halimi, Dominique Vidal et Henri Maler, *« L'opinion, ça se travaille… »*, *op. cit.* – nde]

Table des matières

PRÉFACE 9

INTRODUCTION 13

I. UN MODÈLE DE PROPAGANDE 25

I-1. Premier filtre : Taille, actionnariat, orientation lucrative 28

Tableau 1-1 32

Du capital familial à la financiarisation, des médias au piège du marché 35

Tableau 1-2 38

Tableau 1-3 41

I-2. Second filtre : La régulation par la publicité 46

I-3. Troisième filtre : Les sources d'information 54

Tableau 1-4 64

I-4. Quatrième filtre : Contre-feux et autres moyens de pression 67

I-5. Cinquième filtre : L'anticommunisme 73

I-6. Asymétrie et campagnes de propagande 76

Complément 2002 : Remise à jour du modèle de propagande 86

Annexe I : Quelques applications du modèle de propagande à des sujets qui ne font jamais débat

Les budgets de la Défense 97

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) 99

La couverture des manifestations contestataires 101

La visibilité médiatique des travailleurs 103

L'industrie pharmaceutique et la sécurité sociale 105

II. Victimes dignes ou indignes d'intérêt 111

II-1. Jerzy Popieluszko contre une centaine de religieux en Amérique du sud 111

II-1-1. Aspects quantitatifs de la couverture médiatique 112

Tableau 2-1 114

II-1-2. Couverture de l'affaire Popieluszko 118

II-1-2 (a) Abondance et ressassement des détails du meurtre et des violences infligées à la victime 118

II-1-2 (b) Indignation, scandale et exigence de justice 119

II-1-2 (c) La traque des responsables au sommet 120

II-1-2 (d) Conclusions et suites 120

II-2. Rutilio Grande et les soixante-douze morts sans interêt 122

Tableau 2-2 123

II-3. Oscar Romero, archevêque du Salvador 126

II-3-1. Détails du meurtre, réaction de l'opinion publique 128

II-3-2. La ligne de la propagande : une junte réformiste s'efforçant de contenir la violence de la droite et de la gauche 128

II-3-3. Déformation des opinions de Romero 136

II-3-4. Les responsabilités au sommet devenues subitement secondaires 137

II-3-5. Meurtre impuni – ou triomphant 140

II-4. Assassinat de quatre missionnaires américaines par la garde nationale salvadorienne : couverture et suivi de l'affaire 145

II-4-1. Détail des exactions 148

II-4-2. Absence d'indignation et d'exigences de justice 150

II-4-3. L'absence de zèle, au sommet de la hiérarchie, dans la recherche des coupables 152

Comment affaiblir ou non un témoignage 155

II-4-4. Le procès : cinq gardes nationaux pour 19,4 millions de dollars 161

II-5. Vingt-trois religieux assassinés au Guatemala (1980-1985) 163

Réformes de façade 166

II-6. L'élimination du Groupe d'appui mutuel au Guatemala 177

Tableau 2-3 184

Complément 2002

Tableau 2-4 189

III. Légitimité électorale contre élections nulles et non avenues dans le tiers-monde Salvador - Guatemala - Nicaragua 197

III-1. Principes de propagande électorale 198

III-2. Contexte général des scrutins au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua (1982-1985) 203

III-2-2. Liberté d'expression et de réunion 207

III-2-2. Liberté de la presse 212

III-2-3. Liberté d'organisation 214

III-2-4. Liberté de fonder des partis politiques, de présenter des candidats et de mener campagne 217

III-2-5. Absence de terrorisme d'État et d'un climat de peur 224

III-3. Le dispositif coercitif au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua 225

III-4. Le Salvador : comment les médias américains firent d'une « folle machine à tuer » la protectrice d'une démocratie naissante 228

III-5. « Première étape : le Guatemala choisit la modération » 232

III-6. Nicaragua : les médias au service de la délégitimation des élections 242

III-6-1. Dénigrement et apathie 245

III-6-2. Nier la qualité supérieure des élections nicaraguayennes 248

III-6-3. Les perturbations sont occultées et le taux de participation n'est plus un indice du triomphe de la démocratie 250

III-6-4. Regain d'intérêt vis-à-vis des mesures coercitives 253

III-6-5. La « principale force d'opposition » sur le devant de la scène 256

III-6-6. L'intérêt des médias pour la liberté de réunion et la liberté de la presse 263

III-7. Mise en évidence quantitative du biais systématique de la présentation médiatique 268

Tableau 3-1 269

Tableau 3-3 270

Tableau 3-3 271

III-8. Déclenchement de la crise des Mig au cours de la semaine des élections nicaraguayennes 273

Les jeux dangereux 275

III-9. Le rôle des observateurs « officiels » dans le soutien à la ligne propagandiste 277

III-10. Conclusion 279

Complément 2002 282

Annexe II : Les observateurs officiels américains au Guatemala (1er-2 juillet 1984) 286

Du Guatemala aux Philippines, un « observateur » professionnel 292

IV. LE COMPLOT DE LA FILIÈRE BULGARE ET DU KGB POUR ASSASSINER LE PAPE : UN CAS EXEMPLAIRE DE DÉSINFORMATION DE LIBRE-MARCHÉ 295

IV-1. La thèse Sterling-Henze-Kalb (SHK) 298

IV-2. Incohérences de la thèse SHK 301

IV-3. Une autre hypothèse possible 307

IV-4. Les médias s'accrochent à la filière bulgare 313

IV-5. Sources tendancieuses 318

IV-6. L'ordre du jour propagandiste : questions non soulevées et sources inexploitées 325

Complément 2002 334

Annexe III : Conclusions définitives de John Tagliabue sur la filière bulgare 336

Un cas d'école de manipulation 336

L'angle : une affaire « jamais élucidée » 337

Les méthodes judiciaires italiennes à l'abri de la lumière 338

Les rétractations d'Agça 339

« Confirmations partielles » des allégations d'Agça 340

Le mobile soviéto-bulgare 341

Le séjour d'Agça en Bulgarie 342

L'implication des Bulgares en Turquie 343

Question-clé : comment Agça pouvait-il en savoir autant ? 343

« Même les avocats des Bulgares… » 344

« L'hypothèse la plus sinistre » 345

Agça aidait les Bulgares 345

V. Les campagnes d'Indochine : (1) Vietnam 346

V-1. Les limites du débat 348

V-2. « Les hystériques en coulisses » 357

V-3. Les phases préliminaires : étude détaillée 374

V-4. Reportages de guerre 385

V-5. Événements décisifs de la guerre 404

V-5-1. L'incident du golfe du Tonkin 404

V-5-2. L'offensive du Tết 411

V-5-3. Les accords de paix de Paris 437

V-6. La guerre du Vietnam en rétrospective 451

Complément 2002 476

Les États-Unis étaient-ils victimes ou agresseurs au Vietnam ? 476

Réécriture de l'histoire de la guerre du Vietnam 478

L'utilisation d'armes chimiques par les États-Unis en Indochine 483

Annexe IV : Le scoop de Braestrup. Quelques « exclusivités de la Freedom House » 488

VI. Les campagnes d'Indochine : (2) Laos et Cambodge 507

VI-1. Le Laos 507

VI-2. Le Cambodge 518

VI-2-1. « La décennie du génocide » 518

VI-2-2. Problèmes d'échelle et de responsabilité 519

VI-2-3. Un pays « pas si charmant que ça » : quelques pages d'histoire pertinentes 529

VI-2-4. Phase I : destruction du Cambodge par les Américains 535

VI-2-5. La phase I dans les médias 541

VI-2-6. L'ère Pol Pot 551

VI-2-7. La phase III en Indochine : le Cambodge et le Vietnam saignés à blanc 559

VI-2-8. La phase III vue d'Amérique : le grand silence et le pouvoir caché de la gauche 563

VI-2-9. Résumé 575

Complément 2002

Le Laos 577

Le Cambodge 578

Conclusions 585

Addendum 2002 602

Notes 605

Achevé d'imprimer en octobre 2008
sur les presses du groupe Horizon

pour le compte des éditions Agone
BP 70072, 13192 Marseille cedex 20

Diffusion-distribution en France
LES BELLES LETTRES
25, rue du Général-Leclerc, F-94270 Le Kremlin-Bicêtre
Fax 01 45 15 19 80

Diffusion-distribution en Suisse
ZOÉ
11, rue des Moraines, CH-1227 Carouge-Genève
Tél. (41) 22 309 36 00 — Fax (41) 22 309 36 03

Diffusion-distribution en Belgique
LA CARAVELLE
303, rue du Pré-aux-Oies, B-1130 Bruxelles
Tél. (32) 2 240 93 00 — Fax (32) 2 216 35 98

Diffusion-distribution au Québec
DIMÉDIA
539, bd Lebeau, Ville Saint-Laurent (Québec)
Canada H4N 1S2
Tél. (514) 336-3941 – Fax (514) 331-3916

Dépôt légal 4e trimestre 2008
Bibliothèque nationale de France